Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du lundi 9 juin 2025
à 19 heures

Séance tenue au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée
et diffusée sur le site Internet de l'arrondissement

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 9 juin 2025 à 19 heures du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 5 mai 2025 à 19 heures.

10.04 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires des membres du conseil.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions orales du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions écrites du public.

10.07 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.08 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Contrat de construction

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1255652001

Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19.

20.02 Contrat de construction

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1259948001

Accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03.

20.03 Contrat de construction

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1259948002

Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-07.

20.04 Contrat de construction

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1255652002

Accorder à LES ENTREPRISES VENTEC INC., le contrat au montant de 497 324,36 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 627 056,80 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-20.

20.05 Contrat de services professionnels

CE *Direction des services administratifs et du greffe* - 1253091001

Accorder à la firme Riopel + Associés Architectes, un contrat de services professionnels au montant de 194 945,86 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland et autoriser une dépense à cette fin de 282 671,51 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-13.

20.06 Contrat de services professionnels

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1255652003

Accorder à WSP CANADA INC., un contrat n°1 de 1 604 532,53 $, taxes incluses, à LES SERVICES EXP inc., un contrat n°2 de 1 686 207,25 $, taxes incluses pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-01.

20.07 Contrat de services professionnels

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1255652004

Accorder à IGF AXIOM INC., un contrat n°1 de 712 465,58 $, taxes incluses, et à WSP CANADA INC., un contrat n°2 de 782 367,51 $, taxes incluses pour des services professionnels pour la surveillance des travaux sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-02.

20.08 Immeuble - Location

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1258042004

Approuver l'entente par laquelle le Centre de services scolaire de Montréal prête, sans considération monétaire, à la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, soit du 1er juin 2025 au 31 mai 2030, le lot 6 641 112 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de terrain sportif récréatif pour, entre autres, la pratique du soccer. Ouvrage #1914.

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1258159007

Modifier le montant de la contribution financière de 199 569 $ accordé à la Clinique juridique du Grand Montréal par la résolution CA23 170299, afin de le réduire à un montant de 149 677 $ taxes incluses si applicables, pour le projet de service d'accompagnement des jeunes judiciarisés dans le cadre du programme Prévention Montréal 2024-2025 et approuver l'addenda à la convention à cette fin.

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1248159005

Accorder une indexation de 3 % à la contribution financière prévue à la convention en cours avec Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025 pour la réalisation du programme mentionné dans ce sommaire, représentant un montant total de 678 $, toutes taxes comprises si applicables. Approuver l'addenda à la convention et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

20.11 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1245284011

Autoriser une augmentation du versement des contributions financières non récurrentes octroyées à Carrefour jeunesse-emploi Côte-des-Neiges et Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation du projet "Brigade neige" 2024-2025 (résolution CA24 170065), d'un montant de 7 600 $, totalisant une somme de 34 600 $, toutes taxes incluses si applicables, et approuver les addendas aux conventions.

20.12 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1258159005

Accorder une contribution financière à la Corporation communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN) de 23 296 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour la période du 10 juin 2025 au 31 mai 2026 et approuver le projet de convention à cet effet.

20.13 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1258159006

Accorder une contribution financière à deux OBNL totalisant la somme de 49 413 $, toutes taxes incluses si applicables, dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 10 juin au 31 décembre 2025 et approuver les projets de convention à cet effet.

20.14 Subvention - Contribution financière

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223013

Accorder une contribution financière maximale de 3 200 $ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de Bacs à fleurs sur son territoire, et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du *Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial* (RCA17 17285).

20.15 Subvention - Contribution financière

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1255284006

Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 18 000 $ au Regroupement des éco-quartiers (REQ) afin de permettre l'embauche de 4 étudiants pour la patrouille de sensibilisation environnementale « La Patrouille verte », durant la saison estivale 2025.

20.16 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1256290004

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 16 100 $.

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1256880001

Autoriser la signature d'une convention avec le ministère des Transports et de la Mobilité Durables pour l'octroi d'une aide financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans le cadre du programme de développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) pour le projet de la Promenade Jean-Brillant et autoriser la secrétaire d'arrondissement à signer tout engagement afférant.

30.02 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1259549001

Accepter l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

30.03 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Direction des services administratifs et du greffe* - 1256460001

Déposer au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2024 relatifs à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

30.04 Reddition de comptes

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1256460002

Déposer le rapport de reddition du compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grace pour l'exercice financier 2024.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1255676004

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 juin 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

40.02 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1258236002

Édicter une ordonnance implantant un nouveau secteur de stationnement sur rue réservé aux résidents dans le secteur Glenmount (secteur 308).

40.03 Ordonnance - Autre sujet

CA *Direction des travaux publics* - 1259980004

Édicter, en vertu de l'article 15 du *Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196), une ordonnance afin de permettre la création d'une murale sur le mur de briques du bâtiment situé au 5311, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4A 1V3.

40.04 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1253930001

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le Règlement RCA24 17412 sur les tarifs (exercice financier 2025) et déposer le projet de règlement.

40.05 Règlement - Avis de motion

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1258942001

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement abrogeant le *Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce* (RCA14 17228) et déposer le projet de règlement.

40.06 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751014

Adopter, avec changements, le Règlement RCA25 17418 modifiant *le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) et le *Règlement de lotissement* (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

40.07 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751013

Adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-148 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue de Dieppe, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751015

Adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-149 visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.09 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1254570011

Dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, du certificat de la tenue d'un registre concernant la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147, visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.10 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1253930003

Retirer, conformément à l'article 559 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1254570010

Nommer une secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1257479005

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) ainsi que les rapports des dépenses avec et sans bon de commande pour le mois d'avril et les rapports des dépenses effectuées avec la carte de crédit du mois de mars et avril 2025.

65 – Avis de motion des conseillers

65.01 Avis de motion des conseillers

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1256290005

Motion d’appui à la campagne demandant au gouvernement du Canada de solliciter la présidence de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA).

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 5 mai 2025 à 19 heures au 5160, boulevard Décarie à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Stephanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Despina Sourias, conseillère du district de Loyola;

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Chantal Hooper, directrice des travaux publics par intérim;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière;
Fimba Tankoano, directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social;
Samir Admo, directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire d'arrondissement.
Nadia Sofia Matos Fernandes, secrétaire-recherchiste

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse suppléante déclare la séance ouverte à 19 heures.

Nous reconnaissons que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Je remercie la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en territoire non cédé.

RÉSOLUTION CA25 170088

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 5 mai 2025 à 19 heures du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉSOLUTION CA25 170089

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

appuyé par Despina Sourias

D'approuver le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce tenue le 7 avril 2025, à 19 h.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DES MEMBRES DU CONSEIL

Gracia Kasoki Katahwa	• Absence d'école dans le Triangle – dénonce l'absence d'investissement du gouvernement du Québec • Programme « Aménage ton voisinage » • Premier Plan de développement culturel de l'arrondissement • Tragédie de Vancouver et soutien à la communauté philippine • Mois du patrimoine asiatique • Mois du patrimoine juif • Journée internationale des infirmières – 12 mai • Journée internationale des travailleurs et travailleuses – 1er mai
Magda Popeanu	• Journée des Patriotes – 19 mai • Fête de la Reine – 19 mai • Journée internationale de la diversité biologique – 22 juin • Fête des mères – 11 mai • Motion pour la reconnaissance du génocide tamoul • Mois du vélo – fête au parc Jean-Brillant le 31 mai • Maintien des infrastructures • Projets lauréats du budget participatif de la Ville pour l'arrondissement • Piétonnisation de la rue Lacombe
Stephanie Valenzuela	• Décès d'un jeune de 16 ans dans l'arrondissement sur l'avenue Barclay et offre ses condoléances à sa famille • Tragédie à Vancouver – attaque envers la communauté philippine • Rencontre avec le chef de police de Montréal • Vigie au parc MacKenzie-King • Semaine de la santé mentale – besoin de ressources • Mois du patrimoine asiatique - événements • Mois du patrimoine juif • Motion pour la reconnaissance du génocide tamoul • Ressources en vue du 1er juillet
Despina Sourias	• Salue la présence des membres de la communauté tamoule ainsi que des membres du Conseil jeunesse de l'arrondissement • Gestion différenciée dans les parcs • Inauguration du planchodrome au parc Benny • Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie – 17 mai • Campagne de sensibilisation pour aider les locataires en vue du 1er juillet • Soutien aux personnes vulnérables – Marchés mobiles de Multicaf et Dépôt NDG et financement de collations dans les camps de jour
Sonny Moroz	• Motion pour la reconnaissance du génocide tamoul – souhaite amener la motion au conseil municipal • École dans le Triangle • Terrain synthétique au parc MacKenzie-King • Conversion de la rue Bourret en voie à sens unique - 2 juin • Mois du patrimoine juif • Mois de l'héritage asiatique
Peter McQueen	• Importance de l'éducation pour la tolérance • Motion pour la reconnaissance du génocide tamoul • Démocratie – élection fédérale • Soirée de reconnaissance des bénévoles et groupes communautaires • Promenades de Jane – Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce • Balcon fête – 16 et 17 mai



	• Rendez-vous NDG – ouverture le 23 mai • Ouverture des places Guillaume-Couture et Royal – 23 mai • Contribution à Biz NDG pour l'événement Imagine Monkland

---

RÉSOLUTION CA25 170090

DÉPÔT - RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024 - CONSEIL JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE.

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose le rapport d'activités 2024 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Un débat s'engage.

10.05 1258159004

RÉSOLUTION CA25 170091

MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Sonny Moroz

De modifier l'ordre du jour afin de présenter le dossier suivant :

65.01 Motion pour reconnaître le 18 mai comme Journée de commémoration du génocide tamoul.

après la période de questions orales du public.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PÉRIODE DE QUESTIONS ORALES DU PUBLIC.

Nom	Sujet de la question
Hartley Barber	Mobilité – programmation des feux de circulation
Hugues Marceau	Projet particulier PP-147 – avenue Lajoie
Carl Hamilton	Vente du terrain Villa-Maria
Steven Jass	Piste cyclable Terrebonne
George Christianis	Pistes cyclables Darlington et Wilderton
Irwin Rapoport	Financement des infrastructures et piste cyclable Terrebonne
Maya Raic	Projet particulier 147 – avenue Lajoie



RÉSOLUTION CA25 170092

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

De prolonger de 15 minutes la période de questions orales des citoyens afin que toutes les personnes qui se sont inscrites aient la possibilité de s'adresser au conseil.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RETOUR À LA PÉRIODE DE QUESTIONS ORALES DU PUBLIC

Nom	Sujet de la question
Joël Coopieters	Logement et nouveau gouvernement fédéral
Gabriel Domocos	Sécurité routière et dépôt de neige dans le parc Van Horne
Joy Yanow	Absence de règles pour les clôtures de piscine

	Personne ayant quitté la séance ou ayant retiré sa question

RÉSOLUTION CA25 170093

MOTION - JOURNÉE DE COMMÉMORATION DU GÉNOCIDE TAMOUL

Considérant que le génocide tamoul, survenu pendant la guerre civile sri-lankaise, a entraîné la perte de milliers de vies innocentes et causé d'immenses souffrances à la communauté tamoule;

Considérant que le 18 mai marque l'anniversaire de la fin de la guerre civile srilankaise en 2009;

Considérant qu'en 2022, le Parlement canadien a voté à l'unanimité pour reconnaître le 18 mai comme Journée de commémoration du génocide tamoul;

Considérant que reconnaître et commémorer le génocide tamoul est essentiel pour reconnaître la douleur et la résilience du peuple tamoul, promouvoir la sensibilisation et encourager un engagement envers les droits humains et la justice;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

Que l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce déclare par la présente le 18 mai comme Journée de commémoration du génocide tamoul;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Que le conseil soutiendra et promouvra des activités et des événements qui éduquent le public sur le génocide tamoul, honorent les victimes et les survivants, et encouragent la réflexion et le dialogue sur l'importance des droits humains et de la réconciliation;

Que le conseil travaillera avec les organisations tamoules locales et les leaders communautaires pour garantir que la commémoration soit respectueuse, inclusive et significative.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

65.01 1254570009

_____

PÉRIODE DE QUESTIONS ÉCRITES DU PUBLIC.

Nom	Sujet de la question
Thomas Klein	Projet particulier 147 – avenue Lajoie
Joshua Berkowicz	Travaux d'aqueduc et égout
Féliz Cuchet	Projet particulier 147 – avenue Lajoie
Sylvia Rodriguez	District de Loyola
Danielle Letourneau	Fréquence des travaux – avenues Trans Island et Isabella
Jake Roberts	Trottoir près de l'église Saint-Monica
Kasandra Deblois	Sécurité dans les parcs
Layna Al-Mansouri	Les génocides et l'humanité
Ashley Kolm	Sécurité au parc Martin-Luther-King
Koffi Doumon	Parcs et espaces verts du secteur du Triangle – îlot de chaleur
Subitha Tharmakulasagaram	Motion sur le génocide tamoul

	4e question et suivante sur un même sujet

_____

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL.

Sonny Moroz	• S'enquiert des mesures prises pour la problématique de rats dans le secteur du chemin Circle et de l'avenue Glencairn. • Demande si le terrain de soccer sur le terrain de la future école du Triangle peut ouvrir cet été. • Questionne la possibilité d'utiliser le terrain carré près de l'avenue de la Savane pour la tenue d'activités sportives.
Despina Sourias	• Demande de quelle façon l'utilisation du terreplein de l'avenue Linton peut être maximisée.
Stephanie Valenzuela	• S'enquiert de l'échéancier pour la plantation du terreplein de l'avenue Linton.

_____

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

CORRESPONDANCE

- Correspondance de M. Marvin Rotrand, directeur général de l’association Unis contre la haine Canada, concernant la motion visant à reconnaître le génocide tamoul.

RÉSOLUTION CA25 170094

ADOPTION DU PLAN LOCAL DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE 2025-2030

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter le Plan local de développement culturel de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2025-2030.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.01 1259232002

RÉSOLUTION CA25 170095

AUTORISATION D'UN DÉPÔT D'UNE DEMANDE DE FINANCEMENT - PROGRAMME DE SOUTIEN DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'autoriser le dépôt de demandes dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1259223010

RÉSOLUTION CA25 170096

CONTRAT - SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES - PROGRAMME AMÉNAGE TON VOISIN

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D’accorder un contrat de services à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) pour le programme "Aménage ton voisinage" et approuver le projet de convention à cette fin;

D'autoriser une dépense à cette fin de 114 975 $, incluant les taxes;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1255284005

RÉSOLUTION CA25 170097

CONTRAT - LES EXCAVATION SUPER INC. - PARC MACKENZIE-KING

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'accorder un contrat à l'entreprise Les Excavations Super inc., pour les travaux de construction d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King;

D'autoriser une dépense à cette fin de 4 764 139,51 $, incluant toutes les taxes;

D’autoriser une dépense additionnelle de 476 413,95 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences;

D’autoriser une dépense additionnelle de 238 206,98 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale de 5 478 760,44 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Les conseillères Despina Sourias, Madga Popeanu et le conseiller Peter McQueen votent pour la proposition.

La conseillère Stéphanie Valenzuela et le conseiller Sonny Moroz votent contre la proposition.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ.

20.03 1255537002



RÉSOLUTION CA25 170098

DÉPENSE ADDITIONNELLE - CONTRAT - RENDEZ-VOUS NDG

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'autoriser une dépense additionnelle de 43 403,42 $, incluant les taxes, pour le projet d'animation 2025 au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce, dans le cadre du contrat accordé à l'OBNL Rendez-vous NDG (décision déléguée DA259223005 - 2259223005), majorant ainsi le montant total du contrat de 129 097,39 $ à 172 500,81 $, incluant les taxes, afin d'ajouter le volet "surveillance du pavillon" au contrat;

D'approuver la convention à intervenir entre l'arrondissement et Rendez-vous NDG, laquelle remplace la convention approuvée par la décision DA259923005 et entrera en vigueur le 16 juin 2025;

D'approuver un avenant à la convention avec Loisirs sportifs CDN–NDG, lequel entrera en vigueur le 16 juin 2025, pour le soutien aux activités de surveillance afin de soustraire l'activité de surveillance du pavillon Notre-Dame-de-Grâce de la contribution financière, et réduire le montant de la contribution approuvée par la résolution CA23 170302 d'un montant de 33 084,15 $, toutes taxes incluses si applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1259223012

RÉSOLUTION CA25 170099

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - DÉPÔT CENTRE COMMUNAUTAIRE D'ALIMENTATION ET CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation et à La Cafétéria communautaire MultiCaf totalisant la somme de 52 272,50 $ toutes taxes incluses si applicable, pour les étés 2025 et 2026, dans le cadre du projet de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement;

Organisme	Projet	Période	Montant en $
Le Dépôt Centre communautaire d'alimentation	Mesure alimentaire camps de jour NDG	1 juin 2025 au 30 septembre 2026	**31 750 $**
La cafétéria communautaire MultiCaf	Les P'tites Collations de MultiCaf	1 juin 2025 au 30 septembre 2026	**20 522,50 $**
		TOTAL	**52 272,50 $**



D’approuver les projets de convention à cette fin;

D’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1257570002

RÉSOLUTION CA25 170100

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - LES GENS D'AFFAIRES NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'accorder une contribution financière totalisant 30 000 $ à l’organisme Les gens d’affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), organisme de l'arrondissement, pour l'année 2025, dans le cadre du Programme de soutien financier aux associations de marchands de l'Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'approuver le projet de convention à cette fin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1259223006

RÉSOLUTION CA25 170101

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 6 ORGANISMES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 100 $;

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Centre international de l’espoir (CIE) 1177476950 5885 Chemin de la Côte-des-Neiges #207 Claude Chupenga	Le CIE organise un gala bénéfice qui réunira 300 participants avec l’objectif de soutenir un projet de création de logements abordables.	**TOTAL: 600 $** Gracia Kasoki Katahwa 100 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $
Orchestre classique de Montréal	L’Orchestre classique de Montréal lance un festival de musique classique à l'Oratoire St-	**TOTAL: 900 $**

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

1143400019 5165 Queen Mary #402, Mtl, QC H3W 1X7 Taras Kulish	Joseph cet été, le 5 juillet 2025. Le mandat du festival est de rendre la musique classique accessible à tous et en même temps faire découvrir et rayonner les différents et splendides lieux de l'Oratoire St-Joseph du Mont-Royal, que ce soient les jardins, la basilique, la crypte, le nouveau carillon, et tous les nouveaux aménagements du site. Ce festival va attirer plusieurs milliers de touristes qui seront à Montréal durant cette longue fin de semaine en juillet, et interpellera les milliers d'habitants dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges. Ça fera rayonner notre arrondissement sur plusieurs niveaux.	Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 500 $ Despina Sourias 200 $
Philo-Boxe 1175952580 3785 Jean-Talon Ouest Karim Coppry	L'organisme prévoit créer un espace communautaire d'Open Mic mensuel dans nos locaux à Philo-Boxe. C'est une manière de faire rayonner le talent des divers artistes du quartier. L'organisme prévoit pour les évènements un DJ, des boissons et de la nourriture pour les participants. Il prévoit une participation d'au moins 40 personnes pour cette programmation.	**TOTAL: 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $
The Black Healing Centre 1178694163 2100 Av. de Marlowe, Montréal, QC H4A 3L5 Marie-France Barbier	The Black Healing Centre (BHC) est une organisation à but non lucratif basée à Montréal qui est en activité depuis 2019. Sa mission est de fournir des soins de santé mentale et des programmes de bien-être afro-positifs accessibles, intergénérationnels et culturellement pertinents aux communautés noires de la ville.	**TOTAL 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Peter McQueen 500 $
Les Événements ASIASIE 1174482191 Dans le cadre de la SEMAINE JAPON et du Mois du patrimoine asitaique, en collaboration avec la SDC Côte-des-Neiges Thien Vu Dang	Les Événements ASIASIE sont ravis de s'associer à la SDC Côte-des-Neiges en tant que présentateur de l'événement **Shiba, Akita, Kimono et Yukata: le plus grand rassemblement de Shiba & Akita du Canada!** Date : Samedi 10 mai à 14 h (remis au dimanche 11 mai en cas de pluie) Lieu : Placette Côte-des-Neiges	**TOTAL 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $
AEIQ- Association des Enseignants Immigrants du Québec 1175322008	Avec son école de samedi (EDS) et son école d'été (EDE), la cérémonie de récompense des jeunes de l'AEIQ se tient dans le cadre d'un Gala : Le Gala de la	**TOTAL: 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Stéphanie Valenzuela 250 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

7802 Mountain Sight- Montréal, H4P2B2 Prosper Nguegang	persévérance scolaire et du mérite. Ce gala marque la fin de l'année scolaire et met les balises pour l'année suivante. Des prix spéciaux fournis par les acteurs communautaires et municipaux sont distribués aux jeunes de 4 à 17 ans. Une foire aux métiers est mise en exergue et les professions manuelles et rentables sont présentés aux jeunes. Des sorties parascolaires sont organisées aussi durant l'année pour encourager les jeunes du préscolaire, primaire et secondaire inscrits à l'école de samedi et école d'été d'apprendre autrement. La population jeune de CDN-NDG est bénéficiaire de ces activités.	Sonny Moroz 250 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1256290003

RÉSOLUTION CA25 170102

DÉPÔT - ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET REVENUS - ANNÉE 2025

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2025 en date du 31 mars 2025 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 31 mars 2025 par rapport au 31 mars 2024, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

30.01 1259060003

RÉSOLUTION CA25 170103

ACCEPTATION OFFRE DE L'ARRONDISSEMENT ROSEMONT-LA PETITE-PATRIE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



30.02 1259601001

RÉSOLUTION CA25 170104

MOTION - COLLOQUE ANNUEL DE L'ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC

ATTENDU que Montréal est la Métropole francophone des Amériques;

ATTENDU le souhait et la possibilité d'organiser le colloque annuel de l'Association des communicateurs municipaux du Québec au printemps 2026;

ATTENDU la disponibilité des infrastructures et des ressources permettant d'accueillir cet événement à Montréal;

ATTENDU l'objectif fixé d'accueillir davantage d'événements d'envergure au sein de la métropole.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

De permettre à la division Communications et relation avec les citoyens de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre–Dame-de-Grâce de venir appuyer l'organisation du Colloque 2026 de l'Association des communicateurs municipaux du Québec et ainsi officialiser la candidature de la Ville de Montréal comme ville hôte pour l'édition 2026.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.03 1256792001

RÉSOLUTION CA25 170105

ORDONNANCES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - ÉVÉNEMENTS

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 5 mai 2025 joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances OCA25 17016, OCA25 17017 et OCA25 17018 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



40.01 1255676003

RÉSOLUTION CA25 170106

ORDONNANCES - VENTE DE FRUITS ET LÉGUMES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'édicter les ordonnances OCA25 17019 et OCA25 17020 pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge pour le Marché Bonne Bouffe NDG du Dépôt Centre communautaire d'alimentation, et sur la Place Darlington, dans le parc de la Savane et dans le parc Nelson-Mandela par les Marchés Sociaux Nomades de la Cafétéria Communautaire MultiCaf, entre le 5 juin et le 1er novembre 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1259223005

RÉSOLUTION CA25 170107

ORDONNANCE - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - PROMOTIONS COMMERCIALES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'édicter, en vertu du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), les ordonnances OCA25 17027, OCA25 17028 et OCA25 17029 jointes à la présente permettant de vendre des marchandises, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, conformément aux exigences de ces ordonnances, du 13 au 15 juin 2025 et du 12 au 14 décembre 2025 pour les promotions commerciales de BIZ-NDG, du 3 au 6 juillet 2025 et du 4 au 7 septembre 2025 pour celles de la SDC Côte-des-Neiges, et du 10 au 13 juillet 2025 et du 11 au 14 septembre 2025 pour celles de l'Association des Marchands du chemin Queen-Mary.

D'édicter, en vertu *du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276, art. 515), les ordonnances OCA25 17024, OCA25 17025 et OCA25 17026 jointes à la présente permettant des enseignes temporaires, du 13 au 15 juin 2025 et du 12 au 14 décembre 2025 pour les promotions commerciales de BIZ-NDG, du 3 au 6 juillet 2025 et du 4 au 7 septembre 2025 pour celles de la SDC Côte-des-Neiges, et du 10 au 13 juillet 2025 et du 11 au 14 septembre 2025 pour celles de l'Association des Marchands du chemin Queen-Mary, à certaines conditions.

D'édicter, en vertu du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3, article 20), les ordonnances OCA25 17021, OCA25 17022 et OCA25 17023 jointes à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, 13 au 15 juin 2025 et du 12 au 14 décembre 2025 pour les promotions commerciales de BIZ-NDG, du 3 au 6 juillet 2025 et du 4 au 7 septembre 2025 pour celles de la SDC Côte-des-Neiges, et du 10 au



13 juillet 2025 et du 11 au 14 septembre 2025 pour celles de l'Association des Marchands du chemin Queen-Mary, à certaines conditions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1259223007

RÉSOLUTION CA25 170108

ORDONNANCE - PROMOTION COMMERCIALE - AVENUE LACOMBE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'autoriser la tenue d’une promotion commerciale en rue fermée sur l’avenue Lacombe du 11 au 14 septembre 2025 et édicter les ordonnances OCA25 17030, OCA2517031, OCA25 17032, OCA25 17033 et OCA25 17034 à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1259223008

RÉSOLUTION CA25 170109

ORDONNANCE - PIÉTONNISATION ET PROMOTION COMMERCIALE - AVENUE DE MONKLAND

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'autoriser la tenue d’une promotion commerciale en rue fermée sur l’avenue de Monkland du 21 au 24 août 2025 et édicter les ordonnances OCA25 17035, OCA25 17036, OCA25 17037, OCA25 17038 et OCA25 17039 à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1259223009

RÉSOLUTION CA25 170110

ORDONNANCES - RUE PIÉTONNE ET PLACE PUBLIQUE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

De désigner temporairement comme rue piétonne et place publique, et autoriser la fermeture des rues suivantes du 20 mai au 31 octobre 2025 :



- Place Guillaume-Couture, située entre l'avenue Girouard et l'avenue Earnscliffe;
- Avenue Royal, située entre la rue Sherbrooke et la côte Saint-Antoine;
- Avenue Madison, située entre la rue Sherbrooke et l'avenue Notre-Dame-de-Grâce.

D'autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de mobilier de détente et d'équipements d'embellissement, et édicter l'ordonnance OCA2517040 liée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1259223011

RÉSOLUTION CA25 170111

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

AVIS DE MOTION

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant *le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) et le *Règlement de lotissement* (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT RCA25 17418

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter, tel que soumis, le projet de règlement RCA25 17418 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) et le *Règlement de lotissement* (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029);

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1253751014

RÉSOLUTION CA25 170112

RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-146

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, a été

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

adopté à la séance ordinaire tenue le 10 mars 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche a été placée le 18 mars 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 25 mars 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 7 avril 2025, conformément aux articles 145.38 et 128 de la LAU, et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter, avec changement, la résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 4528 & 4530, avenue Mayfair correspondant aux lots 3 320 368 & 3 320 369 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation des bâtiments est autorisée conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliaux jumelés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE TRANSFORMATION ET D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE

4. La réalisation du projet de transformation et d'occupation de l'immeuble soit soumis au respect des conditions suivantes :

a) Le délai pour déposer une demande de permis de transformation complète et conforme à la réglementation et à la présente résolution est de 24 mois à partir de son entrée en vigueur. Passé ce délai, la résolution est réputée nulle et non avenue.
b) Une demande de permis de lotissement afin de remembrer en un seul lot les propriétés décrites à l'annexe A doit être délivré avant que le permis de transformation ne soit



délivré.
c) L'allée d'accès et le stationnement sur la propriété située au 4530, Mayfair doivent être retirés et remplacés par du verdissement et/ou des plantations, incluant au moins un arbre à grand déploiement.
d) L'entrée charretière doit être désaffectée.
e) L'ensemble des fenêtres coulissantes sur les façades et les murs latéraux doivent être remplacées afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine.

ANNEXE A

Territoire d'application

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1253751003

RÉSOLUTION CA25 170113

RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-147

ATTENDU QU'UNE ligne d'alimentation électrique locale d'Hydro-Québec doit être déplacée et une servitude à cet effet devra être prévue;

ATTENDU QU'UNE servitude de passage en faveur de la Ville de Montréal pour accéder au parc Marie-Gérin-Lajoie devra être convenue préalablement à l'adoption finale de la présente résolution.

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot 6 651 796), a été adopté à la séance ordinaire tenue le 10 mars 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QUE deux (2) affiches ont été placées le 18 mars 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 25 mars 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus tel qu'indiqué dans le procès-verbal.

ATTENDU QUE la correction des articles 1 et 7 a été effectuée afin de retirer la notion de lot projeté, puisque le lot a été enregistré au cadastre du Québec, et de supprimer une répétition dans un des documents nécessaires au dépôt de la demande de permis de construire.

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 7 avril 2025, conformément aux articles 145.38 et 128 de la LAU, et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, des demandes ont été reçues pour les zones 0542, 0599, 0614 et RA-22.

ATTENDU QUE dans ce contexte, la résolution approuvant le projet particulier PP-147 sera soumise à l'approbation des personnes habiles des zones précitées ainsi que la zone visée 0628 et qu'un registre sera ouvert à cette fin dans les 45 jours de son adoption par le conseil d'arrondissement.



Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située sur l'avenue Lajoie correspondant au lot projeté 6 651 796 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel et les travaux d'aménagement sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 123 afin de déroger aux usages;
2. à l'article 21 afin de déroger au retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes;
3. à l'article 22 afin de déroger au retrait en façade pour une mezzanine.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS

SOUS-SECTION 1

CONDITIONS RELATIVES AUX USAGES

4. En plus des usages déjà autorisés, seule la catégorie d'usage « H.6 12 à 36 logements » est également autorisé.

SOUS-SECTION 2
CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

5. La construction doit respecter les conditions suivantes :

1. Le taux d'implantation maximum est de 63 %;
2. Les marges minimales suivantes :
    a. Avant: 1,5 mètre, à l'exception d'une saillie, à partir du 2e étage, d'au plus 20 mètres de large et 1 mètre de profond, au-dessus de l'entrée principale;



b. Latérale face au parc Marie-Gérin-Lajoie: 6 mètres;

c. Arrière : 5 mètres.

3. Un maximum de 20 % des garde-corps au toit du 3e étage ne peut avoir aucun retrait minimal par rapport à une façade ou un mur arrière.

4. Au moins 2 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule de niveau 2;

5. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule;

6. Aucun condenseur ne doit être visible de la rue.

7. L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique ne doit pas nécessiter l'abattage d'un arbre situé dans l'enceinte du parc Marie-Gérin-Lajoie qui empiète en partie sur le site visé.

SOUS-SECTION 3

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET DU TOIT

6. L'occupation et l'aménagement des cours et du toit doivent respecter les conditions suivantes :

1. Le pourcentage de verdissement doit être d'au moins 30 %;
2. Six (6) bacs d'agriculture urbaine avec un accès à l'eau et un espace fermé pour ranger le matériel sont aménagés au toit;
3. Un accès piéton doit être prévu, d'une largeur d'au moins 1,2 mètre à partir de l'accès du Parc Marie-Gérin-Lajoie jusqu'au trottoir de l'avenue Lajoie.

CHAPITRE IV

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
   a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
   b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
   c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
   d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
   e. la méthode de collecte privée ou publique;
   f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.
2. Un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.



4. Un plan d'aménagement paysager qui prévoit des mesures de protection utilisées pour protéger les arbres publics sur rue et dans le domaine public comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B ainsi que les limites et techniques d'excavation qui assurent la conservation des arbres dans la voie et le domaine public.

5. Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude d'Hydro-Québec et de Bell ainsi que de la ligne électrique et ses composantes.

CHAPITRE V

DÉLAI DE RÉALISATION

8. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé :

1. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

CHAPITRE VI

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères de la présente section sont applicables.

Objectif 1 : L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit tendre à diminuer son impact sur les arbres dans le domaine privé et public.
Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. L'implantation d'un bâtiment ou d'une nouvelle partie de ligne électrique doit limiter son impact sur le système racinaire et la canopée des arbres.
2. La conservation des arbres doit être priorisée dans le choix du tracé de la ligne électrique.
3. Lorsque le système racinaire d'un arbre peut être affecté, des mesures de mitigation, notamment par des techniques d'excavation appropriées, doivent être prévues afin de limiter cet impact.
4. Lorsque la canopée pourrait être affectée lors de la construction, un élagage préventif devrait être prévu afin de limiter les impacts sur les arbres.
5. L'aménagement du sentier prévu entre le parc Marie-Gérin-Lajoie et l'avenue Lajoie ne devrait pas entraîner l'abattage d'arbres et doit être conçu dans la continuité du sentier existant du parc.

ANNEXE A

Territoire d'application

ANNEXE B

Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.09 1243751004

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA25 170114

SECOND PROJET DE RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-148

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-148 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, a été adopté à la séance ordinaire tenue le 7 avril 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 15 avril 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 23 avril 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter, tel que soumis, le second projet de résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée situé au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 7325, avenue Dieppe et correspondant au lot # 2 174 686 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'agrandissement du bâtiment est autorisé sur une superficie maximale de 100 m^2, sur une hauteur de 1 étage.

À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 9, alinéa 2° suivant du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

3. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.10 1253751013

_____

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA25 170115

PROJET DE RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-149

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-149 visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017);

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 2042-2044, avenue Marlowe et correspondant au lot # 4 139 844 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'occupation du bâtiment est autorisée à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement.

À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles 123 et 136.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

3. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.11 1253751015

RÉSOLUTION CA25 170116

DÉPÔT RAPPORT DÉCISIONNEL - MARS 2025

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu *du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) et les rapports des dépenses avec et sans bon de commande du mois de mars 2025.

60.01 1257479004

RÉSOLUTION CA25 170117



DÉPÔT - PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION

La secrétaire d'arrondissement dépose un procès-verbal de correction signé en date du 15 avril 2025, et auquel est joint :

Une copie modifiée du *Règlement RCA24 17405* modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276)* le *Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) et* le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379);

Le procès-verbal de correction signé par la secrétaire d'arrondissement le 15 avril 2025.

60.02 1256290002

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 22 heures 39.

_____	_____
Gracia Kasoki Katahwa	Julie Faraldo-Boulet
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA25 170088 à CA25 170117 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1255652001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19.

IL EST RECOMMANDÉ DE :

D'accorder à GROUPE ABF INC., le contrat au montant de 1 216 875,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public : 59-25-ET-19.

D'autoriser une dépense à cette fin de 1 216 875,37 $, incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 121 687,55 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 16 000,00 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 125 000,00 $, incluant les taxes, à titre de budget de frais de services professionnels (laboratoire et surveillance).

D'autoriser une dépense totale de 1 479 562,92 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:06

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1255652001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent contrat sous référence et numéro de soumission : 59-25-ET-19 consiste à la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs et d'utilités publiques dans les différentes rues locales et artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce avec un montage financier distinct provenant des budgets de la Ville Centre pour les rues artérielles et de l'Arrondissement pour les rues locales.
Rues artérielles:

Pour des besoins d'entretien sur le réseau artériel, l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce devra procéder à des travaux de réfection mineure de trottoirs sur des rues artérielles. Ces travaux vont permettre d'atténuer et/ou d'éliminer, selon le cas, les dégradations avancées de trottoirs avant une éventuelle intervention de réhabilitation à court terme de la ville centre sur ces rues dans le cadre du Programme Complémentaire de Planage - Revêtement.

Afin de maintenir le rythme de réalisation des travaux de réhabilitation de la chaussée par planage-revêtement de la ville centre, l'Arrondissement offre au Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR) la prise en charge de la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs faisant partie du réseau artériel dans le cadre de l'appel d'offres public 59-25-ET-19 RMT(RMTA-RMTUP) 2025.

Pour faciliter la coordination des travaux de trottoirs et ceux de la chaussée, la ville centre permet à l'Arrondissement de réaliser les travaux de réfection mineure de trottoirs sur les rues artérielles avant la réalisation des programmes de PCPR et/ou PRCPR de la Ville Centre. Alors, les tronçons des rues des listes ci-dessous touchées par la réfection mineure de trottoirs feront l'objet des rues prévues éventuellement aux programmes de PCPR et PRCPR de la Ville Centre (2026 ou subséquentes).

L'investissement accordé dans le cadre du présent contrat permettra d'atténuer et/ou

d'éliminer, selon le cas, les dégradations des trottoirs, tout en améliorant l'état global des voies publiques par l'application des meilleures techniques d'intervention en fonction de l'état des infrastructures existantes.

Les travaux de reconstruction de trottoirs, là où requis, sur les tronçons des rues artérielles mentionnés dans la liste ci-dessous, sont financés entièrement par le PTI-2025 de la Ville Centre par le Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR).

Rues locales :

Pour des besoins d'entretien sur le réseau local, l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce devra procéder à des travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques dans le cadre de la présente soumission : 59-25-ET-19. Ces interventions se réalisent en lien avec les opérations et interventions des raccordements d'égouts, d'aqueduc, de remplacement de poteaux d'incendies, des requêtes de citoyens, des permis d'excavation sur le domaine privé et/ou public, ainsi qu'à la réalisation de nouvelles entrées pour véhicules sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Les travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les tronçons des rues locales mentionnés dans la liste ci-dessous, sont financés par le PDI 2025 affecté à la réfection mineure de trottoirs, à la réfection des puisards de rues et aux mesures d'apaisement de la circulation.

Nota : La Division des études techniques et de la mobilité de l'Arrondissement a procédé à la combinaison des travaux des listes des rues artérielles et des rues locales des soumissions dans le même contrat : 59-25-ET-19.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE25 0253 - Accepter les offres de services de l'ensemble des conseils d'arrondissement en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux de réfection mineure de trottoirs (RMT) sur certaines rues du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV), dans le cadre du Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) 2025

CA25 170016 - Offrir au conseil municipal, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge, par l'Arrondissement, de la coordination et de la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs relatifs au Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR), là où requis, sur diverses rues du réseau artériel (RMTA) administratif de la ville (RAAV) dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du projet RMT(RMTUP-RMTA)-2025

CA24 170149 - 02 Juillet 2024 - Accorder un contrat au Groupe ABF INC. au montant de 1 710 846,34 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (RMT-2024) et autoriser une dépense à cette fin 2 081 930,96 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (03 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-24-AOP-DETM-021.

CM24 0160 - 19 février 2024 - Accepter les offres de services des conseils d'arrondissement en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux de réfection mineure de trottoirs (RMT) sur certaines rues du réseau

artériel administratif de la Ville (RAAV), dans le cadre du Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) 2024. (Dossier 1239796005)

CA23 170305- Lundi 4 décembre 2023 - Offrir au conseil municipal, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge, par l'Arrondissement, de la coordination et de la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs dans le cadre du Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR), là où requis, sur diverses rues du réseau artériel administratif de la ville (RAAV) dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2024) - Appel d'offres public CDN-NDG-24-AOP-TP-006.

CA23 170017 - Mardi 7 février 2023 - Offrir au conseil municipal, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge par l'Arrondissement, la coordination et la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues du réseau artériel administratif de la ville (RAAV) dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2023) - Appel d'offres public CDN-NDG-23-AOP-TP-011.

CE23 0227 - Mercredi 15 février 2023 - Accepter les offres de services des conseils d'arrondissements de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rues artérielles et de voies cyclables pour l'année 2023, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

CM23 0178 - Lundi 20 février 2023 - Accepter les offres de services d'arrondissements de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rues artérielles et de voies cyclables pour l'année 2023, conformément à l'article 85 de *la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

CA22 170133 - Mardi 7 juin 2022 - Accorder à DE SOUSA INC. (4042077 Canada inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs là où requis, sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2022), au montant de 621 825,04 $ incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-010;

CA21 170120 - Lundi 3 mai 2021 - Accorder à De Sousa (4042077 Canada inc.), le contrat au montant de 717 990,02 $, taxes incluses, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (RMTUP-2021) et autoriser une dépense à cette fin de 864 789,02 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (6 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-TP-006.

CA22 170132 - Mardi 7 juin 2022 - Accorder à Cojalac inc., le contrat au montant de 606 927,77 $, taxes incluses, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (RMTUP-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 742 620,55 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (7 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-008.

DESCRIPTION

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur diverses des rues artérielles et locales en mauvais état, tel qu'identifié sur la liste des tronçons de rues ci-dessous sous forme de plusieurs interventions ponctuelles de différentes adresses, incluant les travaux contingents et le contrôle qualitatif (densité des matériaux, essais de convenances et de laboratoire), ainsi que d'autres frais incidents liés aux travaux décrits.

Les travaux du présent contrat visent à améliorer l'état des trottoirs, des bordures et de puisards sur différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, afin d'assurer un niveau de service acceptable pour l'ensemble des usagers.

Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront prises en charge sont énumérées comme suit :

1. La reconstruction de sections de trottoirs monolithiques et trottoirs boulevards en béton en mauvais état;
2. Des interventions sur les corrélatifs et les utilités publiques sur les trottoirs et au niveau des cours d'eau réparties dans les limites des travaux;
3. Réparation de cours d'eau;
4. Réparation de la fondation de la chaussée adjacente au cours d'eau (si requis);
5. Reconstruction d'entrées de véhicules et rampes d'accès universel (RAU) avec installation de plaques podotactiles;
6. Désaffectation d'entrées pour véhicules;
7. Travaux de réparation et/ou de remplacement de puisards et d'utilités publiques;
8. La réfection et nivellement des espaces en arrière bordure ou arrière trottoirs en terre, gazon, pavé de béton, asphalte, etc.;
9. Tous autres travaux connexes.

Le présent sommaire décisionnel a pour but d'autoriser la Division des études techniques et de la mobilité (DETM) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce à effectuer les dépenses requises relatives aux travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques ainsi que d'autres dépenses, liées aux travaux susmentionnés.

Rues artérielles - Budget du Central - RMT (RMTA-RMTUP)-2025

Les travaux de réfection mineure de trottoirs dans le cadre du projet RMT (RMTA-RMTUP)-2025, seront réalisés sur les tronçons de rues du réseau artériel administratif de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, mentionnés dans la liste ci-dessous.

La liste de rues artérielle a été élaborée en fonction des tronçons retenus pour la planification des projets du Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) et Programmes de réhabilitation des chaussées par Planage-Revêtement (PRCPR) pour l'année 2026.

Cette planification pouvant être amenée à être modifiée, nous avons constitué une liste de rues comme suit :

Liste des rues artérielles :

#	Rue	De	A	District	Type
1	Lacombe	Lemieux	Lavoie	Snowdon	Artériel
2	Girouard	Saint-Jacques	Sherbrooke	NDG	Artériel
3	Earnscliffe	Côte-Saint-Luc	Isabella	Snowdon	Artériel
4	Plamondon	Légaré	Westbury	Darlington	Artériel

Rues locales - Budget d'Arrondissement- RMT (RMTA-RMTUP)-2025

Les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques dans le

cadre du projet **RMT (RMTA-RMTUP)-2025**, seront réalisés sur les tronçons de rues du réseau local administratif de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

La liste est composée de plusieurs interventions ponctuelles, 63 emplacements au niveau des trottoirs et 10 puisards. Elle a été élaborée en fonction des opérations et réalisations des raccordements d'égouts, d'aqueduc et de remplacement de poteaux d'incendies, des plaintes de citoyens, des travaux en lien avec les permis d'excavation sur le domaine privé et/ou public, ainsi qu'à la réalisation de nouvelles entrées pour véhicules et des travaux d'utilités publiques, sur les différentes rues locales de l'arrondissement.

Cette liste pourrait être amenée a être modifiée en cas de contraintes techniques et en fonction du budget alloué. Étant donné le nombre d'intervention, nous pourrons fournir la liste pour information, au besoin. Elle est présente dans les documents d'appel d'offres du projet.

APPEL D'OFFRE

L'appel d'offres a été lancé le 8 avril 2025 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 29 avril 2025.

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	**Groupe ABF Inc.**
2	**Montreal Scellant Inc.**
3	**Cojalac inc.**
4	**Construction Larotek Inc.**
5	**Pavage Maska Inc.**
6	**Ramcor Construction Inc.**
7	**Les entreprises Ventec Inc.**
8	**Uniroc Construction Inc**

Sur huit (8) preneurs de cahier de charges, cinq (5) entrepreneurs suivants ont déposé une soumission.

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION : 59-25-ET-19 **Travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT (RMTA-RMTUP)-2025**		
SOUMISSIONS		
1	**Groupe ABF Inc.**	**1 216 875,37 $**
2	**Montreal Scellant Inc.**	**1 293 373,41 $**
3	**Cojalac inc.**	**1 427 978,00 $**
4	**Construction Larotek Inc.**	**1 598 416,94 $**
5	**Pavage Maska Inc.**	**1 842 827,70 $**

Justification	

L'adjudicataire **Groupe ABF Inc.** est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'adjudicataire, **Groupe ABF Inc.** a fourni tous les documents requis à la soumission et ces derniers ont été vérifiés par la Division du greffe de l'Arrondissement et sont en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	**Total (taxes incluses)**
Groupe ABF Inc.	**1 216 875,37 $**
Montreal Scellant Inc.	**1 293 373,41 $**
Cojalac inc.	**1 427 978,00 $**
Construction Larotek Inc.	**1 598 416,94 $**
Pavage Maska Inc.	**1 842 827,70 $**
Dernière estimation réalisée	1 169 833,83 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	1 475 894,28 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	21,29%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	625 952,33 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	51,44%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	47 041,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	4,02%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	76 498,04 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	6,29%

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de : **1 216 875,37 $** (avec taxes).

NB: Une correction a été faite dans les calculs, **1 216 875,37 $** est le calcul corrigé par rapport à la soumission qui est de **1 212 276,92 $**

Le coût total de l'estimation est de : **1 169 833,83 $**

Écart entre le montant de la plus basse soumission conforme et l'estimé est de : **47 041,54 $** (avec taxes).

Le montant de la plus basse soumission conforme est inférieur, approximativement de **4,02%** du montant de l'estimation des coûts des travaux.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Portion artérielle: Budget du Central - RMT (RMTA-RMTUP)-2025

Suite au sommaire décisionnel # 1259796001, l'Arrondissement a accepté de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux dont la préparation des documents d'appel, la procédure de soumissions et l'exécution des travaux de réfection mineures de trottoirs des rues artérielles du contrat de RMT (RMTA-RMTUP)-2025 prévus pour le projet du PCPR-2026 de la Ville Centre.

Montant à autoriser :

Le budget du Central requis pour financer la portion artérielle du projet portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques là où requis, sur diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT (RMTA-RMTUP)-2025 est de **788 790,02 $**. Cette dépense de **788 790,02 $** taxes incluses, sera financée par le budget PDI 2025-2034 du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) - Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves (DGIUE) et représente un coût net de **720 270,43 $** lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales. Les travaux de cette dépense seront réalisés à 100 % en 2025. Les détails sont documentés dans l'intervention financière via la certification de fonds incluse au présent sommaire décisionnel. Cette dépense sera financée par le règlement d'emprunt de compétence locale 23-041 Travaux maintien des infrastructures routières CE23 1617.

Coût de la portion artérielle du budget de la Ville centre du contrat :

	Projet (avant taxes)	T.P.S. (5 %)	T.V.Q. (9,975 %)	Total (avec taxes)
Contrat	536 709,58 $	26 835,48 $	53 536,78 $	617 081,84 $

T.P.S. (5 %) : 26 835,48 $ **T.V.Q. (9,975 %) :** 53 536,78 $ **RISTOURNE T.P.S :** 26 768,39 $

Le coût total de la portion artérielle de la soumission est de : **617 081,84 $ (avec taxes)**

Le coût total de la portion artérielle de la soumission : **617 081,84 $ (avec taxes)**, il faut ajouter :

Montant des contingences :

Montant des travaux de contingences : 10 % X 617 081,84 $ = **61 708,20 $ (avec taxes).**

Montant des frais incidents :

Dépenses incidentes **= 10 000 $ (avec taxes).**

Montant de laboratoire :

Contrôle qualitatif des matériaux de construction = **40 000 $ (avec taxes).**

Le laboratoire de contrôle qualitatif des matériaux de construction choisi pourrait être

remplacé avant le début des travaux pour toute raison motivée.

Montant des frais de surveillance des travaux :

Surveillance des travaux par l'entremise des ententes cadres en vigueur = **60 000 $ (avec taxes)**.

L'Arrondissement se réserve le droit de réaliser la surveillance des travaux à l'interne ou en hybride en fonction des ressources disponibles au moment de la réalisation des travaux.

Au total, la dépense de la portion artérielle à autoriser : **788 790,04 $** = (Soumission **617 081,84 $** + Laboratoire **40 000 $** + Surveillance des travaux **60 000 $** + Contingences **61 708,20 $** + Frais incidents **10 000 $**) incluant les taxes, les contingences, les services professionnels de laboratoire, ainsi que les frais incidents.

Le montant 720 270,43 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales

Projet	2025	2026	Ultérieur	Total
Programme de maintien des infrastructures routières	**720 270,45 $**	-	-	**720 270,45 $**

Portion locale: Budget d'Arrondissement - RMT (RMTA-RMTUP)-2025

Suite au constat de l'état des trottoirs et des puisards de l'arrondissement, il a été jugé important et nécessaire d'investir les sommes requises au présent dossier pour pallier, à moyen terme, la dégradation accrue du réseau routier et pour améliorer l'état du réseau routier.

La Division des études techniques et de la mobilité a pris en charge la conception et la gestion de contrat de réalisation des travaux du présent contrat pour réduire la dégradation des trottoirs situés à l'Arrondissement. Pour ce faire, il est important et nécessaire d'engager les sommes recommandées du budget de l'Arrondissement de la portion locale en objet afin d'apporter les correctifs requis dus au mauvais état du réseau routier, notamment, les sections de trottoirs des adresses visées des rues locales par la présente soumission, et ce, pour assurer un niveau de service d'exploitation appréciable pour tous les usagers.

Montant à autoriser :

Le budget de l'Arrondissement requis pour financer les travaux de la portion locale du projet portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce RMT (RMTA-RMTUP)-2025 est de **690 772,88 $** taxes incluses. Cette dépense est assumée dans le cadre du PDI 2025 affecté à la réfection mineure de trottoirs, à la réfection des puisards de rues et aux mesures d'apaisement de la circulation, et le tout représente un coût net de **630 767,72 $** lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales.

Le détail des informations financières et comptables se retrouve dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

Coût de la portion locale du budget de l'Arrondissement :

	Projet (avant taxes)	T.P.S. (5 %)	T.V.Q. (9,975 %)	Total (avec taxes)
Contrat	521 673,00 $	26 083,65 $	52 036,88 $	599 793,53 $

T.P.S. (5 %) : 26 083,65 $ **T.V.Q. (9,975 %) :** 52 036,88 $ **RISTOURNE T.P.S :** 26 018,44 $

Le coût total de la portion locale de la soumission susmentionnée : **599 793,53 $ (avec les taxes)**.

Le coût total de la portion locale de la soumission : **599 793,53 $ (avec taxes)**, il faut ajouter :

Montant des contingences :

Montant des travaux de contingences : 10 % X 599 793,53 $ = **59 979,35 $ (avec taxes).**

Montant des frais incidents :

Dépenses incidentes = **6 000 $ (avec taxes).**

Montant de laboratoire :

Contrôle qualitatif des matériaux de construction = **25 000 $ (avec taxes).**

Le laboratoire de contrôle qualitatif des matériaux de construction choisi pourrait être remplacé avant le début des travaux pour toute raison motivée.

Montant des frais de surveillance des travaux :

Surveillance des travaux par l'entremise des ententes cadres en vigueur = **0 $ (avec taxes)**. La surveillance des travaux se fera en interne.

L'Arrondissement se réserve le droit de réaliser la surveillance des travaux à l'interne ou en hybride en fonction des ressources disponibles au moment de la réalisation des travaux.

Au total, la dépense de la portion locale à autoriser : **690 772,88 $** = (Soumission **599 793,53 $** + Laboratoire **25 000 $** + Surveillance des travaux **0 $** + Contingences **59 979,35 $** + Frais incidents **6 000 $**) incluant les taxes, les contingences, les services professionnels de laboratoire, ainsi que les frais incidents.

Le montant 630 767,72 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales

Projet	2025	2026	Ultérieur	Total
Programmes de réfection mineure de trottoirs et de réparation des puisards ainsi que le budget de surplus	**630 767,72 $**	-	-	**630 767,72 $**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2024-2030 de

l'Arrondissement en:

- Offrant des milieux de vie sains et durables, en permettant à la population de se déplacer de façon plus active grâce à des aménagements accessibles et sécuritaires.

Les travaux d'entretien des réseaux local et artériel du présent sommaire décisionnel portant sur des travaux de reconstruction mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce RMT (RMTA-RMTUP)-2025 permettent la réduction de fissures dans les trottoirs diminuant l'infiltration d'eau dans les fondations des structures adjacentes, ce qui affecte leur durée de vie. Ces travaux visent aussi à assurer la sécurité du public et des usagers des réseaux routiers local et artériel de l'Arrondissement, tout en utilisant les techniques et les matériaux qui respectent les normes environnementales en vigueur.

La réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- Maintien des conditions de circulation dans les secteurs très achalandés;
- Améliorer l'état des infrastructures routières;
- Assurer la sécurité du public;
- Prolonger la pérennité des infrastructures routières;
- Assurer la sécurité des usagers du réseau routier de l'Arrondissement, incluant tous les organismes et institutions (centres universitaires, hôpitaux, écoles, etc.)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux de réfection des trottoirs ont un impact important sur l'entretien du réseau routier des listes des rues et des interventions indiquées dans les documents d'appel d'offres afin d'améliorer l'état des infrastructures.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'Arrondissement en ce qui a trait au volet « signalisation et circulation » afin de limiter les impacts sur le milieu, les commerces et les usagers de ces rues.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains et commerçants des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière des réseaux local et artériel du projet susmentionné seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) :
- Début des travaux : mi-juin 2025
- Fin des travaux : Fin octobre 2025.(incluant les travaux contingents)
.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que, conformément aux règlements en vigueur, le cahier des charges préparé pour les documents d'appel d'offres fera mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la

fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Le dossier respecte au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- Gestion des contingences et des incidences
- Politique de gestion contractuelle des contrats
- Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction
- Dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats
- Accréditation de l'autorité des marchés publics pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal
- Respect des clauses contractuelles en matière de la Santé et de la Sécurité du Travail (SST)
- Application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Danièle LAMY)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrick RICCI, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Patrick RICCI, 12 mai 2025
Nam NGUYEN, 27 mars 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Insa Keba SANE
Ingénieur chargé de projet

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-24

Pascal TROTTIER
Chef(fe) de division - etudes techniques en arrondissement

Tél :	438-350-2884	**Tél :**	514-872-4452
Télécop. :		**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
Directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-03-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255652001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19.

Liste des commandes _ SEAO.pdf

Recapitulatif PV 59-25-ET-04.pdf

Annexe GDD charte de la langue francaise.pdf

Annexe GDD RQ.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Insa Keba SANE
Ingénieur chargé de projet

Tél : 438-350-2884
Télécop. :

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

Montreal Scellant Inc. 11805, Boul. Rivière-des-Prairies Montréal QC CAN H1C1R2 http://www.montrealscellant.com	Non diffusé	Elio Barrasso Téléphone: (514) 321-7325 Courriel: elio@pavagemontreal.com	**Transaction: (20159119)** 2025-02-25 11:30	20042623 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 15:10 - Courriel 20043508 - Addenda no 2 Devis 2025-03-10 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSTRUCTION LAROTEK INC. 11730, avenue Lucien-Gendron Montréal QC CAN H1E7J7 http://jonathan@larotek.ca	Non diffusé	Alfonso Polizzi Téléphone: 5142287980 Courriel: alfonso@larotek.ca	**Transaction: (20153914)** 2025-02-19 11:13	20042623 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 15:10 - Courriel 20043508 - Addenda no 2 Devis 2025-03-10 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
RAMCOR CONSTRUCTION INC. 9434 Boulevard Pie-IX Montréal QC CAN H1Z4E9 https://ramcorconstruction.ca/	Non diffusé	Guy Cormier Téléphone: 5143294545 Courriel: info@ramcorconstruction.ca	**Transaction: (20154128)** 2025-02-19 14:26	20042623 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 15:10 - Courriel 20043508 - Addenda no 2 Devis 2025-03-10 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
COJALAC INC. 9850 La Martinière Montréal QC CAN H1C1V2 cojalac.com	Non diffusé	Karen Grullon Garcia Téléphone: 5145482772 Courriel: admin@cojalac.com	**Transaction: (20155152)** 2025-02-20 11:27	20042623 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 15:10 - Courriel 20043508 - Addenda no 2 Devis 2025-03-10 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GROUPE ABF INC. 7981, 17e Avenue Montréal QC CAN H1Z3R2	Publique	tony borsellino Téléphone: 5143760024 Courriel: info@groupeabf.com	**Transaction: (20154033)** 2025-02-19 13:14	20042623 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 15:10 - Courriel 20043508 - Addenda no 2 Devis 2025-03-10 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
59-25-ET-04

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **vendredi 14 mars 2025 à 11 heures.**

Sont présents :

• Geneviève Reeves	Secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs, de la gestion immobilière et du greffe Division du greffe
• Insa Kéba Sané	Ingénieur, chargé de projets	Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité Division des études techniques et de la mobilité
• Danièle Lamy	Analyste de dossiers	Direction des services administratifs, de la gestion immobilière et du greffe

Les soumissions reçues pour **59-25-ET-04** **Travaux réfections mineures de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-RMTUP-2025)** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
GROUPE ABF INC.	2 269 466,04 $
MONTRÉAL SCELLANT INC.	1 747 777,77 $
CONSTRUCTION LAROTEK INC.	2 177 569,01 $
COJALAC INC.	1 982 743,88 $

L'appel d'offres public de la Division des études techniques et de la mobilité a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 19 février 2025.

Le secrétaire d'arrondissement transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Division des études techniques et de la mobilité, pour étude et rapport.

Geneviève Reeves, avocate
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

ANNEXE S

CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du Soumissionnaire, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

☐ (1) le Soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec

☐ (2) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

☐ (3) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le Soumissionnaire a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre à la Ville, dans le délai et dans la forme exigés par celle-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*

- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le Soumissionnaire doit, dans le délai exigé par la Ville, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☒ (4) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le Soumissionnaire respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

☒ je déclare que le Soumissionnaire détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l'« analyse de la situation linguistique »;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que le Soumissionnaire s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le Soumissionnaire n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant

Nom du représentant Antonio Borsellino,président

Date 29 avril 2025.

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

GROUPE ABF INC.
7981, 17E AVENUE
MONTREAL (QUEBEC) H1Z 3R2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1180667124

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 924122-MHBK-1307016
Date et heure de délivrance de l'attestation : 24 avril 2025 à 15 h 28 min 50 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2025

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca.**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255652001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (08 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19.

La dépense sera assumée à 46.7 % par l'Arrondissement et à 53.3 % par le Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR).

Le montant net de ristourne TPS et TVQ à assumer par l'Arrondissement est de 630 767.72 $ et sera financé selon la répartition suivante:

PDI 2025 affecté à la réfection mineure de trottoirs: 400 000,00 $
PDI 2025affecté à la réfection des puisards de rues: 200 000,00 $
PDI 2025 affecté aux mesures d'apaisement de la circulation: 30 767,75 $

Les détails financiers se retrouvent dans le fichier joint:

FICHIERS JOINTS

GDD 1255652001 certification de fonds v1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : (514) 868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-26

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs en arrondissements
Tél : (438) 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1255652001

Ce dossier vise à:

Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (08 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses								
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Montant arrondi net de ristourne ARRON	Montant net de ristourne SIRR
Contrat	1 058 382,58 $	52 919,13 $	105 573,66 $	1 216 875,37 $	105 705,96 $	1 111 169,41 $	547 691,44 $	563 477,97 $
Contingences (10%)	105 838,27 $	5 291,91 $	10 557,37 $	121 687,55 $	10 570,60 $	111 116,96 $	54 769,15 $	56 347,80 $
Incidences	13 916,07 $	695,80 $	1 388,13 $	16 000,00 $	1 389,87 $	14 610,14 $	5 478,80 $	9 131,33 $
Frais de laboratoire	56 534,03 $	2 826,70 $	5 639,27 $	65 000,00 $	5 646,34 $	59 353,67 $	22 828,33 $	36 525,33 $
Frais de surveillance des travaux	52 185,26 $	2 609,26 $	5 205,48 $	60 000,00 $	5 212,00 $	54 788,00 $	- $	54 787,99 $
Total des dépenses	**1 286 856,21 $**	**64 342,80 $**	**128 363,91 $**	**1 479 562,92 $**	**128 524,76 $**	**1 351 038,17 $**	**630 767,72 $**	**720 270,45 $**

	Montant	%	
CDN NDG	630 767,72 $	46,69%	Rues locales
SIRR	720 270,45 $	53,31%	Rues artérielles
Total des dépenses	1 351 038,17 $	100,0%	

Information budgétaire:

Provenance	**Programme de réfection mineure de trottoirs - 2025**
Requérant:	59-00
Projet :	55744
Sous-projet :	2555744 001
Projet Simon :	**201482**
Montant :	400 000,00 $

Provenance	**Réfection des puisards de rues - 2025**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	2555734 002
Projet Simon :	**201483**
Montant :	200 000,00 $

Provenance	**Mesures d'apaisement de la circulation - 2025**
Requérant:	59-00
Projet :	55754
Sous-projet :	2555754 001
Projet Simon :	**201484**
Montant :	30 767,75 $

Imputation	**Programme de réfection mineure de trottoirs - 2025**
Requérant:	59-00
Projet :	55744
Sous-projet :	2555744 001
Projet Simon :	**201482**
Montant :	630 767,75 $

	2025	2026	2027	Ult	TOTAL
Budget au net au PDI - 2025-2034	**631**	**0**	**0**	**0**	**631**
en milliers					
Prévision de la dépense					
Brut	**631**	**0**	**0**	**0**	**631**
BF	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Suvention	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Net	**631**	**0**	**0**	**0**	**631**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

aux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges -- Notre-Dame-de-Grâce

Période : MAI Année : 2025 **MAI-25** Description de l'écriture : GDD1255652001 RMT 2025_Groupe ABF inc.

Virement de crédits demandé en vertu de :

- ○ La dél 0 54788
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0624397	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		630 767,75	RCA23 17397 Réfection routière/trottoirs/apaisement circulation CA23 170316
3	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201482	000000	17030	00000	547 691,45		Contrat RMT 2025_Groupe ABF inc.
4	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201482	012130	17030	00000	54 769,15		Contingences RMT 2025_Groupe ABF inc.
6	6406	0624397	800250	03103	54590	000000	0000	201482	012079	17030	00000	5 478,80		Incidences
7	6406	0624397	800250	03103	54301	000000	0000	201482	012079	17030	00000	22 828,35		Frais de laboratoire
8														
9														
Total de l'écriture :												**630 767,75**	**630 767,75**	

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges -- Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'IN

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
3	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201482	000000	17030	00000
4	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201482	012130	17030	00000
7	6406	0624397	800250	03103	54590	000000	0000	201482	012079	17030	00000
8	6406	0624397	800250	03103	54301	000000	0000	201482	012079	17030	00000
9											

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255652001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions.pdf Contrat ao public.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle LAMY
Analyste de dossiers
Tél : 514 868-4561

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-14

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement
Tél : - -
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **59-25-ET-19**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Expérience du soumissionnaire	Clause du 7%	Déclaration relative à la Charte de la langue française	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
MONTRÉAL SCELLANT INC.	1149336308	ND	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
COJALAC INC.	1143922814	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
GROUPE ABF INC.	1180667124	ND	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
CONSTRUCTION LAROTEK INC.	1168625821	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
PAVAGES MASKA INC.	1147380647	ND	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 796-2014, 435-2015 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2025-05-07**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-07**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-07**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2025-05-07.**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 59-25-ET-19

No du GDD :

Titre de l'appel d'offres : Travaux réfections mineures de trottoirs, bordures et utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement (RMTA-RMTUP-

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 4 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la : 1

Ouverture originalement prévue le : 29 - 4 - 2025

Date du dernier addenda émis : 17 - 4 - 2025

Ouverture faite le : 29 - 4 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 62,5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 7 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis	√	# Lot
MONTRÉAL SCELLANT INC.	1 288 777,77 $		
COJALAC INC.	1 427 978,00 $		
GROUPE ABF INC.	1 212 276,92 $	√	
CONSTRUCTION LAROTEK INC.	1 598 416,94 $		
PAVAGES MASKA INC.	1 842 804,71 $		

Information additionnelle

Préparé par : Danièle Lamy

Le 2 - 5 - 2025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1255652001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SIRR - 1255652001-2.pdf SIRR - 1255652001-2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Agente comptable analyste
Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-02

Catherine TOUGAS
Conseillère budgétaire

Tél :
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Service des infrastructures du réseau routier

NO GDD : **1255652001**

Taux: 1,0951303727

No d'engagement **SIRR652001**

Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (08 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19

Provenance

Travaux de maintien des infrastructures routières		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 23-041	6101.7723041.802731.01909.57201.000000.0000.183629.000000.98001.00000	686 053,51 $	788 790,02 $	720 270,43 $	720 271 $

Imputation

55859 - Programme de maintien des infrastructures routières		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat - Trottoirs	6101.7723041.802731.03103.57201.000000.0000.204839.000000.17030.00000	536 709,58 $	617 081,84 $	563 477,97 $	563 478 $
Contingences - Trottoirs	6101.7723041.802731.03103.57201.000000.0000.204839.070008.17030.00000	53 670,96 $	61 708,18 $	56 347,80 $	56 348 $
Incidences professionnelles	6101.7723041.802731.03103.54301.000000.0000.204840.070003.17030.00000	43 487,71 $	50 000,00 $	45 656,66 $	45 657 $
Contrat - Surveillance des travaux	6101.7723041.802731.03103.54301.000000.0000.204841.000000.17030.00000	52 185,26 $	60 000,00 $	54 788,00 $	54 788 $
Total		**686 053,51 $**	**788 790,02 $**	**720 270,43 $**	**720 271 $**

Bonjour Insa,

Nous avons bien reçu la demande **RMT25_CDN** de l'arrondissement dans le cadre du Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) - volet Réfection mineure des trottoirs (RMT) - Édition 2025.

Suite aux analyses de la demande, nous avons le plaisir de vous informer qu'un avis favorable est donné aux interventions proposées et au budget demandé, soit un montant de **540 000,00 $** net de ristourne.

La prochaine étape consiste en l'élaboration du dossier décisionnel de l'article 85, idéalement à approuver par le Conseil d'arrondissement le plutôt que possible, et ce, au plus tard au mois de février 2025. Les échéanciers et les procédures en détail sont disponibles sur notre SharePoint du programme.

Merci de votre collaboration habituelle.

Nam Nguyen, ing.
Ingénieur
Division de gestion stratégique des actifs (DGSA)
_____
Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves (DGIUE)
Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)
801, rue Brennan, 8e étage, bur. 8142.18
Montréal (Québec) H3C 0G4
T. 514 872-6832
@ nam.nguyen@montreal.ca

Sélection des parties prenantes et avis de consultation du dossier

Parties prenantes	**Services**
Patrick RICCI	Service des infrastructures du réseau routier
Lecture : Patrick RICCI, 12 mai 2025 Nam NGUYEN, 27 mars 2025	

Service des infrastructures du réseau routier

NO GDD : **1255652001**

Taux: 1.0951303727

No d'engagement **SIRR652001**

Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce RMT(RMTA-RMTUP) 2025 et autoriser une dépense à cette fin 1 479 562,92 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (08 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19

Provenance

Travaux de maintien des infrastructures routières		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 23-041	6101.7723041.802731.01909.57201.000000.0000.183629.000000.98001.00000	686,053.51 $	788,790.02 $	720,270.43 $	720,271 $

Imputation

55859 - Programme de maintien des infrastructures routières		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat - Trottoirs	6101.7723041.802731.03103.57201.000000.0000.204839.000000.17030.00000	536,709.58 $	617,081.84 $	563,477.97 $	563,478 $
Contingences - Trottoirs	6101.7723041.802731.03103.57201.000000.0000.204839.070008.17030.00000	53,670.96 $	61,708.18 $	56,347.80 $	56,348 $
Incidences professionnelles	6101.7723041.802731.03103.54301.000000.0000.204840.070003.17030.00000	43,487.71 $	50,000.00 $	45,656.66 $	45,657 $
Contrat - Surveillance des travaux	6101.7723041.802731.03103.54301.000000.0000.204841.000000.17030.00000	52,185.26 $	60,000.00 $	54,788.00 $	54,788 $
Total		**686,053.51 $**	**788,790.02 $**	**720,270.43 $**	**720,271 $**

Bonjour Insa,

Nous avons bien reçu la demande **RMT25_CDN** de l'arrondissement dans le cadre du Pr
infrastructures routières (PMIR) - volet Réfection mineure des trottoirs (RMT) - Édition 20

Suite aux analyses de la demande, nous avons le plaisir de vous informer qu'un avis favo
proposées et au budget demandé, soit un montant de **540 000,00 $** net de ristourne.

La prochaine étape consiste en l'élaboration du dossier décisionnel de l'article 85, idéale
d'arrondissement le plutôt que possible, et ce, au plus tard au mois de février 2025. Les é
sont disponibles sur notre SharePoint du programme.

Merci de votre collaboration habituelle.

Nam Nguyen, ing.
Ingénieur
Division de gestion stratégique des actifs (DGSA)

Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves (DGIUE)
Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)
801, rue Brennan, 8e étage, bur. 8142.18
Montréal (Québec) H3C 0G4
T. 514 872-6832
@ nam.nguyen@montreal.ca

Sélection des parties prenantes et avis de consultation du dossier

Parties prenantes	**S**
Patrick RICCI	Se

Lecture :

Patrick RICCI, 12 mai 2025
Nam NGUYEN, 27 mars 2025

ogramme de maintien des
)25.

rable est donné aux interventions

ment à approuver par le Conseil
échéanciers et les procédures en détail

ervices
ervice des infrastructures du réseau routier

LE DOSSIER COMPLET SERA PRÉSENTÉ SÉANCE TENANTE

POINT 20.02 – 1259948001

Accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03.

PROJET

Système de gestion des décisions des instances

Recommandation

	Numéro de dossier :1259948001
Unité administrative responsable	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités	Ne s'applique pas
Projet	Programme de réfection routière (PRR)
Objet	Accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder à Construction Viatek inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) , pour une somme maximale de 5 766 609,19 $, incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public 59-25-ET-03.

D'autoriser une dépense à cette fin de 5 766 609,19 $, incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 576 660,92 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 30 000,00 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 230 000,00 $ incluant les taxes, à titre de budget de frais de services professionnels (laboratoire, surveillance, contrôle environnemental).

D'autoriser une dépense totale de 6 603 270,10 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signataire: _____

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du
directeur d'arrondissement

Numéro de dossier :1259948001

PROJET

Système de gestion des décisions des instances

Sommaire décisionnel

Identification	Numéro de dossier : 1259948001
Unité administrative responsable	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités	Ne s'applique pas
Projet	Programme de réfection routière (PRR)
Objet	Accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03

Contenu

Contexte

Considérant l'état du réseau des chaussées et des trottoirs, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce procédera à des travaux de réfection des infrastructures en 2025 dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local PRR » de l'Arrondissement ainsi que dans le cadre du « Programme complémentaire de planage/pavage PCPR » du SIRR.

Les investissements accordés dans le cadre du présent contrat permettront d'éliminer ou d'atténuer, selon le cas, les dégradations des chaussées et des trottoirs, tout en améliorant l'état global des voies publiques par l'application des meilleures techniques d'intervention en fonction de l'état des infrastructures existantes.

Des avancées de trottoirs sur trois (3) intersections (saillies) sont prévus dans ce contrat afin d'assurer la sécurité des usagers et piétons, et de favoriser l'apaisement de la circulation routière.

Les travaux de planage, de revêtement bitumineux et de reconstruction de trottoirs, là où requis, sont financés par l'Arrondissement ou par le SIRR, selon le cas.

Décision(s) antérieure(s)

CA23 170019 : Approuver, la liste de rues supplémentaires (sans bonification - rues locales) dans le cadre du " Programme complémentaire planage-revêtement " du PCPR-2023 du réseau local à la liste de rues initiales du " Programme décennal d'investissement " - PD I: 2023 relatif aux « Programmes de réfection routière et de mesures d'apaisement de la circulation du réseau local » PRR-1-2023 (rues locales), la liste des rues visées par les travaux de réfection des chaussées (corrélatifs, planage et pavage) et des trottoirs, incluant les réaménagements géométriques (saillies) sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

CA23 170079 - Accorder à Construction Viatek inc., le contrat au montant de 3 227 850,46 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2023) et autoriser une dépense à cette fin de 3 800 635,51 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-23-AOP-TP-002

CA23 170237 - Approuver, dans le cadre du Programme décennal d'investissement 2024 (PDI) de l'arrondissement, la liste des rues locales identifiées dans le cadre du programme de réfection routière 2024 (PRR) constitué de travaux de réfection des chaussées et de trottoirs, incluant des bonifications géométriques sur le territoire de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

CA24 170092 - Accorder à Les Pavages Céka, le contrat au montant de 2 901 946,05 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-2024) et autoriser une dépense à cette fin de 3 442 140,66$ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-24-AOP-TP-002

CA24 170283 - Approuver, dans le cadre du Programme décennal d'investissement 2025 (PDI) de l'arrondissement, la liste des rues locales identifiées dans le cadre du programme de réfection routière 2025 (PRR) et du Programme complémentaire de planage de revêtement 2025 (PCPR) constitué de travaux de réfection des chaussées et de trottoirs, incluant des bonifications géométriques sur le territoire de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce

Description

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de réfection de trottoirs, de construction de saillies, de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, là où requis, sur les différentes rues en mauvais état, telles qu'identifiées sur la liste des rues détaillée ci-dessous.

Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront réalisées sont énumérées comme suit :

1. La reconstruction de section de trottoirs en mauvais état;
2. La construction de saillies (réaménagement géométrique des intersections);
3. Des interventions sur les utilités publiques situées dans les limites des travaux ainsi que les autres accessoires;
4. Le planage de la couche d'asphalte;
5. La réparation de la fondation si requise;
6. La pose de revêtement bitumineux sur les tronçons déjà planés;
7. La construction ou reconstruction des dos d'ânes.

Le présent dossier a pour but d'autoriser la Division des études techniques et de la mobilité de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à effectuer les dépenses requises relatives aux travaux associés à la réalisation du « Programme de réfection routière PRR-2025 », ainsi que d'autres dépenses imprévues, mais liées aux travaux décrits.

Programme de réfection routière 2025

Liste des rues - PRR-PCPR-2025 (Budget de l'arrondissement et central)

#	Rue	De	À	District	Bonification	Programme
					Saillies x4	PRR Local

1	Hingston	NDG	Monkland	NDG	2 intersections	Arrondissement
2	Bedford	CDN	Decelles	Darlington	Saillies x1 1 intersection	PRR Local Arrondissement
3	Coronation	Somerled	Fielding	Loyola	-	PCPR local SIRR
4	Melrose	De Maisonneuve	Sherbrooke	NDG	-	PCPR local SIRR
5	Brighton	Hudson	Darlington	Darlington	-	PCPR local SIRR
6	Saint-Kevin	Victoria	Lavoie	CDN	-	PCPR local SIRR
7	Fulton	Westburry	Lemieux	Snowdon	-	PCPR local SIRR
8	Mariette	Maisonneuve	Sherbrooke	Loyola	-	PCPR local SIRR
9	Clifton	Maisonneuve	Sherbrooke	NDG	-	PCPR local SIRR
10	Mariette	Fielding	Chester	Loyola	-	PCPR local SIRR
11	Miller	Cedar Crescent	Roslyn	CDN	-	PCPR local SIRR

L’appel d’offres a été lancé le 20 mars 2025 et l’ouverture des soumissions a eu lieu le 24 avril 2025

Tous les preneurs du cahier des charges ont déposé une soumission avant le 24 avril 2025, à 11 heures.

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	Cojalac inc.
2	Roxboro Excavations inc.
3	Construction ViateK inc.
4	Montreal Scellant inc.
5	Eurovia Québec Construction Inc.
6	Les entrepreneur BUCARO inc.
7	Les Pavages CÉKA inc.

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION :59-25-ET-03

Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de pavage, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de CDN-NDG (PRR-PCPR-2025)

SOUMISSIONS		
1	Cojalac inc.	6 169 871,63 $
2	Roxboro Excavations inc.	6 695 000,00 $
3	Construction ViateK inc.	5 766 609,19 $
4	Montreal Scellant inc.	5 799 685,25 $
5	Eurovia Québec Construction Inc.	5 988 577,87 $
6	Les entrepreneur BUCARO inc.	6 685 137,87 $
7	Les Pavages CÉKA inc.	6 399 904,15 $

Justification

Suite à l'ouverture des soumissions et après vérification des documents administratifs reçus de la part des sept (7) soumissionnaires, l'adjudicataire Construction Viatek inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'adjudicataire, Construction Viatek inc.a fourni une attestation fiscale émise par Revenu Québec. Ces documents ont été vérifiés par la Division du greffe de l'Arrondissement et inclus en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Une approbation a préalablement été effectuée par la DRE, afin de s'assurer que les rues sélectionnées dans le cadre de ce contrat ne nécessiteront pas de travaux d'infrastructures souterraines, et ce, ni à court, ni à long terme. Les entrées de service d'eau en plomb ont été remplacées au courant des dernières années.

Suite au constat de l'état des chaussées, des trottoirs et des rues de l'Arrondissement, il a été jugé important et nécessaire d'investir les sommes requises au présent dossier pour pallier, à moyen terme, la dégradation accrue du réseau routier et pour améliorer l'état du réseau routier.

La Division des études techniques et de la mobilité n'est pas dotée de personnel spécialisé dans ce type de travaux ni de moyens matériels pour répondre aux objectifs du contrat. Pour ce faire, il est important et nécessaire d'engager les sommes recommandées en objet afin d'apporter les correctifs requis dû au mauvais état du réseau routier, notamment, les chaussées et les trottoirs des rues visées par la présente soumission, et ce, pour assurer un niveau de service d'exploitation appréciable pour tous les usagers.

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit à l'entreprise Construction Viatek inc., pour un montant de ***5 766 609,19 $*** (incluant les taxes) et (excluant les contingences).

Aspect(s) financier(s)

Tableau récapitulatif - Montant estimé

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
Cojalac inc.	6 169 871,63 $
Roxboro Excavations inc.	6 695 000,00 $
Construction ViateK inc.	5 766 609,19 $
Montreal Scellant inc.	5 799 685,25 $
Eurovia Québec Construction Inc.	5 988 577,80 $
Les entrepreneur BUCARO inc.	6 685 137,80 $

Les Pavages CÉKA inc.	6 399 904,15 $
Dernière estimation réalisée	6 114 161,48 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	6 214 969,40 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	-7,78%
Écart entre la moyenne et l'estimation (%) ((coût moyen des soumissions conformes – l'estimation) / l'estimation) x 100	1,65%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	928 390,81 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	16,10%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	(347 552,29 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	-5,68%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	33 076,06 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	0,57%

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de : **5 766 609,19 $** (avec taxes).

Écart entre le montant de la plus basse soumission conforme et l'estimé est de : **-347 552,29 $** (avec taxes).

Le montant de la plus basse soumission conforme **est inférieur de 5,68 %** du montant de l'estimation des coûts des travaux.

Coût du contrat :

	Projet (avant taxes)	**T.P.S. (5 %)**	**T.V.Q. (9,975 %)**	**Total (avec taxes)**
Contrat	5 015 533,10 $	250 776,66 $	500 299,43 $	5 766 609,19 $

Montants à autoriser :

Le budget requis pour financer le projet de «Programme de réfection routière PRR-2025», notamment les travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures et de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, est de **5 766 609,19 $** toutes taxes incluses. Cette dépense représente un coût net de **5 265 682,82 $** lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense sera assumée conjointement par l'Arrondissement, à hauteur de **33,03 %** pour l'arrondissement prenant en charge les tronçons de rues avec aménagement, et par le SIRR à hauteur de **66,97 %** pour les travaux de PCPR sur le réseau local.

La répartition des coûts entre ces deux entités est détaillée dans le tableau ci-dessous (montants toutes taxes incluses):

Provenance	Budget Arrondissement	Budget SIRR PCPR local	Total
Trottoir	790 237,94 $	1 528 027,13 $	2 318 265,07 $
Chaussée	1 114 463,34 $	2 333 880,77 $	3 448 344,12 $
Total	1 904 701,28 $	3 861 907,90 $	5 766 609,19 $
Contingences (10%)	190 470,13 $	386 190,79 $	576 660,92 $
Incidences professionnelles Laboratoire	39 635,80 $	80 364,20 $	120 000,00 $
Incidences professionnelles Surveillance	16 514,92 $	33 485,08 $	50 000,00 $
Incidences professionnelles Surveillance environnementale	19 817,90 $	40 182,10 $	60 000,00 $
Incidences techniques	9 908,95 $	20 091,05 $	30 000,00 $
Total	2 181 048,98 $	4 422 221,13 $	6 603 270,11 $

L'Arrondissement financera une dépense totale de 2 181 048,98 $ taxes incluses, ce qui représente un coût net de 1 991 588,43 $. Le dossier sera financé par le PDI 2025 affecté au programme de réfection routière (à hauteur de 1 973 019,00 $), aux mesures d'apaisement de la circulation (à hauteur de 16 847,25 $) et par le surplus libre de l'Arrondissement. (à hauteur de 1 722,18 $).

Le règlement d'emprunt d'arrondissement RCA23 17397 (Réfection routière/trottoirs/apaisement circulation) sera utilisé pour l'octroi des crédits financés par l'Arrondissement. Le détail des informations financières et comptables se retrouvent dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

Le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) financera une dépense totale de 4 422 221,13 $ taxes incluses, ce qui représente un coût net de 4 038 077,33 $. Les crédits proviendront du règlement d'emprunt de compétence locale 18-048 Programme complémentaire de planage-revêtement - Local CM 18 1158. Cette dépense sera réalisée à 100 % en 2025 et prévue au PDI 2025-2034 de la Ville-centre dans le programme 55857 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Local. Les crédits net de ristourne de 2 422 846,40 $ seront dédiés pour la chaussée et de 1 615 230,93 $ pour les trottoirs. Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

Au total, la dépense à autoriser est de : **6 603 270,11 $ =** (Soumission 5 766 609,19 $ + Laboratoire 120 000,00 $ + Surveillance chantier 50 000,00 $ + Surveillance environnementale 60 000,00$ + les contingences 576 660,92 $ + les frais incidents 30 000 $) incluant les taxes, les contingences, les services professionnels, ainsi que les frais incidents.

Montréal 2030

Ce dossier contribue également à l'atteinte du Plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement:
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur. (résultat 2.1 du plan)
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de se déplacer de façon plus active grâce à des aménagements accessibles et sécuritaires. (résultat 2.2 du plan)

Impact(s) majeur(s)

Les travaux visés par le programme de réfection routière du réseau local PRR-PCPR-2025 (rues locales) ont un impact majeur sur l'entretien de ces rues afin d'améliorer l'état des infrastructures routières, de réaménagement géométrique des intersections de quelques rues et la sécurité des usagers pour une période de moyen à long terme.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'Arrondissement en ce qui a trait au volet " signalisation et circulation ". L'impact sur la circulation est décrit dans les cahiers des charges des documents d'appel d'offres.

Opération(s) de communication

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local du projet susmentionné seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

Calendrier et étape(s) subséquente(s)

Les travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) : juin à la fin septembre 2025

Conformité aux politiques , aux règlements et aux encadrements administratifs

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (CNESST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

Validation

Intervenant et Sens de l 'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Danièle LAMY)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

En préparation :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et Sens de l 'intervention

Parties prenantes	Services
Patrick RICCI	Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Patrick RICCI, 5 mai 2025

Responsable du dossier	Endossé par:
Mohamad CHOKOR ingenieur(e) Tél. : 514-869-7413 Télécop. :	Pascal TROTTIER c/d etudes techniques en arrondissement Tél. : 514-872-4452 Télécop. : Date d'endossement : 2025-05-05 11:01:26

Approbation du Directeur de direction	Approbation du Directeur de service
Samir ADMO directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.) Tél. : 514-924-6071 Approuvé le : 2025-05-22 16:07	Tél. : Approuvé le :

Numéro de dossier :1259948001

Système de gestion des décisions des instances

Pièces jointes au dossier

	Numéro de dossier : 1259948001
Unité administrative responsable	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet	Accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03

59-25-ET-03-Liste des commandes _ SEAO.pdf

Charte de la langue francaise_Viatek.pdf

59-25-ET-03_RBQ et Revenu Québec.pdf

59-25-ET-03_Revenu Québec renouvellement.pdf

59-25-ET-03_Sommaire.pdf

Responsable du dossier
Mohamad CHOKOR
ingenieur(e)
Tél. : 514-869-7413

Numéro de dossier :1259948001

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

ROXBORO EXCAVATION INC. 1620 Croissant Newman Dorval QC CAN H9P2R8	Publique	Jérémie G. Théoret (BL-US) Téléphone: 5146311888 Courriel: estimationblainville@roxboro.ca	**Transaction: (20185032)** 2025-03-25 15:46	20051099 - Addenda no 1 Bordereau numérique 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Devis 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
CONSTRUCTION VIATEK INC. 5270, Boul. Cléroux Laval QC CAN H7T2E8	Publique	Pierre Paquin Téléphone: 5143708371 Courriel: pierre.paquin@c-viatek.ca	**Transaction: (20181003)** 2025-03-20 14:50	20051099 - Addenda no 1 Bordereau numérique 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Devis 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal QC CAN H1H3L6	Publique	Andrea Bucaro Téléphone: 5143257729 Courriel: abucaro@bucaro.ca	**Transaction: (20191781)** 2025-04-02 16:12	20051099 - Addenda no 1 Bordereau numérique 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Devis 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES PAVAGES CÉKA INC. 1138 Bd Sainte-marguerite Mercier QC CAN J6R2L1	Non diffusé	alain tremblay Téléphone: 4506996671 Courriel: atremblay@pavagesceka.com	**Transaction: (20180541)** 2025-03-20 08:45	20051099 - Addenda no 1 Bordereau numérique 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Devis 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Eurovia Québec Construction Inc. 6200 St-Patrick Montréal QC CAN H4E1B3	Non diffusé	Jean Lantagne Téléphone: +1 514-766-2550 Courriel: estimation.montreal@euroviaqc.ca	**Transaction: (20184485)** 2025-03-25 06:20	20051099 - Addenda no 1 Bordereau numérique 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Devis 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COJALAC INC. 9850 La Martinière Montréal QC CAN H1C1V2 cojalac.com	Non diffusé	Karen Grullon Garcia Téléphone: 5145482772 Courriel: admin@cojalac.com	**Transaction: (20183730)** 2025-03-24 09:31	20051099 - Addenda no 1 Bordereau numérique 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Devis 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Montreal Scellant Inc. 11805, Boul. Rivière-des-Prairies Montréal QC CAN H1C1R2 http://www.montrealscellant.com	Non diffusé	Elio Barrasso Téléphone: (514) 321-7325 Courriel: elio@pavagemontreal.com	**Transaction: (20190776)** 2025-04-01 12:08	20051099 - Addenda no 1 Bordereau numérique 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Devis 2025-04-15 à 13:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Montréal

ANNEXE S

CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du Soumissionnaire, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

☐ (1) le Soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec

☐ (2) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

☐ (3) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le Soumissionnaire a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre à la Ville, dans le délai et dans la forme exigés par celle-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*

- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le Soumissionnaire doit, dans le délai exigé par la Ville, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☑ (4) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le Soumissionnaire respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

☑ je déclare que le Soumissionnaire détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l'« analyse de la situation linguistique »;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que le Soumissionnaire s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le Soumissionnaire n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant

Nom du représentant Stéphane Lavoie, Directeur Général

Date 24 avril 2025

Office québécois
de la langue
française
Québec

Certificat de francisation

Le présent certificat atteste que dans l'entreprise

Construction Viatek inc.

N° 7228 4565

la langue française possède le statut prévu
par la *Charte de la langue française* et ses règlements.

Délivré à Montréal, le 11 septembre 2024

La présidente-directrice générale,
Dominique Malack

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5730-1731-01 — **Numéro de validation : 1-6548257385**

DATE DE DÉLIVRANCE DE LA LICENCE : 2017-01-24

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 24 janvier

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction Viatek inc.
5270 boulevard Cléroux
Laval QC
Canada H7T 2E8

RÉPONDANTS

Guy Roy

Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers, Exécution de travaux de construction

Patrick Fauteux

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers, Exécution de travaux de construction

---------- 2 répondant(s) autorisé(s). ----------

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter ou faire exécuter des travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Entrepreneur général (annexe I)

1.4 Routes et canalisation

Entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton
4.2 Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
7 Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux

-------- 8 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Caroline Hardy

Président — Secrétaire

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

CONSTRUCTION VIATEK INC.
5270, BOUL. CLEROUX
LAVAL (QUEBEC) H7T 2E8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1172284565

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 029172-TTFC-1277675
Date et heure de délivrance de l'attestation : 6 février 2025 à 12 h 26 min 48 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mai 2025

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

REVENU QUÉBEC

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

CONSTRUCTION VIATEK INC.
5270, BOUL. CLEROUX
LAVAL (QUEBEC) H7T 2E8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1172284565

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 029172-TTFC-1312979
Date et heure de délivrance de l'attestation : 5 mai 2025 à 16 h 47 min 34 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 août 2025

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 59-25-ET-03

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX UNITAIRE

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service de greffe Bureau Accès Montréal - Arrondissement CDN-NDG 5160, boul. Décarie, Rez-de-chaussée Montréal (Québe) H3X 2H9 – Avant 11h
20	**MARS**	**2025**	**24**	**AVRIL**	**2025**	

Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de pavage, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de CDN-NDG (PRR-PCPR-2025)

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de pavage, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de CDN-NDG (PRR-PCPR-2025)	
Montant total avant taxes :	5 015 533,10 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	250 776,66 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	500 299,43 $
Montant total :	**5 766 609,19 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1172284565

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Construction Viatek.ca

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

5270, Boul. Cléroux Laval (Québec) H7T 2E8

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :
En signant sa Soumission, le Soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :
« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu. »

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	(514) 370-8371	
Stéphane Lavoie, Directeur Général	Télécopieur :	(450) 682-9651	
	Courriel :	stéphane.lavoie@c-viatek.ca	
Signature:	Jour	Mois	Année
	24	avril	2025

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Système de gestion des décisions des instances

Intervention - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

	Numéro de dossier : 1259948001
Unité administrative responsable	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet	Accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03

Sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement

Fichiers joints

2. Analyse 59-25-ET-03.pdf Contrat ao public 59-25-ET-03.pdf

Responsable de l'intervention Danièle LAMY Analyste de dossiers **Tél. :** 514 868-4561	**Endossé par:** Julie FARALDO BOULET secretaire d'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe **Tél. :**- - **Date d'endossement:** 2025-05-08

Numéro de dossier :1259948001

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **59-25-ET-03**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Expérience du soumissionnaire	Clause du 7%	Déclaration relative à la Charte de la langue française	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
COJALAC INC.	1143922814	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
ROXBORO EXCAVATION INC.	1142760280	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1172284565	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
MONTRÉAL SCELLANT INC.	1149336308	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTIONINC.	1169491884	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1144756336	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
LES PAVAGES CÉKA INC.	1160427812	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 796-2014, 435-2015 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2025-04-24**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-04-24**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-04-24**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2025-04-24.**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 59-25-ET-03

No du GDD :

Titre de l'appel d'offres : Travaux de reconstruction de trottoirs, bordures, réaménagement géométrique des intersections (saillies), planage et pavage (PCPR-

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 3 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la : 1

Ouverture originalement prévue le : 16 - 4 - 2025

Date du dernier addenda émis : 15 - 4 - 2025

Ouverture faite le : 24 - 4 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 100

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 7 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
COJALAC INC.	6 169 871,63 $		
ROXBORO EXCAVATION INC.	6 695 000,00 $		
CONSTRUCTION VIATEK INC.	5 766 609,19 $	√	
MONTRÉAL SCELLANT INC.	5 799 685,25 $		
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.	5 988 577,87 $		
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	6 685 137,87 $		
LES PAVAGES CÉKA INC.	6 399 904,15 $		

Information additionnelle

Préparé par : Danièle Lamy

Le 30 - 4 - 2025

Système de gestion des décisions des instances

Intervention - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

	Numéro de dossier : 1259948001
Unité administrative responsable	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet	Accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03

Sens de l'intervention

Certification de fonds

◆Commentaires

Ce dossier vise à accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03.

La dépense sera assumée à 33.03 % par l'Arrondissement et à 66.97 % par le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR).

L'Arrondissement financera une dépense totale de 2 181 048,98 $ taxes incluses, ce qui représente un coût net de ristourne de 1 991 588,43 $. Le dossier sera financé par le PDI 2025 affecté au programme de réfection routière, aux mesures d'apaisement de la circulation et par le surplus libre de l'Arrondissement selon la répartition suivante:

PDI 2025 affecté au programme de réfection routière: 1 973 019 $
PDI 2025 affecté aux mesures d'apaisement de la circulation: 16 847,25 $
Surplus libre: 1 722,18 $

Le détail des informations financières et comptables se retrouve dans le fichier joint:

◆Fichiers joints

GDD 1259948001 certification de fonds v1.pdf

Responsable de l'intervention Marie-Claire DUBE Agente de gestion en ressources financières et	**Endossé par:** Guylaine GAUDREAULT Directrice - Services administratifs en

matérielles **Tél. :** (514) 868-4016	arrondissements Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière **Tél. :**(438) 920-3612 **Date d'endossement:** 2025-05-26

Numéro de dossier :1259948001

GDD 1259948001

Ce dossier vise à:
Accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses								
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Montant arrondi net de ristourne ARRON	Montant arrondi net de ristourne SIRR
Contrat Trottoirs	2 016 321,00 $	100 816,05 $	201 128,02 $	2 318 265,07 $	201 380,06 $	2 116 885,01 $	721 592,57 $	1 395 292,44 $
Contrat Chaussées	2 999 212,10 $	149 960,61 $	299 171,41 $	3 448 344,12 $	299 546,32 $	3 148 797,81 $	1 017 653,58 $	2 131 144,23 $
Contingences	501 553,31 $	25 077,67 $	50 029,94 $	576 660,92 $	50 092,64 $	526 568,28 $	173 924,62 $	352 643,67 $
Incidences techniques	26 092,63 $	1 304,63 $	2 602,74 $	30 000,00 $	2 606,00 $	27 394,00 $	9 048,19 $	18 345,81 $
Frais de laboratoire	104 370,52 $	5 218,53 $	10 410,96 $	120 000,00 $	10 424,01 $	109 575,99 $	36 192,77 $	73 383,23 $
Frais de surveillance environnementale	52 185,26 $	2 609,26 $	5 205,48 $	60 000,00 $	5 212,00 $	54 788,00 $	18 096,38 $	36 691,61 $
Frais de surveillance des travaux	43 487,72 $	2 174,39 $	4 337,90 $	50 000,00 $	4 343,34 $	45 656,66 $	15 080,32 $	30 576,34 $
Total des dépenses	**5 743 222,54 $**	**287 161,14 $**	**572 886,45 $**	**6 603 270,11 $**	**573 604,36 $**	**6 029 665,75 $**	**1 991 588,43 $**	**4 038 077,32 $**

	Montant	%
CDN NDG	1 991 588,43 $	33,03%
SIRR	4 038 077,32 $	66,97%
Total des dépenses	6 029 665,75 $	100,0%

Information budgétaire:

Provenance	**Programme de réfection routière - 2025**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	2555734 001
Projet Simon :	**201481**
Montant :	1 973 019,00 $

Provenance	**Mesures d'apaisement de la circulation - 2025**
Requérant:	59-00
Projet :	55754
Sous-projet :	2555754 001
Projet Simon :	**201484**
Montant :	16 847,25 $

Provenance	**Surplus libre**
Entité:	2406
Objet:	31025
Montant :	1 722,18 $

Imputation	**Programme de réfection routière - 2025**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	2555734 001
Projet Simon :	**201481**
Montant :	1 991 588,43 $

	2025	2026	2027	Ult	TOTAL
Budget au net au PDI - 2025-2034	**1 990**	**0**	**0**	**0**	**1 990**
en milliers					
Prévision de la dépense					
Brut	**1 992**	**0**	**0**	**0**	**1 992**
BF	**2**	**0**	**0**	**0**	**2**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Suvention	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**1 990**	**0**	**0**	**0**	**1 990**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

De Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges -- Notre-Dame-de-Grâce

Période : MAI Année : 2025 **MAI-25** Description de l'écriture : GDD 1259948001 PRR-2025_Construction Viatek inc.

Virement de crédits demandé en vertu de :
- ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0624397	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		1 989 866,25	RCA23 17397 Réfection routière/trottoirs/apaisement circulation CA23 170316
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	201481	000000	17025	00000		1 722,18	GDD 1259948001_Affectation PDI_Surplus libre
4	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201481	000000	17030	00000	721 592,57		Contrat trottoirs PRR-2025_Construction Viatek inc.
5	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201481	000000	17025	00000	1 017 653,58		Contrat chaussées PRR-2025_Construction Viatek inc.
	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201481	012130	17025	00000	173 924,62		Contingences PRR-2025_Construction Viatek inc.
7	6406	0624397	800250	03103	54590	000000	0000	201481	012079	17025	00000	9 048,19		Incidences techniques
13	6406	0624397	800250	03103	54301	000000	0000	201481	012079	17025	00000	36 192,77		Frais de laboratoire
14	6406	0624397	800250	03103	54301	000000	0000	201481	012079	17025	00000	18 096,38		Frais de surveillance environnementale
	6406	0624397	800250	03103	54301	000000	0000	201481	012079	17025	00000	13 358,14		Frais de surveillance des travaux
	6406	9500998	800250	03103	54301	000000	0000	201481	012079	17025	00000	1 722,18		Frais de surveillance des travaux
15														
Total de l'écriture :												**1 991 588,43**	**1 991 588,43**	

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeu Marie-Claire Dubé Téléphone : 514-868-4016
Service/Arr Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce

Période : MAI Année : 2025 Type d'écriture : Réel (A)

Date de l'écı Nom d'écriture : GDD 1259948001_PRR-2025_(

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	1 722,18		GDD 1259948001 _Surplus libre
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	201481	000000	17025	00000		1 722,18	GDD 1259948001_Affectation PDI
3														
4														
5														
24														
25														
Total de l'éc												**1 722,18**	**1 722,18**	

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges -- Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	201481	000000	17025	00000
2											
3	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201481	000000	17030	00000
4	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201481	000000	17025	00000
5	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	201481	012130	17025	00000
6											
7	6406	0624397	800250	03103	54590	000000	0000	201481	012079	17025	00000
8	6406	0624397	800250	03103	54301	000000	0000	201481	012079	17025	00000
9											
10											
11	6406	9500998	800250	03103	54301	000000	0000	201481	012079	17025	00000
12											

PROJET

Système de gestion des décisions des instances

Intervention - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

	Numéro de dossier : 1259948001
Unité administrative responsable	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet	Accorder à Construction Viatek inc., un contrat au montant de 5 766 609,19 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-PCPR-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 6 603 270,11 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (07 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-03

Sens de l'intervention

En préparation

Responsable de l'intervention Abdelkodous YAHYAOUI Agent de gestion **Tél. :** (514) 872-0766	**Endossé par:** Josee LESSARD conseiller(-ere) budgetaire Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier **Tél. :**514-872-9366 **Date d'endossement:**

Numéro de dossier :1259948001

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1259948002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder à à Montreal Scellant inc. plus bas soumissionnaire conforme,le contrat pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) , pour une somme maximale de 1 404 650,44 $, incluant les taxes,, conformément aux documents de l'appel d'offres public 59-25-ET-07.

D'autoriser une dépense à cette fin de 1 404 650,44 $, incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 168 558,05 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 25 000 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 140 000 $ incluant les taxes, à titre de budget de frais de services professionnels (laboratoire, surveillance, contrôle environnemental).

D'autoriser une dépense totale de 1 738 208,49 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-04 16:26

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259948002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer la sécurité des piétons sur le territoire de l'Arrondissement, la division des études techniques et de la mobilité souhaite réaliser des réaménagements géométriques afin de sécuriser les abords des écoles et institutions.
À cet effet, le projet Programme de réaménagement géométrique 2025 (PRG-2025) vise la réalisation de travaux de saillies ainsi que les travaux de corrélatifs et planage/pavage de la chaussée d'une intersection et de deux aménagements mi-tronçons situés sur les réseaux local et artériel.

Les intersections situées sur le réseau artériel de l'Arrondissement ont fait l'objet d'un article 85 et d'une approbation du conseil municipal.

Le tableau suivant présente l'ensemble des projets.

No projet	Intersection / Localisation	Programme / Financement	Commentaires
SUM_CDN24-0806	Réaménagement géométrique de Somerled/Doherty	Arrondissement /PTI-59070	Accepté par Carrefour Mobilité. A85 GDD #1249948005
SUM_CDN24-0902	Réaménagement de l'intersection Victoria/Fulton	Vision zéro	Accepté par Carrefour Mobilité. A85 GDD #1249948005
SUM_CDN24-0803	Réaménagement de l'intersection Somerled/Rosedale	Arrondissement	Qualifié mais refusé en raison de limitations budgétaires par Carrefour Mobilité. La direction de l'Arrondissement souhaite prendre en charge le financement. A85 GDD #1249948005
SUM_CDN24-	Aménagement	PTI-45000	Accepté par Carrefour Mobilité. A85

0918	d'un quai d'embarquement sur l'avenue Fielding vers l'avenue Walkley		GDD #1249948005
SUM_CDN24-0942	Aménagement d'un quai d'embarquement sur l'avenue Goyer vers de Darlington	PTI-45000	Accepté par Carrefour Mobilité. A85 GDD #1249948005
SUM_CDN24-0962	Aménagement d'un quai d'embarquement sur l'avenue Walkley vers le chemin Côte-Saint-Luc	PTI-45000	Accepté par Carrefour Mobilité. A85 GDD #1249948005

Le présent sommaire vise l'octroi du contrat de construction suite au lancement du processus d'appel d'offres. La réalisation des travaux de construction est prévue pour l'été 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 170282 - Offrir, au Conseil municipal, la prise en charge de la conception, la réalisation et, en partie, le financement des travaux pour de réaménagement géométrique de trois (03) intersections sans feux de circulation et de l'aménagement de trois (03) quais d'embarquement, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal
CA24 1471 - Accepter les offres de services d'arrondissement, en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rues faisant partie du réseau routier artériel administratif de la ville (RAAV), d'aménagements cyclables prévus au réseau cyclable projeté de l'agglomération de Montréal et la sécurisation d'aménagements de lieux fréquentés par les jeunes, les familles ou les personnes âgées prévus pour l'année 2025.

CA24 170021 - Offrir, au conseil municipal, la prise en charge de la conception, de la réalisation et du financement des travaux pour le réaménagement géométrique de l'avenue Légaré, entre l'avenue Bourret et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

CA23 170205 - Offrir, au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement géométrique de trois (3) intersections avec mise aux normes des feux de circulation et d'un passage piéton à mi-tronçon, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

CA23 170082 - Accorder un contrat à Cojalac inc., au montant de 1 843 777,77 $, incluant les taxes, pour les travaux de construction de saillies à diverses intersections de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame de-Grâce (SAILLIES-1-2023) et autoriser une dépense à cette fin de 2 417 344,44 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-23-AOP-TP-010.

CA22 170188 - Sélection des intersections visées par la construction de réaménagements

géométriques (saillies), là ou requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

CM23 0178 et CE 23 0227 - Accepter les offres de services d'arrondissements en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rues artérielles et de voies cyclables pour l'année 2023

CA23 170015 - Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement géométrique de sept (7) intersections, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

CA22 170175 - Accorder un contrat à Construction Viatek inc, au montant de 764 687,46 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de deux (2) intersections, incluant des travaux de feux de circulation, sur le territoire de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (Saillies-1-2022), autoriser une dépense à cette fin de 971 156,21 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-005 et le financement à hauteur de 342 611,69$ TTX à partir du surplus affecté de l'arrondissement.

CA22 170097 - Accorder un contrat à Construction Viatek, au montant de 1 064 469,59$, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq (5) intersections (Saillies-2-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 1 320 916,55 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.

DESCRIPTION

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de réaménagement géométrique des tronçons situés sur les réseaux local et artériel afin d'accroître la sécurité du public sur ces lieux, permettant ainsi à l'Arrondissement d'améliorer le volet d'apaisement de la circulation.
Liste des réaménagements géométriques prévus

Intersection / Tronçons	District	Type	RAAV / Article 85	Description	Demande financement
Somerled / Doherty	Loyola	Artériel/ Local	Oui	Saillies aux abords de l'école Sainte-Catherine-de-Sienne et le parc Loyola	ARR / SUM (PAR)
Fulton / Victoria	Snowdon / CDN	Artériel/ Local	Oui	Saillies aux abords de l'école primaire Marie de France	SUM (Vision Zéro)
Somerled/Rosedale	Loyola	Artériel/ Local	Oui	Saillies aux abords de l'école Judith-Jasmin	ARR
Quai Fielding	Loyola	Artériel	Oui	Arrêt accessible universellement pour piste cyclable	SUM (Programme 45000)
Quai Goyer	Darlington	Artériel	Oui	Arrêt accessible universellement pour piste cyclable	SUM (Programme 45000)
Quai Walkley	Loyola	Artériel	Oui	Arrêt accessible universellement pour piste cyclable	SUM (Programme 45000)

Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront prises en charge sont énumérées comme suit :

1. La construction d'avancées de trottoirs drainantes et non drainantes dotées de fosses de plantation et l'élargissement des trottoirs afin de sécuriser les déplacements;
2. Des interventions sur les utilités publiques réparties dans les limites des travaux ainsi que les autres accessoires;
3. Un planage de la couche d'asphalte;
4. Réparation de la fondation si requise;
5. La pose de revêtement bitumineux sur les intersections déjà planées.
6. L'aménagement des arrêt accessibles pour piste cyclable.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres a été lancé le 2 avril 2025 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 24 avril 2025.
Sur les 10 preneurs du cahier des charges, six (6) ont déposé une soumission, avant le 24 avril 2025, à 11 heures.

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	Pavages Métropolitain inc.
2	Les Pavages Céka inc.
3	Montreal Scellant inc.
4	Construction Larotek inc.
5	Cojalac inc.
6	Les Entreprises Ventec inc.
7	Le Groupe Lécuyer Ltée
8	Uniroc Construction inc.
9	Construction Viatek inc.
10	Ramcor Construction inc.

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION :59-25-ET-07 **Travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement Côte-des-neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025)**		
SOUMISSIONS		
1	Pavages Métropolitain inc.	2 881 126,14 $
2	Les Pavages Céka inc.	1 503 162,46 $
3	Montreal Scellant inc.	1 404 650,44 $
4	Construction Larotek inc.	1 878 349,28 $
5	Cojalac inc.	1 884 513,83 $
6	Les Entreprises Ventec inc.	1 787 287,52 $

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, Montreal Scellant inc. pour un montant de **1 404 650,44 $** (incluant les taxes) et (excluant les contingences).

L'adjudicataire Montreal Scellant inc. a fourni une attestation fiscale émise par Revenu Québec. Les documents ont été vérifiés par la Division du greffe de l'Arrondissement et sont à retrouver en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
Pavages Métropolitain inc.	2 881 126,14 $
Les Pavages Céka inc.	1 503 162,46 $
Montreal Scellant inc.	1 404 650,44 $
Construction Larotek inc.	1 878 349,28 $
Cojalac inc.	1 884 513,83 $
Les Entreprises Ventec inc.	1 787 287,52 $
Dernière estimation réalisée	1 523 846,67 $
Coût moyen des soumissions conformes	1 889 848,28 $
(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	-34,54%
((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	
Écart entre la moyenne et l'estimation (%)	24,02%
((coût moyen des soumissions conformes – l'estimation) / l'estimation) x 100	
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	1 476 475,70 $
(la plus haute conforme – la plus basse conforme)	
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	105,11%
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	(119 196,23 $)
(la plus basse conforme – estimation)	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-7,82%
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	98 512,02 $
(la deuxième plus basse – la plus basse)	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	7,01%
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de : **1 404 650,44 $** (avec taxes).

Écart entre le montant de la plus basse soumission conforme et l'estimation est de : **- 119 196,23 $** (avec taxes).

Le montant de la plus basse soumission conforme est **inférieur** de **7,82 %** du montant de l'estimation des coûts des travaux.

Étant donné que la valeur du contrat est supérieure à 1 M$, le contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement, conformément à la directive de la Ville C-OG-APP-D-21-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût du contrat :

	Projet (avant taxes)	T.P.S. (5 %)	T.V.Q. (9,975 %)	Total (avec taxes)
Contrat	1 221 700,75 $	61 085,04 $	121 864,65 $	1 404 650,44 $

T.P.S. (5 %) : 61 085,04 $ **T.V.Q. (9,975 %) :** 121 864,65 $ **RISTOURNE T.P.S. :** 60 932,33 $

Le coût total de la soumission susmentionnée : **1 404 650,44 $** (avec les taxes).

Au montant total de la soumission, il faut ajouter :

· Les dépenses incidentes : 25 000 $ (incluant les taxes);
· Les frais incidents professionnels (Laboratoire, surveillance et surveillance environnementale) 140 000 $ (avec taxes);
· Les travaux de contingences (12 % du montant du contrat) : 168 558,05 $ (avec taxes);

Au total, le budget requis pour financer la réalisation du projet est de : 1 738 208,49 **$** = (Soumission 1 404 650,44 $ + les frais incidents professionnels 140 000,00 $ + les contingences 168 558,05 $ + les frais incidents techniques 25 000 $) incluant les taxes, les contingences, les services professionnels de laboratoire, ainsi que les frais incidents.

Budget à autoriser :

Le budget requis pour financer ce projet de travaux de réaménagements géométriques est de **1 738 208,49 $** toutes taxes incluses incluant un montant de 168 558,05 $ à titre de contingences et un montant de 165 000,00 $ à titre d'incidences, de frais de surveillance et de frais de laboratoire.

La répartition des coûts entre ces deux entités est détaillée par intersection dans les tableaux ci-dessous :

Intersections	Rosedale-Somerled	Doherty-Somerled	Fulton-Victoria	Quai Walkley	Quai Fielding	Quai Goyer
Provenance	Arrond.	SUM (PDI-59070)	SUM (Vision Zéro)	SUM (PDI-45000)	SUM (PDI-45000)	SUM (PDI-45000)
Travaux	494 283,66 $	293 883,39 $	313 843,66 $	94 222,63 $	136 649,12 $	71 767,97 $
Contingences	59 314,04 $	35 266,01 $	37 661,24 $	11 306,72 $	16 397,89 $	8 612,16 $
laboratoire	21 113,45 $	12 553,30 $	13 405,91 $	4 024,74 $	5 837,00 $	3 065,59 $
Surveillance	17 594,54 $	10 461,09 $	11 171,59 $	3 353,95 $	4 864,17 $	2 554,66 $
surv env	10 556,73 $	6 276,65 $	6 702,96 $	2 012,37 $	2 918,50 $	1 532,79 $
Incidences techniques	8 797,27 $	5 230,54 $	5 585,80 $	1 676,98 $	2 432,08 $	1 277,33 $
Total	**611 659,70 $**	**363 670,99 $**	**388 371,16 $**	**116 597,39 $**	**169 098,77 $**	**88 810,49 $**

Ci-dessous un résumé des coûts totaux du projet :

Provenance	Arrondissement CDN-NDG	Service de l'eau (Équipe infras vertes)	SUM			TOTAL
			(PDI-59070)	(Vision Zéro)	(PDI-45000)	
Travaux	447 087,66 $	47 196,00 $	293 883,39 $	313 843,66 $	302 639,72 $	1 404 650,44 $
Contingences	59 314,04 $	-	35 266,01 $	37 661,24 $	36 316,77 $	168 558,05 $
laboratoire	21 113,45 $	-	12 553,30 $	13 405,91 $	12 927,33 $	60 000,00 $
Surveillance	17 594,54 $	-	10 461,09 $	11 171,59 $	10 772,78 $	50 000,00 $
surv env	10 556,73 $	-	6 276,65 $	6 702,96 $	6 463,67 $	30 000,00 $
Incidences techniques	8 797,27 $	-	5 230,54 $	5 585,80 $	5 386,39 $	25 000,00 $
Total	**564 463,69 $**	**47 196,00 $**	**363 670,99 $**	**388 371,16 $**	**374 506,64 $**	**1 738 208,49 $**
Total	**564 463,69 $**	**47 196,00 $**	**1 126 548,79 $**			**1 738 208,49 $**
Réparation coût total (%)	**32 %**	**3 %**	**21 %**	**22 %**	**22 %**	**100 %**

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 1 738 208,49 $, taxes incluses, comprenant :

– Un contrat avec Montreal Scellant inc. pour un montant de 1 404 650,44 $ taxes incluses ;
– Un montant de contingences de 168 558,05 $ taxes incluses;
– Un budget d'incidences professionnelles (surveillance externe, contrôle qualitatif et surveillance environnementale) de 140 000,00 $ taxes incluses.
– Un budget d'incidences techniques de 25 000,00 $ taxes incluses.
Cette dépense de **1 738 208,49 $** taxes incluses représente un coût net de **1 587 216,04 $** lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales.
Cette dépense sera assumée par le SUM, l'Arrondissement et le Service de l'eau. Le coût net ristourne total de ce contrat est réparti comme suit :

- 32 % est payé par l'Arrondissement, pour un montant de 515 430,59 $.
- 3 % est payé par le Service de l'eau (Équipe infras verte) pour l'aménagement des infrastructures vertes drainantes, pour un montant de 43 096,24 $.
- 65 % est payé par le SUM pour un montant de 1 028 689,20 $.
Cette dépense représente un coût net total de 1 587 216,04 $ lorsque des ristournes fédérale et provinciale sont appliquées.

Au SUM, les projets suivants, faisant l'objet de la sélection des projets lors de l'appel à projets pour réalisation 2025, font l'objet des enveloppes accordées:

- dans le cadre du programmes Vision zéro Mise en œuvre des mesures de sécurisation, (projet investi 59071, volet PSAE), projet SUM_CDN24-0902
- dans le cadre du programme Réseau express Vélo et développement du réseau cyclable (projet investi 45000), SUM_CDN24-0918, SUM_CDN24-0942 et

SUM_CDN24-0962
- ainsi qu'au programme d'aménagement des rues PAR (projet investi 59070), le projet SUM_CDN24-0806.

La dépense de 1 587 216,04 $ sera répartie ainsi :

– Un montant maximal de 515 430,59 $ net de ristourne, incluant travaux, contingences et incidences, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale RCA23-17397 PRR-Trott-apais.circul., projet Investi 55754.
– Un montant maximal de 43 096,24 $ net de ristournes sera financé par la direction de la gestion des actifs du service de l'eau selon le règlement local N° 22-026, le tout conformément à l'entente de réalisation en pièce jointe.
– Un montant maximal de 354 634,64 $ net de ristourne, incluant travaux, contingences et incidences, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale, 23-007 Sécurisation réseau routier Vision Zéro CM23 0194, projet Investi 59071.
– Un montant maximal de 341 974,48 $ net de ristourne, incluant travaux, contingences et incidences, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération, RCG 18-028 Développement Réseau cyclable CG 18 0467, projet Investi 45000.
– Un montant maximal de 332 080,09 $ net de ristourne, incluant travaux, contingences et incidences, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale, 19-023-1 Progr. aménagement des rues du réseau artériel CM22 1111, projet Investi 59070.

Le budget net requis du SUM (en milliers $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2025-2034 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet Investi	Année de réalisation 2025	Année ultérieure	Total
59071	355$	0$	355$
45000	342$	0$	342$
59070	332$	0$	332$
Total	1029$	0$	1029$

Le détail des informations financières et comptables se retrouve dans les certifications de fonds de l'Arrondissement et des services habilités.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement en:
- Offrant des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur (résultat 2.1 du plan)

- Offrant des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de se déplacer de façon plus active grâce à des aménagements accessibles et sécuritaires. (résultat 2.2 du plan)

Les travaux de réaménagements géométriques du présent sommaire décisionnel portant sur les travaux de chaussées, de trottoirs, visent à améliorer l'infrastructure routière et à assurer la sécurité du public ainsi qu'aux usagers du réseau routier de l'Arrondissement tout en utilisant les techniques, les matériaux qui respectent les normes environnementales en vigueur.

Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;

- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières;
- assurer la sécurité des usagers du réseau routier de l'Arrondissement et incluant tous les organismes et institutions (Centres universitaires, Hôpitaux, écoles, etc.)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

NA

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du projet susmentionné seront informés par lettre de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) : été 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (CNESST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Danièle LAMY)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Certification de fonds :

Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ève LEDUC, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stéphane BROSSAULT, Service de l'eau

Lecture :

Stéphane BROSSAULT, 2 juin 2025
Ève LEDUC, 13 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohamad CHOKOR
ingenieur(e)

Tél : 514-869-7413
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-05

Pascal TROTTIER
c/d etudes techniques en arrondissement

Tél : 514-872-4452
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-05-22

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259948002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

Liste des commandes _ SEAO.pdf
Recapitulatif PV ET-07.pdf
ET-07_Sommaire.pdf
ET-07_Revenu Quebec.pdf
Lettre Resultats 2 - projet CDN.pdf
ET-07_RBQ.pdf
03_Ent realisation mandat-PRG-2025_Subv IVD_SIGNE.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohamad CHOKOR
ingenieur(e)

Tél : 514-869-7413
Télécop. :

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

LES PAVAGES CÉKA INC. 1138 Bd Sainte-marguerite Mercier QC CAN J6R2L1	Non diffusé	alain tremblay Téléphone: 4506996671 Courriel: atremblay@pavagesceka.com	**Transaction: (20191308)** 2025-04-02 09:09	20051785 - Addenda 1 Devis 2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE 17 Du Moulin Saint-Rémi QC CAN J0L2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Publique	David Guay Téléphone: 4504543928 Courriel: ventes@lecuyerbeton.com	**Transaction: (20192295)** 2025-04-03 10:00	20051785 - Addenda 1 Devis 2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
UNIROC CONSTRUCTION INC. 5605, rue Arthur-Sauvé, c.p. 3390 Mirabel QC CAN J7N2R4 http://uniroc.ca	Non diffusé	Jolain Cartier Téléphone: 4502584242 Courriel: seao@uniroc.ca	**Transaction: (20193625)** 2025-04-04 09:40	20051785 - Addenda 1 Devis 2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert QC CAN J3Y6T1	Non diffusé	Maria Villegas Téléphone: 4503212442 Courriel: info-rs@pavagesmetropolitain.com	**Transaction: (20192465)** 2025-04-03 11:37	20051785 - Addenda 1 Devis 2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COJALAC INC. 9850 La Martinière Montréal QC CAN H1C1V2 cojalac.com	Non diffusé	Karen Grullon Garcia Téléphone: 5145482772 Courriel: admin@cojalac.com	**Transaction: (20192142)** 2025-04-03 08:22	20051785 - Addenda 1 Devis 2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSTRUCTION LAROTEK INC. 11730, avenue Lucien-Gendron Montréal QC CAN H1E7J7 http://jonathan@larotek.ca	Non diffusé	Alfonso Polizzi Téléphone: 5142287980 Courriel: alfonso@larotek.ca	**Transaction: (20191400)** 2025-04-02 10:17	20051785 - Addenda 1 Devis 2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSTRUCTION VIATEK INC. 5270, Boul. Cléroux Laval QC CAN H7T2E8	Publique	Pierre Paquin Téléphone: 5143708371 Courriel: pierre.paquin@c-viatek.ca	**Transaction: (20198858)** 2025-04-10 13:57	20051785 - Addenda 1 Devis 2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES ENTREPRISES VENTEC INC. 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal QC CAN H4C1V1 https://ventecinc.com/	Publique	Domenico A. Scirocco Téléphone: 5149325600 Courriel: info@ventecinc.com	**Transaction: (20198968)** 2025-04-10 15:22	20051785 - Addenda 1 Devis 2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
Montreal Scellant Inc. 11805, Boul. Rivière-des-Prairies Montréal QC CAN H1C1R2 http://www.montrealscellant.com	Non diffusé	Ben Capparelli Téléphone: 5148821553 Courriel: ben@tebmontreal.com	**Transaction: (20203076)** 2025-04-14 12:46	20051785 - Addenda 1 Devis 2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
RAMCOR CONSTRUCTION INC. 9434 Boulevard Pie-IX Montréal QC CAN H1Z4E9	Non diffusé	Guy Cormier Téléphone: 5143294545	**Transaction: (20191472)**	20051785 - Addenda 1 Devis

https://ramcorconstruction.ca/	Courriel: info@ramcorconstruction.ca	2025-04-02 11:02	2025-04-17 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
59-25-ET-07

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **jeudi 24 avril 2025** à **11 heures.**

Sont présents :

●	Julie Faraldo-Boulet	Secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière Division du greffe
●	Mohamad Chokor	Ingénieur	Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité Division des études techniques et de la mobilité
●	Danièle Lamy	Analyste de dossiers	Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière Division du greffe

Les soumissions reçues pour **59-25-ET-07 Travaux de réaménagement géométrique dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-- Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025)** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	2 881 126,14 $
LES PAVAGES CÉKA INC.	1 503 162,46 $
MONTRÉAL SCELLANT INC.	1 404 650,44 $
CONSTRUCTION LAROTEK INC.	1 878 349,28 $
COJALAC INC.	1 884 513,83 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1 787 287,52 $

L'appel d'offres public de la Division des études techniques et de la mobilité a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 2 avril 2025.

Le secrétaire d'arrondissement transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Division des études techniques et de la mobilité, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 59-25-ET-07

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX UNITAIRE

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Bureau Accès Montréal de l'arrondissement CDN-NDG, au 5160, boul. Décarie – RDC, Montréal (Québec) H3X 2H9
2	4	2025	24	4	2025	

Travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement Côte-des-neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025)

Description et sommaire de soumission	Montant
Les travaux de voirie sont réalisés sur trois (3) intersections (avenue Fulton / avenue Victoria, avenue Doherty / avenue Somerled, avenue Rosedale / avenue Somerled) et trois (3) rues distinctes (rue Goyer, rue Fielding et rue Walkley). Les travaux sont réalisés dans l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	
Montant total avant taxes :	1,221,700.75
Taxe sur les produits et services 5 % :	61,085.04
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	121,864.65
Montant total :	**1,404,650.44**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1149336308

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): MONTREAL SCELLANT INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

11805 BOUL.RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, MONTREAL, QC, H1C 1R5

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :
En signant sa Soumission, le Soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :
« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu. »

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514-321-7325		
Elio Barrasso, directeur	Télécopieur :		
	Courriel : info@pavagemontreal.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	24	avril	2025

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

MONTREAL SCELLANT INC.
11805, BOUL. RIVIERE-DES-PRAIRIES
MONTREAL (QUEBEC) H1C 1R2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1149336308

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 488160-CWWW-1312703
Date et heure de délivrance de l'attestation : 5 mai 2025 à 11 h 5 min 52 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 août 2025

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca.**

Urbanisme et mobilité
Montréal

Service de l'urbanisme et de la mobilité
303, rue Notre-Dame Est, 6ème étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

PAR COURRIEL

Le 27 novembre 2024

Monsieur Stéphane Plante
Directeur
Arrondissement Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600
Montréal (Québec) H3X 2H9
stephane.plante@montreal.ca

Objet : Mise à jour sur le premier appel à projets 2024-2025 du Carrefour urbanisme et mobilité

Monsieur,

Nous avons le plaisir de confirmer l'autorisation des trois projets d'aménagement de quais, ainsi que le report du projet de Réaménagement de la Promenade Jean-Brillant, pour réalisation sur le territoire de l'arrondissement Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce dans le cadre du premier appel à projets du Carrefour urbanisme et mobilité. Vous trouverez les détails dans l'Annexe 1 amendée, jointe au présent envoi.

Veuillez prendre note que les mêmes modalités qui vous ont été transmises le 29 octobre dernier s'appliquent à ces projets, qui doivent, entre autres, être réalisés en 2025.

Pour toute question ou clarification relative aux modalités en vigueur pour le Carrefour urbanisme et mobilité, n'hésitez pas à communiquer avec notre équipe, qui demeure à votre disposition pour vous accompagner.

Veuillez noter qu'un suivi de l'évolution des travaux sera effectué au courant de l'année 2025.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, mes meilleures salutations.

La Directrice,

Lucie Careau

c. c. M. Pascal Trottier, Chef de division - Études techniques en arrondissement - Arr. Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce
M. Louis-Henri Bourque, directeur – Planification et mise en valeur du territoire
Mme Floriane Vayssières, cheffe de division - Planification des réseaux et programmation des aménagements - Service de l'urbanisme et de la mobilité
M. Damien Le Henanff, chef de division - Administration et gestion de portefeuille - Service de l'urbanisme et de la mobilité

Annexe 1 amendée : Présentation des résultats du premier appel à projet 2024-2025, pour réalisation des travaux en 2025

Numéro de projet	Titre du projet	Résultat	Financement PDI-45000	Financement PDI-59070	Financement BF Vélo	Financement Vision Zéro	Article 85 requis?
SUM_CDN25-0439	Réaménagement d'intersection Hudson/Linton (incluant feux de circulation) *	Autorisé sans financement du SUM					Oui
SUM_CDN24-0806	Réaménagement géométrique de l'intersection Somerled/Doherty	Sélectionné		337 199,20			Oui
SUM_CDN24-0902	Réaménagement de l'intersection Victoria et Fulton	Sélectionné				500 000,00	Oui
SUM_CDN24-0918	Aménagement d'un quai d'embarquement sur l'avenue Fielding vers l'avenue Walkley	Sélectionné	285 422,80				Oui
SUM_CDN24-0942	Aménagement d'un quai d'embarquement sur l'avenue Goyer vers l'avenue de Darlington	Sélectionné	301 206,88				Oui
SUM_CDN24-0962	Aménagement d'un quai d'embarquement sur l'avenue Walkley vers le chemin Côte-Saint-Luc	Sélectionné	309 098,40				Oui
SUM_CDN24-0801	Réaménagement de la Promenade Jean-Brillant	Sélectionné - report autorisé de 2024				2 923 576,00	Oui
SUM_CDN25-0426	Baie de virage à gauche Côte-des-Neiges/Decelles	Projet qualifié mais non-sélectionné en raison de limitations budgétaires.					
SUM_CDN24-0926	Implantation d'un lien cyclable sur la rue Coronation, entre Côte-Saint-Luc et la rue Fielding	Projet qualifié mais non-sélectionné en raison de limitations budgétaires.					
SUM_CDN24-0803	Réaménagement de l'intersection Somerled/Rosedale	Projet qualifié mais non-sélectionné en raison de limitations budgétaires.					
SUM_CDN24-0939	Réaménagement de l'intersection de la rue Snowdon et l'avenue Clanranald	Projet qualifié mais non-sélectionné en raison de limitations budgétaires.					
SUM_CDN25-0438	PSAÉ Yeshiva Gedola de Montréal	Projet non-sélectionné puisque non-conforme (estimation supérieure à la limite établie de 500k$).					

* La réalisation de ces projets est autorisée mais sans financement SUM.

21/49

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Francesco Perrotta

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Gianni Chiazzese

Administration, Gestion de projets et de chantiers, Exécution de travaux de construction

---------- 2 répondant(s) autorisé(s). ----------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8270-8066-43 — **Numéro de validation : 1-5976245304**

ÉMISE LE : 2001-09-26

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 17 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Montréal Scellant inc.
11805 boulevard de la Rivière-des-Prairies
Montréal QC
Canada H1C 1R2

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.4 Routes et canalisation

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton
4.2 Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2 Ouvrages métalliques
6.2 Travaux de bois et plastique
7 Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8 Portes et fenêtres
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux
12 Armoires et comptoirs usinés
13.5 Installations spéciales ou préfabriquées

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8270-8066-43 **Numéro de validation : 1-5976245304**

ÉMISE LE : 2001-09-26

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 17 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Montréal Scellant inc.
11805 boulevard de la Rivière-des-Prairies
Montréal QC
Canada H1C 1R2

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

17.2 Intercommunication téléphonie et surveillance
-------- 14 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

AUTRE(S) NOM(S)

PAVAGE MONTRÉAL

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

Entente de réalisation de mandat

Note : L'entente doit être signée avant l'octroi du financement

PARTIE A - IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES	
Service de l'eau (Équipe Infras vertes)	
Service	Service de l'eau
Direction	Gestion des actifs
Nom du gestionnaire autorisé à signer	Stéphane Brossault, ing. - Chef de division - Division développement urbain
Courriel du gestionnaire	stephane.brossault@montreal.ca
Nom du chargé(e) de projet	**Ikram Abdeljelil**
Courriel du chargé(e) de projet	ikram.abdeljelil@montreal.ca
Arrondissement/Service	
Service ou arrondissement	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Direction	Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Nom du gestionnaire autorisé(e) à signer	Pascal Trottier
Courriel du gestionnaire	pascal.trottier@montreal.ca
Nom du chargé de projet	**Mohamad Chokor**
Coordonnées du chargé(e) de projet	mohamad.chokor@montreal.ca
PARTIE B - DESCRIPTION DES TRAVAUX	
Description des travaux	
Description du projet	Aménagement de 174,8 m^2 d'IVD dans le cadre du projet de réaménagement géométrique des intersections dans l'arrondissement CDN-NDG ((Av. Rosedale, Doherty et Victoria).
Type de travaux admissibles au financement	Infrastructures vertes drainantes sur rue
Volume total admissible au financement (m^3)	39.3 m^3
Année(s) de réalisation (note 1)	2025
Note 1- Si le projet est réalisé sur plusieurs années, alors se référer au GDD pour la répartition des dépenses annuelles.	
PARTIE C - FINANCEMENT ET OCTROI	
Financement et octroi	
Niveau de délégation	Conseil d'arrondissement
Date du conseil visé	9 juin 2025
Numéro de GDD	1259948002
Nom du projet dans le GDD	59-25-ET-07 (PRG-2025)
Montant du contrat sans contingence et sans incidence (taxes incluses)	1 404 650.44
Montant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (taxes incluses) au maximum des travaux admissibles (note 2)	47 196.00 $
Montant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (net de taxes)	43 096.24 $
Type de décaissement privilégié (note 3)	Ponctuel multiple
Progressif : quote-part si applicable	N/A
Numéro Simon du requérant	Se référer au GDD
Clé comptable d'imputation du requérant	
Réglement d'emprunt du requérent	
Programme de financement SEau	PDI
Autres programmes de financement arrondissement/service (si pertinent)	**Financement Arrondissement et SUM**

Note 2 - Travaux d'aménagement et de drainage destinés à la gestion des eaux pluviales, incluant des aménagements pour diriger, recevoir ou faciliter l'écoulement ou l'infiltration des eaux de pluie.

Note 3 - Si progressif: imputer la clef comptable à chaque décompte selon le pourcentage indiqué dans la case "quote part" et jusqu'à concurence du montant maximal indiqué à la case "Montant financé par le Service de l'eau".
Si ponctuel: imputer la clef comptable lorsque les ouvrages financés par le Service de l'eau sont construits.

PARTIE D- REDDITION DE COMPTE	
Reddition de compte	
Finale	L'exécutant s'engage à fournir à infraverte@montreal.ca, au plus tard à la fin novembre de l'année en cours, la liste géoréferencée des actifs drainants construits dans le cadre de la présente entente.

SIGNATURE DES PARTIES

Pour le Service de l'eau (Équipe infrastructures vertes)

En remplacement de Stéphane Brossault

Stéphane Brossault, ing.,
Chef de division - Division du développement urbain
Direction de la Gestion des actifs

Nom de la direction

Date et signature

Chrystelle Doutetien

Signature numérique de Chrystelle Doutetien
Date : 2025.05.20 10:02:15 -04'00'

Pour l'arrondissement ou le service exécutant

Pascal Trottier
chef(fe) de division - etudes techniques en arrondissement
Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

APPROUVÉ
Par Pascal Trottier , 08:43, 21/05/2025

Nom de la direction

Date et signature

N.B.: Informations à indiquer dans le GDD:
- Intervenant : gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca
- Partie prenante (SEau): Stéphane Brossault (stephane.brossault@montreal.ca)
- Lecteur : Chargé(e) de projet de l'équipe Infrastructures vertes

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259948002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

59-25-ET-07 Analyse des soumissions.pdf59-25-ET-07 Contrat ao public.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle LAMY
Analyste de dossiers
Tél : 514 868-4561

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-08

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement
Tél : - -
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **59-25-ET-07**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Expérience du soumissionnaire	Clause du 7%	Déclaration relative à la Charte de la langue française	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	1168058395	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
LES PAVAGES CÉKA INC.	1160427812	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
MONTRÉAL SCELLANT INC.	1149336308	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
CONSTRUCTION LAROTEK INC.	1168625821	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
COJALAC INC.	1143922814	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1145668878	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 796-2014, 435-2015 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2025-05-01**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-01**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-01**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2025-05-01.**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 59-25-ET-07

No du GDD :

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réaménagement géométrique dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-- Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 4 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la : 1

Ouverture originalement prévue le : 24 - 4 - 2025

Date du dernier addenda émis : 17 - 4 - 2025

Ouverture faite le : 24 - 4 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 24 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 60

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 7 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de ___ jrs

Date d'échéance révisée : ___ - ___ - ___

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	2 881 126,14 $		
LES PAVAGES CÉKA INC.	1 503 162,46 $		
MONTRÉAL SCELLANT INC.	1 404 650,44 $	√	
CONSTRUCTION LAROTEK INC.	1 878 349,28 $		
COJALAC INC.	1 884 513,83 $		
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1 787 287,52 $		

Information additionnelle

Préparé par : Danièle Lamy

Le 1 - 5 - 2025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259948002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaire) - Appel d'offres public 59-25-ET-07.

La dépense sera assumée à 32 % par l'Arrondissement, à 65 % par le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) et à 3 % par le Service de l'eau.

Le montant net de ristourne TPS et TVQ à assumer par l'Arrondissement est de 515 430.59 $ et sera financé par le budget PDI 2025 affecté aux mesures d'apaisement de la circulation.

Les détails financiers et comptables se retrouvent dans le fichier joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1259948002 certification de fonds v1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-26

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs en arrondissements

Tél : (514) 868-4016

Tél : (438) 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1259948002

Ce dossier vise à:

Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaire) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses									
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Montant arrondi net de ristourne ARRON	Montant arrondi net de ristourne SUM	Montant arrondi net de ristourne SERVICE DE L'EAU
Contrat	1 221 700,75 $	61 085,04 $	121 864,65 $	1 404 650,44 $	122 017,37 $	1 282 633,08 $	408 250,63 $	831 286,21 $	43 096,24 $
Contingences (12%)	146 604,09 $	7 330,20 $	14 623,76 $	168 558,05 $	14 642,08 $	153 915,97 $	54 161,62 $	99 754,35 $	
Incidences techniques	21 743,86 $	1 087,19 $	2 168,95 $	25 000,00 $	2 171,67 $	22 828,33 $	8 033,08 $	14 795,25 $	
Surveillance environnementale	26 092,63 $	1 304,63 $	2 602,74 $	30 000,00 $	2 606,00 $	27 394,00 $	9 639,70 $	17 754,30 $	
Frais de laboratoire	52 185,26 $	2 609,26 $	5 205,48 $	60 000,00 $	5 212,00 $	54 788,00 $	19 279,39 $	35 508,60 $	
Frais de surveillance des travaux	43 487,71 $	2 174,39 $	4 337,90 $	50 000,00 $	4 343,34 $	45 656,66 $	16 066,16 $	29 590,50 $	
Total des dépenses	**1 511 814,30 $**	**75 590,71 $**	**150 803,48 $**	**1 738 208,49 $**	**150 992,45 $**	**1 587 216,04 $**	**515 430,59 $**	**1 028 689,21 $**	**43 096,24 $**

	Montant	%
CDN NDG	515 430,59 $	32%
SUM	1 028 689,21 $	65%
DIRECTION DE L'EAU	43 096,24 $	3%
Total des dépenses	1 587 216,04 $	100,0%

Information budgétaire:

Provenance	**Mesures d'apaisement de la circulation - 2025**
Requérant:	59-00
Projet :	55754
Sous-projet :	2555754-001
Projet Simon :	**201484**
Montant :	515 430,59 $

Imputation	**Réaménagement géométrique PRG-2025**
Requérant:	59-00
Projet :	55754
Sous-projet :	2555754-002
Projet Simon :	**203425**
Montant :	515 430,59 $

	2025	2026	2027	Ult	TOTAL
Budget au net au PDI - 2025-2034	**515**	**0**	**0**	**0**	**515**
en milliers					
Prévision de la dépense					
Brut	**515**	**0**	**0**	**0**	**515**
BF	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Suvention	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**515**	**0**	**0**	**0**	**515**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Date : 2025-05-26 09:00

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges -- Notre-Dame-de-Grâce

Veuillez compléter tous les segments du compte de grand-livre.

Période : MAI Année : 2025 **MAI-25** Description de l'écriture : GDD 1259948002_PRG-2025_Montreal Scellant

Virement de crédits demandé en vertu de :
- ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source		Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0624397	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		515 430,59	RCA23 17397 Réfection routière/trottoirs/apaisement circulation CA23 170316
2														
4	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	203425	000000	17030	00000	408 250,63		Contrat PRG-2025_Montreal Scellant
5	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	203425	012130	17030	00000	54 161,62		Contingences PRG-2025_Montreal Scellant
7	6406	0624397	800250	03103	54590	000000	0000	203425	012079	17030	00000	8 033,08		Incidences techniques
13	6406	0624397	800250	03103	54301	000000	0000	203425	012079	17030	00000	19 279,39		Frais de laboratoire
14	6406	0624397	800250	03103	54301	000000	0000	203425	012079	17030	00000	25 705,86		Frais de surveillance
15														
Total de l'écriture :												**515 430,59**	**515 430,59**	

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges -- Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	203425	000000	17030	00000
2	6406	0624397	800250	03103	57201	000000	0000	203425	012130	17030	00000
3											
4	6406	0624397	800250	03103	54590	000000	0000	203425	012079	17030	00000
5	6406	0624397	800250	03103	54301	000000	0000	203425	012079	17030	00000
6											

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1259948002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1259948002.xlsx

Info comptable GDD 1259948002 - DGA.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

Stefania Gore
Préposée au budget
PDS Eau-Environnement
514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-03

Julie MOTA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CERTIFICATION DE FONDS

NO GDD : 1259948002

No d'engagement : CC59948002

Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaire) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

Provenances :

19-023-1 Progr. aménagement des rues du réseau artériel CM22 1111		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
RCG 19-023-1	6101.7719023.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	363,670.99 $	332,080.09 $	332,082 $
Total		**363,670.99 $**	**332,080.09 $**	332,082 $

RCG 18-028 Developpement Réseau cyclable CG 18 0467		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
RCG18-028	5001.5018028.802701.01909.57201.000000.0000.183595.000000.98001.00000	374,506.64 $	341,974.48 $	341,977 $
Total		**374,506.64 $**	**341,974.48 $**	341,977 $

23-007 Sécurisation réseau routier Vision Zéro CM23 0194		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7723007.802701.01909.57201.000000.0000.183652.000000.98001.00000	388,371.16 $	354,634.64 $	354,637 $
Total		**388,371.16 $**	**354,634.64 $**	354,637 $

Total Provenances :	**1,126,548.79 $**	**1,028,689.20 $**	**1,028,696 $**

Imputation :

59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7719023.800250.03103.57201.000000.0000.204699.000000.17030.00000	**293,883.39 $**	**268,354.71 $**	268,355 $
Contingences	6101.7719023.800250.03103.57201.000000.0000.204699.070008.17030.00000	**35,266.01 $**	**32,202.57 $**	32,203 $
Incidences - services professionnels	6101.7719023.800250.03103.54301.000000.0000.204700.070003.17030.00000	**29,291.05 $**	**26,746.63 $**	26,747 $
Incidences - services techniques	6101.7719023.800250.03103.54590.000000.0000.204700.070003.17030.00000	**5,230.54 $**	**4,776.18 $**	4,777 $
		363,670.99 $	**332,080.09 $**	332,082 $

45000 - Réseau express vélo et développement du réseau cyclable		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	5001.5018028.800250.03103.57201.000000.0000.204701.000000.15050.00000	**302,639.72 $**	**276,350.40 $**	276,351 $
Contingences	5001.5018028.800250.03103.57201.000000.0000.204701.070008.15050.00000	**36,316.77 $**	**33,162.05 $**	33,163 $
Incidences - services professionnels	5001.5018028.800250.03103.54301.000000.0000.204702.070003.15050.00000	**30,163.76 $**	**27,543.53 $**	27,544 $
Incidences - services techniques	5001.5018028.800250.03103.54590.000000.0000.204702.070003.15050.00000	**5,386.39 $**	**4,918.49 $**	4,919 $
		374,506.64 $	**341,974.48 $**	341,977 $

59071 - Travaux de sécurisation sur le réseau routier		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7723007.800250.03103.57201.000000.0000.204704.000000.17030.00000	**313,843.66 $**	**286,581.09 $**	286,582 $
Contingences	6101.7723007.800250.03103.57201.000000.0000.204704.070008.17030.00000	**37,661.24 $**	**34,389.73 $**	34,390 $
Incidences - services professionnels	6101.7723007.800250.03103.54301.000000.0000.204705.070003.17030.00000	**31,280.46 $**	**28,563.23 $**	28,564 $
Incidences - services techniques	6101.7723007.800250.03103.54590.000000.0000.204705.070003.17030.00000	**5,585.80 $**	**5,100.58 $**	5,101 $
		388,371.16 $	**354,634.64 $**	354,637 $

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2025-2034 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Projet	2025	2026	Ultérieur	Total
59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel	332	-	-	**332**
45000 - Réseau express vélo et développement du réseau cyclable	342	-	-	**342**
59071 - Travaux de sécurisation sur le réseau routier	355	-	-	**355**
Total	**1,029**	**0**	**0**	**1,029**

Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 250514uaverti GDD1259948002 Travaux réaménagement

Écritures	250514uaverti GDD1259948002 Travaux réaménagement géométriqu			Conversion	
Description	GDD1259948002 Travaux réaménagement géométrique arron CDN M			Devise	CAD
Livre	VILLE DE MONTRE	Catégorie	VDM-Ajustements	Date	14-MAI-2025
Période	MAI-25	Date en vigueur	14-MAI-2025	Type	Utilisateur
Type de solde	Engagement	Type d'engagement	G/L Eng. Gestion (loca	Taux	1
		Total de contrôle			

Lignes | Autres informations

Ligne	Compte	Débit (CAD)	Crédit (CAD)	Description
10	6101.7719023.802701.01909.57201.0000	332,082.00		GDD1259948002 Travaux réaménag
20	5001.5018028.802701.01909.57201.0000	341,977.00		GDD1259948002 Travaux réaménag
30	6101.7723007.802701.01909.57201.0000	354,637.00		GDD1259948002 Travaux réaménag

Informations financières pour dépenses PDI

GDD #	**1259948002**
Service	**EAU**
Direction	**DGA**

Engagement #	**CC59948002**	**Date**	**5/26/2025**

Objet GDD

Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriques dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

Informations comptables

Provenance

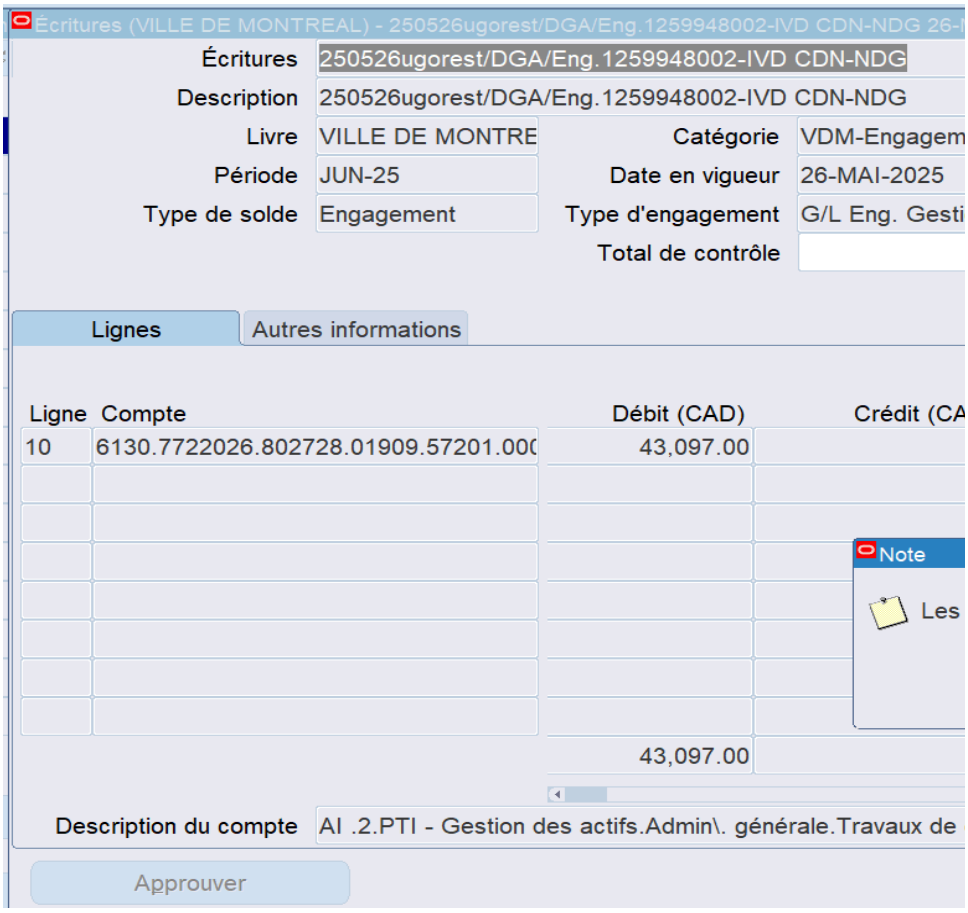
PG 18300 - Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques		Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au $ supérieur
No Règlement RE 22-026	6130.7722026.802728.01909.57201.000000.0000.190514.000000.98001.00000	41,048.92 $	47,196.00 $	43,096.24 $	43,097 $

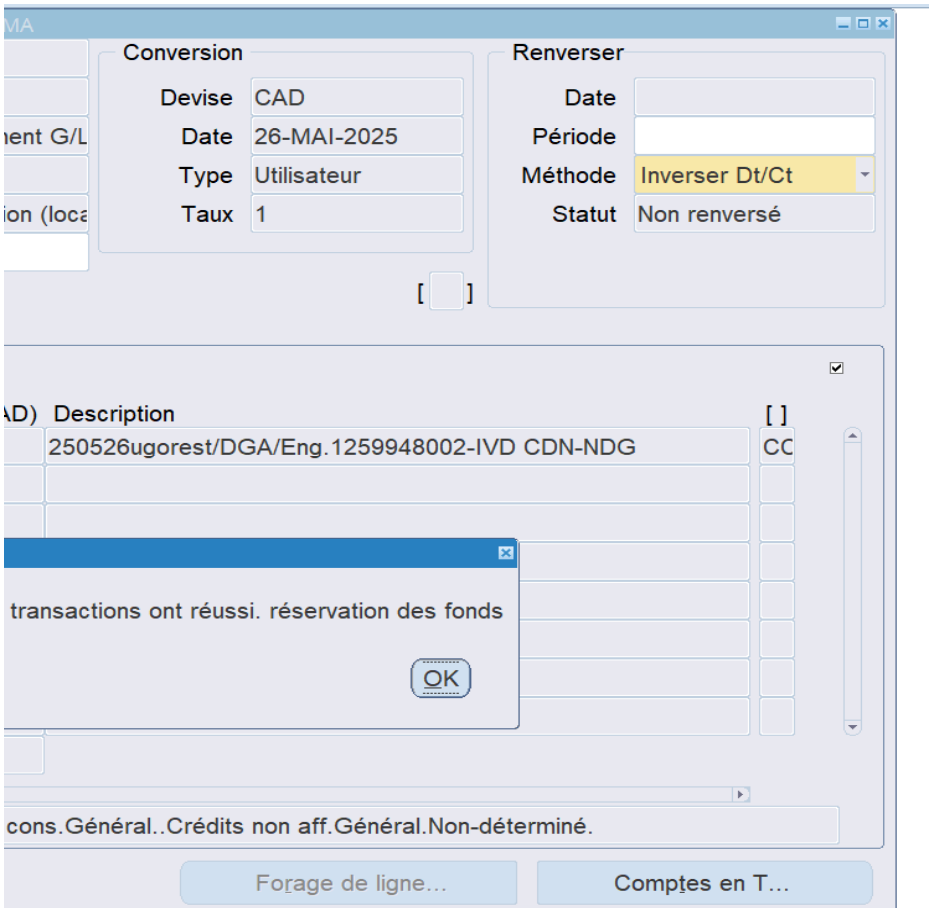
Imputations

Projet 18300	**IVD CDN/NDG (Av. Rosedale, Doherty et Victoria)**	Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au $ supérieur
Travaux	6130.7722026.802728.03107.57201.000000.0000.204766.000000.17030.00000	41,048.92 $	47,196.00 $	43,096.24 $	43,097 $
Sous-total		**41,048.92 $**	**47,196.00 $**	**43,096.24 $**	**43,097.00 $**
Total		**41,048.92 $**	**47,196.00 $**	**43,096.24 $**	**43,097 $**

250526ugorest/DGA/Eng.1259948002-IVD CDN-NDG

CC59948002




Conversion
Devise CAD
Date 26-MAI-2025
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
Description
250526ugorest/DGA/Eng.1259948002-IVD CDN-NDG
transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
cons.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...

GDD 1259948002
Ikram ABDELJELIL A : gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca
Cc : "Infrastructure verte", "Francis PLOUFFE", "Mohamad CHOKOR", "Farid OUARET", "Insa Keba SANE", "Pascal TROTTIER"

De : "Ikram ABDELJELIL" <ikram.abdeljelil@montreal.ca>
A : "gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca" <gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca>
Cc : "Infrastructure verte" <infraverte@montreal.ca>, "Francis PLOUFFE" <francis.plouffe@montreal.ca>, "Mohamad CHOKOR" <mohamad.chokor@montreal.ca>, "F
"Pascal TROTTIER" <pascal.trottier@montreal.ca>

▾ 1 pièce jointe

03_Entente de réalisation de mandat-PRG-2025_Subvention IVD_SIGNÉ.pdf

Vous trouverez ci-dessous nos commentaires en lien avec le dossier en rubrique:
Accorder un contrat à Montreal Scellant inc. au montant de 1 404 650,44 $, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagements géométriqu
$, incluant les taxes et tous les frais accessoires (06 soumissionnaire) - Appel d'offres public 59-25-ET-07

La Direction de la gestion des actifs du Service de l'eau autorise un financement des travaux prévus pour un montant maximum de **47 196,00 $** (taxes incluses), le tout conformément à l'entente de réalisation ci-jointe.

Pour votre information, le numéro SIMON est : **204766** et le numéro SP investi est : **2518300018 .**

Le numéro du règlement d'emprunt est : 22-026 (Local).

NOTE : GDD_Eau n'est le plus gros payeur. Aussi, pouvez-vous transmettre le numéro de la clef comptable à l'arrondissement ?

Merci et bonne journée!

Pour toute nouvelle demande d'accompagnement, veuillez, svp, écrire à l'adresse suivante: infraverte@montreal.ca.

Ikram Abdeljelil, ing., M.Ing.
Cheffe d'équipe (par intérim)
Équipe Infrastructures vertes
Division du développement urbain
Direction de la gestion des actifs
Service de l'eau

2025-05-22 13:34
Masquer les détails

Trier la liste...

Farid OUARET" <farid.ouaret@montreal.ca>, "Insa Keba SANE" <insakeba.sane@montreal.ca>,

ues dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRG-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 1 738 208,49



Entente de réalisation de mandat

e : L'entente doit être signée avant l'octroi du financement

RTIE A - IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES	
vice de l'eau (Équipe Infras vertes)	
vice	Service de l'eau
ction	Gestion des actifs
n du gestionnaire autorisé à signer	Stéphane Brossault, ing. - Chef de division - Division développement urbain
rriel du gestionnaire	stephane.brossault@montreal.ca
n du chargé(e) de projet	**Ikram Abdeljelil**
rriel du chargé(e) de projet	ikram.abdeljelil@montreal.ca
ndissement/Service	
vice ou arrondissement	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
ction	Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
n du gestionnaire autorisé(e) à signer	Pascal Trottier
rriel du gestionnaire	pascal.trottier@montreal.ca
n du chargé de projet	**Mohamad Chokor**
rdonnées du chargé(e) de projet	mohamad.chokor@montreal.ca
RTIE B - DESCRIPTION DES TRAVAUX	
cription des travaux	
cription du projet	Aménagement de 174,8 m^2 d'IVD dans le cadre du projet de réaménagement géométrique des intersectio dans l'arrondissement CDN-NDG ((Av. Rosedale, Doherty et Victoria).
e de travaux admissibles au financement	Infrastructures vertes drainantes sur rue
ume total admissible au financement (m^3)	39.3 m^3
ée(s) de réalisation (note 1)	2025

e 1- Si le projet est réalisé sur plusieurs années, alors se référer au GDD pour la répartition des dépenses annuelles.

RTIE C - FINANCEMENT ET OCTROI	
ncement et octroi	
au de délégation	Conseil d'arrondissement
e du conseil visé	9 juin 2025
néro de GDD	1259948002
n du projet dans le GDD	59-25-ET-07 (PRG-2025)
ltant du contrat sans contingence et sans incidence (taxes incluses)	1 404 650.44
ltant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (taxes uses) au maximum des travaux admissibles (note 2)	47 196.00 $
ltant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (net de taxes)	43 096.24 $
e de décaissement privilégié (note 3)	Ponctuel multiple
gressif : quote-part si applicable	N/A
néro Simon du requérant	Se référer au GDD
comptable d'imputation du requérant	
lement d'emprunt du requérent	
gramme de financement SEau	PDI
es programmes de financement arrondissement/service (si pertinent)	**Financement Arrondissement et SUM**

e 2 - Travaux d'aménagement et de drainage destinés à la gestion des eaux pluviales, incluant des aménagements pour diriger, recevoir ou faciliter l'écoulement ou l'infiltration des x de pluie.

e 3 - Si progressif: imputer la clef comptable à chaque décompte selon le pourcentage indiqué dans la case "quote part" et jusqu'à concurence du montant maximal indiqué à la case ntant financé par le Service de l'eau".
onctuel: imputer la clef comptable lorsque les ouvrages financés par le Service de l'eau sont construits.

RTIE D- REDDITION DE COMPTE	
dition de compte	
ile	L'exécutant s'engage à fournir à infraverte@montreal.ca, au plus tard à la fin novembre de l'année en cours liste géoréferencée des actifs drainants construits dans le cadre de la présente entente.

NATURE DES PARTIES

r le Service de l'eau (Équipe infrastructures vertes)

En remplacement de Stéphane Brossault

hane Brossault, ing.,
f de division - Division du développement urbain
ction de la Gestion des actifs

n de la direction — Date et signature

Chrystelle Doutetien

Signature numérique de Chrystelle Doutetien
Date : 2025.05.20 10:02:15 -04'00'

r l'arrondissement ou le service exécutant

cal Trottier
(fe) de division - etudes techniques en arrondissement
ndissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

APPROUVÉ
Par Pascal Trottier , 08:43, 21/05/2025

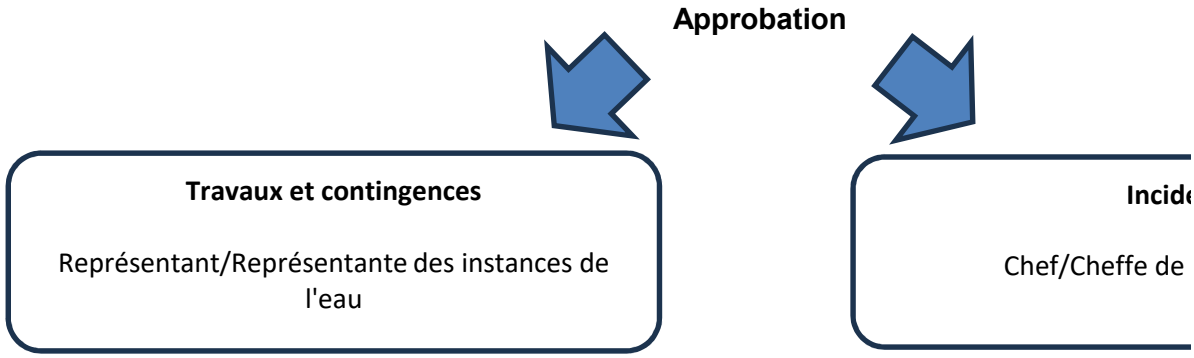
n de la direction — Date et signature

: Informations à indiquer dans le GDD:
ervenant : gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca
rtie prenante (SEau): Stéphane Brossault (stephane.brossault@montreal.ca)
cteur : Chargé(e) de projet de l'équipe Infrastructures vertes

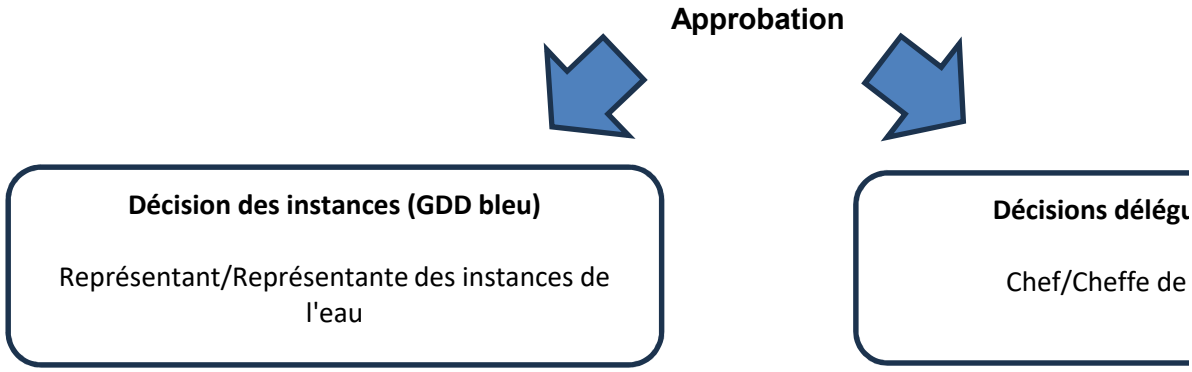


De quelle façon les incidences sont approuvées (cas 1, 2 ou 3)?

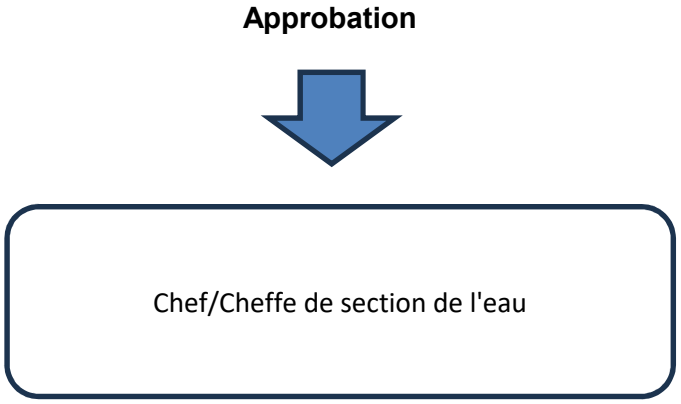
Cas #1 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) incluant des **travaux/contingences et une**



Cas #2 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) ou d'une décisions déléguées (GDD jaune)



Cas #3 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) qui comprend une entente-cadre au niveau



Vérifier dans l'annuaire du personnel le responsable associé à l'UADM. Voici le lien de Intranet: http://annuaire

	Niveau C (Chef de section)	Niveau B (Chef de division)	Niveau A
Unité Nord	Cheffe/Chef de section D		
Ahuntsic-Cartierville			

Anjou	490202**03**0000	4902**02**000000	**4902**00
CDNNDG			
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève			
Montréal-Nord			
Pierrefonds-Roxboro			
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles			
Saint-Laurent			
Saint-Léonard			
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension			
Unité Sud	Cheffe/Chef de section D		
Lachine	490202**04**0000		
LaSalle			
Le Plateau-Mont-Royal			
Le Sud-Ouest			
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve			
Outremont			
Rosemont-La Petite-Patrie			
Verdun			
Ville-Marie			

enveloppe globale des incidences.

ences

section de l'eau

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

contenant **uniquement des incidences.**

ıées (GDD jaune)

section de l'eau

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

du fournisseur **des incidences.**

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

e/

(Directeur)

Représentant/Représentante des instances de l'eau

Francis Plouffe

Représentant/Représe

	Reak Sa Sen	Représentant/Représe
	Anne Guignard	Représentant/Représen
	Anne Guignard	Représentant/Représe
	Julie Brosseau	Représentant/Représe
	Julie Brosseau	Représentant/Représe
	Catherine Tougas	Représentant/Représe
	Julie Mota	Représentant/Représe
000000		

Dépenses de services professionnelles	Dépenses de services autres que professionnelles	Dépenses d
Moins de 30 000$	Moins de 45 000$	M
Moins de 45 000$	Moins de 75 000$	M
Moins de 150 000$	Moins de 150 000$	Mo
Supérieur à 150 000$	Supérieur à 150 000$	Sup

Dépenses de services professionnelles	Dépenses de services autres que professionnelles	Dépenses d
Moins de 30 000$	Moins de 45 000$	M
Moins de 45 000$	Moins de 75 000$	M
Moins de 150 000$	Moins de 150 000$	Mo
Supérieur à 150 000$	Supérieur à 150 000$	Sup

Dépenses de services avec entente-cadre
Moins de 20 000$
Moins de 30 000$
Transféré au représentant des instances
Jusqu'au maximum du budget accordé

ntante des instances DGA

ntante des instances DRE
ıtante des instances DEEU
ntante des instances DPM
ntante des instances DEP
ntante des instances DSP
ıtante des instances SIRR
ntante des instances SUM

de biens et exécution de travaux
oins de 45 000$
oins de 75 000$
oins de 250 000$
érieur à 250 000$

de biens et exécution de travaux
oins de 45 000$
oins de 75 000$
oins de 250 000$
érieur à 250 000$

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1255652002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à LES ENTREPRISES VENTEC INC., le contrat au montant de 497 324,36 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 627 056,80 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-20.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder à LES ENTREPRISES VENTEC INC., le contrat au montant de 497 324,36 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025)

D'autoriser une dépense à cette fin de 497 324,36 $, incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 49 732,44 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 10 000,00 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 70 000,00 $ incluant les taxes, à titre de budget de frais de services professionnels (laboratoire, surveillance, contrôle environnemental).

D'autoriser une dépense totale de 627 056,80 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:15

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255652002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à LES ENTREPRISES VENTEC INC., le contrat au montant de 497 324,36 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 627 056,80 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-20.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à la reconduction du Plan de gestion de la forêt urbaine et du Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation, mise sur pied par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), la Division des études techniques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce souhaite accompagner l'effort mis en oeuvre afin de favoriser le verdissement de la Ville de Montréal.

Ce programme consiste en l'allocation d'une aide financière aux arrondissements et un accompagnement qui permettra de créer de nouveaux emplacements, mais aussi d'améliorer les conditions de croissance des arbres, en vue d'atteindre les nouveaux objectifs du SGPMRS, et d'atténuer les Ilots de chaleur identifiés sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Ainsi, en collaboration avec la Division de la voirie et des parcs de l'Arrondissement et le Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), la Division des études techniques a procédé à la conception et à la planification d'un projet de construction et de réaménagement de fosses d'arbre sur diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce à retrouver dans les sections ci-dessous.

Une demande au programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantations a été présentée et acceptée par le SGPMRS.

Ils permettront notamment le verdissement des zones de vulnérabilité aux vagues de chaleur, l'atténuation des îlots de chaleur, la construction de nouvelles fosses d'arbres simples et doubles, la mise aux normes de fosses d'arbres existantes et l'amélioration des conditions de vie d'arbres existants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD # 1245652001-CA25 170044 - Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme d'aide financière aux Arrondissements pour la déminéralisation par la construction ou le réaménagement des fosses de plantations sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, notamment, de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et ce, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public Nº 59-25-ET-06

GDD # 1248720004 - CA24 170094 - Accorder à les Entreprises Ventec inc., le contrat au montant de 644 319,90 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2024) et autoriser une dépense à cette fin de 850 751,89 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (05 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-24-AOP-TP-004.

GDD # 1248720001 - Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la construction ou le réaménagement des fosses de plantations sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public CDN-NDG-24-AOP-TP-004.

GDD # 1238241002 - CA23 170077 - Accorder à Les Entreprises Ventec inc., le contrat au montant de 374 473,58 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2023) et autoriser une dépense à cette fin de 496 920,94 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-23-AOP-TP-003.

GDD # 1228241007 - CA23 170016 - Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la construction ou le réaménagement des fosses de plantations sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public CDN-NDG-23-AOP-TP-003 et autoriser une dépense additionnelle estimée à 136 891,30 $ à assumer par l'Arrondissement pour la réalisation du contrat.

GDD # 1226609002 : Offrir, au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme « d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection des fosses de plantations » sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-005 et autoriser une dépense additionnelle estimée à 80 000 $ à assumer par l'Arrondissement pour la réalisation du contrat.

GDD # 1226609004: Accorder à Les Entreprises Ventec inc., le contrat au montant de 384 246,45 $, taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 462 671,10 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-027.

GDD # 1218720001: Offrir, au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme « d'Aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantations » sur le boulevard Décarie, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

GDD # 1218720004: Accorder à Ramcor construction inc., le contrat au montant de 277 123,09 $, taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2021) et autoriser une dépense à cette fin de 336 835,40 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-TP-015.

DESCRIPTION

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025).
Le projet visé par l'Arrondissement consiste à réaliser la construction de nouvelles fosses d'arbres et le réaménagement de fosses d'arbres existantes dénuées d'arbres.

Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront prises en charge sont énumérées comme suit :

1. Construction de nouvelles fosses d'arbres agrandies simples conformément aux dessins techniques normalisés de la Ville de Montréal DNI-3A-501 et DNI-3A-502;
2. Réaménagement de fosses d'arbres existantes dénuées d'arbres;
3. Agrandissement de fosses d'arbres dans lesquels des arbres sont déjà présents;
4. Construction de dalles structurales en béton armé;
5. Réparation de cours d'eau;
6. Réfection, nivellement des espaces autour des fosses ou arrière-trottoir en béton, terre, gazon, pavés de béton, asphalte, etc.;
7. Maintien de la circulation.

Liste des fosses d'arbres CFA-2024

Numéro de fosse	No Civique	Rue	De	À	Côté
1	5700	CDN	Dupuis	Côte-Sainte-Catherine la	O-Ouest
2	5145	CDN	Queen-Mary	Swail	E-Est
3	5145	CDN	Queen-Mary	Swail	E-Est
4	3175	Côte-Sainte-Catherine la	Hudson	Decelles	N-Nord
5	3175	Côte-Sainte-Catherine la	Hudson	Decelles	N-Nord
6	3540	Côte-Sainte-Catherine la	Gatineau	CDN la	S-Sud
7	3530	Côte-Sainte-Catherine la	Gatineau	CDN la	S-Sud
8	3510	Côte-Sainte-Catherine la	Gatineau	CDN la	S-Sud

9	2715	Côte-Sainte-Catherine la	Woodbury de	Canterbury de	N-Nord
10	2715	Côte-Sainte-Catherine la	Woodbury de	Canterbury de	N-Nord
11	2715	Côte-Sainte-Catherine la	Woodbury de	Canterbury de	N-Nord
12	5170	Côte-Sainte-Catherine la	Westbury de	Mountain Sights	S-Sud
13	5170	Côte-Sainte-Catherine la	Westbury de	Mountain Sights	S-Sud
14	5170	Côte-Sainte-Catherine la	Westbury de	Mountain Sights	S-Sud
15	6000 Fielding	Côte-Saint-Luc	Fielding	Draper	S-Sud
16	6000 Fielding	Côte-Saint-Luc	Fielding	Draper	S-Sud
17	5700	Côte-Saint-Luc	Harvard	Wilson	S-Sud
18	6000 Fielding	Côte-Saint-Luc	Fielding	Draper	S-Sud
19	5514	Côte-Saint-Luc	Girouard	Clanranald	S-Sud
20	5506	Côte-Saint-Luc	Girouard	Clanranald	S-Sud
21	5235	Décarie	Queen-Mary	Isabella	E-Est
22	5217	Décarie	Queen-Mary	Isabella	E-Est
23	5177	Décarie	Queen-Mary	Isabella	E-Est
24	5301 Sherbrooke	Décarie	Sherbrooke Ouest	Côte-Saint-Antoine la	O-Ouest
25	5229	Décarie	Queen-Mary	Isabella	E-Est
26	5171	Décarie	Queen-Mary	Isabella	E-Est
27	5167	Décarie	Queen-Mary	Isabella	E-Est
28	3539	Van Horne	Decelles	CDN	N-Nord
29	3600	Van Horne	Decelles	CDN	S-Sud

NOTE: Les numéros de fosse 15,16,18 et 24 sont des travaux situés sur une rue perpendiculaire à la rue du numéro civique(Bâtiment d'angle), la **rue de l'adresse du bâtiment** a été directement ajoutée dans la **colonne du numéro civique**.Et la rue des travaux ajouté dans la **colonne rue**

La construction des fosses d'arbres reste tributaire des conditions de faisabilité rencontrées sur le terrain suite aux opérations d'excavation, de ce fait, cette liste pourrait être amenée à être modifiée.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres a été lancé le 10 avril 2025 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 1 mai 2025.

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
2	CONSTRUCTION GC MERINEAU LTÉE
3	RAMCOR CONSTRUCTION INC.

4	COJALAC INC.
5	CONSTRUCTION LAROTEK INC.

.

Sur CINQ (05) preneurs de cahier de charges, les quatre (04) entrepreneurs suivants ont déposé une soumission, soit une proportion de 80 % :

1	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
2	CONSTRUCTION GC MERINEAU LTÉE
3	RAMCOR CONSTRUCTION INC.
4	COJALAC INC.

Vous trouverez ci-dessous la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION 59-25-ET-20		
Construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce CFA 2025		
SOUMISSIONS (Taxes incluses)		
1	LES ENTREPRISES VENTEC INC.	497 324,36 $
2	CONSTRUCTION GC MERINEAU LTÉE	514 291,63 $
3	RAMCOR CONSTRUCTION INC.	630 134,28 $
4	COJALAC INC.	571 644,20 $

L'adjudicataire les Entreprises Ventec inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'adjudicataire, les Entreprises Ventec inc. a fourni une autorisation émise par l'Autorité des Marchés Publics (AMP) valide pour pouvoir conclure un contrat ou sous-contrat auprès des organismes publics, tel que requis en vertu de la Loi des contrats des organismes publics RLRQ,C.C-65.1, ainsi qu'une attestation fiscale émise par Revenu Québec. Ces documents ont été vérifiés par la Division du greffe de l'Arrondissement et sont en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Pour ce faire, il est important et nécessaire d'engager les sommes recommandées en objet, afin de permettre la construction de nouvelles fosses d'arbres simples et doubles, de mettre aux normes des fosses d'arbres existantes.

Analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	497 324,36 $
CONSTRUCTION GC MERINEAU LTÉE	514 291,63 $
RAMCOR CONSTRUCTION INC.	630 134,28 $
COJALAC INC.	571 644,20 $
Dernière estimation réalisée	521 779,55 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	553 348,62 $

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	
((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	11,27%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	
(la plus haute conforme – la plus basse conforme)	132 809,92 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	26,70%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	
(la plus basse conforme – estimation)	(24 455,19 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	-4,69%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	
(la deuxième plus basse – la plus basse)	16 967,27 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	3,41%

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de : **497 324,36 $** (avec taxes).

Écart entre le montant de la plus basse soumission conforme et l'estimé est de : **24 455,19 $** (avec taxes).

Le montant de la plus basse soumission conforme est inférieur, approximativement de **4,69%** du montant de l'estimation des coûts des travaux.

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme et autorisé par l'Autorité des Marchés Publics (AMP), soit l'entreprise Les entreprises Ventec inc., pour un montant de **497 324,36 $** (incluant les taxes et excluant les travaux contingents).

Budgets requis

Montant des contingences :

Montant des travaux de contingences : 10 % x 497 324,36 $ = **49 732,44 $ (avec taxes).**

Montant des frais incidents techniques :

Dépenses incidentes : **10 000,00 $** (avec taxes).

Montant de contrôle qualitatif (laboratoire) :

Contrôle qualitatif des matériaux de construction : **43 000,00 $** (avec taxes).

Montant de surveillance environnementale (laboratoire) :

Surveillance environnementale (Règlement sur la traçabilité des sols contaminés) : **27 000,00 $** (avec taxes).

Montant de surveillance des travaux :

Surveillance externe de chantier : **0 $** (avec taxes). La surveillance est fait en interne

Coût du contrat :

	Projet (avant taxes)	T.P.S. (5 %)	T.V.Q. (9,975 %)	Total (avec taxes)
Contrat	432 550,00$	21 627,00 $	43 146,86 $	497 324,36 $

Le coût total de la soumission susmentionnée : **497 324,36 $** (avec les taxes).

Au montant total de la soumission : **497 324,36 $** (avec taxes), il faut ajouter :

· Les travaux de contingences : **49 732,44 $** (avec taxes);
· Les dépenses incidentes techniques : **10 000 $** (incluant les taxes);
· Les frais de services professionnels: **70 000,00 $** (avec taxes).

Au total, la dépense à autoriser incluant les taxes, les contingences, les services professionnels de laboratoire, ainsi que les frais incidents, est de **627 056,80 $** (497 324,36 $ + Contingences 49 732,44 $ + Incidences professionnelles 70 000,00 $ + Incidences techniques 10 000,00 $).

La dépense **572 586,44 $** est le montant lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montant à autoriser :
Le budget requis pour financer le projet portant sur les travaux de Construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025) est de **627 056,80 $** toutes taxes incluses, soit un montant de **572 586,44 $** net de ristourne.

Cette dépense sera assumée conjointement par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports (SGPMRS) et par l'Arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce.

La répartition des coûts entre ces deux entités est détaillée dans le tableau ci-dessous:

Total des dépenses 59-25-ET-20			
CFA-2025			
Répartition des coûts (TTC)	**Coûts à assumer par le SGPMRS**	**Coûts à assumer par l'Arrondissement**	**Coût total**
Montants relatifs à la soumission	370 830,58 $	126 493,78 $	497 324,36 $
Montants relatifs aux contingences	0,00 $	49 732,44 $	49 732,44 $
Montants relatifs aux incidences professionnelles	0,00 $	70 000,00 $	70 000,00 $
Montants relatifs aux incidences techniques	0,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $
Total des dépenses à autoriser	370 830,58 $	256 226,22 $	627 056,80 $

Total des dépenses net de ristourne 59-25-ET-20

CFA-2025			
Répartition des coûts	**Coûts à assumer par le SGPMRS**	**Coûts à assumer par l'Arrondissement**	**Coût total**
Montants relatifs à la soumission	338 617,75 $	115 505,68 $	454 123,43 $
Montants relatifs aux contingences	0,00 $	45 412,34 $	45 412,34 $
Montants relatifs aux incidences professionnelles	0,00 $	63 919,33 $	63 919,33 $
Montants relatifs aux incidences techniques	0,00 $	9 131,33 $	9 131,33 $
Total des dépenses à autoriser	338 617,75 $	233 968,69 $	572 586,44 $

«Le financement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports est accordé dans le cadre du Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses. La contribution de 338 617,75$ net de ristournes est assumée par le Programme 34700 Plan de la forêt urbaine via le règlement d'emprunt No 23-006 Plan de gestion de la forêt urbaine (CM23 0192). Les fonds seront virés dans la clé 6101.7723006.800250.07163.54590.000000.0000.203555.000000.99000.00000».

La dépense totale à assumer par l'Arrondissement est de **256 226,22 $** taxes incluses, représente un coût net de **233 968,69 $** lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales et sera financé par le surplus de gestion 2023 affecté au Plan maître de plantation.

Le détail des informations budgétaires et comptables se trouvent dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

MONTRÉAL 2030

Ce projet participe à l'atteinte des objectifs de la Stratégie Montréal 2023 ainsi que du Plan climat 2030, notamment les objectifs suivants :

- Diminution des îlots de chaleur composés de zones minéralisées;
- Contribuer au verdissement des tronçons ciblés;
- Favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie.

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement:
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur (résultat 2.1 du plan)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'Arrondissement en ce qui a trait au volet signalisation et circulation. L'impact sur la circulation est décrit dans les cahiers des charges des documents d'appel d'offres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux de fosses d'arbres du projet

susmentionné seront informés par lettre de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) : juin 2025 à août 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que, conformément aux règlements en vigueur, le cahier des charges pour les documents d'appel d'offres fait mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Le dossier respectera au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- Gestion des contingences et des incidences;
- Politique de gestion contractuelle des contrats;
- Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- Dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- Accréditation de l'autorité des marchés publics pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- Respect des clauses contractuelles en matière de la Santé et de la Sécurité du Travail (SST);
- Application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Danièle LAMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurence LAROSE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Daniel BÉDARD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Daniel BÉDARD, 30 mai 2025

Laurence LAROSE, 30 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Insa Keba SANE
ingenieur(e)

Tél : 438-350-2884
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-21

Pascal TROTTIER
chef(fe) de division - etudes techniques en arrondissement

Tél : 514-872-4452
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-05-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255652002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder à LES ENTREPRISES VENTEC INC., le contrat au montant de 497 324,36 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 627 056,80 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-20.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à accorder à Les entreprises Ventec inc. le contrat au montant de 497 324,36 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 627 056,80 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (05 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-20.

La dépense sera assumée conjointement par le Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports (SGPMRS) à hauteur de 338 617,75 $ net de ristourne, et par l'Arrondissement à hauteur de 233 968,69 $ net de ristourne.

L'Arrondissement financera le projet à même le surplus de gestion 2023 affecté au Plan maître de plantation.

Le détail des informations financières et comptables se retrouve dans le fichier joint:

FICHIERS JOINTS

GDD 1255652002 certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-05-26

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : (514) 868-4016

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs en arrondissements
Tél : (438) 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1255652002

Ce dossier vise à:

Accorder à LES ENTREPRISES VENTEC INC., le contrat au montant de 497 324,36 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 627 056,80 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (05 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-20.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses								
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Montant arrondi net de ristourne ARRON	Montant net de ristourne SGPMRS
Contrat	432 550,00 $	21 627,50 $	43 146,86 $	497 324,36 $	43 200,93 $	454 123,43 $	115 505,70 $	338 617,75 $
Contingences (10%)	43 255,00 $	2 162,75 $	4 314,69 $	49 732,44 $	4 320,10 $	45 412,35 $	45 412,35 $	
Incidences techniques	8 697,54 $	434,88 $	867,58 $	10 000,00 $	868,67 $	9 131,33 $	9 131,35 $	- $
Contrôle qualitatif des matériaux (laboratoire)	37 399,44 $	1 869,97 $	3 730,59 $	43 000,00 $	3 735,27 $	39 264,74 $	39 264,75 $	- $
Surveillance environnementale (laboratoire)	23 483,36 $	1 174,17 $	2 342,47 $	27 000,00 $	2 345,41 $	24 654,60 $	24 654,60 $	- $
Total des dépenses	**545 385,34 $**	**27 269,27 $**	**54 402,19 $**	**627 056,80 $**	**54 470,37 $**	**572 586,44 $**	**233 968,75 $**	**338 617,75 $**

	Montant	%
CDN NDG	233 968,75 $	41,00%
SGPMRS	338 617,75 $	59,00%
Total des dépenses	572 586,50 $	100,0%

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Accorder un contrat à GROUPE ABF INC. au montant de 1 216 875,37 $, incluant les taxes, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et d'utilités publiques, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement 479 562,91 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (08 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-19

Demandeur Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges -- Notre-Dame-de-Grâce

Période : MAI Année : 2025 **MAI-25** Description de l'écriture : GDD 1255652002_CFA-2025_Entreprises Ventec

Virement de crédits demandé en vertu de :

○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de

◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0012000	300751	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000		233 968,75	GDD 1255652002_ affectation du surplus (Plan maître de plantation)
2	2406	0012000	300751	07163	57201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	115 505,70		Contrat
3	2406	0012000	300751	07163	57201	000000	0000	000000	012130	00000	00000	45 412,35		Contingences
4	2406	0012000	300751	07163	54590	000000	0000	000000	012079	00000	00000	9 131,35		Incidences techniques
5	2406	0012000	300751	07163	54301	000000	0000	000000	012079	00000	00000	39 264,75		Contrôle qualitatif des matériaux (laboratoire)
6	2406	0012000	300751	07163	54301	000000	0000	000000	012079	00000	00000	24 654,60		Surveillance environnementale (laboratoire)
7														
8														
9														
10														
Total de l'écriture :												**233 968,75**	**233 968,75**	

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeu Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016
Service/Arr Arrondissement CDN NDG

Période : MAI Année : 2025 Type d'écriture : Réel (A)

Date de l'écı Nom d'écriture : GDD 1255652002_CFA-2025_Entreprises Ventec

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	233 968,75		GDD 1255652002_surplus
2	2406	0012000	300751	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000		233 968,75	GDD 1255652002_ affectation du surplus (Plan maître de plantation)
25														
Total de l'éc												**233 968,75**	**233 968,75**	

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités de fonctionnement

Demande Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016

Service/A Côte-des-Neiges -- Notre-Dame-de-Grâce

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	2406	0012000	300751	07163	54301	000000	0000	000000	012079	00000	00000
2											

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255652002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder à LES ENTREPRISES VENTEC INC., le contrat au montant de 497 324,36 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 627 056,80 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-20.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions ET-20.pdfContrat ao public.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle LAMY
Analyste de dossiers
Tél : 514 868-4561

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-27

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement
Tél : - -
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **59-25-ET-20**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Expérience du soumissionnaire	Clause du 7%	Déclaration relative à la Charte de la langue française	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
CONSTRUCTION MERINEAU LTÉE	1165752586	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK*	OK	OK	OK	OK		Conforme*
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1145668878	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
COJALAC INC.	1143922814	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
RAMCOR CONSTRUCTION INC.	1161184792	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 796-2014, 435-2015 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2025-05-05**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-05**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-05**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2025-05-05.**

* sous réserve de la fourniture des pièces justificatives requises

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 59-25-ET-20

No du GDD :

Titre de l'appel d'offres : Travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement CDN-

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 4 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la : 0

Ouverture originalement prévue le : 1 - 5 - 2025

Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : 1 - 5 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 80

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 7 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CONSTRUCTION GC MERINEAU LTÉE	514 291,63 $		
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	497 324,36 $	√	
COJALAC INC.	571 644,20 $		
RAMCOR CONSTRUCTION INC.	630 134,28 $		

Information additionnelle

Préparé par : Danièle Lamy

Le 5 - 5 - 2025

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255652002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder à LES ENTREPRISES VENTEC INC., le contrat au montant de 497 324,36 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2025) et autoriser une dépense à cette fin de 627 056,80 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-ET-20.



Les Entreprises Ventec inc_charte de la langue francaise.pdf



Les Entreprises Ventec inc RQ.pdf



Les Entreprises Ventec inc CNESST.pdf



Les Entreprises Ventec inc AMP.pdf



Les Entreprises Ventec inc_inscription office de la langue francaise.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Insa Keba SANE
ingenieur(e)

Tél : 438-350-2884
Télécop. :

ANNEXE S

CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du Soumissionnaire, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

☐ (1) le Soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec

☒ (2) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

☐ (3) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le Soumissionnaire a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre à la Ville, dans le délai et dans la forme exigés par celle-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*

- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le Soumissionnaire doit, dans le délai exigé par la Ville, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☐ (4) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le Soumissionnaire respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

☐ je déclare que le Soumissionnaire détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

☒ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l'« analyse de la situation linguistique »;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que le Soumissionnaire s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le Soumissionnaire n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant

Nom du représentant Gino Ventura

Date 01-05-2025

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.
5600, RUE NOTRE-DAME O, PORTE 104
MONTREAL (QUEBEC) H4C 1V1

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145668878

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 515100-KKCF-1300009
Date et heure de délivrance de l'attestation : 2 avril 2025 à 11 h 35 min 11 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2025

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

CNESST

Le 1 mai 2025

Direction régionale de
Île-de-Montréal
Tour Sud, 31e étage
1, Complexe Desjardins
C. P. 3, succ. Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H1
Tél. : 514 906-3500 ou 1 866 748-9636

Monsieur Gino Ventura
Les entr de construction Ventec inc.
5600, rue Notre-Dame Ouest
Montréal (Québec) H4C 1V1

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145668878

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 1 mai 2025, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Le 24 juillet 2020

LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.
A/S MONSIEUR GINO VENTURA
5600, RUE NOTRE-DAME O
MONTRÉAL (QC) H4C 1V1

N° de décision : 2020-DAMP-1644
N° de client : 2700023710

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous LES ENTREPRISES VENTEC INC., le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **23 juillet 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Office québécois
de la langue
française
Québec

Montréal, le 27 juin 2023

Monsieur Gino Ventura
Président
Les Entreprises de construction Ventec inc.
5600, rue Notre-Dame Ouest
Montréal (Québec) H4C 1V1

N/Réf. : 4566 8878

Objet : Inscription auprès de l'Office québécois de la langue française

Monsieur le Président,

Selon l'information que vous nous avez transmise, votre entreprise n'a pas l'obligation de s'inscrire à l'Office puisqu'elle emploie actuellement moins de 50 personnes au Québec.

Par ailleurs, nous souhaitons vous rappeler que *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français* prévoit que les entreprises qui emploient de 25 à 49 personnes ont jusqu'au 1er juin 2025 pour s'inscrire à l'Office et entreprendre une démarche de francisation. Vous pouvez toutefois amorcer celle-ci dès maintenant en remplissant et en nous transmettant le formulaire d'inscription disponible sur notre site Web.

Dans l'intervalle, les entreprises qui emploient moins de 50 personnes peuvent également profiter de nos services d'accompagnement Mémo, mon assistant pour la francisation. Une équipe est disponible pour vous informer quant à vos responsabilités linguistiques et vous accompagner pour faciliter l'adoption ou le maintien de bonnes pratiques touchant la langue du travail et des affaires. Vous pouvez d'ailleurs obtenir le portrait linguistique de votre entreprise en utilisant notre autoévaluation en ligne. Elle ne prend qu'une dizaine de minutes à remplir et vous permet de vous familiariser avec les obligations prévues par la *Charte de la langue française*.

...2

Québec
Bureau 100
750, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 9K4
Téléphone : 1 888 873-6202
Télécopieur : 418 643-3210
www.oqlf.gouv.qc.ca

Montréal
Édifice Camille-Laurin
125, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X4
Téléphone : 1 888 873-6202
Télécopieur : 514 873-3488

Pour en savoir plus sur les services Mémo, mon assistant pour la francisation, nous vous invitons à contacter l'équipe de l'accompagnement à accompagnement@oqlf.gouv.qc.ca ou à visiter le site Web de l'Office au www.oqlf.gouv.qc.ca/memo-assistant-francisation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de nos sentiments distingués.

La Direction de la francisation

Je soussigné(e)

Gino Ventura Président

(Nom et titre de la personne autorisée à signer)

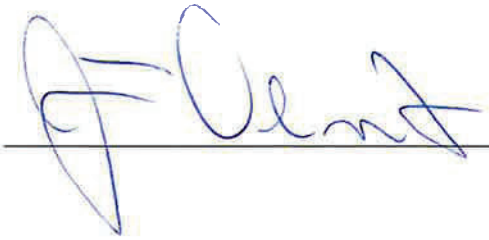
atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

Au nom de :

Les Entreprises Ventec inc.

(Nom de l'entreprise)

Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu.

Et j'ai signé,  Date : 01-05-2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1253091001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Riopel + Associés Architectes, un contrat de services professionnels au montant de 194 945,86 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland et autoriser une dépense à cette fin de 282 671,51 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-13.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Riopel + Associés Architectes, ayant obtenu le plus haut pointage, le contrat de services professionnels pour la préparation des plans et devis et la surveillance du chantier de construction pour le projet de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland, aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 59-25-DGI-13.

D'autoriser une dépense à cette fin de **194 945,86 $**, incluant toutes les taxes applicables.

D'autoriser une dépense additionnelle de **38 989,17 $**, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de **48 736,47 $**, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale de **282 671,51 $**, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 15:56

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253091001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Riopel + Associés Architectes, un contrat de services professionnels au montant de 194 945,86 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland et autoriser une dépense à cette fin de 282 671,51 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-13.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement Côtes-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce souhaite réaliser des travaux en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland (#8616), en vue d'assurer la mise en conformité du bâtiment, lequel présente actuellement des déficiences quant au respect des normes et exigences en la matière. Le Centre Communautaire Monkland est un bâtiment qui offre une vaste gamme d'activités et de programmes sportifs, communautaires, éducatifs et d'artisanat pour des personnes de tous les âges et profils. Le Centre Monkland est engagé dans sa communauté et désire offrir des lieux flexibles et inclusifs et créer un environnement accueillant propice à la diversité de la population. Des organismes à but non lucratif et plusieurs citoyens diversifiés avec des besoins particuliers utilisent présentement les lieux. Il comprend des salles communautaires, des bureaux administratifs, une cuisine, un gymnase avec estrade, des vestiaires, des toilettes et des locaux connexes.
Le projet est composé de diverses interventions au niveau des accès, des rampes, des escaliers, des gradins, des vestiaires, des salles de toilettes, de l'entrée, de l'ajout d'un ascenseur, de signalisation et autres interventions afin de rendre le bâtiment conforme aux normes d'accessibilité universelle. Ces interventions demandent diverses expertises techniques, notamment en architecture, structure, mécanique du bâtiment, électricité et expertises relatives en ingénierie pour ascenseurs et services connexes. Le projet comprend également un volet LEED argent (sans certificat requis) afin de se conformer aux exigences de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal.

Une évaluation au niveau de la performance en accessibilité universelle doit être effectuée, durant la conception, en cours de chantier et également à la fin du projet. Le projet doit répondre à tous les enjeux d'accessibilité universelle de façon plus globale et spécifique suivant les différents engagements de la Ville de Montréal et de l'arrondissement.

Le présent dossier décisionnel vise donc l'octroi d'un contrat de services professionnels à une équipe multidisciplinaire afin de permettre la réalisation des plans et devis qui devraient permettre l'octroi d'un contrat de construction dont les travaux sont prévus en 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

L'arrondissement désire confier à une équipe de professionnels le mandat pour préparer les documents de planification, de conception, d'exécution et d'appels d'offres pour les travaux et pour la surveillance des travaux durant le chantier pour le projet de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle du Centre Communautaire Monkland.
Ces services sont requis, notamment, dans les disciplines suivantes :
Architecture;
Génie structure;
Génie électromécanique;
Génie en mécanique d'ascenseurs et services connexes.

L'équipe mandatée devra coordonner toutes les disciplines afin d'atteindre, entre autres, les objectifs suivants :

- Réaliser le projet dans le respect du budget, de l'échéancier, des codes et des normes en vigueur;
- Réaliser le projet selon les exigences en accessibilité universelle selon le Guide d'accessibilité universelle des bâtiments municipaux de la Ville de Montréal;
- Réaliser le projet selon les exigences de développement durable de la ville de Montréal;
- Réaliser le projet selon les principes de l'ADS+;
- Réaliser le projet selon les demandes incluses dans le PFT de l'arrondissement;
- Réaliser le projet selon tous les autres services requis.

JUSTIFICATION

L'ouverture des soumissions de l'appel d'offres public a eu lieu le 1er avril 2025 à 11h au Bureau d'arrondissement en présence du responsable du dossier et de deux (2) représentantes de la Division du greffe. Les soumissions reçues ont été évaluées le 10 avril 2025 par un comité formé par la division des actifs immobiliers.
Deux (2) firmes; Riopel + Associés Architectes et Archipel Architecture ont déposé une soumission.

Les enveloppes contenant les prix des soumissionnaires ont été ouvertes qu'après la fin des évaluations des propositions techniques. Une note de 70% est nécessaire aux soumissionnaires pour permettre l'ouverture de l'enveloppe 2 (propositions de prix).

Les deux soumissionnaires ont obtenu un pointage à plus de 70% lors de l'évaluation des propositions techniques. Les deux soumissionnaires ont donc passé à la prochaine étape du processus, soit de l'ouverture de l'enveloppe 2 contenant le prix des soumissions.
Les résultats obtenus après évaluation des offres et après ouvertures des enveloppes de prix sont présentés dans le tableau suivant et dans la section ''Pièces jointes'' du présent dossier.

ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION	**Archipel**	**Riopel**
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE	Pointage	Pointage
100	**78**	**89**

ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	Archipel Architecture inc.	Riopel + Associés Architectes
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	**246 863,97$**	**194 945,86 $**
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	**5.2**	**7.1**
Rang et adjudicataire	**2**	**1**

La firme Riopel + Associés Architectes, a présenté une soumission en tous points conforme à l'appel d'offres et a obtenu le plus haut pointage final après examen par le comité d'évaluation. Le coût soumis par cette firme est de 194 945,86 $, incluant toutes les taxes applicables.

Par conséquent, nous recommandons au Conseil d'arrondissement d'accorder le contrat de services professionnels pour le projet de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle du Centre Communautaire Monkland à la firme Riopel + Associés Architectes. Le coût de base, avant taxes et contingences, soumis par cette firme, est de 169 555,00 $, avant taxes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Prix de base:
La firme Riopel + Associés Architectes a présenté une soumission en tous points conforme à l'appel d'offres. Par conséquent, nous recommandons au Conseil d'arrondissement d'accorder le contrat de services professionnels pour la préparation des plans et devis et la surveillance du chantier de construction pour le projet de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle à la firme Riopel + Associés Architectes. Le prix de base, avant taxes et contingences, soumis par cette firme, est de 169 555,00 $, pour un total de 194 945,86 $, incluant les taxes.

Contingences :

Un montant maximal équivalent à **20 %** de la soumission, soit **33 911,00 $**, avant taxes, pour un total de **38 989,17 $**, incluant toutes les taxes applicables, sera prévu au présent dossier pour payer toute demande supplémentaire nécessaire durant le chantier.

Incidences :

Une provision pour des travaux et services incidents de **25 %**, soit **42 388,75 $**, avant taxes, pour un total de **48 736,47 $**, incluant toutes les taxes applicables, est à ajouter au présent dossier décisionnel. Cette provision d'incidences servira à payer d'autres services fournis par d'autres firmes lorsque les conditions du projet le requièrent durant le présent mandat.

Prix Total:

Le montant total à autoriser au présent dossier décisionnel est de 245 854,75 $, avant taxes, pour un total de 282 671,51 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires.

Le montant imputable net de ristourne TPS et TVQ, est de 258 116,76 $ et sera financé par le report PDI - Bibliothèque et maison de la culture NDG - réfections diverses à hauteur de

98 591.76 $ et par le report PDI - Bibliothèque interculturelle (réaménagement du rez-de-chaussée) à hauteur de 159 525 $.

À noter que ce projet est admis par le Programme de soutien financier en matière d'accessibilité universelle de la Ville de Montréal - SGPI. Cependant, les fonds n'étant disponibles qu'en 2026, 80% de la présente dépense sera remboursée à l'arrondissement l'an prochain à la suite de l'approbation d'un nouveau dossier décisionnel.

Les renseignements relatifs aux informations financières sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en accessibilité universelle, inclusion et équité ainsi que des engagements en changements climatiques . Le projet portera une attention particulière sur les éléments suivants :
1. Concevoir un bâtiment fonctionnel et des espaces à faible empreinte écologique, carboneutre, innovant et ancrés dans la communauté;
2. Proposer des milieux de vie complets, diversifiés et inclusifs offrant des locaux, espaces et composantes techniques ou technologiques à la hauteur des attentes des citoyens et des citoyennes;
3. Développer un bâtiment ouvert et inclusif en respectant les principes de l'accessibilité universelle et de L'ADS+, vestiaire universel, de développement durable et autres;
4. Respect des exigences Leed pour les rénovations majeures des bâtiments existants;

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement :

1. Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes et matières de sports, de loisirs et de culture (résultat 1.3 du plan) ;
2. Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population d'évoluer dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive (résultat 1.4 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet permettra à l'ensemble de la population, des groupes communautaires et aux personnes avec les capacités limitées de profiter de l'ensemble des installations au Centre Monkland et de prendre part aux activités offertes. Cette mise aux normes importante en accessibilité universelle permettra aux citoyens d'avoir accès aux services de base et multiples locaux qui seront adaptés en tout point à leur réalité. L'offre de service et l'expérience envers la population seront grandement améliorées et répondront aux attentes des usagers.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement assurera le suivi relatif au volet de la communication des informations aux citoyens et aux groupes concernés quant à la date de disponibilités des installations.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat pour services professionnels : CA du 9 juin 2025;

- Préparation de plans et devis et période d'appel d'offres : juin 2025 à décembre 2025;

- Octroi du contrat de construction : février 2026;
- Réalisation des travaux : mars 2026 à décembre 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. Les règles d'adjudication des contrats ont été respectées. Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RBQ et du Conseil du trésor (RENA), et à la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites par la division du greffe.
L'évaluation des soumissions a été faite par un comité formé et autorisé par l'arrondissement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Danièle LAMY)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jasmine GAGNON-GRENIER
gestionnaire immobilier(-iere)

Tél : (514) 809-6129
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-20

Amar BENSACI
Chef de division - Division de la gestion immobilière

Tél : 514 872-9783
Télécop. : 514 868-4562

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253091001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder à la firme Riopel + Associés Architectes, un contrat de services professionnels au montant de 194 945,86 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland et autoriser une dépense à cette fin de 282 671,51 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-13.

Tableau_des_couts_Monkland.pdf

GDD-59-25-DGI-13 grille.pdf

59-25-DGI-13_R-A_Annexes.pdf

riopel bordereau prix.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jasmine GAGNON-GRENIER
gestionnaire immobilier(-iere)

Tél : (514) 809-6129
Télécop. :

Projet :	**Travaux de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland**						
	Centre Communautaire Monkland,4410 Avenue West Hill, Montréal, H4B 2V2						
	no. GDD: 1253091001						
	no. AO Public pour contrat de services profesionnels : 59-25-DGI-13						
Adjudicataire :	**Riopel +Associés Architectes**						
				Tps 5,0%		**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :		**%**	**$**				
	Prix forfaitaire	100,0%	169 555,00	8 477,75		16 913,11	194 945,86
	Total contrat:	100,0%	**169 555,00**	**8 477,75**		**16 913,11**	**194 945,86**
Contingences:							
	Contingences	20,0%	33 911,00	1 695,55		3 382,62	38 989,17
Incidences:							
	Incidences	25,0%	42 388,75	2 119,44		4 228,28	48 736,47
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**245 854,75**	**12 292,74**		**24 524,01**	**282 671,51**
Ristournes :	Tps	100,00%					12 292,74
	Tvq	50,0%					12 262,01
	Coût net après ristoune						**258 116,76**

préparé par Jasmine Gagnon-Grenier

GRILLE D'ÉVALUATION ET DE PONDÉRATION DES SOUMISSIONS CONFORMES
SERVICES PROFESSIONNELS

Mandat : **Services professionnels pour les travaux d'accessibilité universelle au Centre Monkland**	Numéro : **59-25-DGI-13**

PARTIE 1			
ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION		**Archipel**	**Riopel**
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE	**100**	**78**	**89**

PARTIE 2		
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	**Archipel Architecture inc.**	**Riopel + Associés Architectes**
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	**246 863,97 $**	**194 945,86**
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	**5.2**	**7.1**
Rang et adjudicataire	**2**	**1**

ORIGINAL



SITE HISTORIQUE NATIONAL FORT LENNOX

ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS
POUR TRAVAUX D'ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE AU CENTRE MONKLAND

OFFRE DE SERVICES

APPEL D'OFFRES No° 59-25-DGI-13

Présentée à la Ville de Montréal,
arr. Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

1er avril 2025 à 11h00

carbonic DIME·eX

latéral.

Morin Consultant & Associés
EXPERT-CONSEIL EN ASCENSEURS

RA
RIOPEL+ASSOCIÉS
ARCHITECTES

TABLE DES MATIÈRES

Formulaire de soumission	A
Présentation de la ou les firmes composant l'équipe	01
Sommaire exécutif	04
Compréhension du mandat et méthodologie	06
Expérience de la firme dans des projets de complexité et budget similaire	08
Qualification du chargé de projet dans des projets de complexité et budget similaire	14
Qualification de l'équipe de travail dans des projets de complexité et budget similaire	18
Ressources affectées	18
Organigramme	22
Capacité de production des firmes et calendrier de réalisation	23
Échéancier proposé	25
Annexe	AA
Curriculums Vitae	

LIEU HISTORIQUE NATIONAL FORT LENNOX | AGENCE PARCS CANADA
CONSERVATION ET RÉAMÉNAGEMENT DE LA CASERNE

FORMULAIRE DE SOUMISSION

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - SERVICES

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 59-25-DGI-13

Services professionnels pour travaux d'accessibilité universelle au Centre Monkland

(Services professionnels liés à la construction)

Nom du Soumissionnaire

(**Riopel + Associés, architectes (Riopel Dion St-Martin inc.)**)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 5
0.00 INTERPRÉTATION 5
1.00 OBJET 5
2.00 PRIX PROPOSÉ 5
2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5
4.00 SÛRETÉS 5
4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution 6
5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6
6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6
7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7
10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7
11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 7
13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 8
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 8
15.00 DURÉE. 8
16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX 10
ANNEXE 7.00 - RÉPONSE AUX CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION 11
ANNEXE 7.00 - PROCURATION DES MEMBRES DU REGROUPEMENT DE PERSONNES.....12
ANNEXE 7.00 - LISTE DES MEMBRES DU REGROUPEMENT DE PERSONNES 13
ANNEXE 7.00 - DÉCLARATION D'INTÉGRITÉ.....14
ANNEXE 7.00 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.....15
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 17
ANNEXE 7.00 - LISTE DU PERSONNEL AFFECTÉ ET CURRICULUM VITAE 18

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres nº 59-25-DGI-13.

PRÉSENTÉ PAR :

Numéro de fournisseur à la Ville de Montréal : 115514

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville de Montréal, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Fichier des fournisseurs* : montreal.ca/fournisseurs

Nom complet du soumissionnaire tel qu'indiqué au REQ et figurant sur les factures :

Riopel + Associés, Architectes (Riopel Dion St-Martin Inc.)

Adresse : 777, rue de la Commune Ouest, suite 400, Montréal (Québec) H3C 1Y1

Téléphone : 514.521.2138 **Télécopieur :** 514.521.2139

Site internet : www.riopel-associes.com **Courriel corporatif :** info@riopel-associes.com

Numéro d'entreprise (NEQ) : 1180499775

(le NEQ ci-haut doit correspondre au NEQ utilisé pour obtenir les Documents d'Appel d'Offres sur le SEAO)

TPS/TVH : 805031341RT0001 **TVQ :** 1211604791TR0001

STATUT JURIDIQUE

☐ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☒ **Regroupement de Personnes**		
☒ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☒ **Régime provincial**	☒ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) : _____
☐ **Personne morale sans but lucratif (OBNL)**		

Nom du représentant : Sébastien Majeau
Titre : Architecte sénior principal associé, PA LEED BD+C **Courriel :** smajeau@riopel-associes.com

Téléphone : 514.521.2138 +228 **Télécopieur :** -

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission, comprenant notamment son « offre qualitative » et son « offre financière », et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Services Professionnels recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté, conformément aux exigences des Documents d'Appel d'Offres, dans l'enveloppe identifiée par la mention «Enveloppe B - Offre financière».

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appels d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte qu'aucune garantie de soumission n'est requise par les Documents d'Appel d'Offres.

4.02 Garantie d'exécution

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte qu'aucune garantie d'exécution n'est requise par les Documents d'Appel d'Offres.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix; *(Enveloppe B - Offre financière)*

b) la réponse aux critères d'évaluation de la Soumission dûment complétée pour fins d'évaluation de la qualité de la Soumission; *(Enveloppe A - Offre qualitative)*

c) s'il prend la forme d'un Regroupement de Personnes, la liste des membres du Regroupement de Personnes; *(Enveloppe A - Offre qualitative)*

d) s'il prend la forme d'un Regroupement de Personnes, la procuration autorisant le représentant du Regroupement de Personnes à signer la Soumission; *(Enveloppe A - Offre qualitative)*

e) le formulaire « Déclaration d'intégrité » dûment signé; *(Enveloppe A - Offre qualitative)*

Cette obligation ne s'applique pas à un SOUMISSIONNAIRE qui détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP).

f) l'annexe « Charte de la langue française » et, si applicable, tout document additionnel exigé à celle-ci; *(Enveloppe A - Offre qualitative)*

g) la liste des sous-contractants; *(Enveloppe A - Offre qualitative)*

h) la liste des membres du Personnel Affecté et leur *curriculum vitae*; *(Enveloppe A - Offre qualitative)*

Regroupement de Personnes

Pour un Regroupement de Personnes, chacun des membres du Regroupement de Personnes doit fournir individuellement les documents suivants :

a) le formulaire « Déclaration d'intégrité » dûment signé; *(Enveloppe A - Offre qualitative)*

Cette obligation ne s'applique pas à un membre du Regroupement de Personnes qui détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP).

b) l'annexe « Charte de la langue française » et, si applicable, tout document additionnel exigé à celle-ci; *(Enveloppe A - Offre qualitative)*

c) tout autre document indiqué dans les Documents d'Appel d'Offres comme devant être fourni individuellement par chacun des membres du Regroupement de Personnes;

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requis par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION POUR FIN DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À .....Montréal....., CE 24E JOUR DE ..mars..... 20.25

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Sébastien Majeau
(Nom en lettres moulées)

Architecte sénior principal associé, PA LEED BD+C
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

NOTE

Seuls le Formulaire de Soumission et ses annexes doivent être retournés au DONNEUR D'ORDRE au moment du dépôt de la Soumission. Il n'est pas nécessaire de retourner la Régie de l'Appel d'Offres et le Contrat au DONNEUR D'ORDRE.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- Titre : Services professionnels pour travaux d'accessibilité universelle au Centre Monkland
- Numéro : 59-25-DGI-13

IMPORTANT

a) Le contenu de la présente annexe se trouve dans le fichier nommé « Bordereau de Prix » qui est annexé aux Documents d'Appel d'Offres.

b) Le SOUMISSIONNAIRE doit compléter ce fichier et le joindre au Formulaire de Soumission, tel qu'indiqué dans les Documents d'Appel d'Offres.

c) Le fichier « Bordereau de Prix » doit être déposé dans une enveloppe distincte de celle contenant le Formulaire de Soumission.

Voir OFFRE FINANCIÈRE

ANNEXE 7.00 - RÉPONSE AUX CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre toute réponse permettant d'évaluer sa Soumission selon la grille d'évaluation annexée à la Régie de l'Appel d'Offres)

Voir OFFRE QUALITATIVE

ANNEXE 7.00 - PROCURATION DES MEMBRES DU REGROUPEMENT DE PERSONNES

Titre : Services professionnels pour travaux d'accessibilité universelle au Centre Monkland
Numéro : 59-25-DGI-13

Nous, soussignés, autorisons le représentant du Regroupement de Personnes, soit M. [ou Mme] ..... Sébastien Majeau, Architecte ..... (*indiquer le nom*), à signer la Soumission, pour et au nom du Regroupement de Personnes et, s'il y a lieu, les ententes à intervenir suite à l'Appel d'Offres identifié cihaut ainsi que tout document accessoire, nécessaire ou utile, afin de donner suite à la présente procuration.

Fait à ..... Montréal ....., le ..... 24 mars 2025 ..... (JJ/MM/AAAA)

Membre #1 du Regroupement de Personnes : ..... Riopel +Associés, Architectes .....

Nom du représentant autorisé du membre #1 : ..... Sébastien Majeau, Architecte sénior principal associé, PA LEED ..... (en lettres moulées)

Signature du représentant autorisé du membre #1 : .....

Membre #2 du Regroupement de Personnes : ..... Latéral Conseil .....

Nom du représentant autorisé du membre #2 : ..... Thibaut Lefort, Président ..... (en lettres moulées)

Signature du représentant autorisé du membre #2 : .....

Membre #3 du Regroupement de Personnes : ..... Groupe Carbonic Inc. .....

Nom du représentant autorisé du membre #3 : ..... Simon Davidson ..... (en lettres moulées)

Signature du représentant autorisé du membre #3 : .....

Membre #4 du Regroupement de Personnes : ..... Morin Consultants & Associés .....

Nom du représentant autorisé du membre #4 : ..... André Morin ..... (en lettres moulées)

Signature du représentant autorisé du membre #4 : .....

Adoptée et signée le 20 mars 2025

Objet :
Autorisation de signature
Appel d'offres no: 59-25-DGI-13

Appel d'offres de services professionnels pour travaux d'accessibilité universelle au Centre Monkland

---

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous autorisons **Sébastien Majeau, Architecte Sénior principal associé, PA LEED BD+C**, à signer tout document relatif à l'offre de services professionnels pour le projet cité en rubrique, au nom de l'équipe de notre firme Riopel + Associés, Architectes.



Geneviève Céré, architecte sénior principale associée, PA LEED BD+C

latéral.

Services professionnels pour travaux d'accessibilité universelle au Centre Monkland
Ville de Montréal
Appel d'offres no. **: 59-25-DGI-13**

Autorisation de signature pour la société

EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL d'une assemblée du conseil d'administration de Latéral Conseil Inc., tenue au 6610 rue Hutchison, à Montréal, le 6 mars 2025.

IL EST PROPOSÉ, APPUYÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ QUE:

Thibaut Lefort, président et ingénieur patron chez **Latéral Conseil Inc**, soit et est autorisé, par la présente résolution à signer tout document et à réaliser tout acte nécessaire ou utile relatif au nom de Latéral Conseil Inc., dans le cadre du de l'appel d'offres cité en rubrique.

Sébastien Majeau, Architectes sénior principal associé, PA LEED BD + C de chez **Riopel + associés architectes**., soit et est autorisée, par la présente résolution à signer tout document et à réaliser tout acte nécessaire ou utile relatif au nom de Latéral Conseil Inc., dans le cadre du de l'appel d'offres cité en rubrique.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Copie certifiée conforme, ce 6 mars 2025.

Thibaut Lefort, ing.
Président et associé



Marc-André Parson's
Vice-président et associé



Procès-verbal d'une réunion tenue le 10 mars 2025

Il est résolu :

D'AUTORISER**, Sébastien Majeau, Architecte Sénior principal associé, PA LEED BD+C** au sein de la firme Riopel + Associés Architectes, pour et à l'acquit du Groupe Carbonic inc. situé au 19 rue Blainville Ouest à Ste-Thérèse, J7E 1X1, tous les documents pertinents à la présentation d'une proposition de services professionnels pour :

L'appel d'offres public no. 59-25-DGI-13 Services professionnels en accessibilité universelle au Centre Monkland

Daté ce 10 mars 2025

Stéphane Bouchard, SECRÉTAIRE

19 rue Blainville Ouest,
Ste-Thérèse, J7E 1X1
T 450-420-8414
C 819-660-1295

Le 17 mars 2025

Services professionnels pour travaux d'accessibilité universelle au centre Monkland
Ville de Montréal
Appel d'offres n° 59-25-DGI-13

Autorisation de signature pour la société

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration de Morin Consultant et Associés Inc., tenue au 185 rue Jean-Juneau à Saint-Augustin-de-Desmaures, le 17 mars 2025.

Il est proposé, appuyé et résolu à l'unanimité que :

André Morin, président chez **Morin Consultant et Associés Inc**., soit et est autorisé, par la présente résolution à signer tout document et à réaliser tout acte nécessaire ou utile relatif au nom de Morin Consultant et Associés Inc., dans le cadre de l'appel d'offres cité en rubrique.

Sébastien Majeau, Architecte Sénior principal associé, PA LEED BD + C chez **Riopel + Associés Architectes**, soit et est autorisée, par la présente résolution à signer tout document et à réaliser tout acte nécessaire ou utile relatif au nom de Morin Consultant et Associés Inc., dans le cadre de l'appel d'offres cité en rubrique.

Adopté à l'unanimité
Copie certifiée conforme, ce 17 mars 2025.

André Morin
Président

Marie-Josée Tremblay
Secrétaire-trésorière

ANNEXE 7.00 - LISTE DES MEMBRES DU REGROUPEMENT DE PERSONNES

Titre : Services professionnels pour travaux d'accessibilité universelle au Centre Monkland
Numéro : 59-25-DGI-13

La présente Soumission est déposée par un Regroupement de Personnes dont les membres sont les suivants :

À remplir pour chaque membre du Regroupement de Personnes			
Nom	**Numéro de téléphone**	**NEQ**	**Adresse**
Riopel +Associés, Architectes (Riopel Dion St-Martin Inc.)	514.521.2138	1180499775	777, rue de la Commune Ouest, Suite 400, Montréal (Québec) H3C 1Y1
Latéral Conseil	514.290.7777	1171474944	6610, rue Hutchison, bur.120 Montréal (Québec) H2V 4E1
Groupe Carbonic inc.	450.420.8414	1175046821	19 rue Blainville Ouest St-Thérèse (Québec), J8B 0J4
Morin Consultants & Associés	514.800.6131	1163879225	4388 rue St-Denis, Suite 200, #172 Montréal (Québec), H2J 2L1

ANNEXE 7.00 - DÉCLARATION D'INTÉGRITÉ

Titre de l'Appel d'Offres : Services professionnels pour travaux d'accessibilité universelle au Centre Monkland

Numéro de l'Appel d'Offres : 59-25-DGI-13

Je, soussigné(e),

André Morin — Président

Nom de la personne autorisée à signer — Titre de la personne autorisée à signer

en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe, atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

Au nom de :

Morin Consultant et Associés

Nom du SOUMISSIONNAIRE

Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu.

Et j'ai signé,



Signature — 2025-03-18

Date

Cette obligation ne s'applique pas à un SOUMISSIONNAIRE qui détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP).

Voir aussi document ci-joint (AMP)

Le 15 novembre 2021

RIOPEL DION ST-MARTIN INC.
A/S MADAME SYLVIE ST-MARTIN
400-777, RUE DE LA COMMUNE O
MONTRÉAL (QC) H3C 1Y1

Nº de décision : 2021-DAMP-1998
Nº de client : 3000701633

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous RIOPEL + ASSOCIÉS ARCHITECTES, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. RIOPEL DION ST-MARTIN INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 novembre 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Agnès Bertrand

De: _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
Envoyé: 2 juin 2023 14:21
À: _Boîte Autorisation AMP
Objet: IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

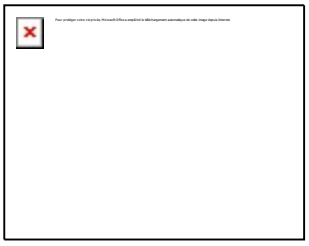
Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.



Direction de l'intégrité
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
directionlcop@amp.quebec

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 30 novembre 2022

LATÉRAL CONSEIL INC.
A/S MONSIEUR MARC-ANDRÉ PARSON'S
6610, RUE HUTCHISON
BUR. 120
OUTREMONT (QC) H2V 4E1

Nº de décision : 2022-DAMP-0616
Nº de client : 1100123928
Nº d'entreprise du Québec : 1171474944

Objet : Autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l' « AMP ») accorde à l'entreprise ci-dessus mentionnée, une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), RLRQ, c. C-65.1. LATÉRAL CONSEIL INC. est donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « REA ») tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 novembre 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Le 11 juin 2021

GROUPE CARBONIC INC.
A/S MONSIEUR SIMON DAVIDSON BOITEAU
19, RUE BLAINVILLE O
BUR. 205
SAINTE-THÉRÈSE (QC) J7E 1X1

Nº de décision : 2021-DAMP-1519
Nº de client : 3000817377

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous CONSORTIUM HBGC + CARBONIC, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. GROUPE CARBONIC INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **10 juin 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Joëlle Laberge

De: Simon Davidson
Envoyé: 3 juin 2023 07:19
À: DDA
Objet: Fwd: IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Pti si besoin

Simon Davidson, ing.
Directeur général
Groupe Carbonic inc
514-918-0712

Début du message transféré :

De: _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
Date: 2 juin 2023 à 13:40:16 HAE
À: _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
Objet: IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

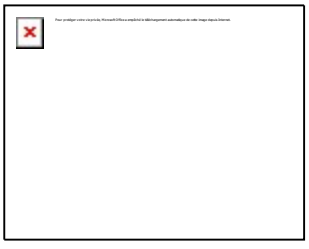
Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.



Direction de l'intégrité
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
directionlcop@amp.quebec

ANNEXE 7.00 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du SOUMISSIONNAIRE, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

□ (1) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas d'établissement au Québec;

X (2) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;

□ (3) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :
• si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, dans le délai et dans la forme exigés par celui-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;
• si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, il doit, dans le délai exigé par le DONNEUR D'ORDRE, lui remettre l'un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.

□ (4) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le SOUMISSIONNAIRE respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

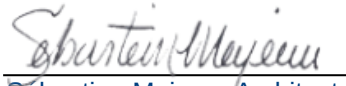
□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l' « analyse de la situation linguistique »;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de TROIS (3) mois; je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le

délai prescrit par la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11), une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le SOUMISSIONNAIRE a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature 
Nom du représentant Sébastien Majeau, Architecte sénior
Date principal associé, PA LEED BD+C
20 mars 2025

ANNEXE 7.00 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du SOUMISSIONNAIRE, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

□ (1) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas d'établissement au Québec;

☒ (2) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;

□ (3) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :
• si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, dans le délai et dans la forme exigés par celui-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;
• si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, il doit, dans le délai exigé par le DONNEUR D'ORDRE, lui remettre l'un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.

□ (4) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le SOUMISSIONNAIRE respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

- □ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;
- □ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;
- □ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l' « analyse de la situation linguistique »;
- □ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de TROIS (3) mois; je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le

délai prescrit par la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11), une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le SOUMISSIONNAIRE a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature 

Nom du représentant THIBAUT LEFORT

Date 6 mars 2025

ANNEXE 7.00 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du SOUMISSIONNAIRE, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

□ (1) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas d'établissement au Québec;

☒ (2) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;

□ (3) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :
• si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, dans le délai et dans la forme exigés par celui-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;
• si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, il doit, dans le délai exigé par le DONNEUR D'ORDRE, lui remettre l'un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.

□ (4) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le SOUMISSIONNAIRE respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l' « analyse de la situation linguistique »;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de TROIS (3) mois; je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le

délai prescrit par la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11), une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le SOUMISSIONNAIRE a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature	
Nom du représentant	Simon Davidson, ing., Directeur général
Date	2025-03-05

ANNEXE 7.00 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du SOUMISSIONNAIRE, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

□ (1) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas d'établissement au Québec;

☒ (2) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;

□ (3) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :
• si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, dans le délai et dans la forme exigés par celui-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;
• si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, il doit, dans le délai exigé par le DONNEUR D'ORDRE, lui remettre l'un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.

□ (4) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le SOUMISSIONNAIRE respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l' « analyse de la situation linguistique »;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de TROIS (3) mois; je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le

délai prescrit par la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11), une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le SOUMISSIONNAIRE a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature 

Nom du représentant André Morin

Date 2025-03-17

Travaux de mise aux normes et réfection en Accessibilité Universelle au Centre Communautaire Monkland

SOMMAIRE A –SERVICES PROFESSIONNELS POUR CENTRE COMMUNAUTAIRE MONKLAND – ADDENDA 4

Montant de la proposition	**(1)**	169 555,00 $

SOUS-TOTAL = (1)	169 555,00 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	8 477,75 $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	16 913,11 $
TOTAL :	194 945,86 $

Informations complémentaires

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Les soumissions doivent être reçues au plus tard, le 1er avril 2025, avant 11h.

Identification du soumissionnaire

Nom de la compagnie
Riopel + Associés Architectes

Adresse
777 rue de la Commune Ouest, suite 400

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	H3C 1Y1	(514) 521-2139	n/a

Nom de la personne responsable (en majuscules)
SÉBASTIEN MAJEAU

Signature du responsable	Date		
	Jour	Mois	Année
Sébastien Majeau	24	03	2025

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien.

DOCUMENT À RETOURNER DANS L'ENVELOPPE B

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1253091001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder à la firme Riopel + Associés Architectes, un contrat de services professionnels au montant de 194 945,86 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland et autoriser une dépense à cette fin de 282 671,51 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-13.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

59-25-DGI-13 Analyse des soumissions GDD.pdfContrat ao public SP DGI-13.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle LAMY
Analyste de dossiers
Tél : 514 868-4561

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-23

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement
Tél : - -
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **59-25-DGI-13**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Déclaration d'intégrité	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Charte de la langue française (Annexe S)	Commentaire	Conformité
ARCHIPEL ARCHITECTURE INC	**1166969478**	**OK**	**OK**	**OK**	**OK**	**N/A**	**N/A**	**OK**	**AMP**	**N/A**	**N/A**	**OK**		**CONFORME**
RIOPEL + ASS. ARCHITECTES	**1180499775**	**OK**	**ND**	**OK**	**OK**	**N/A**	**N/A**	**OK**	**jointe**	**N/A**	**N/A**	**OK**		**CONFORME**

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2025-05-22**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-22**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-22**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2025-05-22.**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 59-25-DGI-13

No du GDD : 1253091001

Titre de l'appel d'offres : Travaux de mise aux normes et réfection en Accessibilité Universelle du Centre Communautaire Monkland

Type d'adjudication : Au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 2 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la [illegible] : 4

Ouverture originalement prévue le : 10 - 3 - 2025

Date du dernier addenda émis : 19 - 3 - 2025

Ouverture faite le : 1 - 4 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs de cahier de charges : 12

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 17

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 6 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de [ ] jrs

Date d'échéance révisée : [ ] - [ ] - [ ]

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Pointage final	Montant soumis (TTI)	√
RIOPEL + ASSOCIÉS ARCHITECTES	7,1	194 945,86 $	√
ARCHIPEL ARCHITECTURE INC.	5.2	246 863,97 $	

Information additionnelle

Préparé par : Danièle Lamy

Le 21 - 5 - 2025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1253091001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder à la firme Riopel + Associés Architectes, un contrat de services professionnels au montant de 194 945,86 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland et autoriser une dépense à cette fin de 282 671,51 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-13.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Le montant imputable net de ristourne TPS et TVQ, est de 258 116,76 $ et sera financé par le report PDI - Bibliothèque et maison de la culture NDG - réfections diverses à hauteur de 98 591.76 $ et par le report PDI - Bibliothèque interculturelle (réaménagement du rez-de-chaussée) à hauteur de 159 525 $.

À noter que ce projet est admis par le Programme de soutien financier en matière d'accessibilité universelle de la Ville de Montréal - SGPI. Cependant, les fonds n'étant disponibles qu'en 2026, 80% de la présente dépense sera remboursé à l'arrondissement l'an prochain à la suite de l'approbation d'un nouveau dossier décisionnel.

FICHIERS JOINTS

1253091001 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-29

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-920-3612

Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1253091001

Ce dossier vise à:

Accorder à la firme Riopel + Associés Architectes, un contrat de services professionnels au montant de 194 945,86 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland et autoriser une dépense à cette fin de 282 671,51 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-13.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses							Arron
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés par l'arrondissement (arrondis au dollar près)
Contrat - travaux	169 555,00 $	8 477,75 $	16 913,11 $	194 945,86 $	16 934,31 $	178 011,56 $	178 012,00 $
Contingences - travaux	33 911,00 $	1 695,55 $	3 382,62 $	38 989,17 $	3 386,86 $	35 602,31 $	35 603,00 $
Contrat + contingences	203 466,00 $	10 173,30 $	20 295,73 $	233 935,03 $	20 321,17 $	213 613,87 $ #	213 615,00 $
Incidences	42 388,75 $	2 119,44 $	4 228,28 $	48 736,47 $	4 233,58 $	44 502,89 $	44 503,00 $
Total des dépenses	**245 854,75 $**	**12 292,74 $**	**24 524,01 $**	**282 671,51 $**	**24 554,75 $**	**258 116,76 $ #**	**258 118,00 $**

Financement par service	Montant	%
CDN-NDG	258 118,00 $	100,0%

Information budgétaire:

Provenance	**Report PDI - Bibliothèque et maison de la culture NDG - réfections diverses**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	2067851 002
Projet Simon :	**181045**
Montant :	98 593,00 $

Provenance	**Report PDI - Bibliothèque interculturelle (réaménagement du rez-de-chaussée)**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	1967851 004
Projet Simon :	**175401**
Montant :	159 525,00 $

Imputation	**Monte-personne au Centre Monkland - modification du projet**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	2567851 002
Projet Simon :	**201470**
Montant :	258 118,00 $

	2025	2026	2027	Ult	TOTAL
Budget au net au PDI - 2025-2034	**258**	**0**	**0**	**0**	**258**
en milliers					
Prévision de la dépense					
Brut	**258**	**0**	**0**	**0**	**258**
BF	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Suvention	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Net	**258**	**0**	**0**	**0**	**258**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système Intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Othmane cherrad Téléphone : 514-868-3488 **Veuillez compléter tous les segments du compte de grand-livre.**

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : Juin Année : 2025 **JUI-25** Description de l'écriture : GDD : 1253091001 -Mise aux normes et réfection en accessibilité universelle au Centre Communautaire Monkland

Virement de crédits demandé en vertu de : ● La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de 133 800,00 $

○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0622359	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		258 118,00	RCA22 17359 Travaux de réfection et de protection d'immeubles et pour l'achat d'équi
2	6406	0622359	800250	07211	54301	000000	0000	201470	000000	22015	00000	178 012,00		Contrat
3	6406	0622359	800250	07211	54301	000000	0000	201470	012130	22015	00000	35 603,00		Contingences
4	6406	0622359	800250	07211	54301	000000	0000	201470	012079	22015	00000	44 503,00		Incidences
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
Total de l'écriture :												**258 118,00**	**258 118,00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Date : 2025-05-29 10:44

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITE seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Othmane cherrad Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0622359	800250	07211	54301	000000	0000	201470	000000	22015	00000
2	6406	0622359	800250	07211	54301	000000	0000	201470	012130	22015	00000
3	6406	0622359	800250	07211	54301	000000	0000	201470	012079	22015	00000
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1255652003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à WSP CANADA INC., un contrat n° 1 de 1 604 532,53 $, taxes incluses, à LES SERVICES EXP inc., un contrat n° 2 de 1 686 207,25 $, taxes incluses pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-01

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à pour des services professionnels sous forme d'entente-cadre (2025-2027) pour l'étude et la conception en ingénierie :

- WSP CANADA INC. un contrat n^{o} 1 : 1 604 532,53 $, taxes incluses
- LES SERVICES EXP INC. un contrat n^{o} 2 : 1 696 968,91 $, taxes incluses

Les soumissions de ces deux firmes ayant obtenues le plus haut pointage et par lequel les firmes s'engagent à fournir à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce les services professionnels pour l'étude et la conception dans les domaines du génie civil général, du génie municipal, de la circulation et d'aménagements (chaussée, égout, aqueduc et autres) conformément à l'appel d'offres public : 59-25-ET-01.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:17

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255652003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à WSP CANADA INC., un contrat n° 1 de 1 604 532,53 $, taxes incluses, à LES SERVICES EXP inc., un contrat n° 2 de 1 686 207,25 $, taxes incluses pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-01

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu de l'ampleur des programmes, des besoins futurs en réfection d'infrastructures et en réaménagement des rues, et dans l'optique d'atteindre les objectifs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce en termes de réalisation, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité croit nécessaire d'utiliser les services professionnels de firmes de génie-conseil pour réaliser la conception de plans et devis dans les domaines du génie civil général, du génie municipal, de la circulation et d'aménagements (chaussée, égout, aqueduc et autres).
Ces services professionnels permettront à l'Arrondissement de réaliser la conception des plans et devis pour des travaux prévus de 2025 à 2027 dans le cadre des programmes suivants du PTI et autres :

- Programme d'aménagement des rues (PAR);
- Programme de réfection du réseau routier (PRR);
- Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
- Programme d'implantation de rues piétonnes et partagées;
- Programme de remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP);
- Programme de déminéralisation;
- Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ);
- Programme de sécurisation des piétons aînés (PSPA).

Ces programmes contribueront à la mise en œuvre de l'approche « Vision Zéro » et à l'amélioration de l'état des conditions ainsi que de la sécurité des infrastructures routières.

Dans ce contexte, un appel d'offres public était requis afin de conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels pour la conception. Les projets visés par ces ententes-cadres sont de diverses natures et concernent, sans s'y limiter :

- l'aménagement du domaine public;
- la mise à niveau d'infrastructures, d'égout et d'aqueduc;
- le remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur le domaine privé et

public;
- la construction ou la reconstruction de drains d'égout, de conduites d'aqueduc et d'égout;
- la construction et reconstruction de chaussées, de trottoirs, de liens cyclables;
- les réaménagements géométriques;
- l'installation et/ou la mise aux normes d'éclairage de rue, de signalisation lumineuse;
- le marquage de la chaussée;
- la circulation et le maintien de la mobilité de tous les usagers (pendant et après les travaux);
- l'apaisement de la circulation (réaménagements géométriques, dos d'ânes, etc.);
- la gestion durable des eaux pluviales;
- d'autres travaux connexes en lien avec le génie civil, municipal et structure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA23 170115 du 1er mai 2023 - Accorder à Les Services EXP inc., un contrat n° 1 de 773 390,84 $, taxes incluses pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie sous forme d'entente-cadre (2023-2025) - (02 soumissionnaires) - Appel d'offres public : CDN-NDG-23-AOP-TP-013 - Approuver le projet de convention à cette fin.
Résolution CA23 170085 du 4 avril 2023 - Accorder à IGF Axiom inc. un contrat # 1 au montant de 484 504,65 $, taxes incluses et à WSP Canada inc., un contrat # 2 au montant de 580 363,45 $, taxes incluses, les soumissions de ces deux firmes ayant respectivement obtenu les plus hauts pointages et par lesquels les firmes s'engagent à fournir à l'arrondissement les services professionnels pour la surveillance des contrats de construction sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-23-AOP-TP-014 (dossier #1239948001).

Résolution CA19 170159 du 3 juin 2019 - Accorder à 4368894 Canada inc. (Shellex Infrastructures), le contrat #1 au montant de 1 005 755,31 $, taxes incluses, par lequel la firme s'engage à fournir à l'arrondissement des services professionnels requis pour la surveillance des travaux des contrats de construction, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-033, et selon les termes et les conditions stipulés au projet de convention (dossier #1195153012).

Résolution CA19 170022 du 4 juin 2019 - Accorder à FNX-INNOV. inc., un contrat de 767 906,53 $, taxes incluses, à Les Services EXP inc., un contrat de 870 314,76 $, taxes incluses et à AXOR Experts-Conseils inc., un contrat de 860 725,85 $, taxes incluses, pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie sous forme d'ententes-cadres (2019-2021) - (6 soumissionnaires) - Appel d'offres public : CDN-NDG-19-AOP-TP-002 - Approuver les trois projets de convention à cette fin (Dossier #1195153001).

Résolution CA17 170057 du 6 mars 2017 - Accorder à IGF Axiom inc. un contrat de 1 013 935,78 $, taxes incluses (Contrat no 1) et à SNC-Lavalin inc. un contrat de 1 116 378,51 $, taxes incluses (Contrat no 2), pour des services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Approuver deux projets de convention à cette fin (dossier #1175946001).

Résolution CA16 170250 du 6 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels à IGF Axiom inc. pour la surveillance des contrats de construction (2016-2018) pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour une somme maximale de 302 650,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-TP-042 (5 soumissionnaires) - Approbation d'un projet de convention à cette fin (dossier #1165946010).

DESCRIPTION

L’arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce a lancé un appel d'offres visant l’octroi de deux (2) contrats de service professionnels, d’une durée de deux (2) ans, lesquels devaient être attribués aux soumissionnaires ayant obtenu le meilleur pointage final à la suite de l’évaluation des propositions. La firme retenue pour le contrat n^{o} 1 devenait non admissible pour le contrat n^{o} 2. L'évaluation s'effectue par chaque membre du comité, sans connaissance des prix, ceux-ci étant contenus dans une enveloppe séparée (enveloppe n^{o} 2). Seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final. L'enveloppe n^{o} 2 contenant le prix est retournée non décachetée aux soumissionnaires n'ayant pas obtenu le pointage intérimaire minimal de 70.

- 59-25-ET-01 - Contrat n^{o} 1
- 59-23-ET-01 - Contrat n^{o} 2

Trois (3) addenda ont été émis afin de répondre aux questions des firmes concernant les documents d'appel d'offres.

La formule de prix applicable pour le présent appel d'offres est le taux horaire par catégorie d'employés.

Les mandats seront confiés à la firme par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l’Arrondissement qui sera également responsable du suivi administratif des contrats. Les mandats pourront inclure une partie (un ou plusieurs) ou l’ensemble des volets (études, concepts, justifications et recommandations dans les domaines de voirie, d'estimation, de circulation, d'électricité, d'éclairage, d'environnement, de géotechnique, d'aménagement paysager, de structures et autres).

Cet appel d’offres comprend deux (2) bordereaux de soumission de taux horaire par catégorie d’employés. Chaque bordereau correspond à un des deux (2) contrats, d’une durée de deux (2) ans. Le bordereau des contrats n^{o} 1 et n^{o} 2 est composé des principales ressources professionnelles et techniques requises par chacune des spécialités.

Ce bordereau comprend une colonne « heures prévisionnelles » qui permet l’établissement d’un scénario, à des fins de soumission seulement.

L’appel d’offres a été lancé le 27 février 2025 et l’ouverture des soumissions a eu lieu le 7 avril 2025.

Sur sept (7) preneurs de cahier de charges, quatre (4) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 57 %.

Au total, quatre (4) firmes ont déposé une proposition pour l'évaluation par un comité de sélection :

- WSP CANADA INC.
- LES SERVICES EXP INC.
- IGF AXIOM INC.
- CIMA+

JUSTIFICATION

Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire aurait été de moins de 70 devraient être retournées sans avoir été ouvertes.

Toutes les soumissions déposées sont conformes. Un comité de sélection a été formé pour procéder à l'analyse des soumissions conformément aux directives de la division du greffe. Suite à l'évaluation des quatre (4) offres de services, les quatre (4) soumissions se sont qualifiées en ayant un pointage intérimaire de 70 et plus.

Ainsi tel qu'indiqué au Tableau 1, cette analyse a démontré que lors du comité de sélection tenu le 2 mai 2025 (voir la grille d'évaluation et de pondération dans la section des pièces jointes), WSP CANADA INC., a obtenu le meilleur pointage final pour le contrat no 1., LES SERVICES EXP INC. a obtenu le deuxième meilleur pointage pour le contrat no. 2.

- Contrat n^{o} 1 : 1 604 532,53 $, pointage intérimaire de 89,5 et note finale de 0,86 ;
- Contrat n^{o} 2 : 1 696 968,91 $, pointage intérimaire de 91 et note finale de 0,836 ;

À ce titre, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité recommande au conseil d'arrondissement d'octroyer le contrat de services professionnels à WSP CANADA INC. pour le contrat no 1 et à LES SERVICES EXP INC. pour le contrat no 2, afin d'obtenir les services professionnels requis pour l'étude et la conception en ingénierie dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Tableau 1 : Résultats de l'évaluation des soumissions par le comité de sélection

	Contrat no 1		Contrat no 2	
Soumissionnaires conformes	Prix total (TTC)	Note intérimaire / Pointage final	Prix total (TTC)	Note intérimaire / Pointage final
WSP CANADA INC.	**1 604 532,53 $**	**89,5 / 0,86**	-	**-**
LES SERVICES EXP INC.	1 686 207,25 $	91/0,836	**1 696 968,91 $**	**91/0,836**
IGF AXIOM INC.	1 503 410,80 $	75,5/0,834	1 513 344,64 $	75,5/0,834
CIMA+	1 660 648,31 $	79,5/0,77	1 660 648,31 $	79,5/0,77
Coût moyen des soumissions conformes	1 613 699,72 $			
Écart entre la moyenne et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final ($)	9 167,19 $		(73 314,96 $)	
Écart entre la moyenne et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final (%)	0,57 %		-4,32 %	
Estimation de l'arrondissement	1 662 821,34 $		1 662 821,34 $	

Écart entre l'estimation de l'arrondissement et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final ($) (le meilleur pointage final – estimation)	(58 288,81 $)		34 147,57 $	
Écart entre l'estimation de l'arrondissement et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final (%) ((le meilleur pointage final – estimation) / estimation) x 100	-3,51 %		2,05 %	

Pour le contrat no 1 (**WSP CANADA INC.**), il existe un écart de -3,51 % favorable à l'Arrondissement entre l'estimation de l'Arrondissement et le prix de soumission, soit un écart acceptable.

Pour le contrat no 2 (**LES SERVICES EXP INC.**), il existe un écart de 2,05 % entre l'estimation de l'Arrondissement et le prix de soumission, soit un écart acceptable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour le contrat 1 et le contrat 2, il s'agit des ententes-cadres sur demande pour des services professionnels de conception qui ne vise que l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Les différents mandats seront confiés à l'aide de bons de commande dont les crédits proviendront des budgets identifiés par chacun des requérants (la Ville centre et/ou le Service de l'eau et/ou l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et/ou le programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU)). Une imputation distincte sera faite pour chaque demande de prestation de service faite auprès de la firme.
Chacun des mandats confiés aux firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres. Les crédits sont prévus au budget PTI ou au budget de fonctionnement de la Ville centre, de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Service de l'eau et du TAPU.

Les mandats de conception d'études et de plans et devis pour les travaux prévus au cours des deux prochaines années seront confiés à la pièce, selon les besoins. Dans chaque cas, la firme devra présenter une proposition en conformité avec les exigences du devis technique et des prix soumis au bordereau des prix. La Division des études techniques s’assurera de la disponibilité des crédits et du suivi de l’enveloppe budgétaire.

Bien que les ententes-cadres soient étalées sur deux (2) ans, avec possibilité de prolongement selon le budget résiduel et à la discrétion du représentant de l'Arrondissement, l'utilisation de l'entente n'est pas limitée par un montant annuel, l'Arrondissement peut utiliser les services de la firme selon les besoins qui se présentent. L’Arrondissement se réserve le droit de mettre à terme le contrat avant les 2 ans prévus.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il s'agit d'un contrat de services professionnels.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Suite à la résolution du conseil d'arrondissement du 9 Juin 2025, les ententes-cadres seront utilisées immédiatement pour la conception de projets dont les travaux débutent en 2025.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au CA : 9 Juin 2025
Début du contrat : Juin 2025
Fin de contrat : juin 2027 (avec possibilité de prolongation)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, ce dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs. Dans ce contexte, il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (CNESST);
- application de la grille d'évaluation de l'adjudicataire responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Danièle LAMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patricia ARCAND, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Patricia ARCAND, 21 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Insa Keba SANE
Ingénieur chargé de projet

Tél : 438-350-2884
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-21

Pascal TROTTIER
chef(fe) de division - etudes techniques en arrondissement

Tél : 514-872-4452
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-05-22

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255652003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder à WSP CANADA INC., un contrat n° 1 de 1 604 532,53 $, taxes incluses, à LES SERVICES EXP inc., un contrat n° 2 de 1 686 207,25 $, taxes incluses pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-01



GDD 59-25-ET-01 - Grille d'évaluation.pdf



AO_59-25-ET-01_WSP Canada Inc declaration integrite.pdf



AO_59-25-ET-01_WSP Canada Inc charte de la lange francaise.pdf





AO_59-25-ET-01_WSP Canada Inc CNESST.pdfAO_59-25-ET-01_WSP Canada Inc AMP.pdf



AO_59-25-ET-01_EXP CNESST.pdf



EXP_Renouvellement_AMP_nov2028_CopiePDF_pour insérer.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Insa Keba SANE
Ingénieur chargé de projet

Tél : 438-350-2884
Télécop. :

GRILLE D'ÉVALUATION ET DE PONDÉRATION DES SOUMISSIONS CONFORMES
SERVICES PROFESSIONNELS

Mandat : **CONTRAT CADRE EN CONCEPTION**	Numéro : **59-25-ET-01 – Contrat 1**

PARTIE 1

ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION		IGF AXIOM INC.		WSP CANADA INC.		CIMA+		LES SERVICES EXP INC.	
CRITÈRES	Nombre maximal de points attribués	Cote 0 à 100 %	Pointage	Cote 0 à 100 %	Pointage	Cote 0 à 100 %	Pointage	Cote 0 à 100 %	Pointage
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE	**100**	**75,5**		**89,5**		**79,5**		**91**	

Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**

PARTIE 2

ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	IGF AXIOM INC.	WSP CANADA INC.	CIMA+	LES SERVICES EXP INC.
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	**1 503 410,80 $**	**1 604 532,53 $**	**1 660 648,31 $**	**1 686 207,25**
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	**0,834**	**0,86**	**0,77**	**0,836**
Rang et adjudicataire	**3**	**1**	**4**	**2**

Mandat : **CONTRAT CADRE EN CONCEPTION**	Numéro : **59-25-ET-01 – Contrat 2**

PARTIE 1									
ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION		**IGF AXIOM INC.**		**WSP CANADA INC.**		**CIMA+**		**LES SERVICES EXP INC.**	
CRITÈRES	Nombre maximal de points attribués	Cote 0 à 100 %	Pointage	Cote 0 à 100 %	Pointage	Cote 0 à 100 %	Pointage	Cote 0 à 100 %	Pointage
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE	**100**	**75,5**				**79,5**		**91**	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**									

PARTIE 2				
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	**IGF AXIOM INC.**	**WSP CANADA INC.**	**CIMA+**	**LES SERVICES EXP INC.**
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	**1 513 344,64 $**	**Non admissible car a obtenu le plus haut pointage au contrat 1**	**1 660 648,31 $**	**1 696 968,91 $**
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	**0,834**		**0,77**	**0,836**
Rang et adjudicataire	**2**		**3**	**1**

DÉCLARATION D'INTÉGRITÉ

Appel d'offre n° :	**59-25-ET-01**
Titre de l'appel d'offres :	**SERVICES PROFESSIONNELS EN CONCEPTION DE PLANS ET DEVIS DANS LES DOMAINES DU GÉNIE CIVIL GÉNÉRAL, DU GÉNIE MUNICIPAL, DE LA CIRCULATION ET DE L'AMÉNAGEMENTS (CHAUSSÉE, ÉGOUT, AQUEDUC ET AUTRES) SUR LES DIVERSES RUES DE L'ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (2025-2027)**

Je soussigné(e)

Sylvain Miville, ing., Vice-président, Ponts, autoroutes et routes, Québec

(Nom et titre de la personne autorisée à signer)

En présentant à la Ville la Soumission ci-jointe, atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

Au nom de :

WSP Canada Inc.

(Nom de l'Entreprise Soumissionnaire)

Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un Contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les Contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du Contrat à être conclu.

Et j'ai signé, Sylvain Miville Date : 02-04-2025

ANNEXE – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du SOUMISSIONNAIRE, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

□ (1) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas d'établissement au Québec

□ (2) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

□ (3) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, dans le délai et dans la forme exigés par celui-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*

- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le SOUMISSIONNAIRE doit, dans le délai exigé par le DONNEUR D'ORDRE, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☑ (4) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le SOUMISSIONNAIRE respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des Entreprises ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des Entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

☑ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l' « analyse de la situation linguistique »;

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de TROIS (3) mois; je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le SOUMISSIONNAIRE n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le SOUMISSIONNAIRE a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant _____

Nom du représentant Sylvain Miville, ing.

Date 2 avril 2025

Office québécois
de la langue
française

Québec

Certificat de francisation

Le présent certificat atteste que dans l'entreprise

WSP Canada inc.

N° 4835 7057

la langue française possède le statut prévu
par la Charte de la langue française et ses règlements.

Délivré à Montréal, le 15 octobre 1999

Mis à jour le 14 janvier 2014

Le président-directeur général par intérim,

Le 11 mars 2025

Direction régionale de
Île-de-Montréal
Tour Sud, 31e étage
1, Complexe Desjardins
C. P. 3, succ. Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H1
Tél. : 514 906-3500 ou 1 866 748-9636

Madame Livia Burga
WSP Canada inc.
11 étage
1600, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3H 1P9

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1148357057

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Madame,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 11 mars 2025, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d’agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

Le 10 novembre 2021

WSP CANADA INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ JR. DESAUTELS
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
BUREAU 11
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

Nº de décision : 2021-DAMP-1679
Nº de client : 2700018263

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Cette décision annule et remplace la décision 2021-DAMP-1679 du 5 août 2021.

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. WSP CANADA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **4 août 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Le 1 avril 2025

Direction régionale de
Île-de-Montréal
Basilaire 1 centre
5, Complexe Desjardins
C. P. 3, succ. Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H1
Tél. : 514 906-3500 ou 1 866 748-9636

Monsieur Vincent Latendresse
Les Services EXP inc.
70, rue Wellington Sud, bureau 500
Sherbrooke (Québec) J1H 5C7

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1167268128

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 1 avril 2025, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d’agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

Le 20 novembre 2023

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
1595, CLARK BLVD
BRAMPTON (ON) L6T 4V1

Nº de décision : 2023-DAMP-3211
Nº de client : 2700027173
Nº d'entreprise du Québec : 1167268128

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **19 novembre 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255652003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder à WSP CANADA INC., un contrat n° 1 de 1 604 532,53 $, taxes incluses, à LES SERVICES EXP inc., un contrat n° 2 de 1 686 207,25 $, taxes incluses pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-01

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Contrat ao public SP.pdfET-01 Analyse GDD.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle LAMY
Analyste de dossiers
Tél : 514 868-4561

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-02

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement
Tél : - -
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 59-25-ET-01

No du GDD : 1255652003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels, conception plans et devis dans les domaines du génie civil général, génie municipal, génie électrique, de la

Type d'adjudication : Au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 2 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la [illegible] : 3

Ouverture originalement prévue le : 7 - 4 - 2025

Date du dernier addenda émis : 31 - 3 - 2025

Ouverture faite le : 7 - 4 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 38 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs de cahier de charges : 7

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 57

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 7 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de [ ] jrs

Date d'échéance révisée : [ ] - [ ] - [ ]

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes		Pointage final	Montant soumis (TTI)	√
IGF AXIOM INC. -	contrat 1	0,834	1 503 410,80 $	
IGF AXIOM INC. -	contrat 2	0,834	1 513 344,64 $	
WSP CANADA INC. -	contrat 1	0,86	1 604 532,53 $	√
WSP CANADA INC. -	contrat 2	n/a	n/a	
CIMA+ -	contrat 1	0,77	1 660 648,31 $	
CIMA+ -	contrat 2	0,77	1 660 648,31 $	
LES SERVICES EXP INC.-	contrat 1	0,836	1 686 207,25 $	
LES SERVICES EXP INC.-	contrat 2	0,836	1 696 968,91 $	√

Information additionnelle

La soumission ayant obtenu le plus haut pointage pour le contrat 1 devient non éligible au contrat 2.

Préparé par : Danièle Lamy

Le 27 - 5 - 2025

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **59-25-ET-01**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Déclaration relative à la Charte de la langue française	Déclaration d'intégrité	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
IGF AXIOM INC.	1147455431	OK	NA	OK	OK	NA	NA	OK	OK	OK	NA	NA		conforme
WSP CANADA INC.	1148357057	OK	NA	OK	OK	NA	NA	OK	OK	OK	NA	NA		conforme
CIMA+ S.E.N.C.	3340563140	OK	NA	OK	OK	NA	NA	OK	OK	OK	NA	NA		conforme
LES SERVICES EXP INC.	1167268128	OK	NA	OK	OK	NA	NA	OK	OK	OK	NA	NA		conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 796-2014, 435-2015 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2025-05-27**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-27**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-27**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2025-05-27.**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1255652004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à IGF AXIOM INC., un contrat n° 1 de 712 465,58 $, taxes incluses, et à WSP CANADA INC., un contrat n° 2 de 782 367,51 $, taxes incluses pour des services professionnels pour la surveillance des travaux sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-02

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder un contrat pour des services professionnels pour la surveillance des travaux, sous forme d'entente-cadre (2025-2027), à :

- IGF AXIOM INC. un contrat n^{o} 1 : 712 465,58 $, taxes incluses
- WSP CANADA INC. un contrat n^{o} 2 : 782 367,51 $, taxes incluses

Les soumissions de ces deux firmes ayant obtenu le plus haut pointage et par lequel les firmes s'engagent à fournir à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce les services professionnels pour la surveillance des travaux sous forme d'entente-cadre (2025-2027) : 59-25-ET-02.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:18

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255652004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à IGF AXIOM INC., un contrat n° 1 de 712 465,58 $, taxes incluses, et à WSP CANADA INC., un contrat n° 2 de 782 367,51 $, taxes incluses pour des services professionnels pour la surveillance des travaux sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-02

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu de l'ampleur des besoins en matière de réfection d'infrastructures et de réaménagement des rues, ainsi que dans l'optique d'atteindre les objectifs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce en termes de réalisation, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité croit nécessaire d'avoir recours aux services professionnels de firmes de génie-conseil pour réaliser la surveillance des travaux de construction dans les domaines du génie civil général, du génie municipal, de la circulation et d'aménagements (chaussée, égout, aqueduc et autres).
Ces services professionnels permettront à l'Arrondissement de réaliser la surveillance de chantier pour des travaux prévus de 2025 à 2027 dans le cadre des programmes suivants, du PDI d'arrondissement et autres :

- Programme d'aménagement des rues (PAR);
- Programme de réfection du réseau routier (PRR);
- Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR);
- Programme d'implantation de rues piétonnes et partagées;
- Programme de remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP);
- Programme de déminéralisation;
- Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ);
- Programme de sécurisation des piétons aînés (PSPA).

Ces programmes contribueront, entre autres, à la mise en œuvre de l'approche « Vision Zéro » et à l'amélioration de l'état des conditions ainsi que de la sécurité des infrastructures routières.

Dans ce contexte, un appel d'offres public était requis afin de conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels pour la surveillance. Les projets visés par ces ententes-cadres sont de diverses natures et concernent, sans s'y limiter :

- l'aménagement du domaine public;
- la mise à niveau d'infrastructures, d'égout et d'aqueduc;

- le remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur le domaine privé et public;
- la construction ou la reconstruction de drains d'égout, de conduites d'aqueduc et d'égout;
- la construction et reconstruction de chaussées, de trottoirs, de liens cyclables;
- les réaménagements géométriques;
- l'installation d'éclairage de rue, de signalisation lumineuse;
- le marquage de la chaussée;
- la mise aux normes des feux de circulation;
- la circulation et le maintien de la mobilité de tous les usagers (pendant et après les travaux);
- l'apaisement de la circulation (réaménagements géométriques, dos d'âne, etc.);
- la gestion durable des eaux pluviales;
- d'autres travaux connexes en lien avec le génie civil, municipal et structure;

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA23 170085 du 3 avril 2023 - Accorder à IGF Axiom inc., un contrat # 1 au montant de 484 504,65 $, taxes incluses et à WSP Canada inc., un contrat # 2 au montant de 580 363,45 $, taxes incluses, pour des services professionnels pour la surveillance des contrats de construction sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (2023-2025) sous forme d'entente-cadre (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-23-AOP-TP-014. Approuver les deux (2) projets de convention à cette fin.

Résolution CA19 170159 du 3 juin 2019 - Accorder à 4368894 Canada inc. (Shellex Infrastructures), le contrat #1 au montant de 1 005 755,31 $, taxes incluses, par lequel la firme s'engage à fournir à l'arrondissement des services professionnels requis pour la surveillance des travaux des contrats de construction, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-033, et selon les termes et les conditions stipulées au projet de convention (dossier #1195153012).

Résolution CA19 170022 du 4 juin 2019 - Accorder à FNX-INNOV. inc., un contrat de 767 906,53 $, taxes incluses, à Les Services EXP inc., un contrat de 870 314,76 $, taxes incluses et à AXOR Experts-Conseils inc., un contrat de 860 725,85 $, taxes incluses, pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie sous forme d'ententes-cadres (2019-2021) - (6 soumissionnaires) - Appel d'offres public : CDN-NDG-19-AOP-TP-002 - Approuver les trois projets de convention à cette fin (Dossier #1195153001).

Résolution CA17 170057 du 6 mars 2017 - Accorder à IGF Axiom inc. un contrat de 1 013 935,78 $, taxes incluses (Contrat no 1) et à SNC-Lavalin inc. un contrat de 1 116 378,51 $, taxes incluses (Contrat no 2), pour des services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Approuver deux projets de convention à cette fin (dossier #1175946001).

Résolution CA16 170250 du 6 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels à IGF Axiom inc. pour la surveillance des contrats de construction (2016-2018) pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour une somme maximale de 302 650,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-TP-042 (5 soumissionnaires) - Approbation d'un projet de convention à cette fin (dossier #1165946010).

DESCRIPTION

L’Arrondissement a lancé un appel d'offres visant l’octroi de deux (2) contrats de services professionnels, d’une durée de deux (2) ans, lesquels devaient être attribués aux soumissionnaires ayant obtenu le meilleur pointage final à la suite de l’évaluation des propositions. La firme retenue pour le contrat no 1 devenait non admissible pour le contrat no 2. L'évaluation s'effectue par chaque membre du comité, sans connaissance des prix, ceux-ci étant contenus dans une enveloppe séparée. Seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final. L'enveloppe no 2 contenant le prix est retournée non décachetée au soumissionnaire n'ayant pas obtenu le pointage intérimaire minimal de 70. Cinq (5) addenda ont été émis afin de répondre aux questions des firmes concernant les documents d'appel d'offres.

La formule de prix applicable pour le présent appel d'offres est le taux horaire par catégorie d'employés.

Les mandats seront confiés à la firme par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l’Arrondissement qui sera également responsable du suivi administratif des contrats. L'adjudicataire se verra mandater la surveillance de différents projets dans les domaines de voirie, de circulation, d'électricité, d'éclairage, d'environnement, de géotechnique, d'aménagement, de structures et autres. Les mandats comprennent les deux volets suivants:

- La gestion et surveillance des travaux de construction (chargé de projet - ingénieur intermédiaire, avec un surveillant de chantier - technicien intermédiaire) et un assistant chargé de projet (Ingénieur junior ou CPI);
- La surveillance des travaux de construction (surveillant de chantier - technicien intermédiaire).

Le bordereau de soumission est composé des principales ressources professionnelles et techniques requises. Ce bordereau comprend une colonne « heures prévisionnelles » qui permet l’établissement d’un scénario, à des fins de soumission seulement.

L’appel d’offres a été lancé le 27 février 2025 et l’ouverture des soumissions a eu lieu le 14 avril 2025.

Sur sept (7) preneurs de cahier de charges, cinq (5) firmes ont déposé une soumission, soit une proposition de 71 %.

Au total, cinq (5) firmes ont déposé une proposition pour l'évaluation par un comité de sélection :

- IGF AXIOM INC.
- WSP CANADA INC.
- SHELLEX GROUPE CONSEIL.
- ARTELIA CANADA INC.
- MLC ASSOCIÉS INC.

JUSTIFICATION

Toutes les soumissions déposées sont conformes. Un comité de sélection a été formé pour procéder à l'analyse des soumissions conformément aux directives de la division du greffe. Suite à l'évaluation des cinq (5) offres de services, quatre (4) soumissions se sont qualifiées en ayant un pointage intérimaire de 70 et plus.
Ainsi tel qu'indiqué au Tableau 1, cette analyse a démontré que lors du comité de sélection

tenu le 22 mai 2025 (voir la grille d'évaluation et de pondération dans la section des pièces jointes), IGF AXIOM INC. a obtenu le meilleur pointage final pour le contrat no 1 et WSP CANADA INC. a obtenu le meilleur pointage final pour le contrat no 2.

- Contrat no 1 : 712 465,58 $, pointage intérimaire de 82 et note finale de 1,85 ;
- Contrat no 2 : 782 367,51 $, pointage intérimaire de 84,5 et note finale de 1,7 ;

À ce titre, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité recommande au conseil d'arrondissement d'octroyer le contrat de services professionnels à IGF AXIOM INC. pour le contrat no 1 et à WSP CANADA INC.. pour le contrat no 2, afin d'obtenir les services professionnels requis pour la surveillance des travaux de construction sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Tableau 1 : Résultats de l'évaluation des soumissions par le comité de sélection

	Contrat no 1		Contrat no 2	
Soumissionnaires conformes	Prix total (TTC)	Note intérimaire / Pointage final	Prix total (TTC)	Note intérimaire / Pointage final
IGF AXIOM INC	**712 465,58 $**	**82 / 1,85**	Gagnant du contrat no 1	-
WSP CANADA INC.	782 367,51 $	84,4 / 1,7	**782 367,51 $**	**84,5 / 1,7**
SHELLEX GROUPE CONSEIL.	875 988,78 $	75,5 / 1,43	875 988,78 $	75,5 / 1,43
ARTELIA CANADA INC.	946 882,36 $	83,5 / 1,41	983 277,70 $	83,5 / 1,36
MLC ASSOCIÉS INC.	- $	59 / -	- $	- / -
Coût moyen des soumissions conformes	829 426,06 $		880 544,66 $	
Écart entre la moyenne et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final ($)	116 960,40 $		98 177,15 $	
Écart entre la moyenne et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final (%)	16,42 %		12,55 %	
Estimation de l'arrondissement	785 739,15 $		785 739,15 $	
Écart entre l'estimation de l'arrondissement et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final ($)	(73 273,57 $)		(3 371,64 $)	
Écart entre l'estimation de l'arrondissement et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final (%)	-9,33 %		-0,43 %	

Pour le contrat no 1, il existe un écart de 9,33 % favorable à l'Arrondissement entre l'estimation de l'Arrondissement et le prix de soumission. Aussi, le prix de la soumission est inférieur aux coûts moyens des soumissions conformes de 16,42 %.

Pour le contrat no 2, il existe un écart de 0,43 % favorable à l'Arrondissement entre l'estimation de l'Arrondissement et le prix de soumission. Aussi, le prix de la soumission est

inférieur aux coûts moyens des soumissions conformes de 12,55 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour chaque contrat, il s'agit d'une entente-cadre sur demande pour des services professionnels en surveillance de chantier qui ne vise que l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Les différents mandats seront confiés à l'aide de bons de commande, dont les crédits proviendront des budgets identifiés par chacun des requérants (services corporatifs de la Ville et/ou l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce). Une imputation distincte sera faite pour chaque demande de prestation de service faite auprès de la firme.
Chacun des mandats confiés aux firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes cadres. Les crédits sont prévus au budget PDI ou au budget de fonctionnement de la Ville centre ou de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Des crédits du surplus non affecté pourront également financer les mandats. Lorsque requis, le budget d'incidence pour financer un mandat devra être approuvé par le conseil d'arrondissement. Advenant qu'un budget d'incidence autorisé par le conseil d'arrondissement soit insuffisant, le Conseil devra également approuver l'augmentation du budget.

Un montant de 712 465,58 $, taxes incluses, attribué à IGF AXIOM INC. pour le contrat no 1, un montant de 782 367,51 $, taxes incluses, attribué à WSP CANADA INC. pour le contrat no 2, permettront de couvrir les mandats de surveillance pour les travaux prévus au cours des deux prochaines années. Les mandats seront confiés à la pièce, selon les besoins. Dans chaque cas, la firme devra présenter une proposition en conformité avec les exigences du devis technique et des prix soumis au bordereau des prix. La Division des études techniques s’assurera de la disponibilité des crédits et du suivi de l’enveloppe budgétaire.

Bien que les ententes-cadres soient étalées sur deux (2) ans, avec possibilité de prolongement selon le budget résiduel et à la discrétion du représentant de l'Arrondissement, l'utilisation de l'entente n'est pas limitée par un montant annuel, l'Arrondissement peut utiliser les services de la firme selon les besoins qui se présentent. L’Arrondissement se réserve le droit de mettre à terme le contrat avant les 2 ans prévus.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Suite à la résolution du conseil d'arrondissement le 9 juin 2025, les ententes-cadres seront utilisées immédiatement pour la surveillance de contrat de construction pour les travaux des projets de 2025 (PRR, PCPR, RESEP. etc.)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au CA : 9 Juin 2025
Début du contrat : Juin 2025
Fin de contrat : Juin 2027 (avec possibilité de prolongation)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, ce dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs. Dans ce contexte, il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (CNESST);
- application de la grille d'évaluation de l'adjudicataire responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Danièle LAMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patricia ARCAND, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Patricia ARCAND, 26 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-05-23
Insa Keba SANE Ingénieur chargé de projet	Pascal TROTTIER chef(fe) de division - etudes techniques en arrondissement
Tél : 438-350-2884 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-4452 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-05-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255652004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder à IGF AXIOM INC., un contrat n° 1 de 712 465,58 $, taxes incluses, et à WSP CANADA INC., un contrat n° 2 de 782 367,51 $, taxes incluses pour des services professionnels pour la surveillance des travaux sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-02

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Contrat ao public ET02.pdf Analyse ET02.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle LAMY
Analyste de dossiers
Tél : 514 868-4561

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-29

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement
Tél : - -
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 59-25-ET-02

No du GDD : 1255652004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la surveillance des travaux sous forme d'entente-cadre (2025-2027)

Type d'adjudication : Au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 2 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 7 - 4 - 2025

Ouverture faite le : 14 - 4 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la [illegible] : 5

Date du dernier addenda émis : 7 - 4 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 45 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs de cahier de charges : 7

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 71

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de [ ] jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 7 - 2025

Date d'échéance révisée : [ ] - [ ] - [ ]

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes		Pointage final	Montant soumis (TTI)	√
ARTELIA CANADA	contrat 1	1,41	946 882,36 $	
ARTELIA CANADA	contrat 2	1,36	983 277,70 $	
WSP CANADA INC	contrat 1	1,7	782 367,51 $	
WSP CANADA INC	contrat 2	1,7	782 367,51 $	√
SHELLEX GROUPE CONSEIL	contrat 1	1,43	875 988,78 $	
SHELLEX GROUPE CONSEIL	contrat 2	1,43	875 988,78 $	
IGF AXIOM INC	contrat 1	1,85	712 465,58 $	√
IGF AXIOM INC	contrat 2	*	non éligible au contrat 2	
MLC ASSOCIÉS INC.	contrat 1	*	enveloppe non ouverte	
MLC ASSOCIÉS INC.	contrat 2	*	enveloppe non ouverte	

Information additionnelle

* IGF AXIOM - meilleur pointage au contrat no 1 - non éligible pour le contrat no 2
* MLC ASSOCIÉS INC. - n'a pas obtenu la note intérimaire de 70. Les enveloppes de prix n'ont pas été ouvertes.

Préparé par : Danièle Lamy

Le 27 - 5 - 2025

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **59-25-ET-02**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Déclaration relative à la Charte de la langue française	Déclaration d'intégrité	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
ARTELIA CANADA INC..	1179406682	WEB	NA	OK	OK	NA	NA	OK	OK	OK	NA	NA		conforme
WSP CANADA INC.	1148357057	OK	NA	OK	OK	NA	NA	OK	OK	OK	NA	NA		conforme
SHELLEX GROUPE CONSEIL	1175218222	OK	NA	OK	OK	NA	NA	OK	OK	OK	NA	NA		conforme
IGF AXIOM INC.	1147455431	OK	NA	OK	OK	NA	NA	OK	OK	OK	NA	NA		conforme
MLC ASSOCIÉS INC.	1174533605	OK	NA	OK	OK	NA	NA	OK	OK	OK	NA	NA		conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 796-2014, 435-2015 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2025-05-27**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-27**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-05-27**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2025-05-27.**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255652004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Accorder à IGF AXIOM INC., un contrat n° 1 de 712 465,58 $, taxes incluses, et à WSP CANADA INC., un contrat n° 2 de 782 367,51 $, taxes incluses pour des services professionnels pour la surveillance des travaux sous forme d'ententes-cadres (2025-2027) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public : 59-25-ET-02

59-25-ET-02 - Grille GDD.pdfListe des commandes _ SEAO (2).pdf

CDN-NDG-59-25-ET-02_OffreTechnIGFaxiom CNESST.pdf

CDN-NDG-59-25-ET-02_OffreTechnIGFaxiom charte.pdf

CDN-NDG-59-25-ET-02_OffreTechnIGFaxiom AMP.pdf

59-25-ET-02_Offre_WSPCanadaInc_Charte.pdf

59-25-ET-02_Offre_WSPCanadaInc_ CNESST.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Insa Keba SANE
Ingénieur chargé de projet

Tél : 438-350-2884
Télécop. :

GRILLE D'ÉVALUATION ET DE PONDÉRATION DES SOUMISSIONS CONFORMES
SERVICES PROFESSIONNELS

Mandat : **Services professionnels pour la surveillance des travaux des contrats de construction sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (2025-2027).**	Numéro : **59-25-ET-02 – CONTRAT 1**

PARTIE 1

ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION		ARTELIA CANADA INC.	WSP CANADA INC.	SHELLEX GROUPE CONSEIL	IGF AXIOM INC.	MLC ASSOCIÉS INC.
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE	**100**	**83,5**	**84,5**	**75,5**	**82**	**59**
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**						

PARTIE 2

ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	ARTELIA CANADA INC.	WSP CANADA INC.	SHELLEX GROUPE CONSEIL	IGF AXIOM INC.	MLC ASSOCIÉS INC.
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	**946 882,36 $**	**782 367,51 $**	**875 988,78 $**	**712 465,58 $**	**N'a pas obtenu la note intérimaire de 70. L'enveloppe de prix n'est pas ouverte.**
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	**1,41**	**1,7**	**1,43**	**1,85**	
Rang et adjudicataire	**4**	**2**	**3**	**1**	

Mandat : **Services professionnels pour la surveillance des travaux des contrats de construction sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (2025-2027).**	Numéro : **59-25-ET-02 – CONTRAT 2**

PARTIE 1						
ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION		**ARTELIA CANADA INC.**	**WSP CANADA INC.**	**SHELLEX GROUPE CONSEIL**	**IGF AXIOM INC.**	**MLC ASSOCIÉS INC.**
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE	**100**	**83,5**	**84,5**	**75,5**	**A obtenu le meilleur pointage au contrat 1. N'est pas éligible au contrat 2**	**59**
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**						

PARTIE 2					
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	**ARTELIA CANADA INC.**	**WSP CANADA INC.**	**SHELLEX GROUPE CONSEIL**	**IGF AXIOM INC.**	**MLC ASSOCIÉS INC.**
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	**983 277,70 $**	**782 367,51 $**	**875 988,78 $**	**A obtenu le meilleur pointage au contrat 1. N'est pas éligible au contrat 2.**	**N'a pas obtenu la note intérimaire de 70. L'enveloppe de prix n'est pas ouverte.**
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	**1,36**	**1,7**	**1,43**		
Rang et adjudicataire	**3**	**1**	**2**		

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 59-25-ET-02
Numéro de référence: 20052541
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services professionnels pour la surveillance des travaux des contrats de construction sur les diverses rues de CDN-NDG (2025-2027)
Organisation: Ville de Montréal - Arrondissement CDN-NDG - SDF590204

7 résultats **Résultats 1 à 7**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
○ CIMA+ S.E.N.C. (Main) 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2 http://www.cima.ca	Non diffusé	Annie Boivin Téléphone: 5143372462 Courriel: annie.boivin@cima.ca	**Transaction: (20162512)** 2025-02-28 11:42	20042476 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 10:15 - Courriel 20046943 - Addenda no 2 Devis 2025-03-26 à 11:15 - Courriel 20047874 - Addenda no 3 Devis 2025-03-31 à 13:35 - Courriel 20049204 - Addenda no 4 Bordereau numérique 2025-04-04 à 16:20 - Courriel Devis 2025-04-04 à 16:20 - Courriel 20049235 - Addenda no 5 Devis 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
○ MLC ASSOCIÉS INC. 299 boul. Curé-Labelle, Sainte-Rose Laval QC CAN H7L2Z9	Non diffusé	Joanie Gauthier Téléphone: 4506877077	**Transaction: (20174104)**	20042476 - Addenda no 1 Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
www.mlcassocies.com		Courriel: jgauthier@mlcassocies.com	2025-03-13 13:41	Téléchargement 20046943 - Addenda no 2 Devis 2025-03-26 à 11:15 - Courriel 20047874 - Addenda no 3 Devis 2025-03-31 à 13:35 - Courriel 20049204 - Addenda no 4 Bordereau numérique 2025-04-04 à 16:20 - Courriel Devis 2025-04-04 à 16:20 - Courriel 20049235 - Addenda no 5 Devis 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ LES SERVICES EXP INC. - Compte principal 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal QC CAN H3A3C8	Non diffusé	Isabelle Milette Téléphone: 8198036651 Courriel: isabelle.milette@exp.com	**Transaction: (20162439)** 2025-02-28 10:38	20042476 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 10:15 - Courriel 20046943 - Addenda no 2 Devis 2025-03-26 à 11:15 - Courriel 20047874 - Addenda no 3 Devis 2025-03-31 à 13:35 - Courriel 20049204 - Addenda no 4 Bordereau numérique 2025-04-04 à 16:20 - Courriel Devis 2025-04-04 à 16:20 - Courriel 20049235 - Addenda no 5 Devis 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ Artelia Canada inc. 7101, avenue du Parc Bureau 100 Montréal QC CAN H3N1X9 https://www.arteliagroup.com	Non diffusé	Sabrina Charlebois Téléphone: 450-686-6008 Courriel: offresdeservice-can@arteliagroup.com	**Transaction: (20164599)** 2025-03-03 10:06	20042476 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 10:15 - Courriel 20046943 - Addenda no 2 Devis 2025-03-26 à 11:15 - Courriel 20047874 - Addenda no 3

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Devis 2025-03-31 à 13:35 - Courriel 20049204 - Addenda no 4 Bordereau numérique 2025-04-04 à 16:20 - Courriel Devis 2025-04-04 à 16:20 - Courriel 20049235 - Addenda no 5 Devis 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec QC CAN G2K0M5 https://www.wsp.com/fr-ca	Non diffusé	Linda Pichette Téléphone: 5818145984 Courriel: linda.pichette@wsp.com	**Transaction: (20162264)** 2025-02-28 08:34	20042476 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 10:15 - Courriel 20046943 - Addenda no 2 Devis 2025-03-26 à 11:15 - Courriel 20047874 - Addenda no 3 Devis 2025-03-31 à 13:35 - Courriel 20049204 - Addenda no 4 Bordereau numérique 2025-04-04 à 16:20 - Courriel Devis 2025-04-04 à 16:20 - Courriel 20049235 - Addenda no 5 Devis 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ SHELLEX GROUPE CONSEIL INC. 29 rue East Park Salaberry-de-Valleyfield QC CAN J6S1P8 https://www.shellex.ca	Non diffusé	Sandra Tremblay Téléphone: 4503718585 Courriel: stremblay@shellex.ca	**Transaction: (20161361)** 2025-02-27 11:59	20042476 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 10:15 - Courriel 20046943 - Addenda no 2 Devis 2025-03-26 à 11:15 - Courriel 20047874 - Addenda no 3 Devis 2025-03-31 à 13:35 - Courriel 20049204 - Addenda no 4 Bordereau numérique 2025-04-04 à 16:20 - Courriel Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2025-04-04 à 16:20 - Courriel 20049235 - Addenda no 5 Devis 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ IGF axiom Inc. 2250, boulevard Saint-Martin Est, bureau 200 Laval QC CAN H7E5A4 http://www.igfaxiom.com	Non diffusé	Marylène Hudon Téléphone: 514 645-3443 Courriel: dda@igfaxiom.com	**Transaction: (20165549)** 2025-03-04 11:14	20042476 - Addenda no 1 Devis 2025-03-05 à 10:15 - Courriel 20046943 - Addenda no 2 Devis 2025-03-26 à 11:15 - Courriel 20047874 - Addenda no 3 Devis 2025-03-31 à 13:35 - Courriel 20049204 - Addenda no 4 Bordereau numérique 2025-04-04 à 16:20 - Courriel Devis 2025-04-04 à 16:20 - Courriel 20049235 - Addenda no 5 Devis 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-07 à 08:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

CNESST

Le 10 mars 2025

Direction régionale de Laval
1700, boulevard Laval
Laval (Québec) H7S 2G6
Tél. : 450 967-2960 ou 1 866 259-9047

Monsieur Pierre Bernier
IGF Axiom inc.
2250, boul. Saint-Martin Est, suite 200
Laval (Québec) H7E 5A4

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1147455431

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 10 mars 2025, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d’agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

ANNEXE S – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

□ (1) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas d'établissement au Québec

□ (2) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

□ (3) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, dans le délai et dans la forme exigés par celui-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*

- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le SOUMISSIONNAIRE doit, dans le délai exigé par le DONNEUR D'ORDRE, lui remettre un des 3 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☑ (4) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le SOUMISSIONNAIRE respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des Entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :

☑ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation, je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF et je déclare que le SOUMISSIONNAIRE a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l'« analyse de la situation linguistique »

Signature du représentant _____

Nom du représentant Alexandre Beaupré, ing., M. Ing.

Date 11 avril 2025

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant autorisé de (*nom de l'Entreprise*) IGF axiom (ci-après l'Entreprise) déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

□ (1) l'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec

□ (2) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

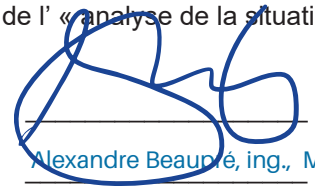
□ (3) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

☑ (4) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des Entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :

☑ je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF dont copie est ci-jointe.

□ je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation. Copie d'une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF est ci-jointe.

□ je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation. Une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF est ci-jointe. Je déclare de plus que l'Entreprise a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l' « analyse de la situation linguistique ».

Signature du représentant de l'Entreprise 

Nom du représentant Alexandre Beaupré, ing., M. Ing.

Date 11 avril 2025

Office québécois
de la langue
française

Québec

Certificat de francisation

Le présent certificat atteste que dans l'entreprise

IGF axiome
(IGF axiom Inc.)

N° 4745 5431

la langue française possède le statut prévu
par la Charte de la langue française et ses règlements.

Délivré à Montréal, le 23 janvier 2015
Mis à jour le 16 juin 2016
Réimprimé le 13 février 2018

Le président-directeur général,

Le 2 juin 2021

IGF AXIOM INC.
A/S MONSIEUR PIERRE BERNIER
200-2250, BOUL SAINT-MARTIN E
LAVAL (QC) H7E 5A4

Nº de décision : 2021-DAMP-1460
Nº de client : 2700035832

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous IGF AXIOME, IGF VIGILANCE, IGIF EXPERTS-CONSEILS, INSTITUT DE LA GESTION DE LA FORMATION, SST-PRO, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. IGF AXIOM INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **1 juin 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.



Direction de l'intégrité
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
direction.lcop@amp.quebec

ANNEXE S – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

□ (1) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas d'établissement au Québec

□ (2) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

□ (3) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, dans le délai et dans la forme exigés par celui-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*

- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le SOUMISSIONNAIRE doit, dans le délai exigé par le DONNEUR D'ORDRE, lui remettre un des 3 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

X (4) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le SOUMISSIONNAIRE respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des Entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :

X je déclare que le SOUMISSIONNAIRE détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF

□ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation, je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF et je déclare que le SOUMISSIONNAIRE a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l'« analyse de la situation linguistique »

Signature du représentant Sylvain Miville

Nom du représentant Sylvain Miville, ing. | Vice-président, Ponts, autoroutes et routes, Québec

Date 4 avril 2025

Montréal

Direction de l'Aménagement Urbain et de la Mobilité Division des études techniques et de la mobilité 2140, av. Madison 3éme étage Montréal (Québec) H4B 2T4	CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ANNEXE : S	Appel d'offres public Nº 59-25-ET-02 services professionnels en surveillance (ENTENTE-CADRE)

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant autorisé de (*nom de l'Entreprise*) WSP Canada Inc. (ci-après l'Entreprise) déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

□ (1) l'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec

□ (2) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

□ (3) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

X (4) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des Entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :

X je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF dont copie est ci-jointe.

□ je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation. Copie d'une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF est ci-jointe.

□ je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation. Une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF est ci-jointe. Je déclare de plus que l'Entreprise a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l' « analyse de la situation linguistique ».

Signature du représentant de l'Entreprise Sylvain Miville

Nom du représentant Sylvain Miville, ing. | Vice-président, Ponts, autoroutes et routes, Québec

Date 4 avril 2025

Montréal

Direction de l'Aménagement Urbain et de la Mobilité Division des études techniques et de la mobilité 2140, av. Madison 3éme étage Montréal (Québec) H4B 2T4	CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ANNEXE : S	Appel d'offres public Nº 59-25-ET-02 services professionnels en surveillance (ENTENTE-CADRE)

Office québécois
de la langue
française

Québec

Certificat de francisation

Le présent certificat atteste que dans l'entreprise

WSP Canada inc.

N° 4835 7057

la langue française possède le statut prévu
par la Charte de la langue française et ses règlements.

Délivré à Montréal, le 15 octobre 1999

Mis à jour le 14 janvier 2014

Le président-directeur général par intérim,

Le 11 mars 2025

Direction régionale de
Île-de-Montréal
Tour Sud, 31e étage
1, Complexe Desjardins
C. P. 3, succ. Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H1
Tél. : 514 906-3500 ou 1 866 748-9636

Madame Livia Burga
WSP Canada inc.
11 étage
1600, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3H 1P9

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1148357057

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Madame,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 11 mars 2025, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d’agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1258042004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente par laquelle le Centre de services scolaire de Montréal prête, sans considération monétaire, à la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, soit du 1er juin 2025 au 31 mai 2030, le lot 6 641 112 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de terrain sportif récréatif pour, entre autres, la pratique du soccer. Ouvrage #1914.

IL EST RECOMMANDÉ:

D'approuver une entente par laquelle le Centre de services scolaire de Montréal prête à la Ville de Montréal, sans considération monétaire, pour une période de 5 ans, soit du 1er juin 2025 au 31 mai 2030, le lot 6 641 112 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de terrain sportif récréatif pour, entre autres, la pratique du soccer, le tout selon les termes et conditions prévus à l'entente.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-06 08:46

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258042004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente par laquelle le Centre de services scolaire de Montréal prête, sans considération monétaire, à la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, soit du 1er juin 2025 au 31 mai 2030, le lot 6 641 112 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de terrain sportif récréatif pour, entre autres, la pratique du soccer. Ouvrage #1914.

CONTENU

CONTEXTE

Le 17 juin 2024, une cession du lot 6 641 112 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, a été approuvée. La cession fut consentie au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) à titre gratuit en conformité avec l'article 272.2 de la *Loi sur l'instruction publique* , aux fins de construction d'une école primaire. La Ville souhaite utiliser temporairement ce lot comme terrain sportif récréatif pour, entre autres, la pratique du soccer en attendant, la construction de l'école primaire sur ce lot.
Le Service de la stratégie immobilière (SSI) a été mandaté par l'arrondissement de Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce (l'Arrondissement) pour rédiger et faire approuver l'entente entre les parties.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 24 0733- 17 juin 2024- approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville de Montréal s'engage à céder au Centre de services scolaire de Montréal, sans considération monétaire, un terrain vacant constitué d'une partie du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie approximative de 5 776,9 mètres carrés, situé au 5010, rue Paré, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, pour la construction d'une école primaire.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver l'entente par laquelle le CSSDM prête, à titre gratuit, à la Ville de Montréal, le lot 6 641 112 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de terrain sportif récréatif pour, entre autres, la pratique du soccer.
L'entente prévoit également que chacune des parties pourra, à tout moment, résilier l'entente moyennant un préavis écrit de 90 jours, le tout conformément aux dispositions de

l'entente.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet le présent sommaire décisionnel aux autorités compétentes, pour approbation, pour les raisons suivantes:

- le terrain sera utilisé à des fins récréatives et sportives au bénéfice des citoyens; et
- le prêt est consenti sans considération monétaire pour la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette entente est sans considération monétaire.
L'Arrondissement sera notamment responsable de tous les frais d'entretien.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du dossier, soit un prêt de terrain.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier impliquerait que les opérations de l'Arrondissement soient compromises pour le terrain de soccer récréatif

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Arrondissement et/ou le CSSDM prendra en charge l'opération de communication, s'il y a lieu.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia ST-LAURENT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sébastien MANSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Isabelle TARDIF, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Fimba TANKOANO, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Mario LIMPERIS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Davidsen JUGNAH, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Daphney ST-LOUIS, Service des affaires juridiques

Lecture :

Davidsen JUGNAH, 6 juin 2025
Daphney ST-LOUIS, 5 juin 2025
Stephane P PLANTE, 29 mai 2025
Isabelle TARDIF, 21 mai 2025
Sonia ST-LAURENT, 16 avril 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabrina ZITO
Conseillère en immobilier et expertise immobilière

Tél : 5148687835
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-15

Nicole RODIER
Cheffe de division - Division des locations immobilières

Tél : 514-609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice de service - strategie immobiliere
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-06

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258042004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Objet :	Approuver l'entente par laquelle le Centre de services scolaire de Montréal prête, sans considération monétaire, à la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, soit du 1er juin 2025 au 31 mai 2030, le lot 6 641 112 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de terrain sportif récréatif pour, entre autres, la pratique du soccer. Ouvrage #1914.


Acte_29_201_898_cession.pdf


PLAN_6641112.pdf


PLAN_CSSDM.pdf


Grille d'analyse Mtl 2030_5010PARE.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabrina ZITO
Conseillère en immobilier et expertise immobilière

Tél : 5148687835
Télécop. :

Numéro inscription :	29 201 898	**Circ. foncière :**	Montréal
DHM de présentation :	2025-01-21 11:32		

Registre des mentions

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le vingt et un janvier

DEVANT Me Karine DOUCET, notaire à Sherbrooke, province de Québec.

COMPARAISSENT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico ZAMBITO, greffier adjoint autorisé en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes et de la Charte et

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003);

b) de la résolution numéro CM24 0733 adoptée par le conseil municipal à sa séance du 20 juin 2024;

et dont une photocopie de ces résolutions est annexée à l'original des présentes après avoir été reconnu véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée: le « **Cédant** »;

ET :

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, constituée en vertu de la Loi sur l'instruction publique, dont le siège est situé au 5100, rue Sherbrooke Est, 1er étage, bureau 180, Montréal (Québec) H1V 3R9, représentée par France BRISSETTE, directrice adjointe du SRM, dûment autorisée en vertu de la décision CA-33-202411-02 adoptée par le conseil d'administration à sa séance du 13 novembre 2024; et dont une photocopie de cette décision est annexée à l'original des présentes après avoir été reconnu véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommé : le « **Cessionnaire** »;
Le Cédant et le Cessionnaire sont nommés les « **Parties** »;

LESQUELS conviennent de ce qui suit, à savoir :

1. OBJET DU CONTRAT

Le cédant cède et transfert au Cessionnaire tous les droits, titres et intérêts qu'il détient dans l'immeuble dont la désignation suit:

DÉSIGNATION

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **SIX MILLIONS SIX CENT QUARANTE ET UN MILLE CENT DOUZE (6 641 112)**, au cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Montréal.

Sans bâtisse dessus construite.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »;

2. SERVITUDES

Le tout sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant exister en vertu des titres antérieurs, et/ou pouvant grever l'Immeuble.

De plus, l'Immeuble est soumis aux droits d'*Hydro-Québec* en vertu des dispositions du règlement intitulé *« Conditions de services d'électricité »* par lequel *Hydro-Québec* doit pouvoir installer, gratuitement, sur la propriété à desservir, à des endroits faciles d'accès et sécuritaires et convenus avec le requérant, tous les équipements nécessaires au service, à la livraison, au contrôle et au mesurage de l'électricité, incluant les équipements de la ligne si une partie de celle-ci sert à l'alimentation électrique de cette propriété, et par lequel *Hydro-Québec* doit avoir gratuitement le droit à l'usage du tréfonds pour l'installation, le maintien, le raccordement, l'exploitation, la modification et le prolongement, l'utilisation et l'entretien des équipements de la ligne d'*Hydro-Québec* et le droit de sceller tout point permettant un raccordement en amont de l'appareillage de mesurage.

Le Cessionnaire n'entend en aucune façon renoncer au bénéfice de la prescription non plus qu'à tous autres droits et recours qu'il pourrait être habilité à faire valoir à l'encontre de ces servitudes et autres charges.

3. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Cédant est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis de SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS ACE LTÉE, 137578 CANADA INC. et autres aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Patrick FLUET, notaire, le 18 septembre 2019, sous sa minute 78, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, en date du 19 septembre 2019, sous le numéro **24 905 532**.

4. GARANTIE

Cette cession est faite par le Cédant avec la seule garantie du droit de propriété et sans garantie de qualité.

5. DOSSIER DE TITRES ET DOCUMENTATION

Aucun document ou renseignement autre que ceux fournis au Cessionnaire préalablement à la signature de la Promesse concernant l'Immeuble ou que ceux prévus à la Promesse ne sera fourni au Cessionnaire par le Cédant ou ses représentants.

Notamment, le Cédant ne sera tenu de fournir ni titre, ni certificat de recherche, ni certificat de localisation, ni plan relativement à l'Immeuble.

Aucun document ou renseignement autre que ceux fournis au Cédant préalablement à la signature de la Promesse concernant l'Immeuble ou que ceux prévus à la Promesse ne seront fourni au Cédant par le Cessionnaire ou ses représentants.

6. POSSESSION

Le Cessionnaire devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession, délivrance et occupation immédiates.

7. DÉCLARATIONS DU CÉDANT

En sus des déclarations faites dans la Promesse, le Cédant fait les déclarations suivantes et s'en porte garant:

1. L'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

2. L'Immeuble n'est pas assujetti à une clause d'option ou de préférence d'achat dans tout bail ou autre document.

3. L'Immeuble n'est pas un bien patrimonial classé ou cité, et n'est pas situé dans un site patrimonial classé, déclaré ou cité ni dans une aire de protection selon les dispositions de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

4. L'Immeuble n'est pas situé dans une zone agricole.

5. Il est une ville régie aux termes de la *Charte de la ville de Montréal*, et son existence est valide et régulière et il a, aux termes des lois qui la régissent le pouvoir de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités et il a le plein pouvoir, autorité et capacité à conclure la présente cession.

6. Qu'il a été, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, en possession paisible, continue, publique et non équivoque de l'Immeuble faisant l'objet de la présente cession et que personne n'a contesté les limites de son droit de propriété.

7. Aucune entente non publiée n'affecte l'Immeuble.

8. Il n'y a aucune action ou procédure en cours ou potentielle, contre lui devant une cour, un arbitre, comité d'arbitrage, tribunal administratif ou agence et qui, dans le cas d'une décision défavorable au Cédant, affecterait sa capacité à exécuter ses obligations en vertu des présentes.

9. Il a retiré l'Immeuble de son domaine public en vertu de la résolution numéro CA24 170298.

8. OBLIGATIONS DU CESSIONNAIRE

Le Cessionnaire s'oblige à ce qui suit:

1. Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

2. Payer tous les impôts fonciers à échoir, le cas échéant;

3. Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publicité et des copies pour toutes les Parties.

4. Prendre à sa charge la décontamination de l'Immeuble, le cas échéant.

9. DROIT DE PREMIER REFUS

Conformément à l'article 272.15 de la *Loi sur l'instruction publique,* si le Cessionnaire décide de se départir de l'Immeuble, il devra préalablement offrir au Cédant d'acquérir l'Immeuble à titre gratuit comme suit:

a. Dans l'éventualité où il désire vendre ou autrement disposer ou aliéner l'Immeuble, le Cessionnaire devra au préalable l'offrir à titre gratuit, au Cédant, par avis écrit;

b. La décision du Cédant d'exercer son droit de premier refus se fera au moyen d'une résolution de ses autorités compétentes à cet effet, remise par avis écrit au Cessionnaire dans un délai de cent vingt (120) jours de la réception de l'avis dont il est fait état au paragraphe précédent (ci-après l'« **Avis d'exercice du droit de premier refus** »), à défaut de quoi le Cédant sera présumé ne pas vouloir exercer son droit de premier refus. Si le Cédant décide d'exercer son droit de premier refus et d'acquérir l'Immeuble, l'acte de cession devra être signé dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de la transmission de l'Avis d'exercice du droit de premier refus ou à toute autre date convenue entre les Parties. Le cas échéant, tous les frais et honoraires inhérents à cette transaction seront à la charge du Cédant;

c. Si le Cédant décide de ne pas exercer son droit de premier refus ou s'il ne remet pas l'Avis d'exercice du droit de premier refus au Cessionnaire dans le délai prévu, le Cessionnaire pourra vendre ou autrement disposer ou aliéner l'Immeuble comme bon lui semble.

10. RÉPARTITIONS

L'Immeuble est exempt de taxes foncières et continuera, suivant l'acquisition de l'Immeuble à l'être aux termes de l'article 204, paragraphe 13 de la *Loi sur la fiscalité municipale*. À cet égard, aucune répartition des taxes foncières n'est requise.

En date des présentes, le Cédant a mis fin à tous contrats octroyés, le cas échéant, pour l'Immeuble, et ce, à ses frais. Par le fait même, le Cédant dégage de toutes responsabilités le Cessionnaire à cet effet.

11. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Cette cession est faite en exécution d'une promesse bilatérale de cession signée respectivement en date du 9 et 11 juillet 2024 (ci-après la « **Promesse** »).

Sauf incompatibilité, les Parties confirment la survie des ententes de la Promesse non reproduites aux présentes.

12. CONSIDÉRATION

Cette cession est consentie à titre gratuit en application de l'article 272.2 de la *Loi sur l'instruction publique*, le Cessionnaire ayant requis du Cédant qu'il lui cède l'Immeuble aux fins de construire une école primaire dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâces (le « **Projet** »).

13. AUTORISATION

Conformément aux dispositions de l'article 272 de la *Loi sur l'instruction publique* (chapitre I-13.3, a.452), la présente transaction est dûment autorisée par le ministre de l'Éducation, aux termes de la lettre datée du 10 janvier 2025, dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée par les Parties avec et en présence du notaire soussigné.

14. CLAUSE INTERPRÉTATIVE

Partout où besoin peut être, le masculin doit s'interpréter pour le féminin et le singulier pour le pluriel, et vice versa, indifféremment selon le cas.

15. DÉCLARATIONS DU VENDEUR RELATIVEMENT À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le Cédant étant un organisme du secteur public et la totalité de la fourniture étant effectuée aux termes des présentes sans contrepartie, les Parties déclarent que la présente fourniture constitue une fourniture exonérée pour les fins de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente.*

16. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE LA *LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES* (la « Loi »)

Les Parties font les déclarations suivantes :

d. Les noms, prénoms, dénominations sociales et adresses du Cédant et du Cessionnaire dans la comparution sont exacts;

e. L'Immeuble faisant l'objet du présent transfert est situé dans la municipalité de Montréal;

f. Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble est de zéro dollar (0,00 $);

g. Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation est de zéro dollar (0,00 $). L'Immeuble n'est pas inscrit au compte de taxes en date des présentes ;

h. Le montant du droit de mutation est de zéro dollar (0,00 $);

L'Immeuble présentement cédé n'est pas encore porté au rôle d'évaluation foncière de la municipalité. La stipulation de ce montant aux présentes n'engage en rien la municipalité et celle-ci peut réviser ou en contester la valeur en s'appuyant sur l'interprétation de la « valeur marchande » au sens des lois municipales.

i. Le Cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la Loi et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du paiement du droit de mutation, en application de l'article 17 a) de la Loi. Malgré l'exonération permise en faveur du Cessionnaire, il est possible qu'un droit supplétif d'un montant maximum de deux cents dollars (200 $) lui soit chargé en vertu des articles 20.1 et suivants de la Loi.

j. L'Immeuble visé par le transfert est un immeuble corporel seulement et il ne comprend pas de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi.

DONT ACTE à Sherbrooke, province de Québec, sous le numéro mille sept cent soixante-dix-huit (1778) des minutes du notaire soussigné.

Les parties déclarent au notaire avoir pris connaissance du présent acte et **avoir exempté le notaire d'en donner lecture**. De plus, les parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte et signent à distance en présence du notaire soussigné.

SIGNÉ :

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Me Domenico ZAMBITO

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Par : France BRISSETTE

Me Karine DOUCET, notaire

Vraie copie de la minute des présentes restée sous ma garde.

Me Karine DOUCET, notaire

Reproduction du nom du signataire du document numéro 29 201 898

Nom du signataire du document 29 201 898

Karine Doucet

Ressources naturelles et Forêts
Québec

ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION
DE DROIT
AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC

Je certifie que la réquisition présentée le 2025-01-21 à 11:32 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal

sous le numéro 29 201 898.

Identification de la réquisition

Mode de présentation :	Acte
Forme :	Notariée en minute
Notaire instrumentant :	Me Karine Doucet
Numéro de minute :	1778

PLAN CADASTRAL



Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER : 1397288

Référence au(x) feuillet(s) cartographique(s) :
31H05-010-4028

Projection : MTM
Fuseau : 8

ÉCHELLE : 1 : 1000

NOTE Un rapport de l'arpenteur-géomètre soumis au ou à la ministre responsable du Cadastre accompagne le présent dossier.
Ce rapport explique les différences constatées entre les lots ou certains lots créés et le lot dont ils sont issus.

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière : Montréal

Municipalité(s) : Montréal (Ville)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Montréal

Signé numériquement par : Vincent Villeneuve
a.g. (matricule 2477)

Minute : 644 datée du 20 juin 2024
Dossier a.-g. : 21133-4

Ce plan cadastral est correct et conforme à la loi, le 6 novembre 2024

Signé numériquement par: Daniel Néron a.-g. (matricule 2447)

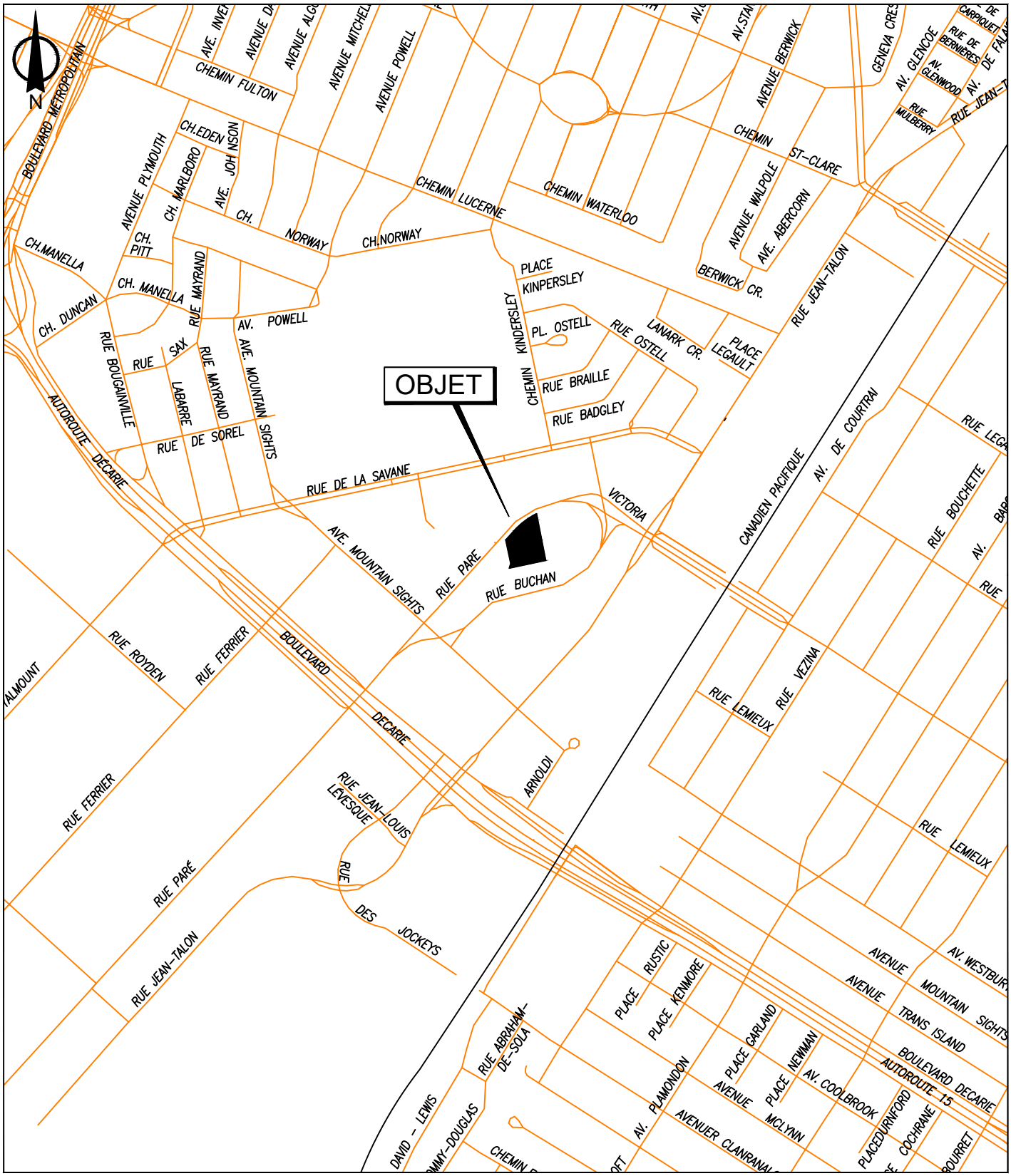
Pour le ou la ministre

Seul le ministère est autorisé à émettre des copies authentiques de ce document.

Copie authentique de l'original,
le

Pour le ou la ministre

Ressources naturelles et Forêts
Québec



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES LOCATIONS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-8056-07
Mandat: 25-0220-L
Dessinateur: LA
Échelle: - - -
Date: 5 mai 2025

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : : **1258042004**
Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière
Projet : Terrain de soccer récréatif

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelles **priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **19. "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins"**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Servir la population montréalaise.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1258042004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Objet :	Approuver l'entente par laquelle le Centre de services scolaire de Montréal prête, sans considération monétaire, à la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, soit du 1er juin 2025 au 31 mai 2030, le lot 6 641 112 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de terrain sportif récréatif pour, entre autres, la pratique du soccer. Ouvrage #1914.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'entente ci-joint. Nous avons reçu la confirmation du représentant du Centre de services scolaire de Montréal à l'effet qu'il approuve ce projet d'entente et qu'il sera signé par le représentant autorisé sans modification.

25-001133

FICHIERS JOINTS

Intervention_EntenteOccuTemp.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-589-7317

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-05

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-589-7317
Division : Droit notarial

ENTENTE

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160 boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution _____;

TPS : 121364749 RT00001
TVQ : 1006001374 TQ0002

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, constituée en vertu de la *Loi sur l'instruction publique* (RLRQ., chapitre I-13.3), dont le siège est situé au 5100, rue Sherbrooke Est, 1er étage, bureau 180, Montréal (Québec) H1V 3R9, représentée par Mme France Brissette, directrice adjointe du Service des Ressources matérielles, dûment autorisée par Mme Isabelle Gélinas, directrice générale du CSSDM et en vertu :

- de l'article 117 a) du Règlement concernant la délégation de fonctions et de pouvoirs au Centre de services scolaire de Montréal;

- de la décision _____ rendue par madame Isabelle GÉLINAS, directrice générale le _____ 2025

Ledit règlement n'a jamais été révoqué et est toujours en vigueur.

TPS : 142424969 RT0001
TVQ : 1021292911 TQ0001

Ci-après nommé le « **CSSDM** »

Paraphes	
Ville	CSSDM

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le CSSDM a pour principale mission d'assurer des services éducatifs à la population montréalaise, ainsi que de promouvoir et valoriser l'éducation publique sur son territoire;

ATTENDU QUE, en vertu de 272.2 de la *Loi sur l'instruction publique*, la Ville a cédé au CSSDM le lot 6 641 112 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la construction, par le CSSDM, d'une école primaire dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâces, aux termes d'un acte de cession reçu par Me Karine Doucet, notaire, le 21 janvier 2025 et dûment publié au bureau de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 29 201 898.

ATTENDU QUE la Ville souhaite utiliser temporairement le lot 6 641 112 du Cadastre du Québec à des fins de terrain sportif récréatif pour, entre autres la pratique du soccer et ce, en attendant le début des travaux de construction de l'école primaire sur ce lot;

ATTENDU que les parties reconnaissent être assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A 2.1).

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le CSSDM prête, à titre gratuit, par les présentes, à la Ville, qui accepte, les Lieux prêtés décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

1. DÉFINITIONS

Dans cette Entente et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Entente** : la présente Entente, incluant le préambule et les annexes.

Paraphes	
Ville	CSSDM

1.2 **<u>Lieux prêtés</u>** : le terrain prêté à la Ville décrits à l'article 2.

1.3 **<u>Nettoyage</u> :** tout acte visant à assurer la propreté et la salubrité des Lieux prêtés afin qu'ils demeurent propres et sécuritaires pour ses utilisateurs, vider les poubelles et enlever les déchets, détritus et branches au sol et également l'enlèvement de la neige et de la glace le cas échéant.

2. <u>LIEUX PRÊTÉS</u>

2.1 Description des Lieux prêtés :

Le CSSDM prête, à titre gratuit, à la Ville, le lot connu et désigné comme étant le lot SIX MILLIONS SIX CENT QUARANTE ET UN MILLE CENT DOUZE (6 641 112) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, sans bâtisse dessus construite, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (ci-après nommés les « **Lieux prêtés** »).

La Ville déclare bien connaître les Lieux prêtés, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

2.2 Usage :

La Ville n'utilisera les Lieux prêtés uniquement à titre de **terrain sportif récréatif, pour entre autres la pratique de soccer.**

Les Lieux prêtés devront être utilisés en conformité avec la *Directive du ministre de l'Éducation concernant les pratiques religieuses dans les écoles, les centres de formation professionnelle et les centres d'éducation des adultes publics*. Ainsi, la Ville ne pourra pas, en aucun temps, utiliser les Lieux prêtés à des fins, en fait ou en apparence, de pratiques religieuses, notamment, mais non limitativement la pratique de prières manifestes.

La Ville ne pourra pas filmer et/ou photographier tout signe, sigle, affichage ou autre élément faisant référence au CSSDM.

2.3 Nuisance et bruit :

La Ville s'engage à ne pas faire et à ne pas permettre à quiconque de faire dans ou aux abords des Lieux prêtés quoi que ce soit qui ait pour effet de

Paraphes	
Ville	CSSDM

nuire ou de préjudicier aux droits du CSSDM ou des tiers ainsi qu'à ne pas faire quoi que ce soit qui puisse constituer une nuisance. La Ville devra respecter les lois et règlements en vigueur applicables à l'usage des Lieux prêtés y compris, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, les règlements en vigueur en matière de bruit et de nuisance. À défaut, la Ville devra, sur réception d'un avis écrit du CSSDM, éliminer la source ou la cause de tout bruit ou vibration provenant des Lieux prêtés.

3. DURÉE

3.1 Durée :

Cette Entente est consentie pour un terme de **5 ans** débutant le **1er juin 2025 et se terminant le 31 mai 2030**, à moins d'être préalablement résilié par l'une ou l'autre des parties.

Si le terme débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, les parties confirmeront par écrit les nouvelles dates qui constitueront la première et la dernière journée de l'occupation aux termes de l'Entente.

3.2 Absente de tacite reconduction :

La présente Entente ne peut être renouvelée de manière tacite.

3.3 Cession ou Sous-location :

La Ville ne peut sous-louer ni céder ses droits dans la présente Entente, en tout ou en partie.

3.4. Absence d'exclusivité :

La Ville reconnaît que la présente Entente ne lui accorde aucune exclusivité et n'a pas pour effet de restreindre les droits du CSSDM d'avoir accès aux Lieux prêtés.

Le CSSDM pourra, sans préavis, accéder aux Lieux prêtés pendant la durée de l'Entente et la Ville ne pourra lui en refuser l'accès, étant entendu que tel accès par le CSSDM ne pourra avoir pour effet de restreindre les droits de la

Paraphes	
Ville	CSSDM

Ville en vertu de la présente Entente.

3.5 Résiliation :

En tout temps, chacune des parties pourra résilier la présente Entente, moyennant un préavis écrit de QUATRE-VINGT-DIX (90) jours à l'autre partie. La résiliation deviendra effective le premier (1er) jour du mois suivant sans autre avis. Toute telle résiliation de l'Entente sera faite sans compensation, ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

S'il est ainsi mis fin à la présente entente, la Ville devra quitter les Lieux prêtés et les remettre au CSSDM ou, si elle n'en avait pas encore pris possession, elle n'aura plus aucun droit d'en prendre possession.

4. CONSIDÉRATION

Cette Entente est consentie par le CSSDM à la Ville sans considération monétaire.

5. ENTRETIEN ET RÉPARATION DES LIEUX PRÊTÉS

5.1 Déchets et rebuts :

La Ville s'engage à effectuer le Nettoyage sur les Lieux prêtés, à utiliser et à maintenir les Lieux prêtés de façon sanitaire, exempts de déchets ou rebuts qui pourraient contribuer à augmenter les risques d'incendie, produire des odeurs désagréables ou nauséabondes ou obstruer les espaces publics.

Paraphes	
Ville	CSSDM

5.2 Défaut de la Ville :

La Ville devra, dans un délai raisonnable, remédier à tout défaut relatif à la conservation et au maintien des Lieux prêtés tel que prévu aux présentes, suivant un avis à cet effet qui lui aura été donné par le CSSDM.

La Ville sera responsable des dommages et frais encourus par le CSSDM à défaut de respecter la présente.

6. ENVIRONNEMENT

La Ville déclare et convient que toutes les activités qui seront exercées dans les Lieux prêtés le seront conformément à toutes les lois sur l'environnement. La Ville est responsable de toute contamination reliée à son occupation des Lieux prêtés, et ce, à partir de la date du début de terme de l'Entente. La Ville doit informer le CSSDM dès qu'elle prend connaissance d'un problème relié à l'environnement.

La Ville reconnaît qu'elle sera responsable de corriger tout dommage de nature environnementale aux Lieux prêtés causés par son fait ou celui de toute autre personne dont elle a autorisé la présence dans les Lieux prêtés ou dont elle est responsable et de procéder à l'enlèvement de tout produit dangereux des Lieux prêtés et convient de tenir le CSSDM quitte et indemne de tous coûts, dépenses, dommages ou responsabilités comprenant sans limitation les frais légaux découlant directement ou indirectement de, ou attribuables à, tout défaut de la Ville de se conformer aux lois environnementales ou de la présence sur, sous ou à partir des Lieux prêtés de tout produit dangereux. Les obligations de la Ville aux termes du présent article survivront à l'expiration de la présente Entente et à l'extinction des autres obligations de la Ville en vertu des présentes, dans la mesure où ces obligations découlent de faits survenus pendant la durée de validité de l'Entente.

7. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX PRÊTÉS

La Ville, à l'expiration du terme, remettra, à ses frais, les Lieux prêtés dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

Paraphes	
Ville	CSSDM

Tout bien appartenant à la Ville ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux prêtés à l'échéance de l'Entente est réputé avoir été abandonné au profit du CSSDM et ce dernier pourra en disposer à sa guise, aux frais de la Ville. Tous les frais liés au retrait de ces biens, majoré de quinze pour cent (15 %) pour tenir compte des frais d'administration, seront facturés à la Ville.

8. CONDITIONS

a) La Ville accepte les Lieux prêtés à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du CSSDM.

b) Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux prêtés seront à la charge de la Ville, à l'entière exonération du CSSDM.

c) La Ville s'engage à assurer, à ses frais et sous sa responsabilité, l'alimentation en eau et en électricité des Lieux prêtés, le cas échéant.

d) La Ville déclare qu'elle s'auto-assure.

e) La Ville assumera, le cas échéant, les taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux prêtés.

f) Le CSSDM doit donner libre accès aux Lieux prêtés aux employés de la Ville ainsi qu'au public, selon les modalités de la présente Entente et pour la durée de celle-ci.

g) La Ville pourra installer, sur les Lieux prêtés, toute installation nécessaire ou utile à l'usage des Lieux prêtés conformément à la présente entente, tels que des buts de soccer.

9. RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

a) Sous réserve de ses obligations aux termes de la présente Entente, le CSSDM n'est nullement responsable des pertes ou dommages matériels causés aux biens de la Ville ou ses employés, invités, personnes autorisées

Paraphes	
Ville	CSSDM

ou toute autre personne se trouvant sur les Lieux prêtés à moins que les pertes ou dommages résultent d'une faute ou de la négligence de la part du CSSDM.

b) La Ville tiendra le CSSDM indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, incluant les frais encourus par le CSSDM pour réparer le défaut de la Ville en vertu de la présente entente ainsi que de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendra le fait et cause du CSSDM et interviendra dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de l'occupation des Lieux prêtés, sauf en cas faute ou de négligence du CSSDM.

10. <u>FORCE MAJEURE</u>

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu de l'Entente si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

.

11. <u>GESTION CONTRACTUELLE</u>

La Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*.

12. <u>AVIS</u>

Tout avis à être donné en vertu du présent Entente devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courriel :

Paraphes	
Ville	CSSDM

Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de- Grâce
5160 boul. Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9

Courriel : julie.faraldo-boulet@montreal.ca

CSSDM : **CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL**
France Brissette
Directrice adjointe du service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
1er étage, bureau 180
Montréal (Québec) H1V 3R9
Courriel : immobilier@cssdm.gouv.qc.ca

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courriel. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courriel, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

13. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que cette Entente constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature de l'Entente et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

Paraphes	
Ville	CSSDM

14. <u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>

a) Les droits et obligations des parties en vertu de cette Entente passeront à leurs successeurs et ayants droits respectifs.

b) Cette Entente doit être interprétée selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

c) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent Entente ni n'affectent cette Entente de quelque façon que ce soit.

d) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

e) Si quelque disposition de cette Entente devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

f) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de cette Entente expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

(SIGNATURES SUR LA PAGE SUIVANTE)

Paraphes	
Ville	CSSDM

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ___ ème jour du mois de _____ 2025.

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

_____

Par : Julie Faraldo-Boulet, secrétaire d'arrondissement

Le ___ ème jour du mois de _____ 2025.

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL

_____

Par : France Brissette, directrice adjointe du Service des ressources matérielles

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1258159007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Modifier le montant de la contribution financière de 199 569 $ accordé à la Clinique juridique du Grand Montréal par la résolution CA23 170299, afin de le réduire à un montant de 149 677 $ taxes incluses si applicables, pour le projet de service d'accompagnement des jeunes judiciarisés dans le cadre du programme Prévention Montréal 2024-2025 et approuver l'addenda à la convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ:
Modifier le montant de la contribution financière de 199 569 $ accordé à la Clinique juridique du Grand Montréal par la résolution CA23 170299, afin de le réduire à un montant de 149 677 $ taxes incluses si applicables, pour le projet service d'accompagnement des jeunes judiciarisés dans le cadre du programme Prévention Montréal 2024-2025 et approuver l'addenda à la convention à cette fin.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:09

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258159007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Modifier le montant de la contribution financière de 199 569 $ accordé à la Clinique juridique du Grand Montréal par la résolution CA23 170299, afin de le réduire à un montant de 149 677 $ taxes incluses si applicables, pour le projet de service d'accompagnement des jeunes judiciarisés dans le cadre du programme Prévention Montréal 2024-2025 et approuver l'addenda à la convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le programme Prévention Montréal résulte de la fusion de quatre initiatives de financement — le Fonds diversité et inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables, le Programme d'intervention de milieu pour les jeunes (PIMJ), le Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (PPVJ) et l'Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU). Il vise à offrir des milieux de vie de qualité et sécuritaires dans lesquels les obstacles sont levés et les opportunités sont accessibles aux enfants et aux jeunes de moins de 30 ans ainsi qu'à leur famille en situation de vulnérabilité.
Avec ce nouveau programme, la Ville amorce une nouvelle façon d'aborder les enjeux en matière de prévention en sécurité urbaine et de développement du plein potentiel des enfants et des jeunes. Il est doté d'un budget sur trois ans et bénéficie de nouveaux fonds provenant du ministère de la Sécurité publique. Il est constitué de deux axes:

- Axe 1: Développement du plein potentiel de l'enfant et du jeune en situation de vulnérabilité
- Axe 2: Prévention en sécurité urbaine

Les stratégies, les actions et les projets qui découlent du programme s'adressent prioritairement aux enfants et aux jeunes de moins de 30 ans et s'emploient à agir sur les facteurs qui influencent la sécurité des personnes et des milieux de vie, tout en misant sur les forces vives et transformationnelles de l'action communautaire dans les quartiers.

Ainsi, le programme Prévention Montréal vise, à court terme, à favoriser, soutenir et

renforcer :

- la mobilisation, l'engagement, la connaissance et la capacité de la population et des partenaires à offrir des milieux de vie de qualité et sécuritaires pour les enfants, les jeunes et leur famille;
- la mise en place d'initiatives visant le développement du plein potentiel des enfants, des jeunes et de leur famille;
- le déploiement de projets en prévention de la violence qui améliore la sécurité vécue et perçue des enfants, des jeunes et de leur famille, ainsi que des milieux susceptibles de connaître le plus d'insécurité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 170128 du 3 juin 2024
Accorder une contribution financière à huit OBNL, totalisant la somme de 313 545 $, toutes taxes incluses si applicables, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 22 juin 2024 au 31 octobre 2025. Approuver les projets de convention à cette fin.

CA23 170299 du 4 décembre 2023
Accorder une contribution financière à dix OBNL, totalisant la somme de 983 114 $, toutes taxes incluses si applicables, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025. Approuver les projets de convention à cette fin**.**

CA23 170044 du 8 mars 2023
Accorder une contribution financière totalisant 174 287 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2023, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme Prévention Montréal

CA23 170044 du 8 mars 2023
Accorder une contribution financière totalisant 174 287 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2023, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme Prévention Montréal

CA23 170013 du 7 février 2023
Accorder un soutien financier totalisant 159 329 $, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, du budget 2023 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;

CE22 2148 du 21 décembre 2022
Approuver le cadre de référence du programme Prévention Montréal 2023-2025, doté d'un budget totalisant 42 446 420 $ sur trois ans / Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 26 429 464 $ attribuée au volet local dudit programme pour les années 2023, 2024, 2025 / Autoriser le virement d'une somme de 19 453 143 $ pour 2023, 2024 et 2025, à raison de 6 484 381 $ par année, en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les 19 arrondissements (1229703001)

CA22170011 du 7 février 2022
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 309 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les neuf (9) projets de convention à cet effet.

CA21170044 du 8 mars 2021

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 217 526 $,(toutes taxes comprises si applicables), pour l'année 2021, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget 2021 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les onze (11) projets de convention à cet effet.

CE19 0419 du 13 mars 2019
Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 2 103 062 $ du budget prévu pour la Politique de l'enfant / Autoriser les virements des montants répartis en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les arrondissements respectifs.

DESCRIPTION

Le projet « Service d'accompagnement des jeunes judiciarisés » a connu un démarrage marqué par plusieurs défis en 2024. Bien que le déploiement ait été plus lent que prévu, des démarches soutenues ont été entreprises, notamment par le biais de suivis réguliers et de mises en relation avec les partenaires jeunesse des tables de concertation de Côte-des-Neiges et de Notre-Dame-de-Grâce. La Clinique juridique du Grand Montréal, encore nouvellement implantée dans l'arrondissement, a dû composer avec une période d'adaptation nécessaire à l'établissement de ses repères et de ses réseaux.
Malgré ces obstacles, la collaboration étroite entre l'organisme et la DCSLDS a permis d'identifier des pistes prometteuses pour renforcer l'ancrage du projet sur le territoire. Cette dynamique positive nous amène à croire que les conditions sont désormais plus favorables à une relance progressive du service. Ainsi, il est recommandé, en accord avec l'organisme, de maintenir un soutien financier pour l'année 2025, à hauteur de 50 % du montant octroyé en 2024, soit 49 892 $, afin de consolider les acquis et soutenir la relance du projet.

Nom de l'organisme : Clinique juridique du Grand Montréal
Nom du projet : « Service d'accompagnement des jeunes judiciarisés »
Montant de la contribution recommandée en décembre 2023 : 199 569 $
Brève description du projet : S.A.J.J. est un projet pilote voulant l'automatisation de l'accompagnement pour les jeunes de 8 à 25 ans de CDN\NDG. Le but est de permettre aux jeunes ayant des conditions d'être en mesure de les comprendre et de les respecter. De plus, le projet vise à sensibiliser les jeunes du primaire (4e, 5e et 6e années) au système judiciaire, aux droits des jeunes, et aux conséquences des infractions et des interventions spécifiques pour prévenir la violence.

JUSTIFICATION

Tout au long de l'année, l'organisme sera accompagné par la responsable du programme. Trois rencontres de suivis ont été organisées pour convenir avec l'organisme d'un plan d'action pour l'année 2025. Des partenariats ont été consolidés avec plusieurs organismes (Jeunesse Loyola, Maison de jeunes de Côte-des-Neiges, Prévention Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, la table jeunesse Côte-des-Neiges) pour assurer le déploiement des services.
Le rapport final (fin 2025) ainsi que les rencontres de suivis détermineront la poursuite ou non du projet pour l'année 2026. Ainsi, les objectifs qui n'ont pas été rencontrés en 2024 devraient l'être voire surpasser en 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Organismes	Projets	Axe	Service de la diversité et de l'inclusion sociale		Ministère de la sécurité publique		Total	
								Numéro de

			2024	2025	2024	2025		demande d'achat 2025
Clinique juridique du Grand Montréal	Service d'accompagnement des jeunes judiciarisés	2	18 758 $	18 758 $	81 027 $	31 134 $	149 677 $	**axe 2:** 874580 **axe 2 MSP:** 874579

Les imputations budgétaires utilisées sont les suivantes :

Clé budgétaire Axe 2: 2406.0010000.300775.05803.61900.000000.0000.004672.052131.00000.00000

Clé budgétaire Axe 2 MSP:
2101.0014000.101550.05803.61900.016491.0000.004672.052131.00000.00000

MONTRÉAL 2030

Le programme Prévention Montréal est une contribution majeure à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus particulièrement aux priorités :

- 8: « Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous »;

- 9: « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire »;

- 18: « Assurer la protection et le respect des droits de la personne ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire »;

- 19. « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins ».

Ces projets contribuent également à l'atteinte des résultats du Plan stratégique de l'Arrondissement, notamment :

Axe 1 : Milieux de vie plus équitables et plus inclusifs
- résultat 1.3 : La population des voisinages de l'arrondissement découvre et participe à des activités qui répondent à ses attentes en matière de sports, de loisirs et de culture;
- résultat 1.4 : La population de tout l'arrondissement évolue dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive;

Test climat ne s'applique pas:
Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.

ADS+:
Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité

universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les jeunes ayant des problèmes avec la justice pourront être accompagnés dans leurs démarches par une professionnelle. Les plus jeunes seront sensibilisés au système judiciaire de façon ludique et pédagogique notamment les jeunes qui fréquentent l'organisme Jeunesse Loyola, la Maison de jeunes Côte-des-Neiges et les jeunes référés par l'équipe de PROX (travailleurs de milieu de Prévention CDN NDG).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'organisme est en suivi, le rapport final du projet sera examiné avec soin pour recommander ou non la poursuite du projet en 2026 année de reconduction du programme Prévention Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gabrielle LALIBERTE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Gabrielle LALIBERTE, 27 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Conseillière en développement communautaire

Tél : 438-838-5256
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-27

Jean-Francois LABADIE
Chef de service développement social et vitalité communautaire

Tél : 438 865-5611
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-05-27



Con_Contribution_avenant_Clinique_Juridique_Grand_Montréal.pdf

ADDENDA

MODIFIANT LA CONVENTION DE CONTRIBUTION SOMMAIRE 1238159011

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CLINIQUE JURIDIQUE DU GRAND MONTRÉAL** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 3735 Rue Monselet, Montréal-Nord (Québec) H1H 2B3, agissant et représenté par Madame Marie-Livia Beaugé directrice, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S/O
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S/O

ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution (CA25 170014), la conclusion d'une convention de contribution financière (ci-après, la « convention initiale ») avec l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville applique une indexation de 3 % aux activités de concertation jeunesse;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article **5.2.2** de la convention initiale est remplacé par le suivant :

Pour l'année 2025, la Ville accorde à l'Organisme une somme de quarante-neuf mille huit cent quatre-vingt-douze dollars (49 892 $) diminuant de 50 % le montant pour 2024 de quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-quatre dollars (99 784 $) à quarante-neuf mille huit cent quatre-vingt-douze dollars (49 892 $).
Cette somme additionnelle est payable en deux versements :

Le premier versement équivalent à 80 % de la somme estimée, soit trente-neuf mille neuf cent treize dollars (39 913 $), dans les trente jours de la signature du présent addenda.
Le deuxième versement équivalent à 20 % de la somme estimée, soit neuf mille neuf cent soixante-dix-neuf dollars (9 979 $) à la remise du rapport final à la satisfaction du Responsable;

2. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

3. Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés.

4. Cet addenda peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la même valeur qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

CLINIQUE JURIDIQUE DU GRAND MONTREAL

Par : _____
Marie-Livia Beaugé, directrice

Cet addenda a été approuvé par le le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 9e jour de juin 2025 (Résolution ……).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258159007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Modifier le montant de la contribution financière de 199 569 $ accordé à la Clinique juridique du Grand Montréal par la résolution CA23 170299, afin de le réduire à un montant de 149 677 $ taxes incluses si applicables, pour le projet de service d'accompagnement des jeunes judiciarisés dans le cadre du programme Prévention Montréal 2024-2025 et approuver l'addenda à la convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1258159007.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposé au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-02

Eric-Christophe DESNOYERS
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

CERTIFICATION DES FONDS - BUDGET FONCTIONNEMENT

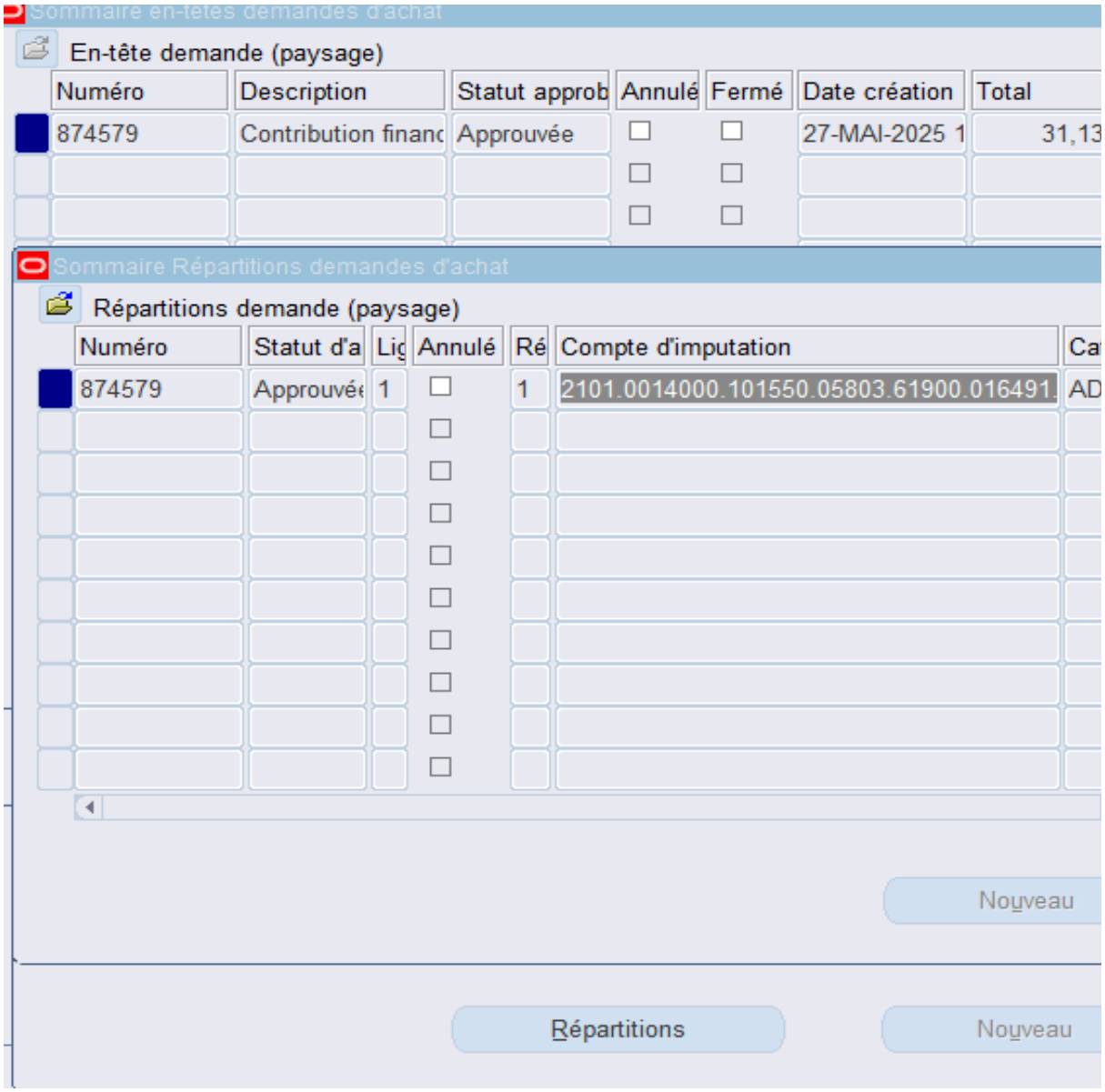
NO GDD : **1258159007**

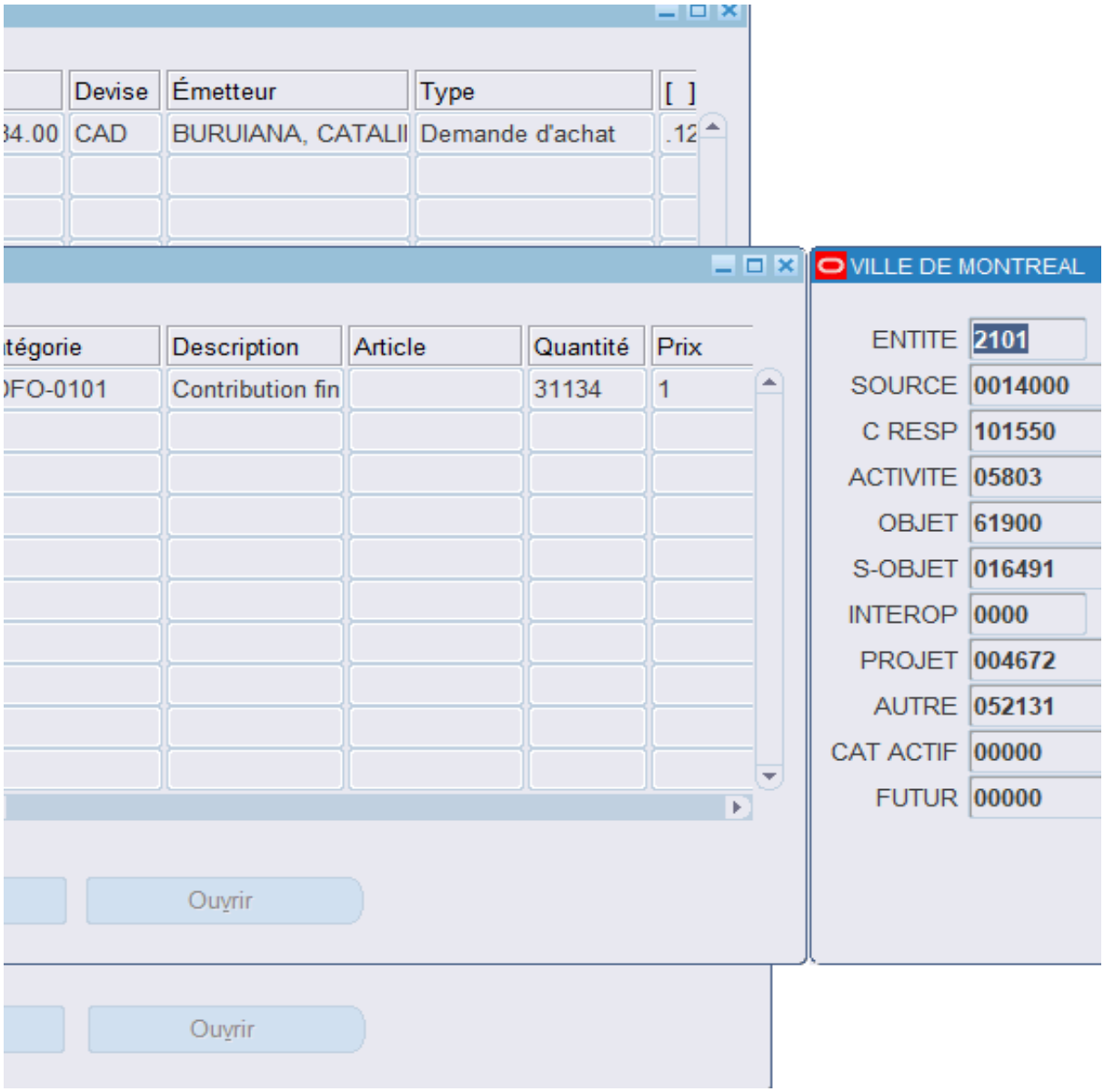
No DA : **874579**

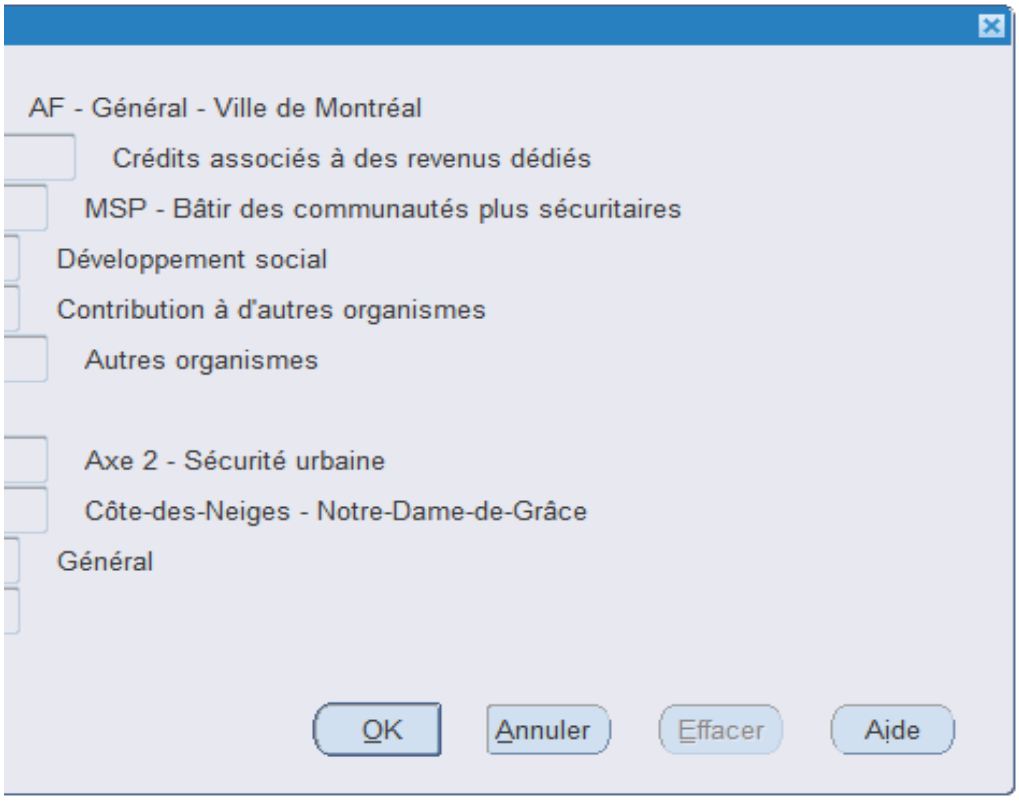
Imputation de la dépense :

Imputation comptable	Libellé textuel	Montant 2025
Service d'accompagnement des jeunes judiciarisés		
2101.0014000.101550.05803.61900.016491.0000.004672.052131.00000.00000	AF - Général -Ville de Montréal / Crédits associés à des revenus dédiés / MSP - Bâtir des communautés plus sécuritaires / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Général / Axe 2 - Sécurité urbaine / Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce / Général	**31,134.00 $**

Total
31,134.00 $


Sommaire en-têtes demandes d'achat
En-tête demande (paysage)
Numéro
Description
Statut approb
Annulé
Fermé
Date création
Total
874579
Contribution financ
Approuvée
27-MAI-2025 1
31,13
Sommaire Répartitions demandes d'achat
Répartitions demande (paysage)
Numéro
Statut d'a
Lig
Annulé
Ré
Compte d'imputation
Ca
874579
Approuvé
1
1
2101.0014000.101550.05803.61900.016491
AD
Nouveau
Répartitions
Nouveau


Devise
Émetteur
Type
[ ]
34.00
CAD
BURUIANA, CATALII
Demande d'achat
.12
tégorie
Description
Article
Quantité
Prix
DFO-0101
Contribution fin
31134
1
Ouvrir
Ouvrir
VILLE DE MONTREAL
ENTITE 2101
SOURCE 0014000
C RESP 101550
ACTIVITE 05803
OBJET 61900
S-OBJET 016491
INTEROP 0000
PROJET 004672
AUTRE 052131
CAT ACTIF 00000
FUTUR 00000


AF - Général - Ville de Montréal
Crédits associés à des revenus dédiés
MSP - Bâtir des communautés plus sécuritaires
Développement social
Contribution à d'autres organismes
Autres organismes
Axe 2 - Sécurité urbaine
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Général
OK
Annuler
Effacer
Aide

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1258159007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Modifier le montant de la contribution financière de 199 569 $ accordé à la Clinique juridique du Grand Montréal par la résolution CA23 170299, afin de le réduire à un montant de 149 677 $ taxes incluses si applicables, pour le projet de service d'accompagnement des jeunes judiciarisés dans le cadre du programme Prévention Montréal 2024-2025 et approuver l'addenda à la convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à:

Modifier le montant de la contribution financière de 199 569 $ accordé à la Clinique juridique du Grand Montréal par la résolution CA23 170299, afin de le réduire à un montant de 149 677 $ taxes incluses si applicables, pour le projet de service d'accompagnement des jeunes judiciarisés dans le cadre du programme Prévention Montréal 2024-2025 et approuver l'addenda à la convention à cette fin.

La contribution financière pour 2024, dont le montant total s'élève à 99 785 $, a été déjà versé à l'organisme, tel que stipule la résolution CA23 170299.

Ce dossier vise la modification de contribution financière pour l'année 2025 qui sera d'un montant total de 49 892 $. Le financement de cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.
Un montant de 31 134 $ est prévu au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre du programme fédéral Bâtir des communautés plus sécuritaires provenant du Ministère de la sécurité publique. Le détail se trouve dans la certification de fonds du Service des finances.
Un montant de 18 758 $ est disponible au budget de fonctionnement de l'arrondissement suite au virement budgétaire effectué par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (CE22 2148). La clé d'imputation est:
2406.0010000.300775.05803.61900.000000.0000.004672.052131.00000.00000

La demande d'achat #874580 a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Le bon de commande requis sera préparé à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-04

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-867-4472
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.10

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1248159005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une indexation de 3 % à la contribution financière prévue à la convention en cours avec Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025 pour la réalisation du programme mentionné dans ce sommaire, représentant un montant total de 678 $, toutes taxes comprises si applicables. Approuver l'addenda à la convention et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une indexation de 3 % à la contribution financière prévue à la convention en cours avec Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025 pour la réalisation du programme mentionné dans ce sommaire, représentant un montant total de 678 $, toutes taxes comprises si applicables. Approuver l'addenda à la convention et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par **Le**

Signataire : _____

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

PROJET

IDENTIFICATION

Dossier # :1248159005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une indexation de 3 % à la contribution financière prévue à la convention en cours avec Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025 pour la réalisation du programme mentionné dans ce sommaire, représentant un montant total de 678 $, toutes taxes comprises si applicables. Approuver l'addenda à la convention et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CONTENU

CONTEXTE

Le Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce est fiduciaire de la table jeunesse Notre-Dame-de-Grâce. L'arrondissement a accordé à ce dernier une contribution financière de 67 855 $ pour les années 2025-2026-2027. Par le présent addenda il s'agit d'appliquer une indexation de 3 %, soit 678 $, au montant de 22 618 $ octroyé en 2025. Cette indexation est une pratique recommandée par le Cadre de référence de soutien aux organismes à but non lucratif adopté le 4 décembre 2023, pour des activités récurrentes telles que l'animation d'une concertation jeunesse.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Conseillière en développement communautaire.

514-838-5256
Tél :
Télécop. :



conv_avenant_CJENDG TJ.pdf

ADDENDA

MODIFIANT LA CONVENTION DE CONTRIBUTION SOMMAIRE 1248159005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (CJE NDG)** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 6370, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4B 1M9, agissant et représenté par M. Hans Heisinger, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 872 775 754 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 8727784 SYRR 0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution (CA25 170014), la conclusion d'une convention de contribution financière (ci-après, la « convention initiale ») avec l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville applique une indexation de 3 % aux activités de concertation jeunesse;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article **5.2.1** de la convention initiale est remplacé par le suivant :

Pour l'année 2025, la Ville accorde à l'Organisme une somme additionnelle de six-cent-soixante-dix-huit dollars (678 $) majorant de 3 % le montant pour 2025 de vingt-deux-mille six cent dix-huit dollars (22 618 $) à vingt-trois-mille deux cent quatre-vingt-seize dollars (23 296 $).
Cette somme additionnelle est payable en un versement :

Le versement équivalent à 100 % de la somme estimée, soit six-cent-soixante-dix-huit dollars (678 $), dans les trente jours de la signature du présent addenda.

2. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

3. Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés.

4. Cet addenda peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la même valeur qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (CJE NDG)
Par : _____
M. Hans Heisinger, directeur

Cet addenda a été approuvé par le le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 9e jour de juin 2025 (Résolution ……).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1248159005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une indexation de 3 % à la contribution financière prévue à la convention en cours avec Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025 pour la réalisation du programme mentionné dans ce sommaire, représentant un montant total de 678 $, toutes taxes comprises si applicables. Approuver l'addenda à la convention et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1248159005 Addenda - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière

No. de dossier	**1248159005** Addenda
Nature du dossier	**Contribution financière**
Recettes	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :

Accorder une indexation de 3 % à la contribution financière prévue à la convention en cours avec Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025 pour la réalisation du programme mentionné dans ce sommaire, représentant un montant total de 678 $, toutes taxes comprises si applicables. Approuver l'addenda à la convention et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Cette dépense sera entièrement financée par le budget de fonctionnement de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et sera imputée comme suit :

Imputation	2025
2406.0010000.300775.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.0000 CR: CDN – Dev. Social A: Dev. Social O: Contribution à d'autres organismes SO : Autres organismes	**678,00 $**

Le bon de commande # 1702061 sera amendé suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.11

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1245284011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une augmentation du versement des contributions financières non récurrentes octroyées à Carrefour jeunesse-emploi Côte-des-Neiges et Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation du projet "Brigade neige" 2024-2025 (résolution CA24 170065), d'un montant de 7 600 $, totalisant une somme de 34 600 $, toutes taxes incluses si applicables, et approuver les addendas aux conventions.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser une augmentation du versement de la contribution financière non récurrente au Carrefour jeunesse-emploi Côte-des-Neiges (CA24 170065) d'un montant de 4 605 $, portant le montant de la contribution à 14 605 $, pour la réalisation du projet "Brigade Neige" pour la saison 2024-2025.

D'autoriser une augmentation du versement de la contribution financière non récurrente au Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce (CA24 170065), d'un montant de 2 995 $, portant le montant de la contribution à 19 995 $, pour la réalisation du projet "Brigade Neige" pour la saison 2024-2025

D'autoriser la signature des addenda à la convention;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 13:13

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1245284011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une augmentation du versement des contributions financières non récurrentes octroyées à Carrefour jeunesse-emploi Côte-des-Neiges et Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation du projet "Brigade neige" 2024-2025 (résolution CA24 170065), d'un montant de 7 600 $, totalisant une somme de 34 600 $, toutes taxes incluses si applicables, et approuver les addendas aux conventions.

CONTENU

CONTEXTE

En février 2025, la région de Montréal a reçu 72,4 cm de neige en seulement quatre jours, établissant un record de précipitations sur une période aussi courte. Cette accumulation exceptionnelle a perturbé les opérations habituelles de déneigement, rendant notamment impossible le déblayage des trottoirs.
Jugeant important de venir en aide à un plus grand nombre de citoyennes et citoyens, l'Arrondissement a sollicité la collaboration des deux Carrefours jeunesse-emploi (CJE), en leur garantissant un financement additionnel à la fin de la saison.

Les deux équipes de la Brigade neige ont ainsi été mobilisées plus fréquemment pour leurs clientèle régulière que les années précédentes et ont répondu à des demandes spontanées à la suite de la tempête de février.

Le CJE Côte-des-Neiges a desservi 19 adresses pendant toute la saison, en plus de 3 adresses supplémentaires après la tempête.
Le CJE Notre-Dame-de-Grâce a desservi 58 adresses pour la saison complète, en plus de 10 adresses supplémentaires après la tempête.

En conséquence, il est recommandé d'augmenter les contributions comme suit :

4 605 $ pour le Carrefour jeunesse-emploi Côte-des-Neiges ;
2 995 $ pour le Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce.

Le financement de cette dépense additionnelle proviendra du budget de fonctionnement 2025 de l'Arrondissement.
Les détails budgétaires et comptables sont précisés dans la certification de fonds émise par la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Julie FARALDO BOULET, 26 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
conseiller(-ere) en planification

514-220-7541
Tél :
Télécop. : -



1245284011_conv_Avenant_CJE-CDN.pdf



1245284011_conv_Avenant_CJE-NDG.pdf

ADDENDA

MODIFIANT LA CONVENTION DE CONTRIBUTION DU DOSSIER 1245284011

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ciaprès appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CÔTE-DES-NEIGES (CJE-CDN)** personne morale régie par Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif L.C. 2009, ch. 23), dont l'adresse principale est le 6555, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 240, Montréal, Québec, H3S 2A6, agissant et représentée aux présentes par M. Jean Isseri, Directeur, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'organisme de charité : 87082 1238 RR001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution (inscrire le numéro de résolution relatif à la convention initiale), la conclusion d'une convention de contribution financière (ci-après, la « convention initiale ») avec l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a demandé une aide supplémentaire afin d'assurer de répondre à l'augmentation de la demande suite à l'accumulation des 72 cm de neige ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 5.1 de la convention initiale est remplacé par le suivant :

« En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de quatorze-mille-six-cent-cinq dollars (14 605 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet. ».

2. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

3. Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés.

4. Cet addenda peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la même valeur qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Jean Isseri,
Directeur

Cet addenda a été approuvé par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le_____
(Résolution _____).

ADDENDA

MODIFIANT LA CONVENTION DE CONTRIBUTION DU DOSSIER 1245284011

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ciaprès appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (CJE-NDG)** personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 6370, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4B 1M9, agissant et représentée aux présentes par M. Hans Heisinger, Directeur, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 872 7757 54 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 102 12881 DQ0001
Numéro d'organisme de charité : 872 7757 54 RR001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution (inscrire le numéro de résolution relatif à la convention initiale), la conclusion d'une convention de contribution financière (ci-après, la « convention initiale ») avec l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a demandé une aide supplémentaire afin d'assurer de répondre à l'augmentation de la demande suite à l'accumulation des 72 cm de neige ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 5.1 de la convention initiale est remplacé par le suivant :

« En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de dix-neuf-mille-neuf-cent-quatre-vingt-quinze dollars (19 995 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet. ».

2. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des

Parties.

3. Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés.

4. Cet addenda peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la même valeur qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement

Le 23 e jour de mai 20 25

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : Hans Heisinger _____

Hans Heisinger,
Directeur

Cet addenda a été approuvé par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le_____
(Résolution _____).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1245284011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser une augmentation du versement des contributions financières non récurrentes octroyées à Carrefour jeunesse-emploi Côte-des-Neiges et Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation du projet "Brigade neige" 2024-2025 (résolution CA24 170065), d'un montant de 7 600 $, totalisant une somme de 34 600 $, toutes taxes incluses si applicables, et approuver les addendas aux conventions.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1245284011 Addenda Certification de fonds_V1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-26

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière

Numéro de dossier	**1245284011 ADDENDA**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser une augmentation du versement des contributions financières non récurrentes octroyées à Carrefour jeunesse-emploi Côte-des-Neiges et Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation du projet "Brigade neige" 2024-2025 (résolution CA24 170065), d'un montant de 7 600 $, totalisant une somme de 34 600 $, toutes taxes incluses si applicables, comme suit :

Carrefour jeunesse-emploi Côte-des-Neiges	4 605 $
Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce	2 995 $

La dépense totale est imputée au budget de fonctionnement de la direction des travaux publics comme suit :

IMPUTATION	2025
2406.0010000.300717.03121.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	7 600 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Voirie Activité : Déblaiement et chargement de la neige Objet : Contribution aux autres organismes Sous-objet : Autres organismes	

Les demandes d'achat # 874300 et # 874305 ont été préparées afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Les bons de commandes seront préparés à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

La contribution financière sera remise à l'Organisme en un versement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1258159005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à la Corporation communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN) de 23 296 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour la période du 10 juin 2025 au 31 mai 2026 et approuver le projet de convention à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder une contribution financière à la Corporation communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN) de 23 296 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour la période du 10 juin 2025 au 31 mai 2026 et approuver le projet de convention à cet effet.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:10

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258159005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à la Corporation communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN) de 23 296 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour la période du 10 juin 2025 au 31 mai 2026 et approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2023 le Carrefour jeunesse emploi Côte-des-Neiges, fiduciaire historique de la table jeunesse de Côte-des-Neiges (TJ CDN) s'est désengagé de l'Entente.
Cependant, convaincu que la concertation sur les enjeux jeunesse est un incontournable, les partenaires communautaires et institutionnels conviennent rapidement qu'il faut continuer d'animer une concertation. Ainsi, lors de l'assemblée du 8 février 2024, ceux-ci adoptent la constitution d'un comité aviseur (constitué de quatre partenaires communautaires et d'un partenaire institutionnel) accompagné par l'organisateur communautaire du CIUSSS pour un an.
Il est décidé qu'ils auront pour mandat:

- de revoir le modèle de gouvernance et proposer un nouveau mode de fonctionnement au plus tard en avril 2025
- d'assurer la tenue d'assemblée des membres (au moins 4 par année)
- de trouver un nouveau modèle pour le projet Intervenants communautaires scolaire (ICS)
- de lancer une démarche pour l'adoption d'un nouveau plan d'action (le précédent étant échu depuis 2021)

Ainsi, la TJ CDN à continuer à fonctionner en continu et à tenir des assemblées ordinaires durant toute l'année 2024. Au total ce sont 6 assemblées régulières pour une moyenne de 25 participant.es, 5 réunions de travail (ICS) et une réunion d'adoption du plan d'action qui se sont tenues entre février 2024 et avril 2025.

Le 3 avril 2025, date de l'assemblée extraordinaire un vote des membres la TJCDN a conclu une entente de partenariat pour que l'espace de concertation de la Table jeunesse (TJCDN) soit porté par la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN) dont voici les modalités principales:

● La CDC sera responsable de la ressource humaine dédiée à la Table jeunesse, le comité aviseur ne supervisera pas la ressource humaine
● La TJCDN conservera son autonomie organisationnelle et son indépendance décisionnelle.
● La TJCDN conservera ses règlements généraux et son propre processus de membership.
● Il ne sera pas nécessaire d'être membre de la CDC pour être membre de la TJCDN.
● Les orientations et les positions de la Table jeunesse seront votées par les membres de la TJCDN et non pas par le CA, l'équipe ou l'Assemblée des membres de la CDC.
● La CDC et le comité aviseur de la TJCDN seront responsables de la création d'un poste à 21h/sem pour la coordination de la TJCDN.
● Un comité aviseur issu de la TJCDN s'assurera d'effectuer les suivis et orientations en collaboration avec la personne coordonnatrice de la TJCDN et les membres de la TJCDN environ 6 rencontres par année

Enfin, le plan d'action comprenant cinq axes (réussite éducative, environnement familial, santé mentale, environnement social, table jeunesse) a été adopté le 28 mars 2025.
Le travail sur les objectifs, les stratégies et les actions doit être poursuivi par un comité lors des prochains mois.

Ce sommaire décisionnel vise à reconnaître l'importance de la table de concertation jeunesse de Côte-des-Neiges pour l'année 2025/2026 et soutenir son nouveau mode de gouvernance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 170014 - décembre 2024 - Accorder un soutien financier totalisant 67 855 $, incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 4 février 2025 au 31 décembre 2027 et d'approuver le projet de convention à cette fin;
CA24 170012 - 5 février 2024 - Accorder un soutien financier totalisant 22 618,39 $, incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce pour la période terminant le 31 décembre 2024 et d'approuver le projet de convention à cette fin;

CA21 170337 - 13 décembre 2021 - Accorder une contribution financière aux organismes Carrefour jeunesse emploi de Côte-des-Neiges et Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce totalisant 85 280 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et approuver les deux projets de convention à cet effet.

CA20 170169 - 20 juin 2020 - Accorder un soutien financier totalisant 40 904,52 $, incluant toutes les taxes, si applicables, aux organismes Carrefour jeunesse emploi de Côte-des-Neiges et Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour la période se terminant le 31 décembre 2021. Approuver les deux projets de convention à cet effet.

CA18 170175 - 28 juin 2018 - Accorder un soutien financier totalisant 183 750 $ (incluant toutes les taxes, si applicables) à 4 organismes pour la réalisation d'activités liées à la concertation et au soutien en développement social local dans l'arrondissement pour la période se terminant le 31 décembre 2019. Approuver les projets de convention à cet effet.

CA16 170195 - 27 juin 2016 - Autoriser la signature de onze ententes de partenariat pour la réalisation d'activités liées à la concertation et au soutien en développement social local pour la période se terminant le 31 mars 2018.

DESCRIPTION

La Table jeunesse de Côte-des-Neiges, nouvellement coordonnée par la CDC de CDN, est un espace de concertation et d'action collective dédié à l'amélioration des conditions de vie des jeunes du quartier. Ce mandat vient renforcer son rôle de table de quartier et de moteur de développement social à Côte-des-Neiges.
La Table jeunesse réunit des partenaires communautaires, institutionnels afin de soutenir le développement global des jeunes de 6 à 25 ans, en favorisant leur inclusion sociale, éducative et professionnelle.
Grâce à une approche collaborative, ancrée dans la diversité et les réalités du quartier, elle initie et soutient des projets concertés répondant aux besoins spécifiques des jeunes : employabilité, santé mentale, logement, réussite éducative, participation citoyenne, etc. Les actions menées visent à renforcer leur pouvoir d'agir et à lutter contre les inégalités.
S'inscrivant dans la mission plus large de la CDC de CDN soit de favoriser la participation des acteurs communautaires au développement social du quartier.La table jeunesse contribue activement à une transformation sociale durable, en misant sur la mobilisation des partenaires et l'expertise issue du terrain.

« Soutien à la coordination de la Table de concertation jeunesse de CDN »

La Table jeunesse CDN est un regroupement d'organismes du quartier qui travaillent auprès des enfants et des jeunes de 6 à 25 ans. Sa mission est de rassembler et favoriser la collaboration entre les groupes afin de soutenir et consolider le travail qui se fait auprès des jeunes du quartier ainsi que promouvoir et encourager les initiatives visant à améliorer leur qualité de vie, leur santé et celle de leur famille. La contribution financière octroyée par l'arrondissement vise à soutenir la table dans ses principales actions en concertation, c'est-à-dire :

- Coordonner les rencontres du regroupement;
- Faciliter l'échange d'informations;
- Soutenir le développement de projets concertés qui répondent aux problématiques des jeunes;
- Soutenir la mise en oeuvre du nouveau plan stratégique de la table jeunesse
- Encourager la participation des membres;
- Créer des liens à l'échelle du quartier et de Montréal.

Plus spécifiquement le soutien vise à répondre à quatre grands objectifs:

- Mobiliser les membres, assurer l'échange d'informations et encourager les collaborations entre les actrices et acteurs jeunesse qui œuvrent auprès des 6 à 25 ans, tout au long de l'année
- Identifier les besoins et les actions prioritaires en lien avec les enjeux des jeunes de 6 à 25 ans de CDN et leur famille;
- Développer des projets qui répondent aux problématiques ciblées par la table;
- Consolider le nouveau modèle de gestion de la table jeunesse

JUSTIFICATION

La DCSLDS reconnaît l'importance de cette instance de concertation pour rejoindre la clientèle jeunesse par l'implication et la concertation multisectorielle. Cette contribution permet de soutenir le fonctionnement de la Table jeunesse CDN et ainsi reconnaître l'impact

de ses actions sur diverses problématiques sociales touchant la clientèle jeunesse. Ce soutien permet aussi de renforcer le partenariat entre l'arrondissement et les organismes jeunesse pour la réalisation d'activités liées à la concertation, à l'animation et au développement social local.
Le financement est accordé pour un an car il y aura une évaluation du modèle de gouvernance (par le comité aviseur pour les membres de la table) et de l'Entente après un an.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une contribution financière de 23 296 $, incluant toutes les taxes si applicables, est prévue au budget de la DCSLDS pour l'année 2025. Une indexation de 3% a été appliquée.

Organisme	Montant	Numéro de demande d'achat
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN)	23 296 $	873371

L'imputation comptable qui sera utilisée est la suivante:
2406.0010000.300775.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000

Les renseignements relatifs à la certification des fonds sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

MONTRÉAL 2030

Le projet de la Table de concertation jeunesse de CDN répond à 5 priorités de Montréal 2030 *(8-9-10-18-19).*
La priorité 8 consiste en la lutte contre le racisme et les discriminations systémiques. Le projet vise à ce que les jeunes se sentent inclus et vivent dans un milieu sécuritaire où il est possible de s'épanouir.
La priorité 9 consiste à tisser un filet social fort. Le projet est concerté par une diversité d'actrices et d'acteurs qui feront de leur milieu un tissu social fort pour les jeunes.
La priorité 10 consiste à accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens. Les jeunes auront plusieurs occasions de s'impliquer socialement et publiquement tout au long du projet.
La priorité 18 consiste à assurer la protection et le respect des droits humains ainsi qu'à l'équité sur l'ensemble du territoire. La concertation mettra en oeuvre plusieurs facteurs de protection pour que les jeunes vivent en harmonie sur le territoire.
La priorité 19 consiste à offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins. Les jeunes ont accès à toute une gamme de services et de lieux de proximité répondant à leurs besoins sur le territoire de l'arrondissement.

«Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement;
- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes en matière de sports, de loisirs et de culture (résultat 1.3 du plan).»

- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population d'évoluer dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive (résultat 1.4 du plan).»

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Développement de priorités communes et d’actions concertées;

- Meilleure utilisation des ressources disponibles;
- Plus grande mobilisation des jeunes et des groupes;
- Réduction de la pauvreté;
- Amélioration globale de la qualité et des conditions de vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les conditions inscrites à la Convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption par le conseil d'arrondissement : 9 juin 2025

- Remise du rapport annuel 30 juin 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-05-16
Françoise CHARNIGUET Conseillière en développement communautaire	Jean-Francois LABADIE Chef de service développement social et vitalité communautaire
Tél : 438-838-5256 **Télécop. :**	**Tél :** 438 865-5611 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-05-22

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258159005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière à la Corporation communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN) de 23 296 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour la période du 10 juin 2025 au 31 mai 2026 et approuver le projet de convention à cet effet.



TJCDN Plan d'action 28.03.25.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Conseillière en développement communautaire

Tél : 438-838-5256
Télécop. :

Table jeunesse de Côte-des-Neiges
Plan d'action 25-30
Version objectifs adoptés 28 mars 2025

1. **Réussite scolaire** Favoriser la réussite éducative des jeunes					
Objectifs	**Stratégies**	**Actions**	**Porteurs/Partenaires**	**Résultats**	**Statut**
1.1 Sensibiliser les parents et les jeunes par rapport à la saine gestion des écrans	Outiller et sensibiliser : 1-les parents pour mieux gérer l'accès aux écrans 2-les jeunes pour les autonomiser dans une saine consommation des écrans	-SPVM atelier cyber-sécurité -Atelier dans les écoles primaires et secondaires -Journal de quartier pour augmenter la diffusion des activités			
	Plusieurs organismes partagent le savoir, l'expérience, les champs de pratique	-Augmenter l'accès aux activités gratuites pour ados			
	Amener les jeunes vers des alternatives aux écrans : activités ludiques, sports, loisirs, sorties, bibliothèque, ressources du quartier	-Activités diversifiées proposées dans différents organismes -Renforcer le partenariat communautaire, ICS, écoles, instititions pour l'accès aux locaux, aux ressources financières, matérielles, etc.			
1.2 Favoriser l'accès et amplifier le soutien aux familles immigrantes dans la réussite scolaire	Renforcer l'offre existante, créer des partenariats (exemples – ateliers, ics)				
	S'assurer de la connaissance des ressources (faciliter la communication) (souligner le travail déjà fait)	Soirée rencontre bulletin, Kiosques d'organisme, ICS			
1.3 Favoriser la persévérance scolaire à travers des activités ludo-pédagogiques	S'assurer que les jeunes savent ce qui est à leur disposition	Organiser les journées de la persévérance scolaire 2026			
	Donner la parole aux jeunes construire avec eux (transversal - approches)				

2. **Environnement familial** Accompagner et soutenir les jeunes et leur famille dans la réalisation de leur plein potentiel					
Objectifs	**Stratégies**	**Actions**	**Porteurs/Partenaires**	**Résultats**	**Statut**
2.1 Soutenir et accompagner les jeunes dans leur développement et leur intégration	Adapter les activités aux besoins des jeunes : s'allier entre institutions et communautaire	-Aire Ouverte -Développement d'outils de communication -Créer des comités de co-développement d'activités/projets sur des enjeux précis	Coordination TJCDN ICS		
	Développer des projets de pairs aidants pour faciliter l'intégration et un suivi de trajectoires que les travailleurs de milieu ne peuvent pas effectuer (clarifier le terme : jeunes pairs aidants?)	Réseau de pairs aidants	-Aire Ouverte -BCA -La Ruche CDN -Celo -CCMS -Baobab familial -Écoles secondaires		
2.2 Soutenir et développer un filet de sécurité collectif pour le bien-être des jeunes	Développer un réseau partenarial entre institutions et milieu communautaire	Projet SOIR Réseau dépannage	-TJCND -La Ruche -ICS		
	Améliorer la communication entre les membres de la table pour mieux soutenir				
	Développer des ateliers sur : Autonomie, prendre soin de soi (budget, cuisiner, travailler, se loger, utiliser les ressources, etc.)	Soutenir le développement d'activités dans les organisations			
2.3 Développer et promouvoir un réseau concerté pour la jeunesse	Mobiliser les acteurs de tous les milieux dans les tables et comités	Organiser des rallyes			
	Promotion des services, activités, programmes auprès des jeunes	Kiosques d'information dans les écoles, Bottin interactif			
	Favoriser les canaux de communication entre les partenaires et avec les jeunes et les familles	Projet SOIR Soutenir le projet ICS Créer des liens avec La Ruche CDN			
2.4 Favoriser une prise de parole des jeunes concernant leurs besoins de	Créer des liens avec la Table de quartier pour rejoindre, sonder, sensibiliser	Forum jeunesse annuel			

base et sensibiliser les structures et les instances décisionnelles à ces enjeux	Faire remonter la parole des jeunes (réflexion sur les besoins de base : logement, alimentation – dans le milieu familial)	Rencontres régulières par et pour les jeunes pour actualiser les besoins de la jeunesse à CND	-Celo -BCA -Baobab -PROMIS		

3. **Santé mentale**

Sensibiliser et agir sur la santé mentale des jeunes via des actions de prévention et de promotion, tout en adaptant les interventions aux réalités culturelles du quartier

Objectifs	Stratégies	Actions	Porteurs/Partenaires	Résultats	Statut
3.1 3.1 Informer les jeunes et leur entourage sur l'importance des saines habitudes de vie, en particulier sur les impacts de l'utilisation des réseaux sociaux	Susciter l'engagement des proches (parents et entourage immédiat du/de la jeune)	Animer une soirée gaming suivie d'une discussion avec parents et enfants sur les effets des réseaux sociaux (+/-)	Porteur à définir (ICS ?) Partenaires -Les organismes communautaires qui ont développé une expertise en santé mentale des jeunes -Les écoles primaires et secondaires du quartier ainsi que tout autre partenaire du réseau scolaire expert en santé mentale des jeunes -L'équipe scolaire du CIUSSS CCOMTL ainsi que les programmes en santé mentale des jeunes (Aire Ouverte et autres à identifier / voir avec Amélie)		
	Encourager une approche collaborative entre les écoles et les partenaires oeuvrant en jeunesse	Animer des ateliers de sensibilisation et de discussion dans les écoles primaires et secondaires sur les effets des réseaux sociaux (+/-)			
	S'appuyer sur des données récentes pour construire une approche et des actions concertées se basant sur des projets qui ont bien fonctionné auprès des jeunes	Inclure des activités parascolaires qui touchent directement aux saines habitudes de vie et qui peuvent avoir un impact favorable sur la santé mentale des jeunes			
	Mobiliser la communauté pour générer un changement favorable (ajouter une stratégie par rapport aux approches en lien avec les différentes tranches d'âge)				
3.2 Démystifier les enjeux entourant la santé mentale des jeunes et sensibiliser plus particulièrement à la gestion des émotions	-Favoriser l'identification et l'expression des émotions	-Implanter un projet-pilote dans une école primaire du quartier en réunissant des partenaires du scolaire et du communautaire afin d'animer conjointement des activités parascolaires abordant la gestion des émotions	Porteur : Les ICS avec l'appui de la coordination de la Table jeunesse CDN Partenaires : -Les organismes communautaires qui ont développé une expertise en santé mentale des jeunes -Les écoles primaires et secondaires du quartier ainsi que tout autre partenaire du réseau scolaire expert en santé mentale des jeunes -L'équipe scolaire du CIUSSS CCOMTL ainsi que les programmes en santé mentale des jeunes (Aire Ouverte et autres à identifier / voir avec Amélie)		
	-Outiller les jeunes et leur entourage immédiat en développement une approche commune				
	-Impliquer les jeunes dans des activités ludiques				
	-Encourager la discussion sans jugement	-Animer des ateliers de sensibilisation et de discussion dans les écoles en invitant les intervenant.es scolaires, les jeunes 11-13 ans et leurs parents/proches -Animer des ateliers-discussions avec les jeunes 14-17 ans sur l'anxiété			
	-Prendre en compte les réalités culturelles diversifiées	-Développer des outils communs adaptés aux réalités des jeunes et de leur famille			
3.3 Prévenir et identifier les besoins des jeunes en termes de consommation	Commencer plus tôt les actions de prévention et de sensibilisation		Porteur : à identifier Partenaires : -Les organismes communautaires (Prévention CDN-NDG, Cumulus) -Les écoles du quartier		
	Centraliser l'information sur les ressources et services accessibles aux jeunes et diffuser l'information pour qu'elle soit adaptée aux réalités des jeunes	Créer une carte interactive qui recense les ressources et services du quartier agissant en consommation et dépendance chez les jeunes			

	Collaborer avec les écoles pour adresser l'enjeu de la consommation chez les jeunes	-Sensibiliser les équipes-écoles -Offrir des formations aux intervenant.es	-L'équipe scolaire du CIUSSS CCOMTL ainsi que les programmes en santé mentale des jeunes		
	Fournir des interventions personnalisées et accroitre le soutien psychosocial	Fournir des interventions personnalisées et accroitre le soutien psychosocial auprès des jeunes			

4. **Environnement social** Développer le sentiment d'appartenance et de sécurité des jeunes					
Objectifs	**Stratégies**	**Actions**	**Porteurs/Partenaires**	**Résultats**	**Statut**
4.1 S'assurer que tous les intervenant.es jeunesse de Côte-des-Neiges aient une formation de base commune dans le but de répondre aux besoins des jeunes	Avoir une structure pour être au courant des enjeux, sonder les jeunes et les intervenants, identifier des thèmes et des formations (ajout comité de soutien, partage de situation, .échanger sur les services) (s'entendre sur les besoins : quelle priorité des besoins de base) (idée de faciliter l'accès aux formations pour tous les intervenant.es du quartier)	Sous-comité formation	Coordination TJCND et membres de la table		
	Promouvoir une approche d'intervention positive dans le quartier	Manifeste	Coordination TJCDN		
4.2 Créer un projet concerté dans lequel les organismes peuvent contribuer à la vie sociale	Permettre aux jeunes de créer un projet pour vivre des expériences positives, approche par et pour, réduction des méfaits.	Projet SOIR	Table jeunesse		
4.3 Bonifier et pérenniser la présence des ICS dans les écoles et augmenter le nombre d'écoles	Trouver plus de financement, plus de liens avec les écoles	Projet ICS	Baobab familial et Prévention CDN-NDG		
	Mettre en valeur le projet, faire connaître les ressources du quartier aux ICS				

4.4 S'assurer que tous les jeunes aient un accès inclusif à l'information sur les ressources du quartier	Développer un outil pour connaitre les organismes et connaitre les projets des organismes	Foire jeunesse	Coordination TJCDN et membres de la table		

5. **Table jeunesse** Favoriser une table active, transparente et collaborative qui renforce ses acteurs					
Objectifs	**Stratégies**	**Actions**	**Porteurs/partenaires**	**Résultats**	**Statut**
5.1 Favoriser la collaboration active et transparente entre les membres de la table de concertation pour renforcer les liens entre les différents acteurs	Participation des institutions à la table (police, centres de services scolaires francophone et anglophone, santé, écoles, arrondissement, université)	Coordo change meeting venues -Calendrier annuel -Sondage sur le fonctionnement rencontres (fréquence, déroulement, etc) -Benchmark avec d'autres tables jeunesse	CDC avec comité		
5.2 Renforcer les capacités des membres de la table en offrant du soutien, de la formation et en établissant un climat de respect pour solidifier la structure	Partager les expertises, se soutenir (rédaction de demandes de subvention, formation, self care, consultation E/F, participation des jeunes (stagiaires), évaluation, suivis du plan d'action.	Création d'un sous-comité -Temps de réseautage -Repas ensemble -Infolettre de la table -Trouver de l'argent pour les formations	CDC avec comité		
5.3 Mettre en place une gouvernance claire et partagée pour assurer une coordination	Coco fort ou non? Incorporation? Coordination ou non? Leadership expérimenté dans la	-CDC avec comité -sous-comités avec des mandats clairs -Révision des règlements généraux	CDC avec comité		

équilibrée et une responsabilisation commune des membres de la table	communauté, mentorat communautaire, orientation	-Charte de participation			
5.4 Assurer la constance et la pérennisation de la table en maintenant l'engagement et l'implication des acteurs concernés sur le long terme	Développer une vision long terme, financement des projets sur le long terme, financement pour les communications et les médias sociaux, forums et foires jeunesses, focus groupes jeunesse, attirer les jeunes à la table	- Révision des règlements généraux -Évaluation du plan d'action (comité suivi) -Suivi du plan d'action tous les 6 mois -Repi/reconnaissance toute l'année	CDC avec comité		



CONV_CDCCDN_TJ2025-.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES (CDC CDN)** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est au 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 695, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représenté par Mme Alimatou Touré, directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 136925096RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006479151

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'assurer la participation et la concertation des acteurs communautaires au développement social de Côte-des-Neiges, dans une perspective de lutte à la pauvreté et de transformation sociale

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;

« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la direction Culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre 2025 pour la première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de vingt-trois mille deux-cent quatre-vingt-seize dollars (23 296 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement au montant de vingt-trois mille deux-cent quatre-vingt-seize dollars (23 296 $),dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (inscrire le montant en lettres – minimum de deux millions) de dollars ((inscrire le montant en chiffres) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du

certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mai 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 695, Montréal (Québec) H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES (CDC CDN)

Par : _____

Alimatou Touré (directrice générale)

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1 PROJET

#13468 - Coordination de la Table de concertation jeunesse de CDN- Demande de soutien financier - Demande de soutien financier (envoyée le 9 mai 2025 à 13:57)

Nom de l'organisme	Mission
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	La CDC de Côte-des-Neiges (CDC de CDN) est un regroupement multisectoriel d'organismes communautaires qui a comme mission d'assurer la participation et la concertation des acteurs communautaires au développement social de Côte-des-Neiges, dans une perspective de lutte à la pauvreté et de transformation sociale. La CDC de CDN joue également le rôle de table de quartier et, en ce sens, contribue à une action multi-réseau alimentant des liens entre les différents partenaires afin d'améliorer les conditions de vie dans le quartier. Depuis 2017 la CDC de CDN pilote une démarche de planification stratégique de quartier impliquant des organismes communautaires, des institutions et des résident.es. Le plan du quartier, adopté en mars 2018, comprend du travail sur cinq priorités : la salubrité des logements, l'accès aux emplois de qualité, l'accès aux logements abordables, des activités pour briser des barrières linguistiques et une réponse dynamique aux besoins de base.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel sur invitation soutien à la concertation jeunesse CDN (Autre)

Informations générales

Nom du projet: Coordination de la Table de concertation jeunesse de CDN- Demande de soutien financier
Numéro de projet GSS: 13468

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: ALIMATOU
Nom: TOURE
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (438) 764-3949
Numéro de télécopieur:
Courriel: alimatou@conseilcdn.qc.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: ALIMATOU
Nom: TOURE
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2025-06-01	2026-05-31

Date limite de réception du rapport final
2026-07-01

Résumé du projet

La Table jeunesse de Côte-des-Neiges, nouvellement coordonnée par la CDC de CDN, est un espace de concertation et d'action collective dédié à l'amélioration des conditions de vie des jeunes du quartier.

Ce mandat récemment confié à la CDC de CDN vient renforcer son rôle de table de quartier et de moteur de développement social à Côte-des-Neiges. La Table jeunesse réunit des partenaires communautaires, institutionnels et citoyen·nes afin de soutenir le développement global des jeunes de 6 à 25 ans, en favorisant leur inclusion sociale, éducative et professionnelle.

Grâce à une approche collaborative, ancrée dans la diversité et les réalités du quartier, elle initie et soutient des projets concertés répondant aux besoins spécifiques des jeunes : employabilité, santé mentale, logement, réussite éducative, participation citoyenne, etc. Les actions menées visent à renforcer leur pouvoir d'agir et à lutter contre les inégalités. S'inscrivant dans la mission plus large de la CDC de CDN soit de favoriser la participation des acteurs communautaires au développement social du quartier.

La Table jeunesse contribue activement à une transformation sociale durable, en misant sur la mobilisation des partenaires et l'expertise issue du terrain.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Mobilisation des membres , échange d'information et collaborations

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Présence aux rencontres de la Table et participation active aux discussions

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Réunions de la Table jeunesse

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	7	1	2	1	25

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Renforcement de la collaboration inter-organismes

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
favoriser le développement de projets collectifs

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formations croisées entre organismes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	3	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rencontres inter-équipes d'intervention

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	2	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Cocréation d'une boîte à outils commune

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année					

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Rayonnement de la Table jeunesse dans le quartier et à l'échelle régionale

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Table jeunesse est reconnue et investie dans des comités /tables /projets du quartier

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Participation à des rencontres de comités /tables /projets ciblés du quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	3	24	2	4	10

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Participation à des rencontres de comités à l'échelle régionale

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	3	12	2	5	10

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Représentation de la Table dans des activités ciblées

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	3	4	2	4	25

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6767
Rue: Chemin de la Côte-des-Neiges
Numéro de bureau: 695
Code postal: H3S 2T6
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Diversité sociale
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	375	375	5	755

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet
- **Précision:** Il s 'agit des jeunes de 6 à 30 ans et leur famille.

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Autres ou ne s'applique pas à ce projet

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
La Table jeunesse de Côte-des-Neiges applique l'approche ADS+ pour mieux tenir compte des différences entre les jeunes selon leur genre, origine, parcours ou situation. Elle soutient des projets inclusifs, s'assure que tous les jeunes aient leur place et forme ses membres pour adapter les actions aux besoins de chacun et chacune.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 000,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Maxime Bergeron-Laurencelle
Adresse courriel: maxime.bergeron-laurencelle.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 779-2380
Adresse postale: 1560 , rue Sherbrooke Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4M1

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	31,10 $	21,00	117,93 $	30	1	23 130,90 $
Total						**23 130,90 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Autre: Fonds développement social local	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	20 000,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Coordonnateur(trice)	23 130,90 $	0,00 $	20 000,00 $	**43 130,90 $**	23 130,90 $
Total	**23 130,90 $**	**0,00 $**	**20 000,00 $**	**43 130,90 $**	**23 130,90 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	165,10 $	0,00 $	0,00 $	**165,10 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**165,10 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**165,10 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**0,38 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**0 %**			
Total	**23 296,00 $**	**0,00 $**	**20 000,00 $**	**43 296,00 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

voici les termes de l'entente entre la Table jeunesse et la CDC:

Dans le cadre du processus de décision du nouveau modèle de gouvernance de la Table jeunesse de Côte-des-Neiges (TJCDN), et tel que voté en Assemblée extraordinaire du 3 avril 2025, la TJCDN souhaite conclure une entente de partenariat pour que l'espace de concertation de la Table jeunesse (TJCDN) soit porté par la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN). Modalités principales de l'entente:

- La CDC sera responsable de la ressource humaine dédiée à la Table jeunesse, le comité aviseur ne supervisera pas la ressource humaine
- La TJCDN conservera son autonomie organisationnelle et son indépendance décisionnelle.
- La TJCDN conservera ses règlements généraux et son propre processus de membership.
- Il ne sera pas nécessaire d'être membre de la CDC pour être membre de la TJCDN.
- Les orientations et les positions de la Table jeunesse seront votées par les membres de la TJCDN et non pas par le CA, l'équipe ou l'Assemblée des membres de la CDC.
- La CDC et le comité aviseur de la TJCDN seront responsables de la création d'un poste à 21h/sem pour la coordination de la TJCDN.
- Un comité aviseur issu de la TJCDN s'assurera d'effectuer les suivis et orientations en collaboration avec la personne coordonnatrice de la TJCDN et les membres de la TJCDN environ 6 rencontres par année
- Il y aura une évaluation-bilan du modèle de gouvernance et de l'entente annuellement Ainsi, La TJCDN s'engage à :
- Créer un nouveau comité aviseur ayant pour mandat de faire le suivi et l'évaluation des objectifs du plan d'action de la table, et le suivi de l'entente. La CDC CDN s'engage à :
- Assumer le rôle et la responsabilité de la supervision de la ressource humaine consacrée à la TJCDN.
- Assurer une saine gestion des fonds de la table jeunesse

Diversité et inclusion sociale Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **ALIMATOU TOURE** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Coordination de la Table de concertation jeunesse de CDN- Demande de soutien financier** pour Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

	12-05-2025
ALIMATOU TOURE	**Date**
Directeur(trice) général(e)	

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1258159005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière à la Corporation communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN) de 23 296 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour la période du 10 juin 2025 au 31 mai 2026 et approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1258159005 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-20

Amar BENSACI
Directeur des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière(par interim)
Tél : (514) 219-6358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière

No. de dossier	**1258159005**
Nature du dossier	**Contribution financière**
Recettes	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :
Accorder une contribution financière à la Corporation communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN) de 23 296 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour la période du 10 juin 2025 au 31 mai 2026 et approuver le projet de convention à cet effet.

Cette dépense sera entièrement financée par le budget de fonctionnement de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et sera imputée comme suit :

Imputation	2025
2406.0010000.300775.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 CR: CDN – Dev. Social A: Dev. Social O: Contribution à d'autres organismes SO : Autres organismes	**23 296,00 $**

La demande d’achat numéro 873371 a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Le bon de commande sera préparé à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1258159006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à deux OBNL totalisant la somme de 49 413 $, dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 10 juin au 31 décembre 2025 et approuver les projets de convention à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ:
1. D'accorder une contribution financière maximale totalisant 49 413 $ à deux (2) organismes dans le cadre de la programmation en cohabitation sociale estivale issue du programme de financement Prévention Montréal, comme suit :

Organismes	Projet	Axe d'intervention	Total
Le Relais Côte-des-Neiges	Entraînements de boxe au parc Nelson Mandela, une présence rassurante pour les familles	Axe 2	8 000 $
Jeunesse Loyola	Loyol'Art: Expression créative et engagement communautaire comme outils de prévention	Axe 2 MSP	41 413 $

2. D’approuver les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces contributions financières;

3. D’imputer cette dépense totale conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:11

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1258159006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à deux OBNL totalisant la somme de 49 413 $, dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 10 juin au 31 décembre 2025 et approuver les projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

L'année 2022 voit la convergence de quatre initiatives de financement (Fonds diversité et inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables, Programme d'intervention de milieu pour les jeunes (PIMJ), Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (PPVJ) et l'Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) au sein du nouveau programme Prévention Montréal.
Le programme Prévention Montréal vise à offrir des milieux de vie de qualité et sécuritaires dans lesquels les obstacles sont levés et les opportunités sont accessibles aux enfants et aux jeunes de moins de 30 ans ainsi qu'à leur famille en situation de vulnérabilité.

Avec ce nouveau programme, la Ville amorce une nouvelle façon d'aborder les enjeux en matière de prévention en sécurité urbaine et de développement du plein potentiel des enfants et des jeunes. Il est doté d'un budget sur trois ans et bénéficie de nouveaux fonds provenant du ministère de la Sécurité publique. Il est constitué de deux axes:

- Axe 1: Développement du plein potentiel de l'enfant et du jeune en situation de vulnérabilité
- Axe 2: Prévention en sécurité urbaine

Les stratégies, les actions et les projets qui découlent du programme s'adressent prioritairement aux enfants et aux jeunes de moins de 30 ans et s'emploient à agir sur les facteurs qui influencent la sécurité des personnes et des milieux de vie, tout en misant sur les forces vives et transformationnelles de l'action communautaire dans les quartiers.

Ainsi, le programme Prévention Montréal vise, à court terme, à favoriser, soutenir et renforcer :

- la mobilisation, l'engagement, la connaissance et la capacité de la population et des

partenaires à offrir des milieux de vie de qualité et sécuritaires pour les enfants, les jeunes et leur famille;
- la mise en place d'initiatives visant le développement du plein potentiel des enfants, des jeunes et de leur famille;
- le déploiement de projets en prévention de la violence qui améliore la sécurité vécue et perçue des enfants, des jeunes et de leur famille, ainsi que des milieux susceptibles de connaître le plus d'insécurité.

La première année (2022) de Prévention Montréal a été une période de démarrage progressif qui a permis aux arrondissements de s'approprier le contenu du programme et d'ajuster leurs actions en fonction du principe du programme tout en analysant les besoins locaux et ressources disponibles, et ce, en concertation avec leurs partenaires. Aussi, afin de limiter les bris de service, les projets conformes aux exigences ont été reconduits pour une année supplémentaire.

Le présent sommaire vise à soutenir deux projets, l'un pour offrir pour la quatrième année consécutive aux jeunes, aux familles et aux populations vulnérables du quartier Côte-des-Neiges une série d'activités qui visent à promouvoir une cohabitation saine et harmonieuse dans le parc Nelson-Mandela (NM), l'autre dans le secteur Loyola pour offrir aux jeunes qui fréquentent le parc Gilbert Layton et l'organisme Jeunesse Loyola un environnement sécuritaire et bienveillant, en offrant des activités artistiques et créatives.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 170128 du 3 juin 2024
Accorder une contribution financière à huit OBNL, totalisant la somme de 313 545 $, toutes taxes incluses si applicables, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 22 juin 2024 au 31 octobre 2025. Approuver les projets de convention à cette fin.

CA23 170299 du 4 décembre 2023
Accorder une contribution financière à dix OBNL, totalisant la somme de 983 114 $, toutes taxes incluses si applicables, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025. Approuver les projets de convention à cette fin**.**

CA23 170044 du 8 mars 2023
Accorder une contribution financière totalisant 174 287 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2023, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme Prévention Montréal

CA23 170044 du 8 mars 2023
Accorder une contribution financière totalisant 174 287 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2023, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme Prévention Montréal

CA23 170013 du 7 février 2023
Accorder un soutien financier totalisant 159 329 $, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, du budget 2023 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;

CE22 2148 du 21 décembre 2022
Approuver le cadre de référence du programme Prévention Montréal 2023-2025, doté d'un budget totalisant 42 446 420 $ sur trois ans / Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 26 429 464 $ attribuée au volet local dudit programme pour les années 2023, 2024, 2025 / Autoriser le virement d'une somme de 19 453 143 $ pour 2023, 2024 et 2025, à raison de 6 484 381 $ par année, en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion

sociale vers les 19 arrondissements (1229703001)

CA22170011 du 7 février 2022
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 309 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les neuf (9) projets de convention à cet effet.

CA21170044 du 8 mars 2021
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 217 526 $, (toutes taxes comprises si applicables), pour l'année 2021, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget 2021 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les onze (11) projets de convention à cet effet.

CE19 0419 du 13 mars 2019
Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 2 103 062 $ du budget prévu pour la Politique de l'enfant / Autoriser les virements des montants répartis en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les arrondissements respectifs.

DESCRIPTION

Pour la quatrième année consécutive de la programmation estivale visant à favoriser une cohabitation harmonieuse dans les parcs Martin Luther King, Nelson Mandela et de la Savane, l'Arrondissement à cette fois-ci fait appel à l'organisme Le Relais CDN pour bonifier l'occupation positive du parc Nelson Mandela.
Du fait des impacts positifs des trois éditions précédentes, la décision a été prise d'inviter à nouveau les groupes membres de la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC CDN) à proposer des projets autour des secteurs identifiés et en lien avec les populations que nous souhaitions rejoindre en priorité à co-construire ou déposer leurs projets soutenus avec des ajustements.
Ainsi, en plus des projets déjà déployés les années précédentes comme la ludothèque, l'animation du terrain multisports ou le basket-ball à l'aréna, un projet de boxe sera ajouté.

- Nom de l'organisme : Le Relais Côte-des-Neiges
- Nom du projet : Entraînements de boxe au parc Nelson Mandela, une présence rassurante pour les familles
- Brève description du projet : Le projet vise à offrir aux jeunes papas affiliés aux organismes BCA, Le Relais, le Centre communautaire Mountain Sights, La Maison Bleue, mais aussi aux personnes qui fréquentent le parc en fin de journée une activité de boxe une fois par semaine tout au long de l'été afin d'occuper l'espace de façon positive et de renforcer le sentiment de sécurité de toute la communauté autour du parc.
- Montant de la contribution recommandée : 8 000 $

À Notre-Dame-de-Grâce dans le secteur Loyola, les intervenant·e·s de Jeunesse Loyola constatent une augmentation de comportements problématiques parmi les jeunes fréquentant leurs activités régulières. Ces comportements incluent des actes de vol à l'étalage, de vandalisme, ainsi que des formes de violence verbale et physique, souvent dirigées vers d'autres jeunes. La majorité des jeunes qui fréquentent Jeunesse Loyola vivent dans des situations de vulnérabilité. Le manque de soutien structurel et la faible inclusion sociale exacerbent ces défis, rendant la prévention et l'intervention d'autant plus cruciales.

- Nom de l'organisme: Jeunesse Loyola
- Nom du projet : Loyol'Art: Expression créative et engagement communautaire comme outils de prévention

- Brève description du projet: L'approche proposée par ce projet repose sur l'art et l'expression créative, des outils puissants pour renforcer le sentiment d'appartenance, encourager le développement personnel, et prévenir l'émergence de comportements illicites. Différentes activités comme la peinture murale, la photographie, la création de mode, de balado ou de la musique.
- Montant de la contribution recommandée : 41 413 $

JUSTIFICATION

Les projets répondent aux différents objectifs et critères de l'axe 2 du programme de Prévention Montréal. Ils visent à soutenir le développement d'actions communautaires en sécurité urbaine et finalement, à appuyer des initiatives en prévention de la violence chez les jeunes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme nécessaire à ce dossier, soit 49 413 $, est prévue au budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale (SDIS). Une partie de cette somme a été transférée en arrondissement en 2024 pour le projet de l'axe 2.
Pour les projets de l'axe 2 du Ministère de la Sécurité publique (MSP), le budget est à la ville centre.

Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes se résume comme suit :

Organismes	Projet	Soutien recommandé en 2024	Soutien recommandé en 2025	Axes du projet	Numéro de demande d'achat
Le Relais Côte-des-Neiges	Entraînements de boxe au parc Nelson Mandela, une présence rassurante pour les familles	0 $	8 000 $	Axe 2	874027
Jeunesse Loyola	Loyol'Art : Expression créative et engagement communautaire comme outils de prévention	0 $	41 413 $	MSP	874033

Les imputations budgétaires utilisées sont les suivantes :

Clé budgétaire Axe 2: 2406.0010000.300775.05803.61900.000000.0000.004672.052131.00000.00000

Clé budgétaire Axe 2 MSP:
2101.0014000.101550.05803.61900.016491.0000.004672.052131.00000.00000

MONTRÉAL 2030

Le programme Prévention Montréal est une contribution majeure à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus particulièrement aux priorités :

- 9: « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le

territoire »;

- 18: « Assurer la protection et le respect des droits de la personne ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire »;

- 19. « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins ».

Ces projets contribuent également à l'atteinte des résultats du Plan stratégique de l'Arrondissement, notamment :

Axe 1 : Milieux de vie plus équitables et plus inclusifs
- résultat 1.3 : La population des voisinages de l'arrondissement découvre et participe à des activités qui répondent à ses attentes en matière de sports, de loisirs et de culture;
- résultat 1.4 : La population de tout l'arrondissement évolue dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive;

Test climat ne s'applique pas:
Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.

ADS+:
Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En animant le parc Nelson Mandela en fin de journée et en soirée, nous souhaitons permettre à tous les résidents de profiter positivement des espaces verts et ainsi favoriser une saine cohabitation entre les différentes populations.
Il s'agit aussi de prévenir les risques de délinquance et d'offrir des activités qui impliquent directement des jeunes et ainsi leur donner l'opportunité de créer, de s'amuser et de s'épanouir en créant un environnement sécuritaire et bienveillant, tout en offrant des alternatives positives et constructives

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement. Un rapport final est attendu un mois après la fin du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gabrielle LALIBERTE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Gabrielle LALIBERTE, 26 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Conseillière en développement communautaire

Tél : 438-838-5256
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-22

Jean-Francois LABADIE
Chef de service développement social et vitalité communautaire

Tél : 438 865-5611
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-05-26



conv_msp_Jeunesse Loyola.pdf



Conv_pre_violence_Le Relais CDN .pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PRÉVENTION MONTRÉAL : PROGRAMME DE PRÉVENTION EN SÉCURITÉ URBAINE POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **JEUNESSE LOYOLA**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est le C.P. 86, succursale NDG, Montréal (Québec) H4A 3P4, agissant et représenté par Christine Richardson, directrice dûment autorisé aux fins de présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : s/o
Numéro d'inscription T.V.Q. : s/o
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 872948138 RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la sécurité et le sentiment de sécurité sont des conditions essentielles à l'inclusion, au bien-être et au développement du plein potentiel des jeunes montréalais;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le programme Prévention Montréal dont l'objectif est d'offrir des milieux de vie solidaires, inclusifs et sécuritaires dans lesquels les obstacles sont levés et les opportunités sont accessibles aux enfants, aux jeunes ainsi qu'à leur famille en situation de vulnérabilité (ci-après le « **Programme** »);

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a créé le Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires (FBCS) pour appuyer les municipalités et les communautés autochtones dans la réalisation d'initiatives de prévention et de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont conclu l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, approuvée par le décret n°2022-2013 du 28 juin 2022;

ATTENDU QUE, conformément à cette entente, le gouvernement du Québec peut conclure, avec un tiers admissible, une entente de financement afin de redistribuer la contribution reçue par le gouvernement du Canada, pour la réalisation de projets de prévention et de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, conformément à cette entente, ministère de la Sécurité publique (ci-après le « **MSP** ») et la Ville ont conclu une entente de subvention pour la réalisation d'actions concertées visant à améliorer la sécurité urbaine et à agir sur les conditions et les facteurs de risque favorisant la commission d'actes délinquants, dont des actes de violence par armes à feu;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des programmes éducatifs, culturels, récréatifs, sociaux et communautaires aux enfants, adolescents et jeunes adultes de la communauté, dans l'objectif de s'assurer que les besoins de la communauté sont comblés par l'accès à une programmation de qualité.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement, à même l'aide financière reçue du MSP;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme et que les conditions prévues à ce programme s'appliquent de façon supplétive à la présente Convention.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet et des dépenses admissibles;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet et pour les dépenses admissibles, telles que décrites dans l'Annexe 1. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

[NOTE : POUR UN TERME D'UN AN]

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant ainsi que tout représentant du MSP à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.5.8 conserver à des fins de vérifications les pièces justificatives, les factures, les reçus, de même que les comptes, les registres et les renseignements concernant les dépenses admissibles jusqu'à la date la plus éloignée entre six (6) ans suivant la Date de terminaison et le 31 décembre 2033.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais

et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

Fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, doivent être conservés par l'Organisme et demeurer disponibles afin que toute personne autorisée par la Ville puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie jusqu'à la date la plus éloignée entre six (6) ans suivant la Date de terminaison et le 31 décembre 2033.

4.10 Sous-traitance

Ne pas faire exécuter par des tiers, notamment en sous-traitance, toute partie du Projet prévu selon les modalités définies à la présente Convention sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du Responsable.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quarante et un mille quatre cent treize dollars (41 413 $) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente-trois mille cent trente dollars (33 130 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de huit mille deux-cent quatre-vingt-trois dollars (8 283 $), à la remise du rapport final, au plus tard un mois après la fin du projet,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale. L'Organisme devra rembourser à la Ville toute somme utilisée à des fins autres que celles prévues à la présente Convention.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant

les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme a présenté à la Ville des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

7.1.3 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.5 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3, 7.1.4 ou 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3,

toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention, que ce soit en vertu de l'article 8.1 ou de tout autre article de la présente Convention.

8.3 Sous réserve de l'article 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

8.4 Nonobstant l'article 8.3, la Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées à l'Organisme si elle résilie la Présente Convention parce qu'elle est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la contribution financière a été octroyée dans le cadre de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 janvier 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages

matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DE PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

Les rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») deviendront la propriété entière et exclusive de la Ville et elle pourra en disposer à son gré. L'Organisme cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux Rapports et renonce à ses droits moraux.

ARTICLE 12
CONFIDENTIALITÉ

L'Organisme s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par la Ville, les données, analyses ou résultats inclus dans les Rapports ou quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 13
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

13.1 L'Organisme déclare et garantit :

13.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

13.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

13.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

13.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci;

13.1.5 que la présente Convention doit être soumise pour approbation au MSP et que celui-ci peut en remettre copie au gouvernement du Canada;

13.1.6 sans limiter ce qui est prévu à l'article 11, que le Rapport annuel, la Reddition de comptes et tout autre document, pièce justificative, facture, reçu, compte, registre et renseignement remis à la Ville pour faire un suivi administratif et financier du Projet peut être remis par la Ville au MSP et que celui-ci peut en remettre copie au gouvernement du Canada.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

14.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au C.P 86, succursale NDG, Montréal (Québec) H4A 3P4, agissant et représenté par Christine Richardson, directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

JEUNESSE LOYOLA

Par : _____
Christine Richardson, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 9e jour de juin 2025

ANNEXE 1
PROJET ET DÉPENSES ADMISSIBLES

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2025-06-10	2025-12-31

Date limite de réception du rapport final
2026-01-31

Résumé du projet

Les intervenant-e-s de Jeunesse Loyola constatent une augmentation de comportements problématiques parmi les jeunes fréquentant leurs activités régulières. Ces comportements incluent des actes de vol à l'étalage, de vandalisme, ainsi que des formes de violence verbale et physique, souvent dirigées vers d'autres jeunes. Cette situation soulève des préoccupations croissantes quant à la sécurité et au bien-être de ces jeunes, ainsi qu'à l'impact de ces comportements sur la dynamique communautaire.

La majorité des jeunes qui fréquentent Jeunesse Loyola vivent dans des situations de vulnérabilité, faisant face à des réalités difficiles telles que la pauvreté, l'isolement social, et des environnements familiaux ou scolaires instables. Beaucoup d'entre eux et elles sont peu encadré-e-s, et reçoivent un soutien limité voire inexistant à la maison, ce qui accroît leur sentiment d'abandon et de désengagement. Exposé-e-s à de multiples facteurs de risque, ces jeunes se retrouvent souvent dans des situations propices à la délinquance, qu'ils soient ou non auteurs ou victimes de comportements illicites. Le manque de soutien structurel et la faible inclusion sociale exacerbent ces défis, rendant la prévention et l'intervention d'autant plus cruciales.

Ce projet s'inscrit dans un contexte où il est primordial de créer un environnement sécuritaire et bienveillant, tout en offrant des alternatives positives et constructives. L'approche proposée repose sur l'art et l'expression créative, des outils puissants pour renforcer le sentiment d'appartenance, encourager le développement personnel, et prévenir l'émergence de comportements illicites. L'engagement communautaire est également un levier essentiel pour favoriser un changement durable et inclusif au sein de la collectivité.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Amélioration des relations interpersonnelles entre les jeunes

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Réalisation de balados et vlogs

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	2	2	4	4

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Retours qualitatifs des intervenant.e.s

IMPACT(S) VISÉ(S)

Diminution des comportements à risque et des actes délinquants

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Changement positif dans les comportements observés

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Présence d'intervenant.e.s dans le secteur autour du parc Gilbert-Layton durant l'été

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	6	5		

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Retours qualitatifs des intervenant.e.s

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Réduction des incidents de délinquance (vol, vandalisme, violences verbales ou physiques) signalés parmi les jeunes participants

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers avec Clinique juridique du Grand Montréal et activités pour sensibiliser les jeunes aux répercussions de leurs actions

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semestre	2	3	2	2	8

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet	

Développement des compétences personnelles et communautaires des jeunes

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Acquisition de nouvelles compétences artistiques et créatives

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers de réalisation de mural

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	1	5	3	3	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers de création mode

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	2	2	1	

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers de musique steelpan

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semestre	1	6	2	3	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers de création de costumes de carnaval

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semestre	1	5	2	2	6

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Engagement accru des jeunes dans des actions communautaires tel que le Festival jeunesse

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Participation au Festival jeunesse

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	6	4	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6975
Rue: Chester
Numéro de bureau:
Code postal: H4V 2Z7
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Axe 2 - Objectif 2.1 : Soutenir le développement d'actions communautaires et citoyennes en sécurité urbaine - Prévention Montréal**:
  Favoriser la sécurité dans les espaces publics, cohabitation sociale harmonieuse et sécurité des personnes en situation de vulnérabilité, de manière intersectionnelle
- **Axe 2 - Objectif 2.2 : Appuyer la mise en place d'initiatives ciblées en prévention de la violence chez les enfants et les jeunes à risque de commettre ou de subir la violence - Prévention Montréal**:
  Développer les compétences et les habiletés sociales

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	25	25	3	53

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?

Oui

Informations complémentaires:

Les activités proposés ont été conçus avec et validé par des jeunes du secteur. Ce sont majoritairement des jeunes membres de communautés de minorités visibles et des communautés de langue officielle minoritaire, ainsi que des jeunes nouvellement arrivés et des jeunes de familles à faible revenus. Une des raisons pour le projet est justement de donner accès aux activités culturelles et artistiques aux jeunes qui n'y ont pas accès autrement. Tous les activités sont sans frais et en format drop-in.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Organisation du Festival jeunesse		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5160, boul. Décarie, bureau 600
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3X 2H9

Nom du partenaire: Banque alimentaire
Précision: Le Dépôt

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Don de nourriture		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6450 Somerled Ave
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1S5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Prévention CDN-NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767 Chem. de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Clinique juridique du Grand Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Ateliers		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3735 rue Monselet
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 2B3

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: Batshaw

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6, rue Weredale Park
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3Z 1Y6

Nom du partenaire: Bibliothèque municipale
Précision: Benny

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Ateliers		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6400 Monkland Ave
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1H3

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table jeunesse NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6370 Sherbrooke St W
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Emploi été - Service Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	10 400,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Luc CARBONNEAU
Adresse courriel: eec-csj_qc@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (866) 233-3194
Adresse postale: 1575 CHOMEDEY BOULEVARD
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H7V 2X2

Nom du partenaire: Député / Élu provincial
Précision: Désirée McGraw

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	9 500,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Nick Wheeler-Hughes
Adresse courriel: nicholas.wheeler-hughes@assnat.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 489-7581
Adresse postale: 5890, avenue de Monkland, bureau 406
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 1G2

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Fonds de réserve

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	2 394,40 $	Oui

Nom de la personne ressource: Christine Richardson
Adresse courriel: direction@jeunesseloyola.org
Numéro de téléphone: (514) 243-2239
Adresse postale: 3757 Prud'homme
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 2Z7

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	24,00 $	35,00	151,20 $	12	1	11 894,40 $
Intervenant(e)	22,00 $	30,00	118,80 $	8	2	12 460,80 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	20,00 $	25,00	90,00 $	8	2	9 440,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Intervenant pour accompagner le projet mural	22,00 $	9,00	35,64 $	5	1	1 168,20 $
Autre poste : veuillez l'identifier Préparation et animation pour le festival	20,00 $	20,00	72,00 $	1	2	944,00 $
Total						**35 907,40 $**

Postes forfaitaires	Montant forfaitaire par poste	Nombre de postes prévu		Budget total prévu
Costumière	4 000,00 $	1		4 000,00 $
Musicienne	4 000,00 $	1		4 000,00 $
Muraliste	11 800,00 $	1		11 800,00 $
Total				**19 800,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Prévention Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	2 394,40 $	19 900,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				Total	Frais liés au personnel du projet
Coordonnateur(trice)	0,00 $	2 394,40 $	9 500,00 $	**11 894,40 $**	11 894,40 $
Intervenant(e)	7 260,80 $	0,00 $	5 200,00 $	**12 460,80 $**	12 460,80 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	4 240,00 $	0,00 $	5 200,00 $	**9 440,00 $**	9 440,00 $

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)		
	Prévention Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»		
	0,00 $	**2 394,40 $**	**19 900,00 $**		
Autre poste : veuillez l'identifier Intervenant pour accompagner le projet mural	1 168,20 $	0,00 $	0,00 $	**1 168,20 $**	1 168,20 $
Autre poste : veuillez l'identifier Préparation et animation pour le festival	944,00 $	0,00 $	0,00 $	**944,00 $**	944,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Costumière *(poste forfaitaire)*	4 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**4 000,00 $**	4 000,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Musicienne *(poste forfaitaire)*	4 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**4 000,00 $**	4 000,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Muraliste *(poste forfaitaire)*	11 800,00 $	0,00 $	0,00 $	**11 800,00 $**	11 800,00 $
Total	**33 413,00 $**	**2 394,40 $**	**19 900,00 $**	**55 707,40 $**	**55 707,40 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	8 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**8 000,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**8 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**8 000,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**12,56 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**0 %**			
Total	**41 413,00 $**	**2 394,40 $**	**19 900,00 $**	**63 707,40 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Activités proposées dans le cadre du projet

Mural

Ce volet du projet vise à canaliser l'énergie créative des jeunes, certains ayant déjà réalisé des graffitis – parfois dans des contextes non autorisés – en leur offrant une occasion valorisante de s'exprimer dans un cadre positif et encadré. En collaboration avec un·e artiste muraliste professionnel·le, ces jeunes seront invité·e·s à concevoir et à réaliser une œuvre sur les conteneurs du parc Gilbert-Layton. Ce processus collaboratif permettra non seulement de revaloriser leurs compétences artistiques, mais aussi de renforcer leur sentiment de fierté, d'appartenance et de responsabilité envers leur milieu de vie. Ils et elles participeront à toutes les étapes du projet, de l'idéation à la réalisation finale, dans une démarche inclusive, respectueuse et structurée. Encadré·e·s par des intervenant·e·s jeunesse et un·e artiste expérimenté·e, les participant·e·s apprendront des techniques artistiques professionnelles, tout en développant des compétences transversales telles que la communication, le travail d'équipe, et la gestion de projet. L'œuvre finale deviendra un symbole fort de transformation, d'expression positive et d'engagement communautaire, tout en embellissant un espace public accessible à toutes et tous. Ce volet représente une action concrète de réappropriation du territoire par les jeunes, leur permettant de se réinscrire dans une démarche citoyenne créative et constructive.

Conception mode DIY (Do It Yourself)

Ce volet propose aux jeunes de s'initier à la conception et personnalisation de vêtements et d'accessoires, dans une approche créative et écoresponsable. Les participant·e·s apprendront à créer des pièces uniques à partir de matériaux récupérés ou recyclés, en explorant leur style personnel tout en valorisant le savoir-faire artisanal. Au-delà de l'apprentissage technique, ce volet permet aux jeunes de gagner en autonomie, en confiance en soi et en capacité d'expression. Le processus de création deviendra un outil pour explorer leur identité, affirmer leur individualité et partager leurs visions du monde. L'aspect collectif du projet favorisera aussi la collaboration, la solidarité et la fierté du travail accompli. Pour conclure ce volet, les jeunes présenteront leurs créations en défilé lors du Festival jeunesse.

Création de balados/vlogs

Dans ce volet, les jeunes auront l'opportunité de former des petits groupes et de s'exprimer librement et de raconter leur réalité à travers des balados et/ou des vlogs. Les jeunes seront initié·e·s aux techniques de production audio et visuelle, à l'animation, à l'entrevue et à la narration. Ces formats leur permettront de tisser des liens entre eux·elles, de traiter de sujets qui les touchent (santé mentale, racisme, école, amitiés, musique, etc.) et de se sentir valorisé·e·s dans leur parole. L'objectif est de créer des espaces d'écoute, de dialogue et d'affirmation, tout en stimulant leur créativité numérique. Les productions pourront être diffusées sur les plateformes de Jeunesse Loyola ou lors d'événements communautaires, contribuant à renforcer la voix des jeunes dans l'espace public.

Ateliers de photographie

À travers une série d'ateliers de photographie, les jeunes auront la chance de découvrir ce médium comme outil d'expression personnelle et collective. Les jeunes apprendront les bases techniques (cadrage, lumière, composition) tout en explorant la photographie comme moyen de raconter des histoires, d'observer leur environnement et de porter un regard sensible sur le monde qui les entoure. Ces ateliers encourageront l'introspection, l'observation, et la valorisation de leur propre perspective. Les participant·e·s auront également l'occasion de documenter les autres volets du projet, contribuant ainsi à une mémoire collective et à la valorisation du travail accompli par l'ensemble du groupe.

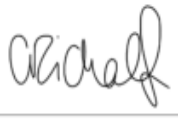
Culture des Caraïbes Ce volet célèbre et valorise les racines caribéennes d'une grande partie des jeunes de la communauté en leur offrant un espace d'exploration identitaire à travers les arts traditionnels. Ils et elles participeront à des ateliers de confection de costumes de carnaval, inspirés des festivités caribéennes, ainsi qu'à des sessions de découverte et de pratique du steelpan, instrument emblématique de cette culture. Animé par des artistes issu·e·s des communautés caribéennes locales, ce volet vise à transmettre un patrimoine riche tout en renforçant le sentiment de fierté culturelle, l'appartenance et la connaissance de soi. En valorisant ces savoirs culturels dans un cadre festif, créatif et collectif, les jeunes se réapproprient leur héritage et le partagent avec la communauté.

Diversité et inclusion sociale Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Christine Richardson** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Loyol'Art: Expression créative et engagement communautaire comme outils de prévention** pour Jeunesse Loyola.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



1 mai 2025

Christine Richardson

Directeur(trice)

Date

2 – Dépenses admissibles

Dépenses admissibles

Sont considérées admissibles les dépenses liées à la réalisation du Projet dans le cadre du Programme.

Dépenses non admissibles

Certains frais ou activités ne peuvent faire l'objet d'un financement par la subvention prévue à la présente Convention :

- Les dépenses engagées avant la signature de la présente Convention par les Parties ou après la Date de terminaison;
- Les dépenses ayant d'autres fins que celles directement liées au Projet;
- Les dépenses courantes ou d'opérations, des frais d'intérêt, des coûts d'emprunt ou de l'amortissement;
- Le financement de la dette ou le remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir;
- Les activités déjà financées dans le cadre d'un autre programme de subvention;
- Rémunération, traitements et avantages sociaux destinés à du personnel ne travaillant pas directement à la réalisation du Projet. Pour plus de certitude, seule la rémunération des heures travaillées directement à la réalisation du Projet est une dépense admissible et les traitements et les avantages sociaux seront considérés comme des dépenses admissibles seulement pour la portion correspondant au pourcentage du nombre d'heures travaillées directement à la réalisation du Projet;
- Les bonis;
- Les frais liés aux absences pour lésions professionnelles;
- Les congés octroyés en vertu des dispositions relatives aux droits parentaux;
- Les coûts d'achat ou de location d'équipements ou de véhicules autres que ceux servant exclusivement à la réalisation du Projet;
- Tous biens capitalisables ainsi que les frais d'amortissement;
- Les dépenses d'immobilisation ou d'aménagement;
- Les coûts d'entretien ou de réparation de véhicules;
- Les dépenses liées aux projets qui ne correspondent pas à l'esprit et aux objectifs du Programme, dont celles liées à la protection des biens, la surveillance et l'embauche d'agents de sécurité et l'activité policière, incluant les services réguliers ou courants des corps de police;
- Les dépenses qui ne relèvent pas des champs de compétences de la Ville, notamment l'aide au loyer et la prestation de soins de santé, physique ou mentale;
- Le soutien à la mission globale de l'Organisme.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PRÉVENTION MONTRÉAL : PROGRAMME DE PRÉVENTION EN SÉCURITÉ URBAINE POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LE RELAIS CÔTE-DES-NEIGES**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)) dont l'adresse principale est au 6600, avenue Victoria, suite 100, Montréal (Québec) H3W 3G8, agissant et représentée par Natacha Mongeau, directrice, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro d'organisme de charité : 893582825RR0001

Ci Après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la sécurité et le sentiment de sécurité sont des conditions essentielles à l'inclusion, au bien-être et au développement du plein potentiel des jeunes montréalais;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le programme Prévention Montréal dont l'objectif est d'offrir des milieux de vie solidaires, inclusifs et sécuritaires dans lesquels les obstacles sont levés et les opportunités sont accessibles aux enfants, aux jeunes ainsi qu'à leur famille en situation de vulnérabilité (ci-après le « **Programme** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir un milieu de vie qui favorise l'entraide, l'échange et le sentiment d'appartenance à son quartier et sa ville et de soutenir les familles dans leur quotidien en enrichissant leur vie familiale et communautaire.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement,

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme et que les conditions prévues à ce programme s'appliquent de façon supplétive à la présente Convention.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 30 janvier 2025 pour la première année et la période du 30 janvier 2026 pour la deuxième année.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes

ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme.

4.6.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et

cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.6.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.7 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

Fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, doivent être conservés par l'Organisme et demeurer disponibles afin que toute personne autorisée par la Ville puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie jusqu'à six (6) ans suivant la Date de terminaison.

4.10 Sous-traitance

Ne pas faire exécuter par des tiers, notamment en sous-traitance, toute partie du Projet prévu selon les modalités définies à la présente Convention sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du Responsable.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de huit mille dollars (8 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

un versement au montant de huit mille dollars (8 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale. L'Organisme devra rembourser à la Ville toute somme utilisée à des fins autres que celles prévues à la présente Convention.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre

du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme a présenté à la Ville des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

7.1.3 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.5 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3, 7.1.4 ou 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de

l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention, que ce soit en vertu de l'article 8.1 ou de tout autre article de la présente Convention.

8.3 Sous réserve de l'article 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

8.4 Nonobstant l'article 8.3, la Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées à l'Organisme si elle résilie la Présente Convention parce qu'elle est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la contribution financière a été octroyée dans le cadre de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les

dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DE PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
CONFIDENTIALITÉ

L'Organisme s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par la Ville, les données, analyses ou résultats inclus dans les Rapports ou quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 13
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

13.1 L'Organisme déclare et garantit :

13.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

13.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

13.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui

permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

13.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci;

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés

qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

14.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 6600, avenue Victoria, suite 100, Montréal (Québec) H3W 3G8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 Exemplaire ayant valeur d’original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d’exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu’un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu’un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LE RELAIS CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Natacha Mongeau, directrice

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 9e jour de juin 2025 (Résolution …….).

ANNEXE 1
PROJET

#13480 - Entraînements de boxe au parc Nelson Mandela, une présence rassurante pour les familles - Demande de soutien financier (envoyée le 22 mai 2025 à 11:21)

Nom de l'organisme	Mission
Relais Côte des Neiges	Le Relais Côte des Neiges est un organisme communautaire du quartier du même nom dont la mission est d'œuvrer à favoriser le bien-être des familles par le biais d'activités éducatives, socio-culturelles et communautaires réalisées en lien avec les partenaires du milieu.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projet sur Invitation Prévention Montréal Programmation en cohabitation sociale (Prévention Montréal)

Informations générales

Nom du projet: Entraînements de boxe au parc Nelson Mandela, une présence rassurante pour les familles
Numéro de projet GSS: 13480

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Natacha
Nom: Mongeau
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 735-3498
Numéro de télécopieur:
Courriel: direction@relaiscdn.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Natacha
Nom: Mongeau
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2025-05-27	2025-11-30

Date limite de réception du rapport final
2025-12-31

Résumé du projet

Le Relais Côte-des-Neiges est situé en bordure du parc Nelson Mandela, un espace vert central et très fréquenté par les familles du quartier, les enfants des garderies, les jeunes des camps de jour ainsi que les élèves des écoles avoisinantes, notamment ceux de l'école des Nations, située à l'autre extrémité du parc. Ce parc est également un lieu de rassemblement pour plusieurs jeunes et hommes adultes, dont certains consomment de manière visible, ce qui, au fil du temps, a contribué à créer un sentiment d'insécurité, particulièrement en soirée. Afin de préserver et renforcer le caractère inclusif et sécuritaire de ce lieu pour toutes les familles du quartier, le Relais Côte-des-Neiges propose la mise en place d'un projet rassembleur destiné à impliquer positivement les hommes et les jeunes du quartier. Le projet consiste à offrir des entraînements de boxe gratuits et ouverts à tous, une fois par semaine en soirée, directement dans le parc Nelson Mandela. Cette activité vise à : mobiliser les jeunes et les hommes adultes dans un cadre structuré et valorisant ; favoriser le sentiment de sécurité des autres usagers du parc par une occupation positive et encadrée de l'espace ; renforcer les liens communautaires à travers une activité accessible, inclusive et respectueuse des réalités du quartier ; encourager les comportements sains et la responsabilisation par le sport. En misant sur le pouvoir de transformation sociale du sport, et plus particulièrement de la boxe, discipline qui favorise la maîtrise de soi, la confiance, et le respect de l'autre, ce projet a pour ambition de revaloriser la présence des hommes dans l'espace public, tout en rendant le parc plus accueillant et sécuritaire pour tous.

Afin de créer des liens entre les familles fréquentant le parc et les participants à l'entraînement de boxe, le Relais organisera deux pique-niques familiaux au cours de l'été qui se dérouleront en parallèle de l'entraînement. Les familles des participants seront conviées à observer leurs pères, époux, frères ou voisins à l'entraînement.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Augmentation du sentiment de sécurité des familles fréquentant le parc Nelson Mandela

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Hausse de fréquentation du parc en soirée par une plus grande diversité d'usagers, incluant les familles.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Pique-nique pour les familles membres du Relais qui seront invitées à observer les entraînements de boxe

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	2	1	5	1	50

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Création de liens entre jeunes et adultes, incluant les plus marginalisés

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Entraînements de boxe gratuits et ouverts à tous au parc Nelson Mandela

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	2	1	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Meilleure collaboration entre les organismes communautaires à promixité du parc Nelson Mandela

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Recrutement et suivi des participants pour les entraînements de boxe

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	4	1	1	4	4

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Parc Nelson Mandela
No civique: 4920
Rue: Vezina
Code postal: H3W 1E3
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Axe 2 - Objectif 2.1 : Soutenir le développement d'actions communautaires et citoyennes en sécurité urbaine - Prévention Montréal**:
  Favoriser la sécurité dans les espaces publics, cohabitation sociale harmonieuse et sécurité des personnes en situation de vulnérabilité, de manière intersectionnelle

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	20	20	0	40

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Le projet fait suite à un autre en cours proposant une activité similaire aux pères immigrants ayant pour objectif de leur offrir un lieu de discussion sur les défis d'être père au Québec. Ce projet est une collaboration entre le centre communautaire Mountain Sights, PhiloBoxe et Relais Côte-des-Neiges. Le projet présenté ici permettra à ces mêmes papas de poursuivre l'activité qu'ils semblent particulièrement apprécier. Les pères fréquentant les organismes communautaires famille du quartier seront directement sollicités par les organismes Relais Côte-des-Neiges, Mountain Sights, Black Community Association, et la Maison Bleue. Les participants recrutés dans ces organismes sont issus de l'immigration et ont souvent un statut d'immigration précaire. Cette fois, l'activité se déroulera dans la parc Nelson Mandela, et les familles seront invitées à observer les entraînements. Le projet touchera donc aussi les femmes et les enfants, pour lesquels les sentiments de sécurité et d'appartenance seront améliorés.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Philo-Boxe

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3785 Jean-Talon O.
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3R 2G4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Black Community Association

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6585 Chem. de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Centre communautare Mountain Sights

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5111 rue Paré
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4P 2B1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Maison Bleue

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3735 ave. Plamondon
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1L8

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Chargé(e) de projet	36,00 $	5,00	21,60 $	5	1	1 008,00 $
Agent(e) de terrain / de milieu	31,00 $	3,00	11,20 $	10	1	1 042,00 $
Travailleur(euse) social(e)	31,00 $	7,00	26,00 $	2	1	486,00 $
Total						**2 536,00 $**

Postes forfaitaires	Montant forfaitaire par poste	Nombre de postes prévu		Budget total prévu
Entraîneur(neuse) sportif(ive)	1 600,00 $	2		3 200,00 $
Total				**3 200,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Prévention Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	0,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Chargé(e) de projet	1 008,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 008,00 $**	1 008,00 $
Agent(e) de terrain / de milieu	1 042,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 042,00 $**	1 042,00 $
Travailleur(euse) social(e)	486,00 $	0,00 $	0,00 $	**486,00 $**	486,00 $
Entraîneur(neuse) sportif(ive) *(poste forfaitaire)*	3 200,00 $	0,00 $	0,00 $	**3 200,00 $**	3 200,00 $
Total	**5 736,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**5 736,00 $**	**5 736,00 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	910,00 $	0,00 $	0,00 $	**910,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	155,00 $	0,00 $	0,00 $	**155,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	400,00 $	0,00 $	0,00 $	**400,00 $**
Total	**1 465,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 465,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**18,31 %**			
Frais administratifs	**799,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**799,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**9,99 %**			
Total	**8 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**8 000,00 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Nous prévoyons lancer le projet le plus tôt possible afin de pouvoir tenir un premier événement pique-nique et boxe le vendredi 20 juin. Il y aura 8 entraînements de boxe, les vendredis soirs, incluant celui du 20 juin. Advenant que des intempéries empêchent la tenue des activités tel que prévu, les entraînements ayant été annulés seront reportés des vendredis supplémentaires à la fin jusqu'à ce que nous ayons tenu les 8 entraînements.

Le montant alloué pour l'achat d'équipements porte sur du matériel requis pour les entraînements, soit des gants de boxe, des bandages, mitaines et un grand sac pour porter les équipements.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
Maison Bleue lettre de soutien_Relais_16052025.pdf	*Non applicable*
Signed_Lettre de support BCA.pdf	*Non applicable*
CCMSLettre de support pour projet avec Philo-Boxe Ville de Montréal.pdf	*Non applicable*

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution nouvelle directrice 2025-2026.pdf	Validité du 2025-04-02

Diversité et inclusion sociale Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Natacha Mongeau** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Entraînements de boxe au parc Nelson Mandela, une présence rassurante pour les familles** pour Relais Côte des Neiges.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



20 mai 2025

Natacha Mongeau
Directeur(trice)

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1258159006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière à deux OBNL totalisant la somme de 49 413 $, dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 10 juin au 31 décembre 2025 et approuver les projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1258159006- Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière

No. de dossier	1258159006
Nature du dossier	**Contribution financière « Programme Prévention Montréal »**
Financement	**Transfert corporatif du Service de la diversité et l'inclusion sociale au budget de fonctionnement de la DSLCDS**

Ce dossier vise à :
Accorder une contribution financière à deux OBNL totalisant la somme de 49 413 $, toutes taxes incluses si applicables, dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 10 juin au 31 décembre 2025 et approuver les projets de convention à cet effet.

Les organismes sélectionnés sont :

Organismes	Projet	Soutien recommandé en 2025	Axes du projet	Numéro de demande d'achat
Le Relais Côte-des-Neiges	Entraînements de boxe au parc Nelson Mandela, une présence rassurante pour les familles	**8 000 $**	Axe 2	874027
Jeunesse Loyola	Loyol'Art: Expression créative et engagement communautaire comme outils de prévention	41 413 $	MSP	874033

La somme nécessaire à ce dossier, soit 49 413 $ taxes incluses si applicables, est prévue au budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale (SDIS). Pour les projets de l'axe 2 du Ministère de la Sécurité publique (MSP), le budget est à la ville centre. Pour le projet de **l'axe 2,** les fonds ont été transférés conformément au GDD 1229703001 vers le budget de fonctionnement de la DCSLDS de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce sur l'imputation budgétaire suivante :

2406.0010000.300775.05803.61900.000000.0000.004672.052131.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Développement social Activité : Développement social Objet : Contribution à d'autres organismes P: Axe 2 - Sécurité urbaine	8 000,00 $

Les bons de commande requis seront préparés à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Les sommes seront remises aux organismes selon les termes et conditions des conventions de contribution financière.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258159006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière à deux OBNL totalisant la somme de 49 413 $, dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 10 juin au 31 décembre 2025 et approuver les projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1258159006 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-02

Eric-Christophe DESNOYERS
Conseiller budgétaire

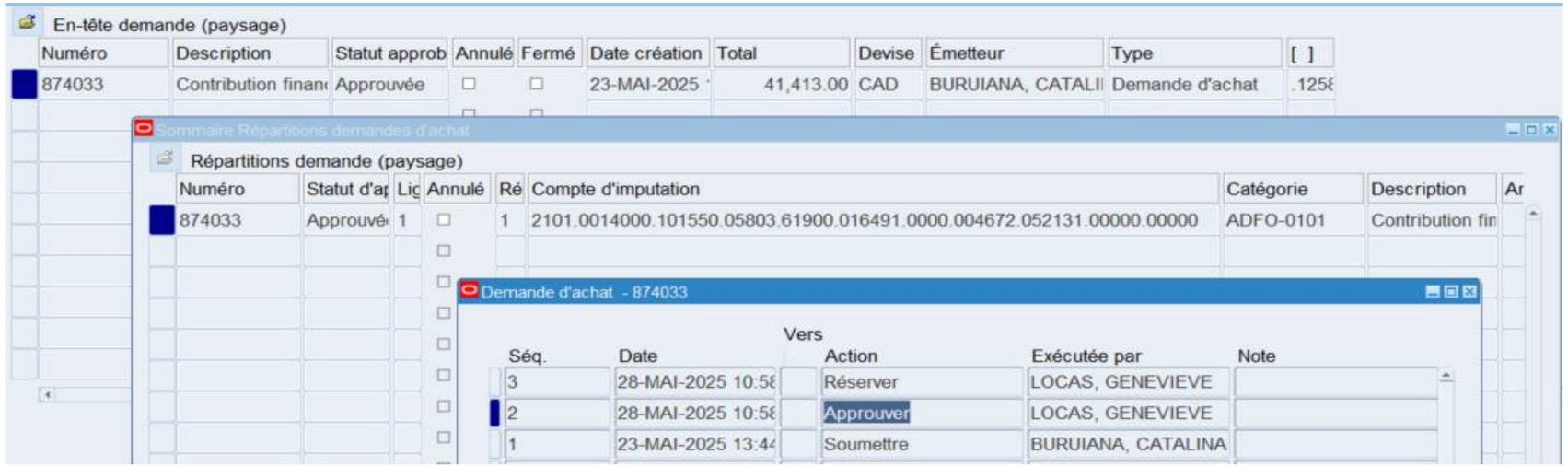
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Accorder une contribution financière à deux OBNL totalisant la somme de 49 413 $, dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 10 juin au 31 décembre 2025 et approuver les projets de convention à cet effet.

Imputation de la dépense - Axe 2 MSP

Clé comptable d'imputation	Nom de l'organisme	Projet	DA	Montant
2101.0014000.101550.05803.61900.016491.0000.004672.052131.00000.00000 AF - Général - Ville de Montréal/Crédits associés à des revenus dédiés/MSP - Bâtir des communautés plus sécuritaires/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/¯/Axe 2 - Sécurité urbaine/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Jeunesse Loyola	Loyol'Art : Expression créative et engagement communautaire comme outils de prévention	874033	41,413 $
Total				**41,413 $**

Réservation des montants de la DA 874033



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1259223013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 3 200$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de Bacs à fleurs sur son territoire, et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial (RCA17 17285).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'édicter une ordonnance afin d'augmenter de 3 200 $ le maximum de contribution pouvant être accordé à la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges pour l'exercice financier 2025, passant de 60 000 $ à 88 200$, conformément à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux Sociétés de développement commercial (RCA17 17285);

D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 3 200 $ à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges en appui à son projet de Bacs à fleurs sur son territoire, édition 2025.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 13:17

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259223013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 3 200$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de Bacs à fleurs sur son territoire, et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial (RCA17 17285).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la continuité de son plan stratégique, la SDC Côte-des-Neiges a pour objectif de verdir et de fleurir le territoire afin de l'embellir et de réduire les ilots de chaleurs caractéristiques du territoire.
En 2024, la SDC Côte-des-Neiges a acquis des bacs additionnels en plus de ceux dont disposait déjà l'arrondissement afin de permettre de renouveler certains bacs désuets et d'augmenter le nombre de commerces participants. Le tout, dans l'objectif de verdir un nombre grandissant d'espaces avant des commerces.

Partenaire clé de plusieurs projets de la SDC Côte-des-Neiges, l'arrondissement a aussi été partenaire pour l'année d'implantation de leur projet de Jardinières suspendues en 2022. Dans la continuité des efforts conjoints déployés, la SDC propose à l'arrondissement de devenir partenaire annuel du projet de Bacs à fleurs sur son territoire pour l'édition 2025.

Pour ce faire, elle a adressé à l'Arrondissement une demande de subvention adressée pour l'édition 2025, laquelle est disponible sous la rubrique « pièce jointe » du présent sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 170070 - Accorder une contribution financière maximale de 25 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial (RCA17 17285). (1259223003).

- CA24 170040 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 30 000 $ à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges en appui à son

projet de piétonnisation prévue en septembre 2024 (1249943005)
- CA17 17285 - 1er mai 2023 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 20 000 $ à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges en appui à son projet de piétonnisation prévue en septembre 2023 (1239943003).
- CA23 170011 - 7 février 2023 - Accorder une contribution financière à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges, totalisant 60 000 $, toutes taxes incluses si applicables, pour l'année 2023 et approuver le projet de convention à cette fin.
- CA22 170178 - 20 juin 2022 - Accorder une contribution financière maximale de 15 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial (RCA17 17285).
- CA17 17285 - 7 juin 2022 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 8 400,00 $ à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges en appui à son projet de jardinières suspendues et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial (RCA17 17285).
- CA22 170073 - 4 avril 2022 - Le CA approuve la convention à intervenir avec la Société de développement commercial Côte-des-Neiges et l'octroi d'une contribution financière de 60 000 $.

DESCRIPTION

Les bacs à fleurs sont installés sur les espaces avant des commerces afin de bonifier l'expérience de visite des citoyen.ne.s, d'embellir le territoire commercial et d'encourager les commerçants à verdir leurs devantures de commerces.
Tous les détails du projet se retrouvent dans le document de demande de subvention adressé à l'Arrondissement qui est fourni en annexe de ce sommaire décisionnel.

Le projet sera déployer en deux phases et le nombre de bacs et les emplacements varieront selon les deux phases :

1. Phase 1 (fin mai à octobre 2025) : sur Côte-des-Neiges (entre Édouard-Montpetit et Côte Ste-Catherine, ainsi qu'entre Queen-Mary et Frère-André, de même que sur Lacombe, Gatineau et Swail).
2. Phase 2 (fin juillet à octobre 2025) : sur Côte-des-Neiges (entre Jean-Brillant et Swail)

   - Le nombre de commerces participants permettra de distribuer d'un à deux bacs par commerces.

Le déploiement vise à :

- Couvrir l'étendue du territoire le plus possible.
- Donner la chance aux plus de commerces de participer, que leur commerce soit situé en zone de travaux ou non.

JUSTIFICATION

L'Arrondissement par sa participation financière, contribuera à poursuivre un projet sur lequel il collabore depuis plus de 5 ans sur le territoire de la SDC Côte-des-Neiges afin d'embellir et de verdir les territoires commerciaux et d'encourager les commerces à y participer activement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière de l'arrondissement pour l'édition 2025 de l'événement est fixée à 3 200$ (sur un budget total de 4 200$ du projet).
La dépense maximale de 3 200$ sera financée par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction de l'arrondissement dédié au développement économique.

Les informations financières et comptables se retrouvent dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

MONTRÉAL 2030

Voir grille en pièce jointe.
De plus, ce dossier contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement.

Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan) :

- En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan).
- En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan).

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements pour la mise en oeuvre d'une vision de développement économique à long terme tout en soutenant le commerce de proximité. Il s'applique aux orientations en lien avec le renforcement de la solidarité, l'équité, l'inclusion, la démocratie et la participation. Il permet de promouvoir le développement des affaires et de contribuer au rayonnement commercial du secteur visé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement sera identifié comme partenaire d'importance dans les communications visant à promouvoir le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Échéancier prévisionnel :

- Mai : validation du projet au fournisseur + planification + ouverture des inscriptions (SDC CDN + Fournisseur)
- Juin : choix + commande des fleurs et remplissage des bacs (SDC CDN + Fournisseur)
- Fin mai : Livraison et installation phase 1 + début de la campagne promotionnelle (SDC CDN + Fournisseur)
- Fin juillet ou à la fin du secteur concerné par les travaux : Livraison et installation phase 2 + suite de la campagne promotionnelle (SDC CDN + Fournisseur)
- Octobre : retrait des bacs et entreposage jusqu'au printemps 2025 (Fournisseur)
- Fin octobre / novembre : Merci aux commerces participants et rapport au partenaire (SDC CDN)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'article 137 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement peut soutenir financièrement un organisme qui exerce ses activités dans l'arrondissement et a pour mission le développement économique local, communautaire, culturel ou social. Seuls les organismes à but non lucratif sont visés par l'article précité et peuvent bénéficier d'une contribution financière.
La SDC Côte-des-Neiges est un organisme à but non lucratif, et que celui-ci exerce ses activités dans l'arrondissement et a pour mission principale le développement économique local.

En conséquence, nous sommes d'avis que le conseil d'arrondissement peut soutenir la présente demande de soutien financier. Pour ce faire, le conseil d'arrondissement peut déroger à certains règlements par ordonnance.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Benoit PELLETIER THIBAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 3 200$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de Bacs à fleurs sur son territoire, et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial (RCA17 17285).



SDCCDN2025_DemandeSubventionArr_BacsaFleurs.pdf



Grille d'analyse Montreal 2030 - 1259223013.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

SDC Côte-des-Neiges

Demande de subvention

Bacs à fleurs sur le territoire de la SDC Côte-des-Neiges

Présentée par :

SDC Côte-des-Neiges

À l'attention de :
Arrondissement CDN-NDG

Date :

11 avril 2025

Table des matières

01 Mise en contexte

02 Le projet

03 Budget

04 Proposition de partenariat et demande de subvention

01

Mise en contexte

Mise en contexte

Dans le cadre de la continuité de son plan stratégique, la SDC Côte-des-Neiges a pour objectif de verdir et de fleurir le territoire afin de l'embellir et de réduire les ilots de chaleurs caractéristiques du territoire.

Depuis plus de 5 ans, nous collaborons avec l'arrondissement afin de pouvoir déployer des bacs à fleurs sur le territoire de notre SDC.

Nous choisissons ensuite de répartir les bacs sur le territoire en proposant à plus de 20 commerçants « d'adopter un bac à fleur » pour la saison estivale. Les commerces qui participent à ce programme, reçoivent la livraison d'un bac à fleur clé en main vers la fin mai, qu'ils peuvent conserver jusqu'à la fin des beaux jours. Après quoi, les bacs sont entreposés jusqu'à la saison suivante. Chaque année, les commerces peuvent s'inscrire au programme donnant la chance à d'anciens et de nouveaux d'en bénéficier.

En 2024, la SDC Côte-des-Neiges a acquis des bacs additionnels en plus de ceux dont disposait déjà l'arrondissement afin de permettre de renouveler certains bacs désuets et d'augmenter le nombre de commerces participants. Le tout, dans l'objectif de verdir un nombre grandissant d'espaces avant des commerces.

Partenaire clé de plusieurs projets de la SDC Côte-des-Neiges, l'arrondissement a aussi été partenaire pour l'année d'implantation de notre projet de Jardinières suspendues en 2022.

Dans la continuité des efforts conjoints déployés, nous proposons à l'arrondissement de devenir partenaire annuel du projet de Bacs à fleurs sur le territoire de notre SDC.

L'édition 2025 du projet sera déployée à partir de la fin mai.



02

Le projet

Gestion de projet

Gestion, coordination et suivi de projet :

À chaque étape du projet, la SDC Côte-des-Neiges assurera la gestion, coordination et le suivi du projet :

- Planification et coordination.
- Promotion du programme auprès des membres et inscription des commerces.
- Mandater un fournisseur de fleurs et suivi avec le fournisseur.
- Accompagnement lors des livraisons des bacs.
- Suivi avec les commerçants participants.

Montage :

- Le fournisseur prendra en charge le fleurissement des bacs, la livraison aux commerces participants et l'installation.

Entretien tout au long de la saison :

- L'arrosage des fleurs et le retrait des mauvaises herbes seront assurés en collaboration avec les commerces participants qui prendront soin de leur bac a fleur « adopté » pour la saison.

Démontage et entreposage :

- En octobre, le fournisseur récupèrera et entreposera les bacs pour la saison suivante.
- La SDC Côte-des-Neiges produira un décompte et rapport de projet. Ce rapport pourra être remis au partenaire.

Phases de déploiement et échéancier

Le nombre de bacs et les emplacements varieront selon deux phases en 2025 :

- **Phase 1 (fin mai à octobre 2025) :** sur Côte-des-Neiges (entre Édouard-Montpetit et Côte Ste-Catherine, ainsi qu'entre Queen-Mary et Frère-André, de même que sur Lacombe, Gatineau et Swail).
- **Phase 2 (fin juillet à octobre 2025) :** sur Côte-des-Neiges (entre Jean-Brillant et Swail)
- Le nombre de commerces participants permettra de distribuer d'un à deux bacs par commerces.

Le déploiement vise à :

- Couvrir l'étendue du territoire le plus possible.
- Donner la chance aux plus de commerces de participer, que leur commerce soit situé en zone de travaux ou non.

Échéancier prévisionnel :

- Hiver : présentation du projet à l'arrondissement et discussions (SDC CDN)
- Avril : acceptation du projet par l'arrondissement et de la demande de subvention par le conseil d'arrondissement (Arrondissement)
- Mai : validation du projet au fournisseur + planification + ouverture des inscriptions (SDC CDN + Fournisseur)
- Juin : choix + commande des fleurs et remplissage des bacs (SDC CDN + Fournisseur)
- Fin mai : Livraison et installation phase 1 + début de la campagne promotionnelle (SDC CDN + Fournisseur)
- Fin juillet ou à la fin du secteur concerné par les travaux : Livraison et installation phase 2 + suite de la campagne promotionnelle (SDC CDN + Fournisseur)
- Octobre : retrait des bacs et entreposage jusqu'au printemps 2025 (Fournisseur)
- Fin octobre / novembre : Merci aux commerces participants et rapport au partenaire (SDC CDN)

Installation et aperçu de l’édition précédente

Les bacs à fleurs sont installés sur les espaces avant des commerces afin de bonifier l’expérience de visite des citoyen.ne.s, d’embellir le territoire commercial et d’encourager les commerçants à verdir leurs devantures de commerces. Voici un aperçu de l’édition 2024 que nous avons déployée sur le territoire de la SDC Côte-des-Neiges devant près de 20 commerces.



Acupuncture CDN



Al-amine



Boucherie Atlantique



Brûlerie Urbaine



Caravane Café



Casa Coiffure



Dr Sylvain Gagnon

SDC
Côte-des-Neiges

Installation et aperçu de l'édition précédente *(suite)*



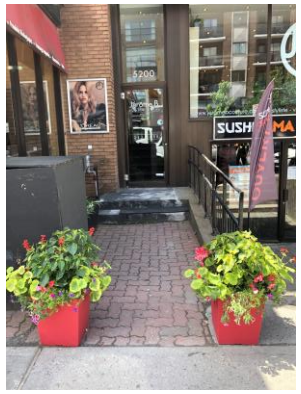
Couffin Bio



Exo Fruits



Fleuriste Mayfair



Jérôme B



Marché du village



Marley Crêperie&Co



McCarold



Mekan&Beyond



Mstar



Pokai



Second Cup

SDC
Côte-des-Neiges

03

Budget prévisionnel

Budget prévisionnel

Projet : Adoptez un bac à fleurs sur le territoire de la SDC Côte-des-Neiges

Coûts annuel récurrents	Nombre	Total (hors tx)
Planification, gestion, coordination et promotion du projet	n/a	1 000
Fleurissement, livraison, démontage et entreposage, réparation ou remplacement si besoin	34	3 000 $
Pavoisement sur les bacs pour mention du partenariat	34	200 $
	TOTAL	**4 200 $**

04

Proposition de partenariat et demande de subvention

Proposition de partenariat

Dans le cadre de ce projet, la SDC Côte-des-Neiges propose à l'Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de s'associer comme partenaire officiel :

Le budget total du projet s'élevant à 4 200 $ avant taxes, la **SDC Côte-des-Neiges propose à l'arrondissement de lui octroyer une subvention de 3 200 $** afin de couvrir les frais récurrents associés aux bacs à fleurs et à l'intégration de pavoisement associé au partenariat. L'arrondissement sera mentionné comme partenaire sur l'ensemble des communications du projet.

La SDC Côte-des-Neiges s'acquittera des coûts de planification, coordination, suivi et promotion de projet totalisant un peu plus de 1 000 $.

Cet appui permettra de continuer à poursuivre ce projet sur lequel nous collaborons depuis plus de 5 ans sur le territoire de la SDC Côte-des-Neiges afin d'embellir et de verdir nos territoires commerciaux et d'encourager les commerces à y participer activement. En s'alliant chaque année, le projet pourra continuer de perdurer.

Communiquez avec nous

Félicia Balzano

DIRECTRICE GÉNÉRALE

direction@sdc-cotedesneiges.ca

514 735-0204

SDC Côte-des-Neiges

Merci !

@sdc.cotedesneiges
sdc-cotedesneiges.ca
In @sdc.cotedesneiges
#JaimeCDN

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*259223013*
Unité administrative responsable : *Développement économique*
Projet : *Verdissement du territoire, édition 2025*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan): - En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan). - En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan.)			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259223013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 3 200$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de Bacs à fleurs sur son territoire, et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial (RCA17 17285).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise le paiement d'une contribution financière en appui au projet de bacs à fleurs de la SDC Côte-des-Neiges.

La dépense sera financée par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction de l'arrondissement dédié au développement économique.

Le détail des informations financières est présenté dans le document joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1259223013 - Contribution SDC.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agente de gestion en ressources financières et matérielles

Tél : 514-868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Patricia ARCAND
Directrice par interim des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-867-4472
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1259223013

Calcul de la dépense 2025

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contribution financière -	3 200,00 $			3 200,00 $	- $	3 200,00 $
Total des dépenses	**3 200,00 $**	**- $**	**- $**	**3 200,00 $**	**- $**	**3 200,00 $**

	Montant	%
CDN-NDG	3 200,00 $	100,0%

La dépense sera financée entièrement par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction d'arrondissement affectée au développement économique.

IMPUTATION	2025
2406.0010000.300700.06501.61900.0016216.0.0.0.0.0	3 200,00 $
Entité : Direction d'arrondissement Centre de responsabilité : Direction d'arrondissement Activité : Industries et commerces - Promotion et développement économique Objet : Contribution à d'autres organismes Sous-objet : Société de développement commercial	
Total de la disponibilité	**3 200,00 $**



Convention contribution financiere_Verdissement_2025.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION
FINANCIÈRE SDC CÔTE-DES-NEIGES 2025

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du règlement RCA04 17044*;*

CI-APRÈS APPELÉE LA «VILLE»

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL CÔTE-DES-NEIGES,** personne morale légalement constituée, en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, ayant une place d'affaires au 5450, chemin de la Côte-des-Neiges, suite 424, Montréal, Québec, H3T 1Y6, agissant et représentée par madame Félicia Balzano, directrice générale, dûment autorisée par résolution de son conseil d'administration.

CI-APRÈS APPELÉE LA «SDC»

ATTENDU QUE l'objectif principal poursuivi par la SDC est de participer au développement économique du secteur qu'elle couvre;

ATTENDU QUE la SDC souhaite réaliser son projet « Bacs à fleurs, édition 2025 » sur son territoire de fin mai à octobre 2025.

ATTENDU QUE la SDC sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la VILLE dispose d'un règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.2 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.3 « **Responsable** » : Le directeur d'arrondissement ou son représentant dûment autorisé.

2.4 « **Unité administrative** » : Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Direction de l'arrondissement.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA SDC

La SDC s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière versée par la VILLE aux seules fins visées par la présente convention;

4.2 mener à terme les activités prévues à la présente convention et remettre au directeur un rapport sommaire des activités réalisées durant l'année 2025 ;

4.3 tenir un registre comptable distinct faisant état de l'affectation des sommes versées par la VILLE;

4.4 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « Protocole de visibilité ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.5 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet ;

4.6 conserver toutes les pièces justificatives reliées aux dépenses effectuées ;

4.7 donner accès à ses livres et registres comptables au directeur ou à son représentant autorisé durant les heures normales d'affaires, et lui laisser prendre gratuitement toute copie des pièces justificatives ;

4.8 prendre toutes les mesures requises pour éviter des situations de conflit d'intérêt et, à cette fin, notamment informer, par écrit, le directeur de tout contrat conclu ou devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la SDC ;

4.9 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 $) par accident ou événement, sans franchise applicable à la VILLE, dans laquelle la VILLE est désignée coassurée et comportant un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la VILLE, par courrier recommandé, un préavis de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police ;

4.10 prendre fait et cause pour la VILLE dans toute poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de la présente convention et la tenir indemne de tout jugement ou décision qui pourrait être prononcé à son encontre, en capital, intérêts et frais;

4.11 renoncer, et elle y renonce par les présentes, à tout recours à l'encontre de la VILLE en cas de résiliation de la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 En considération des obligations assumées par la SDC conformément à la présente convention, la VILLE s'engage à lui verser la somme maximale de trois mille deux cent dollars (3 200$) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Cette somme sera versée en une seule fois.

5.3 la responsabilité financière de la VILLE ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 5.1;

5.4 le directeur peut requérir de la SDC tout document et information jugés utiles pour s'assurer de la bonne exécution de la convention. La SDC doit collaborer à cette fin avec le directeur et répondre avec célérité aux demandes de ce dernier. La SDC accepte également de participer, à la demande du directeur, à toute rencontre avec des représentants de la VILLE pour faire le point sur les activités à réaliser pour éviter d'être en défaut.

ARTICLE 6
DÉFAUT

Advenant que la SDC soit en défaut de remplir l'une des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, le directeur en avise par écrit la SDC et lui demande de remédier au défaut dans le délai qu'il détermine.

Le directeur peut retenir toute somme à être versée à la SDC tant que celle-ci n'a pas remédié au défaut. Si, à l'échéance de ce délai, la SDC n'a pas remédié à ce défaut, la VILLE pourra, à sa discrétion, résilier la présente convention et exiger le remboursement des sommes déjà versées.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

Les droits et obligations de la SDC ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'accord préalable de la VILLE.

ARTICLE 8
MODIFICATIONS

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

8.1 La VILLE peut, en tout temps, sur avis écrit, résilier la présente convention ;

8.2 Advenant une telle résiliation, la VILLE ne sera pas tenue de verser l'aide financière prévue à la présente convention, ni de compenser ou d'indemniser la SDC.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les deux (2) parties et prend fin, sous réserve des articles 2, 3, 5 et 8, le 31 décembre 2025.

ARTICLE 11
REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

La SDC garantit qu'elle a le pouvoir et l'autorité de conclure et d'exécuter toutes et chacune des obligations de la présente convention.

ARTICLE 12
ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente convention, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

ARTICLE 13
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 14
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois de la province de Québec et toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 15
CLAUSE LINGUISTIQUE

Toute communication de la SDC devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de la SDC dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

ARTICLE 16
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Le Contractant déclare qu'il a pris connaissance de la *Politique*, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application de la *Politique* comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de la *Politique."*

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de mai 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

_____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de mai 2025

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL CÔTE-DES-NEIGES

Par :

_____
Félicia Balzano
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 5 mai 2025 (résolution à venir). GDD 1259223013

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Inclure dans toutes les communications concernant le projet « Lacombe piétonne! » 2025 sur le logo de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et sur tout autre support ou moyen permettant d'assurer la visibilité de l'arrondissement pour que la publication reflète l'importance de l'aide accordée par la Ville en tant que partenaire d'importance hiérarchique et principal de l'événement.

Tout matériel visuel affichant le logo de l'arrondissement doit être validé par l'arrondissement avant sa diffusion.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1255284006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 18 000 $ au Regroupement des éco-quartiers (REQ) afin de permettre l'embauche de 4 étudiants pour la patrouille de sensibilisation environnementale « La Patrouille verte », durant la saison estivale 2025.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 18 000 $ au Regroupement des éco-quartiers pour la Patrouille verte 2025;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 13:14

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255284006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 18 000 $ au Regroupement des éco-quartiers (REQ) afin de permettre l'embauche de 4 étudiants pour la patrouille de sensibilisation environnementale « La Patrouille verte », durant la saison estivale 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Créée en 2005, la Patrouille verte est un programme environnemental d'envergure locale. Depuis 2012, sa gestion sur le territoire montréalais est assurée par le Regroupement des Éco-quartiers (REQ).
Dans le cadre de la saison estivale 2025, le REQ sollicite une contribution financière de 18 000 $ afin d'embaucher quatre (4) patrouilleurs verts pour une période de 9 semaines, à raison de 32 heures par semaine, sur le territoire de l'arrondissement.

Le programme Emploi d'été Canada (ÉÉC) a accordé un financement partiel, couvrant seulement deux des quatre postes demandés par l'Éco-quartier. Afin de combler ce manque, l'Arrondissement s'engage à augmenter sa contribution, permettant ainsi à chacun des deux points de service Éco-quartier d'embaucher deux patrouilleurs.

La répartition des coûts pour les quatre postes est la suivante :
Postes financés par ÉÉC : 4 200 $ (2 100 $ par poste)
Postes financés par l'Arrondissement : 13 800 $ (6 900 $ par poste)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1245284007 Addenda - Autoriser une augmentation du versement de la contribution financière non récurrente à 16 030 $ au Regroupement des éco-quartiers pour la Patrouille verte 2024.
1245284007 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 8 000 $ au Regroupement des éco-quartiers pour la Patrouille verte 2024
1235284003 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 7 200 $ au Regroupement des éco-quartiers pour la Patrouille verte 2023
1225284002 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 6 400 $

au Regroupement des éco-quartiers pour la Patrouille verte 2022
12105284002 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 6 400 $ au Regroupement des éco-quartiers pour la Patrouille verte 2021.
1205284006 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 6 400 $ au Regroupement des éco-quartiers pour la Patrouille verte 2020.
1195284002 - Autoriser le versement d'une contribution financière maximale de 6 400,00 $ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de la Patrouille verte pour l'année 2019 (toutes taxes comprises si applicable).
1184535003 - Octroyer une contribution financière maximale de 6 000,00 $ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de la patrouille verte pour l'année 2018.
1174535005 - Octroyer une contribution financière de 6 000,00 $ au Regroupement des éco-quartiers en appui au projet de patrouille verte pour l'année 2017.

DESCRIPTION

La patrouille verte 2025 aura pour mandat de sensibiliser les citoyens de l'arrondissement sur des gestes simples et concrets à poser dans les domaines de la gestion des matières résiduelles, de l'écocivisme, du verdissement, de la gestion optimale de l'eau et de la sensibilisation à l'importance de la forêt urbaine. La contribution financière demandée par le REQ vise à financer l'embauche estivale de quatre (4) étudiants pour l'arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce. Le REQ, organisera, avec l'appui de la Ville de Montréal, une formation en début de saison pour les étudiants sur les thématiques communes et sur les techniques de sensibilisation de la population. De même le REQ, en collaboration avec la Ville de Montréal, fournira aux étudiants le matériel de sensibilisation pour les mandats communs.
Les patrouilleurs, sous la supervision de la SOCENV et de l'Éco-quartier de NDG, consacreront :

- 45 % de leur temps de travail à des enjeux environnementaux locaux (dont les résidus alimentaires) déterminés par l'arrondissement en collaboration avec l'Éco-quartier;
- 45 % de leur temps de travail à des mandats communs convenus avec les Services de la Ville de Montréal (Gestion responsable des matières résiduelles, Promotion et protection de la forêt urbaine, Économie de l'eau potable);
- 10 % de leur temps de travail à des fins de formation offerts par le REQ.

JUSTIFICATION

Cette brigade de sensibilisation environnementale présente sur le territoire de l'île de Montréal depuis 2005 a comme rôle et mission principale de sensibiliser, informer et éduquer les Montréalais.es aux différents enjeux environnementaux qui touchent de près à leur quotidien et à leur qualité de vie. La réalisation de la Patrouille verte en 2025 est une opportunité d'avoir un impact positif au sein de la collectivité montréalaise en plus d'offrir une expérience de travail de qualité à des jeunes adultes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier sera financé par le budget de fonctionnement 2025 de la direction de l'arrondissement.

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :
un premier versement au montant de 13 500 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;
un deuxième versement au montant de 4 500 $ au plus tard le 30 novembre 2025 sur réception du rapport annuel du projet

Le détail des informations financières et comptables se retrouvent dans la certification fonds

de la Direction des services administratifs et du greffe.

MONTRÉAL 2030

Voir grille Montréal 2030 en p.j.
Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement :

- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan) :
- en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur (résultat 2.1 du plan)
- en permettant à la population, les institutions, les commerces, les organismes et les industries de bénéficier d'un meilleur accompagnement pour réduire la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement (résultat 2.3 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les efforts de sensibilisation des patrouilleurs verts pour la saison 2025 portent sur des thèmes importants pour l'avancement du Plan stratégique de l'Arrondissement et du Plan Montréal 2030. De plus, la réalisation de ce projet est compromise si l'aide financière demandée n'est pas accordée par l'arrondissement et privera l'équipe Éco-quartier de l'arrondissement des ressources essentielles afin d'atteindre ses objectifs de réalisation prévus pour l'année 2025.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Benoit PELLETIER THIBAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Conseillère - Transition écologique

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-21

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514-872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255284006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 18 000 $ au Regroupement des éco-quartiers (REQ) afin de permettre l'embauche de 4 étudiants pour la patrouille de sensibilisation environnementale « La Patrouille verte », durant la saison estivale 2025.



1255284006 - Patrouille verte 2025- Grille d'analyse Montreal 2030.docx



Lettre_participation_CDN-NDG_PV2025.pdf



Patrouille verte 2025 - reponse EEC.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Conseillère - Transition écologique

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*255284006*
Unité administrative responsable : *Développement durable*
Projet : *Subvention patrouille verte*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

Priorité 5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les patrouilleurs, sous la supervision de la SOCENV et de l'Éco-quartier de NDG, consacreront leurs efforts et temps de travail à des mandats touchant la gestion des matières résiduelles, la gestion de l'eau, la promotion et la protection de la forêt urbaine, ainsi que la sensibilisation aux vagues de chaleur et aux changements climatiques.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

Madame Gracia Kasoki Katahwa
Mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neige-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9

Montréal, le 10 mars 2025

Objet : Demande de soutien financier pour la Patrouille verte 2025

Madame Kasoki Katahwa,

Le projet de la Patrouille verte, coordonnée par le Regroupement des éco-quartiers, sera de retour à l'été 2025 pour une 21e édition. Cette brigade de sensibilisation environnementale présente sur le territoire de l'île de Montréal depuis 2003 a comme rôle et mission principale de sensibiliser, informer et éduquer les montréalais.es aux différents enjeux environnementaux, qui touchent de près à leur quotidien et à leur qualité de vie. La réalisation de la Patrouille verte en 2025 est une opportunité d'avoir un impact positif au sein de la collectivité montréalaise en plus d'offrir une expérience de travail de qualité à des jeunes adultes de la région métropolitaine. Le Regroupement des éco-quartiers invite donc officiellement l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce à participer à la 21e édition de ce projet, **en appuyant financièrement les quatre membres de la Patrouille verte affecté.e.s à votre territoire.**

CONTRIBUTION FINANCIÈRE

La Patrouille verte repose sur un montage financier complexe qui amalgame des contributions financières du programme Emplois d'été Canada, de la Ville de Montréal ainsi que des arrondissements, des éco-quartiers et des villes liées participants. Le financement de la Patrouille verte provient essentiellement du programme Emplois d'été Canada, qui défraie le salaire minimum et les charges sociales, ainsi que de la Ville de Montréal[1]. La contribution financière de votre arrondissement est très importante pour la réalisation de la Patrouille verte, celle-ci permettra de bonifier le taux horaire des agent.e.s. de sensibilisation environnementale à 18$/heure et 18.25$/heure, en plus de participer à la coordination du projet.

C'est donc avec grande modestie que nous sollicitons de votre part un soutien de 2 100$ par poste, soit **8 400$ pour l'ensemble des membres de la Patrouille verte** de votre arrondissement.

[1]Service de l'environnement, Service de l'eau ainsi que le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Il est important de souligner que votre **contribution est conditionnelle** à l'obtention des subventions du programme Emplois Été Canada 2025. L'échéancier de Service Canada nous oblige à utiliser une prévision se basant sur leur contribution estimée en fonction de l'historique et de la qualité du dossier du REQ. Nous serons en mesure de vous confirmer, en avril 2025, les modalités d'embauche pour votre arrondissement.

Les différentes possibilités de contribution financière pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour la Patrouille verte 2025 sont illustrées dans le tableau ci-dessous.

Option des contributions financières de la Patrouille verte 2025	2025
Contribution financière pour 1 agent.e de sensibilisation environnementale à 32 heures/semaine pendant 9 semaines minimum, subventionné.e par **EEC** **SANS ÉCO-QUARTIER**	2 450$
Contribution financière pour 1 agent.e de sensibilisation environnementale à 32 heures/semaine pendant 9 semaines minimum, subventionné.e par **EEC** **AVEC UN ÉCO-QUARTIER**	2 100$
Contribution financière pour 1 agent.e de sensibilisation environnementale à 32 heures/semaine pendant 9 semaines minimum, **NON subventionné.e par EEC**	6 900$
Coût par semaines ajoutées aux mandats	850$

MANDATS

Les membres de la Patrouille seront en action à partir du **lundi 26 mai 2025,** et ce jusqu'au **dimanche 27 juillet** pour les mandats de 9 semaines et jusqu'au **dimanche 17 août** pour les mandats de 12 semaines. Au cours de l'été 2025, le temps de travail des agent.e.s de sensibilisation environnementale sera divisé en trois catégories, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Répartition prévue du temps de travail des membres de la Patrouille verte :	
45% du temps	Consacré aux mandats communs[2], convenus avec les trois Services de la Ville de Montréal
45% du temps	Dédié aux mandats locaux, convenus avec l'arrondissement ou la ville liée participante, en collaboration avec l'organisme porteur du PEQ local
10% du temps	Attribué à la formation introductive, aux formations locales d'accueil, à la formation de mi-mandat et aux rencontres d'équipe

[2]Il est fortement recommandé que vos patrouilleur.euse.s travaillent sur les mandats communs de la Ville de Montréal, mais ces derniers sont facultatifs pour les villes liées. En clair, votre municipalité pourra, à sa discrétion, choisir l'ensemble des mandats environnementaux réalisés par les patrouilleur.euse.s en s'inspirant des mandats communs et en les arrimant à ses réalités locales.

Pour la 21e édition de la Patrouille verte, les agent.e.s de sensibilisation environnementale aborderont différentes thématiques dans le cadre des trois mandats communs.

- Gestion responsable des matières résiduelles
    - Participation à la collecte des matières recyclables;
    - Participation à la collecte des matières organiques;
    - Privilégier des actions de réduction à la source et de réemploi.

- Promotion et protection de la forêt urbaine
    - Contribuer à la plantation d'arbres et promotion de la forêt urbaine;
    - Participer à l'évaluation de la perception de la population sur les microforêts de la Ville;
    - Contribuer à la lutte contre l'agrile du frêne et à la protection de la forêt urbaine.

- La gestion durable de l'eau - Économie d'eau potable
    - Les bonnes pratiques à l'intérieur;
    - La réglementation sur l'usage de l'eau à l'extérieur (13-023);
    - Quoi ne pas jeter aux toilettes - Quoi ne pas jeter aux égouts.

Nous apprécierions si vous pouviez nous transmettre la confirmation de votre participation à la Patrouille verte 2025, au plus tard le **21 mars 2025**. D'ici là, nous demeurons disponibles pour tout complément d'information et vous serez avisée dès que les subventions de Service Canada auront été confirmées.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Madame Kasoki Katahwa, nos plus sincères salutations et nos meilleurs sentiments.

Clélia Sève
Directrice générale
75, Square Sir-Georges-Étienne-Cartier, Montréal, Québec, H4C 3A1, local 219
direction@eco-quartiers.org | 514-507-5401 poste 101

Pour plus d'informations, contactez **Montaine Pacton,** chargée de projets responsable de la Patrouille verte, au patrouille-req@eco-quartiers.org ou au 514-507-5401, poste 102.

Outlook

Patrouille verte 2025 - Réponse EEC

À partir de Montaine Pacton <patrouille-req@eco-quartiers.org>
Date Ven 11/04/2025 13:19
À Yolande MOREAU <yolande.moreau@montreal.ca>
Cc Charles Mercier <charles@socenv.ca>; Mananjara Raherisoa <mananjara@socenv.ca>

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour Yolande,

J'espère que tu vas bien !

Nous avons obtenu la réponse d'Emploi Été Canada (EEC) pour les **circonscriptions de Notre-Dame-de-Grâce - Westmount ainsi que de Outremont.** Je t'informe que **Notre-Dame-de-Grâce** bénéficie d'un financement pour **1 patrouilleur.euse.s à 9 semaines à 31 heures/semaine,** de plus **Côte-des-Neiges** bénéficie d'un financement pour **1 patrouilleur.euse durant 9 semaines à 31heures/semaine.**

Ce financement est bonifié afin d'atteindre 9 semaines à 32heures/semaine, ainsi que de proposer un salaire revalorisé. **L'embauche de vos patrouilleur.euse.s coûterait à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 4 200$ (2 100$/patrouille)**.

Lors de votre demande initiale vous nous avez fait part de **votre volonté d'avoir 4 patrouilleur.euse.s dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce**. Serais-tu intéressée à bonifier votre patrouille verte ? Tu trouveras ci-dessous le tableau résumant les frais :

Option des contributions financières de la Patrouille verte	2025
Contribution financière pour 1 agent.e de sensibilisation environnementale à 32 heures/semaine pendant 9 semaines minimum, **NON subventionné par EEC**	**6 900$**
Coût par semaines ajoutées aux mandats	**850$**

Bonne journée à toi,

Montaine Pacton (elle)
Chargée de projets en environnement - Patrouille verte et patrouille bleue
patrouille-req@eco-quartiers.org
(514) 507-5401 #102
www.eco-quartiers.org

Regroupement des éco-quartiers — Programme Éco-quartier #30ANS Au ♥ de nos quartiers

Facebook - Instagram - LinkedIn - TikTok



1255284006 Convention Patrouille verte 2025 .pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS (REQ)**, personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (L.C. 2009, ch. 23), dont l'adresse principale est 75, rue du Square Sir-Georges-Étienne-Cartier, local 219, Montréal (Québec) H4C 3A1, agissant et représentée par Mme Clélia Sève, directrice générale, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 813155462RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1208783544TQ0001
Numéro d'organisme de charité : sans objet
Numéro d'entreprise du Québec : 1148738686

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit dans le but de regrouper en corporation les organismes sans but lucratif promoteurs du programme environnemental Éco-quartier de la Ville de Montréal qui oeuvrent dans le domaine de l'amélioration de la qualité de vie du quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	Désigne le directeur d'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

« **Unité administrative** » :	désigne l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et

municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme 1er décembre 2025, la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier et, dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières reçues de toute instance décisionnelle de la Ville au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières reçues de toute instance décisionnelle de la Ville au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier.

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de dix-huit mille dollars (18 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de treize mille cinq-cents dollars (13 500 $) (75 %) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de quatre mille cinq-cents dollars (4 500 $) (25 %) au plus tard le 30 novembre 2025 sur réception du rapport annuel du projet dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droits liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 75, rue du Square Sir-Georges-Étienne-Cartier, local 219, Montréal (Québec) H4C 3A1 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boul. Décarie, bur. 600, Montréal, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement

Signé à Montréal

Le 23e jour de mai 2025

REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS

Par : _____
Clélia Sève
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le_____
(Résolution _____)

ANNEXE 1

PROJET

Pour la 21e édition de la Patrouille verte, les agent.e.s de sensibilisation environnementale aborderont différentes thématiques dans le cadre des trois mandats communs.

- Gestion responsable des matières résiduelles
  - Participation à la collecte des matières recyclables;
  - Participation à la collecte des matières organiques;
  - Privilégier des actions de réduction à la source et de réemploi.
- Promotion et protection de la forêt urbaine
  - Contribuer à la plantation d'arbres et promotion de la forêt urbaine;
  - Participer à l'évaluation de la perception de la population sur les microforêts de la Ville;
  - Contribuer à la lutte contre l'agrile du frêne et à la protection de la forêt urbaine.
- La gestion durable de l'eau - Économie d'eau potable
  - Les bonnes pratiques à l'intérieur;
  - La réglementation sur l'usage de l'eau à l'extérieur (13-023);
  - Quoi ne pas jeter aux toilettes - Quoi ne pas jeter aux égouts.

MANDATS

Les membres de la Patrouille seront en action à partir du **lundi 26 mai 2025,** et ce jusqu'au **dimanche 27 juillet** pour les mandats de 9 semaines et jusqu'au **dimanche 17 août** pour les mandats de 12 semaines. Au cours de l'été 2025, le temps de travail des agent.e.s de sensibilisation environnementale sera divisé en trois catégories, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Répartition prévue du temps de travail des membres de la Patrouille verte :	
45% du temps	Consacré aux mandats communs[2], convenus avec les trois Services de la Ville de Montréal
45% du temps	Dédié aux mandats locaux, convenus avec l'arrondissement ou la ville liée participante, en collaboration avec l'organisme porteur du PEQ local
10% du temps	Attribué à la formation introductive, aux formations locales d'accueil, à la formation de mi-mandat et aux rencontres d'équipe

[2]Il est fortement recommandé que vos patrouilleur.euse.s travaillent sur les mandats communs de la Ville de Montréal, mais ces derniers sont facultatifs pour les villes liées. En clair, votre municipalité pourra, à sa discrétion, choisir l'ensemble des mandats environnementaux réalisés par les patrouilleur.euse.s en s'inspirant des mandats communs et en les arrimant à ses réalités locales.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- pour assurer la visibilité de la Ville sur toutes les publications, sur tous les outils promotionnels du Projet et dans tous les documents relatifs au Projet, afficher le logo de la Ville et inscrire la mention suivante :

  « **Projet financé par la Ville de Montréal** »;

- obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville de Montréal et les directives d'utilisation, en faisant une demande par écrit à **visibilite@montreal.ca**;

- faire approuver toutes les utilisations du logo sur les outils promotionnels du Projet, avant de les diffuser, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance en envoyant les visuels à **visibilite@montreal.ca**;

- inviter au moins trente (30) jours à l'avance la Ville à participer à tout événement public afférent au Projet;

- remettre un bilan de la visibilité accordée au Projet au Responsable.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255284006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 18 000 $ au Regroupement des éco-quartiers (REQ) afin de permettre l'embauche de 4 étudiants pour la patrouille de sensibilisation environnementale « La Patrouille verte », durant la saison estivale 2025.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à autoriser une contirbution financière au Regroupement des éco-quartiers (REQ) pour l'embauche de 4 étudiants pour la patrouille de sensibilisation environnementale « La Patrouille verte ».

Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

Le détail des informations financières nominatives se trouve dans le document joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1255284006 - La Patrouille Verte.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-26

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-867-4472
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1255284006

Calcul de la dépense 2025

	Calcul des dépenses					
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contributions Éco-quartier - La Patrouille Verte	18 000,00 $			18 000,00 $		18 000,00 $
Total des dépenses	**18 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**18 000,00 $**	**0,00 $**	**18 000,00 $**

Ville-Centre	100%

La dépense sera financée entièrement par le surplus libre de l'arrondissement.

La clé d'imputation de la dépense est :

IMPUTATION	2025
2406.0012000.300701.07161.61900.016207.0000.000000.000000.00000.00000	
Entité : Activités de fonctionnement - Côtes-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Direction de l'arrondissement Activité : Planification et gestion des espaces verts Objet : Contribution à d'autres organismes Sous-objet : Éco-quartiers	18 000,00 $
Total de la disponibilité	**18 000,00 $**

Le bon de commande et la demande d'émission de paiement seront préparés suite à l'approbation du dossier ainsi qu'au report du virement et de l'écriture. Ceux-ci sont détaillés dans leur onglet respectif.

Demande de virement de crédits

Activités de fonctionnement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Benoit Pelletier-Thibault Téléphone : 514 868-5140

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : juin Année : 2025

Description de l'écriture : 250526upell1x_GDD 1255284006 Contribution financière La Patrouille Verte

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ ○

La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de 133 800,00 $

L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	18 000,00		GDD 1255284006 Contribution financière La Patrouille Verte
2	2406	0000000	000000	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000		18 000,00	GDD 1255284006 Contribution financière La Patrouille Verte
Total de l'écriture :												**18 000,00**	**18 000,00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Demande de virement de crédits

Activités de fonctionnement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Benoit Pelletier-Thibault Téléphone : 514 868-5140

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : juin Année : 2025

Description de l'écriture : 250526upell1x_GDD 1255284006 Contribution financière La Patrouille Verte

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ / ○

La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de 133 800,00 $

L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000		18 000,00	GDD 1255284006 Contribution financière La Patrouille Verte
2	2406	0012000	300701	07161	61900	016207	0000	000000	000000	00000	00000	18 000,00		GDD 1255284006 Contribution financière La Patrouille Verte
Total de l'écriture :												**18 000,00**	**18 000,00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.16

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1256290004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 16 100 $.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 16 100 $;

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Comité de la relève infirmière du CIUSSS centre-ouest 1144029189 3755 Chemin de la Côte-Sainte-Catherine bureau B Kelly Turgeon	Dans le cadre de la Semaine des Infirmières, nous souhaitons organiser une série d'activités et d'événements pour célébrer et reconnaître le travail essentiel des infirmières et infirmiers. Cette semaine dédiée mettra en lumière leur engagement, leur expertise et leur dévouement, tout en favorisant le bienêtre et la reconnaissance de ce corps de métier. Le financement sollicité sera principalement destiné à l'achat de nourriture et de rafraîchissements pour les activités de cette semaine.	**TOTAL: 300 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $
Association de la communauté noire de Côte-des-Neiges 1142166710 6585 Côte-Des-Neiges Ayanna Alleyne	Ce projet vise à établir un système alimentaire complet et axé sur la communauté qui renforcera la production, la distribution et l'accès à la nourriture dans l'ensemble de la grande région de Montréal. En investissant dans des infrastructures et des équipements essentiels, nous créerons un écosystème alimentaire durable qui met l'accent sur une alimentation abordable, nutritive et culturellement pertinente pour la communauté noire anglophone ainsi que	**TOTAL: 1 700 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Despina Sourias 200 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 500 $

	pour d'autres communautés en quête d'équité. Le financement soutiendra une infrastructure de production alimentaire.	
Association Saint-Raymond NDG 1172754427 Montréal, Quebec H4W 2E5 Josie Mancini	Pour l'organisation et la réalisation des activités en aout 2022 dans le cadre de la « ITALFEST 2025 » au Centre Saint-Raymond.	**TOTAL 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 250 $ Peter McQueen 500 $ Despina Sourias 250 $
229eme Groupe scout de côte des neiges 1147600986 5366 Chem. de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC H3T 1Y4 Ariane Carreau	Le scoutisme est un mouvement éducatif mondial qui vise à former des jeunes responsables, solidaires et autonomes. Il repose sur l'apprentissage par l'action, la vie en groupe et le respect de la nature. Les scouts participent à des activités variées comme les camps, les randonnées, les jeux coopératifs et les projets communautaires. Guidés par une loi et une promesse, ils développent des valeurs telles que la loyauté, l'entraide et le respect.	**TOTAL 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Sonny Moroz 200 $ Stéphanie Valenzuela 300 $
Centre de bénévolat SARPAD 1142147249 20140521A 6555, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 442, Montréal, H3S2A6 Daniela Roiban	L'organisme souhaite assurer la pérennité et la pertinence du répertoire des ressources, disponible sur le site Web «Vieillir mieux chez soi» (www.vieillirmieuxchezsoi.com/repertoire-des-ressources). Cette section de leur site Web comprend quelque 120 ressources d'aide gouvernementales, communautaires et privées pour le maintien à domicile des personnes aînées, dont plus de 70 sont disponibles pour les personnes habitant le quartier Côte-des-Neiges.	**TOTAL: 700 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 500 $
Les Optimistes 5250 Gatineau 1142561670 117-5250 Gatineau Montréal, QC H3T 1Z9 Ahmed Drissi	L'association organisera deux célébrations, la première pour la fête nationale du Québec et la seconde pour la fête nationale du Canada, avec la participation de tous les habitants de notre immeuble composé de 81 appartements, dont la plupart sont des personnes âgées et des personnes handicapées.	**TOTAL: 1 500 $** Magda Popeanu 1 500 $
Carrefour Jeunesse-Emploi de Côte-des-Neiges 1146848453	Célébration annuelle multiculturelle de la Fête du Canada qui rassemble la communauté au parc Martin Luther King, le mardi 1er juillet.	**TOTAL: 1 550 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Magda Popeanu 300 $ Peter McQueen

6555 chemin de la Côte-des-Neiges #240 Montréal QC H3S 2A6 Brian Smith		250 $ Despina Sourias 200 $ Sonny Moroz 250 $ Stéphanie Valenzuela 250 $
La coopérative d'habitation, Le Village de la Côte-des-Neiges 1142724229 3399 avenue Lacombe Pierrette Trudel	Événement : Fête du 50e de la coopérative d'habitation le Village de la Côte-des-Neiges. Activités prévues : Table d'info portant sur les coopératives ; Organistes communautaires ; Maquillage Pinata ; Grands jeux ; Musique ; etc	**TOTAL: 1 000 $** Magda Popeanu 1 000 $
Association des locataires de l'habitation Isabella 1146379889 4550, Avenue Isabella, suite 100, Montréal, Québec. H3T2A2 Lidi Costache	L'association a des appareils d'activité physique pour nos ainés, achetés depuis plusieurs années. Elle a besoin de réparer trois ou, si ça ne coûte pas trop cher, de les acheter : la poulie de musculation, la table de ping-pong et deux bicyclettes stationnaires.	**TOTAL: 1 500 $** Magda Popeanu 1 500 $
Mon Nouveau Bercail 1171343701 8255 Ave. Mountain Sights, #210, Montréal, H4P2B5 Garbens Jean	Mon Nouveau Bercail fêtera son 10éme anniversaire le 25 octobre 2025 au Plaza Volare. À cet effet, un gala se tiendra pour célébrer les réussites et l'engagement de l'OBNL dans les deux arrondissements Côte-des-Neiges et Ville Saint-Laurent. Un cocktail et un souper 3 services sera servi aux invités.	**TOTAL: 1 400 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 300 $ Sonny Moroz 600 $ Stéphanie Valenzuela 300 $
Associations des Vietnamiens Québécois 1178199619 1892 av. Lionel-Groulx Montréal (Québec) H3J2P5 Canada Charles Nguyen	Le marché de nuit vietnamien revient pour sa troisième édition du 17 au 20 juillet au bassin Peel à Montréal. L'événement de cette année revêt une signification particulière, puisqu'il marque le 50e anniversaire de l'arrivée des réfugiés vietnamiens au Canada — une étape importante qui célèbre la résilience, les contributions et l'héritage culturel de la communauté vietnamienne à travers le pays. Cette histoire est particulièrement ancrée dans des quartiers comme Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, où de nombreuses familles vietnamiennes se sont d'abord établies et continuent de	**TOTAL: 1 650 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Despina Sourias 150 $ Sonny Moroz 250 $ Stéphanie Valenzuela 750 $

	prospérer aujourd'hui.	
GILAS Basketball de Montréal 1180685688 9-5310 av. Randall Montréal (Québec) H4V2V5 Henry Bundalian	La mission de GILAS Basketball de Montréal est de responsabiliser les jeunes par le sport en offrant des programmes de basketball accessibles, inclusifs et centrés sur la communauté. Ancrée dans la conviction que le basketball peut être un puissant levier de développement personnel et social, GILAS crée un environnement sécuritaire et bienveillant où les jeunes peuvent s'épanouir, tant sur le terrain qu'en dehors. En rassemblant les jeunes autour d'une passion commune pour le jeu, GILAS contribue à réduire l'isolement social, à maintenir les jeunes actifs et en santé, et à tisser des liens durables au sein de la communauté.	**TOTAL: 2 300 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Despina Sourias 500 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 1 000 $
FAMAS 1147663737 4708 AVE. VAN HORNE Nida Quirapas	Les cours de Zumba d'été organisés par FAMAS sont des séances hebdomadaires gratuites de mise en forme, offertes dans un cadre accueillant et axé sur la communauté. Les séances offrent un environnement dynamique et joyeux qui encourage un mode de vie sain, réduit l'isolement — en particulier chez les aînés et les nouveaux arrivants — et renforce les liens communautaires de manière ludique et accessible.	**TOTAL: 700 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Sonny Moroz 250 $ Stéphanie Valenzuela 250 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-05 15:55

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256290004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 16 100 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Gracia Kasoki Katahwa, mairesse d'arrondissement, Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges, Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce, Despina Sourias, conseillère du district de Loyola, Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon et de Stephanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 16 100 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 16 100 $ proviennent des budgets discrétionnaires des élus et élues.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Les fonds serviront à financer :

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Comité de la relève infirmière du CIUSSS centre-ouest 1144029189 3755 Chemin de la Côte-Sainte-Catherine bureau B Kelly Turgeon	Dans le cadre de la Semaine des Infirmières, nous souhaitons organiser une série d'activités et d'événements pour célébrer et reconnaître le travail essentiel des infirmières et infirmiers. Cette semaine dédiée mettra en lumière leur engagement, leur expertise et leur dévouement, tout en favorisant le bienêtre et la reconnaissance de ce corps de métier. Le financement sollicité sera principalement destiné à l'achat de nourriture et de rafraîchissements pour les activités de cette semaine.	**TOTAL: 300 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $
Côte-des-Neiges –	Ce projet vise à établir un système	**TOTAL: 1 700 $**

Black Community Association 1142166710 6585 Côte-Des-Neiges Ayanna Alleyne	alimentaire complet et axé sur la communauté qui renforcera la production, la distribution et l'accès à la nourriture dans l'ensemble de la grande région de Montréal. En investissant dans des infrastructures et des équipements essentiels, nous créerons un écosystème alimentaire durable qui met l'accent sur une alimentation abordable, nutritive et culturellement pertinente pour la communauté noire anglophone ainsi que pour d'autres communautés en quête d'équité. Le financement soutiendra une infrastructure de production alimentaire.	Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Despina Sourias 200 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 500 $
Association Saint-Raymond NDG 117 2754 427 Montréal, Quebec H4W 2E5 Josie Mancini	Pour l'organisation et la réalisation des activités en aout 2022 dans le cadre de la « ITALFEST 2025 » au Centre Saint-Raymond.	**TOTAL 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 250 $ Peter McQueen 500 $ Despina Sourias 250 $
229eme Groupe scout de côte des neiges 1147600986 5366 Chem. de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC H3T 1Y4 Ariane Carreau	Le scoutisme est un mouvement éducatif mondial qui vise à former des jeunes responsables, solidaires et autonomes. Il repose sur l'apprentissage par l'action, la vie en groupe et le respect de la nature. Les scouts participent à des activités variées comme les camps, les randonnées, les jeux coopératifs et les projets communautaires. Guidés par une loi et une promesse, ils développent des valeurs telles que la loyauté, l'entraide et le respect.	**TOTAL 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Sonny Moroz 200 $ Stéphanie Valenzuela 300 $
Centre de bénévolat SARPAD 20140521A 6555, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 442, Montréal, H3S2A6 Daniela Roiban	Nous souhaitons assurer la pérennité et la pertinence du répertoire des ressources, disponible sur le site Web «Vieillir mieux chez soi» (www.vieillirmieuxchezsoi.com/repertoire-des-ressources). Cette section de notre site Web comprend quelque 120 ressources d'aide gouvernementales, communautaires et privées pour le maintien à domicile des personnes aînées, dont plus de 70 sont disponibles pour les personnes habitant le quartier Côte-des-Neiges.	**TOTAL: 700 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 500 $
Les Optimistes 5250 Gatineau 1142561670 117-5250 Gatineau	Notre association organisera deux célébrations, la première pour la fête nationale du Québec et la seconde pour la fête nationale du Canada, avec la participation de tous les habitants de notre immeuble composé de 81	**TOTAL: 1 500 $** Magda Popeanu 1 500 $

Montréal, QC H3T 1Z9 Ahmed Drissi	appartements, dont la plupart sont des personnes âgées et des personnes handicapées.	
Carrefour Jeunesse-Emploi de Côte-des-Neiges 1146848453 6555 chemin de la Côte-des-Neiges #240 Montréal QC H3S 2A6 Brian Smith	Célébration annuelle multiculturelle de la Fête du Canada qui rassemble la communauté au parc Martin Luther King, le mardi 1er juillet.	**TOTAL: 1 550 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Magda Popeanu 300 $ Peter McQueen 250 $ Despina Sourias 200 $ Sonny Moroz 250 $ Stéphanie Valenzuela 250 $
La coopérative d'habitation, Le Village de la Côte-des-Neiges 1142724229 3399 avenue Lacombe Pierrette Trudel	Événement : Fête du 50e de la coopérative d'habitation le Village de la Côte-des-Neiges. Activités prévues : Table d'info portant sur les coopératives ; Organistes communautaires ; Maquillage Pinata ; Grands jeux ; Musique ; etc	**TOTAL: 1 000 $** Magda Popeanu 1 000 $
Association des locataires de l'habitation Isabella 1146379889 4550, Avenue Isabella, suite 100, Montréal, Québec. H3T2A2 Lidi Costache	Nous avons des appareils d'activité physique pour nos ainés, achetés depuis plusieurs années. Nous avons besoin de réparer trois ou, si ça ne coûte pas trop cher, de les acheter : la poulie de musculation, la table de ping-pong et deux bicyclettes stationnaires.	**TOTAL: 1 500 $** Magda Popeanu 1 500 $
Mon Nouveau Bercail 1171343701 8255 Ave. Mountain Sights, #210, Montréal, H4P2B5 Garbens Jean	Mon Nouveau Bercail fêtera son 10éme anniversaire le 25 octobre 2025 au Plaza Volare. À cet effet, un gala se tiendra pour célébrer les réussites et l'engagement de l'OBNL dans les deux arrondissements Côte-des-Neiges et Ville Saint-Laurent. Un cocktail et un souper 3 services sera servi aux invités.	**TOTAL: 1 400 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 300 $ Sonny Moroz 600 $ Stéphanie Valenzuela 300 $
Associations des Vietnamiens Québécois 1178199619	Le marché de nuit vietnamien revient pour sa troisième édition du 17 au 20 juillet au bassin Peel à Montréal. L'événement de cette année revêt une signification particulière, puisqu'il marque	**TOTAL: 1 650 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Despina Sourias 150 $

1892 av. Lionel-Groulx Montréal (Québec) H3J2P5 Canada Charles Nguyen	le 50e anniversaire de l'arrivée des réfugiés vietnamiens au Canada — une étape importante qui célèbre la résilience, les contributions et l'héritage culturel de la communauté vietnamienne à travers le pays. Cette histoire est particulièrement ancrée dans des quartiers comme Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, où de nombreuses familles vietnamiennes se sont d'abord établies et continuent de prospérer aujourd'hui.	Sonny Moroz 250 $ Stéphanie Valenzuela 750 $
GILAS Basketball de Montréal 1180685688 9-5310 av. Randall Montréal (Québec) H4V2V5 Henry Bundalian	La mission de GILAS Basketball de Montréal est de responsabiliser les jeunes par le sport en offrant des programmes de basketball accessibles, inclusifs et centrés sur la communauté. Ancrée dans la conviction que le basketball peut être un puissant levier de développement personnel et social, GILAS crée un environnement sécuritaire et bienveillant où les jeunes peuvent s'épanouir, tant sur le terrain qu'en dehors. En rassemblant les jeunes autour d'une passion commune pour le jeu, GILAS contribue à réduire l'isolement social, à maintenir les jeunes actifs et en santé, et à tisser des liens durables au sein de la communauté.	**TOTAL: 2 300 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Despina Sourias 500 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 1 000 $
FAMAS 1147663737 4708 AVE. VAN HORNE Nida Quirapas	Les cours de Zumba d'été organisés par FAMAS sont des séances hebdomadaires gratuites de mise en forme, offertes dans un cadre accueillant et axé sur la communauté. Les séances offrent un environnement dynamique et joyeux qui encourage un mode de vie sain, réduit l'isolement — en particulier chez les aînés et les nouveaux arrivants — et renforce les liens communautaires de manière ludique et accessible.	**TOTAL: 700 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Sonny Moroz 250 $ Stéphanie Valenzuela 250 $

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 16 100 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 16 100 $. La dépense totale est imputée aux budgets des élus et élues, tel que décrit dans la certification des fonds.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabel TARDIF, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
secretaire- recherchiste

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-03

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 830-7568
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1256290004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 16 100 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 16 100 $.

Les fonds requis sont disponibles dans le budget de fonctionnement du Bureau des conseillers municipaux.

FICHIERS JOINTS

GDD 1256290004 certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : (514) 868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-05

Amar BENSACI
Directeur - Services administratifs en arrondissements (par interim)
Tél : (514) 219-6358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Numéro de dossier	**1256290004**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 16 100 $ comme suit :

Organisme	DA	Magda Popeanu	Peter McQueen	Gracia Kasoki Katahwa	Despina Sourias	Stephanie Valenzuela	Sonny Moroz	Total général
Comité de la relève infirmière du CIUSSS centre-ouest	**Voir note ***			300 $				300 $
Côte-des-Neiges – Black Community Association	875477			500 $	200 $	500 $	500 $	1 700 $
Association Saint-Raymond NDG	875479		500 $	250 $	250 $			1 000 $
229eme Groupe scout de côte des neiges	**Voir note ***			300 $		300 $	200 $	800 $
Centre de bénévolat SARPAD	875512	500 $		200 $				700 $
Les Optimistes 5250 Gatineau	875519	1 500 $						1 500 $
Carrefour Jeunesse-Emploi de Côte-des-Neiges	875527	300 $	250 $	300 $	200 $	250 $	250 $	1 550 $
La coopérative d'habitation, Le Village de la Côte-des-Neiges	**Voir note ***	1 000 $						1 000 $
Association des locataires de l'habitation Isabella	875548	1 500 $						1 500 $

Mon Nouveau Bercail	875534	300 $		200 $		300 $	600 $	1 400 $
Associations des Vietnamiens Québécois	**Voir note ***			500 $	150 $	750 $	250 $	1 650 $
GILAS Basketball de Montréal	**Voir note ***			300 $	500 $	1 000 $	500 $	2 300 $
FAMAS	875541			200 $		250 $	250 $	700 $
Total général		**5 100 $**	**750 $**	**3 050 $**	**1 300 $**	**3 350 $**	**2 550 $**	**16 100 $**

La dépense totale est imputée au budget des élu(e)s comme suit :

Donateur	**Imputation**	**Total**
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.000000.00000.00000	5 100 $
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.000000.00000.00000	750 $
Gracia Kasoki Katahwa	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004464.000000.00000.00000	3 050 $
Despina Sourias	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004465.000000.00000.00000	1 300 $
Stephanie Valenzuela	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004466.000000.00000.00000	3 350 $
Sonny Moroz	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004467.000000.00000.00000	2 550 $
Total général		**16 100 $**

Les fonds seront réservés par des bons de commande qui seront préparés une fois que le dossier est approuvé par le conseil d'arrondissement.

***** Les fournisseurs pour lesquels aucune demande d'achat n'a été préparée ne sont pas inscrits au fichier des fournisseurs. La demande d'achat pour ceux-ci sera préparée suite à leur inscription.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1256880001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une convention avec le ministère des Transports et de la Mobilité Durables pour l'octroi d'une aide financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans le cadre du programme de développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) pour le projet de la Promenade Jean-Brillant et autoriser la secrétaire d'arrondissement à signer tout engagement afférant.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser la signature d'une convention avec le ministère des Transports et de la Mobilité Durables pour l'octroi d'une aide financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans le cadre du programme de développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) pour le projet de la Promenade Jean-Brillant et autoriser Mme Julie Faraldo-Boulet, la secrétaire d'arrondissement, à signer tout engagement afférant.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:03

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256880001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une convention avec le ministère des Transports et de la Mobilité Durables pour l'octroi d'une aide financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans le cadre du programme de développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) pour le projet de la Promenade Jean-Brillant et autoriser la secrétaire d'arrondissement à signer tout engagement afférant.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la Politique de mobilité durable - 2030 (PMD 2030) et en lien avec les objectifs véhiculés par le Plan pour une économie verte 2030 du gouvernement du Québec, le ministère des Transports cherche à développer des modes de transport alternatifs à l'automobile, dont la bicyclette et la marche, afin d'encourager la population québécoise, la clientèle ultime du programme, à opter pour ces moyens plus sains, économiques, écologiques et sécuritaires. Ce programme (TAPU) se veut un outil d'accompagnement aux bénéficiaires du programme, les municipalités, et un incitatif pour les aider à prendre ou à poursuivre un virage marqué dans l'offre d'infrastructures de transport actif au Québec.

L'arrondissement de CDN-NDG a déposé une demande d'aide financière à l'automne 2023 pour le financement du mandat de Conception avec Vlan Paysage. Nous avons reçu la confirmation du Ministère des transports et de la Mobilité durable que notre demande a été acceptée pour un montant de 250 000$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution : CA20 170016, 3 février 2020, De donner un accord de principe et le financement nécessaire à la réalisation d'un projet transitoire de deux ans préalablement au projet permanent de transformation de la rue Jean-Brillant en rue partagée, dans le cadre du Programme des rues piétonnes et partagées de la Ville de Montréal.

Résolution : CA20 170119, 4 mai 2020, D'offrir au conseil municipal de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement, réalisés dans le cadre du Programme des rues piétonnes et partagées d'une portion de la rue Jean-Brillant, située entre le chemin de la Côte-des-neiges et l'avenue Decelles, qui appartient au réseau artériel administratif de la Ville (RAAV), en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

Résolution CA20 170155, 1er juin 2020, Édicter une ordonnance établissant les manoeuvres permises à l'intersection des rues Jean-Brillant et de l'avenue Decelles, dans le cadre du projet de rue piétonne et partagée sur la rue Jean-Brillant.

Résolution CA23 170182, 4 juillet 2023, D'autoriser la présentation d'une demande au programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) pour la réalisation du projet permanent de la Promenade Jean-Brillant.

DESCRIPTION

À la lumière de l'évolution du quartier et de l'expérience positive des aménagements temporaires des dernières années, la Promenade Jean-Brillant est dorénavant prête à faire l'objet d'un réaménagement permanent.
Ce nouvel aménagement devra répondre aux attentes des résidents et commerçants riverains, de même qu'aux besoins de l'ensemble des usagers. Le réaménagement permanent de la Promenade Jean-Brillant est également indissociable du réaménagement de ses deux points d'ancrage à savoir : à l'ouest, la rue commerciale Côte-des-Neiges, ainsi que la présence de la station de métro du même nom et à l'est, le pavillon du HEC, ainsi que le parc Jean-Brillant.

JUSTIFICATION

Le SUM, à travers son programme de rue piétonne et partagée (PRPP), a confirmé son engagement financier envers l'arrondissement de CDN-NDG pour la réalisation du projet permanent de la Promenade Jean-Brillant pour une somme de 2 900 000$ en 2024.
L'arrondissement de CDN-NDG devra financer la conception et la préparation des plans et devis en 2023 et 2024 via ses surplus. Le montant estimé pour le mandat de conception et préparation de plans et devis s'est élevé à 670 963$.

La demande de financement au TAPU a pour objectif de récupérer en partie les sommes investies via le surplus en 2023 pour la conception et la préparation des plans et devis. La subvention du TAPU pourrait également être utile en cas de dépassement de coûts dans un contexte économique inflationniste. Selon notre compréhension des modalités du programme, l'aide financière pourrait s'élever à environ 250 000$ (aide financière maximale admissible de 1 000 000$/km).

https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/aide-finan/municipalites/Documents/modalites-TAPU-2022-2025.pdf

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention du TAPU sera déposée dès réception du chèque en contrepartie de la dépense effectuée pour la réalisation du projet.
Le détail des informations financières et comptables se retrouve dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement en :

- Offrant des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur (résultat 2.1 du plan)

- Offrant des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de se déplacer de façon plus active grâce à des aménagements accessibles et sécuritaires. (résultat 2.2 du plan)

Ces travaux permettront également de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :

- Améliorer la sécurité des clientèles vulnérables (piétons, écoliers et personnes à mobilité réduite);
- Apaiser la circulation;
- Favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour le transport actif se démarque du fait que chaque déplacement à pied et à vélo se fait essentiellement sans rejet dans l'environnement. Les enquêtes origine-destination les plus récentes, à Montréal comme à Québec, démontrent une hausse fulgurante des déplacements à vélo (respectivement de 70 % à 156 % d'augmentation en 10 ans), avec un taux de croissance supérieur à tout autre mode de transport, y compris le voiturage en solo.

Malgré cette tendance observée, le transport actif demeure bien en deçà des taux observés ailleurs dans le monde, notamment dans le nord de l'Europe. Pour tendre vers un meilleur équilibre entre l'augmentation de la demande de la population pour les déplacements à pied et à vélo, d'une part, et l'offre en infrastructures efficaces et sécuritaires, d'autre part, il est essentiel de soutenir l'effort municipal afin de s'assurer d'un transfert modal efficace vers ces modes de déplacement. En offrant un environnement favorable à la marche et au vélo, les gouvernements locaux et régionaux peuvent tirer avantage du potentiel de réduction des émissions de GES de ces types de déplacements, y compris les portions de la chaîne de déplacements faites à pied ou à vélo, pour contribuer à l'atteinte de la cible du Québec de réduction de 37,5 %, sous le niveau de 1990, des émissions de GES d'ici 2030.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi du mandat de conception et préparation de plans et devis le 4 juillet 2023.
- Dépôt d'une demande de subvention avant le 28 juillet 2023.
- Réception du livrable du mandat de conception et préparation de plans et devis le 17 avril 2025.
- Appel d'offres pour la réalisation du projet permanent de la Promenade Jean-Brillant le 25 avril 2025.
- Réalisation du projet permanent de la Promenade Jean-Brillant à partir de juillet 2025 jusqu'en novembre 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le signataire de la recommandation atteste de la conformité aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Patricia ARCAND, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Patricia ARCAND, 20 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan J LEDUC
Conseiller en aménagement

Tél : 514-234-7907
Télécop. : 514-872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-21

Pascal TROTTIER
chef(fe) de division - etudes techniques en arrondissement

Tél : (514) 206-0495
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-05-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256880001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Autoriser la signature d'une convention avec le ministère des Transports et de la Mobilité Durables pour l'octroi d'une aide financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans le cadre du programme de développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) pour le projet de la Promenade Jean-Brillant et autoriser la secrétaire d'arrondissement à signer tout engagement afférant.



Lettre signee et CAF - TAPU - Arr. CDN-NDG.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan J LEDUC
Conseiller en aménagement

Tél : 514-234-7907
Télécop. : 514-872-0918

Québec

Gouvernement du Québec
La vice-première ministre
La ministre des Transports et de la Mobilité durable

PAR COURRIEL

Québec, le 22 mai 2024

Madame Gracia Kasoki Katahwa
Mairesse d'arrondissement
Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
5160, boulevard Décarie
Montréal (Québec) H3X 2H9
graciakasoki.katahwa@montreal.ca

Objet : Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) - 2024-2025
Projet : Aménagement d'un corridor polyvalent et d'une promenade en zone scolaire
Dossier nº : AVN79648

Madame la Mairesse,

J'ai le plaisir de vous informer que j'accorde à votre arrondissement une aide financière maximale de 250 000 $ pour le dossier mentionné en objet. Les exigences liées à cette aide financière sont présentées dans les modalités d'application 2022-2025 du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains.

Vous trouverez, jointe à la présente, la convention d'aide financière déterminant les modalités de versement de l'aide financière dans le cadre du programme cité en objet et définissant les obligations de chacune des parties. Un exemplaire dûment signé et accompagné de la résolution autorisant la signature de la convention devra être retourné à l'adresse suivante : transport_actif@transports.gouv.qc.ca.

Je tiens également à vous informer qu'à titre de bénéficiaire d'une aide financière dans le cadre de ce programme, vous devez respecter les normes de visibilité accessibles à la page Protocole de visibilité pour les programmes d'aide (gouv.qc.ca), et aviser la Direction générale des communications du ministère des Transports et de la Mobilité durable (Ministère), par courriel, à l'adresse visibilite@transports.gouv.qc.ca au moins 15 jours avant toute activité publique en lien avec le projet financé.

… 2

Québec
700, boul. René-Lévesque Est
29e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
Téléphone : 418 643-6980
Télécopieur : 418 643-2033
ministre@transports.gouv.qc.ca

Montréal
500, boul. René-Lévesque Ouest
16e étage
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-3444
Télécopieur : 514 873-7886

De plus, au plus tard 18 mois après le dernier versement de l'aide financière, votre arrondissement a l'obligation de transmettre au Ministère les données nécessaires au processus de gestion et d'évaluation du programme, notamment les résultats obtenus relativement aux indicateurs s'appliquant à votre projet, qui sont mentionnés à la section 7 – *Dispositions générales* des modalités d'application.

Enfin, pour obtenir de plus amples précisions sur le traitement de votre dossier, veuillez communiquer avec l'équipe responsable de l'administration du programme au Ministère, par courriel à l'adresse transport_actif@transports.gouv.qc.ca, ou encore par téléphone au 418 266-6647 ou sans frais au 1 888 717-8082.

Je tiens à vous remercier de contribuer, à titre de partenaire du Ministère, à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Plan pour une économie verte 2030 du gouvernement du Québec.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La vice-première ministre et ministre,

Geneviève Guilbault

p. j. 1

c. c. M. Pierre Fitzgibbon, ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal

N/Réf. : 20240226-024

CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE

OBJET : Octroi d'une aide financière dans le cadre du « **Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains** » (TAPU)

ENTRE : La **MINISTRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par madame Mélissa Lainesse, directrice des aides aux municipalités par intérim, dûment autorisée en vertu de la *Loi sur le ministère des Transports* (RLRQ, c. M-28) et du *Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Transports* (RLRQ, c.M-28, r. 6),

ci-après appelée la « **Ministre** »;

ET : La **VILLE DE MONTRÉAL**,

personne morale de droit public, légalement constituée, représentée par (*nom, fonction*)_____ et par (*nom, fonction*)_____, dûment autorisés(e)s aux termes de la résolution du conseil nº_____ du *(date*)_____, dont copie est jointe à l'annexe A,

ci-après appelé(e) le « **Bénéficiaire** »;

ci-après collectivement désignés les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la *Loi sur les transports* (RLRQ, c. T-12), la **Ministre** peut accorder des subventions pour fins de transport;

ATTENDU QUE le gouvernement a approuvé le Plan pour une économie verte 2030, ci-après le « **PEV 2030** » à titre de politique-cadre sur les changements climatiques ainsi que son Plan de mise en œuvre;

ATTENDU QUE l'article 15.1 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (chapitre M-30.001) prévoit qu'est institué le Fonds d'électrification et de changements climatiques et que ce fonds est affecté au financement, dans le respect des principes, des orientations et des objectifs établis dans la politique-cadre sur les changements climatiques, de toute mesure visant la lutte contre les changements climatiques, notamment au moyen de l'électrification;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15.4.3 de cette loi, lorsque les activités d'un ministère permettent la mise en œuvre de mesures pouvant être financées par le fonds conformément à l'article 15.1, le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs peut conclure une entente avec le ministre responsable de ce ministère afin de lui permettre de porter au débit du fonds les sommes pourvoyant à ces mesures;

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et le ministère des Transports et de la Mobilité durable ont conclu le 6 mai 2021 une entente relative à la coordination de la lutte contre les changements climatiques;

ATTENDU QUE le ministère des Transports et de la Mobilité durable est responsable de la mise en œuvre de l'action 1.2.1.3 du plan de mise en œuvre du **PEV 2030**, laquelle vise à développer le transport actif en milieu urbanisé;

ATTENDU QUE le Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains, ci-après le « **Programme** », approuvé par la décision du Conseil du trésor du 28 juin 2022, vise à soutenir un transfert modal vers les transports actifs;

ATTENDU QUE le **Programme** vise à intensifier la mise en place d'infrastructures et de services de transport qui favorisent les déplacements actifs en milieu urbain et, plus spécifiquement, à développer des réseaux piétonniers et cyclables efficaces, concurrentiels et complémentaires par rapport aux autres modes de transport en milieu urbain, à améliorer la sécurité et la quiétude des piétons et des cyclistes en développant des infrastructures conformes aux normes de conception et de signalisation en vigueur et à développer l'offre de vélos en libre-service dans les milieux urbanisés, incluant les services offrant des vélos à assistance au pédalage;

ATTENDU QUE la demande du **Bénéficiaire** a été retenue et que la **Ministre** accepte de verser au **Bénéficiaire** une aide financière pour lui permettre de réaliser son projet;

ATTENDU QU'il y a lieu de conclure la présente convention, ci-après la « **Convention** », afin de déterminer les obligations des **Parties** dans ce contexte.

EN CONSÉQUENCE, les **Parties** conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE LA CONVENTION

La **Convention** a pour objet l'octroi, par la **Ministre**, d'une aide financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $), au **Bénéficiaire**, pour lui permettre de réaliser les travaux présentés dans les documents produits par le **Bénéficiaire** et acceptés par la **Ministre**, ayant servi à la détermination du montant de l'aide financière pour le dossier AVN79648, GDM 20240226-024, ci-après le « **Projet** ».

2. MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

2.1 Versements

L'aide financière prévue à l'article 1 est versée sous forme de paiement au comptant au **Bénéficiaire** selon les modalités suivantes :

a) Le premier versement, d'un montant maximal de deux cent mille dollars 200 000 $, équivalant à 80 % de l'aide financière accordée, est effectué après l'autorisation du projet par la **Ministre** (lettre d'octroi) et la signature de la **Convention**;

b) Le deuxième versement, d'un montant maximal correspondant au solde de l'aide financière accordée, est effectué après l'analyse et l'acceptation par la **Ministre** du rapport de travaux et de la résolution du **Bénéficiaire** qui adopte ce rapport, prévus au paragraphe 19° de l'article 3.

2.2 Généralités concernant les versements

1° Chaque versement est conditionnel à la disponibilité des sommes dans le fonds duquel il est versé, conformément à la Loi sur l'administration financière (RLRQ, c. A-6.001).

2° Aucun intérêt n'est exigible sur les sommes d'aide financière à verser ou versées en trop.

3° Les dépenses effectuées avant la date de la lettre ministérielle d'acceptation du **Projet** ne sont pas admissibles, sauf les dépenses en lien avec des travaux préparatoires visant à accélérer la réalisation du **Projet**, notamment celles concernant la réalisation des plans et devis, l'acquisition de terrains, le déboisement, le terrassement et le déplacement de services publics.

3. CONDITIONS D'OCTROI DE L'AIDE FINANCIÈRE

Afin de bénéficier de l'aide financière prévue à l'article 1, le **Bénéficiaire** s'engage à respecter les conditions suivantes pendant toute la durée de la **Convention** :

1° dans le cas de pistes cyclables et de sentiers pédestres en site propre, détenir les titres, les baux ou les servitudes lui donnant le droit d'exploiter la piste ou le sentier et, dans le cas d'une propriété privée, à défaut d'en faire l'acquisition, acquérir une servitude pour la surface occupée par l'aménagement et si la piste ou le sentier est situé sur un terrain de tenure corporative ou publique, conclure une entente avec le propriétaire ou son représentant pour s'assurer du respect des conditions du **Programme**, notamment en ce qui a trait au montage financier, à l'universalité d'accès et à l'obligation d'entretien;

2° réaliser le **Projet** selon les normes établies par la **Ministre**;

3° réaliser les travaux au cours de l'année financière pour laquelle l'aide a été demandée ou, le cas échéant, au plus tard dans les douze (12) mois de la date de la lettre d'annonce de l'aide financière de la **Ministre**. Si les travaux ne peuvent pas être terminés avant cette échéance, le **Bénéficiaire** doit adresser à la **Ministre**, avant le 31 janvier précédant la fin de l'année financière gouvernementale (31 mars) au cours de laquelle l'aide financière a été octroyée**,** une demande de prolongation de cette période en indiquant le motif de ce retard et son intention de réaliser les travaux selon un nouvel échéancier. L'acceptation d'une telle prolongation de la période de réalisation des travaux est conditionnelle à l'obtention, par la **Ministre**, des budgets de parachèvement requis pour l'année financière suivante;

4° utiliser l'aide financière aux seules fins prévues à la **Convention**;

5° rembourser à la **Ministre**, suite à la production du rapport de travaux prévu au paragraphe 19° du présent article, tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée, le cas échéant;

6° rembourser immédiatement à la **Ministre** tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la **Convention**;

7° déclarer toutes autres aides financières directement ou indirectement reçues des ministères ou organismes du gouvernement du Canada ou du gouvernement du Québec, ou d'organismes municipaux, pour réaliser le **Projet**;

8° pour la réalisation de travaux de construction qui ne sont pas effectués en régie :

a) les organismes municipaux et les organismes publics assujettis à la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1) sont soumis aux règles en matière d'adjudication des contrats qui leur sont applicables;

b) les autres organismes admissibles ont l'obligation de procéder par appel d'offres pour tout contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal prévu à la *Loi sur les contrats des organismes publics*;

9° rendre accessibles gratuitement et universellement les équipements et infrastructures piétonniers et cyclables ayant fait l'objet d'une aide financière en vertu de l'article 1, sans faire de distinction en fonction du lieu de résidence des usagers;

10° permettre l'utilisation uniquement pour les fins pour lesquels ils ont été réalisés des équipements et infrastructures piétonniers et cyclables, hors route, sauf en hiver où l'utilisation pour d'autres modes actifs (ski de fond raquette, etc.) est autorisée; concevoir, autant que possible en vue d'une utilisation permanente, les voies cyclables réalisées à même la chaussée d'une route;

11° respecter les normes de visibilité accessibles à l'adresse suivante : Protocole de visibilité pour les programmes d'aide - Transports Québec (gouv.qc.ca) et aviser la Direction générale des communications du ministère des Transports et de la Mobilité durable (visibilite@transports.gouv.qc.ca) au moins 15 jours à l'avance de toute activité publique concernant l'aide financière;

12° garantir et faciliter en tout temps, toute activité de vérification devant être effectuée dans le cadre du **Programme** par la **Ministre** ou son mandataire ainsi que par tout autre personne ou organisme dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés;

13° fournir à tout moment à la **Ministre** ou à son mandataire, sur demande, tout document ou renseignement pertinent à l'obtention ou à l'utilisation de l'aide financière;

14° conserver tous les documents, comptes et registres relatifs à l'aide financière accordée pendant une période de cinq (5) ans suivant la date du deuxième versement de l'aide financière prévu au paragraphe *b*) l'article 2.1;

15° transmettre à la **Ministre**, au plus tard 18 mois après le deuxième versement de l'aide financière prévu au paragraphe b) l'article 2.1, les données nécessaires au processus de gestion et d'évaluation du **Programme**, notamment les résultats des indicateurs mentionnés au paragraphe 19° du présent article. Celles-ci comprennent notamment un comptage, aux frais du **Bénéficiaire**, de l'achalandage ou de l'utilisation de l'infrastructure ou de l'équipement ayant fait l'objet de l'aide financière. Dans le cas des vélos en libre-service, cet achalandage se traduit par le nombre de déplacements effectués par les vélos en libre-service sur le territoire desservi au cours de la saison d'exploitation et le nombre d'abonnements annuels octroyés par le gestionnaire du service (fidélisation des usagers);

16° sur demande de la **Ministre**, produire au plus tard le 31 octobre un pourcentage d'avancement des travaux réalisés au 30 septembre de chaque année, ainsi qu'un pourcentage d'avancement des travaux estimés au 31 mars de chaque année, et ce au plus tard le 31 janvier, concernant l'utilisation de l'aide financière sous la forme exigée par la **Ministre**;

17° respecter les lois, règlements, décrets, arrêtés ministériels et normes applicables ainsi que le **Programme**;

18° éviter toute situation mettant en conflit son propre intérêt et celui de la **Ministre** ou créant l'apparence d'un tel conflit. Si une telle situation se présente, le **Bénéficiaire** doit immédiatement en informer la **Ministre** qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au **Bénéficiaire** comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la **Convention**.

Le présent paragraphe ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application de la **Convention**;

19° transmettre à la **Ministre**, avant le 31 janvier de l'année financière gouvernementale au cours de laquelle l'aide est octroyée, un rapport des travaux effectués. Ce rapport doit être adopté par résolution du **Bénéficiaire** et doit comprendre :

- le détail des dépenses effectuées;
- la mention de tout autre remboursement obtenu pour les travaux faisant l'objet de l'aide financière (remboursements de taxes, autres aides financières, etc.);
- le résultat quant aux indicateurs suivants :
  - nombre de kilomètres de voies cyclables, piétonnes ou polyvalentes réalisées, par type d'aménagement;
  - nombre de kilomètres de rues aménagées pour les piétons et les cyclistes (rue partagée, vélorue, chaussée désignée);
  - nombre de vélos en libre-service et de stations d'ancrage implantés, par type (assisté ou non);
  - nombre de places de stationnement de vélo implantées;
  - nombre de structures (pont, passerelle, passage sous-terrain) aménagées.

4. RÉSILIATION

La **Ministre** peut, sur avis écrit au **Bénéficiaire** énonçant le motif, résilier la présente **Convention** si :

1° le **Bénéficiaire** lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

2° la **Ministre** est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles l'aide financière a été octroyée;

3° le **Bénéficiaire** fait défaut de remplir l'une ou l'autre des obligations qui lui incombent en vertu de la **Convention**;

4° le **Bénéficiaire** cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, la liquidation ou la cession de ses biens;

5° le **Bénéficiaire** permet un changement à la nature des travaux sans que ceux-ci aient été approuvés par la **Ministre**;

6° le **Bénéficiaire**, ses administrateurs, ses associés, ses dirigeants ou ses actionnaires ne satisfont pas aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'un organisme admissible à une aide financière versée à même des fonds publics.

La constatation du défaut par cet avis équivaut à une mise en demeure.

Dans les cas prévus aux paragraphes 1°, 2° et 4°, la **Convention** sera résiliée à compter de la date de réception de l'avis par le **Bénéficiaire**.

Dans les cas prévus aux paragraphes 3°, 5° et 6°, le **Bénéficiaire** a trente (30) jours ouvrables pour remédier aux défauts énoncés dans l'avis et en aviser la **Ministre**, à défaut de quoi la **Convention** sera automatiquement résiliée à compter de la date de réception de cet avis, sans compensation ni indemnité pour quelque cause ou raison que ce soit.

La **Ministre** cesse tout versement de l'aide financière à compter de la résiliation. De plus, la **Ministre** se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel du montant de l'aide financière qui a été versé à la date de la résiliation.

Le fait que la **Ministre** n'exerce pas son droit à la résiliation ne doit pas être interprété comme une renonciation à son exercice.

La résiliation de la **Convention** ne met pas fin à l'application de l'article 5.

5. RESPONSABILITÉ

Le **Bénéficiaire** est responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la **Convention**, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de cette dernière.

Le **Bénéficiaire** s'engage à indemniser la **Ministre** de tous les recours, les réclamations, les demandes et les poursuites pris en raison de dommages ainsi causés.

6. COMMUNICATION

6.1 Sauf disposition contraire, tout avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de la **Convention**, pour être valide et lier les **Parties**, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou par un moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées de la partie concernée tel qu'indiqué ci-après :

La MINISTRE

Ministère des Transports et de la Mobilité durable
Direction des aides aux municipalités
700, boulevard René-Lévesque Est, 22e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
aideVL@transports.gouv.qc.ca

Le BÉNÉFICIAIRE

Ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5
greffier@montreal.ca

6.2 Si l'une des **Parties** change de coordonnées, elle doit en aviser l'autre partie dans les meilleurs délais.

7. CESSION

Les droits et obligations prévus à la **Convention** ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de la **Ministre**, qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

8. VÉRIFICATION

Les demandes de paiement découlant de l'exécution de la **Convention** peuvent faire l'objet d'une vérification par la **Ministre** ou par tout autre personne ou organisme dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, notamment par le Vérificateur général en vertu de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, c. V-5.01) et par le Contrôleur des finances en vertu de la *Loi sur le ministère des Finances* (RLRQ, c. M-24.01).

9. ANNEXES ET HYPERLIEN

Les annexes jointes et le contenu disponible à un hyperlien mentionné à la **Convention** en font partie intégrante; les **Parties** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la **Convention**, cette dernière prévaut. En cas de conflit entre le contenu disponible à un hyperlien et la **Convention**, cette dernière prévaut.

10. DURÉE

La **Convention** entre en vigueur à la date de l'apposition de la dernière signature des **Parties** et se termine à la date où son objet et les obligations prévues à la **Convention** auront été réalisés.

11. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la **Convention** doit faire l'objet d'un consentement écrit entre les **Parties** sous la forme d'un avenant, lequel ne peut changer la nature de la **Convention**. L'avenant fera partie intégrante de la **Convention**.

EN FOI DE QUOI, les **Parties** déclarent avoir lu et compris la **Convention** et signent, en double exemplaire, comme suit :

La **MINISTRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE**

Par : Madame MÉLISSA LAINESSE
Directrice des aides aux municipalités par intérim

À _____

Ce _____ jour du mois _____ de l'an deux mille _____;

_____
Signature

La **VILLE DE MONTRÉAL**

Par :

_____
Prénom et Nom

_____
Fonction

Et par :

_____
Prénom et Nom

_____
Fonction

À _____

Ce _____ jour du mois _____ de l'an deux mille _____;

_____
Signature

_____
Signature

ANNEXE A

Résolution

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1256880001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Autoriser la signature d'une convention avec le ministère des Transports et de la Mobilité Durables pour l'octroi d'une aide financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans le cadre du programme de développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) pour le projet de la Promenade Jean-Brillant et autoriser la secrétaire d'arrondissement à signer tout engagement afférant.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à autoriser la signature d'une convention avec le ministère des Transports et de la Mobilité Durables pour l'octroi d'une aide financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans le cadre du programme de développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) pour le projet de la Promenade Jean-Brillant.

Le premier versement, d'un montant maximal de deux cent mille dollars 200 000 $, équivalant à 80 % de l'aide financière accordée, est effectué après l'autorisation du projet par la Ministre (lettre d'octroi) et la signature de la Convention.

Le deuxième versement, d'un montant maximal correspondant au solde de l'aide financière accordée, est effectué après l'analyse et l'acceptation par la Ministre du rapport de travaux et de la résolution qui adopte le rapport.

Les chèques seront déposés dès réception dans le compte 6406.9500998.800250.07165.46311.016990.0000.196147.000000.15010.00000 en contrepartie de la dépense effectuée pour la réalisation du projet.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : (514) 868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-23

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs en arrondissements
Tél : (438) 920-3612

Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1259549001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction

IL EST RECOMMANDÉ:
Que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace accepte l'offre du Plateau Mont-Royal, conformément à l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge l'application de toute disposition d'un règlement municipal adopté en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:04

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259549001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction

CONTENU

CONTEXTE

Le 17 mars 2025, le conseil de la ville a adopté le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007), lequel vise à encadrer la location à court terme effectuée par les établissements d'hébergement touristique dans des résidences principales. Ce règlement s'applique sur l'ensemble des territoires des 19 arrondissements et rend obligatoire l'obtention d'un permis d'exploitation pour les personnes souhaitant exploiter un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale. En plus de cette exigence, le règlement limite la période de location de la résidence principale du 10 juin au 10 septembre. En dehors de cette période, l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale est interdite et, conséquemment, les inspecteurs municipaux seront chargés de délivrer des constats d'infraction notamment en cas de non-respect de cette exigence. À noter que l'interdiction principale de ce règlement prendra effet le 10 juin 2025.

En parallèle de l'adoption de ce nouveau règlement encadrant l'exploitation des établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale, le conseil de la ville a adopté, le 14 avril 2025, un règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de déléguer l'application du Règlement 25-007 à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. En effet, l'arrondissement dispose déjà d'une Escouade formée d'une coordonnatrice et de 3 inspecteurs dédiés à l'identification des activités touristiques illégales au sein de cet arrondissement ainsi que dans les arrondissements du Sud-Ouest et de Ville-Marie. Ainsi, considérant les ressources et l'expertise dont dispose cet arrondissement, l'application du Règlement 25-007 lui a été déléguée.

En outre de l'application du règlement central, il est dans l'intérêt de la Ville que l'équipe dédiée au contrôle des établissements d'hébergement touristique voit à l'application sur le

plan pénal de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés par les arrondissements en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. D'ailleurs, l'Escouade travaille déjà à appliquer la réglementation du Sud-Ouest et de Ville-Marie suivant des échanges de services à cet effet. Ainsi, il est souhaité élargir les champs d'action de l'Escouade sur l'ensemble du territoire de la Ville afin d'assurer le respect des normes applicables aux établissements d'hébergement touristique.

L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a donc offert les services de l'Escouade aux autres arrondissements afin d'appliquer toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception de celle applicable aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse, camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 250132 - 5 juin 2023 - Autoriser la création de l'Escouade du Plateau-Mont-Royal et offre des services de celles-ci aux arrondissements du Sud-Ouest et de Ville-Marie (1233945006)

CM25 0318 - 17 mars 2025 - Adoption du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007) (1258798001)

CM25 0454 - 14 avril 2025 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de ville aux conseils d'arrondissement (1258798002)

CA25 250137 – 5 mai 2025 – Offrir à tous les arrondissements les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à offrir aux autres arrondissements, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, d'assurer l'application des règlements en matière d'urbanisme encadrant les établissements d'hébergement touristique tout au long de l'année, et ce, tant lorsque la période de location dans les résidences principales est permise en vertu du Règlement 25-007 que quand c'est interdit.

Conformément à la délégation de pouvoirs du conseil de la ville prévue dans le Règlement 02-002, à titre d'exemple, les inspecteurs de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pourront donner des constats d'infraction en vertu du Règlement 25-007, notamment dans les situations suivantes:

· le fait d'offrir une unité d'hébergement pour une location en dehors de la période autorisée dans un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale pour de la location court terme à un touriste contre rémunération sans détenir de permis d'exploitation

· le fait de louer une unité d'hébergement dans un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale pour de la location court terme à un touriste contre rémunération en dehors de la période autorisée

· le fait de louer ou d'offrir en location une unité d'hébergement dans un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale pour de la location court terme à un touriste contre rémunération sans détenir de permis d'exploitation pendant la période autorisée

En outre de l'application du Règlement 25-007, et dans la mesure où la présente offre de services est acceptée, les inspecteurs pourront également donner des constats d'infraction en application d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme de l'arrondissement qui a accepté l'offre, à l'égard des établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse, camping.

JUSTIFICATION

Le présent dossier vise à offrir les services de l'escouade à tous les arrondissements pour permettre d'uniformiser l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme permettant l'atteinte des objectifs suivants:

1. Contribuer à l'élimination ou à la réduction significative des résidences de tourisme exploitées illégalement sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal;

2. Réduire les pressions exercées sur le parc locatif, en partie responsables de la crise du logement, par l'élimination ou la réduction significative de l'exploitation illégale des résidences de tourisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'agrandissement de l'Escouade et l'ajout d'employés est financé par le budget de fonctionnement Loger + reçu du Service de l'habitation de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en répondant à la priorité 7: Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable, ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'offre de services vient concrétiser l'engagement des arrondissements d'offrir un meilleur encadrement et contrôle des résidences de tourismes exploitées illégalement sur le territoire montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un calendrier des communications est en cours de réalisation afin d'informer les citoyens de l'adhésion de la Ville face à la lutte contre les établissements d'hébergement touristique illégaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal et de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LACASSE
Agent de recherche

Tél : 514-518-6316
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-21

Steve DESJARDINS
Chef de division - permis et inspections

Tél : 514 872-6270
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-05-22

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1256460001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Déposer au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2024 relatifs à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce.

DÉPÔT - COMITÉ EXÉCUTIF - BILAN ANNUEL 2024 - GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa demande que soit déposé au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2024 relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 13:19

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256460001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Déposer au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2024 relatifs à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement 02-002 de la Ville de Montréal (Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de ville aux conseils d'arrondissement), dans son 12e paragraphe du premier alinéa, mentionne que le Conseil de la Ville délègue aux conseils d'arrondissement l'application de la réglementation relative à l'enlèvement, au transport et au dépôt des matières résiduelles, ainsi que les activités d'opération concernant cette compétence, y compris le suivi et la gestion des contrats, les communications avec les citoyens, la gestion des requêtes des citoyens et la distribution des outils de collecte.
Plus spécifiquement pour l'application des pouvoirs délégués au 12e paragraphe du premier alinéa, le conseil d'arrondissement doit fournir au Comité exécutif et au Directeur de service - Environnement, dans le format établi par ce dernier :

un rapport semestriel d'évolution budgétaire;
un rapport faisant état de l'exercice des activités déléguées comportant notamment des informations de nature technique permettant d'élaborer des indicateurs de production concernant la gestion des activités;
un bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées;
toute recommandation qu'il juge appropriée relativement à l'amélioration de l'exercice des activités déléguées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1092: Déposer au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2023 relatifs à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce. (GDD 1246954001).
CE23 0838 : Déposer au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2022 relatifs à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. (GDD 1236954001).
CE22 1176 : Déposer au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2021 relatifs à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. (GDD 1226954001).

DESCRIPTION

La présentation du bilan 2024 et des autres rapports ont été déterminés par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, jusqu'à que le Service de l'environnement dépose un modèle commun pour l'ensemble des arrondissements.
Nous déposons ainsi :
Le bilan de l'année 2024 qui comprend la rémunération et les autres familles de dépenses;
Le rapport d'évolution budgétaire au 31 août 2024;
Le rapport faisant état de l'exercice des activités déléguées comportant notamment des informations de nature technique fourni par le Service de l'environnement;

Les rapports détaillés se trouvent en pièces jointes.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Bien que la reddition de compte des activités de gestion des matières résiduelles ne découle pas des orientations édictées dans la planification stratégique Montréal 2030, cet exercice s'inscrit dans le cadre des pratiques de saine gestion budgétaire à la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patricia ARCAND, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Chantal HOOPER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sylvain TURNBLOM, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Mélanie BEAUDOIN, Service des finances et de l'évaluation foncière
Mederick ANGERS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Jamil Jimmy DIB, Service de l'environnement

Lecture :

Patricia ARCAND, 12 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3230

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Tél : (438) 920-3612

Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256460001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Objet :	Déposer au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2024 relatifs à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce.



3_Rapports GMR janv-dec 2024-CDN-NDG.pdf



Evolution budgetaire aout 2024 - activite GMR_V1.pdf



Resultats de fin annee 2024 - activite GMR_V1.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3230
Télécop. :

Bilan de gestion des matières résiduelles - janvier à décembre 2024
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Démographie/Géographie

	Population*	Superficie
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	185 463	21,4 km²
Montréal**	1 895 211	365,4 km²
Rang**	**1**	**7**

* Estimation de la population au 1er juillet 2023 (Source : Institut de la statistique du Québec)

** Comparaison avec les 19 arrondissements. Les rangs vont de 1 à 19, où "1" désigne l'arrondissement ayant la plus grande population ou superficie. Le rang pour la population et celui pour la superficie sont indépendants l'un de l'autre.

Nombre d'unités d'occupation*

	8 et -				9 et +	Total	Part des 8 et -	Part des 9 et +
	unifamilial	duplex	triplex	4 à 8**				
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	6 604	19 197	1 564	3 205	56 518	87 088	35%	65%
Montréal*	*113 852*	*165 610*	*104 220*	*160 763*	*352 385*	*896 830*	*61%*	*39%*
Rang***	**6**	**1**	**15**	**14**	**2**	**1**		

* Rôle d'évaluation foncière (janvier 2024)

** Inclus les immeubles semi-commerciaux de 1 à 8 logements

*** Comparaison avec les 19 arrondissements. Les rangs vont de 1 à 19, où "1" désigne l'arrondissement ayant le plus grand nombre d'unité d'occupation. Le rang pour chacun des types de bâti sont indépendants les uns des autres.

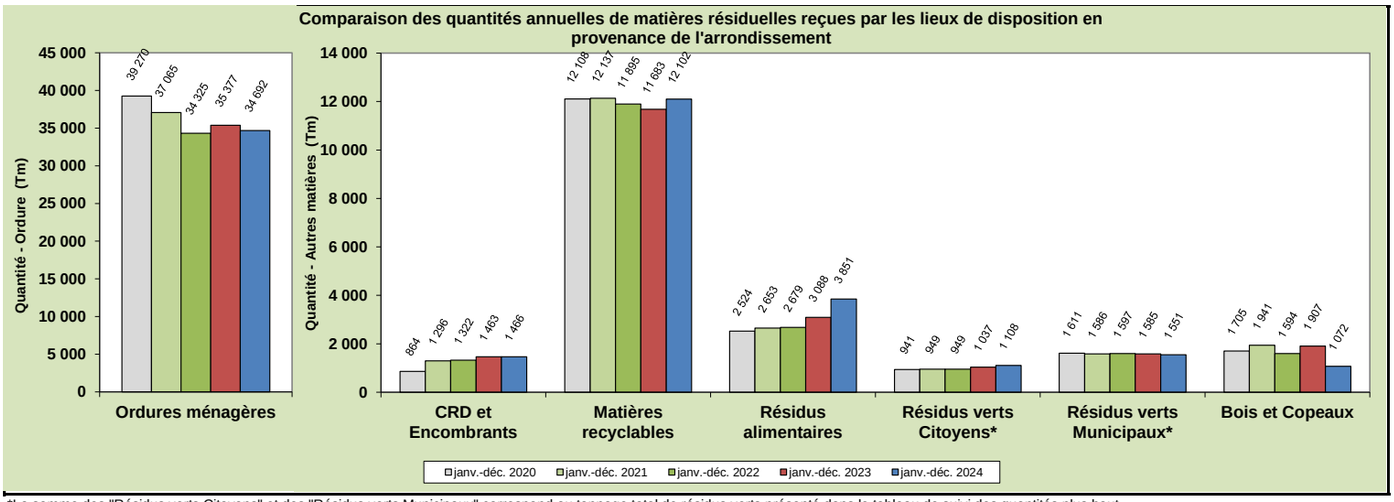
Suivi des quantités reçues aux lieux de traitement ou d'élimination (en tonnes métriques)*

Année 2024	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	janv.-déc. 2024	*janv.-déc. 2023*
Matières recyclables	1 067	793	956	1 078	1 070	966	1 104	1 069	933	1 015	973	1 077	**12 102**	*11 683*
CRD et Encombrants**	70	85	100	98	147	144	195	161	146	128	108	84	**1 466**	*1 463*
Résidus alimentaires	261	279	286	263	355	307	331	384	319	409	371	285	**3 851**	*3 088*
Résidus verts	0	0	0	111	277	103	90	10	132	153	1 594	190	**2 660**	*2 622*
Copeaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	*566*
Bois	140	58	112	138	158	90	70	55	35	95	64	58	**1 072**	*1 341*
Sous-total Matières récupérées	**1 539**	**1 215**	**1 453**	**1 689**	**2 008**	**1 610**	**1 789**	**1 679**	**1 563**	**1 801**	**3 110**	**1 694**	**21 150**	***20 764***
Ordures ménagères	2 852	2 367	2 480	3 391	2 983	2 789	3 507	2 814	3 017	2 947	2 570	2 974	**34 692**	*35 377*
Taux de détournement***	**35%**	**34%**	**37%**	**33%**	**40%**	**37%**	**34%**	**37%**	**34%**	**38%**	**55%**	**36%**	**38%**	**37%**
Total	**4 391**	**3 582**	**3 933**	**5 080**	**4 991**	**4 399**	**5 297**	**4 493**	**4 580**	**4 747**	**5 680**	**4 668**	**55 842**	***56 141***

* À moins d'indication contraire, les valeurs au tableau combinent les quantités collectées en bordure de rue et celles provenant des cours de voirie. Elles excluent les matières collectées dans les écocentres ou autres voies de collecte.

** Correspond au tonnage de CRD et encombrants collectés en bordure de rue et en cours de voirie. Ce tonnage inclu donc la portion valorisable et la portion non-valorisable des matières collectées

*** Ce taux de détournement ne doit pas être comparé avec celui qui apparaît dans le bilan annuel de l'agglomération car le calcul est différent. En effet, dans le bilan annuel, des quantités récupérées en amont des collectes municipales sont ajoutées aux tonnages collectés



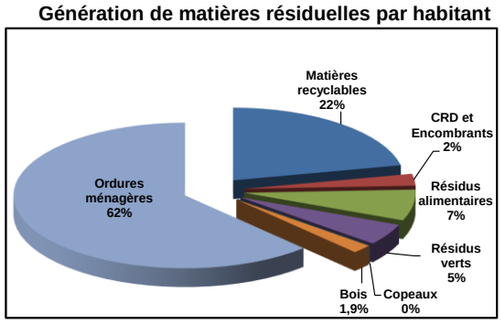
*La somme des "Résidus verts Citoyens" et des "Résidus verts Municipaux" correspond au tonnage total de résidus verts présenté dans le tableau de suivi des quantités plus haut.

Comparaison par habitant (en kilogrammes)

Janvier à Décembre 2024	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	*Ville de Montréal*
Matières recyclables	65,25	*67,01*
CRD et Encombrants	7,90	*11,12*
Résidus alimentaires*	20,76	*23,90*
Résidus verts (incluant feuilles en vrac)	14,34	*10,54*
Copeaux	0,00	*1,88*
Bois	5,78	*4,21*
Ordures ménagères	187,05	*202,91*
Total des matières générées	**301,09**	***321,57***

* Le nombre d'habitants utilisé dans le calcul de la moyenne du kilogramme / habitant de résidus alimentaires pour la Ville est la somme des habitants des 15 arrondissements participants à la collecte des résidus alimentaires, soit 1640017.

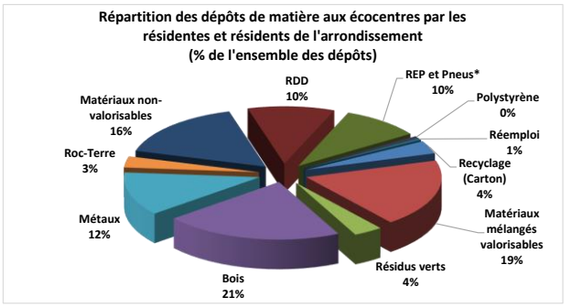
Génération de matières résiduelles par habitant

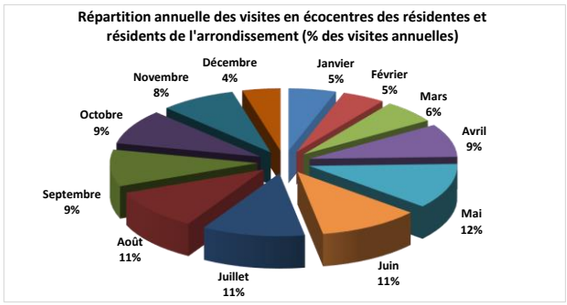


Visites aux Écocentres en 2024 (en nombre de visites des résident.e.s de l'arrondissement)

	Dépôts de matières effectués par les résident.e.s de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce											Dénombrement des visites effectuées en écocentre		
	Recyclage (Carton)	Matériaux mélangés valorisables	Résidus verts	Bois	Métaux	Roc-Terre	Matériaux non-valorisables	RDD	REP et Pneus*	Polystyrène	Réemploi	Nombre de visite**	Variation des visites par rapport à 2023	Comparé à la moyenne de l'agglo.
Janvier	148	622	6	651	362	36	428	311	323	16	9	**1 401**	+15%	+1%
Février	96	601	0	580	312	48	408	271	266	9	16	**1 262**	+25%	-7%
Mars	127	758	15	741	443	42	535	360	354	16	17	**1 610**	+9%	-7%
Avril	144	930	247	1 035	596	109	752	502	436	20	30	**2 304**	+9%	-7%
Mai	187	1 242	321	1 412	739	281	922	586	539	25	39	**3 127**	+5%	-12%
Juin	228	1 149	290	1 328	716	285	970	626	555	22	36	**2 976**	+5%	-8%
Juillet	242	1 144	264	1 277	742	245	1 013	645	554	28	35	**3 024**	+7%	-7%
Août	233	1 048	228	1 163	698	212	898	618	554	26	41	**2 817**	+3%	-10%
Septembre	181	1 012	202	1 117	595	207	771	498	470	23	41	**2 542**	-1%	-11%
Octobre	193	893	217	1 036	629	167	912	525	461	28	58	**2 429**	+14%	-11%
Novembre	154	763	130	993	627	102	862	574	516	21	39	**2 229**	+9%	-6%
Décembre	94	401	7	513	334	18	513	259	264	15	15	**1 125**	-9%	-6%
Total	**2 027**	**10 563**	**1 927**	**11 846**	**6 793**	**1 752**	**8 984**	**5 775**	**5 292**	**249**	**376**	**26 846**	**+7%**	**-8%**

* La catégorie REP contient les matières suivantes : Pneus avec jante, Pneus sans jante, Halocarbures, Produits électroniques, etc.
** Nombre de visite par les résidents de l'arrondissement. Les adresses de résidence fournies par les visiteurs sont compilées manuellement par les employés des écocentres, le nombre de visites correspond au nombre d'entrées en provenance des secteurs résidentiels et commerciaux. ATTENTION, Il peut y avoir plus d'un dépôt lors d'une même visite. La somme des dépôts ne balance donc pas avec le nombre de visite.





Remplacement et réparation des bacs roulants

Nombre de remplacement

		Janv. à Déc. 2022	Janv. à Déc. 2023	Janv. à Déc. 2024
Matières recyclables	**67L**	495	0	0
	120L	0	0	0
	240L	242	726	550
	360L	252	873	882
	660L	0	0	0
Résidus alimentaires	**47L**	0	1020	1200
	80L	0	0	0
	120L	0	16	8
	240L	0	0	0

Nombre de réparation et retombées économiques

	Janv. à Déc. 2022		Janv. à Déc. 2023		Janv. à Déc. 2024	
	Nombre de réparation	Retombées **	Nombre de réparation	Retombées **	Nombre de réparation	Retombées **
45L	35	$ 169	27	-$ 259	22	-$ 76
67L	0	$ -	0	$ -	4	$ 32
80L	0	$ -	0	$ -	0	$ -
120L	0	$ -	0	$ -	0	$ -
240L	80	$ 4 595	43	$ 1 883	62	$ 2 344
360L	372	$ 26 262	495	$ 26 284	413	$ 20 565
Inconnu / non-classé	8	nd	24	nd	0	nd
Total	**495**	**$ 31 026**	**589**	**$ 27 907**	**501**	**$ 22 865**
Comparé à moy. Ville***	-13%	nd	+4%	nd	-10%	+37%

* La quantité de bacs n'inclut pas les outils de collecte qui ont pu être livrés pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires.
** Un montant positif représente une économie pour la Ville par rapport à l'achat de nouveaux bacs en remplacement de ceux endommagés.
***La comparaison avec la moyenne au niveau de la Ville est basée sur le nombre de réparation par u.o.

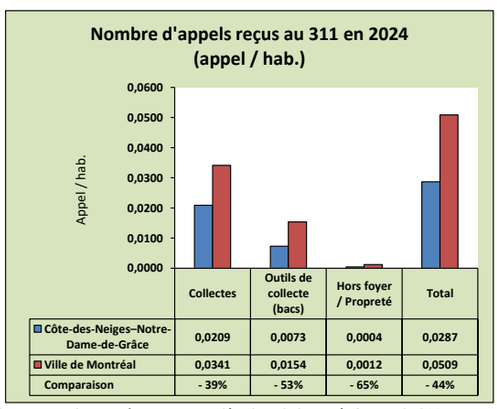
Données de réclamations par année

Nombre de réclamations traitées par le Service des affaires juridiques	2022	2023	2024
Réclamations pour détériotation de bacs	83	70	60
Autres réclamation en lien avec les collectes des matières résiduelles	3	16	12

Source : Bureau des réclamations - Service des affaires juridiques

Portrait des appels au 311 - Gestion des demandes citoyennes en 2024*

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Requête	Plainte	Comm. / Suggest.	Total
Bac de RA	99	2	1	**102**
Bac de recyclage	1 044	3	1	**1 048**
Bac montréalais (67 litres)	6	0	0	**6**
Bac roulant	24	0	1	**25**
Bac roulant - Déchets	150	0	0	**150**
Collecte d'arbres de Noël	92	2	2	**96**
Collecte de déchets	1 786	58	28	**1 872**
Collecte de résidus verts	311	3	2	**316**
Collecte d'écran (ordinateur et téléviseur)	8	0	0	**8**
Collecte des encombrants	559	17	5	**581**
Collecte des matières organiques	538	31	18	**587**
Collecte des matières recyclables	397	12	10	**419**
Distribution au comptoir de bacs ou de sacs de récupération	23	0	0	**23**
Distribution de circulaire	1	0	0	**1**
Écoquartier	2	1	0	**3**
Panier extérieur à vider	79	0	0	**79**
Total activités 311	**5 119**	**129**	**68**	**5 316**



* Le nombre de requête par sujet peut être différent du nombre de demandes reçues par l'arrondissement pour un même sujet. Tout dépend de comment les requêtes sont encodées lors de leur création par le 311
** Comparaison du nombre d'appel reçu au 311 pour différents sujets et globalement pour les sujets en lien avec la GMR

ACTIVITÉ - GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES - CDN NDG

Projection de dépenses (avant la répartition de MAMH*) - Évolution budgétaire au 31 août 2024

							ÉCART AU 31 DÉC 2024	
FAMILLE	**OBJETS DE DÉPENSES**	**S-OBJET**	**SOUS-OBJET**	**BUDGET ORIGINAL**	**BUDGET MODIFIÉ**	**PROJECTION ANNUELLE**	*Budget Original*	*Budget Modifié*
Rémunération	Salaire régulier - Structure permaner	50110	Contremaîtres non syndiqués - Mtl	102 700	102 700	104 700	(2 000)	(2 000)
	Salaire régulier - Structure variable	50250	Cols bleus - Mtl - permanents	1 588 000	1 526 120	1 560 000	28 000	(33 880)
		50251	Cols bleus - Mtl - non permanent	775 000	705 000	705 000	70 000	0
	Économie anticipée - postes vacants			(61 100)	(61 100)	0	(61 100)	(61 100)
	Économie anticipée - Charge sociale et banque maladie					0	0	0
	Primes - Diverses			34 600	34 600	34 600	0	0
	Maladie courante			24 300	24 300	27 300	(3 000)	(3 000)
	Temps supplémentaire			90 200	90 200	446 800	(356 600)	(356 600)
Total Rémunération				2 553 700	2 421 820	2 878 400	(324 700)	(456 580)
Cotisations de l'employeur				756 800	726 800	770 000	(13 200)	(43 200)
Total Rémunération globale				**3 310 500**	**3 148 620**	**3 648 400**	**(337 900)**	**(499 780)**
Transport et communications				0	0	0	0	0
Services professionnels, techniques et autres				493 000	824 537	824 537	(331 537)	0
Location, entretien et réparation				0	0	0	0	0
Biens non durables				0	0	0	0	0
Biens durables				0	0	0	0	0
Contributions et quote-parts à des organismes				0	27 740	27 740	(27 740)	0
Total Autres familles de dépenses				**493 000**	**852 277**	**852 277**	**(359 277)**	**0**
TOTAL ACTIVITÉ				**3 803 500**	**4 000 897**	**4 500 677**	**(697 177)**	**(499 780)**

**MAMH - Ministère des affaires municipales et habitation*

ACTIVITÉ - GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES - CDN NDG

Résultats de la fin d'année au 31 décembre 2024 (avant la répartition de MAMH*)

Objet n3	Objet n4	Objet gestion	Objet	Sous objet	Budget original	Budget modifié	Réel	Disponibilité sur Budget modifié
Rémunération globale	**Rémunération**	Salaires et primes	**Salaire régulier**	Contremaîtres non syndiqués	102 700 $	102 700 $	103 499 $	(799) $
				Cols bleus permanents	1 588 000 $	1 469 098 $	1 792 370 $	(323 272) $
				Cols bleus non permanent	775 000 $	759 500 $	401 712 $	357 788 $
			Économie anticipée		(61 100) $	(61 100) $	- $	(61 100) $
			Primes - Diverses		34 600 $	34 600 $	32 005 $	2 595 $
		Total Salaires et primes			2 439 200 $	2 304 798 $	2 329 587 $	(24 789) $
		Temps supplémentaire	**Temps supplémentaire**	Contremaîtres non syndiqués	- $	- $	16 410 $	(16 410) $
				Cols bleus permanents	90 200 $	90 200 $	407 954 $	(317 754) $
				Cols bleus non permanent	- $	- $	28 037 $	(28 037) $
			Temps compensé		0	0	16 064 $	(16 064) $
		Total Temps supplémentaire			90 200 $	90 200 $	468 465 $	(378 265) $
		Avantages rattachés à la rémunération			24 300 $	24 300 $	58 751 $	(34 451) $
	Cotisations de l'employeur				756 800 $	742 032 $	780 563 $	(38 530) $
Total Rémunération globale					**3 310 500 $**	**3 161 330 $**	**3 637 365 $**	**(476 035) $**
Autres familles de charges	**Services professionnels, techniques et autres**	Services techniques			493 000 $	839 567 $	839 567 $	- $
	Contributions et quotes-parts à des organismes	Contributions et quotes-parts à des organismes			- $	- $	(2 206) $	2 206 $
Total Autres familles de charges					**493 000 $**	**839 567 $**	**837 361 $**	**2 206 $**
Total général					**3 803 500 $**	**4 000 897 $**	**4 474 726 $**	**(473 829) $**

**MAMH - Ministère des affaires municipales et habitation*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1256460002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de reddition du compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace pour l'exercice financier 2024.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer le rapport de reddition de compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour l'exercice financier 2024.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 13:20

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256460002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de reddition du compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace pour l'exercice financier 2024.

CONTENU

CONTEXTE

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) (RLRQ, chapitre A-19.1) prévoit des dispositions légales qui permettent aux municipalités d'exiger des contributions pour fins de parcs, terrains de jeux et espaces naturels lorsque celles-ci ont adopté un règlement prévu à cette fin. Cette même loi prévoit aussi que le conseil peut exempter de l'obligation de fournir et de maintenir des unités de stationnement à toute personne qui en fait la demande moyennant le paiement d'une somme en contrepartie.
L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce détient donc deux réserves distinctes afin d'assurer la saine gestion des contributions reçues, et ce, dans le respect des encadrements municipaux en vigueur. En février 2019, le Vérificateur général a émis des recommandations dans le cadre de travaux d'audit sur l'utilisation des contributions pour fins de parcs et espaces verts, dont l'une concernait l'importance de déposer une reddition de comptes périodique et formelle de la réserve pour fins de parcs, afin d'offrir un outil d'aide à la décision au conseil d'arrondissement qui fait notamment état de son évolution au cours de l'année. Bien que les travaux d'audit ne visaient pas l'arrondissement, cet exercice a amené des échanges entre les différents arrondissements à la suite desquels notre arrondissement a revu et bonifié les procédures internes relatives au traitement et au suivi des réserves pour fins de parcs et par extrapolation, de stationnement. Ce rapport fait état de l'évolution de la réserve au cours de l'année en présentant un portrait global et précis des sommes reçues, de l'utilisation de la réserve ainsi que du solde disponible pour fins d'investissements ultérieurs.

Le présent dossier fait donc état de la reddition de comptes pour les revenus reportés à des fins de parcs, espaces verts et terrains de jeux, ainsi qu'une reddition de compte pour le fonds de stationnement. Plus spécifiquement, il présente l'évolution des revenus enregistrés au cours de l'année financière se terminant le 31 décembre 2024, découlant des exigences en matière de parcs et de stationnements. Aussi, il présente un portrait des sommes utilisées dans ces deux réserves au cours de l'année, le cas échéant.

Avant de présenter les résultats de l'année, il est important de rappeler les dispositions législatives et réglementaires concernant ces deux réserves:

Revenus reportés - parcs et terrains de jeux :

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme prévoit que la contribution peut être faite sous forme de cession d'une parcelle de terrain ou de contributions en argent.

L'article 117.4 de la LAU prévoit que la superficie du terrain devant être cédé ou la somme versée ne doivent pas excéder 10% de la superficie et de la valeur, respectivement, du site. Les sommes reçues en argent doivent être déposées dans un compte prévu à cette fin et les sommes versées dans ce fonds spécial ou parcelles de terrains cédées à titre de contributions, ne peuvent être utilisées qu'aux fins prévues par cette même loi (article 117.15 de la LAU).

Selon l'article 2, paragraphe 3, du règlement 17-055 (règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal), préalablement à la délivrance d'un permis de transformation visant un immeuble qui fait l'objet d'un projet de redéveloppement, le propriétaire doit verser à l'arrondissement, une somme compensatoire calculée conformément aux articles 5 et 6 du règlement.

Fonds de stationnement :
Les contributions au fonds de stationnement sont déterminées conformément à des règles de calcul pouvant varier selon les catégories d'unités ou selon les usages et le produit de ce paiement ne peut servir qu'à l'achat ou à l'aménagement d'immeubles servant au stationnement, de même qu'à la création de zones de stationnement pour vélos.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 170130: Déposer le rapport de reddition du compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grace pour l'exercice financier 2023. (GDD 1246460002)
CA23 170148: Déposer le rapport de reddition du compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grace pour l'exercice financier 2022. (GDD 1236460001)
CA22 170143: Déposer le rapport de reddition du compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grace pour l'exercice financier 2021. (GDD 12270780001)
CA21 170166: Déposer le rapport de reddition du compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grace pour l'exercice financier 2020. (GDD 1219060001)

DESCRIPTION

Voici l'évolution des revenus et dépenses enregistrés dans le compte de revenus reportés - parcs et terrains de jeux, ainsi que du fonds de stationnement pour l'année financière se terminant le 31 décembre 2024:

Compte de revenus reportés - parcs et terrains de jeux :

Au 1er janvier 2024, le solde du compte était de 11 459 719.90 $. Ce montant représente l'ensemble des contributions reçues, moins, l'ensemble de l'utilisation des contributions lors de projets d'aménagement de parcs sur le territoire de l'arrondissement, et ce, depuis la création du compte jusqu'au 31 décembre 2023.

En 2024, l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a encaissé 20 contributions au cours de l'année, pour un total de 3 243 874.01 $. Le détail des 20 contributions est présenté en pièce jointe.

Un remboursement d'une somme de 548 150.00 $, incluant les frais de parc payé en trop, les

intérêts et les frais d'expertise, a été effectué en 2024, relativement à une demande de permis de construction d'un projet résidentiel mixte de 12 étages et d'un bâtiment dédié au logement social. Une somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel de 1 639 400.00 $ a été versée à l'arrondissement le 8 juin 2023. Cependant, le propriétaire a contesté l'évaluation et un deuxième évaluateur a été mandaté par la Ville afin d'établir la valeur du lot. Ce deuxième évaluateur agréé a établi la valeur du lot à 11 478 000 $, alors que la première évaluation s'élevait à 16 394 000 $. Conséquemment, la Ville a remboursé le trop-perçu au propriétaire qui est de l'ordre de 491 600$, avec l'intérêt que ce capital aurait produit, au taux applicable aux arriérés des taxes de la municipalité, depuis la date du versement jusqu'à celle du remboursement conformément à l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (CA24 170164).

De plus, un montant de 6 562 638.00 $ a été utilisé en 2024 pour financer les divers projets d'investissement, notamment 5 595 875.00 $ pour le projet d'agrandissement du chalet de parc et nouvelle pataugeoire au parc Jean-Brillant; 953 602.00 $ pour ce projet d'aménagement d'un planchodrome au parc Benny et 13 161.00 $ pour l'ajustement additionnel des services professionnels en architecture de paysage et en génie civil pour la Promenade Jean-Brillant et l'entrée du parc Jean-Brillant.

Finalement, un montant de 2 483 179.95 $ a été retourné temporairement dans le compte bilan de revenus reportés en fin d'année 2023. Ce retour de solde est un exercice comptable obligatoire, qui correspond aux montants non utilisés de projets toujours en cours, lesquels doivent être retournés temporairement en fin d'année dans le compte bilan réservé aux fins de parcs, pour ensuite être réaffectés l'année suivante à chacun des projets non terminés.

Sommaire de la variation du solde du compte de revenus reportés - parcs et terrains de jeux :

	Montant ($)
Solde au 1er janvier 2024	**11 459 719,90 $**
Encaissements en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales	3 243 874,01 $
Remboursement de contributions payées en trop	(548 150,00) $
Utilisation à des fins de dépenses d'immobilisation	(6 562 638,00) $
Retour temporaire de soldes affectés à divers projets dans le compte de bilan	2 483 179,95 $
Solde au 31 décembre 2024	**10 075 985,86 $**

Du solde 10.1 M$, un montant de 6.7 M$ est déjà réservé pour des contrats en cours d'exécution. Donc, l'arrondissement dispose de 3.4 M$ au 1er janvier 2025 pour investir dans divers projets de parcs.

Fonds de stationnement :

En début d'année 2024, le montant enregistré dans le fonds de stationnement s'élevait à 100 828.21 $.

L'arrondissement a financé l'acquisition de 15 supports à vélo pour un montant de 19 790.15 $ afin de soutenir la mobilité active et durable en facilitant l'utilisation du vélo comme mode de transport quotidien.

Sommaire du fonds de stationnement :

	Montant ($)
Solde au 1er janvier 2024	**100 828,21 $**

Encaissements en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales	- $
Acquisition de supports à vélos	(19 790,15) $
Solde au 31 décembre 2024	**81 038,06 $**

JUSTIFICATION

Ce dossier fait suite à une recommandation du Vérificateur général et à une révision des procédures internes d'information financière au sein de l'arrondissement, visant à fournir au conseil d'arrondissement une reddition de comptes périodique et formelle des comptes de revenus reportés de parcs et terrains de jeux et de stationnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces sommes pourront être utilisées selon les dispositions réglementaires éditées pour l'utilisation de chacune de ces réserves. L'arrondissement tient compte des disponibilités financières de ses deux réserves lors de la planification de ses projets d'investissements sur son territoire.

MONTRÉAL 2030

Le rapport de reddition du compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement contribue à l'atteinte d'une des orientations édictées dans la planification stratégique Montréal 2030.
Ce dossier contribue également à l'atteinte du Plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement.

- Offrir des milieux de vie favorisant la participation citoyenne (axe 4 du plan), en permettant à la population d'avoir un accès à de l'information claire et adaptée à ses besoins. (résultat 4.1 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3230

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-14

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - serv. adm. en arrondissement

Tél : (438) 920-3612

Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256460002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Objet :	Déposer le rapport de reddition du compte de revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du fonds de stationnement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace pour l'exercice financier 2024.



1256460002 - Detail des encaissements 2024 - revenus reportes parcs et terrains de jeux.pdf



1256460002 -Detail des encaissements 2024 - fonds de stationnement.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3230
Télécop. :

Montréal

ANALYSE DE COMPTE DÉTAILLÉE
au 31 décembre 2024

Compte de revenus reportés - parcs et terrains de jeux

Encaissements en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales

26 janvier, 2024	GDD 2241389001_Contribution pour fins de parcs_Lot :2 648 720	956 571,33
20 avril, 2024	GDD 2241389002_Contribution pour fins de parcs_Lots 3 756 875, 3 756 874 et 3 7	27 068,59
26 avril, 2024	GDD 2241389004_Contribution pour fins de parcs_Lot: 1 581 175	456 555,35
19 juin, 2024	GDD 2241389003_Contribution pour fins de parcs - Lot: 6 220 807	27 346,62
19 juin, 2024	GDD 2241389005_Contribution pour fins de parcs - Lot: 2 173 200	30 329,40
7 juin, 2024	GDD 1231389003_ contribution pour frais de parc_Lot projeté 6 473 764 (partie du l	89 000,00
31 mai, 2024	GDD 2241389006_Contribution pour fins de parcs_Lot: 2 650 325	18 337,50
06-20-2024	GDD 2241389009_Contribution pour fins de parcs_Lot: 2 173 464	31 170,00
16 juillet, 2024	GDD 2241389007_Contribution pour fins de parcs_Lot: 2 649 872	43 299,99
16 juillet, 2024	GDD 2241389008_Contribution pour fins de parcs_Lot: 2 649 871	43 299,99
14 août, 2024	GDD 2241389011_Contribution pour fins de parcs_Lot: 6 638 173	36 422,61
14 août, 2024	GDD 2241389012_Contribution pour fins de parcs_Lot: 6 638 172	30 060,00
26 septembre, 2024	GDD 2241389014 _Contribution pour fins de parcs - Lot: 2 650 281	49 408,30
4 novembre, 2024	GDD 2241389016 _Contribution pour fins de parcs - Lot: 6 592 354	22 425,00
4 novembre, 2024	GDD 2241389018 _Contribution pour fins de parcs - Lot: 2 087 743	71 400,00
15 octobre, 2024	GDD 2241389010_Contribution pour fins des parcs-Lot: 2 173 463	26 310,00
16 octobre, 2024	GDD 2241389017_Contribution pour fins des parcs-Lot: 2 138 9017	89 200,00
10 décembre, 2024	GDD 2241389020_Contribution pour fins des parcs- Lot: 6 607 226	1 132 691,58
11 décembre, 2024	GDD 1241389003_Contribution pour fins des parcs- Lot:6 559 053	39 400,00
30 décembre, 2024	GDD 2241389019_Contribution pour fins des parcs- Lot: 2 649 311	23 577,75
		3 243 874,01

Montréal

ANALYSE DE COMPTE DÉTAILLÉE
au 31 décembre 2024

Fonds de stationnement		
Encaissements en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales		
		0,00

25507

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1255676004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 juin 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du **9 juin 2025** joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-04 16:28

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255676004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 juin 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe I, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement.
Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

· règlement sur le bruit (RCA 23 17389, article 45);
· règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
· règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation).

Les ordonnances n'ont pas pour effet d'autoriser la tenue de l'événement, elles n'ont que pour objet d'accorder une autorisation dans la mesure où l'événement ou l'activité peut par ailleurs avoir lieu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 25170105: Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 5 mai 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.
CA25 170077: Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 4 avril 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des collectes de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement sont d'ampleur locale.
L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : l'occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyennes et citoyens. Ces événements contribuent à l'épanouissement des communautés en offrant des opportunités de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ces événements permettent à la population de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :
1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;
2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, les organismes ont fourni tous les documents et informations nécessaires pour obtenir le soutien de l'arrondissement pour la réalisation des événements publics inscrits sur les listes en annexe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses des directions interpellées pour le soutien à la réalisation des événements sont assumées à même les budgets de fonctionnement. Les coûts additionnels reliés aux événements sont assumés par les promoteurs.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 :
· Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;
· Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens;
· Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de

qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Ce dossier contribue également à l'atteinte des résultats du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement :

· Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes et matières de culture, sports et loisirs (objectif 1.3 du plan).
Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan) en permettant à la population, aux institutions et aux organismes de bénéficier d'un meilleur accompagnement pour réduire la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement (objectif 2.3 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour la population et les organismes promoteur d'événements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La promotion et la diffusion des événements extérieurs doivent se conformer aux exigences émises par la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe 1 seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbations des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et gouvernementale de même qu'avec les encadrements administratifs d'usage. Une « autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des recommandations effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andre OPZOOMER
Agent de projets--Événements spéciaux

Tél : 438-833-8489
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-26

Sonia ST-LAURENT
chef(fe) de division - culture, sports, developpement social

Tél : (514) 239-4917
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél : 514-237-6916
Approuvé le : 2025-05-26

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT

(RCA 23 17389, article 45)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **9 juin 2025**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié aux tableaux : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **9 juin 2025** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié aux tableaux : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **9 juin 2025** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué aux tableaux : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **9 juin 2025** (Voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **9 juin 2025**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **9 juin 2025** (voir en pièce jointe);

2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **9 juin 2025** (voir en pièce jointe)

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **9 juin 2025**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **9 juin 2025**, (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **9 juin** , (voir en pièce jointe);

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD* **1255676004**

Unité administrative responsable: Direction de la culture des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de CDN/NDG

Projet: Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du **9 juin 2025** » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire: *Ces événements contribuent à renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté par le biais d'événements et d'activités accueillants organisés dans les parcs et sur le domaine public. Le mandat des organismes partenaires consiste à offrir des événements festifs et communautaires de proximité. Le souci d'offrir des services de façon équitable est au cœur des préoccupations de l'arrondissement.*

Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens*: Les citoyens sont invités à participer à une variété d'événements dans les nombreux parcs de l'arrondissement. Ces activités sont gratuites, ouvertes et accessibles à tous.*

Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins: *Pour faire en sorte que les activités soient attirantes et riches pour la population, les organismes doivent faire en sorte que les citoyens.nes pratiquent les activités qui répondent à leurs attentes et dans un milieu sécuritaire. Il contribue à améliorer le sentiment d'appartenance des citoyens par des lieux accueillants et sécuritaires. Pour se faire, un responsable de l'arrondissement fait un traitement et suivi continu avant, pendant et après la durée de l'événement qui permet de confirmer l'atteinte de cette priorité.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 juin 2025

Événement	Requérant	Description de l'événement	Endroit	Date	Occupation	vente de produits promotionnels	Camion bouffe de rue	Vente et Consommation d'alcool	Bruit	Marquage sur la chaussée	Nombre de participants prévu	Fermeture de rue
Westhaven: Basketball & Music Night	Centre communautaire Westhaven	Un événement communautaire gratuit qui offre aux adolescent·e·s un espace sécuritaire et inclusif pour bouger	Parc Coffee	12 juin 2025	16h30 à 21h30	N/A	N/A	N/A	16h30 à 20h00	0	60	N/A
Levée du drapeau (Indépendance Philippine)	Association des philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) inc.	Romeo Remegio, Président	4708 Van Horne (entre Victoria et Lavoie)	12 juin 2025	6h00 à 13h00	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100	N/A
Souper communautaire	Centre communautaire Mountain Sights	Rassembler les membres de la communauté autour d'un repas	Parc de la Savane	12 juin 2025	16h00 à 22h00	N/A	N/A	N/A	17h00 à 20h00	N/A	50	N/A
Procession Saint-Raymond	Paroise Saint-Raymond	Marche religieuse	St-Jacques (direction ouest), Belgrave (direction nord), Upper-Lachine (direction est), Girouard (direction sud), St-Jacques (direction ouest) et arrivé à la Paroisse St-Raymond	13 juin 2025	18h30 à 20h30	N/A	N/A	N/A	19h00 à 20h00	N/A	100	Ralentissement de la circulation par le SPVM
Belgrave Block Party	Friends of Belgrave	Fête de voisins	Avenue Belgrave entre Sherbrooke et Maisonneuve Ouest	14 juin 2025	9h00 à 23h00	N/A	N/A	N/A	10h00 à 20h00	N/A	100	Fermeture de rue et sécurisation par le promoteur
Atelier dans les aires d'exercise canins	Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Atelier canin	Parc Trenholme	14 juin 2025	14h00 à 16h00	N/A	N/A	N/A	14h00 à 16h00	N/A	50	N/A
Atelier dans les aires d'exercise canins	Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Atelier canin	Parc Notre-Dame-de-Grâce	14 juin 2025	10h00 à 12h00	N/A	N/A	N/A	10h00 à 12h00	N/A	50	N/A
Atelier dans les aires d'exercise canins	Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Atelier canin	Parc de la Confédération	14 juin 2025	12h00 à 14h00	N/A	N/A	N/A	12h00 à 14h00	N/A	50	N/A

Power of Sports Walk-A-Thon	Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Marche commémorative	Départ du parc GSP, Upper-Lachine (direction est), Girouard (direction nord), Côte Sainte-Antoine (direction ouest), Sherbrooke O (direction ouest), Cavendish (direction sud), Saint-Jacques (direction est), Upper Lachine (direction est), arrivée au parc GSP	15 juin 2025	9h00 à 17h00	N/A	N/A	N/A	11h00 à 16h00	N/A	300	Marche sur le trottoir avec supervision du SPVM
Power of Sports Walk-A-Thon	Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Événement festif et sportif	Parc Georges-Saint-Pierre	15 juin 2025	9h00 à 17h00	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	300	N/A
Philippine Independence Day Celebration	Counseil des Associations Canadiennes Philippines du Quebec	Événement festif	Parc Mackenzie-King	15 juin 2025	6h00 à 22h00	Oui	N/A	N/A	11h00 à 19h30	N/A	2000	N/A
Yoqa-Dance-Portage et Partage	Fondation de la visite	Activité mixte de yoga, de danse et de portage	Parc Notre-Dame-de-Grâce	18 juin 2025	9h00 à 14h00	N/A	N/A	N/A	10h30 à 12h00	N/A	40	N/A
Fête de fin d'année	École Judith-Jasmin	Activité pour fêter la fin de l'année scolaire	Parc Loyola	18 juin 2025	8h00 à 13h00	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	450	N/A
Westhaven: Basketball & Music Night	Centre communautaire Westhaven	Un événement communautaire gratuit qui offre aux adolescent·e·s un espace sécuritaire et inclusif pour bouger	Parc Coffee	19 juin 2025	16h30 à 21h30	N/A	N/A	N/A	16h30 à 20h00	0	60	N/A
Fête de fin d'année	École secondaire Saint-Luc	Fête de fin d'année de l'école St-Luc. Occupation du parc pour des activités à l'extérieur.	Parc de la Confédération	20 juin 2025	8h00 à 16h00	N/A	N/A	N/A	10h00 à 13h00	N/A	1000	N/A
Summer vibes	Chalet Kent	Dj set et vente de collation (pop corn, cône glacé, etc.)	Parc Martin Luther-King	20 juin 2025	16h00 à 21h00	Non	Non	non	16h00 à 20h00	Non	100	Non
Journée communautaire Snowdon	Association des loisirs du quartier Snowdon	Activités famililales dans le parc.	Parc Macdonald	21 juin 2025	11h00 à 18h00	N/A	N/A	N/A	12h00 à 16h00	N/A	125	N/A
Fête de Dr José Rizal	Knights Of Rizal Eastern Canada Region	Événement festif pour commémorer le Dr José Rizal	Parc Mackenzie-King	21 juin 2025	6h00 à 20h00	N/A	N/A	N/A	11h00 à 18h00	N/A	400	N/A

Projection de film	Cohabitation social	Projection de film pour famille	Parc Nelson-Mandela	21 juin 2025	19h00 à 23h00	N/A	Non	Non	19h30 à 22h30	Non	150	Non
Patricia Block Party	Comité Patricia Block Party	Fête des voisins	Rue Patricia de Somerled à Terrebonne	21 juin 2025	17h00 à 22h00	N/A	N/A	N/A	17h00 à 20h00	N/A	50	Oui avec sécurisation
Bike-O-Thon	Initiative Communautaire de Yaldei	Événement festif pour les jeunes de la communauté	Parc Van-Horne	22 juin 2025	5h00 à 18h00	N/A	N/A	N/A	11h00 à 16h00	N/A	150	N/A
Pique-nique communautaire de fin d'année	École étoile filante	Activité pour fêter la fin de l'année scolaire	Parc Notre-Dame-de-Grâce	23 juin 2025	10h00 à 15h00	N/A	N/A	N/A	11h00 à 14h30	N/A	150	N/A
Fêtes Nationale de la St-Jean Baptiste	Club Oriental Portugais de Montréal	Graça Barbosa	4000 de Courtrai (Entre Légaré et Lavoie)	23 juin 2025	15h00 à 24h00	N/A	N/A	Domaine privé	17h00 à 24h00	N/A	1000	Courtrai (entre Légaré et Lavoie)
Montreal Jerk Festival	Grenada Day Montreal	Événement culinaire et festif	Parc Martin Luther-King	24 juin 2025	7h00 à 23h59	Oui	N/A	Oui	13h00 à 20h00	N/A	200	N/A
Fête du Québec à NDG	Rendez-vous NDG	Fête national du Québec	Parc Notre-Dame-de-Grâce	24 juin 2025	10h00 à 22h00	Oui	N/A	Oui	10h00 à 22h00	N/A	200	N/A
Heure du conte au soleil	L'institut Fraser-Hickson	Lecture dans le parc	Parc Georges-Saint-Pierre	25 juin 2025	9h00 à 12h00	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100	N/A
La panthère des neiges - Vincent Munier et Marie Amiguet	Hors les murs CDN-NDG	Projection d'un film documentaire en collaboration avec Funambules Médias	Parc Notre-Dame-de-Grâce	26 juin 2025	14h00 à 00h30	N/A	N/A	N/A	18h00 à 23h00	N/A	200	N/A
Westhaven: Basketball & Music Night	Centre communautaire Westhaven	Un événement communautaire gratuit qui offre aux adolescent·e·s un espace sécuritaire et inclusif pour bouger	Parc Coffee	26 juin 2025	16h30 à 21h30	N/A	N/A	N/A	16h30 à 20h00	N/A	60	N/A
Summer vibes	Chalet Kent	Dj set et vente de collation (pop corn, cône glacé, etc.)	Parc Martin Luther-King	27 juin 2025	16h à 21h00	Non	Non	non	16h00 à 20h00	Non	100	Non
Heure du conte au soleil	L'institut Fraser-Hickson	Lecture dans le parc	Parc Georges-Saint-Pierre	27 juin 2025	9h00 à 12h00	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100	N/A
Palaro Sa Nayon	Les doyens philippins unis du Québec	activité intergénéraltionnel de sports et loisirs	Parc Mackenzie-King	28 juin 2025	9h00 à 20h00	Oui	N/A	N/A	11h00 à 20h00	N/A	2000	N/A
Petit Carimas	Jamaica Day Association	Événement pour fêter la culture caribéenne et les enfants	Parc Martin Luther-King	28 juin 2025	10h00 à 18h00	Oui	N/A	N/A	12h00 à 17h00	N/A	200	N/A

Projection de film	Cohabitation social	Projection de film pour famille	Parc De la savane	28 juin 2025	19h00 - 23h00	Non	Non	Non	19h30 à 22h30	Non	150	Non
Rencontre avec les jeunes élèves/étudiants et leurs familles	Ass Yemba du Canada	Pique-nique communautaire	Parc Mackenzie-King	29 juin 2025	11h00 à 14h00	N/A	N/A	N/A	11h00 à 14h00	N/A	100	N/A
Fête du Canada	Carrefour Jeunesse emploi	Parc	Parc Martin Luther-King	1 juillet 2025	8h à 21h	N/A	N/A	N/A	12h00 à 20h00	N/A	500	N/A
Yoqa-Dance-Portage et Partage	Fondation de la visite	Parc	Parc Loyola	2 juillet 2025	9h00 à 14h00	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	50	N/A
Heure du conte au soleil	L'institut Fraser-Hickson	Parc	Parc Loyola	2 juillet 2025	9h30 à 11h30	N/A	N/A	N/A	9h30 à 11h30	N/A	100	N/A
Djely Tapa	Hors les murs CDN-NDG	Parc	Parc Martin-Luther-King	3 juillet 2025	13h00 à 22h00	N/A	N/A	N/A	13h00 à 22h00	N/A	300	N/A
Cliniques mobiles du CIUSSS Centre-Ouest	CIUSS Centre-Ouest	Parc	Parc Jean-Brillant	3 juillet 2025	10h00 à 16h00	N/A	N/A	N/A	10h00 à 16h00	N/A	200	N/A
Summer vibes	Chalet Kent	Parc	Parc Martin Luther-King	04 juillet 2025	16h à 21h00	N/A	N/A	N/A	16h00 à 20h00	N/A	100	N/A
Heure du conte au soleil	L'institut Fraser-Hickson	Parc	Parc Loyola	4 juillet 2025	9h30 à 11h30	N/A	N/A	N/A	9h30 à 11h30	N/A	100	N/A
Projection de film	Cohabitation social	Parc	Parc Martin Luther-King	5 juillet 2025	19h00 à 23h00	N/A	N/A	N/A	19h00 à 23h00	N/A	200	N/A
I'z a Bajan	CDNBCA x BHM	Fête culturelle pour célébrer la Barbade	Parc Nelson-Mandela	16 août 2025	9h00 à 22h00	12h à 19h	N/A	Oui	9h00 à 22h00	N/A	1000	N/A

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1258236002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance implantant un nouveau secteur de stationnement sur rue réservé aux résidents dans le secteur Glenmount (secteur 308)

IL EST RECOMMANDÉ:
- D'implanter un nouveau secteur de stationnement réservé aux résidants (secteur 308) dans le périmètre formé par la rue Jean-Talon Ouest et la limite de la ville de Mont-Royal
- D'interdire le stationnement à l'exception des détenteurs de vignette 308 sur l'avenue Brookfield, côté nord, de 9h à 21h, entre le chemin Canora et la limite de la ville de Mont-Royal, sur une distance d'environ 50 mètres

De conserver toute autre réglementation en vigueur

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:22

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258236002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance implantant un nouveau secteur de stationnement sur rue réservé aux résidents dans le secteur Glenmount (secteur 308)

CONTENU

CONTEXTE

La Division des études techniques et de la mobilité a reçu une requête (25-94706) de la part d'un citoyen accompagnée d'une pétition concernant l'ajout d'espaces SRRR sur l'avenue Brookfield, entre le chemin Canora et la limite de la ville de Mont-Royal. Selon la procédure, une pétition comportant un minimum de 20% des signataires de la rue concernée doit être fournie pour l'implantation d'espaces SRRR. La rue en question comporte 33 résidences. Le nombre de signatures conformes (une par résidence) sur la pétition est de 15, pour un ratio de 45%. Le seuil de 20% est donc largement dépassé. Les raisons invoquées par les citoyens sont le manque de stationnement sur rue dû aux restrictions de stationnement en place à Mont-Royal, faisant en sorte que les automobilistes viennent se stationner sur le territoire de Montréal. Également, étant à proximité de la future station Canora du REM, les résidants craignent une accentuation du problème à son ouverture. Afin d'implanter des espaces SRRR sur cette rue, un nouveau secteur doit être créé puisqu'il n'en existe actuellement pas.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

n/a

DESCRIPTION

Le secteur proposé (secteur 308) est délimité par la limite de Mont-Royal et la rue Jean-Talon Ouest, formant le quartier communément appelé Glenmount. La pétition fournie ne concerne toutefois seulement que l'avenue Brookfield. Le stationnement sur cette rue est permis uniquement du côté nord sur une distance d'environ 100 mètres. Le taux d'implantation SRRR proposé est de 50% en raison du taux de signataires sur la pétition, soit environ 10 places. Ce taux fera l'objet d'un ajustement si requis en fonction du nombre de vignettes vendues.

JUSTIFICATION

Ce dossier est justifié par la réception d'une pétition (en pièce jointe) comportant un minimum de 20% de signataires de résidants de la rue concernée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coûts à défrayer pour l'installation de la signalisation selon les taux demandés par la Direction de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier répond aux engagements de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis sera distribué aux résidants de l'avenue Brookfield quelques semaines avant l'implantation du secteur et de l'installation de la signalisation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Distribution de l'avis aux citoyens: semaine du 16 juin 2025
- Installation de la signalisation appropriée: semaine du 7 juillet 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le signataire de la recommandation atteste de la conformité aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon L LEFEBVRE
agent(e) technique en circulation &

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-13

Pascal TROTTIER
c/d etudes techniques en arrondissement

stationnement - tp - hdu

Tél : 514 557 6631
Télécop. :

Tél : 514-872-4452
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-05-22

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258236002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des études techniques et de la mobilité
Objet :	Édicter une ordonnance implantant un nouveau secteur de stationnement sur rue réservé aux résidents dans le secteur Glenmount (secteur 308)



SRRR CDN_NDG-2025.pdf



SRRR secteur 308.pdf



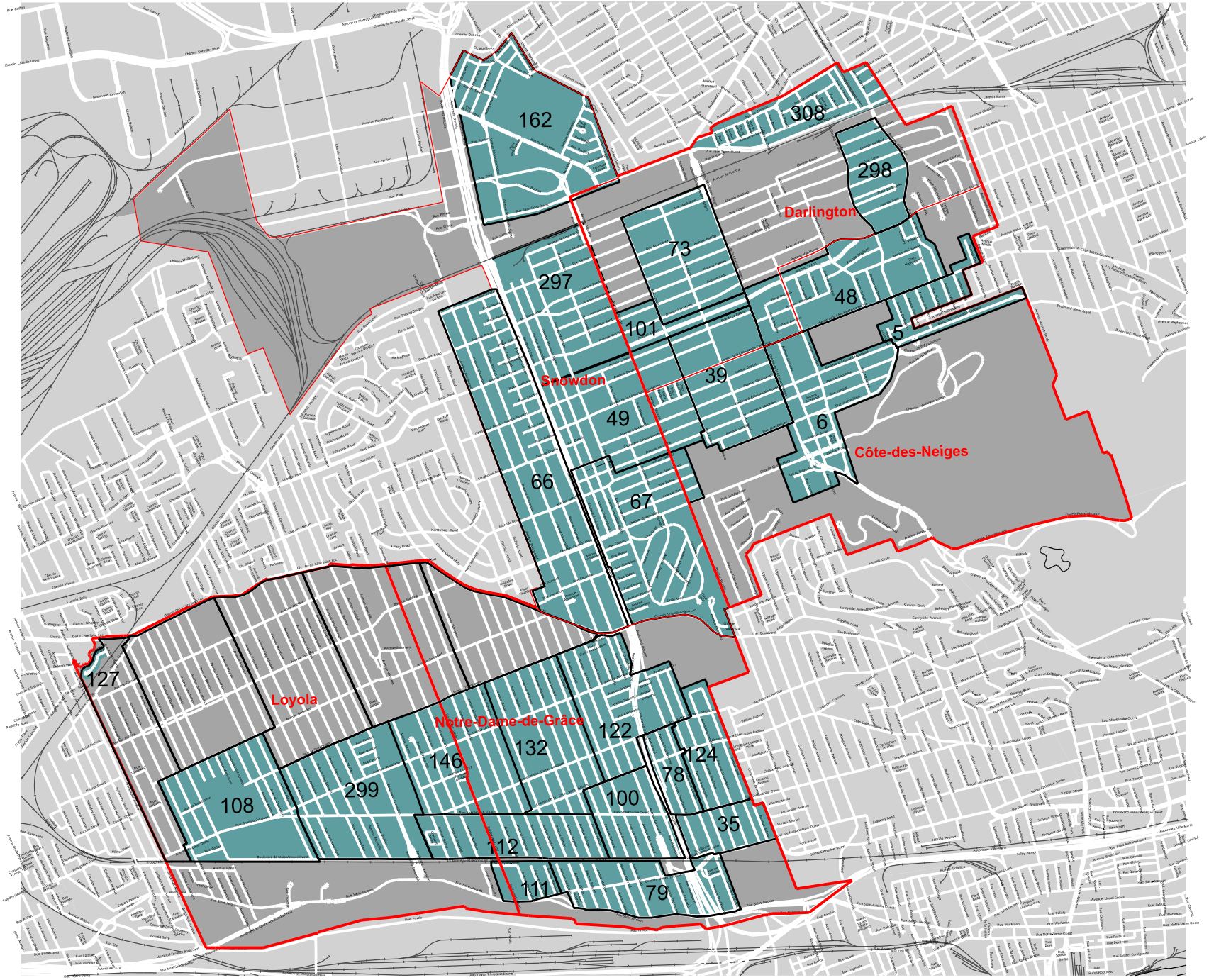
Petition vignettes avenue Brookfield.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon L LEFEBVRE
agent(e) technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514 557 6631
Télécop. :

Zone SRRR arrondissement CDN-NDG





SRRR de 9h à 21h	Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité	SRRR Glenmount
	Préparé par S Lefebvre Approuvé par P Trottier	Secteur 308
	Dernière révision: 13 mai 2025	Nombre de places: 10



OCA25 170XX.pdf



Annexe 1 - SRRR CDN_NDG-2025.pdf



Annexe 2 - SRRR secteur 308.pdf

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 4, paragraphe 7°)

Ordonnance numéro OCA25 170XX (C-4.1) relative à l'implantation d'un secteur de stationnement sur rue réservé aux résidants dans le secteur Glenmount (secteur 308)

À la séance ordinaire du 9 juin 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

- Implanter un secteur de stationnement réservé aux résidants entre la limite de la ville de Mont-Royal et la rue Jean-Talon Ouest (secteur 308)
- Interdire le stationnement à l'exception des détenteurs de vignette 308 sur l'avenue Brookfield, côté nord, de 9h à 21h, entre le chemin Canora et la limite de la ville de Mont-Royal, sur une distance d'environ 50 mètres

Conserver toute autre réglementation en vigueur.

Annexe 1 - SRRR CDN_NDG-2025
Annexe 2 - SRRR secteur 308

GDD 1258236002

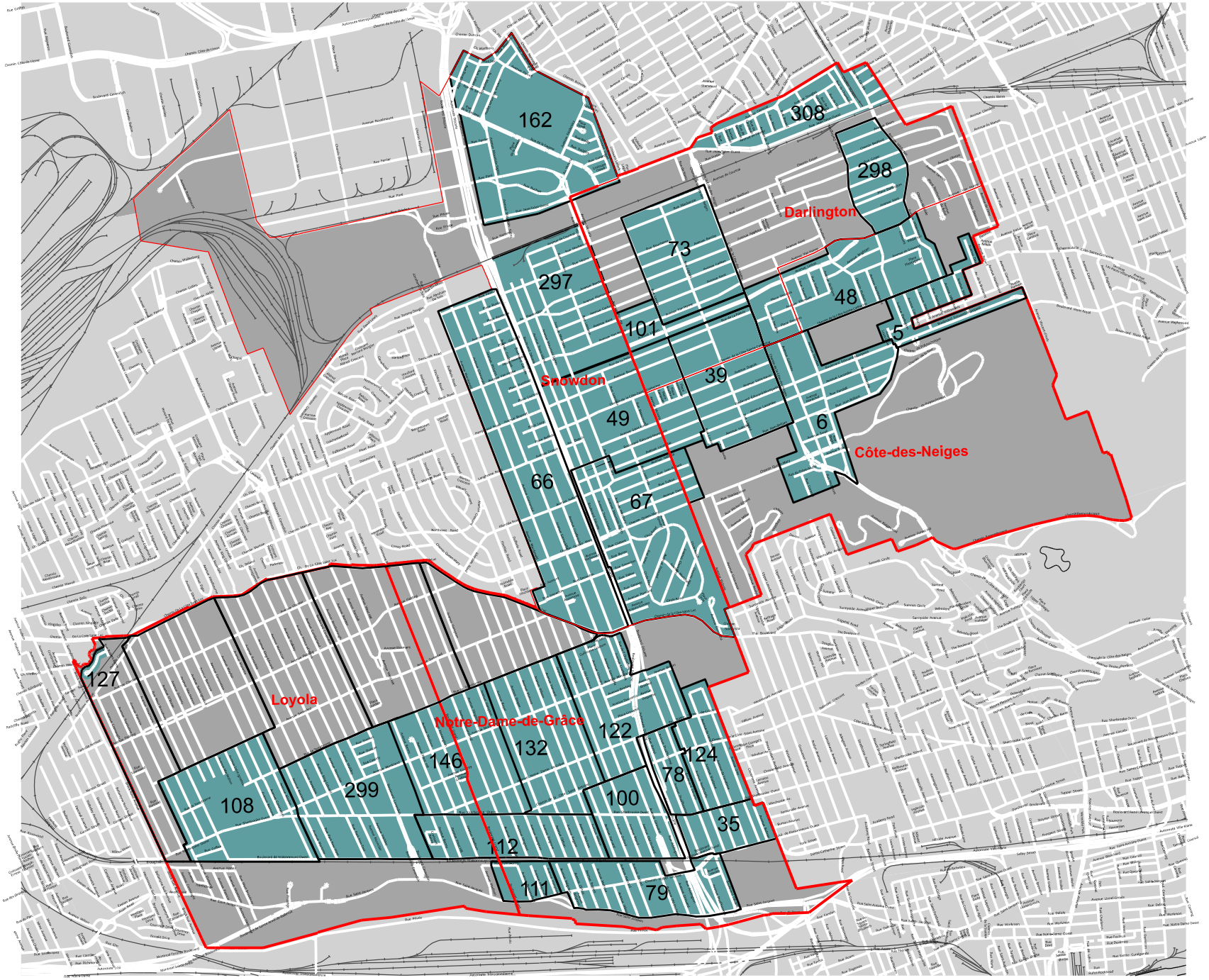
_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE 9 JUIN 2025

_____
La mairesse d'arrondissement,
Gracia Kasoki Katahwa

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Julie Faraldo-Boulet

Zone SRRR arrondissement CDN-NDG





SRRR de 9h à 21h Secteur 308	Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité	SRRR Glenmount
	Préparé par S Lefebvre Approuvé par P Trottier	Secteur 308
	Dernière révision: 13 mai 2025	Nombre de places: 10

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1259980004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie - propreté et déneigement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), une ordonnance afin de permettre la création d'une murale sur le mur de briques du bâtiment situé au 5311, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4A 1V3.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'édicter, en vertu de l'article 15 du *Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196), une ordonnance afin de permettre la création d'une murale sur le mur de briques du bâtiment situé au 5311 Sherbrooke O., Montréal (Québec) H4A 1V3.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:05

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1259980004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie - propreté et déneigement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), une ordonnance afin de permettre la création d'une murale sur le mur de briques du bâtiment situé au 5311, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4A 1V3.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis l'adoption du Règlement RCA11 17196, toutes les demandes de création de mural et d'art public doivent être autorisées par ordonnance par le Conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 170217 - 6 septembre 2022 - D'édicter les deux ordonnances OCA22 17045 et OCA22-17046, en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffiti et exigeant que toute propriété soit gardée
exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création de deux murales.
D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 20 000 $ (10 000 $ par projet), incluant toutes les taxes si applicables, à Prévention Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation des murales et approuver une convention de contribution financière à cette fin.

CA23 17050 - 12 octobre 2023 - D'édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffiti et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale intitulée « Pot Luck - L'auberge Québécoise », sur la façade de Dépôt alimentaire NDG, au 6450 Av. Somerled, Montréal, QC H4V 1S5, dans le cadre du Volet 2 du Programme d'art mural (PAM) 2023 de la Ville de Montréal. Autoriser une contribution financière non récurrente de 10 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à Prévention Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et approuver la convention de contribution financière à cette fin.

CA24 170133 - 3 juin 2024 - D'édicter, en vertu de l'article 15 du *Règlement interdisant les graffiti et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196),

l’ordonnance OCA24 17046 afin de permettre la création d'une murale sur le mur de béton du stationnement étagé derrière le 8200 et 8250, boulevard Décarie, Montréal, H4P 2P5.

DESCRIPTION

L'ordonnance permet au responsable de créer une murale.

JUSTIFICATION

L'ordonnance permet à l'organisme L'Original, sis au 2182 avenue Mont-Royal Est, Montréal H2H 1K3, de créer une murale. Cette murale sera créée sur le mur de briques, face Ouest des étages 5 à 8. Cette murale est intitulée Tranches de vie. Localisation de la murale : 5311, Sherbooke O., Montréal (Québec) H4A 1V3.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun. Ce projet est une initiative privée.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Julie Faraldo-Boulet / Eve Côté

Parties prenantes

Eve COTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Chantal HOOPER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Julie FARALDO BOULET, 21 mai 2025
Chantal HOOPER, 15 avril 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mederick ANGERS
Agent technique en environnement

Tél : 514-231-9680
Télécop. : 514-872-1936

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-21

Sylvain TURNBLOM
chef(fe) de section - travaux deneigement (arrondissement)

Tél : 514-872-8957
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal HOOPER
directeur(-trice) - travaux publics en arrondissement
Tél : 514-872-3625
Approuvé le : 2025-05-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259980004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie - propreté et déneigement
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), une ordonnance afin de permettre la création d'une murale sur le mur de briques du bâtiment situé au 5311, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4A 1V3.

Ordonnance.docx

Presentation du projet.pdf

Formulaire de demande.pdf



maquette 1 full.png

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mederick ANGERS
Agent technique en environnement

Tél : 514-231-9680
Télécop. : 514-872-1936

RÈGLEMENT INTERDISANT LES GRAFFITI ET EXIGEANT QUE TOUTE PROPRIÉTÉ SOIT GARDÉE EXEMPTE DE GRAFFITI
(RCA11 17196, article 15)

Ordonnance numéro OCA25 170XX (RCA11 17196)
relative à la réalisation d'une murale

À la séance ordinaire du 9 juin 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce autorise :

1. La réalisation d'une murale sur le mur de brique du 5311 Sherbrooke O., Montréal, H4A 1V3, conformément à l'article 15 du *Règlement interdisant les graffiti et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196);

2. L'organisme L'Original est la personne morale responsable de la réalisation de la murale avec l'autorisation de MTL V Value-Add Holdings Limited, propriétaire de l'immeuble.

GDD XXXXXXXXXXXX

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE 9 JUIN 2025.

_____
La mairesse d'arrondissement,
Gracia Kasoki Katahwa

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Julie Faraldo-Boulet

PROGRAMME D'ART MURAL 2025

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Dates limites pour le dépôt :
Volet 2 : 18 février 2025 à midi.
Volet 1 : 11 mars 2025 à midi.

Nom de l'organisme sans but lucratif: L'original

Volet : 1

Arrondissement : Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Nom du projet : Tranches de vie

Montréal Québec

Programme d’art mural

Appel de projets 2025

Formulaire – volets 1 et 2

IMPORTANT : Les exigences, les critères d’admissibilité ainsi que les explications concernant ce formulaire se trouvent dans le document d'appel de projets, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/murales

Les organismes demandeurs sont invités à en prendre connaissance afin de s’assurer de déposer une demande complète et conforme. **Il est important de compléter toutes les sections du formulaire.**

Le formulaire est conçu pour utilisation avec le logiciel gratuit Adobe Acrobat Reader DC. Pour les utilisateurs de produits Apple ou Outlook, vous devez télécharger le formulaire et le remplir avec le logiciel Acrobat Reader DC adapté à votre système d'exploitation. L'utilisation des fonctions "Aperçu", souvent activées par défaut, peut endommager le contenu de votre formulaire et entraîner des pertes d'information. Le logiciel peut être téléchargé au https://get.adobe.com/fr/reader/otherversions/.

Préambule – Choix du volet dans le cadre du programme

(●) Volet 1 : Murale de grande visibilité ( ) Volet 2 : Murale de quartier

[ ] Si jury du volet 2 identifie le projet comme une murale de grande visibilité (volet 1), j'autorise que celui-ci soit transféré pour évaluation au volet 1.

Section 1 – Présentation de l’organisme sans but lucratif

Nom de l’organisme	L'Original				
Adresse	2182 Avenue Mont-Royal Est Montréal H2H 1K3 QC				
Représentant-e (signataire) (Prénom, Nom et Titre)	Dorian Verdier, président				
Téléphone	(514) 999-9611	Courriel	dorian@loriginal.org		
Responsable du projet	Dorian				
Téléphone	(514) 999-9611	Courriel	dorian@loriginal.org		
Numéro de compte TPS	788015865RT0001			Numéro de TVQ	1226667306TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité, si applicable					

Description de l’organisme (mission et activités régulières en lien avec les objectifs du Programme)			
Réunir des artistes autour d'une structure basée uniquement sur le recyclage, une ouverture propice à la transmission de connaissances entre les artisans qui partagent ici leurs outils et espace de travail. Récupération, réparation et peinture sur vêtements, meubles et accessoires uniquement de seconde mains. Sensibiliser à des sujets d'impacts sociaux et environnementaux les arts visuels, la poésie et l’artisanat. Promouvoir les arts au Québec et plus particulièrement dans la région de Montréal. Être le porte-parole de ses membres ce qui a trait à la protection de leurs intérêts collectifs. Favoriser la concentration, l'autonomie et la créativité à travers le dessin, la couture, la peinture et le bricolage chez les enfants. Lutter contre l'isolement social et la dépression chez les personnes âgées en les intégrant aux ateliers et événements.			
Années d’expérience en art mural	1	Nombre de projets d’art mural	2

Section 2 – Présentation de l'artiste ou du collectif

Au volet 1**, un **formulaire d'auto-identification** doit être **rempli par l'artiste**. Pour un collectif, chaque membre doit le remplir. Le formulaire et son contenu ne seront **pas divulgués au jury.

Volet 1 : le projet est-il réalisé par un·e muraliste du Québec sous-représenté·e au volet 1 tel que précisé en page 6 de l'appel de projets (l'information doit être cochée avec l'accord de l'artiste) ◉ OUI ○ N/A

Nom de l'artiste ou du collectif *	Amelia Hadouchi		
Artiste principal	Amelia Hadouchi		
Téléphone	(514) 814-6799	courriel	art@ameliahadouchi.com
Site web de l'artiste	www.ameliahadouchi.com / www.ankhone.com/		
Équipe de réalisation et mentor (s'il y a lieu)	Ankhone, à titre de mentor		
Autres tâches de l'artiste que la production de l'œuvre (s'il y a lieu)			
Années d'expérience en art mural	2	Nombre de projets d'art mural	5

Démarche(s) artistique(s)

Inspirée par la nature et les vues aériennes époustouflantes de notre monde, Amelia intègre ces éléments dans son art pour célébrer la beauté et l'interconnexion de la vie. Sa démarche artistique est également marquée par une volonté de rendre l'art accessible et de partager son processus créatif. En somme, l'art d'Amelia Hadouchi est une célébrati

**Le curriculum vitae, une courte biographie et un portfolio de l'artiste sont à joindre au dossier.*

* **Section 3 – Présentation du projet**

**Référez-vous aux « Instructions relatives au formulaire » dans le document d'appel de projets.*

Titre du projet	Tranche de vie

Description de la naissance du projet, le contexte de votre initiative. Description de la visibilité de l'œuvre et de l'achalandage du lieu.

Le projet est née d'une première collaboration avec l'artiste Ankhone, après le succès de celui-ci, qui a renforcé la coopération entre les 2 artistes. Elle a décidé de lui proposer une nouvelle aventure dans le quartier de Notre Dame de Grâce, tout proche de l'autoroute 15, à un carrefour très passant de Montréal sur la rue Sherbrooke ouest.

Description de l'œuvre envisagée et comment le concept artistique se matérialisera dans le rendu de l'œuvre (thématique(s), éléments représentés, effets, travail des couleurs, etc.) - v*ous référer au guide en point 8 de l'appel de projets*. Pour le volet 1, description de l'intégration de l'oeuvre avec son environnement immédiat et l'intégration prévue au mur selon ses particularités architecturales.

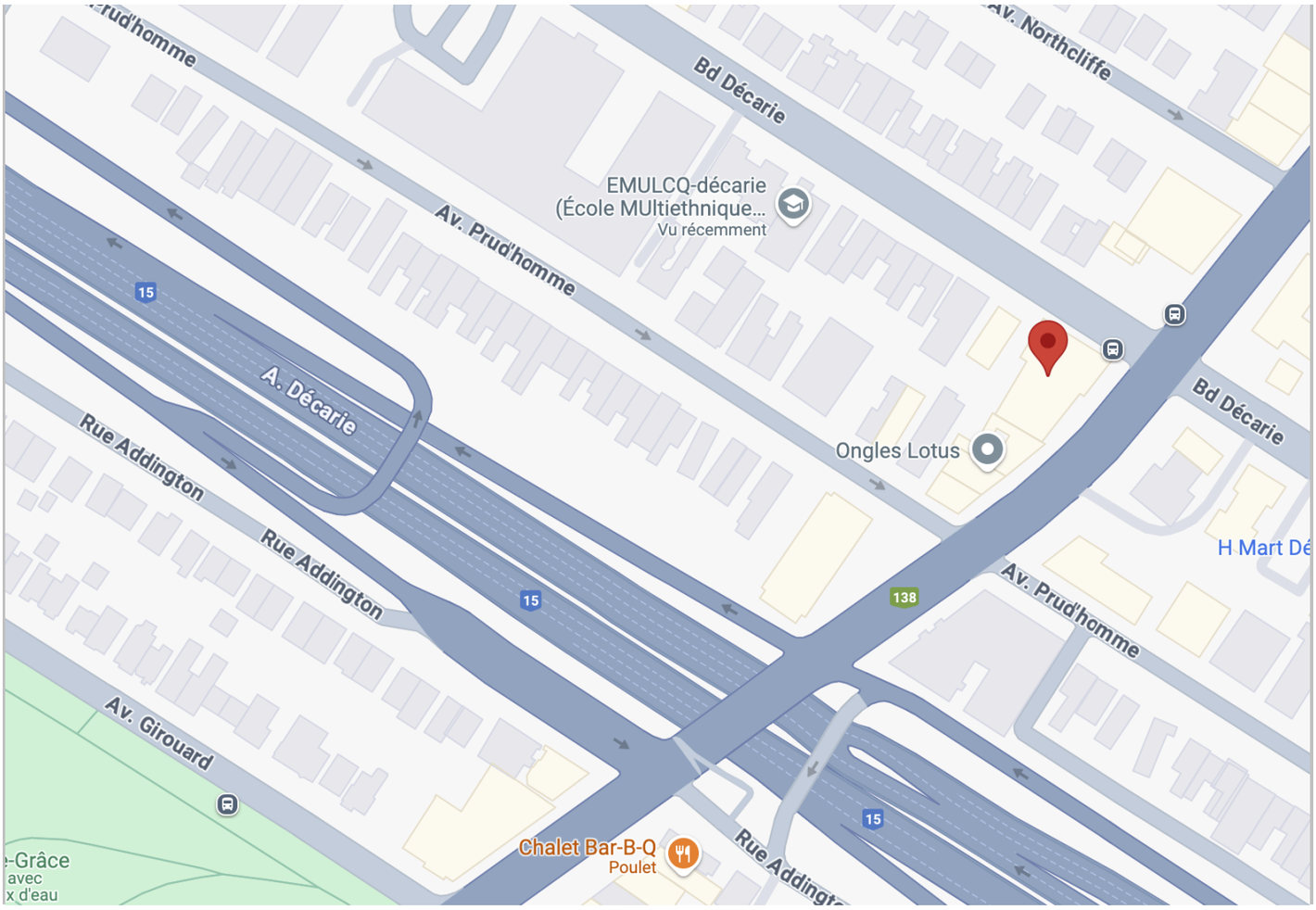
L'œuvre envisagée par les artistes Amélia et Ankhone répond à la particularité du secteur mais également à un fort besoin de cultiver un maillage socio-culturel positif dans la vie de quartier de Notre Dame de Grâce. En effet, la zone d'intervention (position des murs) fait face a l'autoroute 15 véritable axe névralgique de ce coin de la ville, d'un fort lien social, les artistes souhaitent célébrer le dynamisme du quartier en utilisant la vue panoramique et le positionnement du mur pour construire visuellement un repére glorifiant la nature. Le mur va dialoguer par sont positionnement avec leur environnement (puisque face à l'autoroute), et refléter métaphoriquement tel un miroir, l'âme palpitante de la nature et en faire une sorte d''ambassadeur. Un espace au milieu d'un urbanisme fort et donné de la perspective.

Arrondissement visé	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce		
Adresse du mur (ou des murs visés si volet 2). Intersection	5311 Sherbrooke Ouest		
Nombre de murales à réaliser	1		
Surface estimée du mur (pi2)	4500	Surface estimée de la murale (pi2)	4000

Caractéristiques du mur ou secteur visé (état, présence de graffitis ou d'une murale, enjeux, etc.)

Le mur est sur la rue Sherbrooke, une rue très passante de la ville, un carrefour qui se dynamise fortement depuis les 5 dernière années. Celui-ci a été sujet a des graffitis et une murale serait un atour important pour le quartier.

Plans et photos du mur ou secteur visé



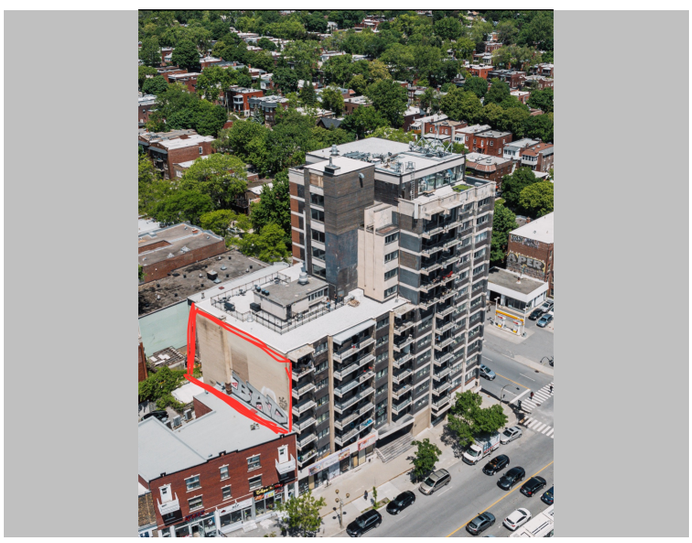






Photo 4
(pdf seulement)

Section 3 – Présentation du projet (suite)

Adéquation du projet avec son contexte (sur le plan du territoire, local et culturel) *Référez-vous aux critères d'évaluation pour vous guider dans votre réponse.*
Ce projet s'inscrit dans une démarche d'embellissement d'un secteur à forte densité de population et sera traduit comme une intervention signature pour le quartier Côtes des neiges. La force productrice et le savoir-faire local et artistique du quartier seront mis à contribution afin de faire rayonner l'âme novatrice du territoire. Le projet s'inscrit dans une démarche de signature territoriale au cœur d'un quartier riche d'histoire, pour ainsi devenir un emblème à l'échelle de la métropole comme destination touristique par excellence. -> Un projet pour la communauté du quartier Notre dame de Grâce et Côte des neiges. L'emplacement choisi pour la murale est stratégique. L'immeuble loge 200 personnes . Représentant le multiculturalisme du quartier. Cette intervention signature contribuera à créer une image forte de Montréal et ainsi renforcer ce titre de capitale international de l'art urbain.
Partenaires et leur rôle dans le projet (commanditaire, service, médiation, etc.)
Riche de son écosystème entrepreneurial varié, notre quartier regorge d'opportunités de collaboration au sein du territoire. L'artiste visuelle Amelia Hadouchi, sera en charge de la création de la murale, sous mentorat du très reconnu Ankhone. Avec l'aide de l'Original les artistes assureront la médiation culturelle entre les habitants et le programme d'art murale, grâce a 2 médiations sur place.
Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté (activités, participation de la communauté, mentorat, etc.) À distinguer des activités de promotion.
La médiation culturelle sera fait sous deux volets. Dans un premier temps, une rencontre exploratrice entre les artistes muralistes et les habitants sera mis sur pied pour mieux comprendre l'ensemble de l'écosystème du concept pour la murale. Cette rencontre servira à recréer l'effervescence entre le mur de l'immeuble vers la murale signature. Durant la production, les artistes viendront parler de leur processus pour démocratiser le concept auprès du grand public. Les élèves de l'école EMULCQ-décarie (École MUltiethnique de Langues et de Cultures du Québec), seront également emmenés à participer à la démarche en tant que muralsite d'un jour. Des intervention en milieu scolaire sont aussi envisagés durant la période de production pour impliquer la jeune génération dans la réalisation de fresques en grand format. Puis l'inauguration sera le moment de mettre en lumière la monumentalité du projet, autant auprès des habitants et aussi du grand public.
Estimation du nombre de personnes rejointes directement (participant·es) : 350
Estimation du nombre de personnes rejointes indirectement (rayonnement de la murale) : 400 00

Précisions (*citoyens, entreprises et organismes rejoints*)	Les médiations culturelles visent non seulement les citoyens, les passants, mais également toute la communauté environnante. Il y aura également une campagne de rayonnement afin de mettre de l'avant l'intervention signature du projet, ainsi que le processus de création et les acteurs qui y ont collaborer.
Nombre total d'activités prévues	

Mesures de préservation de la murale			
Préparation du mur (*précisez si des produits écoresponsables sont envisagés)*	1) Nettoyage sous pression de la surface. 2) Couche d'apprêt acrylique Benjamin Moore extérieur appliquer au rouleau. Ces peinture sont 100% acrylique et laisse respiré le mur. 3) Laisser des zones de brique vierge pour laisser la surface respirer et prévenir la peinture qui pourrait s'écailler avec le temps		
Pose d'enduit anti-graffiti	oui	Retouches de l'artiste ou autorisation de retouche	oui
Mesures de suivi prévues	Un enduit anti-graffiti sera appliqué sur la murale Une somme monétaire sera prévue à des fins de réparations et de maintien de la murale. Tout vandalisme ou détérioration de la murale sera signalé à l'organisme qui s'occupera de faire les réparations, et ce pour une période de 5 ans		

Section 3 – Présentation du projet (suite)

Objectifs mesurables visés par le projet, répondant aux objectifs du Programme d'art mural

Identifiez à quels objectifs du Programme d'art mural vous répondrez par votre projet (plusieurs réponses possibles) et précisez comment.	**Actions prévues et mesurables pour l'atteinte de ces objectifs** *Exemples : Production d'une murale, collaboration avec deux muralistes, trois activités de mobilisation / deux activités de médiation avec la population, première murale dans le quartier, nouvelle murale de cet artiste à Montréal ou dans l'arrondissement, etc.*
☑ Embellir le paysage urbain par l'art ☑ Soutenir et mettre en valeur la création artistique ☑ Favoriser l'inclusion et la mobilisation des citoyen·nes, des entreprises et des organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie ☑ Prévenir le vandalisme ☑ Faciliter et favoriser un accès équitable à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais ☑ Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville ☑ Enrichir le patrimoine artistique public	La création d'une murale vive et colorée au cœur d'un quartier résidentiel et proche de l'autoroute 15- Une plaque signature sera apposée sur le mur de la murale à la vue des piétons, ainsi qu'une campagne de promotion sur nos médias sociaux.- L'embellissement d'un secteur résidentiel par l'art permet de renforcer le sentiment d'appartenance des travailleurs de proximité. Les élèves ayant un TSA auront partie prenante au projet.- Un enduit anti-graffiti sera appliqué sur le mur.- Le quartier multiculturel pourra enfin bénéficier d'une vitrine de son cœur créatif varié.- L'œuvre sera également ajoutée à la plateforme Art Public Montréal, en plus de faire partie d'un parcours mettant en valeur les œuvres de tout le District Central. Permet de renforcer la nomination de Montréal comme capitale mondiale de l'agriculture urbaine.- Permet d'ajouter une nouvelle œuvre collaborative d'un artiste reconnu à travers le monde et une artiste de la relève sous-représentée et l'inscrire comme emblème de la signature d'un territoire vibrant.

Section 4 – Échéancier

L'organisme doit considérer l'échéancier indiqué au document « Appel de projets » et inclure notamment la date prévue de l'envoi de la maquette pour validation préalablement à la réalisation de la murale.

Activités	**Début**	**Fin**
Médiation culturelle - Activité 1	08/07/2025	08/07/2025
Médiation culturelle - Activité 2	22/07/2025	22/07/2025
Création / modification de la maquette	28/07/2025	08/08/2025
Nettoyage / prépartion du mur	25/08/2025	29/08/2025
Production de la murale	01/09/2025	03/10/2025
Inauguration - activité 3 a définir pour la date	17/10/2025	17/10/2025
Remise de la reddition de compte incluant tous les documents à joindre	20/11/2025	27/11/2025

Montage financier et budget prévisionnel

	Précisez la source des revenus	A remplir Revenus confirmés	A remplir Revenus anticipés
Contributions financières		0.00 $	0.00 $
	Propriétaire immobilier	18.000.00 $	0.00 $
		0.00 $	0.00 $
		0.00 $	0.00 $
		0.00 $	0.00 $
	Programme d'art mural		47,000.00 $
	Arrondissement : Côte-des-Neig	0.00 $	0.00 $
	(A) Total contributions	18,000.00 $	47,000.00 $
Revenus autonomes Ex: Dons, commandites, contribution de l'organisme, du propriétaire, en service, levée de fonds, etc.		0.00 $	0.00 $
		0.00 $	0.00 $
	Beniamin Moore	$ 2,500.00	0.00 $
		0.00 $	0.00 $
	(B) Total revenus autonomes	2,500.00 $	0.00 $
	(C) TOTAL DES REVENUS (A+B)	20,500.00 $	47,000.00 $

	Nature des dépenses	Dépenses	À remplir par le demandeur Contribution PAM	Contribution demandeur	Contribution arrondissement	Contribution propriétaire	Contribution	Contribution	Contribution	
Honoraires artistiques et droits d'auteur Ex: honoraire de l'artiste principal, de l'équipe de réalisation, perdiem, etc. Le montant destiné à l'artiste pour ses droits d'auteur peut être forfaitaire.	Artiste principal	14.500,00$	8.500,00$	6.000,00$						
	Artiste mentor	14.500,00$	8.500,00$	6.000,00$						
	Assistant artistes	3.000,00$	2.000,00$	1.000,00$						
	perdiem	800,00$	500,00$	300,00$						
		0,00$								
	(D) Total Honoraires artistiques	$ 32.800								48.592%
Frais d'opération Ex: Achat de matériel et location d'équipements, transport, entreposage, coordination du chantier, etc.	Peinture et aérosol	1.000,00$	1.000,00$							
	Matériel de production	800,00$	800,00$							
	Échaffaudage	10.200,00$	10.200,00$							
	Transport	500,00$	500,00$							
	Peinture	2.500,00$			2.500,00$					
		0,00$								
	(E) Total frais d'opération	$ 15.000								22.222%
Implication de la communauté / médiation culturelle Ex: Coordination d'activités avec le milieu, conception et animation d'activités, frais associés au matériel	Artiste préparation	400,00$	400,00$							
	Médiationx2	1.200,00$	1.000,00$	200,00$						
		0,00$								
		0,00$								
	Coordination d'activite a	500,00$	500,00$							
	innauguration	1.500,00$	1.000,00$	500,00$						
	(F) Total implication et médiation	$ 3.600								5.3333%
Communication et publicité Ex: Graphisme, médias sociaux, impression, inauguration, etc. Tous les outils de communication visant la promotion su projet ou associés à l'inauguration doivent être comptabilisés dans cette section.	Graphisme	500,00$	500,00$							
	Communication web	500,00$	500,00$							
	Vidéaste et documentat	3.500,00$	1.500,00$	2.000,00$						
	Coordination de projet	800,00$	800,00$							
		0,00$								
		0,00$								
	(G) Total communication et publicité	$ 5.300								7.8518%
Frais d'administration (10%) Ex: Locaux, téléphonie, papeterie, assurances, gestion, du projet*, etc. *Inclut les frais associés à un tiers si la réalisation est sous-traitée.	Locaux et assurances	1.500,00$		1.500,00$						
	Impressions bannieres	400,00$	400,00$							
	Plaque	400,00$	400,00$							
	Contingence	3.000,00$	3.000,00$							
		0,00$								
	(H) Total frais d'administration	$ 5.300								8.5483%
	(J) BUDGET RÉALISATION - TOTAL DÉPENSES (D+E+F+G+H+I)	$ 62.000								
Imprévus Maximum de 7% au volet 1 Maximum de 10% au volet 2		$ 2.500	$ 2.500							4.0322%
Entretien de la murale sur 5 ans (maximum 10%)		$ 3.000	$ 2.500	$ 500						4.8387%
	BUDGET GLOBAL	$ 67.500	$ 47.000							

Contribution du Programme d'art mural au projet global **69.62962%**

Commentaires additionnels :

Signature de la personne autorisée : _____

Section 6 – Signature

Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier – Programme d'art mural, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier. Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

Signataire de la demande			
Nom	Dorian Verdier	Fonction	Président
Date	11/03/2025	Signature	

Section 7 – Pièces à joindre (en cliquant sur les trombones)

IMPORTANT – Pour l'admissibilité de votre projet aux volets 1 et 2, vous devez fournir les documents suivants :

- Une copie des lettres patentes de l'organisme
- Une copie de la résolution du CA désignant la personne habilitée à signer la convention avec la Ville de Montréal (« responsable de l'organisme », en page 1 section 1 du formulaire)
- Une copie des règlements généraux de l'organisme
- La liste des membres du conseil d'administration, avec leur titre professionnel
- Le dossier de l'artiste, du muraliste ou du collectif (CV, courte biographie, démarche artistique, portfolio (images) d'un maximum de 10 œuvres pour le volet 1 et de 5 œuvres pour le volet 2).
- La lettre d'appui de l'arrondissement (pour tous les arrondissements, incluant Ville-Marie)
- La lettre d'intention des partenaires (financiers et autres partenaires du projet mentionnés au formulaire)
- Un portfolio de l'organisme (maximum de 10 œuvres)
- Lettre ou entente du propriétaire du mur, incluant une autorisation d'accès aux représentants de la Ville (Au volet 2, lettre du ou des propriétaires des murs envisagés)

Pour tous les projets du volet 1 – Murales de grande visibilité, vous devez fournir également:

- Entente avec l'artiste, incluant les clauses obligatoires demandées
- Formulaire d'auto-identification rempli par l'artiste muraliste*

Si vous éprouvez des difficultés à intégrer certaines pièces, celles-ci peuvent être envoyées séparément avec le formulaire, en format pdf.

ENVOYER VOTRE FORMULAIRE

Envoyer le formulaire à l'adresse artmural@montreal.ca

IMPORTANT : Il est obligatoire d'INDIQUER LE VOLET pour lequel le dossier est envoyé dans l'objet du courriel.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION D'UNE MURALE À UN BÂTIMENT PRIVÉ

Dossier: _____

Organisme / propriétaire demandeur: MTL V Value-Add Holdings Limited

Adresse du bâtiment: 5311, rue Sherbrooke O, Montreal, Qc H4A 1V3

Facade concernée du bâtiment: E ☐ O ☑ N ☐ S ☐

Le niveau où la murale va être réalisée: SS ☐ RC ☐ 2 ☐ 3 ☐ + ☑ 4-12

Nombre d'étage du bâtiment: 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ + ☑ 15

Matériau sur lequel la murale va être réalisée: Brique

Thème de la murale: Abstract

Superficie de la murale à réaliser: 55 m X 65 m

Esquisse de la murale annexée: Oui ☑ Non ☐

Photo du bâtiment annexé: Oui ☑ Non ☐

Signature du demandeur: _____

Nom du propriétaire: _____

Adresse du propriétaire: _____

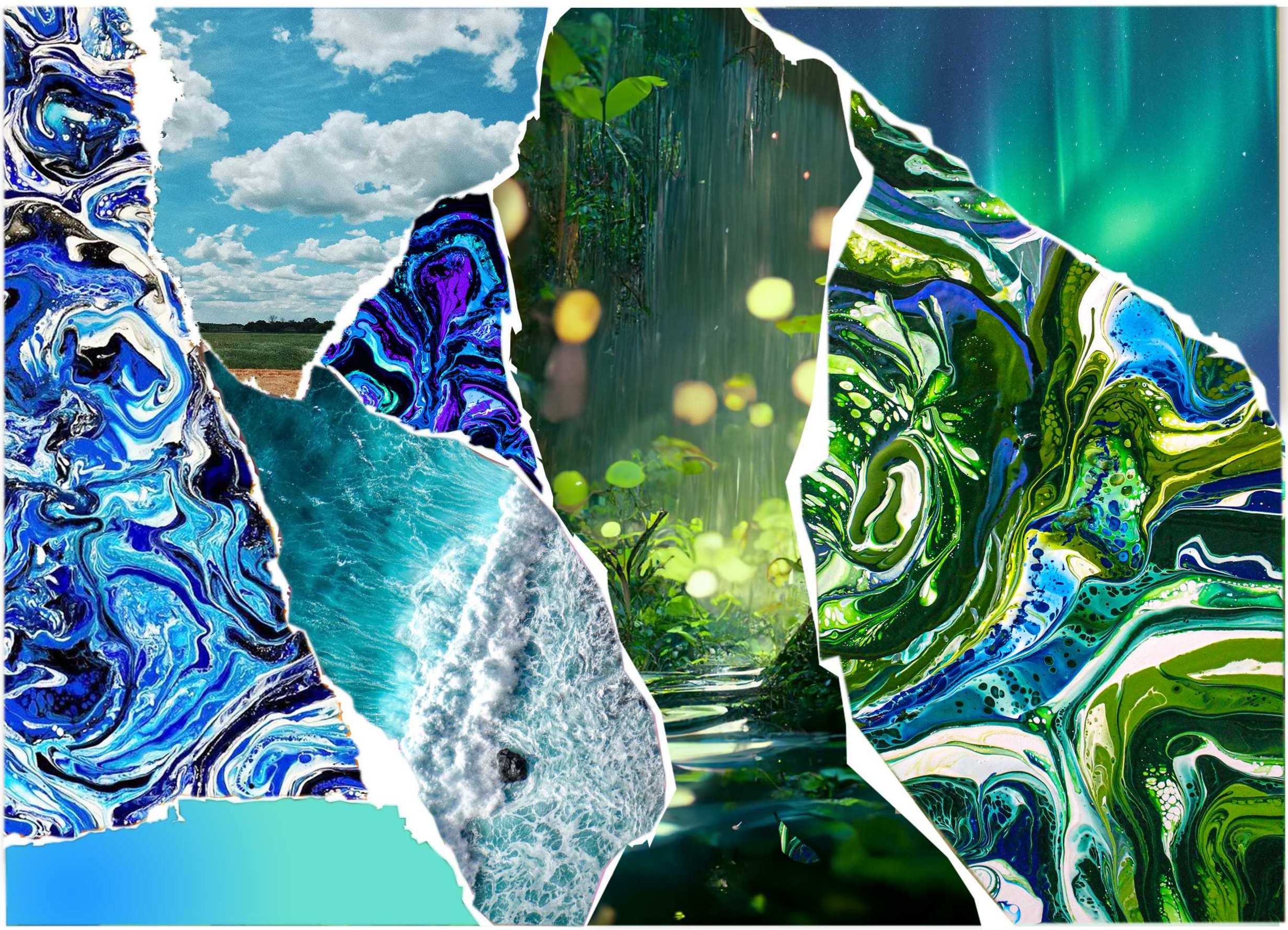
Catégorie de bâtiment: _____

Plan de localisation de la murale (SIGS) annexé: Oui ☐ Non ☐

Signature de l'inspecteur: _____

Compléter la première partie, retourner le tout à :
Inspecteur du domaine public, section graffiti
2140, avenue Madison, 3e étage
Montréal (Québec)
H4B 2T4





Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1253930001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement RCA24 17412 sur les tarifs (exercice financier 2025).

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le Règlement RCA24 17412 sur les tarifs (exercice financier 2025).

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 15:58

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253930001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement RCA24 17412 sur les tarifs (exercice financier 2025).

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2025 (RCA24 17412) a été adopté par le conseil d'arrondissement le 2 décembre 2024 et est entré en vigueur le 1er janvier 2025. À la demande de la Direction des sports, le règlement concernant les tarifs applicables aux arénas a été revu afin d'en faciliter l'interprétation à travers les différents arrondissements. À la suite de cette révision, certaines omissions ont été constatées lors de sa mise en œuvre. Par ailleurs, de nouvelles demandes ont été reçues entretemps et ont été intégrées au niveau des arénas et terrains extérieurs.
Le présent dossier vise à faire certaines modifications nécessaires afin de permettre la mise en oeuvre du Règlement sur les tarifs dès l'automne 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 170291 - GDD 1243408003 - Adopter le Règlement RCA24 17412 sur les tarifs (exercice financier 2025)

DESCRIPTION

À la demande de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, certaines modifications doivent être apportées.
Voici un résumé des changements en arénas:

- Ajout du tarif omis pour les organismes communautaires non reconnus offrant des activités destinées aux jeunes;
- Ajout de la gratuité pour les organismes reconnus lors d'une séance ponctuelle de patinage libre (demande formulée par les organismes);
- Ajout de la gratuité des activités libres pendant le temps des Fêtes : initiative de l'arrondissement pour permettre une meilleure accessibilité aux familles durant le temps des Fêtes;
- Légère modification pour les matchs de saison régulière ou séries de hockey : gratuité maintenue conformément aux ententes en vigueur.

Également, une précision a été ajoutée dans la section des terrains extérieurs concernant les tarifs applicables aux institutions scolaires publiques : au lieu de la gratuité, la mention « selon l'entente » a été ajoutée.

JUSTIFICATION

Ces ajustements sont nécessaires afin de permettre la mise en œuvre de la tarification dès l'automne 2025, tout en assurant le maintien de l'accessibilité pour les organismes communautaires non reconnus, grâce à l'application du nouveau tarif réduit. Il est à noter que ces organismes disposait de ce tarif réduit la saison dernière. Le détail des modifications ainsi que leurs justifications se trouvent dans le tableau en pièce jointe.
Par ailleurs, afin de favoriser l'accessibilité durant la période des Fêtes, les activités libres dans les arénas seront offertes gratuitement à partir de 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le règlement n'est pas adopté, une hausse tarifaire s'appliquera aux organismes communautaires non reconnus localement qui desservent une clientèle jeunesse. Ce qui affectera négativement l'offre de services aux résidents et résidentes. La modification permet également d'ajouter la gratuité des activités libres pendant le temps des Fêtes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

7 avril 2025 - Avis de motion et dépôt du projet de règlement
5 mai 2025 - Adoption du règlement
Mai 2025 - avis de promulgation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mario LIMPERIS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Patricia ARCAND, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Jean-Carl FIORITO, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Jean-Carl FIORITO, 27 mai 2025
Patricia ARCAND, 24 mars 2025
Mario LIMPERIS, 17 mars 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire-recherchiste
Division du greffe

Tél : 514 830-7568
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-17

Geneviève REEVES
secretaire d'arrondissement

Tél : 514 770-8766
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guylaine GAUDREAULT
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements
Tél : 438-920-3612
Approuvé le : 2025-03-17



Projet de règlement mars 2025.docx

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA25 17XXX RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE 2025) (RCA24 17412)

VU l'article 145 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4) ;

VU les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1) ;

À sa séance du ……, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'article 23 du *Règlement sur les tarifs (exercice financier 2025)* (RCA24 17412) est modifié :

1° par le remplacement du sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe a) du paragraphe 1°, par :

« ii) Partie de saison régulière et en séries organisée par une association régionale	selon l'entente »

2° par l'ajout, après le sous-paragraphe viii) du sous-paragraphe a) du paragraphe 1°, du sous-paragraphe suivant :

« ix) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement non affilié à une association régionale de Montréal pour une activité ponctuelle de patinage libre	0,00 $ »

3° par l'ajout, après le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 1°, du sous-paragraphe suivant;

« iii) organisme à but non lucratif sur le territoire de l'arrondissement non affilié à une association régionale de Montréal et non reconnu par l'arrondissement	56,15 $»

4 º par l'ajout, aux paragraphes 5°, 6° et 7° du deuxième alinéa suivant :

« Cette tarification ne s'applique pas entre le samedi précédant le 24 décembre et le 1er dimanche de janvier inclusivement. »

2. L'article 25 de ce Règlement est modifié :

1° par l'abrogation du sous-paragraphe d) du sous-paragraphe 3° du premier alinéa;

2° par l'ajout, au sous-paragraphe e) du sous-paragraphe 3° du premier alinéa, après les mots « institution scolaire », des mots « publique ou »;

3° par l'ajout, au sous-paragraphe f) du sous-paragraphe 3° du premier alinéa, après les mots « institution scolaire », des mots « publique ou ».

3. L'article 26 de ce Règlement est modifié :

1° par l'abrogation du sous-paragraphe 4° du premier alinéa;

2° par l'ajout, au sous-paragraphe 5° et 6° du premier alinéa, après les mots « institution scolaire », des mots « publique ou ».

4. L'article 27 de ce Règlement est modifié:

1° par l'abrogation du sous-paragraphe 4° du premier alinéa;

2° par l'ajout, aux sous-paragraphes 5° et 6° du premier alinéa, après les mots « institution scolaire », des mots « publique ou ».

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE ……. 2025.

GDD 1253930001

La mairesse d'arrondissement,
Gracia Kasoki Katahwa

Le secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253930001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement RCA24 17412 sur les tarifs (exercice financier 2025).



TABLEAU - MODIFICATION TARIFS 2025 DCSLDS.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire-recherchiste
Division du greffe

Tél : 514 830-7568
Télécop. : 514 868-3538

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2025)
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

TEXTE ACTUEL (2025)	TEXTE PROPOSÉ (modifications en rouge)	COMMENTAIRES
23. Pour l'usage des arénas, il sera perçu : 1° pour la tenue d'une activité pour des personnes mineures, l'heure, sauf indication contraire : a) pour la location par un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement, un autre arrondissement ou un service central de la ville de Montréal, en vertu d'un programme de reconnaissance ou de soutien local ou d'un service central i) activité d'entraînement encadrée (hockey, ringuette, patinage artistique) : 33,70 $ ii) Partie de saison régulière et en séries : 0,00$ iii) événement organisé faisant partie du calendrier annuel de compétition organisée par une association régionale : 0,00 $ iv) programme d'initiation reconnu par la Ville de Montréal, selon le nombre d'heures établis annuellement dans le cahier des normes de programmation de la discipline sportive concernée : 0,00$ v) camp de jour, école sportive printemps-été, ou programme en développement social (sans glace) : 0,00 $ vi) événement tel qu'un tournoi, un gala,	**23.** Pour l'usage des arénas, il sera perçu : 1° pour la tenue d'une activité pour des personnes mineures, l'heure, sauf indication contraire : d) pour la location par un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement, un autre arrondissement ou un service central de la ville de Montréal, en vertu d'un programme de reconnaissance ou de soutien local ou d'un service central i) activité d'entraînement encadrée (hockey, ringuette, patinage artistique) : 33,70 $ ii) Partie de saison régulière et en séries organisée par une association régionale : selon l'entente iii) événement organisé faisant partie du calendrier annuel de compétition organisée par une association régionale : 0,00 $ iv) programme d'initiation reconnu par la Ville de Montréal, selon le nombre d'heures établis annuellement dans le cahier des normes de programmation de la discipline sportive concernée : 0,00$ v) camp de jour, école sportive printemps-été, ou programme en développement social (sans glace) : 0,00 $ vi) événement tel qu'un tournoi, un gala,	

une compétition sanctionnée, ou tout autres activités en dehors de la programmation régulière : 44,50 $ vii) période de montage, de démontage et non occupée : 0,00 $ viii) surface sans glace : 33,70 $	une compétition sanctionnée, ou tout autres activités en dehors de la programmation régulière : 44,50 $ vii) période de montage, de démontage et non occupée : 0,00 $ viii) surface sans glace : 33,70 $ ix) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement non affilié à une association régionale de Montréal pour une activité ponctuelle de patinage libre : 0,00 $	Permettre aux groupes reconnus d'avoir accès aux arénas de façon gratuite pour activité ponctuelle de patinage libre.
b) pour la location par des groupes mineurs non reconnus i) activité de groupe, libre ou encadrée, avec glace en tout temps : 96,50 $ ii) camp de jour ou école sportive printemps-été (sans glace) : 33,70 $	b) pour la location par des groupes mineurs non reconnus i) activité de groupe, libre ou encadrée, avec glace en tout temps : 96,50 $ ii) camp de jour ou école sportive printemps-été (sans glace) iii) organisme à but non lucratif sur le territoire de l'arrondissement non affilié à une association régionale de Montréal et non reconnu par l'arrondissement : 56,15 $	Ce tarif a été omis lors de la confection du règlement 2025. Ce tarif est pour les organismes non reconnus, non affiliés mais OBNL sur le territoire de l'arrondissement. Ce tarif existait en 2024. Permet de conserver les acquis de tarification réduite pour ces organismes.
c) pour la location par un établissement d'enseignement public ou privé i) avec entente : selon l'entente ii) sans entente : 91,20 $ iii) centres de la petite enfance et garderies : 51,50 $	c) pour la location par un établissement d'enseignement public ou privé i) avec entente : selon l'entente ii) sans entente : 91,20 $ iii) centres de la petite enfance et garderies : 51,50 $	
d) pour la location par une fédération sportive	d) pour la location par une fédération sportive	

provinciale ou nationale reconnue par le ministère de l'Éducation, par Sport Canada ou par un autre organisme reconnu en vertu d'une reconnaissance provinciale ou nationale	provinciale ou nationale reconnue par le ministère de l'Éducation, par Sport Canada ou par un autre organisme reconnu en vertu d'une reconnaissance provinciale ou nationale	
i) Avec glace - Programme de sport-étude et concentration sport (étudiant résidant seulement ou centre national d'entraînement) : 0,00 $ - activité d'entraînement encadrée pour mineurs : 33,70 $ - activité d'entraînement encadrée pour adultes : 102,00 $ - événement tel qu'un tournoi, un gala ou une compétition sanctionnée, ou toute autre activité en dehors de la programmation régulière : 87,90 $ - période de montage, de démontage et non occupée : 35,70 $	i) Avec glace - Programme de sport-étude et concentration sport (étudiant résidant seulement ou centre national d'entraînement) : 0,00 $ - activité d'entraînement encadrée pour mineurs : 33,70 $ - activité d'entraînement encadrée pour adultes : 102,00 $ - événement tel qu'un tournoi, un gala ou une compétition sanctionnée, ou toute autre activité en dehors de la programmation régulière : 87,90 $ - période de montage, de démontage et non occupée : 35,70 $	
ii) Sans glace - activité de groupe, libre ou encadrée, en tout temps : 68,40 $ - événement tel qu'un tournoi, un gala ou une compétition sanctionnée, ou toute autre activité en dehors de la programmation régulière : 87,90 $ - période de montage, de démontage et non occupée : 35,70 $	ii) Sans glace - activité de groupe, libre ou encadrée, en tout temps : 68,40 $ - événement tel qu'un tournoi, un gala ou une compétition sanctionnée, ou toute autre activité en dehors de la programmation régulière : 87,90 $ - période de montage, de démontage et non occupée : 35,70 $	
2º) pour la tenue d'une activité pour des personnes	2º) pour la tenue d'une activité pour des personnes	

majeures :	majeures :	
a) pour la location par un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement, en vertu d'un programme de reconnaissance ou de soutien local, activité de groupe, libre, ou encadrée en tout temps	a) pour la location par un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement, en vertu d'un programme de reconnaissance ou de soutien local, activité de groupe, libre, ou encadrée en tout temps	
i) avec glace : 102,00 $	i) avec glace : 102,00 $	
ii) sans glace : 68,40 $	ii) sans glace : 68,40 $	
b) pour la location par un groupe adulte non reconnu i) avec glace :	b) pour la location par un groupe adulte non reconnu i) avec glace :	
- activité de groupe, libre ou encadrée, du lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 102,00 $	- activité de groupe, libre ou encadrée, du lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 102,00 $	
- partie bénéfice : 102,00 $	- partie bénéfice : 102,00 $	
- période de montage, de démontage et non occupée : 35,70 $	- période de montage, de démontage et non occupée : 35,70 $	
- toute autre situation : 199,60 $	- toute autre situation : 199,60 $	
ii) sans glace :	ii) sans glace :	
- activité de groupe, libre ou encadrée, en tout temps : 68,40 $	- activité de groupe, libre ou encadrée, en tout temps : 68,40 $	
3° pour la tenue d'un gala sportif, d'une compétition, non reconnu et/ou non fédéré, incluant les locaux d'appoint et locaux d'entreposage	3° pour la tenue d'un gala sportif, d'une compétition, non reconnu et/ou non fédéré, incluant les locaux d'appoint et locaux d'entreposage	
i) Taux de base : 230,95 $ ii) Période de montage, de démontage et non occupée : 35,70 $	i) Taux de base : 230,95 $ ii) Période de montage, de démontage et non occupée : 35,70 $	
4° pour l'annulation ou la non-utilisation des périodes réservées :	4° pour l'annulation ou la non-utilisation des périodes réservées :	

a) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, il sera perçu, de l'heure. 33,70 $ b) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme ou un club, sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, l'organisme ou le club sera facturé selon le tarif établi lors de la réservation 5° pour le patinage libre, à titre de droit d'entrée : a) lundi au vendredi avant 18 h : 0,00 $ b) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans : 0,00 $ iii) personne âgée de 55 ans et plus : 0,00 $ c) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après l'Action de grâce au deuxième dimanche d'avril i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans - Résident : 3,40 $ - Non-résident : 5,60 $ ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans - Résident : 0,00 $ - Non-résident : 5,60 $	e) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, il sera perçu, de l'heure. 33,70 $ f) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme ou un club, sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, l'organisme ou le club sera facturé selon le tarif établi lors de la réservation 5° pour le patinage libre, à titre de droit d'entrée : a) lundi au vendredi avant 18 h : 0,00 $ b) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans : 0,00 $ iii) personne âgée de 55 ans et plus : 0,00 $ c) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après l'Action de grâce au deuxième dimanche d'avril i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans - Résident : 3,40 $ - Non-résident : 5,60 $ ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans - Résident : 0,00 $ - Non-résident : 5,60 $ Cette tarification ne s'applique pas entre le samedi	

	précédant le 24 décembre et le 1er dimanche de janvier inclusivement.	d'accorder la gratuité pendant la période des fêtes incluant les séances régulières et celles qui sont habituelles ajoutées pour répondre donner une plus grande accessibilité durant le temps des fêtes
6° pour le hockey libre, à titre de droit d'entrée : a) lundi au vendredi avant 18 h : 0,00 $ b) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans et plus : 0,00 $ c) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche, du premier samedi après l'Action de grâce au deuxième dimanche d'avril i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans et plus - Résident : 6,60 $ - Non-résident : 9,80 $ iii) personne âgée de 55 ans et plus - résident : 0,00 $ - non-résident : 9,80 $	6° pour le hockey libre, à titre de droit d'entrée : i) lundi au vendredi avant 18 h : 0,00 $ j) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce iii) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ iv) personne âgée de 18 ans et plus : 0,00 $ k) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche, du premier samedi après l'Action de grâce au deuxième dimanche d'avril i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans et plus - Résident : 6,60 $ - Non-résident : 9,80 $ iii) personne âgée de 55 ans et plus - résident : 0,00 $ - non-résident : 9,80 $	
	Cette tarification ne s'applique pas entre le samedi précédent le 24 décembre et le 1er dimanche de janvier inclusivement.	Pour les activités libres pendant le temps des fêtes: permet d'accorder la gratuité pendant la période des fêtes incluant les séances régulières et celles qui sont habituelles ajoutées pour répondre donner une plus grande accessibilité durant le temps des fêtes
7° pour le bâton rondelle, à titre de droit d'entrée : a) lundi au vendredi avant 18 h : 0,00 $ b) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii)personne âgée de 18 ans et plus : 0,00 $	7° pour le bâton rondelle, à titre de droit d'entrée : a) lundi au vendredi avant 18 h : 0,00 $ b) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii)personne âgée de 18 ans et plus : 0,00 $	

c) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche, du premier samedi après l'Action de grâce au deuxième dimanche d'avril i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans et plus - Résident : 6,60 $ - Non-résident : 9,80 $ iii) personne âgée de 55 ans et plus - résident : 0,00 $ - non-résident : 9,80 $ (…)	c) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche, du premier samedi après l'Action de grâce au deuxième dimanche d'avril i) enfant de 17 ans et moins : 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans et plus - Résident : 6,60 $ - Non-résident : 9,80 $ iii) personne âgée de 55 ans et plus - résident : 0,00 $ - non-résident : 9,80 $ Cette tarification ne s'applique pas entre le samedi précédent le 24 décembre et le 1er dimanche de janvier inclusivement. (…)	Pour les activités libres pendant le temps des fêtes: permet d'accorder la gratuité pendant la période des fêtes incluant les séances régulières et celles qui sont habituelles ajoutées pour répondre donner une plus grande accessibilité durant le temps des fêtes
25. Aux fin de la présente section, un organisme reconnu est l'un ou l'autre des organismes suivants : - un organisme reconnu par l'arrondissement, en vertu d'un programme de reconnaissance ou de soutien local - un organisme reconnu par un autre arrondissement, en vertu d'un programme de reconnaissance ou de soutien local - une association sportive régionale ou un autre organisme reconnu par un service central de la Ville de Montréal, en vertu d'un programme de reconnaissance de ce service - une fédération sportive provinciale ou nationale, reconnue par le ministère de l'Éducation, ou par Sports Canada	**25.** Aux fin de la présente section, un organisme reconnu est l'un ou l'autre des organismes suivants : - un organisme reconnu par l'arrondissement, en vertu d'un programme de reconnaissance ou de soutien local - un organisme reconnu par un autre arrondissement, en vertu d'un programme de reconnaissance ou de soutien local - une association sportive régionale ou un autre organisme reconnu par un service central de la Ville de Montréal, en vertu d'un programme de reconnaissance de ce service - une fédération sportive provinciale ou nationale, reconnue par le ministère de l'Éducation, ou par Sports Canada	

- un organisme ayant signé une entente avec la Ville de Montréal ou un arrondissement (…) 3° Permis de location occasionnel (PO) d'un terrain naturel pour un particulier ou tout organisme, à l'heure: a) organisme ou résident de Montréal : 38,00 $ b) organisme ou résident de l'extérieur de Montréal : 75,00 $ c) organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal : 0,00 $ d) institution scolaire publique : 0,00 $ e) institution scolaire privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente f) institution scolaire privée non liée par une entente avec l'arrondissement : 38,00 $	- un organisme ayant signé une entente avec la Ville de Montréal ou un arrondissement (…) 3° Permis de location occasionnel (PO) d'un terrain naturel pour un particulier ou tout organisme, à l'heure: a) organisme ou résident de Montréal : 38,00 $ b) organisme ou résident de l'extérieur de Montréal : 75,00 $ c) organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal : 0,00 $ d) ABROGÉ e) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente f) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement : 38,00 $	Harmonisation avec les autres articles pour les institutions scolaires publiques. Au lieu de la gratuité de facto, dépend des ententes en vigueur.
26. Permis de location occasionnel d'un terrain synthétique pour un particulier ou tout organisme, à l'heure : 1) organisme ou résident de Montréal : 120,00 $ 2) organisme ou résident de l'extérieur de Montréal : 239,00 $ 3) organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal : 0,00 $ 4) institution scolaire publique : 0,00 $ 5) institution scolaire privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi	**26.** Permis de location occasionnel d'un terrain synthétique pour un particulier ou tout organisme, à l'heure : 1) organisme ou résident de Montréal : 120,00 $ 2) organisme ou résident de l'extérieur de Montréal : 239,00 $ 3) organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal : 0,00 $ 4) ABROGÉ 5) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est	Harmonisation avec les autres articles pour les institutions scolaires publiques. Au lieu de la gratuité de facto, dépend des ententes en vigueur.

dans les protocoles d'entente 6) institution scolaire privée non liée par une entente avec l'arrondissement : 120,00 $ 7) organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement, pour une clientèle mineure : 72,10 $ (…)	celui établi dans les protocoles d'entente 6) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement : 120,00 $ 7) organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement, pour une clientèle mineure : 72,10 $ (…)	
27. Permis de location occasionnel d'un terrain de mini soccer ou d'un demi-terrain synthétique pour un particulier ou tout organisme, à l'heure: 1) organisme ou résident de Montréal : 91,00 $ 2) organisme ou résident de l'extérieur de Montréal : 180,00 $ 3) organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal : 0,00 $ 4) institution scolaire publique : 0,00 $ 5) institution scolaire privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente 6) institution scolaire privée non liée par une entente avec l'arrondissement : 91,00 $ 7) organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement, pour une clientèle mineure : 49,40 $	**27.** Permis de location occasionnel d'un terrain de mini soccer ou d'un demi-terrain synthétique pour un particulier ou tout organisme, à l'heure: 1) organisme ou résident de Montréal : 91,00 $ 2) organisme ou résident de l'extérieur de Montréal : 180,00 $ 3) organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal : 0,00 $ 4) ABROGÉ 5) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente 6) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement : 91,00 $ 7) organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement, pour une clientèle mineure :	Harmonisation avec les autres articles pour les institutions scolaires publiques. Au lieu de la gratuité de facto, dépend des ententes en vigueur.

(…)	49,40 $ (…)	

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1258942001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division culture et bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA14 17228) et déposer le projet de règlement..

IL EST RECOMMANDÉ:
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement abrogeant le *Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (RCA14 17228) et déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-04 09:56

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258942001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division culture et bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA14 17228) et déposer le projet de règlement..

CONTENU

CONTEXTE

Les bibliothèques de Montréal ont pour mission de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir, le tout dans un environnement agréable et sécuritaire, autant pour les usagères et les usagers que pour le personnel.
Le réseau des bibliothèques de Montréal remplace le Règlement relatif aux bibliothèques datant de 2014, premier Règlement commun pour toutes les bibliothèques du réseau par un Code de vie. Ce Code de vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques de Montréal.

Chaque bibliothèque du réseau doit adopter le même Code de vie et en assurer son application, et ce, afin d'éviter qu'une usagère ou qu'un usager, qui contrevient à l'une ou l'autre des règles de conduite dans une bibliothèque, puisse se déplacer et continuer à contrevenir aux règles de conduite dans d'autres bibliothèques du réseau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 170241 - 10 octobre 2023 - D'adopter, tel que soumis, le règlement RCA23 17388 relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.
CA14 170175 - 5 mai 2014 - D'adopter, tel que soumis, le Règlement RCA14 17228 relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Le Code de vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques. Les usagères et les usagers qui fréquentent les bibliothèques s'engagent ainsi à adopter ces comportements. Des sanctions administratives (perte de privilèges) peuvent être portées à l'encontre d'une usagère ou d'un usager qui contrevient au Code de vie.

JUSTIFICATION

Le remplacement du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce modifiant le Règlement de l'arrondissement de Côte-des-

Neiges–Notre-Dame-de-Grâce RCA14 17228 est nécessaire étant donné que des comportements des usagères et des usagers des bibliothèques évoluent au fil des ans et que le personnel des bibliothèques doit faire face à des situations qui n'ont pas été prévues dans le Règlement entériné en 2014.
La formule du Code de vie est privilégiée par rapport à un règlement car elle exprime les attentes de manière plus positive.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

En regard de la nature de ce dossier, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à la population montréalaise des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives, du Service des ressources humaines et des communications, et la Direction des bibliothèques, du Service de la culture :

- Impression de signets relatifs au bon usage des bibliothèques (adultes/jeunes)
- Accès au Code de vie sur la page https://montreal.ca/bibliotheques

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt du règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA14 17228) : 9 juin 2025
Adoption du règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA14 17228) : 7 juillet 2025
Entrée en vigueur du règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA14 17228) : 1er septembre 2025
Mise en application du Code de vie dès le 1er septembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Irinel-Maria STINGACIU
Chef de section bibliothèques

Tél : 514-280-3637
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Vanessa KANGA
chef(fe) de division - culture et bibliotheque en arrondissement

Tél : 514-868-4021
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél : 514 237-6916
Approuvé le : 2025-05-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258942001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division culture et bibliothèques
Objet :	Adopter un règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA14 17228) et déposer le projet de règlement..



Code de vie reseau des bibliotheques 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Irinel-Maria STINGACIU
Chef de section bibliothèques

Tél : 514-280-3637
Télécop. :

Introduction

Passionnément engagées dans les quartiers, les Bibliothèques de Montréal ont pour mission d'offrir un accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

Ce Code de vie s'applique à toutes les personnes qui fréquentent les Bibliothèques de Montréal ou utilisent leurs services. Il vise à assurer une expérience agréable, inclusive et sécuritaire à la population montréalaise. Les personnes qui fréquentent les bibliothèques s'engagent à respecter les comportements énoncés ainsi qu'à collaborer avec le personnel des bibliothèques.

Le non-respect du Code de vie peut entraîner la suspension des privilèges d'accès aux espaces, services et ressources des Bibliothèques de Montréal.

En fréquentant les Bibliothèques de Montréal ou en utilisant leurs services, toute personne s'engage à:

A- **Respecter les autres, le personnel et l'environnement**

1. Adopter un comportement respectueux ;
2. Porter des vêtements couvrant le torse ainsi que des chaussures ;
3. Respecter la propreté et la salubrité des lieux et éviter les comportements qui peuvent abîmer les équipements et les collections ;
4. Utiliser le mobilier et les équipements aux fins prévues ;
5. Maintenir un niveau sonore adéquat dans les endroits désignés de manière à ne pas incommoder les autres personnes ;
6. Consommer ses collations et ses boissons dans les endroits désignés de manière à ne pas endommager le matériel ou incommoder les autres personnes ;
7. Laisser les animaux à l'extérieur de la bibliothèque et de son terrain, à l'exception des animaux d'assistance ;
8. S'abstenir de photographier ou de filmer à l'intérieur de la bibliothèque sans l'autorisation d'une personne responsable ;
9. Obtenir l'autorisation préalable d'une personne responsable pour toute forme de sollicitation, d'activité commerciale, de pétition, d'affichage.

B- **Adopter un comportement qui favorise la sécurité des lieux et des personnes**

1. Superviser en tout temps les enfants de moins de huit ans dont elle a la responsabilité et s'assurer qu'ils consultent et empruntent du matériel approprié pour leur âge. La personne accompagnatrice doit être âgée d'au moins onze ans ;
2. Laisser les aires de circulation dégagées afin d'assurer la sécurité des déplacements ;
3. Surveiller ses effets personnels ;
4. Protéger ses informations et données personnelles ;
5. S'abstenir de courir ou d'utiliser de l'équipement sportif à l'intérieur de la bibliothèque.

C- **Respecter les lois et les politiques en vigueur**

1. Se conformer aux règles d'utilisation des services ou des ressources des Bibliothèques de Montréal ;
2. S'abstenir de consommer ou de faire le trafic des substances interdites dans la bibliothèque ;
3. Utiliser les ressources de la bibliothèque à des fins licites et non commerciales ;
4. Respecter les législations municipales, provinciales et fédérales en vigueur.



RCA25 17xx REG abrogeant reg biblio.docx

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA25 17XXX **RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT RELATIF AUX BIBLIOTHÈQUES DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (RCA23 17388)**

Vu les articles 4 et 7 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu l'article 141 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 369 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À la séance du XX xxxxx 2025, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges (RCA23 17388) est abrogé.

2. Le présent règlement prend effet à compter du 1er septembre 2025.

125XXXXXXX

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2025.

La mairesse d'arrondissement,
Gracia Kasoki Katahwa

Le secrétaire d'arrondissement,
Julie Faraldo-Boulet

Dossier # : 1253751014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA25 17418 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) et le *Règlement de lotissement* (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) a été précédé d'un avis de motion conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 5 mai 2025, conformément à l'article 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;
ATTENDU QU'une erreur apparaît dans la désignation de l'annexe intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide » ainsi que dans le libellé de l'annexe I du projet de règlement;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement RCA25 17418 a été tenue le 21 mai 2025, conformément à l'article 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, avec changements, le Règlement RCA25 17418 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) et le *Règlement de lotisseme n t* (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:13

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1253751014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

CONTENU

CONTEXTE

Une correction a été apportée au projet de règlement pour renommer l'annexe portant la lettre H « Étude de caractérisation d'un milieu humide » en annexe portant la lettre I « Étude de caractérisation d'un milieu humide » dans le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379). Les articles 9 et 16, ainsi que le libellé de l'annexe VI du projet de règlement ont été ajustés en conséquence pour refléter cette modification.
Une correction a été apportée au libellé de l'annexe I du projet de règlement. Le libellé initial se lisait comme suit : « annexe A.2 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) intitulée "Plan des secteurs et immeubles d'intérêt" ». Or, l'annexe I ne reproduit pas l'intégralité de l'annexe A.2, mais seulement un extrait.
Le libellé de l'annexe I a donc été modifié comme suit : « extrait de l'annexe A.2 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) intitulée "Plan des secteurs et immeubles d'intérêt" »

Il y a lieu de remplacer le document juridique par celui joint au présent sommaire addenda.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clementine MOSDALE
conseiller(-ere) en amenagement

514-872-1117
Tél :
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1253751014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Compte-rendu consultation publique du 21 mai 2025

Extrait CP - RCA25 17418.pdf

Tableau des modifications commentées

20250515_Modifications_commentees_1253751014.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clementine MOSDALE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-1117
Télécop. : -

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION PUBLIQUE DU 21 MAI 2025

PROJET	**PROJET DE RÈGLEMENT RCA25 17418**
OBJET DU RÈGLEMENT:	**Projet de règlement RCA25 17418 modifiant *le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), *le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) et *le Règlement de lotissement* (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).**
DOSSIER :	**1253751014**
ASSISTANCE :	**0 personne**

EXTRAIT DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION TENUE LE 21 MAI 2025, À 18 H 30, AU 5160, BOULEVARD DÉCARIE, REZ-DE-CHAUSSÉE, SALLE DU CONSEIL, À MONTRÉAL, PRÉSIDÉE PAR MADAME MAGDA POPEANU

4. Présentation, par Mme Clémentine Mosdale, conseillère en aménagement, du projet de règlement RCA25 17418 modifiant *le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), *le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) et *le Règlement de lotissement* (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

La présentation est jointe en annexe du présent compte rendu.

Mme Mosdale présente les deux modifications qui seront apportées au projet de règlement en vue de son adoption.

Le projet de règlement prévoit l'ajout d'une annexe H intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide » au règlement sur les PIIA. Or, le règlement RCA25 17414 modifiant le règlement sur les PIIA (RCA22 17379) visant principalement à assujettir le quartier Namur-Hippodrome et les bâtiments de 12 étages et plus à un plan d'implantation et d'intégration architecturale ajoute une annexe H intitulé « Quartier Namur-Hippodrome » (entrée en vigueur le 2 avril 2025). Le présent projet de règlement sera donc modifié en renommant l'annexe portant la lettre H « Étude de caractérisation d'un milieu humide » par l'annexe portant le lettre I « Étude de caractérisation d'un milieu humide ». Les articles 9 et 16, ainsi que le libellé de l'annexe VI du projet de règlement seront ajustés en conséquence pour refléter cette modification.

L'annexe I du projet de règlement est un extrait de l'annexe A.2 du règlement d'urbanisme intitulée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt ». Or, le libellé de l'annexe I indique qu'il s'agit de l'annexe A.2 complète. Le libellé de l'annexe I du projet de règlement intitulé « ANNEXE A.2 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT » » sera donc remplacé par le libellé « EXTRAIT DE L'ANNEXE

A.2 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT » ».

5. Période de questions et commentaires du public

Aucune question ni commentaire.

ANNEXE

PRÉSENTATION

Projet de règlement RCA25 17418 modifiant *le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), *le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) et *le Règlement de lotissement* (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

MODIFICATION RÈGLEMENTAIRE

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

21 mai 2025 à 18h30
5160, boul. Décarie, Bureau accès Montréal

DÉROULEMENT DE L'ASSEMBLÉE

POINTS À L'ORDRE DU JOUR

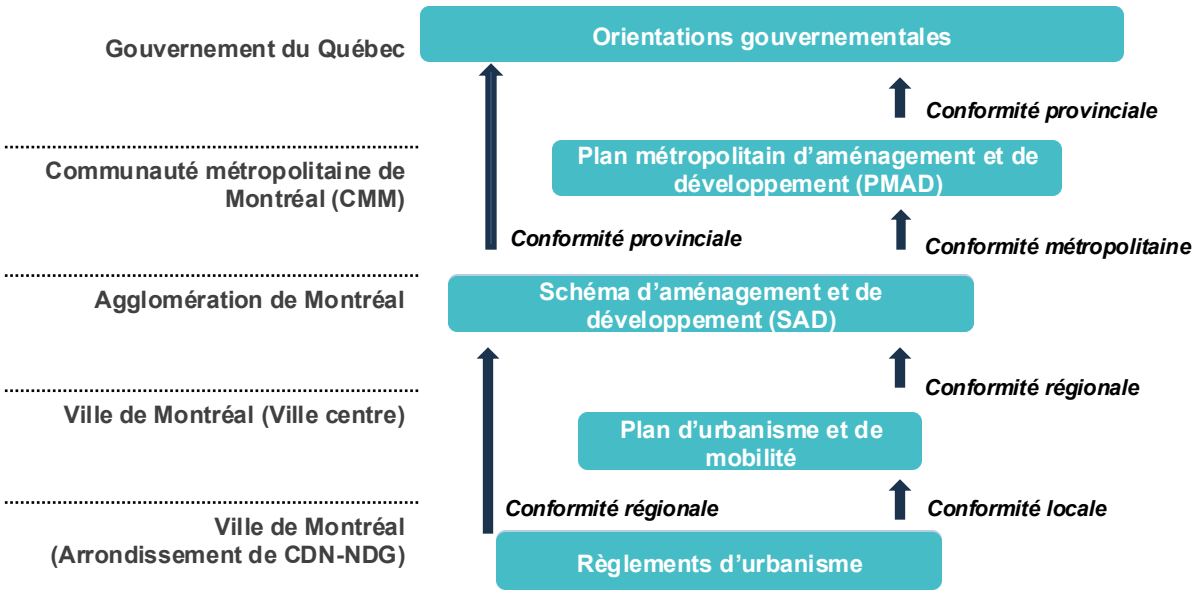
1. Ouverture de l'assemblée
2. Mise en contexte : modification du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal
3. Procédure de la modification règlementaire
4. Projet de règlement
5. Période de questions et commentaires
6. Fin de l'assemblée

MISE EN CONTEXTE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÈGLEMENT DE CONCORDANCE

Modification qui est requise à la suite de la modification du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.





Lorsque l'agglomération modifie son Schéma d'aménagement, l'arrondissement doit modifier tout règlement qui n'y est pas réputé conforme.

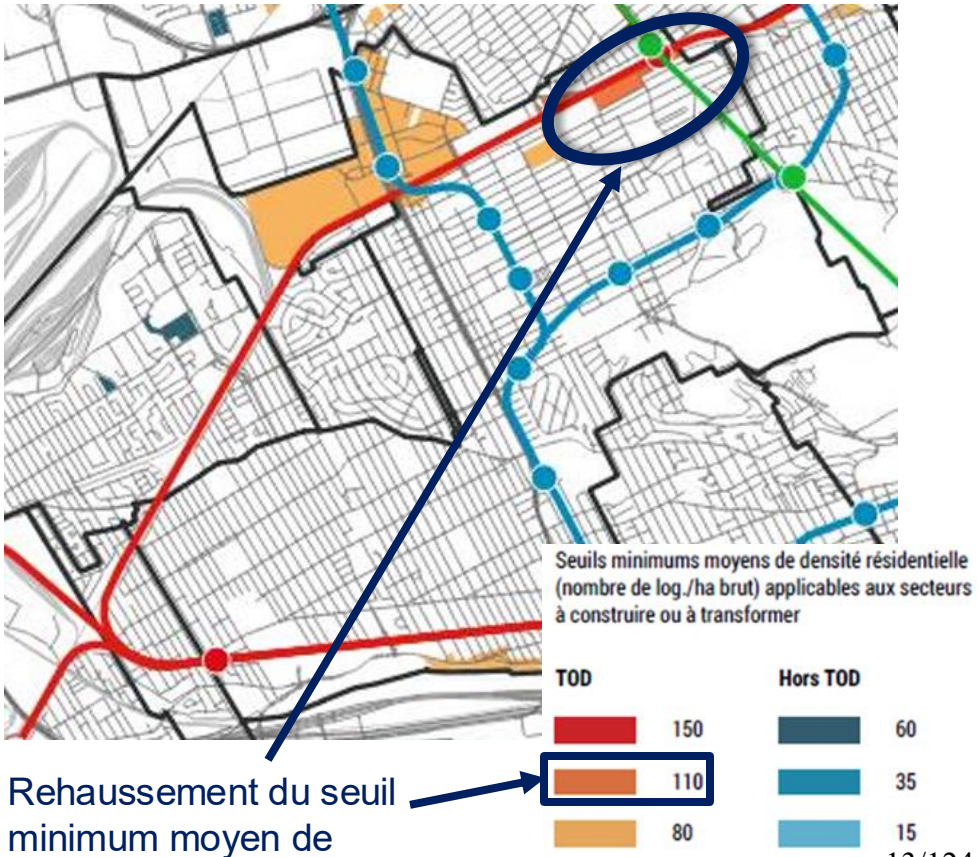
MODIFICATIONS DU SAD

RCG 14-029-6 : intégration du REM

Le règlement RCG 14-029-6 apporte des modifications au Schéma visant à intégrer le Réseau express métropolitain (REM) et ses aires TOD.

- Rehaussement de la densité résidentielle.
- Ajout du REM aux cartes du SAD (ne fait pas l'objet de concordance).

Extrait de la carte « Densité résidentielle » du SAD



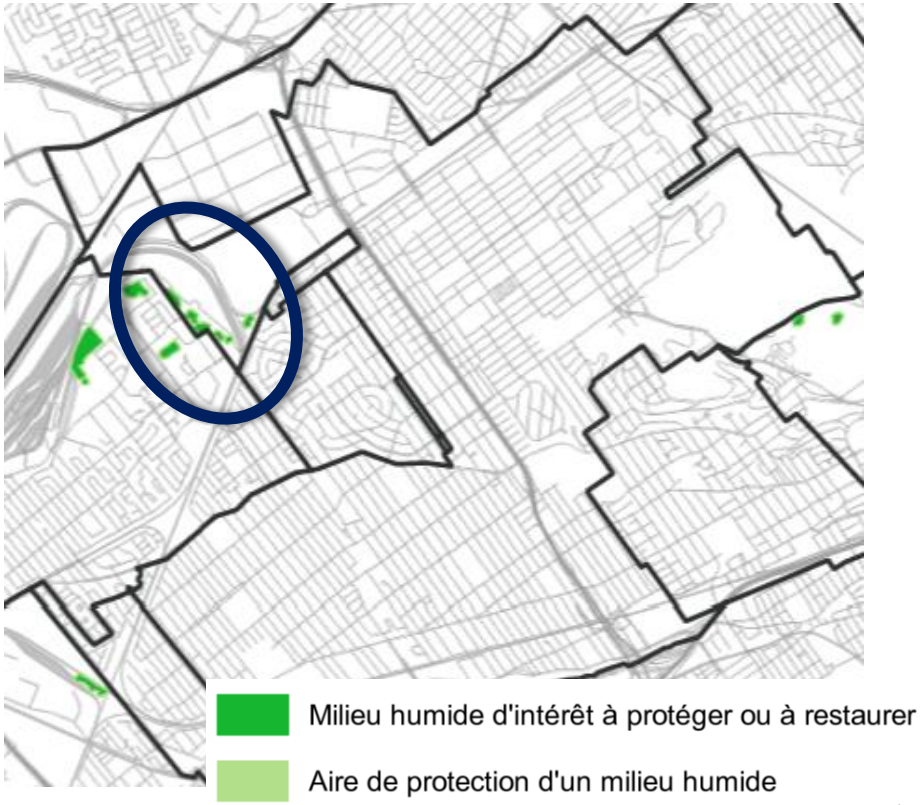
MODIFICATIONS DU SAD

RCG 14-029-7 : arrimage au Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH)

Le règlement RCG 14-029-7 apporte des modifications au Schéma visant à assurer sa compatibilité avec le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) :

- en harmonisant des éléments de contenu du Schéma avec le PRMHH et le Plan nature et sport;
- en identifiant les milieux humides d'intérêt (MHI) au Schéma;
- en intégrant des objectifs spécifiques à la protection des milieux humides d'intérêt ainsi que des dispositions au document complémentaire.

Extrait de la carte « Milieux humides d'intérêt » du SAD



PROCÉDURE DE LA MODIFICATION RÈGLEMENTAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CALENDRIER D'ADOPTION

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	16 avril 2025
Adoption du projet de règlement par le conseil d'arrondissement (CA) et avis de motion	5 mai 2025
Assemblée publique de consultation	**21 mai 2025**
Adoption finale du règlement par le conseil d'arrondissement (CA)	CA à venir
Certificat de conformité et entrée en vigueur du Règlement	À venir

Ce règlement de concordance n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

PROJET DE RÈGLEMENT

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

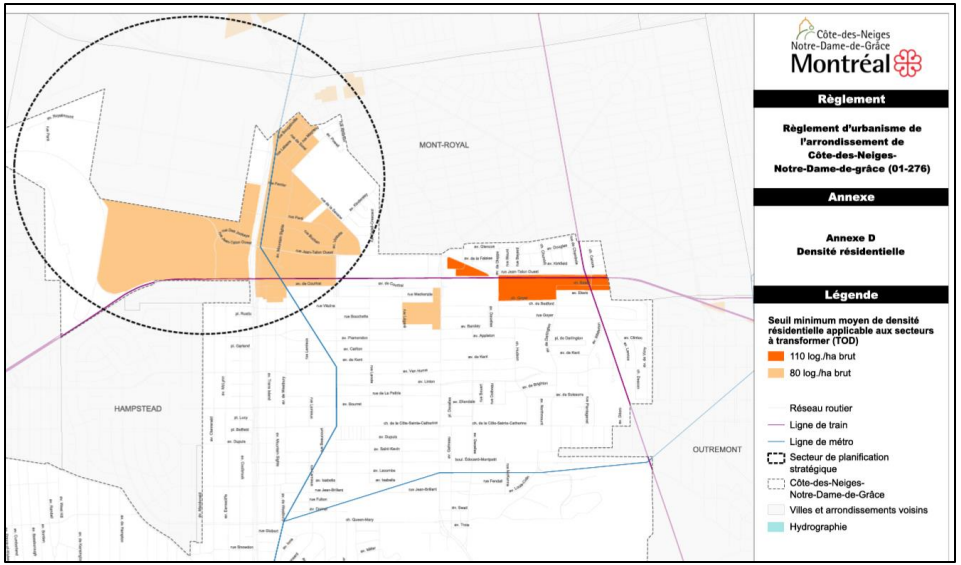
MODIFICATION DE LA DENSITÉ RÉSIDENTIELLE

Modification du Règlement d'urbanisme (01-276)

- Remplacer la carte « Densité résidentielle » en annexe.
- Rehausser la densité résidentielle minimale prescrite dans les zones 0322, 0807 et 0949 de l'aire TOD « Canora » du REM (densité passant de 1,2 à 1,7).

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	~~1,2~~ 1,7	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	5
Hauteur (m)	-	20

Annexe D « Densité résidentielle »



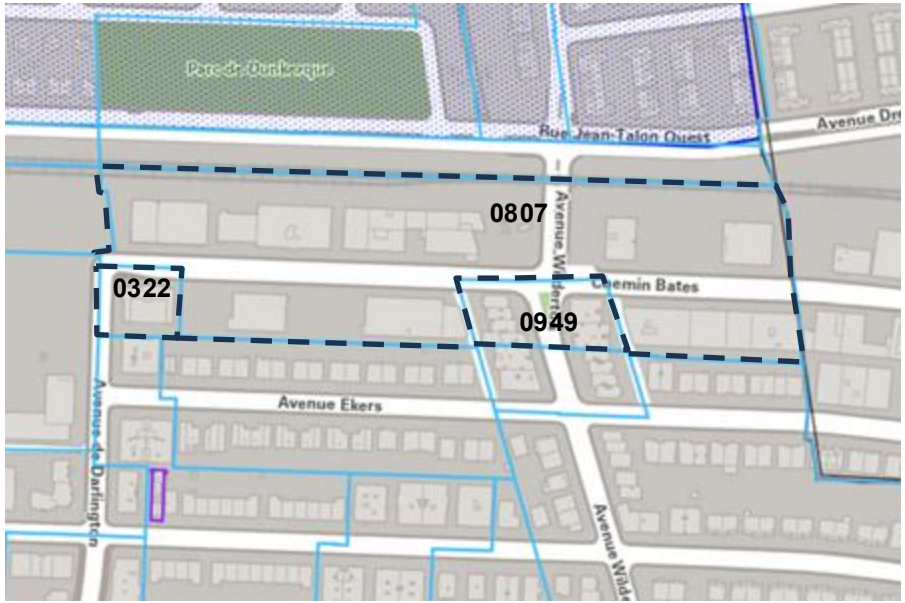
MODIFICATION DE LA DENSITÉ RÉSIDENTIELLE

Terrains visés et application

- Coefficient d'occupation des sols passant de 1,2 à 1,7 soit une densité minimale résidentielle passant de 80 à 110 logements par hectare dans 3 zones.
- Dans les zones 0322 et 0949, la densité résidentielle actuelle est au-dessus de ce seuil.
- La zone 0807 présente un potentiel de développement. Toutefois, les projets récents dépassent largement la nouvelle densité minimale exigée.
- Aucune modification règlementaire sur la hauteur ou l'implantation des bâtiments.

→ Modification ayant donc très peu d'impact concret.

Extrait de la grille de zonage



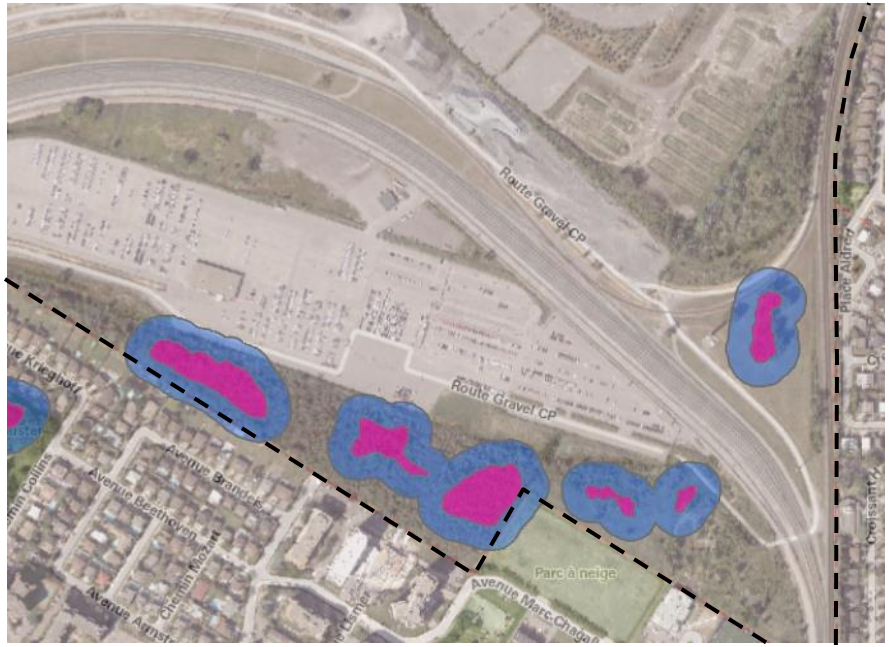
Zones visées par la modification

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT

Terrains visés et application

- MHI situés au Nord-Ouest de l'arrondissement, plus précisément aux abords de la voie ferrée et en limite de la Ville de Côte-Saint-Luc.
- MHI situés pour la plupart dans une mosaïque de milieux naturels. Terrains faisant déjà l'objet de dispositions réglementaires visant à favoriser la conservation de ces milieux naturels et le rehaussement de la biodiversité.

→ Ajout de dispositions relatives aux milieux humides ayant un impact limité sur leur constructibilité.



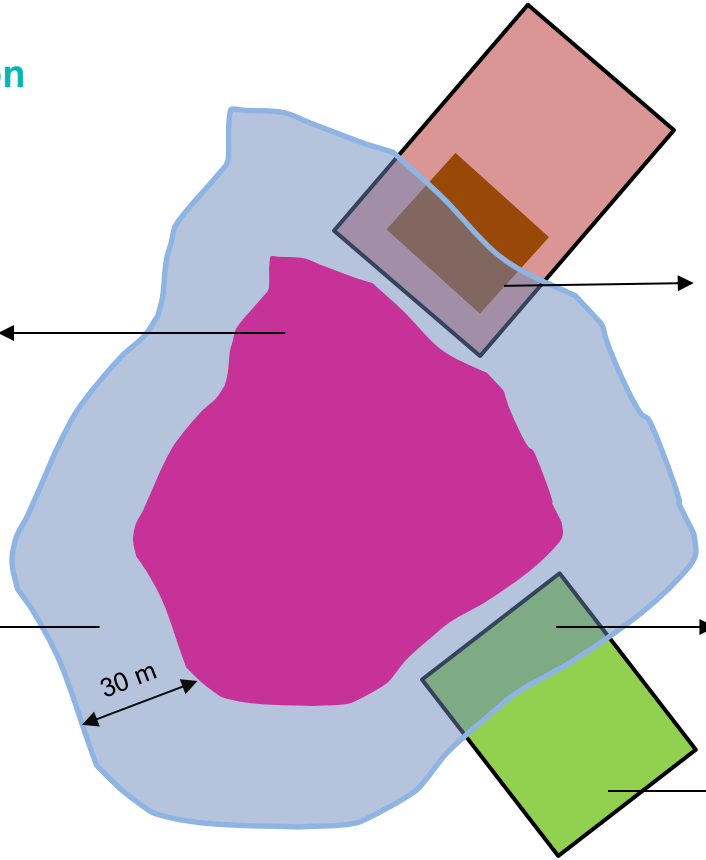
Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer

Aire de protection d'un milieu humide

Limite d'arrondissement et de municipalité

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT

Terrains visés et application



Terrain occupé et entièrement aménagé (hors MHI) :
Lot exempté sur démonstration de l'occupation et de l'usage existant

Milieu humide d'intérêt : Non constructible

Terrain non construit :

Aire de protection

Partie partiellement constructible et sous conditions : construction et usage devant faire l'objet d'une évaluation discrétionnaire (PIIA).

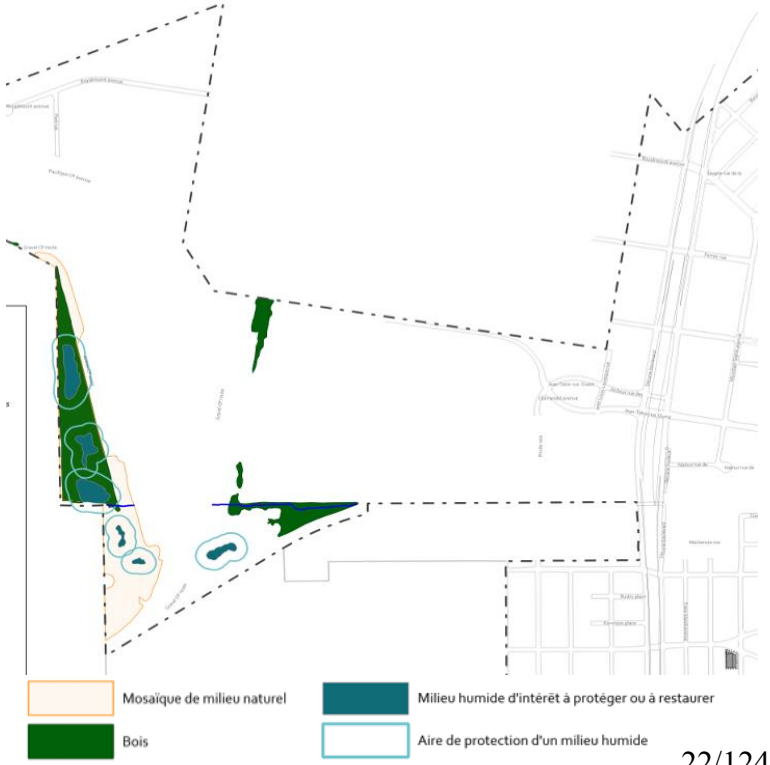
Partie constructible (hors MHI et aire de protection)

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT

Modification du Règlement d'urbanisme (01-276)

- Intégrer les définitions « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation ».
- Intégrer les dispositions relatives à l'interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection.
- Intégrer les conditions d'empiètement dans l'aire de protection.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet empiétant dans un milieu humide d'intérêt et inclure ses exigences de contenu en annexe.
- Interdire l'introduction d'espèces de plantes envahissantes.
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.

Extrait de l'Annexe A2 modifiée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt »



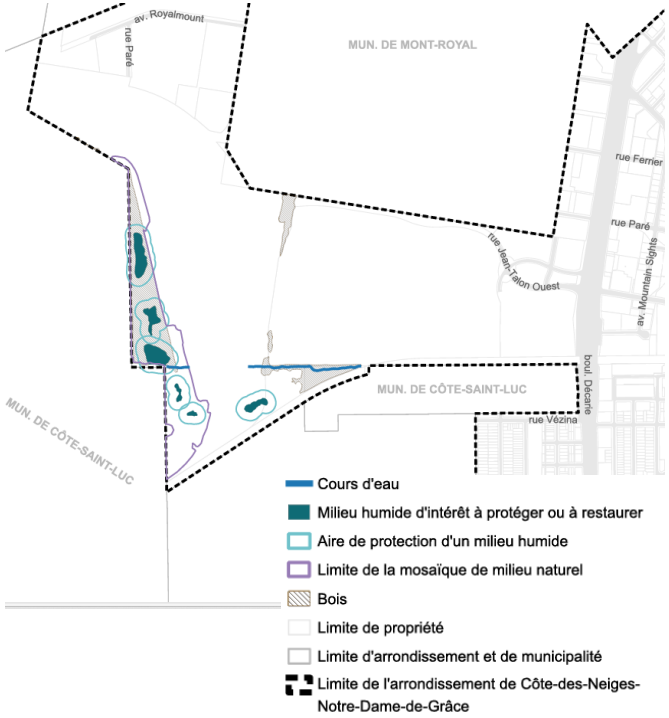
DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT

Modification du Règlement sur les PIIA (RCA22 17379)

Dispositions applicables à l'empiétement d'un projet dans l'aire de protection d'un milieu humide :

- Préciser les interventions assujetties aux nouvelles dispositions.
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.
- Intégrer les objectifs et les critères garantissant la conservation, la mise en valeur et le rehaussement de la biodiversité d'un milieu humide et de son aire de protection.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet empiétant dans un milieu humide d'intérêt et inclure ses exigences de contenu en annexe.

Nouvelle annexe D « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt »



DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT

Modification du Règlement de lotissement (RCA24 17404)

- Intégrer les dispositions relatives à l'interdiction de morcellement de lot situé dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection, sauf exceptions.

CHANGEMENTS AU PROJET DE RÈGLEMENT

Le présent projet de règlement prévoit l'ajout d'une annexe H intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide » au règlement sur les PIIA.

Or, le *règlement RCA25 17414 modifiant le règlement sur les PIIA (RCA22 17379) visant principalement à assujettir le quartier Namur-Hippodrome et les bâtiments de 12 étages et plus à un plan d'implantation et d'intégration architecturale* ajoute une annexe H intitulé « Quartier Namur-Hippodrome » (entrée en vigueur le 2 avril 2025).

Le présent projet de règlement sera donc modifié en renommant l'annexe portant la lettre H « Étude de caractérisation d'un milieu humide » par l'annexe portant le lettre I « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».

Les articles 9 et 16, ainsi que le libellé de l'annexe VI du projet de règlement seront ajustés en conséquence pour refléter cette modification.

CHANGEMENTS AU PROJET DE RÈGLEMENT

L'annexe I du projet de règlement est un extrait de l'annexe A.2 du règlement d'urbanisme intitulée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt ».

Or, le libellé de l'annexe I indique qu'il s'agit de l'annexe A.2 complète.

Le libellé de l'annexe I du projet de règlement intitulé « ANNEXE A.2 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT » » sera donc remplacé par le libellé « EXTRAIT DE L'ANNEXE A.2 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT » ».

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Dossier 1253751014

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Légende : Texte original
~~Texte supprimé~~
Texte ajouté

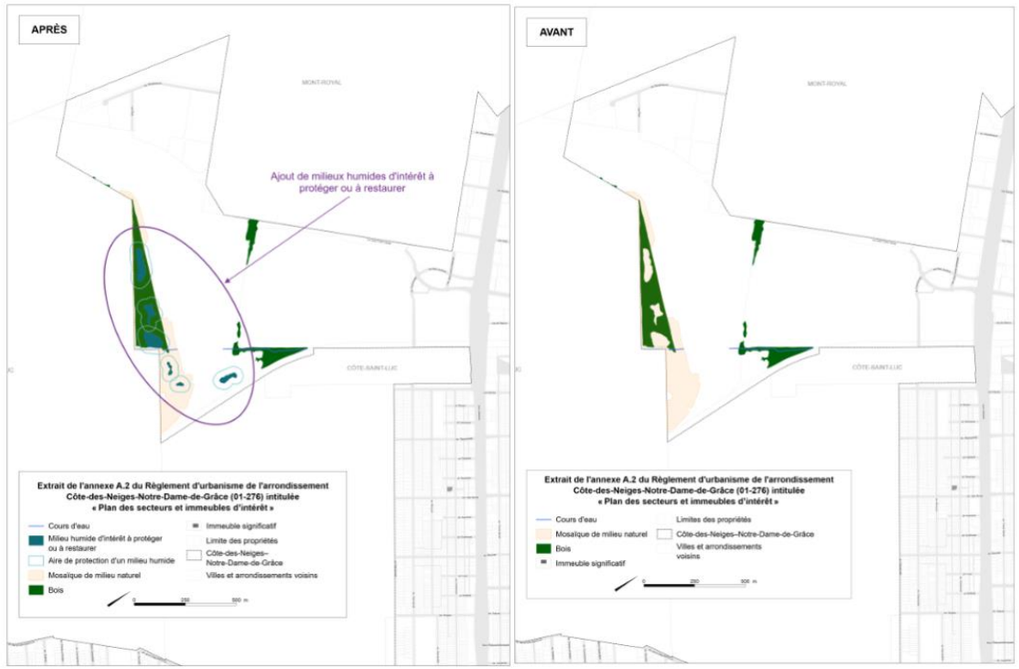
Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÈGLEMENT D'URBANISME DE CDN-NDG (01-276)			
TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES CHAPITRE II INTERPRÉTATION			
1	**Définitions**	**5.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : « **aire de protection d'un milieu humide** » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt ». « **étude de caractérisation** » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».	Le RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'Aménagement et de Développement (SAD) ajoute les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation » (article 16 du RCG). Il est proposé d'ajouter les définitions de ces termes en concordance avec la modification du SAD.
TITRE II CADRE BÂTI CHAPITRE X PROTECTION DES MILIEUX NATURELS PROTÉGÉS, DES RIVES ET DU LITTORAL			
2	**Section**	SECTION V DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÈT ET LEUR AIRE DE PROTECTION	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux milieux humides d'intérêt pour s'arrimer sur le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal. Il est proposé de créer une section relative aux milieux humides d'intérêt et leur aire de protection, en concordance avec la modification du SAD.
	Interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection	**122.5.13** Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'annexe A.2, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf :	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives à l'interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		1° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante; 2° aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée; 3° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma; 4° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023; 5° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection d'un milieu humide; 6° un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l'observation de la nature et à l'interprétation du milieu, aux conditions suivantes : a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol; b) dans l'aire de protection d'un milieu humide, les sentiers sont d'une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable; c) dans l'aire de protection d'un milieu humide, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux; 7° une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d'une autre propriété aux conditions suivantes : a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu'elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d'une voie de circulation ou d'un espace public; b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux; c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol; 8° la reconstruction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu'il n'y ait pas d'empiètement additionnel dans le milieu humide et dans son aire de	avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		protection. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l'agrandissement du bâtiment; 9° la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes : a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux; b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide; 10° la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.	
	Obligations sur un terrain construit dans une aire de protection d'un milieu humide	**122.5.14** Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifié à l'annexe A.2 et ~~s~~ur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection d'un milieu humide. COMPLÉMENT D'INFORMATION : La démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain pourra s'effectuer par le dépôt des documents suivants : 1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande; 2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux; 3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux terrains construits dans une aire de protection d'un milieu humide. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.
	Obligations sur un terrain non construit	**122.5.15** Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux conditions d'empiètement dans

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
	dans une aire de protection d'un milieu humide	indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection d'un milieu humide si les conditions suivantes sont respectées : 1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023; 2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %; 3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux; 4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables; 5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente. COMPLÉMENT D'INFORMATION : L'exercice d'un usage, la construction d'un bâtiment visé à cet article sont assujettis au règlement sur les PIIA et doivent être présentés au comité consultatif en urbanisme.	l'aire de protection d'un milieu humide. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.
	Étude de caractérisation	**122.5.16** Une étude de caractérisation doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage ou la construction (ou la transformation) d'un bâtiment principal ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection. Malgré ce qui précède, une étude de caractérisation n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation. COMPLÉMENT D'INFORMATION Les travaux concernés sont ceux visés aux articles 122.5.13 et 122.5.15.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives à l'étude de caractérisation d'un milieu humide. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.
	Informations minimales requises **Détermination d'un**	**122.5.17** L'étude de caractérisation doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe I intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ». La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit une nouvelle disposition relative à la délimitation d'un milieu humide d'intérêt et de son aire de protection.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
	milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection	d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2.	Il est proposé d'intégrer cette disposition en concordance avec la modification du SAD.
	Clôtures	**122.5.18** Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2, le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit une nouvelle disposition relative à l'installation de clôtures dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt. Il est proposé d'intégrer cette disposition en concordance avec la modification du SAD.
TITRE IV OCCUPATION ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS CHAPITRE V PLANTATION, ENTRETIEN ET ABATTAGE D'UN ARBRE			
3	**Interdiction d'espèces de plantes envahissantes**	**383.1** À moins de 100 mètres d'un milieu naturel protégé ou en voie de l'être, ou d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, tel qu'indiqué sur le plan de l'annexe A.2, la plantation des espèces végétales suivantes est interdite : (…) 21° Nerprun cathartique (~~Thamnus~~ Rhamnus cathartica); (…) 28° Robinier faux-acacia (~~Robina~~ Robinia pseudoacacia); (…)	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD étend la portée de la disposition du DC visant à interdire les espèces de plantes envahissantes aux milieux humides d'intérêt. Il est proposé d'ajuster l'article 383.1 pour inclure les milieux humides d'intérêt, en concordance avec la modification du SAD. Par ailleurs, il est proposé de corriger deux erreurs orthographiques dans la liste des espèces de plantes interdites.
ANNEXES			

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td>4</td><td>Annexe A.2 - Plan des secteurs et immeubles d'intérêt</td><td> 
</td><td>Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD ajoute une carte identifiant les milieux humides d'intérêt et leur aire de protection.
Il est proposé de modifier l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » en ajoutant les milieux humides d'intérêt et leur aire de protection, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
<tr><td>5</td><td>Annexe A.3 - Grilles des usages et des spécifications : zone 0322</td><td><table><tr><th>DENSITÉ</th><th>Min</th><th>Max</th></tr><tr><td>Densité / ISP</td><td><s>1,2</s> 1,7</td><td>4</td></tr></table></td><td>Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM (densité passant de 80 logements/ha à 110 logements/ha).
Il est proposé de rehausser la densité résidentielle minimale exigée dans la grille 0322, en concordance avec la</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td>modification du SAD.</td></tr>
<tr><td></td><td>Annexe A.3 - Grilles des usages et des spécifications : zone 0807</td><td><table><tr><th>DENSITÉ</th><th>Min</th><th>Max</th></tr><tr><td>Densité / ISP</td><td><s>1,2</s> 1,7</td><td>4</td></tr></table></td><td>Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM (densité passant de 80 logements/ha à 110 logements/ha).
Il est proposé de rehausser la densité résidentielle minimale exigée dans la grille 0807, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
<tr><td></td><td>Annexe A.3 - Grilles des usages et des spécifications : zone 0949</td><td><table><tr><th>DENSITÉ</th><th>Min</th><th>Max</th></tr><tr><td>Densité / ISP</td><td><s>1,2</s> 1,7</td><td>4</td></tr></table></td><td>Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM (densité passant de 80 logements/ha à 110 logements/ha).
Il est proposé de rehausser la densité résidentielle minimale exigée dans la grille 0949, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
</table>

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
6	**Annexe D - Plan « Densité résidentielle »**		Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM. Il est proposé de remplacer la carte Densité résidentielle de l'annexe D : - en rehaussant le seuil minimum moyen de densité résidentielle en concordance avec la modification du SAD. - en supprimant l'identification des voies ferrées, celle-ci n'ayant pas d'application réglementaire.
7	**Annexe I -Étude de caractérisation d'un milieu humide**	Annexe I : Étude de caractérisation d'un milieu humide Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément à l'article 122.5.16. Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.	L'annexe XVIII du SAD vient prescrire les exigences que l'étude de caractérisation d'un milieu humide doit respecter (RCG 14-029-7). Il est proposé d'ajouter ces exigences dans une nouvelle annexe en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir. **1 - EXIGENCES** RÉALISATION L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain. RÉFÉRENCE NORMATIVE L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne). La validité de ces inventaires est de cinq ans. Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide. Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé. **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** CONTENU OBLIGATOIRE Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants : 1° Les données cartographiques relatives à la délimitation des : a) milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276); b) cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences. 2° Les dates des inventaires terrains; 3° La localisation cartographiée des stations d'inventaires; 4° Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP; 5° Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé; 6° Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides; 7° Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation; 8° Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection); 9° La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes : a) Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation; b) Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide; 10° Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement : a) Les limites de propriété; b) Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives : o Au milieu humide; o À l'aire de protection; o À la limite du littoral, si applicable; o À la rive, si applicable; o Aux limites des plaines inondables, si applicable; c) La localisation existante des usages, constructions et lots; 11° Un plan présentant minimalement : a) La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; b) Les limites de la zone de travaux.	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		CONTENU SUPPLÉMENTAIRE Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants : 1° Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : a) Leur superficie; b) L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); c) Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; d) La description du type de drainage et de la pente; e) La nature du sol (hydromorphe ou non); f) L'épaisseur de tourbe, si applicable; g) Les indicateurs hydrologiques; h) La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; 2° Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : a) La hauteur moyenne des peuplements; b) L'âge des peuplements arborescents; c) Une description du stade successionnel (climacique); d) La structure (inéquienne ou équienne); e) Le pourcentage de recouvrement de la canopée; 3° Pour les milieux humides : a) Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; 4° Pour les milieux hydriques : a) Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; b) La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1); À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; 5° Pour les cas de perte de milieu naturel : a) L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); b) La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : a) Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; b) Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; c) À la localisation des stations d'inventaires. Bibliographie Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-	

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td>identif-dellimit-milieux-humides.pdf.</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="4">MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379)</td></tr>
<tr><td colspan="4">CHAPITRE II DISPOSITIONS GÉNÉRALES
SECTION II DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS REQUIS POUR UNE DEMANDE D'APPROBATION</td></tr>
<tr><td>8</td><td>Document requis</td><td>6.1 En plus des documents exigés à l'article 6, les documents additionnels indiqués au tableau ci-dessous doivent accompagner une demande prévue à certaines sections spécifiques du présent règlement.
<table>
<tr><th>SECTION VISÉE</th><th>TYPE DE TRAVAUX</th><th>DOCUMENTS ADDITIONNELS REQUIS</th></tr>
<tr><td>SECTION II – DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ÉCOTERRITOIRE LES SOMMETS ET LES FLANCS DU MONT ROYAL</td><td>Toute opération cadastrale, sauf une annulation, une correction ou un remplacement d'un numéro de lot.</td><td>Un plan de lotissement illustrant l'ensemble de la propriété.</td></tr>
<tr><td>SECTION III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MOSAÏQUES DE MILIEUX NATURELS ET AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET LEUR AIRE DE PROTECTION</td><td>L'ensemble des interventions dans l'aire de protection d'un milieu humide prescrites à l'article 44.</td><td>Une étude de caractérisation d'un milieu humide.</td></tr>
</table></td><td>Il est proposé d'ajouter l'étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents additionnels requis, en concordance avec la modification du SAD (RCG 14-029-7).</td></tr>
<tr><td>9</td><td>Informations minimales requises</td><td>6.4 Une étude de caractérisation d'un milieu humide exigée à l'article 6.1 doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe I intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».</td><td>Il est proposé d'ajouter les informations minimales requises dans l'étude de caractérisation d'un milieu humide et de</td></tr>
</table>

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
	Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection	La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt ».	préciser que la délimitation d'un milieu d'intérêt et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation prévaut, en concordance avec la modification du SAD (RCG 14-029-7).
CHAPITRE IV DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OBJETS ASSUJETTIS DANS DES TERRITOIRES SPÉCIFIQUES			
10	**Section**	**SECTION III DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MOSAÏQUES DE MILIEUX NATURELS, ET AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT À PROTÉGER ET À RESTAURER ET LEUR AIRE DE PROTECTION**	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux milieux humides d'intérêt pour s'arrimer sur le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal. Il est proposé de modifier la section III relative aux mosaïques de milieux naturels et d'y intégrer les dispositions applicables aux milieux humides d'intérêt et leur aire de protection, en concordance avec la modification du SAD.
11	**Territoire d'application**	**43.** Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout terrain ou partie de terrain situé dans une mosaïque de milieux naturels ou à un terrain adjacent à celle-ci, ainsi qu`à tout terrain non construit situé dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, telle qu'identifiée sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt », ~~ou à un terrain adjacent à celle-ci~~.	Il est proposé de modifier l'article précisant le territoire d'application du PIIA en intégrant les terrains non construits situés dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt.
12	**Interventions**	**44.** Les interventions assujetties aux objectifs et critères du présent chapitre sont les suivantes : 1° la construction d'un bâtiment principal ; 2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal ; 3° la construction d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus; 4° la modification d'un volume d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus; 5° une opération de remblai et de déblai. 6° une nouvelle occupation.	Il est proposé de modifier l'article précisant les interventions assujetties au PIAA en intégrant les nouvelles occupations.
13	**Intentions**	**45.** Pour ce secteur d'application, la mise en œuvre du mécanisme des plans d'implantation et d'intégration architecturale vise l'atteinte des buts et intentions d'aménagement suivants : 1. favoriser la conservation, la mise en valeur et l'intégration d'un bois, d'un milieu humide ou	

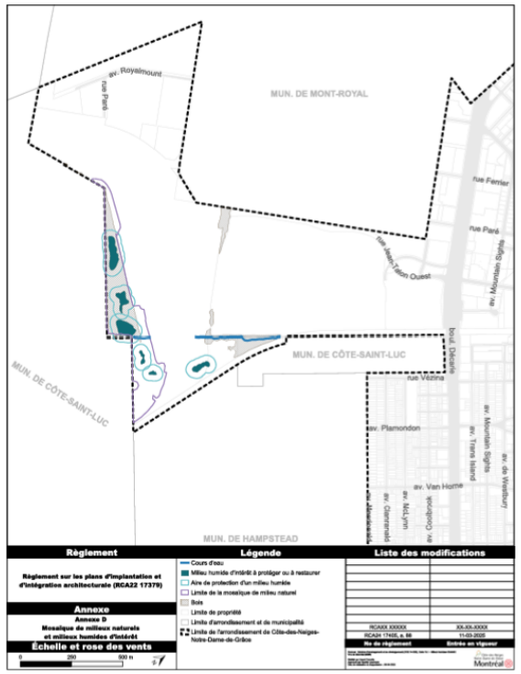
<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td>~~d'un~~ de tout autre milieu naturel;
2. rehausser la biodiversité du secteur.</td><td></td></tr>
<tr><td>14</td><td>Objectifs et critères</td><td>47. Toute intervention visée à l'article 44 doit répondre aux objectifs et critères suivants :
<table>
<tr><th>OBJECTIFS</th><th>CRITÈRES D'ÉVALUATION</th></tr>
<tr><td rowspan="4">1° ~~Favoriser la conservation, la mise en valeur et l'intégration d'un bois ou d'un milieu humide en tenant compte de leur valeur écologique~~ Maximiser la conservation des bois, des milieux humides et de leur aire de protection en tenant compte de leur valeur écologique</td><td>a) Le tracé des rues et le lotissement sont conçus de façon à limiter la perte de boisés et de milieux humides ~~présentant une valeur écologique~~.</td></tr>
<tr><td>b) ~~L'implantation du bâtiment ou l'aménagement d'un terrain tend à limiter la perte de boisés et de milieux humides présentant une valeur écologique.~~ L'aménagement du terrain et l'implantation des constructions limitent la perte de milieux naturels tels que les milieux humides et les boisés et les cours d'eau, et minimisent les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.</td></tr>
<tr><td>c) ~~L'implantation du bâtiment assure la conservation d'une bande de protection le long d'un cours d'eau et autour des milieux humides.~~ Le projet favorise la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides et le long d'un cours d'eau.</td></tr>
<tr><td>d) L'implantation des constructions et des ouvrages est éloignée des milieux humides et de leur aire de protection.</td></tr>
<tr><td>2° Valoriser les éléments</td><td>a) Le tracé des rues, le lotissement et l'implantation du</td></tr>
</table></td><td>Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit les objectifs et les critères d'une évaluation discrétionnaire pour les projets empiétant dans l'aire de protection d'un milieu humide. Il est proposé d'arrimer les dispositions applicables aux milieux humides aux dispositions applicables aux mosaïques de milieux naturels. Les interventions visées, les objectifs et critères sont en effet similaires.

Les objectifs de l'article 4.4.4.2 sur les Mosaïques de milieux naturels du document complémentaire du SAD sont ainsi conservés :

Les objectifs et critères de l'article 4.4.4.3 sur les milieux humides du SAD correspondent également :</td></tr>
</table>

Art	Objets	Modifications proposées		Commentaires
		d'intérêts naturels en tenant compte de leur valeur écologique et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet	bâtiment sont conçus de façon à assurer la création et la protection de percées visuelles vers les milieux naturels d'intérêt de la mosaïque.	
			b) L'aménagement de liens écologiques entre les milieux naturels ~~présentant une valeur écologique~~ est favorisé.	
			c) L'implantation du bâtiment ~~ou~~ et l'aménagement du terrain mettent en valeur les boisés et milieux humides existants et s'y intègre harmonieusement en tenant compte de leur valeur écologique.	
			d) La création d'aménagement visant la mise en valeur ~~des milieux naturels présentant une valeur écologique~~ des milieux humides et des autres milieux naturels présents est favorisée.	
		3° Favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité	a) Le projet maximise la conservation des arbres ~~présentant un intérêt sur le plan écologique ou esthétique~~ présents.	
			b) Le projet maximise la conservation des espèces végétales et animales présentant une valeur écologique.	
			c) Le projet favorise la préservation des lieux de nidification ou de reproduction présentant une valeur écologique.	
			d) Le projet favorise la renaturalisation et la plantation d'espèces indigènes diversifiées, ainsi que l'éradication d'espèces exotiques envahissantes.	
		4° Préserver ou améliorer l'alimentation en eau ~~des~~	a) ~~Les travaux de remblai et de déblai tendent à conserver une topographie favorable au maintien de~~	

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th colspan="2">Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td><s>milieux naturels</s> des milieux humides et des autres milieux naturels</td><td><s>l'équilibre hydrique du milieu</s>. Le projet préserve une topographie naturelle et maintient l'équilibre hydrique des milieux humides et des autres milieux naturels en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus.</td><td></td></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td>b) Le projet favorise le maintien du régime hydrique des cours d'eau et des milieux humides par la préservation des bassins de drainage naturels et par des aménagements et ouvrages appropriés de gestion des eaux pluviales.</td><td></td></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td>c) Le projet tend à réduire les surfaces imperméables.</td><td></td></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td>d) Le projet et les aménagements sont implantés et configurés de manière à permettre l'écoulement des eaux vers les milieux humides et les autres milieux naturels afin de maintenir l'équilibre écologique.</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="5">ANNEXES</td></tr>
</table>

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
15	**Annexe D - Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt**		Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD ajoute une carte identifiant les milieux humides d'intérêt et leur aire de protection. Il est proposé de remplacer l'annexe D « Mosaïque de milieux naturels » par l'annexe « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt » et de faire les modifications suivantes : - Redélimiter les milieux humides suivant la carte du SAD et en les renommant « milieux humides d'intérêt à protéger et à restaurer ». Les portions de milieux humides exclues de la nouvelle délimitation correspondent à des bois dans la mosaïque de milieux naturels. Ces bois sont donc également concernés par les dispositions du règlement sur les PIIA. - Ajouter les aires de protection des milieux humides.
16	**Annexe I - Étude de caractérisation d'un milieu humide**	Annexe I : Étude de caractérisation d'un milieu humide Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément à l'article 6.4 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379).	L'annexe XVIII du SAD vient prescrire les exigences que l'étude de caractérisation d'un milieu humide doit respecter (RCG 14-029-7). Il est proposé d'ajouter ces exigences dans une nouvelle annexe en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection. Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir. **1 - EXIGENCES** RÉALISATION L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain. RÉFÉRENCE NORMATIVE L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne). La validité de ces inventaires est de cinq ans. Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide. Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection. Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé. **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** CONTENU OBLIGATOIRE Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants : 1° Les données cartographiques relatives à la délimitation des : a) milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe D « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt » du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379); b) cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences. 2° Les dates des inventaires terrains; 3° La localisation cartographiée des stations d'inventaires; 4° Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP; 5° Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé; 6° Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides; 7° Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation; 8° Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection); 9° La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes : a) Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation; b) Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide; 10° Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement : a) Les limites de propriété; b) Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives : o Au milieu humide; o À l'aire de protection; o À la limite du littoral, si applicable; o À la rive, si applicable; o Aux limites des plaines inondables, si applicable;	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		c) La localisation existante des usages, constructions et lots; 11° Un plan présentant minimalement : a) La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; b) Les limites de la zone de travaux. CONTENU SUPPLÉMENTAIRE Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants : 1° Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : a) Leur superficie; b) L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); c) Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; d) La description du type de drainage et de la pente; e) La nature du sol (hydromorphe ou non); f) L'épaisseur de tourbe, si applicable; g) Les indicateurs hydrologiques; h) La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; 2° Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : a) La hauteur moyenne des peuplements; b) L'âge des peuplements arborescents; c) Une description du stade successionnel (climacique); d) La structure (inéquienne ou équienne);	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		e) Le pourcentage de recouvrement de la canopée; 3° Pour les milieux humides : a) Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; 4° Pour les milieux hydriques : a) Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; b) La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1); À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; 5° Pour les cas de perte de milieu naturel : a) L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); b) La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : a) Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; b) Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; c) À la localisation des stations d'inventaires.	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		Bibliographie Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.	
MODIFICATION PROPOSÉE AU RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (RCA24 17404)			
CHAPITRE III DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS CADASTRALES			
17	**Définitions**	**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : « **aire de protection d'un milieu humide** » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276). « **étude de caractérisation** » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).	Le RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'Aménagement et de Développement (SAD) ajoute les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation » (article 16 du RCG). Il est proposé d'ajouter les définitions de ces termes en concordance avec la modification du SAD.
18	**Dispositions particulières dans un milieu humide et son aire de protection**	**SECTION III.1** DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À UN LOT SITUÉ EN TOUT OU EN PARTIE DANS UN MILIEU HUMIDE D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET DANS SON AIRE DE PROTECTION **14.1** Le morcellement d'un lot situé dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection identifiés sur le « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), est autorisé uniquement dans les cas suivants : 1° lorsqu'il est nécessaire pour une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé; 2° à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives au morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt et dans son aire de protection. Il est proposé d'ajouter une section intégrant ces dispositions, en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		3° lorsqu'il n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection; 4° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante; 5° pour l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée; 6° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma; 7*aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023; 8*aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection.	
18		**14.2** La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).	

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751014**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent projet de règlement vise à modifier le Règlement d'urbanisme, le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux récentes modifications du Schéma d'aménagement et de développement (SAD) de l'agglomération de Montréal, entrées en vigueur le 16 janvier 2025.
Les modifications apportées par le règlement RCG 14-029-7 visent à assurer la compatibilité du SAD avec le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal. Les modifications des règlements précités de l'Arrondissement s'alignent avec les nouvelles dispositions SAD en identifiant les milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection, et en intégrant les dispositions pour la protection de ces milieux.

Le règlement RCG 14-029-6, quant à lui, modifie le SAD de façon à intégrer le Réseau express métropolitain (REM) et les aires Transit-Oriented Development (TOD) identifiées dans le Plan métropolitain d'aménagement de Montréal (PMAD). Les règlements précités de l'Arrondissement sont ajustés en conséquence, en rehaussant le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM.

Le conseil d'arrondissement doit adopter un tel règlement en vertu et selon la procédure prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

RCA24 17405 : Règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) afin de simplifier l'application de la réglementation discrétionnaire et rehausser les exigences réglementaires en matière de transition écologique, adopté le 3 février 2025 par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—

Notre-Dame-de-Grâce.
RCA24 17404 : Règlement de lotissement remplaçant le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M., c.O-1), adopté le 3 février 2025 par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

RCG 14-029-6 : Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14029), adopté le 21 novembre 2024 par le conseil d'agglomération. Modification visant à intégrer les changements apportés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire.

RCG 14-029-7 : Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14029), adopté le 21 novembre 2024 par le conseil d'agglomération. Modification visant à identifier et à protéger les milieux humides d'intérêt afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Les milieux humides d'intérêt visés dans l'Arrondissement se situent au Nord-Ouest de l'Arrondissement, plus précisément aux abords de la voie ferrée et en limite de la Ville de Côte-Saint-Luc. La plupart de ces milieux humides font partie d'une mosaïque de milieux naturels. Ces terrains font déjà l'objet de dispositions réglementaires visant à favoriser la conservation de ce milieu naturel et le rehaussement de la biodiversité. Ces terrains étant voués à être préservés, l'ajout de dispositions relatives aux milieux humides a donc un impact limité sur leur constructibilité.
Les détails des modifications proposées sont présentés exhaustivement dans le document intitulé « modifications commentées » et joint au présent dossier décisionnel.

Voici un résumé des modifications apportées aux règlements :

<u>Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)</u>

- Intégrer les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation ».
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.
- Intégrer les dispositions relatives à l'interdiction d'empiéter dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection, sauf exceptions.
- Intégrer les conditions d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide et inclure ses exigences de contenu en annexe.
- Interdire l'introduction d'espèces de plantes envahissantes à moins de 100 mètres d'un milieu humide d'intérêt.
- Intégrer une disposition relative à l'installation de clôtures dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt, sur le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit.
- Rehausser la densité résidentielle minimale prescrite dans les zones 0322, 0807 et 0949.
- Remplacer l'annexe D intitulée "Densité résidentielle" en conformité avec la modification du SAD.

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379)

Prescrire de nouvelles dispositions applicables à l'empiètement d'un projet situé sur un terrain non construit dans l'aire de protection d'un milieu humide :

- Préciser les interventions assujetties aux nouvelles dispositions.
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide et inclure ses exigences de contenu en annexe.
- Intégrer les objectifs et les critères garantissant la conservation, la mise en valeur et le rehaussement de la biodiversité d'un milieu humide et de son aire de protection.

Règlement de lotissement (RCA24 17404)

- Prescrire de nouvelles dispositions applicables au morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) recommande l'approbation de ce règlement pour les raisons suivantes :

- Assurer la concordance réglementaire aux modifications du SAD, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;
- Promouvoir le développement durable, résilient et écologique du territoire de l'Arrondissement ;
- Contribuer à freiner la perte des milieux humides et préserver leurs services écosystémiques.

Le 16 avril 2025, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé l'adoption du projet de règlement - voir extrait du procès-verbal en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment à la priorité 2 - Accélérer la transition écologique :

- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du règlement modifiant le SAD. Au titre de l'article 137.3 de cette même loi, le défaut de concordance au SAD passé ce délai entraînerait la suspension des

avis de conformité à l'égard de toute modification de la réglementation d'urbanisme, et ce, tant que le défaut de concordance n'est pas résolu.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis publics et tenue d'une assemblée publique de consultation conformément à la loi.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil d'arrondissement
Assemblée publique de consultation
Adoption finale du règlement par le conseil d'arrondissement
Entrée en vigueur du règlement à la délivrance du certificat de conformité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1). À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clementine MOSDALE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-1117
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-03

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-04-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Tableau des modifications commentées

20250416_Modifications_commentees_1253751014.pdf

Procès verbal du CCU

2025-04-16_4.01_Extrait PV_HC_Concordance au SAD – Modification règlementaire.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clementine MOSDALE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-1117
Télécop. : -

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Légende : Texte original
~~Texte supprimé~~
Texte ajouté

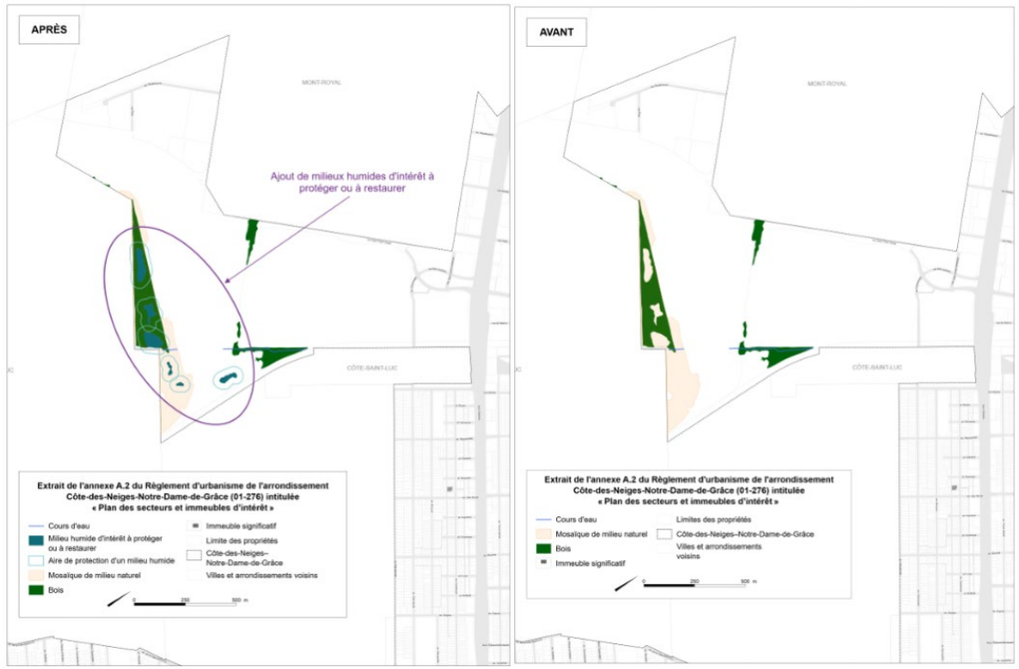
Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÈGLEMENT D'URBANISME DE CDN-NDG (01-276)			
TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES CHAPITRE II INTERPRÉTATION			
1	**Définitions**	**5.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : « **aire de protection d'un milieu humide** » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt ». « **étude de caractérisation** » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».	Le RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'Aménagement et de Développement (SAD) ajoute les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation » (article 16 du RCG). Il est proposé d'ajouter les définitions de ces termes en concordance avec la modification du SAD.
TITRE II CADRE BÂTI CHAPITRE X PROTECTION DES MILIEUX NATURELS PROTÉGÉS, DES RIVES ET DU LITTORAL			
2	**Section**	SECTION V DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET LEUR AIRE DE PROTECTION	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux milieux humides d'intérêt pour s'arrimer sur le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal. Il est proposé de créer une section relative aux milieux humides d'intérêt et leur aire de protection, en concordance avec la modification du SAD.
	Interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection	**122.5.13** Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'annexe A.2, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf : 1° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante; 2° aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives à l'interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée; 3° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma; 4° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023; 5° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection d'un milieu humide; 6° un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l'observation de la nature et à l'interprétation du milieu, aux conditions suivantes : a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol; b) dans l'aire de protection d'un milieu humide, les sentiers sont d'une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable; c) dans l'aire de protection d'un milieu humide, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux; 7° une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d'une autre propriété aux conditions suivantes : a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu'elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d'une voie de circulation ou d'un espace public; b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux; c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol; 8° la reconstruction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu'il n'y ait pas d'empiètement additionnel dans le milieu humide et dans son aire de protection. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l'agrandissement du bâtiment; 9° la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux; b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide; 10° la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.	
	Obligations sur un terrain construit dans une aire de protection d'un milieu humide	**122.5.14** Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifié à l'annexe A.2 et ~~s~~ur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection d'un milieu humide. COMPLÉMENT D'INFORMATION : La démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain pourra s'effectuer par le dépôt des documents suivants : 1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande; 2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux; 3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux terrains construits dans une aire de protection d'un milieu humide. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.
	Obligations sur un terrain non construit dans une aire de protection d'un milieu humide	**122.5.15** Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection d'un milieu humide si les conditions suivantes sont respectées : 1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023; 2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %; 3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux; 4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux conditions d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente. COMPLÉMENT D'INFORMATION : L'exercice d'un usage, la construction d'un bâtiment visé à cet article sont assujettis au règlement sur les PIIA et doivent être présentés au comité consultatif en urbanisme.	
	Étude de caractérisation	**122.5.16** Une étude de caractérisation doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage ou la construction (ou la transformation) d'un bâtiment principal ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection. Malgré ce qui précède, une étude de caractérisation n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation. COMPLÉMENT D'INFORMATION Les travaux concernés sont ceux visés aux articles 122.5.13 et 122.5.15.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives à l'étude de caractérisation d'un milieu humide. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.
	Informations minimales requises **Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection**	**122.5.17** L'étude de caractérisation doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe I intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ». La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit une nouvelle disposition relative à la délimitation d'un milieu humide d'intérêt et de son aire de protection. Il est proposé d'intégrer cette disposition en concordance avec la modification du SAD.
	Clôtures	**122.5.18** Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2, le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit une nouvelle disposition relative à l'installation de clôtures dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt. Il est proposé d'intégrer cette disposition en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
TITRE IV OCCUPATION ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS CHAPITRE V PLANTATION, ENTRETIEN ET ABATTAGE D'UN ARBRE			
3	**Interdiction d'espèces de plantes envahissantes**	**383.1** À moins de 100 mètres d'un milieu naturel protégé ou en voie de l'être, ou d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, tel qu'indiqué sur le plan de l'annexe A.2, la plantation des espèces végétales suivantes est interdite : (…) 21° Nerprun cathartique (~~Thamnus~~ Rhamnus cathartica); (…) 28° Robinier faux-acacia (~~Robina~~ Robinia pseudoacacia); (…)	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD étend la portée de la disposition du DC visant à interdire les espèces de plantes envahissantes aux milieux humides d'intérêt. Il est proposé d'ajuster l'article 383.1 pour inclure les milieux humides d'intérêt, en concordance avec la modification du SAD. Par ailleurs, il est proposé de corriger deux erreurs orthographiques dans la liste des espèces de plantes interdites.
ANNEXES			

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td>4</td><td>Annexe A.2 - Plan des secteurs et immeubles d'intérêt</td><td> 
</td><td>Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD ajoute une carte identifiant les milieux humides d'intérêt et leur aire de protection.
Il est proposé de modifier l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » en ajoutant les milieux humides d'intérêt et leur aire de protection, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
<tr><td>5</td><td>Annexe A.3 - Grilles des usages et des spécifications : zone 0322</td><td><table>
<tr><th>DENSITÉ</th><th>Min</th><th>Max</th></tr>
<tr><td>Densité / ISP</td><td><s>1,2</s> 1,7</td><td>4</td></tr>
</table></td><td>Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM (densité passant de 80 logements/ha à 110 logements/ha).
Il est proposé de rehausser la densité résidentielle minimale exigée dans la grille 0322, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td rowspan="2"></td><td>Annexe A.3 - Grilles des usages et des spécifications : zone 0807</td><td><table><tr><th>DENSITÉ</th><th>Min</th><th>Max</th></tr><tr><td>Densité / ISP</td><td><s>1,2</s> 1,7</td><td>4</td></tr></table></td><td>Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM (densité passant de 80 logements/ha à 110 logements/ha).
Il est proposé de rehausser la densité résidentielle minimale exigée dans la grille 0807, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
<tr><td>Annexe A.3 - Grilles des usages et des spécifications : zone 0949</td><td><table><tr><th>DENSITÉ</th><th>Min</th><th>Max</th></tr><tr><td>Densité / ISP</td><td><s>1,2</s> 1,7</td><td>4</td></tr></table></td><td>Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM (densité passant de 80 logements/ha à 110 logements/ha).
Il est proposé de rehausser la densité résidentielle minimale exigée dans la grille 0949, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
</table>

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
6	**Annexe D - Plan « Densité résidentielle »**		Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM. Il est proposé de remplacer la carte Densité résidentielle de l'annexe D : - en rehaussant le seuil minimum moyen de densité résidentielle en concordance avec la modification du SAD. - en supprimant l'identification des voies ferrées, celle-ci n'ayant pas d'application réglementaire.
7	**Annexe I -Étude de caractérisation d'un milieu humide**	Annexe I : Étude de caractérisation d'un milieu humide Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément à l'article 122.5.16. Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.	L'annexe XVIII du SAD vient prescrire les exigences que l'étude de caractérisation d'un milieu humide doit respecter (RCG 14-029-7). Il est proposé d'ajouter ces exigences dans une nouvelle annexe en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir. **1 - EXIGENCES** RÉALISATION L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain. RÉFÉRENCE NORMATIVE L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne). La validité de ces inventaires est de cinq ans. Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide. Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection. Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		humide supplémentaire présent sur le terrain visé. **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** CONTENU OBLIGATOIRE Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants : 1° Les données cartographiques relatives à la délimitation des : a) milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276); b) cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences. 2° Les dates des inventaires terrains; 3° La localisation cartographiée des stations d'inventaires; 4° Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP; 5° Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé; 6° Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		7° Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation; 8° Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection); 9° La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes : a) Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation; b) Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide; 10° Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement : a) Les limites de propriété; b) Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives : ○ Au milieu humide; ○ À l'aire de protection; ○ À la limite du littoral, si applicable; ○ À la rive, si applicable; ○ Aux limites des plaines inondables, si applicable; c) La localisation existante des usages, constructions et lots; 11° Un plan présentant minimalement : a) La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; b) Les limites de la zone de travaux. CONTENU SUPPLÉMENTAIRE Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		1° Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : a) Leur superficie; b) L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); c) Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; d) La description du type de drainage et de la pente; e) La nature du sol (hydromorphe ou non); f) L'épaisseur de tourbe, si applicable; g) Les indicateurs hydrologiques; h) La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; 2° Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : a) La hauteur moyenne des peuplements; b) L'âge des peuplements arborescents; c) Une description du stade successionnel (climacique); d) La structure (inéquienne ou équienne); e) Le pourcentage de recouvrement de la canopée; 3° Pour les milieux humides : a) Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; 4° Pour les milieux hydriques : a) Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; b) La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; 5° Pour les cas de perte de milieu naturel : a) L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); b) La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : a) Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; b) Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; c) À la localisation des stations d'inventaires. Bibliographie Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.	
MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379)			
CHAPITRE II DISPOSITIONS GÉNÉRALES SECTION II DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS REQUIS POUR UNE DEMANDE D'APPROBATION			
8	**Document requis**	**6.1** En plus des documents exigés à l'article 6, les documents additionnels indiqués au tableau ci-dessous doivent accompagner une demande prévue à certaines sections spécifiques du présent règlement.	Il est proposé d'ajouter l'étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents additionnels requis, en concordance avec la modification du SAD (RCG 14-029-7).

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td>
<table>
<tr><th>SECTION VISÉE</th><th>TYPE DE TRAVAUX</th><th>DOCUMENTS ADDITIONNELS REQUIS</th></tr>
<tr><td>SECTION II – DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ÉCOTERRITOIRE LES SOMMETS ET LES FLANCS DU MONT ROYAL</td><td>Toute opération cadastrale, sauf une annulation, une correction ou un remplacement d'un numéro de lot.</td><td>Un plan de lotissement illustrant l'ensemble de la propriété.</td></tr>
<tr><td>SECTION III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MOSAÏQUES DE MILIEUX NATURELS ET AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET LEUR AIRE DE PROTECTION</td><td>L'ensemble des interventions dans l'aire de protection d'un milieu humide prescrites à l'article 44.</td><td>Une étude de caractérisation d'un milieu humide.</td></tr>
</table>
</td><td></td></tr>
<tr><td>9</td><td>Informations minimales requises

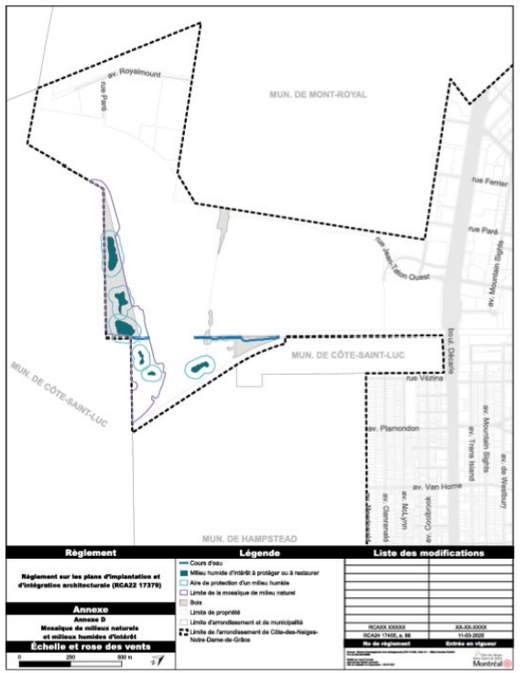
Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection</td><td>6.4 Une étude de caractérisation d'un milieu humide exigée à l'article 6.1 doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe H intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».
La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt ».</td><td>Il est proposé d'ajouter les informations minimales requises dans l'étude de caractérisation d'un milieu humide et de préciser que la délimitation d'un milieu d'intérêt et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation prévaut, en concordance avec la modification du SAD (RCG 14-029-7).</td></tr>
<tr><td colspan="4">CHAPITRE IV DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OBJETS ASSUJETTIS DANS DES TERRITOIRES SPÉCIFIQUES</td></tr>
<tr><td>10</td><td>Section</td><td>SECTION III DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MOSAÏQUES DE MILIEUX NATURELS, ET AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT À PROTÉGER ET À RESTAURER ET LEUR AIRE DE PROTECTION</td><td>Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux milieux humides d'intérêt pour s'arrimer sur le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal.
Il est proposé de modifier la section III relative aux mosaïques de milieux naturels et d'y intégrer les dispositions applicables aux milieux</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td>humides d'intérêt et leur aire de protection, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
<tr><td>11</td><td>Territoire d'application</td><td>43. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout terrain ou partie de terrain situé dans une mosaïque de milieux naturels ou à un terrain adjacent à celle-ci, ainsi qu`à tout terrain non construit situé dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, telle qu'identifiée sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt », ~~ou à un terrain adjacent à celle-ci~~.</td><td>Il est proposé de modifier l'article précisant le territoire d'application du PIIA en intégrant les terrains non construits situés dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt.</td></tr>
<tr><td>12</td><td>Interventions</td><td>44. Les interventions assujetties aux objectifs et critères du présent chapitre sont les suivantes :
1° la construction d'un bâtiment principal ;
2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal ;
3° la construction d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;
4° la modification d'un volume d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;
5° une opération de remblai et de déblai.
6° une nouvelle occupation.</td><td>Il est proposé de modifier l'article précisant les interventions assujetties au PIAA en intégrant les nouvelles occupations.</td></tr>
<tr><td>13</td><td>Intentions</td><td>45. Pour ce secteur d'application, la mise en œuvre du mécanisme des plans d'implantation et d'intégration architecturale vise l'atteinte des buts et intentions d'aménagement suivants :
1. favoriser la conservation, la mise en valeur et l'intégration d'un bois, d'un milieu humide ou ~~d'un~~ de tout autre milieu naturel;
2. rehausser la biodiversité du secteur.</td><td></td></tr>
<tr><td>14</td><td>Objectifs et critères</td><td>47. Toute intervention visée à l'article 44 doit répondre aux objectifs et critères suivants :
<table>
<tr><th>OBJECTIFS</th><th>CRITÈRES D'ÉVALUATION</th></tr>
<tr><td rowspan="2">1° ~~Favoriser la conservation, la mise en valeur et l'intégration d'un bois ou d'un milieu humide en tenant compte de leur valeur écologique~~ Maximiser la conservation des bois, des milieux</td><td>a) Le tracé des rues et le lotissement sont conçus de façon à limiter la perte de boisés et de milieux humides ~~présentant une valeur écologique~~.</td></tr>
<tr><td>b) ~~L'implantation du bâtiment ou l'aménagement d'un terrain tend à limiter la perte de boisés et de milieux humides présentant une valeur écologique.~~ L'aménagement du terrain et l'implantation</td></tr>
</table></td><td>Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit les objectifs et les critères d'une évaluation discrétionnaire pour les projets empiétant dans l'aire de protection d'un milieu humide.
Il est proposé d'arrimer les dispositions applicables aux milieux humides aux dispositions applicables aux mosaïques de milieux naturels. Les interventions visées, les objectifs et critères sont en effet similaires.

Les objectifs de l'article 4.4.4.2 sur les Mosaïques de milieux naturels du document complémentaire du SAD sont ainsi conservés :</td></tr>
</table>

Art	Objets	Modifications proposées		Commentaires
		humides et de leur aire de protection en tenant compte de leur valeur écologique	des constructions limitent la perte de milieux naturels tels que les milieux humides et les boisés et les cours d'eau, et minimisent les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.	Les objectifs et critères de l'article 4.4.4.3 sur les milieux humides du SAD correspondent également :
			c) ~~L'implantation du bâtiment assure la conservation d'une bande de protection le long d'un cours d'eau et autour des milieux humides.~~ Le projet favorise la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides et le long d'un cours d'eau.	
			d) L'implantation des constructions et des ouvrages est éloignée des milieux humides et de leur aire de protection.	
		2° Valoriser les éléments d'intérêts naturels en tenant compte de leur valeur écologique et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet	a) Le tracé des rues, le lotissement et l'implantation du bâtiment sont conçus de façon à assurer la création et la protection de percées visuelles vers les milieux naturels d'intérêt de la mosaïque.	
			b) L'aménagement de liens écologiques entre les milieux naturels ~~présentant une valeur écologique~~ est favorisé.	
			c) L'implantation du bâtiment ~~ou~~ et l'aménagement du terrain mettent en valeur les boisés et milieux humides existants et s'y intègre harmonieusement en tenant compte de leur valeur écologique.	
			d) La création d'aménagement visant la mise en valeur ~~des milieux naturels présentant une valeur écologique~~ des milieux humides et des autres milieux naturels présents est favorisée.	
		3° Favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité	a) Le projet maximise la conservation des arbres ~~présentant un intérêt sur le plan écologique ou esthétique~~ présents.	
			b) Le projet maximise la conservation des espèces végétales et	

Art	Objets	Modifications proposées		Commentaires
			animales présentant une valeur écologique.	
			c) Le projet favorise la préservation des lieux de nidification ou de reproduction présentant une valeur écologique.	
			d) Le projet favorise la renaturalisation et la plantation d'espèces indigènes diversifiées, ainsi que l'éradication d'espèces exotiques envahissantes.	
		4° Préserver ou améliorer l'alimentation en eau ~~des milieux naturels~~ des milieux humides et des autres milieux naturels	a) ~~Les travaux de remblai et de déblai tendent à conserver une topographie favorable au maintien de l'équilibre hydrique du milieu~~. Le projet préserve une topographie naturelle et maintient l'équilibre hydrique des milieux humides et des autres milieux naturels en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus.	
			b) Le projet favorise le maintien du régime hydrique des cours d'eau et des milieux humides par la préservation des bassins de drainage naturels et par des aménagements et ouvrages appropriés de gestion des eaux pluviales.	
			c) Le projet tend à réduire les surfaces imperméables.	
			d) Le projet et les aménagements sont implantés et configurés de manière à permettre l'écoulement des eaux vers les milieux humides et les autres milieux naturels afin de maintenir l'équilibre écologique.	
ANNEXES				

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
15	**Annexe D - Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt**		Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD ajoute une carte identifiant les milieux humides d'intérêt et leur aire de protection. Il est proposé de remplacer l'annexe D « Mosaïque de milieux naturels » par l'annexe « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt » et de faire les modifications suivantes : - Redélimiter les milieux humides suivant la carte du SAD et en les renommant « milieux humides d'intérêt à protéger et à restaurer ». Les portions de milieux humides exclues de la nouvelle délimitation correspondent à des bois dans la mosaïque de milieux naturels. Ces bois sont donc également concernés par les dispositions du règlement sur les PIIA. - Ajouter les aires de protection des milieux humides.
16	**Annexe H - Étude de caractérisation d'un milieu humide**	Annexe H : Étude de caractérisation d'un milieu humide Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément à l'article 6.4 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379).	L'annexe XVIII du SAD vient prescrire les exigences que l'étude de caractérisation d'un milieu humide doit respecter (RCG 14-029-7). Il est proposé d'ajouter ces exigences dans une nouvelle annexe en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection. Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir. **1 - EXIGENCES** RÉALISATION L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain. RÉFÉRENCE NORMATIVE L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne). La validité de ces inventaires est de cinq ans. Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide. Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection. Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé. **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** CONTENU OBLIGATOIRE Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants : 1° Les données cartographiques relatives à la délimitation des : a) milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe D « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt » du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379); b) cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences. 2° Les dates des inventaires terrains; 3° La localisation cartographiée des stations d'inventaires; 4° Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP; 5° Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé; 6° Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides; 7° Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation; 8° Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection); 9° La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes : a) Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation; b) Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide; 10° Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement : a) Les limites de propriété; b) Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives : ○ Au milieu humide; ○ À l'aire de protection; ○ À la limite du littoral, si applicable; ○ À la rive, si applicable; ○ Aux limites des plaines inondables, si applicable; c) La localisation existante des usages, constructions et lots; 11° Un plan présentant minimalement : a) La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; b) Les limites de la zone de travaux.	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		CONTENU SUPPLÉMENTAIRE Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants : 1° Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : a) Leur superficie; b) L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); c) Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; d) La description du type de drainage et de la pente; e) La nature du sol (hydromorphe ou non); f) L'épaisseur de tourbe, si applicable; g) Les indicateurs hydrologiques; h) La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; 2° Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : a) La hauteur moyenne des peuplements; b) L'âge des peuplements arborescents; c) Une description du stade successionnel (climacique); d) La structure (inéquienne ou équienne); e) Le pourcentage de recouvrement de la canopée; 3° Pour les milieux humides : a) Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; 4° Pour les milieux hydriques : a) Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; b) La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1); À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; 5° Pour les cas de perte de milieu naturel : a) L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); b) La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : a) Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; b) Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; c) À la localisation des stations d'inventaires. Bibliographie Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.	
MODIFICATION PROPOSÉE AU RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (RCA24 17404)			

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
CHAPITRE III DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS CADASTRALES			
17	**Définitions**	**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : « **aire de protection d'un milieu humide** » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276). « **étude de caractérisation** » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).	Le RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'Aménagement et de Développement (SAD) ajoute les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation » (article 16 du RCG). Il est proposé d'ajouter les définitions de ces termes en concordance avec la modification du SAD.
18	**Dispositions particulières dans un milieu humide et son aire de protection**	**SECTION III.1** DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À UN LOT SITUÉ EN TOUT OU EN PARTIE DANS UN MILIEU HUMIDE D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET DANS SON AIRE DE PROTECTION **14.1** Le morcellement d'un lot situé dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection identifiés sur le « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), est autorisé uniquement dans les cas suivants : 1° lorsqu'il est nécessaire pour une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé; 2° à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc; 3° lorsqu'il n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection; 4° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante; 5° pour l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée; 6° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma; 7*aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023; 8*aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives au morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt et dans son aire de protection. Il est proposé d'ajouter une section intégrant ces dispositions, en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
18		**14.2** La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance huis clos, mercredi le 16 avril 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.1 Concordance au SAD – Modification règlementaire

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Présentation : Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Le présent projet de règlement vise à modifier le Règlement d'urbanisme, le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux récentes modifications du Schéma d'aménagement et de développement (SAD) de l'agglomération de Montréal, entrées en vigueur le 16 janvier 2025.

Les modifications apportées par le règlement RCG 14-029-7 visent à assurer la compatibilité du SAD avec le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal.

Les modifications des règlements précités de l'Arrondissement s'alignent avec les nouvelles dispositions SAD en identifiant les milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection, et en intégrant les dispositions pour la protection de ces milieux.

Le règlement RCG 14-029-6, quant à lui, modifie le SAD de façon à intégrer le Réseau express métropolitain (REM) et les aires Transit-Oriented Development (TOD) identifiées dans le Plan métropolitain d'aménagement de Montréal (PMAD). Les règlements précités de l'Arrondissement sont ajustés en conséquence, en rehaussant le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM.

Le conseil d'arrondissement doit adopter un tel règlement en vertu et selon la procédure prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Voici un résumé des modifications apportées aux règlements :

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

- Intégrer les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation ».
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.
- Intégrer les dispositions relatives à l'interdiction d'empiéter dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection, sauf exceptions.
- Intégrer les conditions d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide et inclure ses exigences de contenu en annexe.
- Interdire l'introduction d'espèces de plantes envahissantes à moins de 100 mètres d'un milieu humide d'intérêt.
- Intégrer une disposition relative à l'installation de clôtures dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt, sur le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit.
- Rehausser la densité résidentielle minimale prescrite dans les zones 0322, 0807 et 0949.
- Remplacer l'annexe D intitulée "Densité résidentielle" en conformité avec la modification du SAD.

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379)

- Prescrire de nouvelles dispositions applicables à l'empiètement d'un projet situé sur un terrain non construit dans l'aire de protection d'un milieu humide :
- Préciser les interventions assujetties aux nouvelles dispositions.
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide et inclure ses exigences de contenu en annexe.
- Intégrer les objectifs et les critères garantissant la conservation, la mise en valeur et le rehaussement de la biodiversité d'un milieu humide et de son aire de protection.

Règlement de lotissement (RCA24 17404)

- Prescrire de nouvelles dispositions applicables au morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

ANALYSE DE LA DIVISION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) recommande l'approbation de ce règlement pour les raisons suivantes :

- Assurer la concordance réglementaire aux modifications du SAD, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;
- Promouvoir le développement durable, résilient et écologique du territoire de l'Arrondissement ;
- Contribuer à freiner la perte des milieux humides et préserver leurs services écosystémiques.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver le projet de règlement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.






20250416_Projet reglement_1253751014.docxANNEXE_I.pdfANNEXE II.pdfANNEXE_III.pdf





ANNEXE_IV.pdfANNEXE_V.pdfANNEXE VI.pdf

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RCAXX XXXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276), LE RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) ET LE RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (RCA24 17404) AFIN D'ASSURER LA CONCORDANCE AUX MODIFICATIONS DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029).

Vu les articles 58, 113, 115, 119, 120, 122 et 145.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À la séance du _____ 2025, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « aire de jeux accessoire », de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt; »;

2° l'insertion, après la définition de « étage », de la définition suivante :

« « étude de caractérisation » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide »; ».

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 122.5.12, de la section suivante :

« **SECTION V**
DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET LEUR AIRE DE PROTECTION

122.5.13 Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'annexe A.2, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf :

1° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

2° aux fins de l’implantation d’un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d’un service d’aqueduc ou d’égout, ou d’une voie ferrée;

3° aux fins de l’implantation d’un grand projet routier ou d’une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d’une installation d’intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d’intérêt d’agglomération projetée au Schéma;

4° aux fins de l’implantation d’une infrastructure ou d’un équipement qui a fait l’objet d’une entente avant le 21 décembre 2023;

5° aux fins d’entretien, de restauration ou de création d’un milieu humide ou d’une aire de protection d’un milieu humide;

6° un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l’observation de la nature et à l’interprétation du milieu, aux conditions suivantes :

a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;

b) dans l’aire de protection d’un milieu humide, les sentiers sont d’une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;

c) dans l’aire de protection d’un milieu humide, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux;

7° une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d’une autre propriété aux conditions suivantes :

a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu’elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d’une voie de circulation ou d’un espace public;

b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;

c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;

8° la reconstruction ou l'agrandissement d’un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu’il n’y ait pas d’empiètement additionnel dans le milieu humide et dans son aire de protection. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l’agrandissement du bâtiment;

9° la construction incluant la reconstruction et l’agrandissement d’un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :

a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;

b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide;

10° la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.

122.5.14 Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifié à l'annexe A.2 et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection d'un milieu humide.

122.5.15 Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection d'un milieu humide si les conditions suivantes sont respectées :

1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023;

2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;

3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;

4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;

5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente.

122.5.16 Une étude de caractérisation doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage ou la construction ou la transformation d'un bâtiment principal ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection.

Malgré ce qui précède, une étude de caractérisation n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.

122.5.17 L'étude de caractérisation doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe I intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».

La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2.

122.5.18 Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2, le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci. »

3. L'article 383.1 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après les mots « en voie de l'être, », des mots « ou d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, »;

2° le remplacement, au paragraphe 21°, du mot « Thamnus », par le mot « Rhamnus »;

3° le remplacement, au paragraphe 28°, du mot « Robina », par le mot « Robinia ».

4. L'annexe A.2 intitulée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de ce règlement est modifiée tel qu'il est illustré en annexe I au présent règlement.

5. Les feuillets des zones 0322, 0807 et 0949 de l'annexe A.3 intitulée « Grille des usages et des spécifications » de ce règlement sont modifiés tel qu'il est illustré sur l'extrait joint en annexe II au présent règlement.

6. L'annexe D intitulée « Densité résidentielle » de ce règlement est remplacée par l'annexe intitulée « Densité résidentielle », jointe en annexe III au présent règlement.

7. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe I intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe IV au présent règlement.

8. Le tableau de l'article 6.1 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) est modifié par l'insertion, après la ligne « Section II – Dispositions applicables à l'écoterritoire les sommets et les flancs du mont Royal », de la ligne suivante :

«

SECTION VISÉE	**TYPE DE TRAVAUX**	**DOCUMENTS ADDITIONNELS REQUIS**
Section III – Dispositions applicables aux mosaïques de milieux naturels et aux milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection	L'ensemble des interventions dans l'aire de protection d'un milieu humide prescrites à l'article 44.	Une étude de caractérisation d'un milieu humide.

»

9. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 6.3, de l'article suivant :

« 6.4 Une étude de caractérisation d'un milieu humide exigée à l'article 6.1 doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe H intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».

La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt ». »

10. L'intitulé de la section III du chapitre IV de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « mosaïques de milieux naturels », des mots «, et aux milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection ».

11. L'article 43 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **43**. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout terrain ou partie de terrain situé dans une mosaïque de milieux naturels ou à un terrain adjacent à celle-ci, ainsi qu`à tout terrain non construit situé dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, tel qu'identifié sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt ». ».

12. L'article 44 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 5°, du paragraphe suivant :

« 6° une nouvelle occupation. ».

13. L'article 45 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou d'un milieu naturel » par les mots «, d'un milieu humide ou de tout autre milieu naturel ».

14. Le tableau de l'article 47 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«

Objectifs	**Critères d'évaluation**
1° Maximiser la conservation des bois, des milieux humides et de leur aire de protection en tenant compte de leur valeur écologique	a) Le tracé des rues et le lotissement sont conçus de façon à limiter la perte de boisés et de milieux humides.
	b) L'aménagement du terrain et l'implantation des constructions limitent la perte de milieux naturels tels que les milieux humides et les boisés et les cours d'eau, et minimisent les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.
	c) Le projet favorise la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides et le long d'un cours d'eau.
	d) L'implantation des constructions et des ouvrages est éloignée des milieux humides et de leur aire de protection.
2° Valoriser les éléments	a) Le tracé des rues, le lotissement et l'implantation du

d'intérêts naturels en tenant compte de leur valeur écologique et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet		bâtiment sont conçus de façon à assurer la création et la protection de percées visuelles vers les milieux naturels d'intérêt de la mosaïque.
	b)	L'aménagement de liens écologiques entre les milieux naturels est favorisé.
	c)	L'implantation du bâtiment et l'aménagement du terrain mettent en valeur les boisés et milieux humides existants et s'y intègre harmonieusement en tenant compte de leur valeur écologique.
	d)	La création d'aménagement visant la mise en valeur des milieux humides et des autres milieux naturels présents est favorisée.
3° Favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité	a)	Le projet maximise la conservation des arbres présents.
	b)	Le projet maximise la conservation des espèces végétales et animales présentant une valeur écologique.
	c)	Le projet favorise la préservation des lieux de nidification ou de reproduction présentant une valeur écologique.
	d)	Le projet favorise la renaturalisation et la plantation d'espèces indigènes diversifiées, ainsi que l'éradication d'espèces exotiques envahissantes.
4° Préserver ou améliorer l'alimentation en eau des milieux humides et des autres milieux naturels	a)	Le projet préserve une topographie naturelle et maintient l'équilibre hydrique des milieux humides et des autres milieux naturels en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus.
	b)	Le projet favorise le maintien du régime hydrique des cours d'eau et des milieux humides par la préservation des bassins de drainage naturels et par des aménagements et ouvrages appropriés de gestion des eaux pluviales.
	c)	Le projet tend à réduire les surfaces imperméables.
	d)	Le projet et les aménagements sont implantés et configurés de manière à permettre l'écoulement des eaux vers les milieux humides et les autres milieux naturels afin de maintenir l'équilibre écologique.

»

15. L'annexe D de ce règlement intitulée « Mosaïque de milieux naturels » est remplacée par l'annexe intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt », jointe en annexe V au présent règlement.

16. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe H intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe VI au présent règlement.

17. L'article 1 du Règlement de lotissement (RCA24 17404) est modifié par :

1° l'insertion, avant la définition de « corridor riverain », de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276); »;

2° l'insertion, après la définition de « emprise d'un service public », de la définition suivante :

« « étude de caractérisation » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276); ».

18. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 14, de la section suivante :

« **SECTION III.1**
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À UN LOT SITUÉ EN TOUT OU EN PARTIE DANS UN MILIEU HUMIDE D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET DANS SON AIRE DE PROTECTION

14.1 Le morcellement d'un lot situé dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection identifiés sur le « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), est autorisé uniquement dans les cas suivants :

1° lorsqu'il est nécessaire pour une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;

2° à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;

3° lorsqu'il n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;

4° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

5° pour l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;

6° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;

7° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;

8° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection.

14.2 La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276). »

ANNEXE I
ANNEXE A.2 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »

ANNEXE II
EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (ZONES 0322, 0807 ET 0949)

ANNEXE III
ANNEXE D DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »

ANNEXE IV
ANNEXE I DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

ANNEXE V
ANNEXE D DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « MOSAÏQUE DE MILIEUX NATURELS ET MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE VI
ANNEXE H DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

GDD : 1253751014

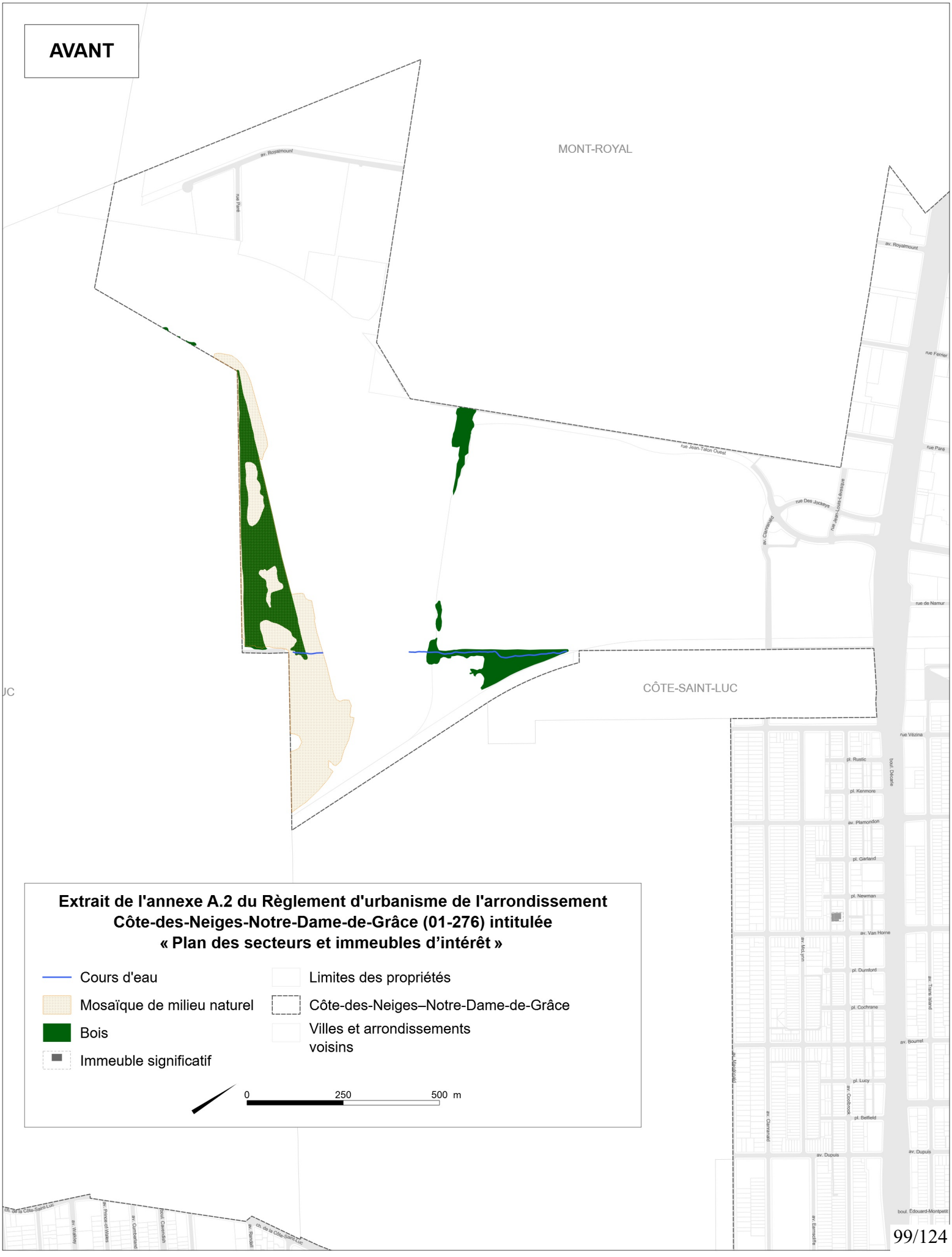
ANNEXE I

EXTRAIT DE L'ANNEXE A. 2 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014

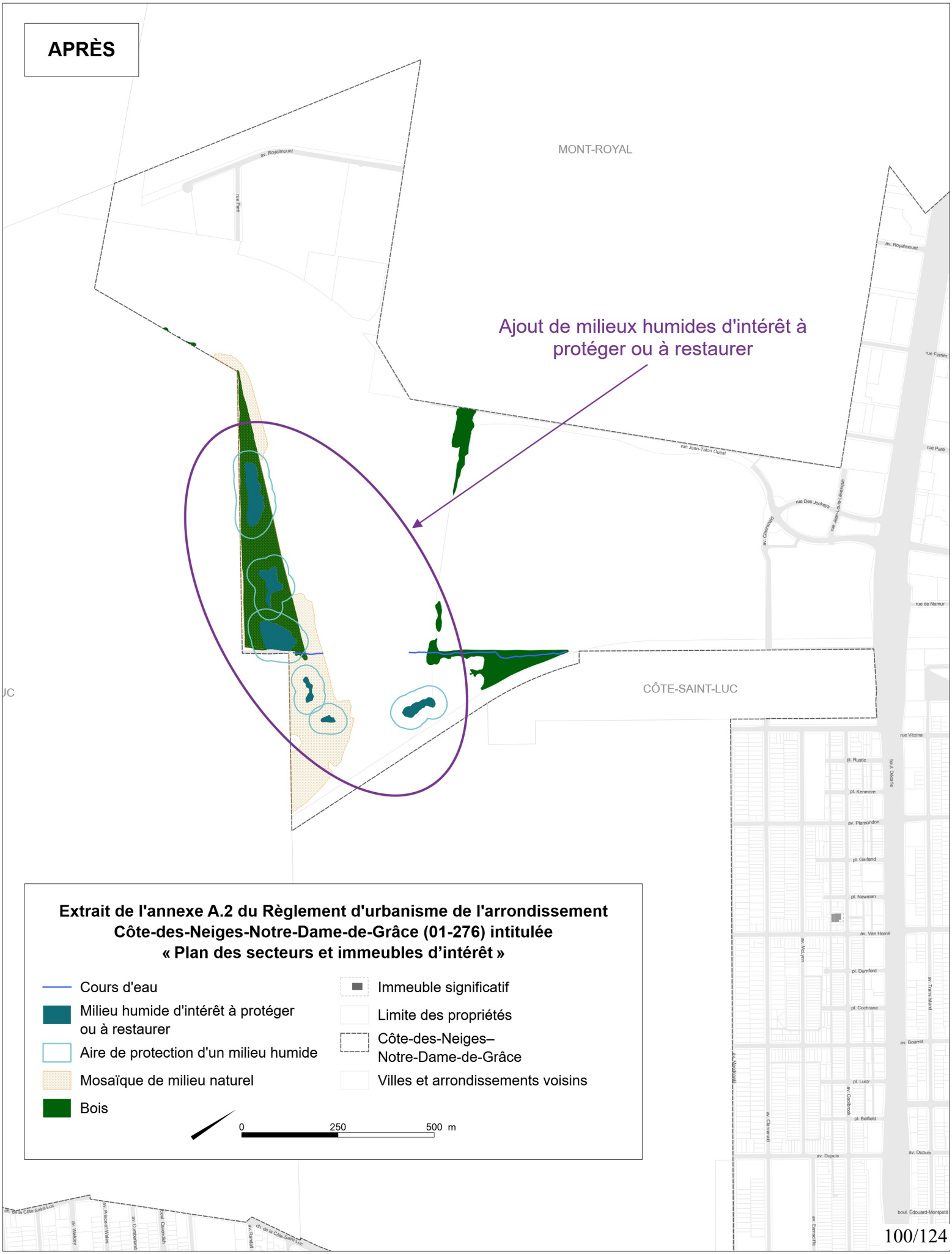
AVANT



Extrait de l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) intitulée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt »

- Cours d'eau
- Mosaïque de milieu naturel
- Bois
- Immeuble significatif
- Limites des propriétés
- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Villes et arrondissements voisins

APRÈS



Extrait de l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) intitulée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt »

- Cours d'eau
- Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer
- Aire de protection d'un milieu humide
- Mosaïque de milieu naturel
- Bois
- Immeuble significatif
- Limite des propriétés
- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Villes et arrondissements voisins

0 250 500 m

ANNEXE II

EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (ZONES 0322, 0807 ET 0949)

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014

ANNEXE II - EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS »

Zone
0322

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	~~1,2~~ 1,7	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	5
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

3. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

4. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

5. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif structurant.

ANNEXE II - EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS »

Zone
0807

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	~~1,2~~ 1,7	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	5
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

3. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

4. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

5. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif structurant.

ANNEXE II - EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS »

Zone
0949

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	~~1,2~~ 1,7	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

9. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif structurant.

ANNEXE III

ANNEXE D DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Règlement

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Annexe

Annexe D
Densité résidentielle

Légende

Seuil minimum moyen de densité résidentielle applicable aux secteurs à transformer (TOD)

- 110 log./ha brut
- 80 log./ha brut

- Réseau routier
- Ligne de train
- Ligne de métro
- Secteur de planification stratégique
- Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
- Villes et arrondissements voisins
- Hydrographie

Liste des modifications

No de règlement	Entrée en vigueur
RCAXX-XXXXX	XX-XX-XXXX

0 500 1 000 m

Sources : Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029). Carte 33 - Annexe G / STM (2025) / Ville de Montréal (2025)

Réalisé par : Naomi Turcotte
Approuvé par : Sophie Courmoyer
Date de réalisation et d'approbation : 23-04-2025

ANNEXE IV

ANNEXE I DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014

Annexe I - Étude de caractérisation d'un milieu humide

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément aux dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

Réalisation

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

Référence normative

L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

Méthodologie d'inventaires

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :

A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276);

B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) e**t leur caractère** (riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé). Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) **présents sur le terrain ciblé à l'étude de**

caractérisation;

VIII. **Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire**, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. **La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement** possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;

B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. **Un plan d'implantation réalisé par un expert**, présentant minimalement :

A. Les limites de propriété;

B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :

1. Au milieu humide;
2. À l'aire de protection;
3. À la limite du littoral, si applicable;
4. À la rive, si applicable;
5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;

C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. **Un plan** présentant minimalement :

A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;

B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLEMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. **Pour tous les peuplements homogènes** (milieux terrestres et milieux humides) :

A. Leur superficie;

B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);

C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;

D. La description du type de drainage et de la pente;

E. La nature du sol (hydromorphe ou non);

F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;

G. Les indicateurs hydrologiques;

H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :

A. La hauteur moyenne des peuplements;

B. L'âge des peuplements arborescents;

C. Une description du stade successionnel (climacique);

D. La structure (inéquienne ou équienne);

E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :

A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :

A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;

B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);

À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :

A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);

B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :

A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;

B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;

C. À la localisation des stations d'inventaires.

BIBLIOGRAPHIE

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

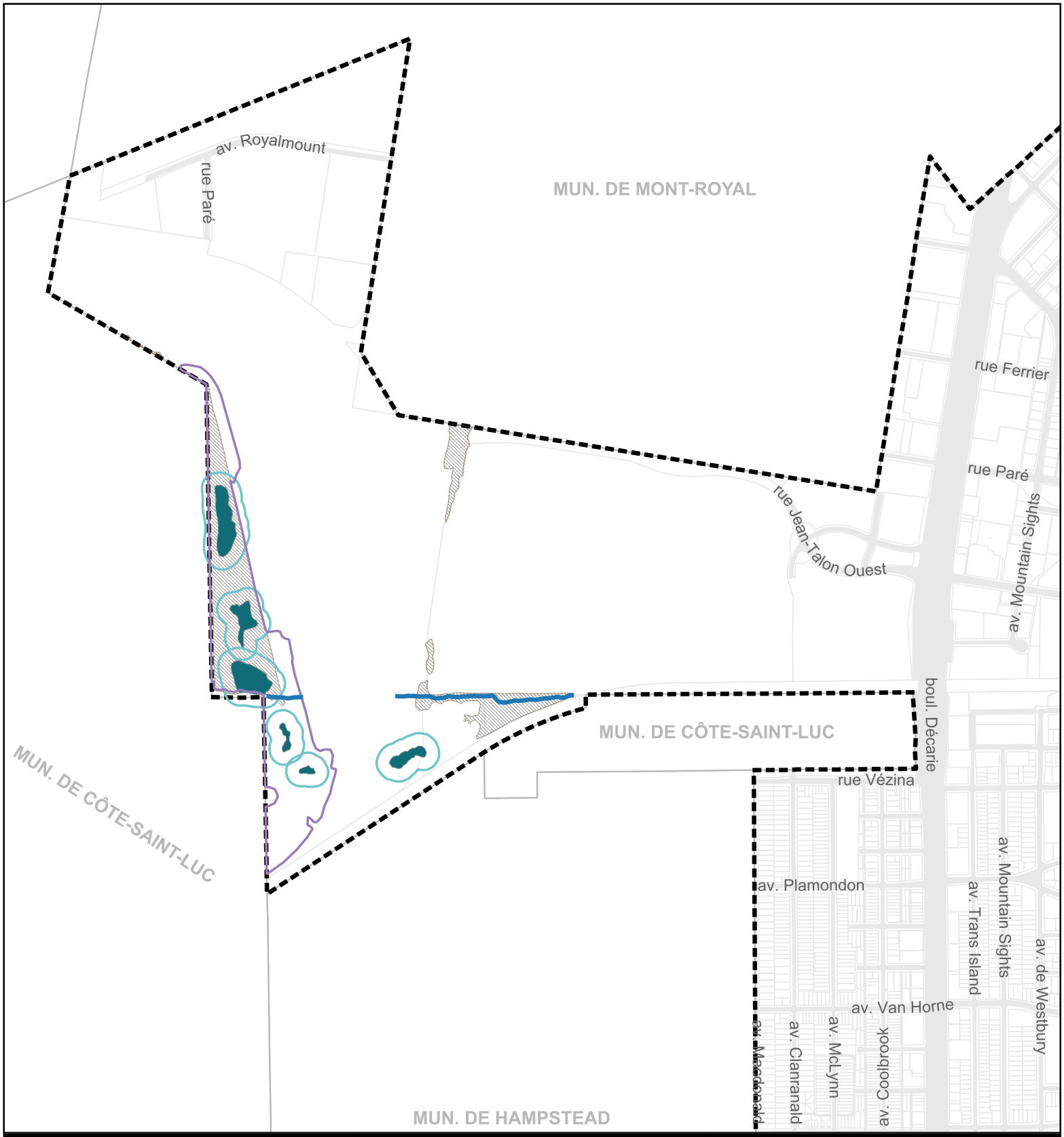
ANNEXE V

ANNEXE D DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (RCA22 17379) INTITULÉE

« MOSAÏQUE DE MILIEUX NATURELS ET MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014



Règlement

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379)

Annexe

Annexe D
Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt

Échelle et rose des vents

0 250 500 m

Légende

- Cours d'eau
- Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer
- Aire de protection d'un milieu humide
- Limite de la mosaïque de milieu naturel
- Bois
- Limite de propriété
- Limite d'arrondissement et de municipalité
- Limite de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Liste des modifications

No de règlement	Entrée en vigueur
RCAXX XXXXX	XX-XX-XXXX
RCA24 17405, a. 88	11-03-2025

Sources : Schéma d'aménagement et de développement (RCG 14-029), Carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt / Ville de Montréal (2025)

Réalisé par Naomi Turcotte
Approuvé par Sophie Courroyer
Date de réalisation et d'approbation : 09-04-2025

ANNEXE VI

ANNEXE H DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (RCA22 17379) INTITULÉE

« ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014

Annexe H - Étude de caractérisation d’un milieu humide

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d’un milieu humide devant être déposée conformément aux dispositions du Règlement sur les plans d’implantation et d’intégration architecturale (RCA22 17379).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d’un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d’humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l’intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l’étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d’un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

Réalisation

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

Référence normative

L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

Méthodologie d'inventaires

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :

A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe D « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt » du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379);

B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) e**t leur caractère** (riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé). Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) **présents sur le terrain ciblé à l'étude de**

caractérisation;

VIII. **Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire**, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. **La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement** possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;

B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. **Un plan d'implantation réalisé par un expert**, présentant minimalement :

A. Les limites de propriété;

B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :

1. Au milieu humide;
2. À l'aire de protection;
3. À la limite du littoral, si applicable;
4. À la rive, si applicable;
5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;

C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. **Un plan** présentant minimalement :

A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;

B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLEMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. **Pour tous les peuplements homogènes** (milieux terrestres et milieux humides) :

A. Leur superficie;

B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);

C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;

D. La description du type de drainage et de la pente;

E. La nature du sol (hydromorphe ou non);

F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;

G. Les indicateurs hydrologiques;

H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :

A. La hauteur moyenne des peuplements;

B. L'âge des peuplements arborescents;

C. Une description du stade successionnel (climacique);

D. La structure (inéquienne ou équienne);

E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :

A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :

A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;

B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);

À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :

A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);

B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. **Les données géomatiques en Shapefile** (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :

A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;

B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;

C. À la localisation des stations d'inventaires.

BIBLIOGRAPHIE

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Dossier # : 1253751013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue de Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-148 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, a été adopté à la séance ordinaire tenue le 7 avril 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;
ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 15 avril 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 23 avril 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 5 mai 2025, conformément aux articles 145.38 et 128 de la LAU, et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-148 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 7325, avenue de Dieppe et correspondant au lot # 2 174 686 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan

intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'agrandissement du bâtiment est autorisé sur une superficie maximale de 100 m^2, sur une hauteur de 1 étage.

À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 9, alinéa 2° suivant du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

3. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:12

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1253751013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Extrait de l'assemblée de consultation publique tenue le 23 avril 2025

Compte-rendu CP 23 avril 2025 avec annexe.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle S GAUTHIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

Projet de résolution CA25 170082 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - dossier 1253751013

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le mercredi 23 avril 2025, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée, salle du conseil, Montréal, à laquelle étaient présents :

- Mme Gracia Kasoki Katahwa mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges et présidente de l'assemblée;
- M. Samir Admo, directeur de l'urbanisme et de la mobilité;
- M. Patric Bouffard, conseiller en aménagement – chef d'équipe;
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire d'arrondissement

Madame Gracia Kasoki Katahwa déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30.

Assistance : 1 personne

---

1. Ouverture de l'assemblée

Mme Katahwa ouvre la séance à 18 h 30, présente les membres de l'administration présents, explique l'ordre du jour et le déroulement de la rencontre.

2. Présentation par Monsieur Patrick Bouffard, conseiller en aménagement – chef d'équipe, du Projet de résolution CA25 170082 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

La présentation est jointe en annexe du présent compte rendu.

3. Présentation du processus d'approbation référendaire

Mme Faraldo-Boulet explique que le processus d'approbation référendaire applicable au projet présenté, lequel se fait en 3 étapes: le dépôt des pétitions, la tenue du registre puis le référendum. Ainsi après l'adoption du second projet de règlement, un avis sera publié pour inviter les citoyens de la zone visée et des zones contiguës à déposer une pétition pour demander la tenue d'un référendum. Chaque zone peut faire l'objet d'une pétition et chaque pétition doit contenir au moins 12 signatures, ou la majorité d'entre elles si la zone est des moins de 21 personnes habiles à voter. Si une ou plusieurs pétitions ont été déposées, les citoyens qui résident dans les zones concernées pourront signer un registre après l'adoption de la

résolution approuvant le projet particulier. Si le nombre de signatures est atteint à l'étape du registre, un référendum sera tenu à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

4. Période de questions et commentaires du public

Aucune question ni commentaire

5. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 18h42

Julie Faraldo-Boulet

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement

ANNEXE 1

PRÉSENTATION

Projet de résolution CA25 170082 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017). - dossier 1245626006

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

DEMANDE D'APPROBATION PAR PPCMOI – **7325 DIEPPE** (#2174686)

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe - dossier relatif à la demande 3003504837.

2024/04/23

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

1

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

PPCMOI pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble

C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

AVANTAGES DE CETTE APPROCHE

Permet d'exiger toute condition, eu égard aux compétences de la Ville, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet

Permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme qui ne sont pas autrement imposés par des mesures réglementaires

Permet de soumettre le projet à un processus **d'approbation citoyenne**

PROCÉDURE

CHEMINEMENT GÉNÉRAL DU PROJET

1. PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

ÉTAPE PRÉSENTEMENT EN COURS

Le Conseil d'arrondissement détermine les paramètres du projet par résolution suite à une consultation publique et un processus d'approbation citoyenne.

2. APPROBATION DES PLANS (PIIA)

Le comité consultatif d'urbanisme évalue les plans de construction selon les objectifs et les critères d'analyse prévu au PPCMOI, au règlement d'urbanisme et au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

3. DÉLIVRANCE DES PERMIS

Les travaux peuvent débuter suite à la délivrance des permis requis.

ÉTAPES D'ADOPTION

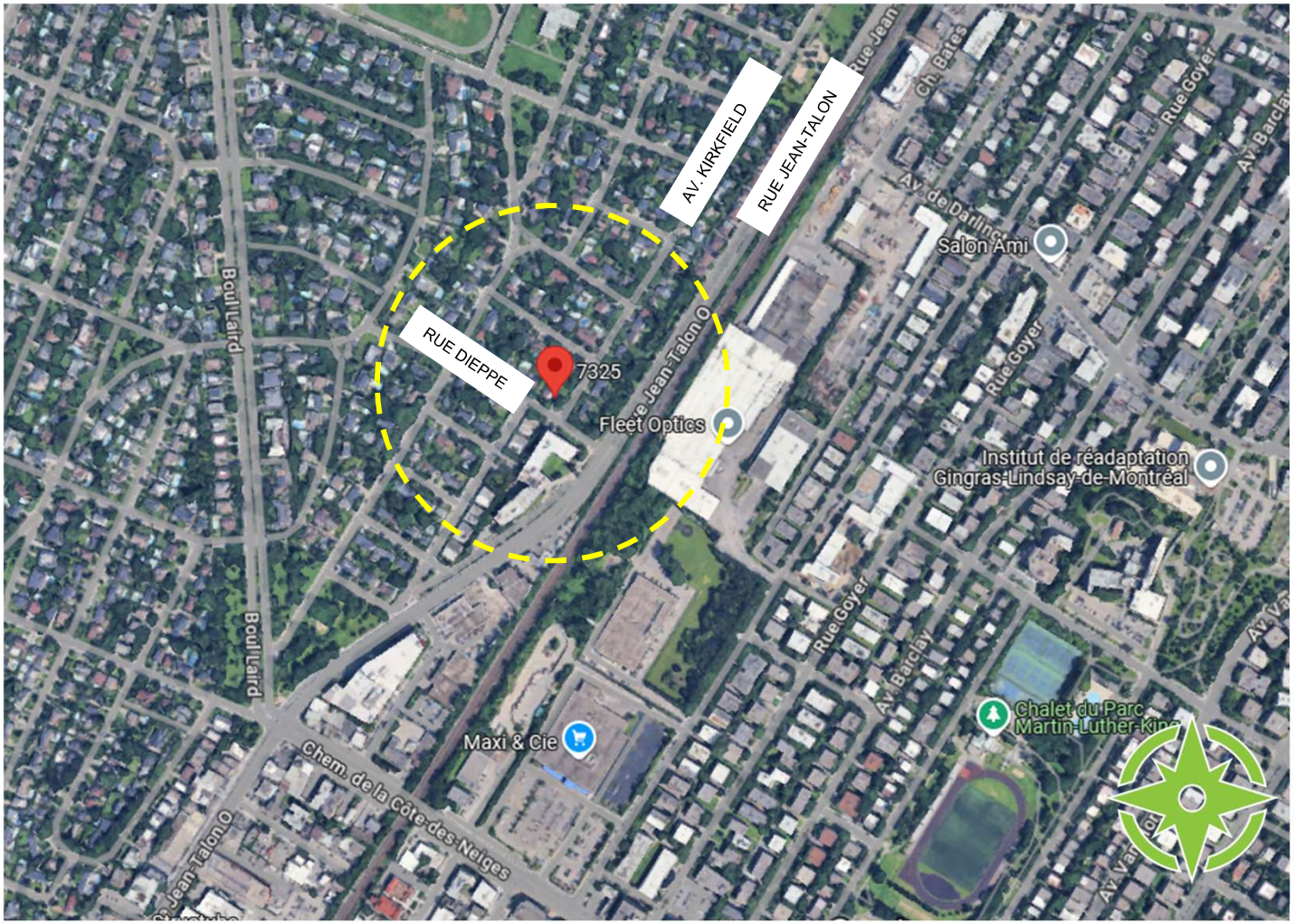
Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	**19 mars 2025**
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	7 avril 2025
Consultation	23 AVRIL 2025
Adoption, avec ou sans changement, du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	5 MAI 2025
Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours
Adoption finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	9 JUIN 2025
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	

ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONTEXTE

LOCALISATION



- District Darlington
- Zonage 0988
- Secteur à normes B
- Construction 1947

IMMEUBLE



7325, avenue de Dieppe

7325 DIEPPE (lot 2174686)

- *Bâtiment jumelé deux étages construit en 1947.*
- *Revêtement extérieur : Brique*
- *Occupation : résidentiel*

BÂTIMENTS VOISINS



7385, 7375 avenue de Dieppe



7345, 7325 avenue de Dieppe



avenue de Dieppe et Kirkfield

BÂTIMENTS VOISINS

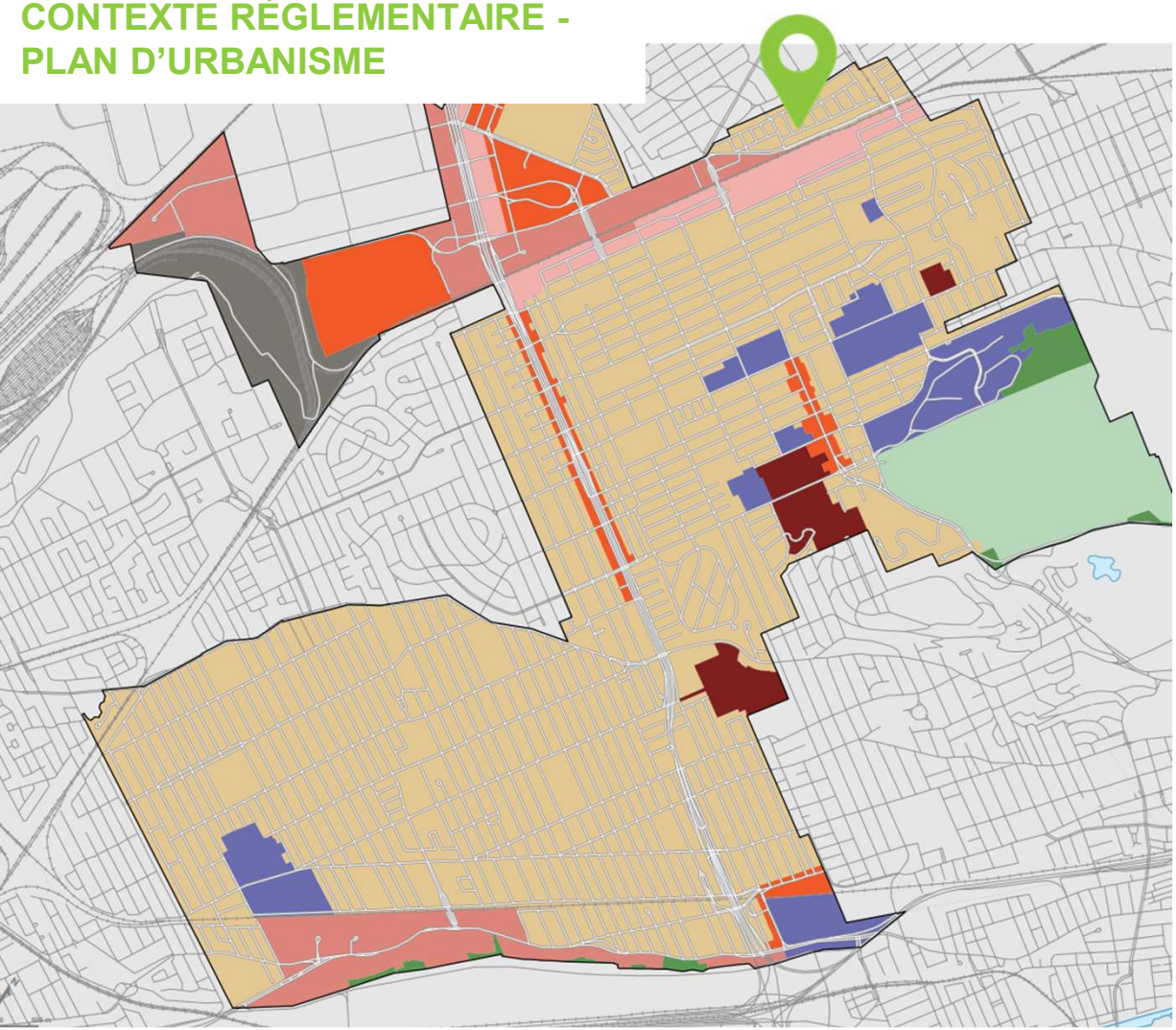


7350 avenue de Dieppe



3210 avenue de Falaise

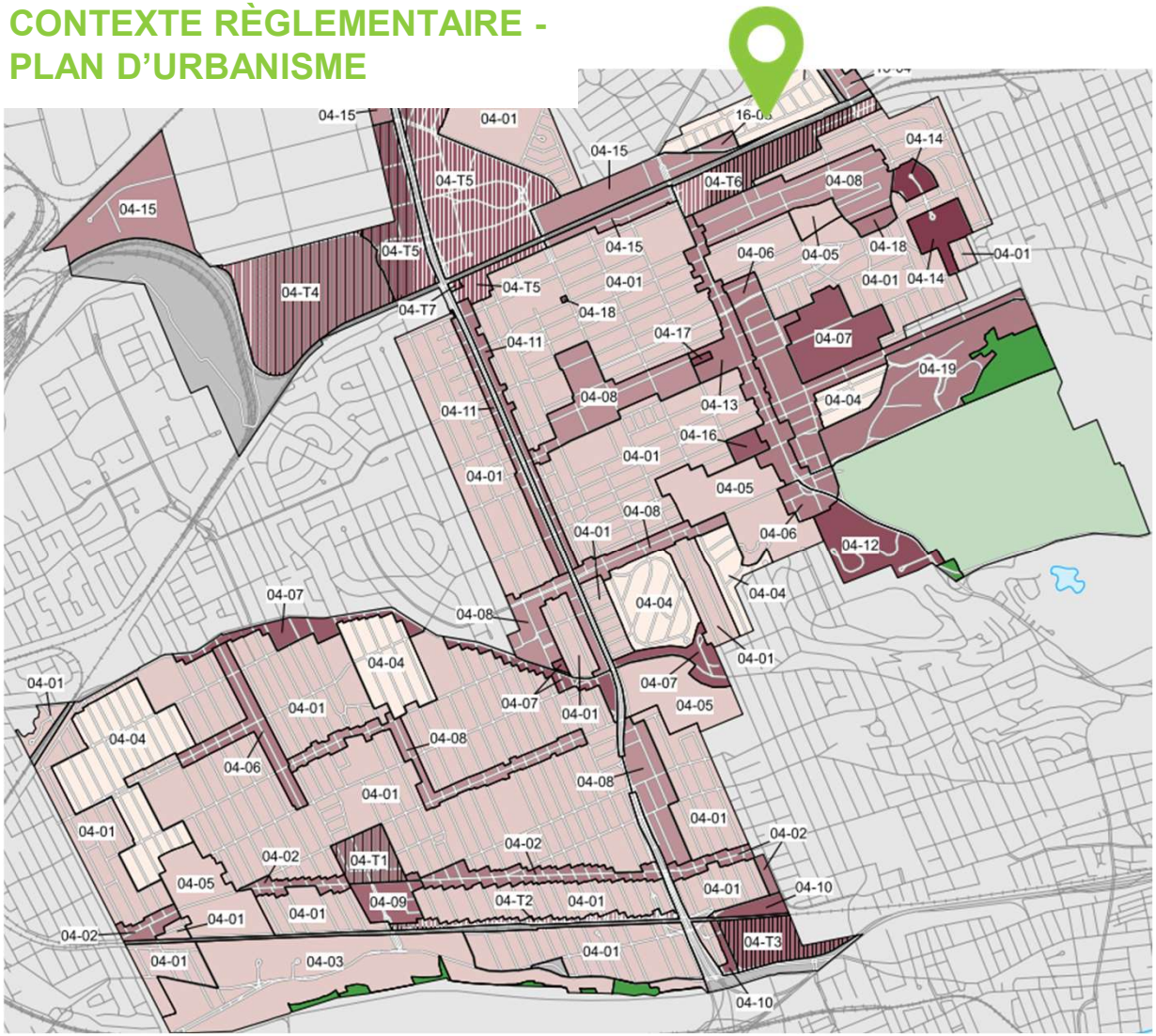
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



AFFECTATION	Résidentiel
SECTEUR	0988
HAUTEUR	Min. 2 Max. 2
MODE D'IMPLANTATION	Isolé et jumelé
TAUX D'IMPLANTATION	Moyen

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



Secteur 16-05 :

- bâti de un à trois étages hors-sol;
- implantation isolée ou jumelée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.

La densité de construction

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

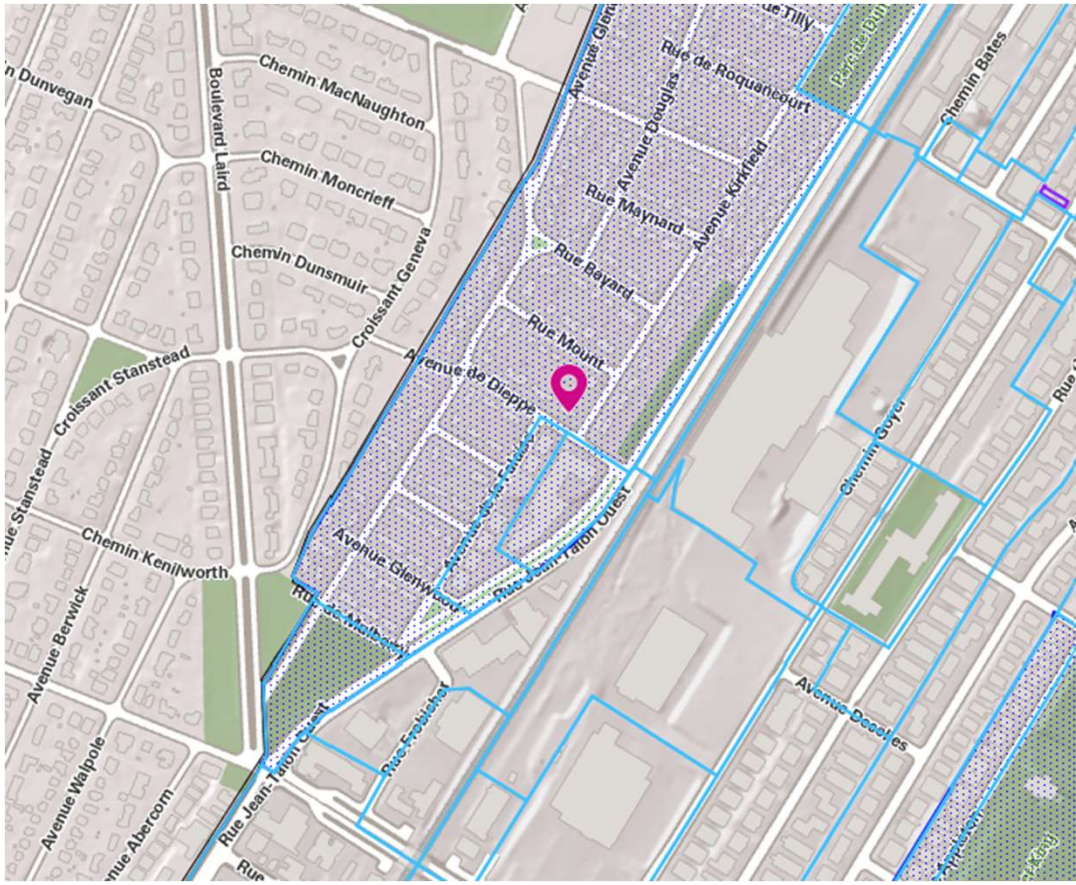
Densité
Forte
Faible
Non applicable
Conservation
Grand espace vert ou parc riverain
04-01 Numéro du secteur
Secteur à transformer ou à construire
Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

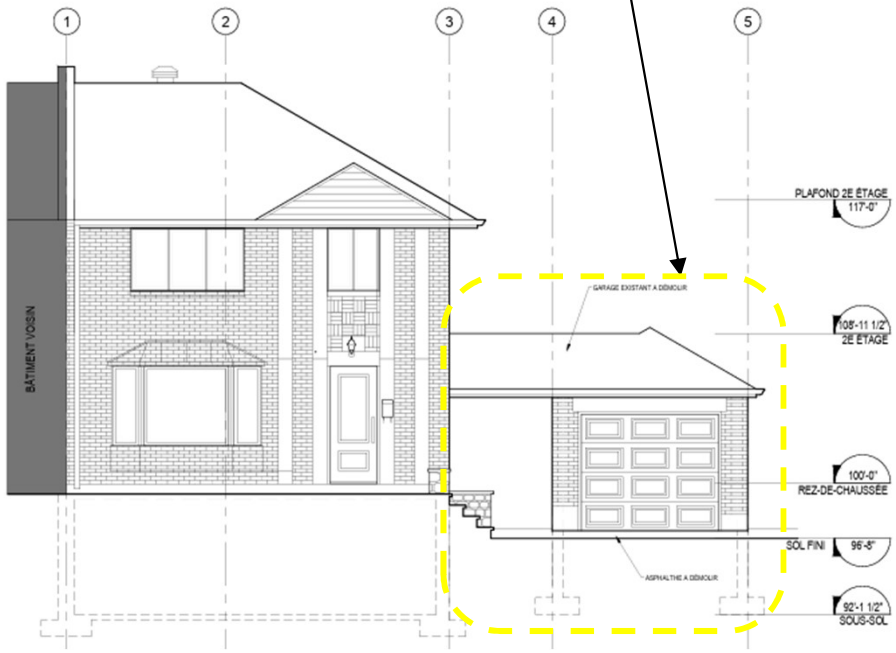
Zone :	0988
Usage :	Usage principal : H1
Hauteur :	- mètres minimum - 9 mètres max
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : - / max : 50 %
Densité	min : - / max : -
Taux verdissement (pleine terre)	35% min
Marges requises	-marge avant : - -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	oui
Secteur significatif :	Normes B



ÉTUDE DU DOSSIER

IMMEUBLE EXISTANT

PARTIE À DÉMOLIR
SUPERFICIE : 23M²
HAUTEUR : 3,7M



PROJET – PERSPECTIVE PROPOSÉE



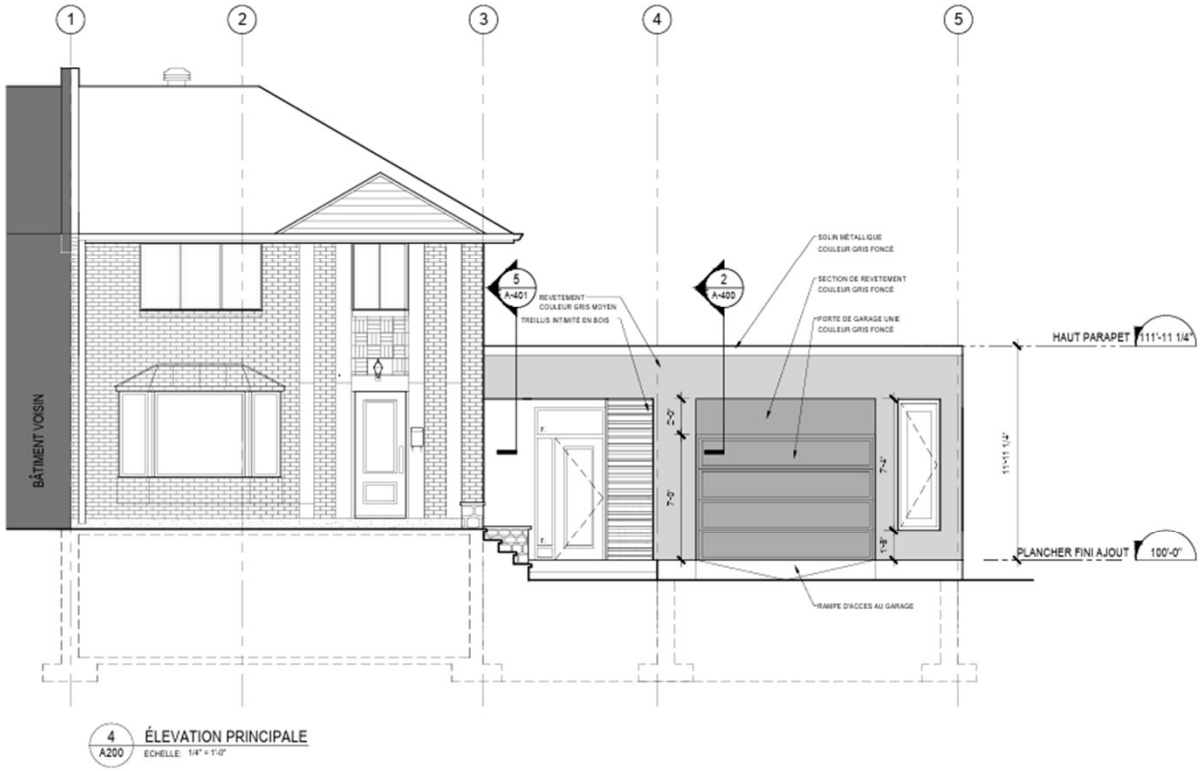
AGRANDISSEMENT D'UN ÉTAGE
SUPERFICIE: 80M²
HAUTEUR: 4,6M

VUE AVANT

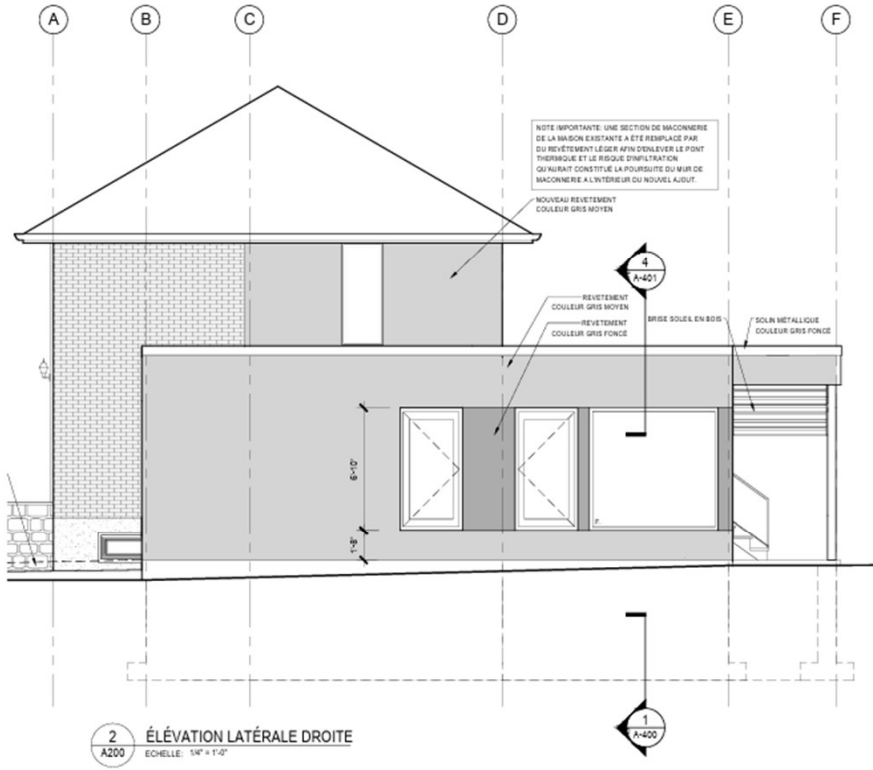


VUE ARRIÈRE

PROJET - ÉLÉVATION VUE DE LA RUE



4 A200 ÉLEVATION PRINCIPALE
ECHELLE: 1/4" = 1'-0"



2 A200 ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE
ECHELLE: 1/4" = 1'-0"

DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	16-05	0988	
AFFECTATION / USAGE	RÉSIDENTIEL	**Habitation (H1)**	
HAUTEUR	-	- / Max 9m	
MARGES AVANT		Règles d'insertion	
ÉTAGES		Min 2 / Max 2	Min 1 / Max 2
DENSITÉ		Min 1.0 / Max 3.0	
VERDISSEMENT		35 % de verdissement en pleine terre	

ANALYSE DAUSE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANALYSE SELON LES CRITÈRES PPCMOI

CRITÈRES	ANALYSE	COMMENTAIRES
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	**Respecté**	
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	**Respecté**	
2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	**Respecté**	Situé sur un coin de rue, l'agrandissement d'un seul étage s'intègre parfaitement dans cette situation. En optant pour une structure d'un étage plutôt que deux, le projet maintient une échelle humaine et une continuité visuelle avec les bâtiments environnants. Cette approche permet de préserver l'ouverture et la convivialité de l'espace public, tout en offrant aux résidents et aux passants une transition douce entre l'intérieur et l'extérieur.
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	**Respecté**	
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	**Respecté**	
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	**Respecté**	
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	**Respecté**	

POINT FORT DU PROJET

- **Intégration harmonieuse dans le quartier** : Le projet propose un agrandissement d'un seul étage, remplaçant une construction existante qui faisait déjà un étage. Celui-ci respecte l'échelle humaine et s'intègre parfaitement dans le tissu urbain existant, particulièrement important pour un immeuble situé sur un coin de rue.

- **Préservation de la lumière naturelle** : Un bâtiment d'un étage permet une meilleure diffusion de la lumière naturelle, réduisant ainsi l'ombre portée sur les espaces publics adjacents et améliorant le confort visuel et thermique.

- **Parti architectural et formes géométriques** : Le parti architectural contemporain de l'agrandissement se manifeste par l'intégration de grandes baies vitrées et de formes géométriques simples. Les lignes épurées et les formes géométriques confèrent une esthétique moderne et élégante. Cette approche permet de moderniser l'apparence de la maison tout en respectant son caractère d'origine.

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RECOMMANDATION

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis **FAVORABLE**.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement d'une résidence unifamiliale jumelée sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 27 février 2025. L'immeuble est situé dans le district Darlington et dans un secteur de valeur patrimoniale. Le projet est présenté en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) puisque les travaux dérogent au nombre d'étage minimal prescrit au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Mise en contexte
L'agrandissement proposé, d'une superficie d'environ 85 m², comprendra un garage, un vestibule, une salle de bain et une salle familiale avec accès direct à la cour arrière. L'objectif principal de ce projet est de répondre aux besoins d'espaces des occupants. L'agrandissement permettra d'améliorer la fonctionnalité et l'esthétique du bâtiment, tout en s'intégrant harmonieusement dans le paysage urbain environnant. Actuellement, la hauteur minimale exigée de la zone 0988 est de 2 étages. L'agrandissement proposé nécessite donc une autorisation pour permettre la construction d'un seul étage.

Architecture
Le projet sera examiné à une étape ultérieure du processus, après l'adoption du PPCMOI. L'analyse de la conception architecturale et de ses composantes sera effectuée conformément au règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Cette analyse approfondie permettra de garantir que le projet respecte les normes esthétiques et fonctionnelles établies, tout en s'intégrant harmonieusement dans son environnement urbain.

Aménagement extérieur
Comme pour l'analyse de la conception architecturale, l'évaluation de l'aménagement extérieur sera effectuée conformément au règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Cette analyse approfondie garantira que l'aménagement respecte les normes esthétiques et de verdissement établies, tout en s'intégrant harmonieusement dans son environnement urbain.

Dérogation au règlement d'urbanisme (01-276)

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	16-05	0988	
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	Habitation (h1)	
HAUTEUR	-	- / Max 9m	
MARGES AVANT		Règles d'insertion	
ÉTAGES		Min 2 / max 2	1 étage (agrandissement)
DENSITÉ		Min 1.0 / max 3.0	
VERDISSEMENT		35 % de verdissement en pleine terre	

Les détails du projet sont inclus dans le document de présentation joint au présent dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

La Direction recommande l'adoption de ce projet de résolution pour les raisons suivantes :

- le projet respecte les objectifs du plan d'urbanisme;
- le projet contribue à bonifier la qualité du milieu dans lequel il s'insère et respecte les critères d'évaluation applicables.

Le 2025-03-19, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé d'approuver le projet - voir l'extrait du procès-verbal ci-joint.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une assemblée publique de consultation annoncée par une affiche sur l'immeuble et publication d'un avis sur le site internet de l'arrondissement, conformément à la Loi.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	
Consultation	
Adoption, avec ou sans changement, du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	
Période pour demande d'approbation référendaire	
Adoption finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1). À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle S GAUTHIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-03-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A
TERRITOIRE D'APPLICATION

1253751013_Dieppe_7325_Annexe A.pdf

EXTRAIT DU PV DU CCU du 19 mars 2025

2025-03-19_4.05_Extrait PV_7325, avenue de Dieppe.pdf

ANALYSE DE LA DAUM

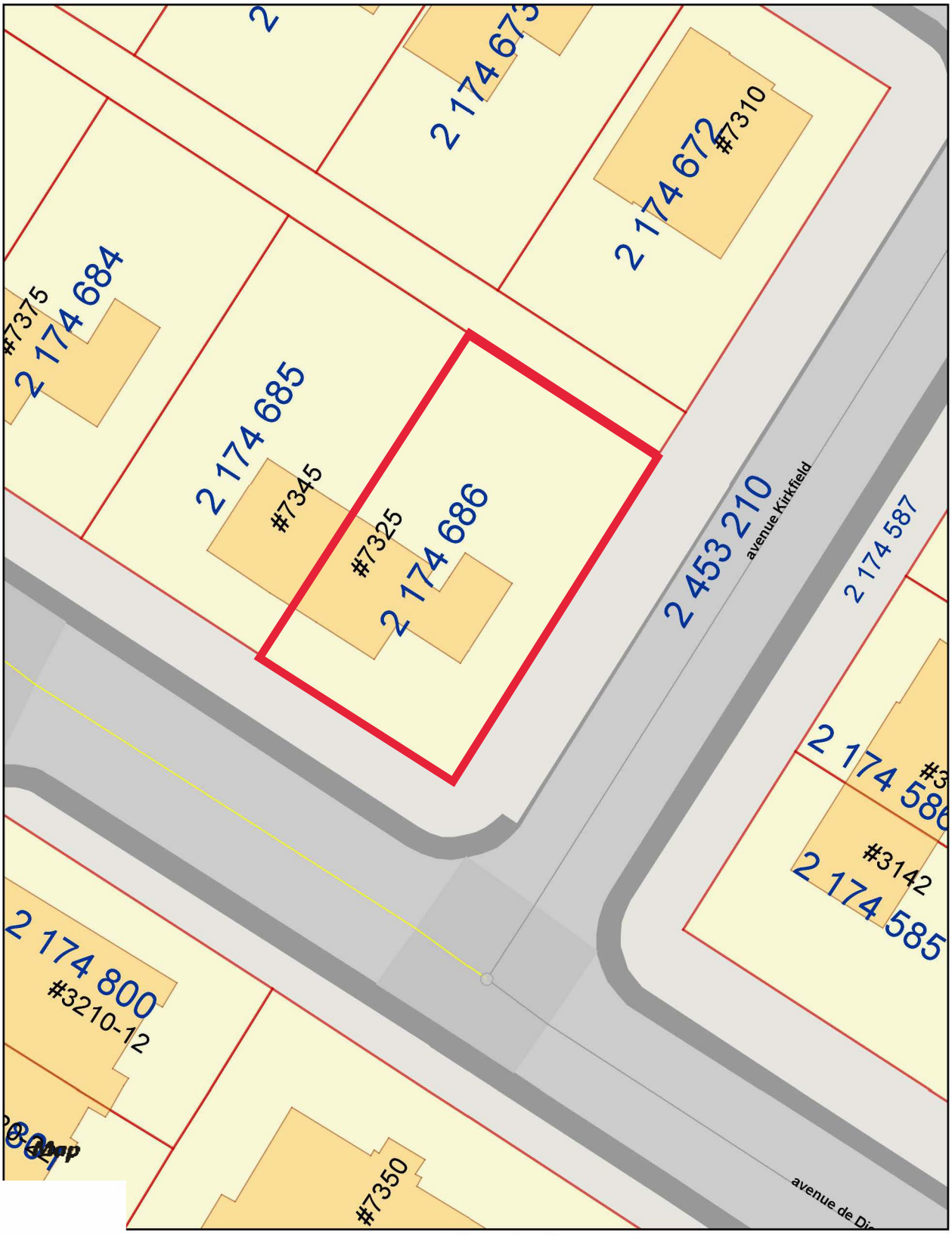
1253751013_Dieppe_7325_Analyse.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle S GAUTHIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION
DOSSIER 1253751013



Territoire d'application:

Limite d'arrondissement :

1:420

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 19 mars 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.5 7325, avenue de Dieppe - PPCMOI

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue de Dieppe - dossier relatif à la demande 3003504837.

Présentation : Isabelle Gauthier, conseillère en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 27 février 2025. L'immeuble est situé dans le district Darlington et est soumis à des normes B. Le projet est présenté en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) puisque les travaux dérogent au nombre d'étage minimal prescrit au Règlement d'urbanisme (01-276).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis favorable.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d’approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

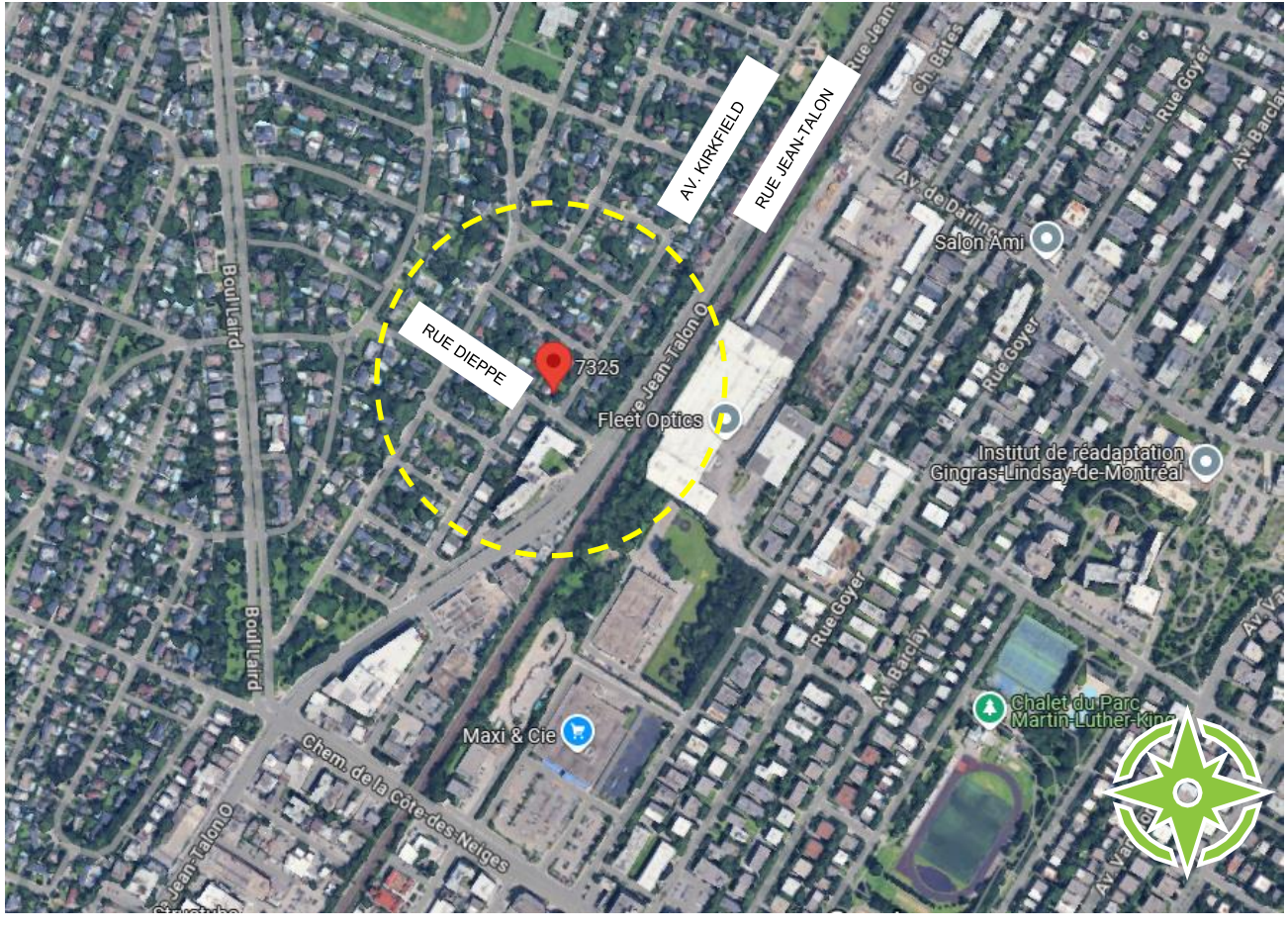
DEMANDE D'APPROBATION PAR PPCMOI – **7325 DIEPPE** (LOT 2174686)

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe - dossier relatif à la demande 3003504837.

2024/03/19

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LOCALISATION



- District Darlington
- Zonage 0988
- Secteur à normes B
- Construction 1947

IMMEUBLE

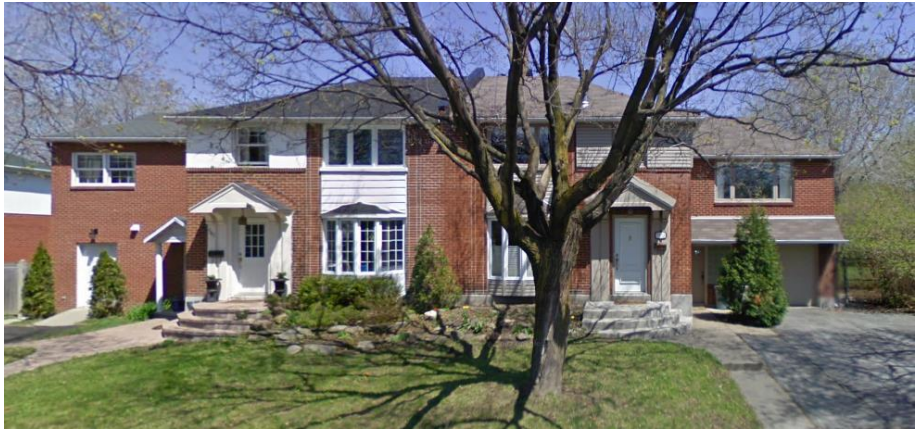


7325, avenue de Dieppe

7325 DIEPPE (lot 2174686)

- Bâtiment jumelé deux étages construit en 1947.
- Revêtement extérieur : Brique
- Occupation : résidentiel

BÂTIMENTS VOISINS



7385, 7375 avenue de Dieppe



7345, 7325 avenue de Dieppe



avenue de Dieppe et Kirkfield

BÂTIMENTS VOISINS

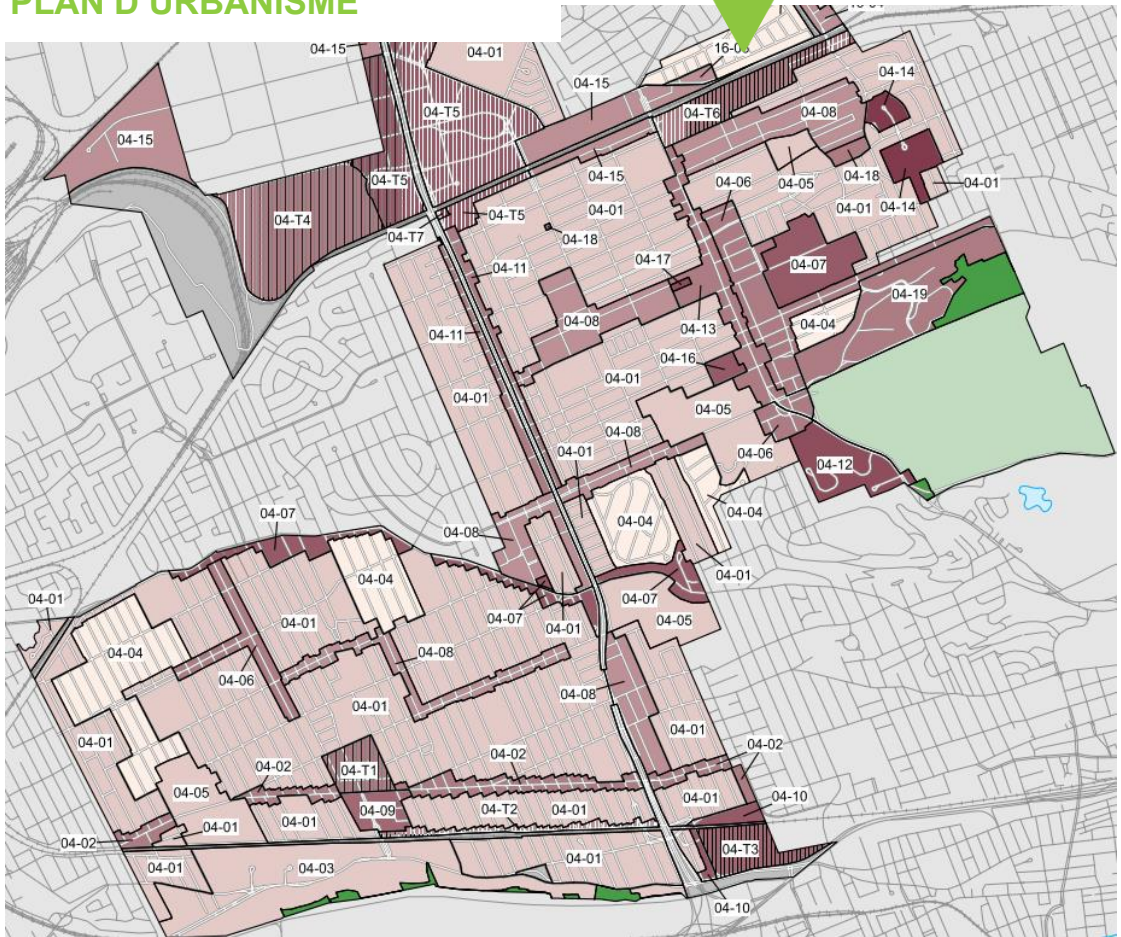


7350 avenue de Dieppe



3210 avenue de Falaise

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



Secteur 16-05 :

- bâti de un à trois étages hors-sol;
- implantation isolée ou jumelée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.

La densité de construction

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Densité
Forte
Faible

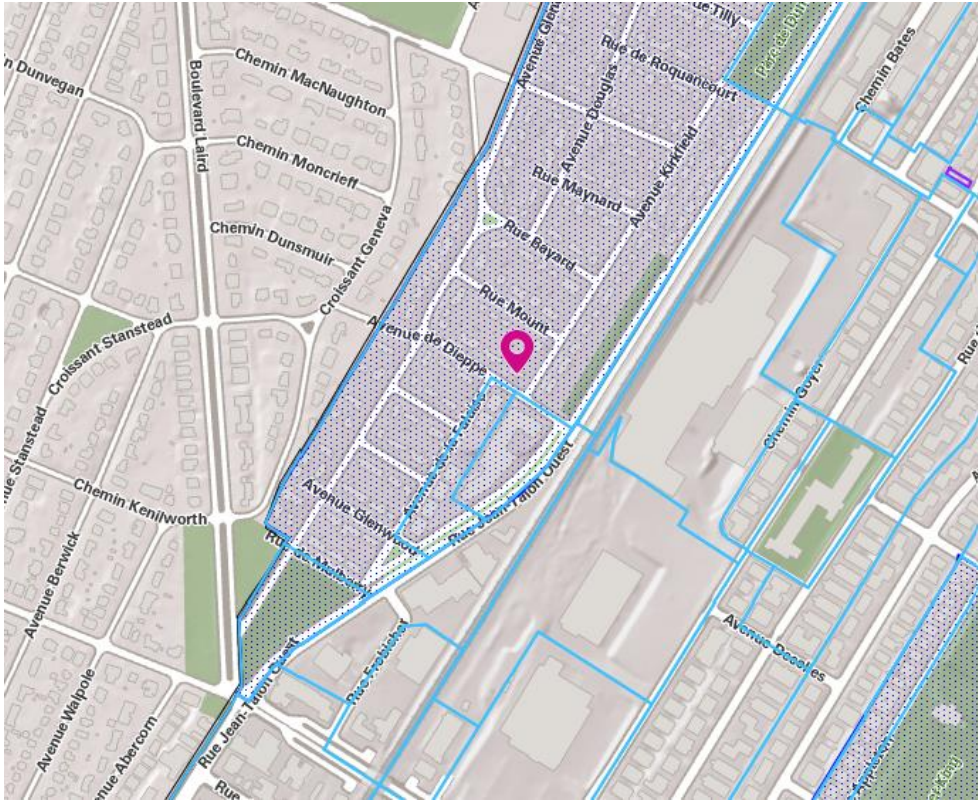
Non applicable
Conservation
Grand espace vert ou parc riverain
04-01 Numéro du secteur
Secteur à transformer ou à construire
Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

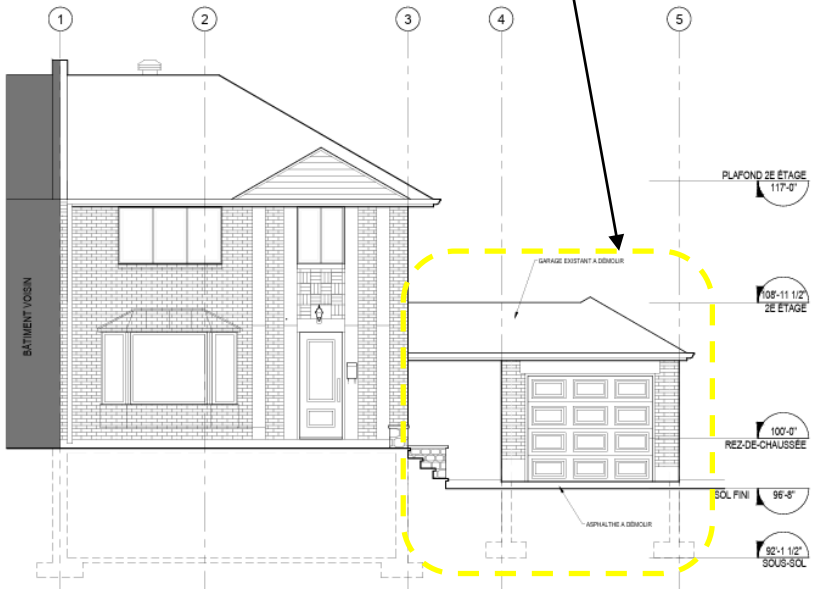
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

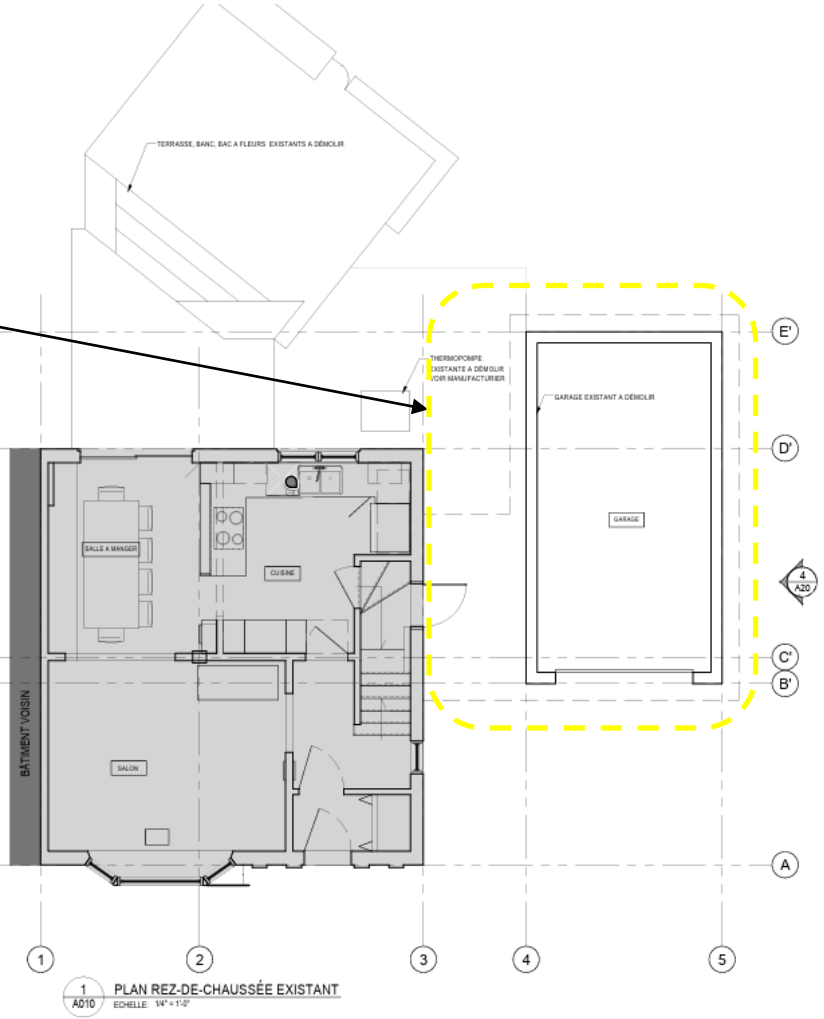
Zone :	0988
Usage :	Usage principal : H1
Hauteur :	Étage min. 2 – max. 2 (9 m. max.)
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : - / max : 50 %
Densité	min : - / max : -
Taux verdissement (pleine terre)	35% min
Marges requises	-marge avant : - -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	oui
Secteur significatif :	Normes B



IMMEUBLE EXISTANT

PARTIE À DÉMOLIR
SUPERFICIE : 23M²
HAUTEUR : 3,7M





PROJET – PERSPECTIVE PROPOSÉE



AGRANDISSEMENT D'UN ÉTAGE
SUPERFICIE: 80M²
HAUTEUR: 4,6M

VUE AVANT



VUE ARRIÈRE

PROJET - PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

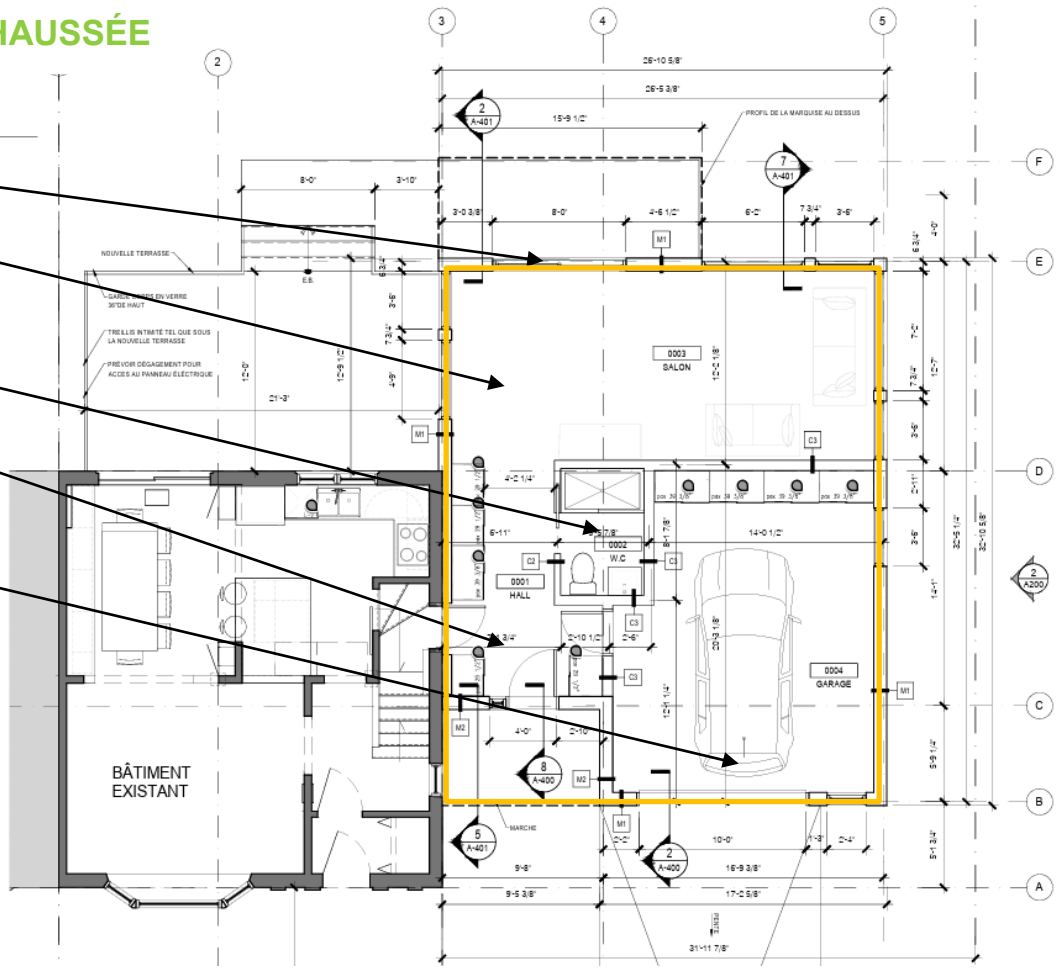
ACCÈS À LA COUR

SALLE FAMILIALE

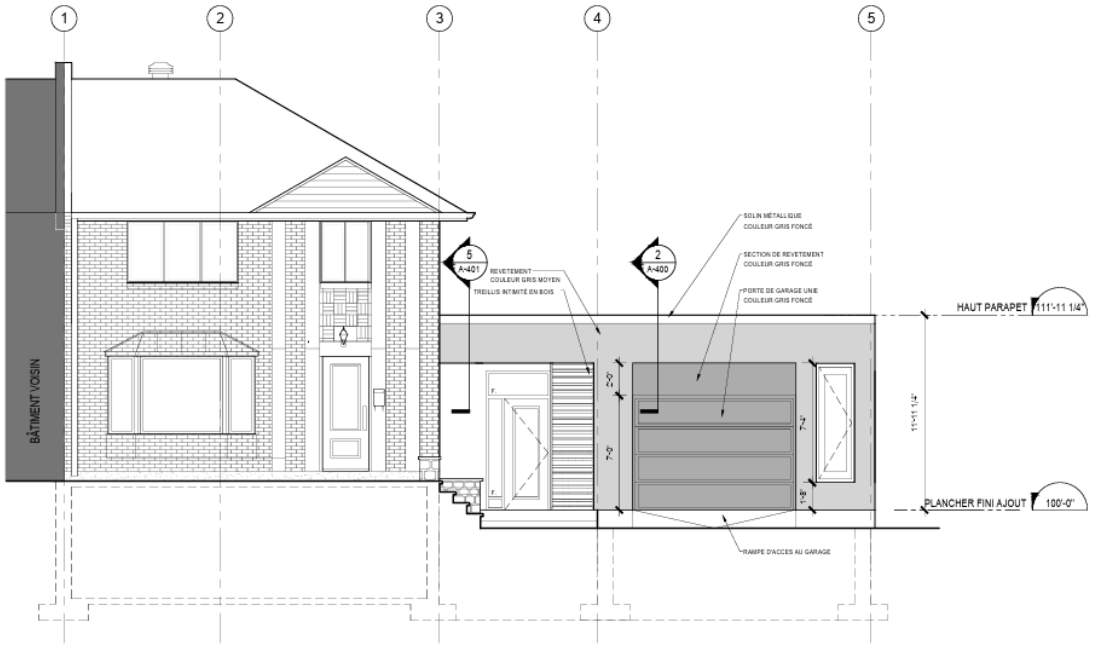
SALLE DE BAIN

VESTIBULE

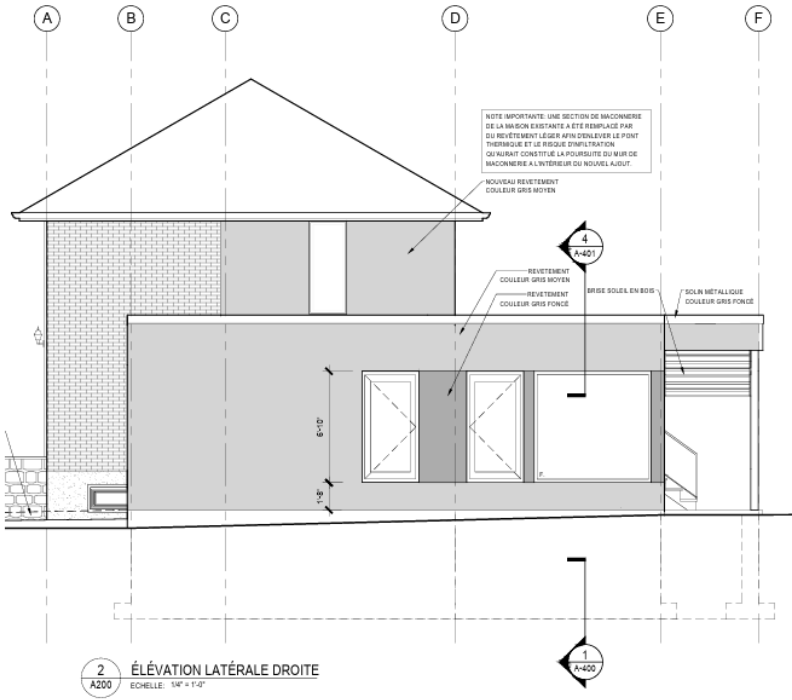
GARAGE



PROJET - ÉLÉVATION VUE DE LA RUE



4 A200 ÉLÉVATION PRINCIPALE
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



2 A200 ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	16-05	0988	
AFFECTATION / USAGE	RÉSIDENTIEL	**Habitation (H1)**	
HAUTEUR	-	- / Max 9m	
MARGES AVANT		Règles d'insertion	
ÉTAGES		Min 2 / Max 2	1 étage (agrandissement)
DENSITÉ		Min 1.0 / Max 3.0	
VERDISSEMENT		35 % de verdissement en pleine terre	

ANALYSE DAUSE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANALYSE SELON LES CRITÈRES PPCMOI

CRITÈRES	ANALYSE	COMMENTAIRES
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	**Respecté**	
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	**Respecté**	
2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	**Respecté**	Situé sur un coin de rue, l'agrandissement d'un seul étage s'intègre parfaitement dans cette situation. En optant pour une structure d'un étage plutôt que deux, le projet maintient la prédominance du volume principal du bâtiment. Cette approche permet de préserver l'ouverture et la convivialité de l'espace public, tout en offrant aux résidents et aux passants une transition douce entre l'intérieur et l'extérieur.
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	**Respecté**	
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	**Respecté**	
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	**Respecté**	
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	**Respecté**	

POINT FORT DU PROJET

- **Intégration harmonieuse dans le quartier** : Le projet propose un agrandissement d'un seul étage, remplaçant une construction existante qui faisait déjà un étage. Celui-ci s'intègre parfaitement dans le tissu urbain existant.

- **Parti architectural et formes géométriques** : Le parti architectural contemporain de l'agrandissement se manifeste par l'intégration de grandes baies vitrées et de formes géométriques simples. Les lignes épurées et les formes géométriques confèrent une esthétique moderne et élégante. Cette approche permet de moderniser l'apparence de la maison tout en respectant son caractère d'origine.

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis **FAVORABLE**.

Dossier # : 1253751015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-149 visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement a été adopté à la séance ordinaire tenue le 5 mai 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;
ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 13 mai 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 21 mai 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

IL EST RECOMMANDÉ:

D'adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-149 visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 2042-2044, avenue Marlowe et correspondant au lot # 4 139 844 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'occupation du bâtiment est autorisée à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement.

À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles 123 et 136.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

3. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:14

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1253751015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

PV de la consultation publique



Extrait CP - PP-149.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick BOUFFARD
conseiller(-ere) en amenagement- c/e

Tél : 514-868-4305
Télécop. : -

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION PUBLIQUE DU 21 MAI 2025

PROJET	**PROJET DE RÉSOLUTION CA25 170115**
OBJET DU RÈGLEMENT:	**Projet de résolution CA25 170115 approuvant un projet particulier PP-149 visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).**
DOSSIER :	**1253751015**
ASSISTANCE :	**7 personnes**

EXTRAIT DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION TENUE LE 21 MAI 2025, À 18 H 30, AU 5160, BOULEVARD DÉCARIE, REZ-DE-CHAUSSÉE, SALLE DU CONSEIL, À MONTRÉAL, PRÉSIDÉE PAR MADAME MAGDA POPEANU

2. Présentation par Sébastien Manseau, chef de division – urbanisme, du projet de résolution CA25 170115 approuvant un projet particulier PP-149 visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

La présentation est jointe en annexe du présent compte rendu.

3. Période de questions et commentaires du public

Mme Rachelle Metellus s'enquiert des activités de soutien qui seront offertes par l'organisme par rapport à la situation actuelle ainsi que des activités liées à la friperie prévue.

Mme Anitra Bostock, directrice de la Maison Elizabeth, indique qu'il n'y aura aucun changement aux activités. Le projet vise uniquement une rénovation intérieure pour mieux desservir la clientèle. Elle précise que la friperie est un lieu de dons de vêtements pour les enfants.

Mme Marie Le Clech demande pourquoi l'organisme souhaite convertir le logement actuel à l'étage en deux logements et transmet ses préoccupations quant à l'insonorisation. Elle demande quelles seraient les conséquences d'une vente sur le zonage.

Mme Anitra Bostock, directrice de la Maison Elizabeth, indique qu'il n'y a actuellement qu'un seul logement 7 ½ pour une mère et son enfant. Il s'agit d'un logement de transition pour permettre aux mères d'essayer d'habiter seule avec leur enfant. Le souhait de l'organisme est d'avoir deux logements pour accueillir plus d'une famille.

M. Manseau indique que le secteur où est situé le projet est homogène au niveau architectural et patrimonial.

Il n'était donc pas souhaité que la façade soit modifiée. L'entrée demeure donc de même facture et le hall d'entrée se situe à l'intérieur. Il confirme par ailleurs que le nombre d'appartements (2) est déjà autorisé dans la zone. Le PPCMOI vise à autoriser le zonage « service de soutien, d'aide et d'hébergement », indépendamment du propriétaire de l'immeuble : le projet, s'il est adopté, entraînera un changement de zonage permanent pour l'immeuble.

M. Laurent McComber, architecte du projet, indique que celui-ci prend en compte l'insonorisation et explique les techniques utilisées pour l'insonorisation, notamment au niveau du plancher et du plafond.

Mme Mishka Nazon demande ce qui est inclus dans le zonage « service de soutien, d'aide et d'hébergement » et s'il est possible de le limiter à l'usage de la Maison Elizabeth.

M. Manseau détaille ce qui est autorisé par un tel zonage et précise que l'usage « service de soutien, d'aide et d'hébergement » n'encadre pas le type de clientèle. Légalement, le changement de zonage ne peut être limité à un propriétaire puisqu'il est attaché à l'immeuble.

Mme Popeanu rappelle que l'arrondissement règlemente l'usage, mais pas la clientèle.

M. Yvon Nazon est préoccupé par l'augmentation possible de l'achalandage lié aux activités de yoga et de friperie. Il s'inquiète également de l'augmentation du trafic dans le secteur. Il aurait souhaité l'aménagement de 4 logements plutôt que d'offrir des activités occasionnant du trafic et de l'achalandage.

Mme Popeanu indique qu'il ne peut y avoir d'activité commerciale puisque le zonage ne le permet pas. Elle rappelle que l'objet du projet est de changer le zonage de résidentiel à institutionnel pour offrir des services aux personnes qui en ont besoin. Elle rappelle les besoins criant de logement et indique comprendre les préoccupations du citoyen.

Mme Marie Le Clech questionne le fait qu'on garde le statu quo alors qu'il est question de changement de zonage. Elle souhaite comprendre pourquoi le projet doit faire l'objet d'une modification réglementaire alors que les activités s'y déroulent depuis des années.

M. Manseau indique qu'à la base, l'organisme souhaite entreprendre la rénovation de son immeuble. C'est dans ce contexte que l'arrondissement a réalisé qu'il n'y avait pas de certificat d'occupation et qu'il fallait donc régulariser la situation d'usage. L'arrondissement n'a reçu aucune plainte depuis 20 ans pour cette installation.

Mme Mishka Nazon a une crainte sur ce qui arriverait advenant le départ de l'organisme actuel. Elle demande s'il y a une consultation pour un changement de propriétaire et de clientèle.

Mme Popeanu indique que l'arrondissement s'occupe de l'urbanisme, mais pas de l'utilisation faite à l'intérieur du bâtiment. Si le projet de modification est approuvé, la propriété restera avec un usage institutionnel. Un organisme qui souhaiterait offrir des services d'hébergement pour une clientèle donnée aurait à trouver des fonds et à offrir des garanties aux bailleurs de fonds pour assurer un service. Il faudrait alors s'adresser aux instances autorisant ce type de services, notamment les CIUSS.

Mme Rachel Metellus demande à quel moment les travaux sont prévus.

Mme Anitra Bostock, directrice de la Maison Elizabeth, souhaiterait que les travaux débutent à l'hiver 2026.

ANNEXE

PRÉSENTATION

Projet de résolution CA25 170115 approuvant un projet particulier PP-149 visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CONSULTATION PUBLIQUE

PPCMOI – **2042-2044, avenue Marlowe**

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement - dossier relatif à la demande 3003484380.

2024/05/21

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

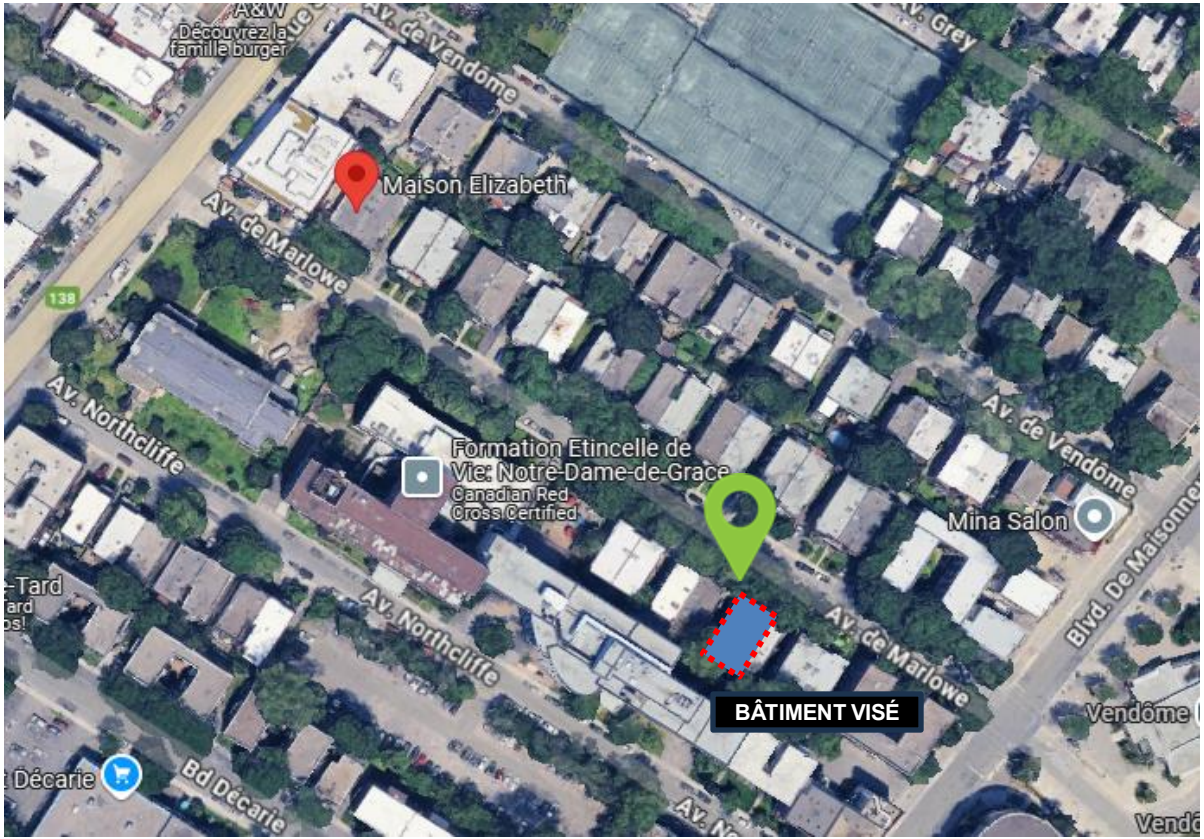
PPCMOI pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble

C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

PROCESSUS D'ADOPTION DU PPCMOI

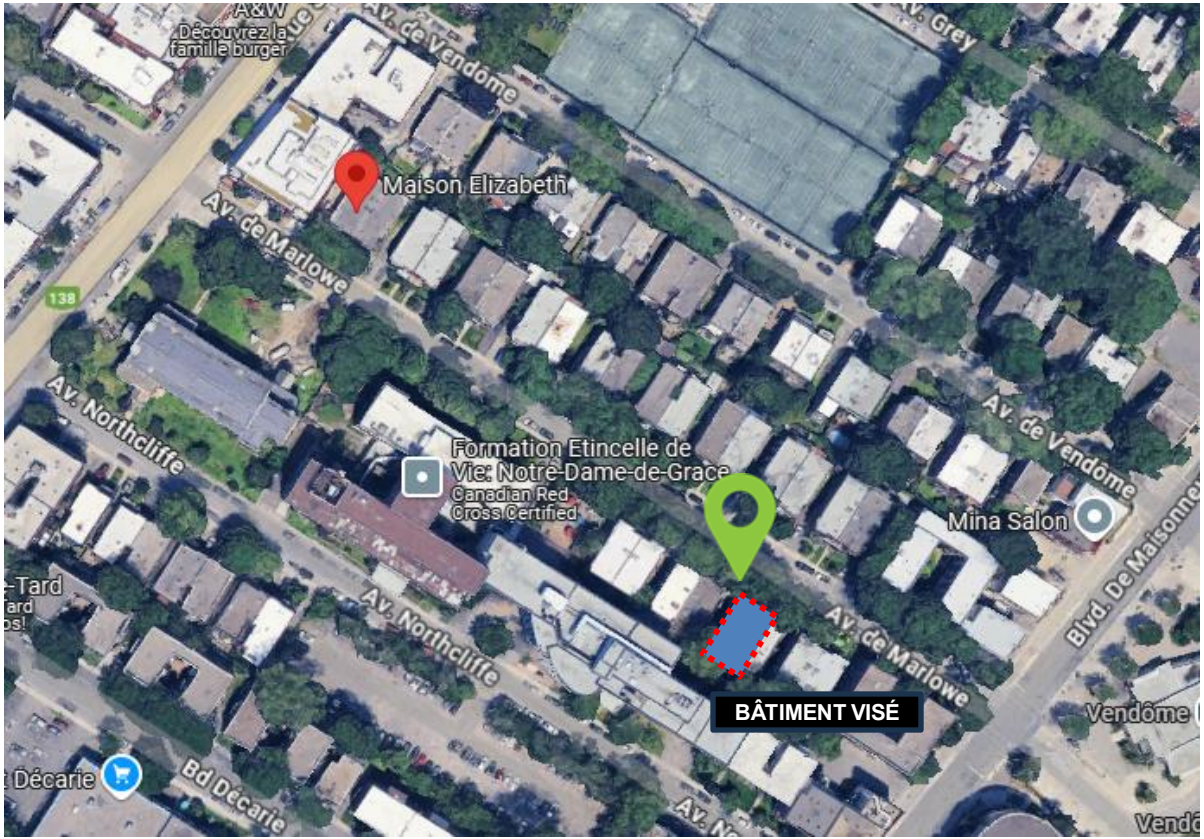
Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	16 avril 2025
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	5 mai 2025
Consultation	**21 mai 2025**
Adoption finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	9 juin 2025
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	

CONTEXTE



- District de Notre-Dame-de-Grâce
- Zone 0776 : H.2 (2 logements)
- SS-B
- Année de construction : 1926

CONTEXTE

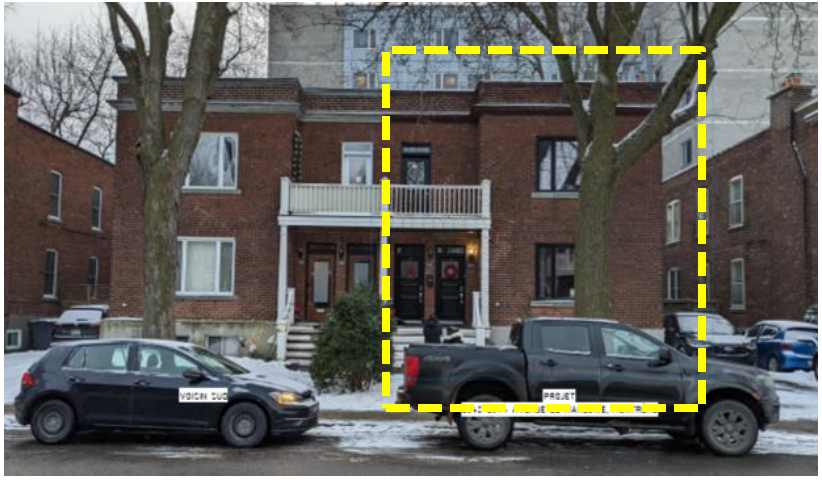


L'organisme occupe 2 bâtiments sur l'avenue Marlowe.

Le 2042-2044 est occupé par la Maison Elizabeth depuis plus de 20 ans. Aucun certificat d'occupation n'a été délivrée pour ce bâtiment.

L'organisme prévoit la rénovation complète du bâtiment.

BÂTIMENTS VOISINS







CONTEXTE

Fondée en 1968, la Maison Elizabeth est un centre de réadaptation qui offre des services d'intervention et de soutien aux familles ayant des enfants âgés entre 0 à 5 ans. L'organisme travaille principalement avec des jeunes et des futures mères qui éprouvent des difficultés importantes à s'adapter à la grossesse ou à leur rôle de parents.

Les interventions se concentrent principalement sur l'acquisition de compétences dans le domaine de la parentalité et de la vie quotidienne.

Le centre offre également un service d'hébergement pour leur clientèle.

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



AFFECTATION Résidentiel

SECTEUR 0401

HAUTEUR 2-3

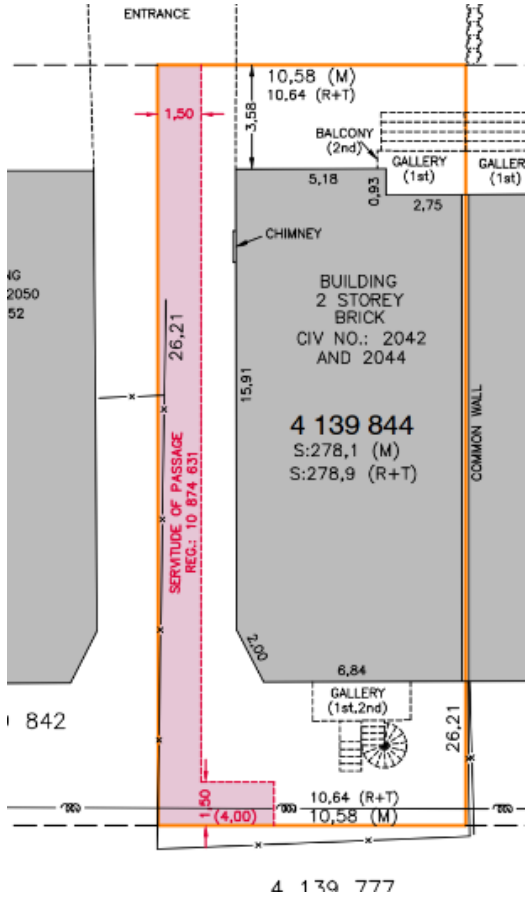
MODE D'IMPLANTATION -

TAUX D'IMPLANTATION Moyen

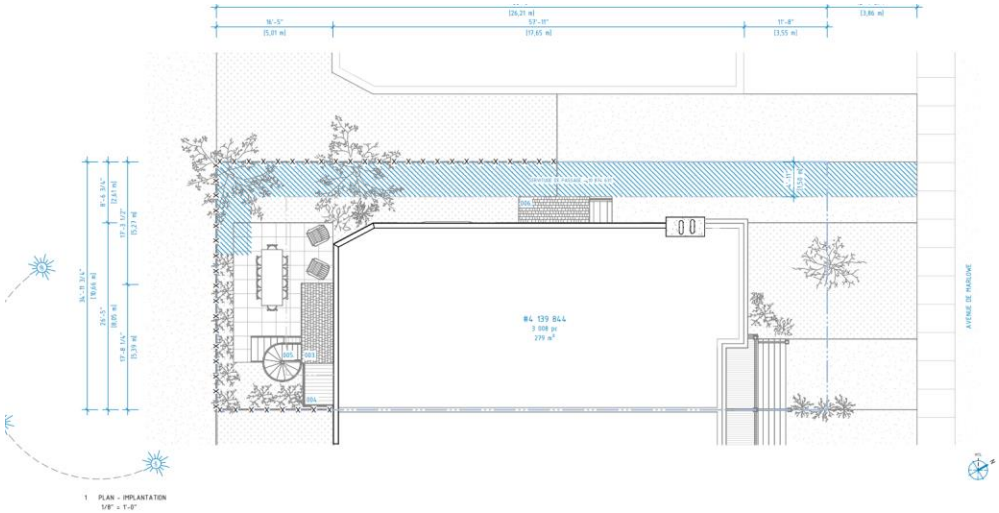
- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0776
Usage :	Usage principal : H.2 (2 logements)
Hauteur :	2 étages / 9 m
Mode d'implantation :	Règles d'insertion
Taux d'implantation :	min : 35 % / max : 50%
Secteur significatif :	Oui



PROJET - IMPLANTATION



Activités existantes et projetées (restent les mêmes)

Rez-de-chaussée et sous-sol : Activités communautaires pour les bénéficiaires, telles que, yoga, formations, rencontre de groupe, éducation, classes de cuisine et friperie pour les bénéficiaires.

2e étage : Deux appartements de transition.

DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	0401	0776	-
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	**H.2**	**Services de soutien, d'aide et d'hébergement**

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Le bâtiment est occupé par l'organisme depuis plus de 20 ans et offre un service important à la communauté sans causer de nuisance au milieu environnant;
- Le projet de rénovation permettra d'offrir un milieu adapté aux besoins des bénéficiaires de l'organisme;
- La demande respecte les objectifs et les critères du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751015**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 4 avril 2025.
Cette demande vise un bâtiment qui a été construit en 1926, et qui est occupé par la fondation Maison Elizabeth depuis 2004. La Maison Elizabeth est un centre de réadaptation qui offre des services d'intervention et de soutien aux familles ayant de jeunes enfants. L'organisme travaille principalement avec de jeunes ou futures mères éprouvant des difficultés à s'adapter à la grossesse ou à leur rôle de parents. Le centre offre également un service d'hébergement pour leur clientèle.

Selon l'article 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et la grille 0776, le bâtiment peut uniquement être occupé par un usage résidentiel pour un maximum de 2 logements. Or, en plus du service d'hébergement, le centre offre des services de soutien et d'aide. Le centre travaille présentement sur un projet de réaménagement de ses espaces intérieurs.

Le conseil d'arrondissement peut autoriser une telle occupation du bâtiment conformément à la procédure prévue au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La propriété a été construite en tant que duplex. On trouve actuellement dans le bâtiment des activités communautaires, telles que des cours de yoga, formations, rencontres de groupe, éducation, classes de cuisine et friperie. Ces activités s'adressent uniquement aux bénéficiaires de l'organisme et s'effectuent au rez-de-chaussée et du sous-sol du bâtiment. L'étage est quant à lui utilisé pour de l'hébergement. Le projet de réaménagement prévoit la

conservation des activités existantes, mais propose un réaménagement complet des espaces.
Or, selon l'article 123 du Règlement d'urbanisme 01-276, le bâtiment peut uniquement être occupé par un usage résidentiel pour un maximum de 2 logements. L'article 136.1 prescrit quant à lui qu'un logement ne peut pas être divisé ou subdivisé. Cet article interdit donc le réaménagement du 2e étage pour créer 2 logements.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 16 avril 2025, le CCU a émis un avis favorable - voir ci-joint.

JUSTIFICATION

La Direction recommande l'adoption de ce projet de résolution pour les raisons suivantes :

- Le bâtiment est occupé par l'organisme depuis plus de 20 ans et offre un service important à la communauté sans causer de nuisance au milieu environnant;
- Le projet de rénovation permettra d'offrir un milieu adapté aux besoins des bénéficiaires de l'organisme;
- La demande respecte les objectifs et les critères du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Le 2025-04-16, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé d'approuver le projet - voir l'extrait du procès-verbal ci-joint.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une assemblée publique de consultation annoncée par une affiche sur l'immeuble et publication d'un avis sur le site internet de l'arrondissement, conformément à la Loi.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution au Conseil d'arrondissement;

- Consultation publique par la DAUM de l'arrondissement;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement, avec ou sans changement;
- Adoption de la résolution au Conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick BOUFFARD
conseiller(-ere) en amenagement- c/e

Tél : 514-868-4305
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)

Tél : 514-924-6071
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-04-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A
TERRITOIRE D'APPLICATION

Annexe A - territoire d'application 1253751015.pdf

EXTRAIT DU PV DU CCU du 16 avril 2025

2025-04-16_4.18_Extrait PV_2042-2044, avenue Marlowe.pdf

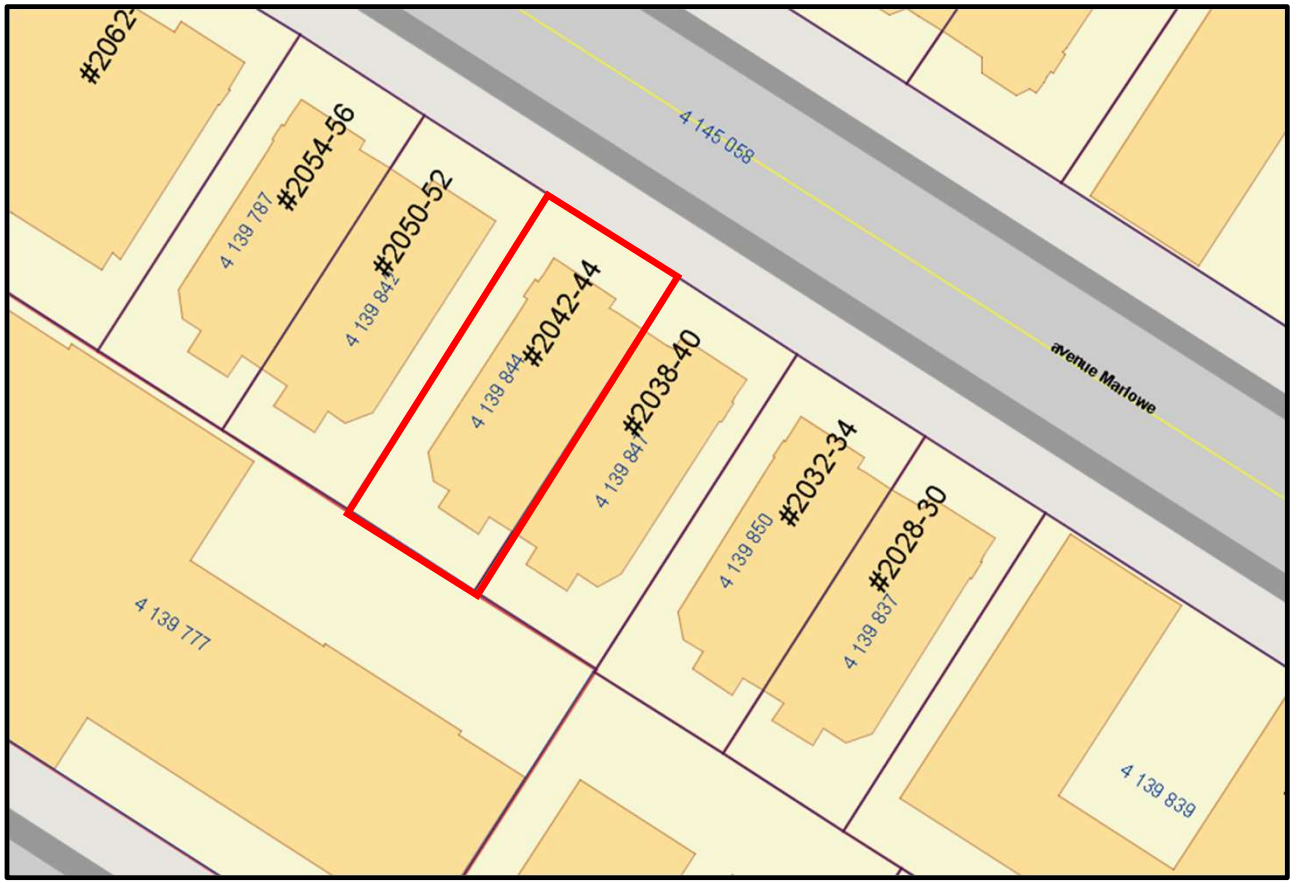
ANALYSE DE LA DAUM

4.18_Marlowe_2042-2044_présentation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick BOUFFARD
conseiller(-ere) en amenagement- c/e

Tél : 514-868-4305
Télécop. : -



ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION
DOSSIER 1253751015

TERRITOIRE D’APPLICATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 16 avril 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.18 2042-2044, avenue Marlowe - PPCMOI

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement - dossier relatif à la demande 3003484380.

Présentation : Patrick Bouffard, chef d'équipe - conseiller en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 4 avril 2025. Cette demande vise un bâtiment qui a été construit en 1926, et qui est occupé par la fondation Maison Elizabeth depuis 2004. La Maison Elizabeth est un centre de réadaptation qui offre des services d'intervention et de soutien aux familles ayant de jeunes enfants. L'organisme travaille principalement avec de jeunes ou futures mères éprouvant des difficultés à s'adapter à la grossesse ou à leur rôle de parents. Le centre offre également un service d'hébergement pour leur clientèle.

Selon l'article 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et la grille 0776, le bâtiment peut uniquement être occupé par un usage résidentiel pour un maximum de 2 logements. Or, en plus du service d'hébergement, le centre offre des services de soutien et d'aide. Le centre travaille présentement sur un projet de réaménagement de ses espaces intérieurs.

Le projet est présenté en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) puisque l'occupation déroge aux usages prescrits au Règlement d'urbanisme (01-276).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis favorable.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

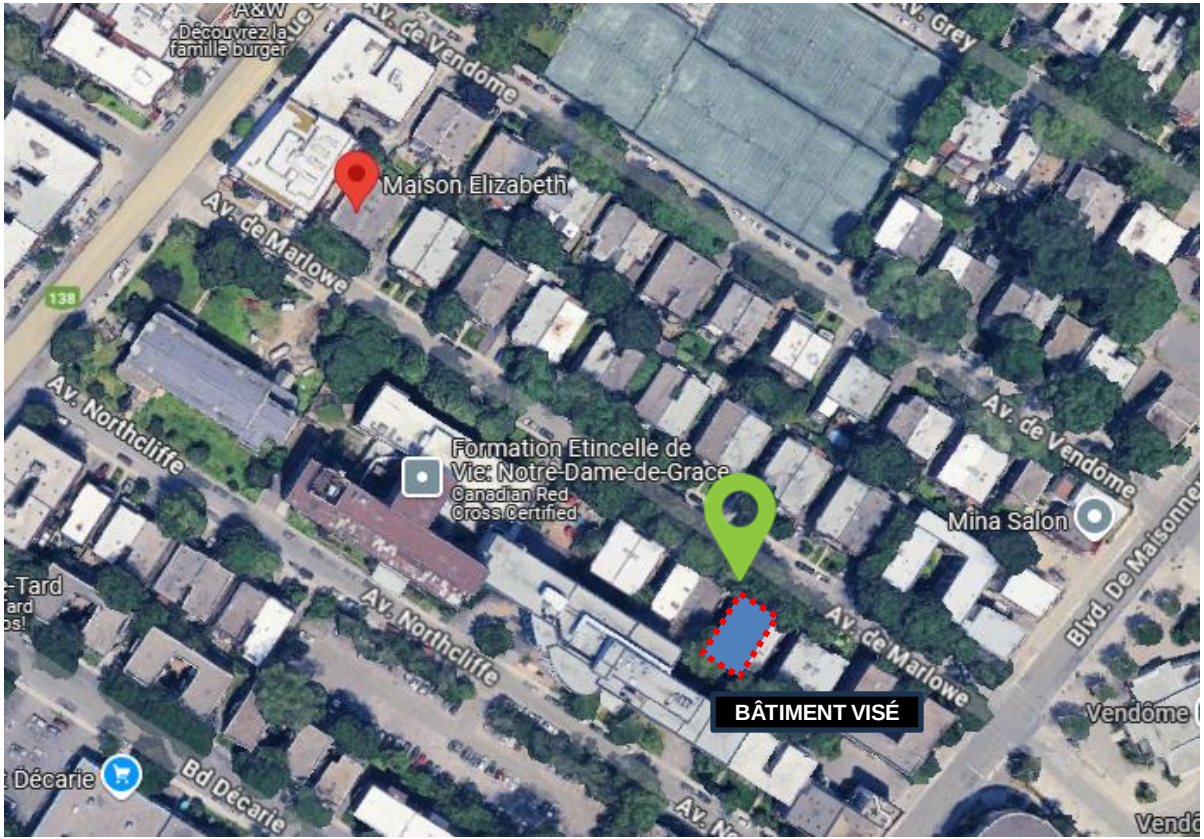
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PPCMOI – **2042-2044, avenue Marlowe**

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement - dossier relatif à la demande 3003484380.

2024/04/16

CONTEXTE



- District de Notre-Dame-de-Grâce
- Zone 0776 : H.2 (2 logements)
- SS-B
- Année de construction : 1926

CONTEXTE

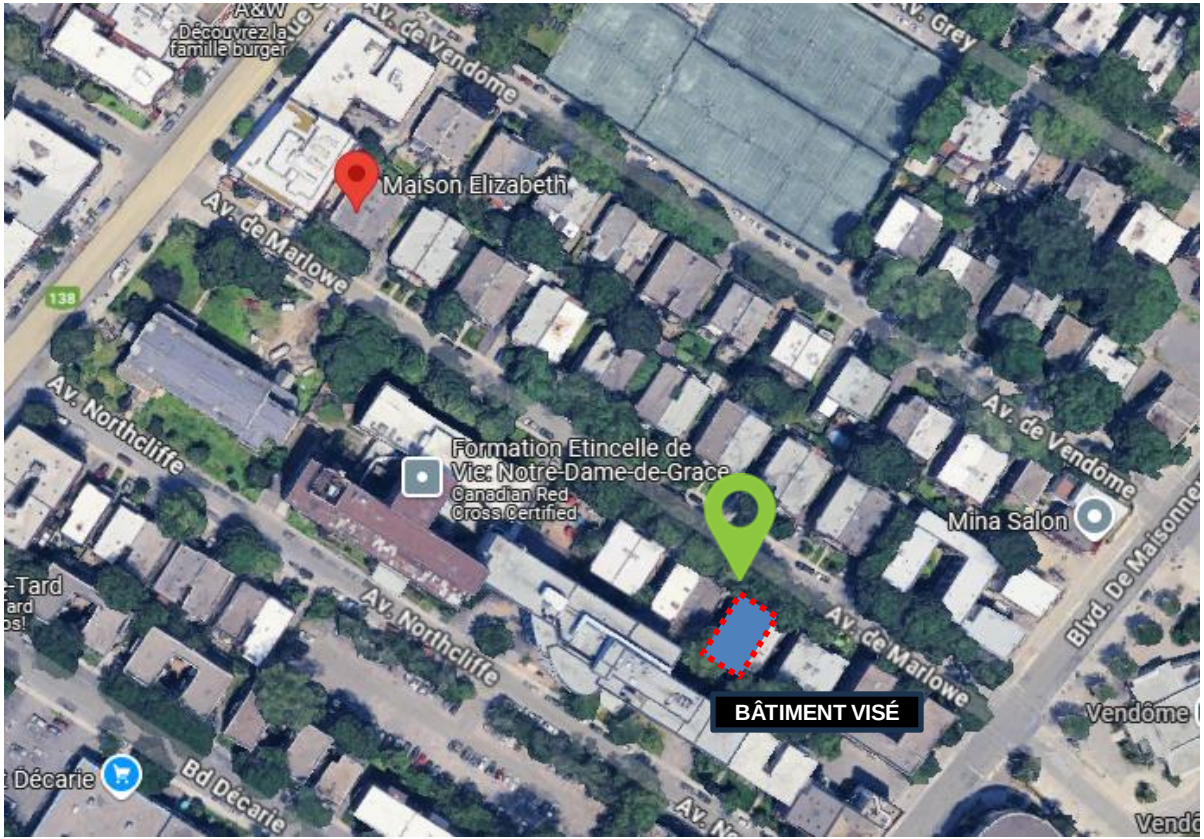
Fondée en 1968, la Maison Elizabeth est un centre de réadaptation qui offre des services d'intervention et de soutien aux familles ayant des enfants âgés entre 0 à 5 ans. L'organisme travaille principalement avec des jeunes et des futures mères qui éprouvent des difficultés importantes à s'adapter à la grossesse ou à leur rôle de parents.

Les interventions se concentrent principalement sur l'acquisition de compétences dans le domaine de la parentalité et de la vie quotidienne.

Le centre offre également un service d'hébergement pour leur clientèle.

Maison Elizabeth House

CONTEXTE

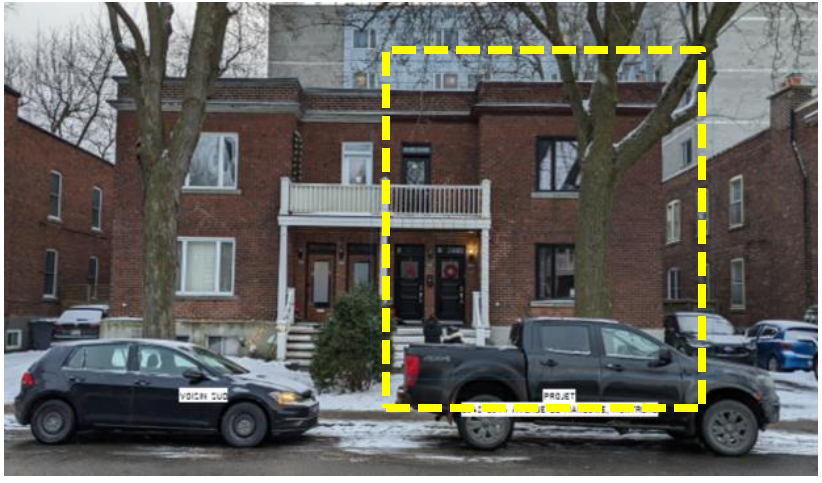


L'organisme occupe 2 bâtiments sur l'avenue Marlowe.

Le 2042-2044 est occupé par la Maison Elizabeth depuis plus de 20 ans. Aucun certificat d'occupation n'a été délivrée pour ce bâtiment.

L'organisme prévoit la rénovation complète du bâtiment.

BÂTIMENTS VOISINS







CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



AFFECTATION Résidentiel

SECTEUR 0401

HAUTEUR 2-3

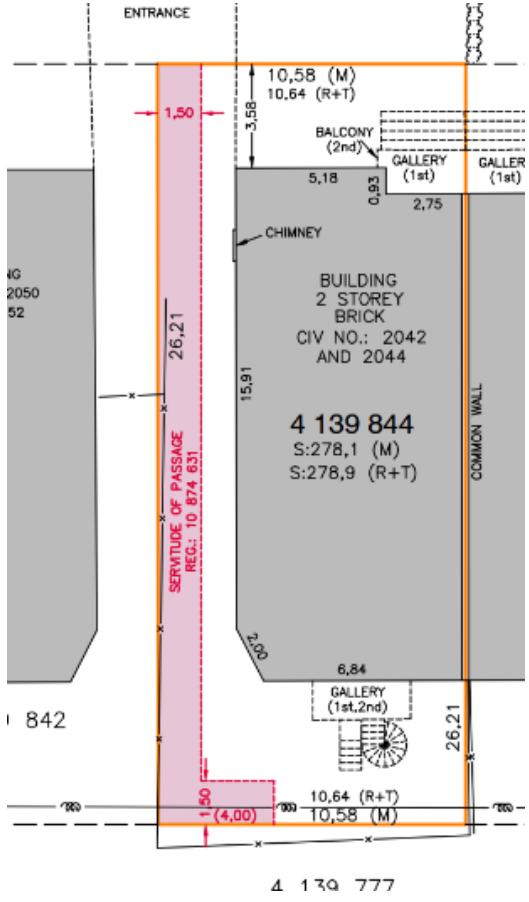
MODE D'IMPLANTATION -

TAUX D'IMPLANTATION Moyen

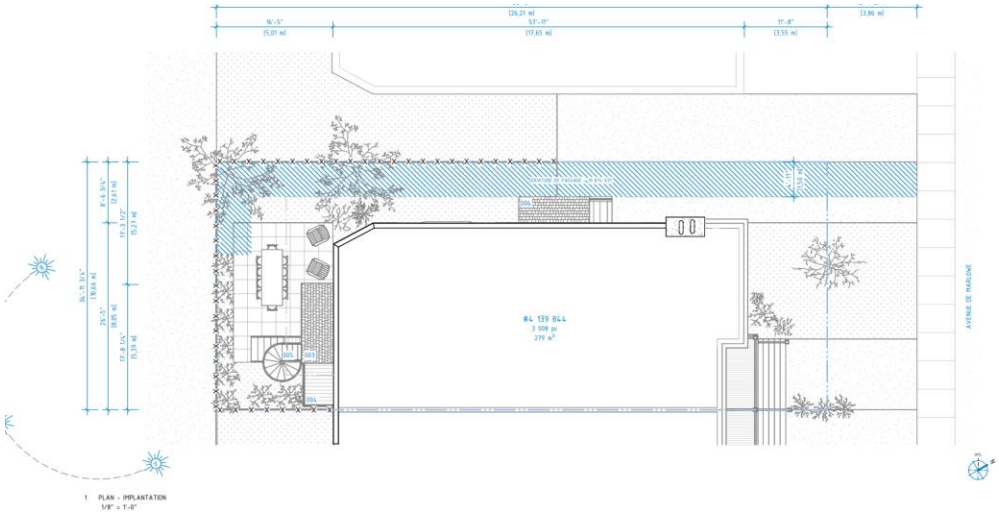
- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0776
Usage :	Usage principal : H.2 (2 logements)
Hauteur :	2 étages / 9 m
Mode d'implantation :	Règles d'insertion
Taux d'implantation :	min : 35 % / max : 50%
Secteur significatif :	Oui



PROJET - IMPLANTATION



Activités existantes et projetées (restent les mêmes)

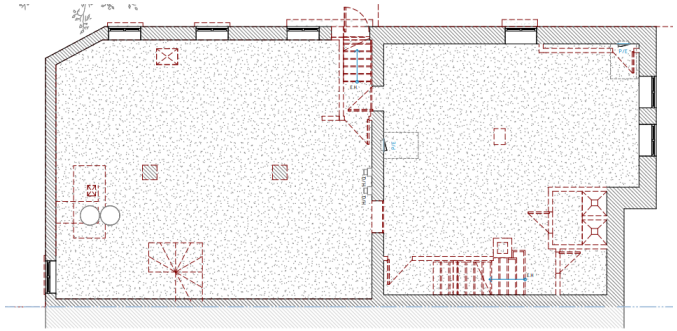
Rez-de-chaussée et sous-sol : Activités communautaires pour les bénéficiaires, telles que, yoga, formations, rencontre de groupe, éducation, classes de cuisine et friperie pour les bénéficiaires.

2e étage : Deux appartements de transition.

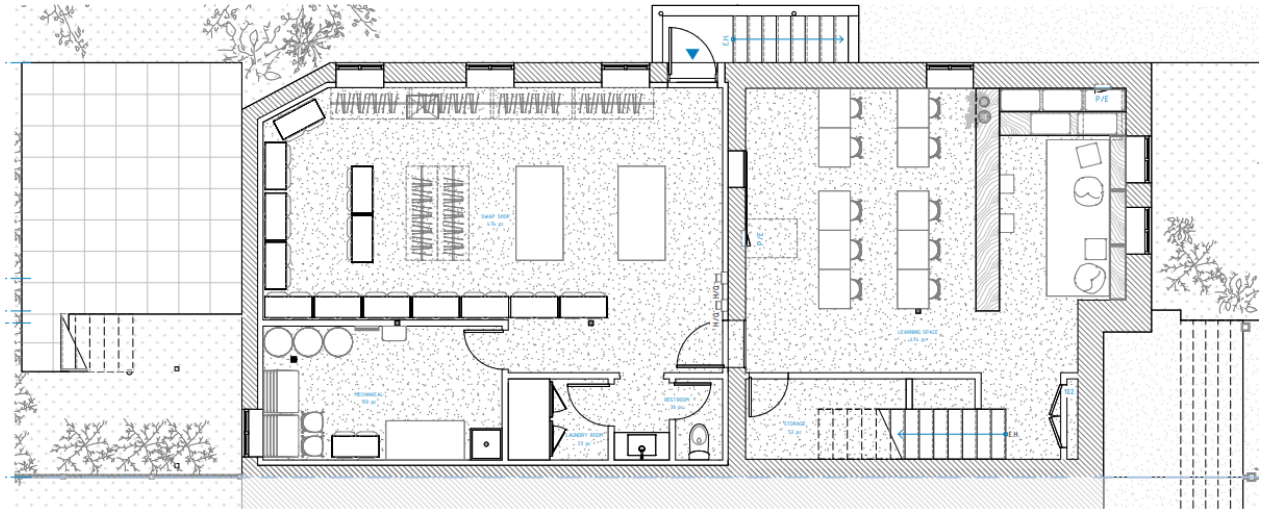
PROJET - PLAN DU SOUS-SOL

EXISTANT





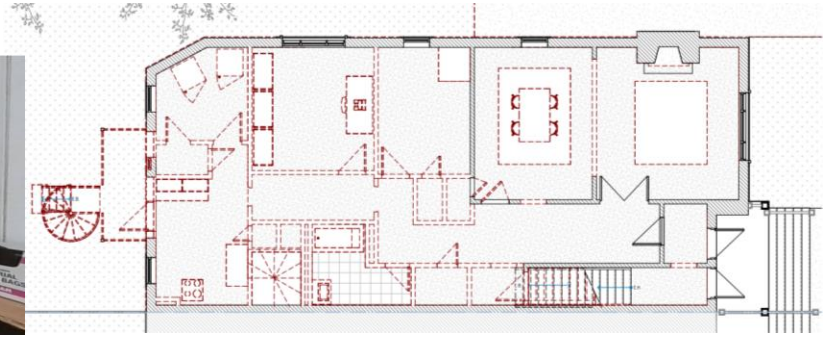
PROJETÉ



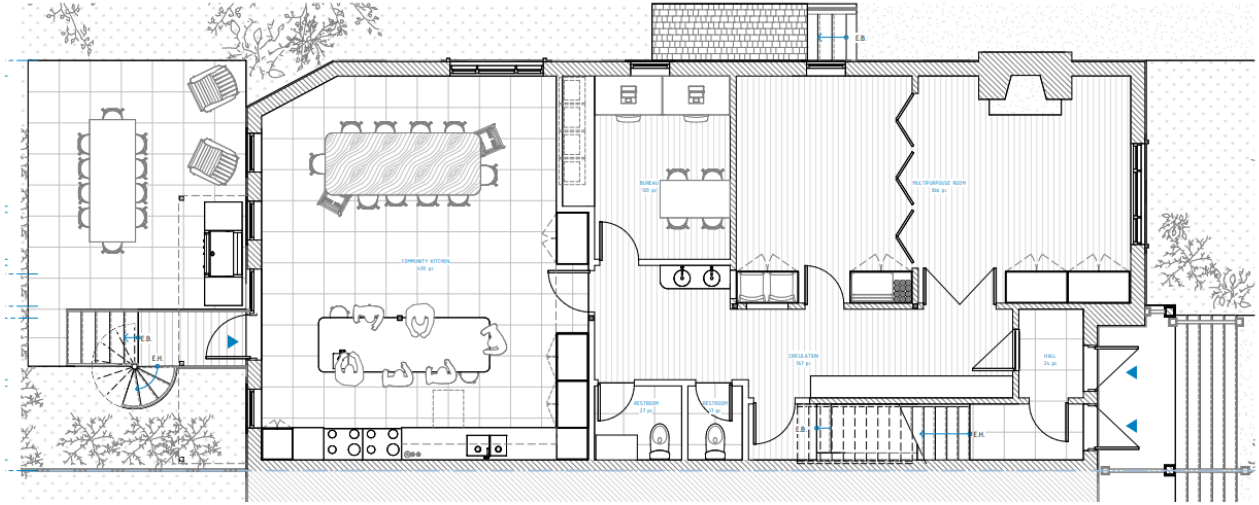
PROJET - PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

EXISTANT





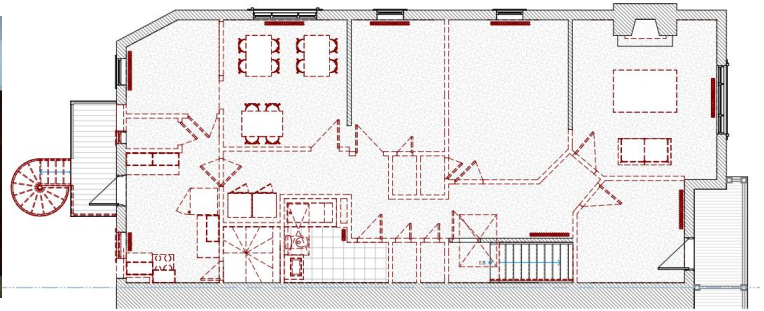
PROJETÉ



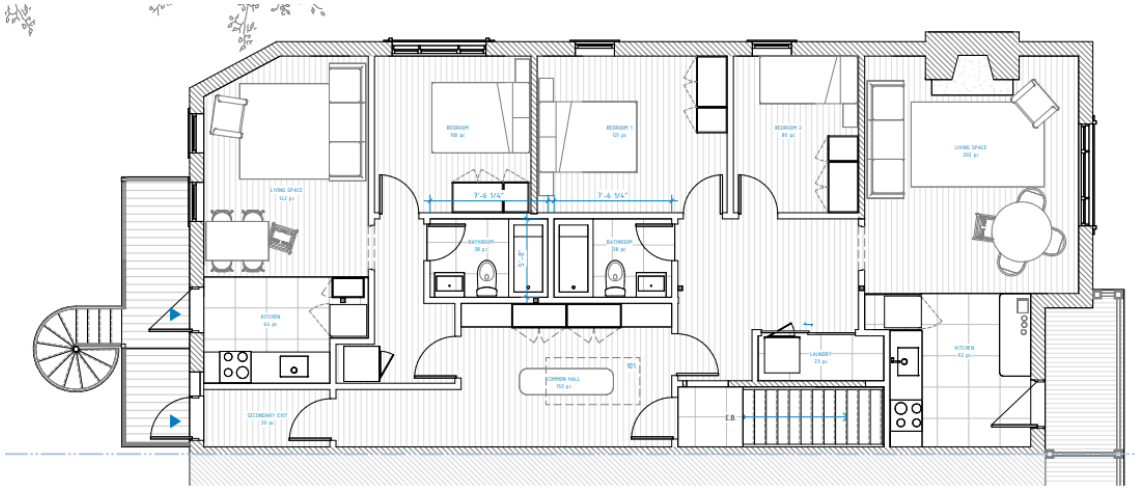
PROJET - PLAN DE L'ÉTAGE

EXISTANT



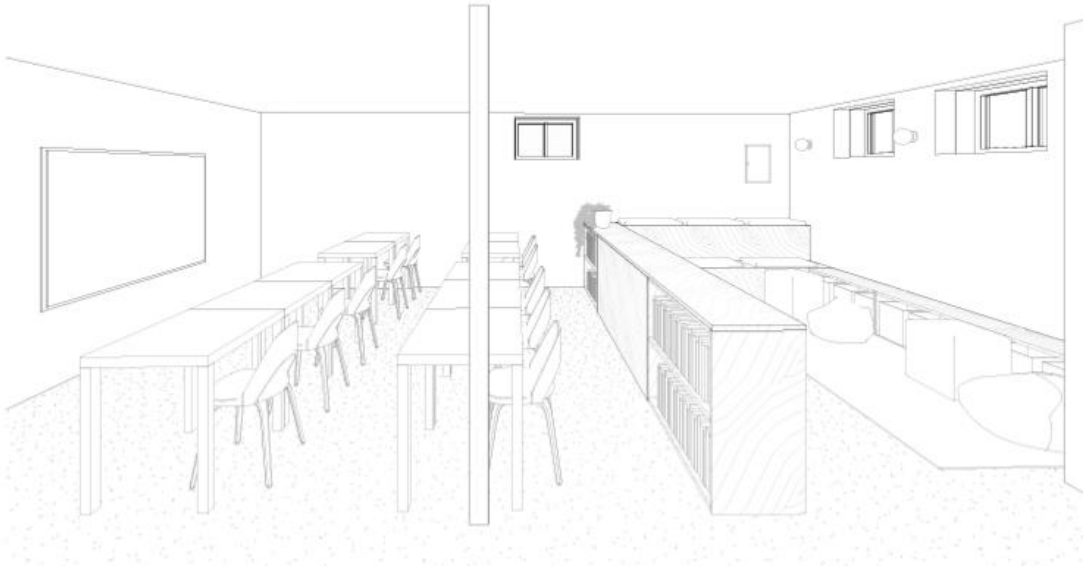


PROJETÉ



PROJET - PERSPECTIVE





DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	0401	0776	-
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	**H.2**	**Services de soutien, d'aide et d'hébergement**

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Le bâtiment est occupé par l'organisme depuis plus de 20 ans et offre un service important à la communauté sans causer de nuisance au milieu environnant;
- Le projet de rénovation permettra d'offrir un milieu adapté aux besoins des bénéficiaires de l'organisme;
- La demande respecte les objectifs et les critères du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANALYSE DAUSE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

GRILLE D'ANALYSE

ADRESSE :		
CRITÈRES	**ANALYSE**	**COMMENTAIRES**
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	Respecté	Le projet présente un usage qui vise à soutenir une clientèle sensible ayant besoin d'aide et d'hébergement. L'autorisation d'occupation du bâtiment à cette fin permettra de maintenir un service important pour la communauté et qui est déjà implanté dans le vbâtiment depuis plusieurs années.
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	Non applicable	
c) dans le cas d'un projet commercial, il participe à l'instauration d'une offre de commerces et de services de proximité qui répond aux besoins de la communauté, sans compromettre la structure commerciale ou économique existante;	Non applicable	
d) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose une offre de logements diversifiés et une proportion adéquate d'unités adaptables, en vue de répondre aux besoins particuliers de la communauté;	Respecté	Le projet offre 2 logements pour la clientèle du centre. Ces logements permettront de répondre à des besoins particuliers de la communauté.
e) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose des logements sécuritaires, qui favorisent un éclairage et une ventilation naturels et qui donnent accès à un espace extérieur privé ou semi-privé;	Respecté	Les 2 logements qui seront aménagés présentent une bonne qualité quant à l'éclairage et la ventilation naturelle.
f) le projet minimise les impacts sur les locataires occupants et prévoit des mesures de relocalisation appropriées, le cas échéant;	Non applicable	
g) le projet favorise la mutualisation de services ou d'installations afin d'optimiser l'utilisation de l'espace;	Non applicable	
h) le projet favorise l'utilisation des modes de déplacements actifs et collectifs, l'électrification des transports et la mutualisation des équipements de recharge;	Non applicable	
i) le projet assure la connectivité et la continuité paysagère des parcours piétons;	Non applicable	
j) dans le cas d'une grande propriété à caractère institutionnel ou d'un lieu de culte d'intérêt patrimonial, le projet assure le maintien de la fonction d'origine ou, à défaut, d'une vocation d'équipement collectif ou institutionnel;	Non applicable	
k) le projet intègre les principes du design universel à l'aménagement du site et des principaux accès au bâtiment. À cette fin, il favorise un parcours sans obstacle pour desservir les espaces collectifs, il propose des sentiers sécuritaires et éclairés, il réduit la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment et il réserve aux personnes à mobilité réduite un nombre adéquat de cases de stationnement à proximité des accès;	Non applicable	

GRILLE D'ANALYSE

2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	Non applicable	
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	Non applicable	
c) le projet favorise la cohérence des interventions de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque le site comprend plusieurs bâtiments ou constructions;	Non applicable	
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	Respecté	Aménagement d'un espace extérieur à l'arrière au profit des bénéficiaires
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	Non applicable	
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	Non applicable	
g) le projet privilégie la préservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur des composantes architecturales d'intérêt;	Non applicable	Aucune modification extérieur visible de la voie publique
h) le projet assure l'intégrité, la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique;	Non applicable	
i) le projet participe à la commémoration des valeurs patrimoniales ou à la reconnaissance de l'identité de la communauté locale;	Non applicable	
j) l'affichage s'intègre de manière sobre et harmonieuse en considérant le milieu d'insertion, l'architecture et la volumétrie du bâtiment, les usages exercés ainsi que l'échelle de la rue;	Non applicable	
3° Favoriser la transition écologique et la résilience climatique		
a) le projet minimise son empreinte écologique, qui se traduit par l'économie des ressources et de l'énergie durant tout son cycle de vie, en misant notamment sur l'efficacité énergétique, la réhabilitation de structures existantes, la récupération des déchets de construction et l'utilisation de matériaux reconnus pour leur durabilité;	Respecté	Rénovation d'un bâtiment existant
b) dans le cas de la construction d'un nouveau bâtiment, le projet vise l'obtention d'une certification reconnue en matière de performance écologique, telle que LEED, BOMA ou WELL;	Non applicable	
c) le projet participe à la biodiversité et à la résilience urbaine, notamment par des toitures intensives, l'agriculture urbaine, le déploiement des arbres et une diversité de végétaux, et assure une gestion naturelle des eaux de pluie;	Non applicable	
d) le projet propose une gestion optimale des matières résiduelles et évite l'encombrement du domaine public;	Non applicable	
e) le projet propose, notamment durant le chantier, une réduction à la source et un contrôle adapté des nuisances qu'il pourrait occasionner telles que le bruit, la poussière, les odeurs, le vent, la circulation, la chaleur et la lumière. ».	Non applicable	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1254570011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, du certificat de la tenue d'un registre concernant la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147, visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

IL EST RECOMMANDÉ :
De prendre acte du dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, du certificat de la tenue de registre concernant la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147, visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:20

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254570011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, du certificat de la tenue d'un registre concernant la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147, visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Lors d'une séance tenue le 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement a adopté la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Adoption de la résolution CA25 170113 à la séance ordinaire du 5 mai 2025 - 1243751004

DESCRIPTION

Étant donné que la résolution CA25 170113 est susceptible d'approbation référendaire, un registre a été ouvert le 29 mai 2025 pour les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des zones 0542, 0599, 0614 et 0628 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ainsi que de la zone RA-22 de l'arrondissement d'Outremont.
Le nombre de personnes habiles à voter était de 1163 et le nombre de signatures requises afin qu'un scrutin référendaire soit tenu était de 127.

304 personnes habiles à voter ont signé le registre.

Le nombre de signatures requises ayant été atteint, la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147 doit faire l'objet d'un scrutin référendaire, à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

JUSTIFICATION

Conformément aux articles 555, 556 et 557 de la LÉRM, le plus tôt possible après la fin de la période d'accessibilité au registre, le secrétaire d'arrondissement dresse un certificat qui établit :

1° le nombre de personnes habiles à voter établi selon l'article 553 de la LÉRM;
2° le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu;
3° le nombre de demandes faites;
4° le fait que la résolution est réputée approuvée par les personnes habiles à voter ou qu'un scrutin référendaire doit être tenu, selon le cas, à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

La secrétaire d'arrondissement doit déposer le certificat devant le conseil à la séance suivant le registre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-05-30

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254570011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, du certificat de la tenue d'un registre concernant la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147, visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Certificat de la tenue de registre



Certificat des résultats.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CERTIFICAT DES RÉSULTATS

Registre ouvert aux personnes habiles à voter concernant le projet particulier PP-147, visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Le 29 mai 2025

Conformément à l'article 555 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2), j'établis, à l'égard du registre ouvert aux personnes habiles à voter, que :

1. le nombre de personnes habiles à voter était de 1 163 ;

2. le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu était de 127 ;

3. le nombre de demandes enregistrées est de 304 ;

4. ce projet particulier fera l'objet d'un scrutin référendaire à moins que le conseil d'arrondissement ne décide de le retirer.

Montréal, le 29 mai 2025.

Original signé

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement
Responsable du registre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1253930003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Retirer, conformément à l'article 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QU'un nombre significatif de signatures a été recueilli pour demander la tenue d'un scrutin référendaire lors du registre s'étant tenue le 29 mai 2025;
ATTENDU QUE le requérant a signifié son souhait que l'arrondissement n'aille pas de l'avant avec la tenue d'un référendum;

IL EST RECOMMANDÉ :

De retirer, conformément à l'article 559 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* , la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-06 13:23

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1253930003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Retirer, conformément à l'article 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la résolution CA25 170113 approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le 25 avril 2025, la secrétaire d'arrondissement a reçu des demandes afin que les dispositions comprises dans le projet particulier PP-147 soient soumises à l'approbation des personnes habiles à voter;

- Le 5 mai 2025, le conseil a adopté la résolution approuvant le projet particulier PP-147;
- Le 29 mai 2025, à l'issue d'un registre, la secrétaire d'arrondissement a dressé un certificat établissant le fait qu'un scrutin référendaire devrait être tenu, à moins que le conseil d'arrondissement ne décide de retirer la résolution approuvant le projet particulier PP-147 (articles 555, 558 et 559 de la *Loi sur les élections et les référendums dans le municipalités* (LÉRM).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 10 mars 2025 - adoption du projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 (CA15 170055);

- Le 7 avril 2025 - adoption du second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 (CA25 170184);
- Le 5 mai 2025 - adoption de la résolution approuvant le projet particulier PP-147 (CA25 170113 - dossier décisionnel 1243751004));
- Le 29 mai 2025 - tenue du registre;
- Le 4 juin 2025 - Réception d'une correspondance du requérant demandant au conseil de ne pas tenir de scrutin référendaire sur le projet étant donné le nombre significatif de signatures à l'étape du registre.
- Le 9 juin 2025 - dépôt du certificat des résultats (dossier décisionnel - 1254570011).

DESCRIPTION

Le nombre de personnes habiles à voter pour le secteur concerné, soit les zones 0542,0599, 0614 et 0628 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ainsi que de la zone RA-22 de l'arrondissement d'Outremont, était de 1163;

- Le nombre de signatures requises pour qu'un scrutin référendaire soit tenu était de 127;
- Le nombre de demandes enregistrées à l'issue du registre qui s'est tenu le 29 mai 2025 a été de 304.

Dans les circonstances, le conseil entend se prévaloir de l'article 559 de la LÉRM qui lui permet, tant que l'avis du scrutin référendaire n'a pas été publié, de retirer la résolution approuvant le projet particulier PP-147.

JUSTIFICATION

Le promoteur a informé la Ville qu'étant donné le nombre significatif de signatures recueillies à l'étape du registre, il demande au conseil d'arrondissement de ne pas tenir de scrutin référendaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conformément à l'article 559 de la LÉRM, dans les 15 jours du retrait de la résolution approuvant le projet particulier PP-147, un avis public sera diffusé sur le site des avis publics de l'arrondissement. Copie de cet avis sera transmis au directeur général des élections en indiquant la date de sa publication.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 830-7568
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-30

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1254570010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer une secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

IL EST RECOMMANDÉ:
De nommer, à compter du 9 juin 2025, madame Nadia Sofia Matos Fernandes à titre de secrétaire d'arrondissement substitut de l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 16:21

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254570010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer une secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

CONTENU

CONTEXTE

À l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame de Grâce, la fonction de secrétaire d'arrondissement substitut est dévolue au secrétaire recherchiste.
Madame Nadia Sofia Matos Fernandes a été nommée secrétaire recherchiste à l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et est en poste depuis le 5 mai 2025.

Afin de combler les besoins ponctuels, il est nécessaire de la nommer secrétaire d'arrondissement substitut et responsable substitut de l'accès aux documents pour remplacer la secrétaire d'arrondissement en cas de maladie, de vacances ou d'empêchement majeur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

sans objet

DESCRIPTION

En cas d'absence de la secrétaire d'arrondissement et afin d'assurer le fonctionnement de la division du greffe, il est opportun de recommander au conseil d'arrondissement de nommer un secrétaire d'arrondissement substitut, soit madame Nadia Sofia Matos Fernandes, secrétaire recherchiste.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 27 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec , le conseil de l'arrondissement doit nommer un secrétaire d'arrondissement qui possède, compte tenu des adaptations nécessaires et pour les fins des compétences du conseil de l'arrondissement, les pouvoirs et doit exécuter les devoirs du greffier d'une municipalité prévus par toute loi. Conformément à l'article 96 de la Loi sur les cités et villes, le conseil d'arrondissement a également le pouvoir de nommer un secrétaire d'arrondissement substitut, en cas de vacance du secrétaire d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

aucun

MONTRÉAL 2030

aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

aucun

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs, notamment l'article 96 de la Loi sur les cités et villes.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement

Tél : 514 830-7568 - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1257479005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) ainsi que les rapports des dépenses avec et sans bon de commande pour le mois d'avril et les rapports des dépenses effectuées avec la carte de crédit du mois de mars et avril 2025.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) ainsi que les rapports des dépenses avec et sans bon de commande pour le mois d'avril et les rapports des dépenses effectuées avec la carte de crédit du mois de mars et avril 2025.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-03 13:18

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257479005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) ainsi que les rapports des dépenses avec et sans bon de commande pour le mois d'avril et les rapports des dépenses effectuées avec la carte de crédit du mois de mars et avril 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) ainsi que les rapports des dépenses avec et sans bon de commande pour le mois d'avril et les rapports des dépenses effectuées avec la carte de crédit du mois de mars et avril 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des Services Administratifs du Greffe et de la Gestion Immobilière

Tél : 514-872-8436
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257479005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) ainsi que les rapports des dépenses avec et sans bon de commande pour le mois d'avril et les rapports des dépenses effectuées avec la carte de crédit du mois de mars et avril 2025.



Decisions deleguees -AVRIL 2025-CA 9 JUIN-VF.pdf



Liste des BC approuves pour avril 2025_final.pdf



Factures payees non reliees à un bon de commande_avril 2025.pdf



Rapport_visa_Mars_2025.pdf



Rapport Visa-avril 2025-CA 9 juin.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Décision Déléguées Ressources Humaines

Avril 2025

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
6	Nomination d'un fonctionnaire	2	DSAGGI	Directeur(-trice) par intérim	2025-04-05	Promotion
			DSAGGI	Regisseur(euse)	2025-04-22	Embauche
7	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	11	DSAGGI	Chauffeur(-euse) de véhicules motorisés Classe "C"	2025-04-05	Titularisation
			DSAGGI	Prepose(é) aux travaux et à l'entretien	2025-04-05	Titularisation
			DSAGGI	Assistant(e)-Intervention Loisirs	2025-04-08	Embauche
			DSAGGI	Aide-Bibliothecaire	2025-04-08	Embauche
			DSAGGI	Aide-Bibliothecaire	2025-04-09	Embauche
			DSAGGI	Agent(e) de bureau	2025-04-14	Embauche
			DSAGGI	Prepose(é) aux travaux et à l'entretien	2025-04-19	Titularisation
			DSAGGI	Conseiller(-ère) en planification	2025-04-19	Promotion
			DSAGGI	Stagiaire Scientifique	2025-05-03	Embauche
			DSAGGI	Stagiaire Scientifique	2025-05-03	Réembauche
			DSAGGI	Prepose(é) aux travaux et à l'entretien	2025-05-03	Titularisation

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Décision Déléguées Ressources Humaines

Avril 2025

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire en regard de dispositions des conventions collectives	2	DSAGGI	Direction des travaux publics, Division de la voirie - travaux et propreté	2025-04-09	Déposer un avis disciplinaire pour l'infraction du 10 novembre 2024
			DSAGGI	Division Des Permis Et Inspections	2025-04-22	Imposer un avis disciplinaire pour une infraction commise le 15 janvier 2025
14,0	L'exercice de tout pouvoir délégué en vertu du présent chapitre requiert l'obtention préalable d'un avis du chef de division ressources humaines de la Direction des services administratifs et du greffe, à l'exception de la mise à pied et du rappel d'un fonctionnaire auxiliaire, col bleu ou col blanc, occupant un poste saisonnier.	1	DSAGGI	Direction Culture, Sports, Loisirs Et Développement Social	2025-04-09	Approbation des mouvements d'affectation du 1er trimestre 2025, acceptés automatiquement par Le numéro de demande collective #906696

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- avril 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé
Admo, Samir	1712901	2025-04-16	Cardio Choc inc.	-	Cartouches d'électrodes	239,46 $
						239,46 $
Alexis, Steve Tony	1711091	2025-04-06	Atelier d'usinage Innova précision 2014	-	Réparation d'élingues brisées	921,21 $
	1713342	2025-04-21	Chaussures Belmont inc	-	Bottes de sécurité	215,84 $
	1711103	2025-04-07	Équipements récréatifs Jambette inc.	-	Siège en caoutchouc pour balançoires	5 133,89 $
	1714530	2025-04-28	Équipements Stinson (Québec) inc.	-	Peinture pour terrain de sport	3 359,73 $
	1714155	2025-04-27	Les mousses de l'Estrie inc.	-	Mousse de cèdre naturel et de fibre pour terrain de jeux	9 049,08 $
	1711119	2025-04-06	Location Gamma inc.	-	Réparation de souffleuse	101,64 $
	1713375	2025-04-27	Machinerie plus ltée	-	Réparation-banc à scie	532,28 $
	1710794	2025-04-03	Novafor équipement inc.	-	Scie et mousquetons pour élagage	2 041,76 $
	1711299	2025-04-07	Novafor équipement inc.	-	Gants	522,19 $
	1713060	2025-04-16	Novafor équipement inc.	-	Mousqueton, pantalons, étui pour scie à chaine et sac pour matériel de sécurité (élagage)	3 097,37 $
	1714156	2025-04-27	Novafor équipement inc.	-	Bretelles pour élagueur	59,62 $
	1710854	2025-04-03	Sécurité Landry inc	-	Mousqueton, boucle de stockage pour mousqueton et harnais (élagage)	1 136,02 $
	1711077	2025-04-06	Sécurité Landry inc	-	Casque, visière et élingues de retenue (élagage)	2 106,90 $
	1711248	2025-04-08	Société internationale d'arboriculture Québec inc. (S.I.A.Q.)	-	Renouvellement d'adhésion_ S.I.A.Q	981,65 $
	1711015	2025-04-03	Superior Sany solutions (tm)	-	Porte-poussière et balai	342,17 $
	1712995	2025-04-27	Superior Sany solutions (tm)	-	Vaporisateur, détergent et vinaigre	451,73 $
	1713409	2025-04-21	Tenaquip Limited	-	Dévidoir et tuyaux	1 177,82 $
	1711354	2025-04-07	Vézina 2012 inc.	-	Crochets en "S"	1 192,65 $
	1710940	2025-04-03	Wolseley Canada inc.	-	Tuyaux en plastique et garnitures insérées	96,37 $
						32 519,92 $
Arcand, Patricia	1714671	2025-04-29	Compugen inc.	1654697	Chargeur pour ordinateur portable	52,49 $
						52,49 $
Bensaci, Amar	1711969	2025-04-10	Irriglobe inc.	-	Entretien du système d'irrigation_bibliothèque et MC CDN	1 359,95 $
						1 359,95 $
Boucher, François	1714501	2025-04-28	Compugen inc.	-	Chargeur pour ordinateur portable	170,08 $
						170,08 $
Brunet, Étienne	1711408	2025-04-08	Les mordus de la langue inc.	-	BC ouvert_année 2025_service de conception, correction et rédaction française	8 399,00 $
	1711420	2025-04-11	Productions Maray	-	Affiches et tiges pour montage_campagne CDNNDG_Arbitres	2 734,92 $
	1711941	2025-04-29	Uline Canada corp.	-	Attache-câbles, cisaille et ruban à mesurer	230,73 $
						11 364,65 $
Cousineau, Simon	1710460	2025-04-03	Le barricadeur	-	Barricadage de la porte de garage du clos Madison	1 123,06 $
						1 123,06 $
Desjardins, Steve	1712435	2025-04-16	Entreprises Forlini-division équipement de Sécurité universel inc.	1644900	Bottes de sécurité	183,73 $
						183,73 $
Gaudreault, Guylaine	1711040	2025-04-04	ASAP moving and transport inc.	-	Service de déménagement des casiers du vestiaire vers la roulotte temporaire_clos Madison	1 916,02 $
	1714356	2025-04-29	Tessier Récréo-parc inc.	-	Mise à niveau d'équipements_terrain de jeux pour enfants de 6 à 12 ans_parc Nelson Mandela. GDD 2255537004	21 709,00 $
						23 625,02 $
Hooper, Chantal	1713349	2025-04-29	Atelier d'usinage Innova précision 2014	-	Réparation de camions	806,99 $
	1712267	2025-04-29	BF-Tech inc.	-	Réparation de bornes d'incendie endommagées	2 512,22 $
	1712393	2025-04-17	Footage tools inc.	-	Fraises et forêts pour tuyauterie	1 048,20 $
	1710589	2025-04-02	Gorl'eau inc.	-	Localisation et dépistage de fuites d'eau	4 514,46 $
	1713201	2025-04-25	Imprimerie L'empreinte inc.	-	Formulaire de demande de travail et accroches-porte	1 994,76 $
	1711312	2025-04-09	Location Sauvageau inc.	-	BC ouvert_année 2025_location de véhicule pour avis aux citoyens lors des fermetures d'eau	10 498,75 $
	1714341	2025-04-25	Sanivac	-	Location de toilette chimique_parc Van Horne_période hors entente	320,21 $
	1712948	2025-04-25	St-Germain égouts et aqueducs inc.	-	Rouleau de butyle et star-grip pour fonte	5 101,45 $
	1712976	2025-04-29	St-Germain égouts et aqueducs inc.	-	Regard d'égout	1 175,35 $
						27 972,39 $
Kanga, Vanessa	1712286	2025-04-14	9028-6733 Québec inc.	-	BC ouvert_année 2025_fournitures et quincaillerie_MC CDN	629,92 $
	1713984	2025-04-25	Affichage SST	-	Signalisation pour informer de l'accès à un extincteur en cas d'incendie_bibliothèque de NDG	191,08 $
	1714842	2025-04-30	Café Liégeois Canada inc.	-	Machine à espresso automatique_Bistro et ensemble de nettoyage	2 272,96 $
	1715069	2025-05-05	Caroline Hayeur	-	Exposition: Haïti territoires informels	4 660,40 $
	1714473	2025-04-29	Entreprise Ziani inc.	-	Paiement de facture_chargement et transport de neige_fin de la saison hivernale_bibliothèque et MC CDN	2 288,73 $
	1714831	2025-04-30	Entreprises Forlini-division équipement de Sécurité universel inc.	-	Chaussures de sécurité	125,98 $
	1714458	2025-04-29	Les impressions Plastimax	-	Impression de cartes d'abonnement	2 475,14 $
	1714839	2025-04-30	Solotech inc.	-	Lampes d'éclairage	1 814,27 $

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- avril 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé
	1714841	2025-04-30	Solotech inc.	-	Câble pour éclairage	2 466,54 $
						16 925,02 $
Keiner, Tanis	1713068	2025-04-16	Biblio RPL ltée	-	Pellicule adhésive, rouleau de couvre jaquette, colle, plioir et protège-étiquettes	1 743,58 $
	1712415	2025-04-14	Magasins Best buy ltée	-	Étiqueteuse, câble lightning à USB et système d'alimentation (back-up)	599,39 $
						2 342,97 $
Léger, April	1710203	2025-04-01	Le gars des stores	-	Installation de store opaque	1 044,63 $
						1 044,63 $
Limperis, Apostolos Mario	1711895	2025-04-30	Créations Jean-Claude Tremblay inc.	-	Service d'animation_mascotte Jazz_Jeux de Montréal_29 mars, 2 et 5 avril 2025	2 233,08 $
	1711275	2025-04-07	Imprimerie L'empreinte inc.	-	Impression_billets de tennis	915,49 $
	1708634	2025-04-09	Les installations sportives Agora inc.	-	Ajout pour paiement de facture_Inspection et réparation de porte levante_Aréna Doug Harvey	1 181,11 $
	1710991	2025-04-04	Superior Sany solutions (tm)	-	Tampon décapant	257,37 $
	1713150	2025-04-23	Superior Sany solutions (tm)	-	Tampon pour l'entretien des planchers	257,37 $
	1715091	2025-04-30	Superior Sany solutions (tm)	-	Nettoyants pour diverses surfaces, tampons à récurer et cage verrouillable en métal	901,38 $
						5 745,80 $
Manseau, Sébastien	1711450	2025-04-09	Esri Canada Limited	-	Licence_logiciel Arc Gis_renouvellement et nouvel abonnement	3 456,72 $
	1712902	2025-04-28	Santinel inc.	-	Formation: Secourisme en milieu de travail	134,38 $
	1714585	2025-04-29	Thomson Reuters	-	Frais d'abonnement_Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	204,73 $
						3 795,83 $
Plante, Stéphane	1686862	2025-05-02	Construction DJL inc	1683941	BC ouvert_ajout de fonds pour la portion de l'année 2025 de la saison hivernale 2024-2025_ asphlate à chaud	9 973,81 $
	1709815	2025-04-15	Demix construction	1683939	BC ouvert_année 2025_asphalte_période estivale	119 160,80 $
	1696196	2025-05-01	Duoson multimédia inc	-	Modification selon nouvelle soumission_BC ouvert_année 2025_équipment pour salle de conférence	16 849,45 $
	1713708	2025-04-25	JBLP inc.	-	Production visuelle_campagne de propreté	5 233,63 $
	1704939	2025-04-07	Les services EXP inc.	-	SP_mécanique électrique_réaménagement des bureaux des contremaîtres au clos Darlington	4 986,91 $
	1710501	2025-04-03	Société environnementale Côte-Des-Neiges	-	Entreposage des décors lumineux_période de mars à novembre 2025	765,36 $
	1710216	2025-04-01	Solution management stratégique inc.	-	Formation: Gestion axée sur les résultats (GAR)	11 076,18 $
	1703036	2025-04-01	Teltech dignalisation inc.	-	Ajout pour paiement de facture_signalisation routière_période hors entente	4 404,43 $
	1426883	2025-04-24	Direktion 360	-	Ajout pour augmentation de la provision des contingences_acquisition et d'installation d'éléments d'éclairage_terrains sportifs du parc Martin Luther-King. GDD 2208690002	8 477,74 $
	1711039	2025-04-04	Karyne architecte paysagiste (KAP) inc.	-	SP_projet d'aménagement pour la déminéralisation du parc Mackenzie King. GDD 2255537003	62 842,89 $
	1712348	2025-04-14	Les plantations Letourneau (Pépinière)	-	Fourniture et livraison d'arbres. GDD 2257660004	34 543,18 $
	1712333	2025-04-14	Pépinière Rougemont inc.	-	Fourniture et livraison d'arbres. GDD 2257660004	46 142,01 $
	1714355	2025-04-29	Les couvertures St-Léonard inc	-	Réfection de la toiture du chalet du parc Martin Luther-King. GDD 2258282002	97 192,18 $
	1714310	2025-04-28	Atmosphäre inc.	-	Fourniture et l'installation d'un circuit d'entrainement intergénérationnel_parc Loyola. GDD 2258970001	116 901,74 $
	1714798	2025-05-01	Pgvmedia	-	Impression de certificats_événement de la reconnaissance des OBNL. GDD 2259160002	351,71 $
	1713953	2025-04-25	Hainault Gravel huissiers de justice inc.	-	Service d'huissier_année 2025. GDD 2259549001	42 004,13 $
	1712798	2025-04-15	Techniparc	-	Projet pilote d'hydro-ensemencement_terre-plein de la rue Decelles entre Linton et Ellendale. GDD 2259982008	7 769,07 $
	1715119	2025-05-01	Les ateliers d'Antoine	-	Construction de bacs de jardinage en bois_projet d'agriculture urbaine. Budget participatif. GDD 2259982011	19 212,71 $
						607 887,93 $
Stingaciu, Irinel-Maria	1711909	2025-04-09	Cardio Choc inc.	-	Fourniture de premiers soins_bibliothèque Benny	198,01 $
	1701345	2025-04-24	Machines à coudre Pénélope	-	Ajout de fonds_BC ouvert_année 2025_matériel de couture_projet: Fablab_bibliothèque Benny	524,94 $
	1710436	2025-04-02	Store urbain	-	Livraison et installation de stores Altex Absolute (ECOSCREEN 109600)_bibliothèque Benny	2 151,19 $
						2 874,14 $
St-Laurent, Sonia	1713448	2025-04-22	Association skateparks Montréal	-	Organisation d'une compétition et d'une démonstration professionnelle_projet d'inauguration: Skatepark Benny	5 669,32 $
	1714445	2025-04-30	Entreprises d'extermination Maheu ltée	-	Service d'extermination	2 152,24 $
						7 821,56 $
Tankoano, Fimba	1712396	2025-04-14	Association des bibliotheques publiques du Québec	-	Inscription: Rendez-vous des bibliothèques publiques du Québec 2025	2 362,22 $
	1711900	2025-04-09	Atout plus inc.	-	Formation: Secourisme	744,20 $
	1710437	2025-04-02	Location Sauvageau inc.	-	Location d'un camion_activités estivales de Hors les-murs	9 973,81 $
						13 080,23 $
Turnblom, Sylvain	1710231	2025-04-09	Coinamatic commercial laundry inc.	-	Acquisition d'une laveuse_division de la Voirie	2 544,90 $
	1712483	2025-04-30	Équipements Stinson (Québec) inc.	-	Peinture_marquage de stationnement	5 191,04 $
	1712463	2025-04-14	Hilti Canada ltée	-	Mèches au carbure et perforateur-burineur	2 137,74 $
	1714154	2025-04-28	Stericycle ULC	-	BC ouvert_année 2025_service de collecte de seringues	314,96 $
	1712527	2025-04-14	Tenaquip Limited	-	Collecteurs d'aiguilles et ramasse-déchets	298,33 $

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- avril 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé
						10 486,97 $
						770 615,83 $

CDN: Côte-des-Neiges
MC: Maison de la culture
NDG: Notre-Dame-de-Grâce
S.I.A.Q.: Société internationale d'arboriculture du Québec
SP: Services professionnels

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de avril 2025
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
Alexis, Steve Tony	07-avr-2025	Sanivac	Location de toilette chimique_période hors entente	313,34
	07-avr-2025	Sanivac	Location de toilette chimique_période hors entente	115,49
	11-avr-2025	Novafor équipement inc.	Enrouleur de ruban à barricade	107,56
				536,39
Boucher, François	15-avr-2025	Siala, Dondo Pipo	Récupération d'enveloppe chez Postes Canada	10,47
				10,47
Boudreault, Roxanne	01-avr-2025	Santinel inc.	Cours de secourisme	134,38
	07-avr-2025	Édifice 5160 Décarie inc.	Carte de stationnement	25,00
	08-avr-2025	Rivas-Nerio, Roxana	Frais de kilométrage et de stationnement_mois de mars	51,00
				210,38
Kanga, Vanessa	02-avr-2025	Clovis-Alexandre Desvarieux	Exposition: En quête_MC NDG (Botrel)	2 782,17
	02-avr-2025	Festival international du film pour enfants de Montréal	Projection de films_CC NDG	629,92
	02-avr-2025	Sarrin Sarrin, Jorge Daniel	Collations pour les loges_salle de spectacle_MC CDN	8,98
	02-avr-2025	Still good inc.	Service de traiteur_MC CDN	101,50
	08-avr-2025	Clara Cousineau	Exposition: L'alternance des couleurs	2 782,17
	08-avr-2025	Conseil Québécois de la musique	Spectacle : Ils sont si romantiques : de Beethoven à Stréliski	3 500,00
	08-avr-2025	Ministre des finances	Permis d'exploitation	216,75
	10-avr-2025	Joe Jack & John	Spectacle: Cispersonnages en quête d'auteurice	1 308,14
	10-avr-2025	Piano Esmonde White	Accord de piano_25 mars 2025_MC CDN	204,73
	10-avr-2025	Piano Esmonde White	Accord du piano_18 mars 2025_MC CDN	204,73
	14-avr-2025	Lorganisme	Spectacle : Les limites infinies de la peau	944,89
	23-avr-2025	Alexandrine Agostini	Spectacle: Le nerf au bois dormant - polyphonie intime	2 624,69
	23-avr-2025	Asselin Lebreux, William	Semances pour grainothèque, perceuse et lubrifiant pour serrure	217,76
	23-avr-2025	Benjamin Deschamps	Spectacle: Augmented Reality	566,93
	23-avr-2025	Fous de nature	Animation: Les amis de mon potager	405,75
	23-avr-2025	Piano Esmonde White	Accord du piano_10 avril 2025_MC CDN	204,73
	23-avr-2025	Piano Esmonde White	Accord du piano_15 avril 2025_MC CDN	204,73
	23-avr-2025	Stingaciu, Irinel-Maria	Achat de journaux	89,09
	24-avr-2025	Benjamin Deschamps	Spectacle : Dans l'univers d'Astor	3 149,62
	24-avr-2025	Dufour, Robert	Aimants pour l'exposition Haïti Informel	113,42
	24-avr-2025	Gabrielle Marquis	Spectacle : Nora la trotteuse	2 939,65
	25-avr-2025	Anna Kichtchenko	Spectacle : La chose-en-soi	638,32
	29-avr-2025	Animations Clin d'oeil inc.	Spectacle des Pâques avec chasse aux oeufs_secteur jeunesses_bibliothèque de CDN	714,04
				24 552,71
Keiner, Tanis	02-avr-2025	Chastel, Émilie	Bougies et tatouages temporaires_Club de lecture TD_BIC	163,38
	02-avr-2025	Gotta Lago	Spectacle: Rythmes en folie	600,00
	02-avr-2025	Les neurones atomiques inc.	Atelier de sciences_thème: L'oeil humain	321,05
	09-avr-2025	Stéphanie Filion	Atelier de médiation culturelle_Macarons poétiques	467,19
	11-avr-2025	Chastel, Émilie	Achat de collation_Club de lecture_BIC	29,16
	11-avr-2025	Lemaire, Marc	Nettoyant pour contacts électriques, carte de développement électronique et carte de commande de moteur_InterFab	112,47
	11-avr-2025	Librairie O-Taku inc.	Animation d'atelier_BIC	603,32
	14-avr-2025	Pageau, Lucie	Aiguisoir à ciseaux, épingles et craie_InterFab	45,71
	15-avr-2025	Gauthier, Laurence	Collations pour activité_BIC	11,97
	15-avr-2025	Letourneau, France	Pâte à modeler_trousses InterFAb	8,38
	15-avr-2025	SJJ agency	Animation: Les troubadours	400,10
	25-avr-2025	Chastel, Émilie	Bracelets lumineux et appareil photo_Soirée des ados_BIC	223,01
	25-avr-2025	Gauthier, Laurence	Chocolats pour l'activité des Pâques	74,06
				3 059,80
Limperis, Apostolos Mario	11-avr-2025	Mario Iapalucci	Aiguisage de patins	600,53
	11-avr-2025	Mario Iapalucci	Frais d'assurance	524,94

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de avril 2025
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
				1 125,47
Manseau, Sébastien	04-avr-2025	Laporte, Jean-Simon	Colloque: Le rendez-vous du bâtiment durable - Matériaux et innovations	370,32
				370,32
Reeves, Geneviève	04-avr-2025	B.E.S.T. Gestion de foules Canada S.E.N.C.	Agent de sécurité	230,71
				230,71
St-Laurent, Sonia	08-avr-2025	Boo! Design inc.	Impression et ajustement infographique de panneaux ''Déchets''	304,99
				304,99
Stingaciu, Irinel-Maria	02-avr-2025	Duquette, François	Pailles, bandes élastiques, cuillères, assiettes et ballons pour atelier_bibliothèque Benny	15,07
	17-avr-2025	Robert Boire	Animation du club de lecture en anglais (6 rencontres)_bibliothèque Benny	600,00
	17-avr-2025	Sylvain A. Trottier	Activités: Jeux vidéo rétro et de réalité virtuelle_semaine de relâche_bibliothèque de CDN	1 035,60
	22-avr-2025	Bou Merhi, Pamela	Chocolat pour l'activité de Pâques	47,58
	23-avr-2025	Tétreault, Noella	Aspirateur manuel sans-fils pour rayonnages de bibliothèque	79,34
	24-avr-2025	Dorval, Jonathan	Impression d'affiche et déplacement_présentation de la bibliothèque Benny à Westmount High Resource Fair	136,44
	25-avr-2025	Elyse Dimanche	Ateliers de dessin: Être modèle (deux ateliers)	200,00
				2 114,03
Tankoano, Fimba	01-avr-2025	La collective, théâtre de l'opprime	Quatre ateliers de théâtre_Médiation culturelle	2 204,74
	01-avr-2025	Marie-Hélène Côté	Atelier animé par les artistes du spectacle Le périple_Médiation culturelle	367,46
	01-avr-2025	Sylvain Rivard	Animation de trois ateliers_Médiation culturelle	600,00
	02-avr-2025	Marilyne Bissonnette	Exposition: Sous la fourrure_Médiation culturelle	623,00
	04-avr-2025	Bezerra Rodrigues, Francisco Wagner	Collations pour ateliers_Médiation culturelle	17,98
	04-avr-2025	Borges, Ligia	Collations, peinture, colle et contenant en plastique pour ateliers de Médiation culturelle	169,27
	04-avr-2025	Boucher, Sophie	Collations_ Comité d'analyse_programme Ville-MESS	87,71
	07-avr-2025	Danica Olders	Animation d'un atelier de dessin et d'un atelier de peinture acrylique_Médiation culturelle	400,00
	11-avr-2025	Niti Marcelle Mueth	Animation d'atelier_groupe de francisation_Médiation culturelle	314,96
	15-avr-2025	Technologies Acropolys inc.	Animation d'atelier_Médiation culturelle	682,42
	25-avr-2025	Technologies Acropolys inc.	Animation d'atelier_Médiation culturelle	335,96
	27-avr-2025	Marven Clerveau	Atelier: Perspectives Hip-Hop_Médiation culturelle	320,00
				6 123,50
Turnblom, Sylvain	15-avr-2025	Toxyscan technologie inc.	Renouvellement annuel du logiciel Toxyscan	459,97
				459,97
				39 098,74

BIC: Bibliothèque interculturelle de Côte-des-Neiges
CC: Centre culturel
CDN: Côte-des-Neiges
MC: Maison de la culture
NDG: Notre-Dame-de-Grâce

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de Mars 2025)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-03-05	IKEA.ca	Tablettes pour la salle de conférence CDN		83,95 $
2	2025-03-05	Maxi	Frais de reconnaissance - équipe des travaux Publics		94,28 $
3	2025-03-06	Global industrial	Boîtier de sécurité pour clés		655,06 $
4	2025-03-10	Serrupro	Réparation d'une serrure de bureau		330,71 $
5	2025-03-24	Paypal - Groupe Gesfor	Formation pour un gestionnaire immobilier		498,69 $
6	2024-03-26	Première Moisson	Réunion de co-développement professionnel - chefs de divisions de finances		59,43 $
					1 722,12 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-03-11	RTM-abonnement	Passe mensuelle de transport en commun pour une conseillère en développement social et un agent en intervention loisir		138,79 $
2	2025-03-11	RTM-abonnement	Passe mensuelle de transport en commun pour un agent en développement		69,39 $
					208,18 $

Carte de crédit au nom de : Division Culture et bibliothèque Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Division développement Social Limite: 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-03-20	Yapla - Vivre en ville	Formation - conseillère en aménagement		383,52 $
2	2025-03-24	Santinel Inc	Formation en secourisme - Conseillère en developpement communautaire		134,38 $
					517,90 $

Carte de crédit au nom de : Division de sport et loisirs Limite: 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : DAUM Limite : 5000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-03-05	Avancie Inc.	Service de notifications		102,89 $
2	2025-03-17	Premier Moisson CDN	Frais de réunion - Comité consultatif d'urbanisme (CCU) du 19 mars		410,08 $
3	03-2025	Registre Foncier du Québec	Consultations		12,00 $
					524,97 $

Carte de crédit au nom de : Division des communications Limite : 3000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-03-04	Google Ads	Campagne de promotion pour l'adhésion à l'infolettre		207,39 $
2	2025-03-08	Google Ads	Campagne de promotion pour l'adhésion à l'infolettre		684,85 $
3	2025-03-12	Association des communicateurs municipaux du Québec	Cotisation annuelle - chef de division		309,71 $
4	2025-03-11	Association des communicateurs municipaux du Québec	Inscription au colloque annuel - chargés de communication		624,67 $
5	2025-03-11	Association des communicateurs municipaux du Québec	Inscription au colloque annuel - chargés de communication		624,67 $
					2 451,29 $

Carte de crédit au nom de : Division du greffe Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-03-17	SEAO	Publication des appels d'offres et addendas		17,90 $
					17,90 $

Carte de crédit au nom de : Guylaine Gaudreault Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-03-11	SHDM - Cdl	Stationnement - Rencontre des DA du 21 mars en remplacement de Stéphane Plante		19,17 $
2	2025-03-25	Restaurant Plan B	Rencontre dans le cadre d'un jumelage inter-division		32,87 $
					52,04 $

Carte de crédit au nom de : Stéphane Plante Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Fimba Tankoano Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-03-11	Alimentation Khalid Az	Table des directeurs de CSLDS qui a eu lieu au 5160 Décarie		29,37 $
2	2025-03-11	Dollarama	Table des directeurs de CSLDS qui a eu lieu au 5160 Décarie		19,68 $
3	2025-03-11	Tim Hortons	Table des directeurs de CSLDS qui a eu lieu au 5160 Décarie		41,97 $
4	2025-03-11	Top Discount	Table des directeurs de CSLDS qui a eu lieu au 5160 Décarie		20,85 $
5	2025-03-28	Dominos Pizza	Réunion de l'équipe de Sports loisirs à l'aréna Bill Durnam		49,53 $
					161,40 $

Carte de crédit au nom de : Samir Admo Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Pierre Boutin Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $
					5 655,80 $

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de Avril 2025)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-15	Best Buy	Achat des étuis de cellulaire		66,11 $
2	2025-04-29	Addison	Achat des étuis de cellulaire		253,79 $
					319,90 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-11	RTM-abonnement	Passe mensuelle de transport en commun pour une conseillère en développement social et un agent en intervention loisir		138,79 $
2	2025-04-11	RTM-abonnement	Passe mensuelle de transport en commun pour un agent en développement		69,39 $
					208,18 $

Carte de crédit au nom de : Division Culture et bibliothèque Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-07	Première Moisson	Rencontre des gestionnaires de la direction de la CSLDS		278,26 $
2	2025-04-30	Dollarama	Cartes cadeaux - Activité : soirées des ados		195,77 $
3	2025-04-30	Pharmaprix	Cartes cadeaux - Activité : soirées des ados		273,94 $
					747,97 $

Carte de crédit au nom de : Division développement Social Limite: 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-16	Bureau en gros	Matériel - Activité de reconaissance des OBNL du 2 mai		43,03 $
2	2025-04-17	Michaels	Matériel - Activité de reconaissance des OBNL du 2 mai		47,09 $
					90,12 $

Carte de crédit au nom de : Division de sport et loisirs Limite: 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-17	Dollarama	Cadres - Activité de reconaissance des OBNL du 2 mai		293,95 $
					293,95 $

Carte de crédit au nom de : DAUM Limite : 5000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-03	Avancie	Service de notifications		139,64 $
2	2025-04-03	Fédération Québeçoise des Municipalités (FQM)	Formation pour 4 employés de l'équipe de permis		2 099,76 $
3	2025-04-14	Premier Moisson	Frais de réunion - Comité consultatif d'urbanisme (CCU) du 16 avril		284,93 $
4	2025-04-16	Registre foncier	Consultations		2,00 $
					2 526,33 $

Carte de crédit au nom de : Division des communications Limite : 3000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-01	Google Ads	Campagne de promotion de l'infolettre		261,53 $
2	2025-04-03	Association des communicateurs municipaux du Québec	Inscription au colloque annuel - chargés de communication		624,67 $
3	2025-04-14	Association des communicateurs municipaux du Québec	Inscription au colloque annuel - chargés de communication		624,67 $
4	2025-04-15	Association des communicateurs municipaux du Québec	Inscription au colloque annuel - chef de division		624,67 $
5	2025-04-23	Eplv - Billeterie Web	Achats de billets pour tirage interne en lien au lancement de l'infolettre interne		136,05 $
					2 271,59 $

Carte de crédit au nom de : Division du greffe Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-04	SEAO	Publication des appels d'offres et addendas		123,32
2	2025-04-10	SEAO	Publication des appels d'offres et addendas		33,55 $
3	2025-04-11	SEAO	Publication des appels d'offres et addendas		15,97 $
4	2025-04-17	SEAO	Publication des appels d'offres et addendas		62,34 $
5	2025-04-26	SEAO	Publication des appels d'offres et addendas		682,47 $
6	2025-04-27	SEAO	Publication des appels d'offres et addendas		33,72 $
					951,37 $

Carte de crédit au nom de : Guylaine Gaudreault Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-02	Agence de mobilité Durable	Stationnement - Rencontre du comité de retraite des cols bleus		11,70 $
2	2025-04-07	Agence de mobilité Durable	Stationnement - CA 7 avril		7,88 $
3	2025-04-11	Le bistro Amerigo	Activité de reconnaissance pour une employée du Greffe		101,10 $
4	2025-04-25	Paniers Cadeaux Mc	Activité de reconnaissance pour le directeur des travaux Publics		78,70 $
					199,38 $

Carte de crédit au nom de : Stéphane Plante Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Fimba Tankoano Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-04-08	Restaurant Pho 88	Réunion de travail des chefs de division de la direction de la CSLDS		101,28 $
					101,28 $

Carte de crédit au nom de : Samir Admo Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Pierre Boutin Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $
					7 710,07 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.01

2025/06/09
19:00

Dossier # : 1256290005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion d'appui à la campagne demandant au gouvernement du Canada de solliciter la présidence de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA).

ATTENDU QUE l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) est une organisation intergouvernementale composée de 35 pays membres et de 8 pays observateurs, dont la mission est de promouvoir l'éducation, la recherche et la mémoire de l'Holocauste, tout en collaborant avec des organismes internationaux comme l'UNESCO, l'Union européenne, l'OSCE et d'autres pour lutter contre la haine et la négation historique;
ATTENDU QUE le Canada est membre de l'IHRA depuis 2009;

ATTENDU QUE l'IHRA a élaboré une définition de l'antisémitisme qui a été adoptée par plus de 1000 entités à travers le monde, y compris des gouvernements nationaux, des provinces canadiennes, des municipalités – comme la Ville de Côte-Saint-Luc – ainsi que des universités, des entreprises, des clubs sportifs, des organismes culturels et des groupes religieux;

ATTENDU QUE le Canada a connu une hausse importante d'incidents antisémites selon Statistique Canada, y compris dans la région de Montréal, où des institutions communautaires et religieuses, en particulier dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, ont été visées à plusieurs reprises;

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral a récemment convoqué un Forum national sur la lutte contre l'antisémitisme, et a annoncé un financement accru au Programme de financement de projets d'infrastructure de sécurité, ainsi qu'un engagement partagé entre élus, policiers et fonctionnaires pour renforcer la lutte contre les crimes haineux;

ATTENDU QUE le Royaume-Uni, en présidant l'IHRA en 2024-2025, a démontré que ce rôle permettait d'améliorer les ressources disponibles pour les intervenants locaux afin de combattre efficacement l'antisémitisme, de renforcer la mémoire historique et de lutter contre la désinformation;

ATTENDU QUE la campagne nationale menée par Unis contre la haine Canada demande au gouvernement du Canada de poser sa candidature pour la présidence de l'IHRA en 2027 ou 2028, et qu'elle est soutenue par plus de 130 signataires issus du milieu politique,

universitaire, communautaire et spirituel;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est l'un des secteurs les plus diversifiés du Canada, abritant plusieurs communautés qui ont été ou sont encore la cible de haine, et que la lutte contre l'antisémitisme est indissociable de notre devoir de solidarité et de mémoire envers toutes les communautés vulnérables;

IL EST RECOMMANDÉ :

QUE le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce appuie la campagne réclamant que le gouvernement du Canada sollicite la présidence de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) pour les années 2027 ou 2028;

QU' une copie de cette résolution soit transmise au cabinet du très honorable Mark Carney, premier ministre du Canada, et aux député.es fédérales de la région de Montréal.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-06-06 11:53

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1256290005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion d'appui à la campagne demandant au gouvernement du Canada de solliciter la présidence de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA).

CONTENU

CONTEXTE

Motion présentée par Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon et appuyée par Stephanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Sans objet.

JUSTIFICATION

Sans objet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sans objet.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
secretaire- recherchiste

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-03

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 830-7568
Télécop. : -